



HAL
open science

Les territoires urbains de l'échange : l'agglomération toulousaine à travers les âges

Morvan Yoann

► **To cite this version:**

Morvan Yoann. Les territoires urbains de l'échange : l'agglomération toulousaine à travers les âges. Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris-Est, 2008. Français. NNT : . tel-00656161

HAL Id: tel-00656161

<https://theses.hal.science/tel-00656161>

Submitted on 3 Jan 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'Urbanisme de Paris / Université Paris XII

Les territoires urbains de l'échange

L'agglomération toulousaine à travers les âges

Yoann MORVAN

Thèse sous la direction de Thierry PAQUOT

Doctorat en urbanisme

Composition du jury :

Rosemary WAKEMAN

Philippe MOATI

Marcel RONCAYOLO

Philippe STEINER

Décembre 2008

Liminaire

A – Les échanges, des territoires à la langue

Au seuil de la lecture de cette thèse, il me faut préciser les contours d'un sujet si vaste que, même limité au cas de l'évolution d'une seule agglomération urbaine, il paraît ne pas avoir de confins. En effet, l'échange est plus qu'une catégorie, c'est une notion transversale qui inclut de nombreux champs théoriques, et qui désigne toujours davantage que l'opération à laquelle elle renvoie. Cette opération peut sembler tout englober, néanmoins c'est un leurre car l'échange n'a ni début, ni fin, et demeure perpétuellement insaisissable. L'échange touche à l'âme humaine tout autant qu'aux choses qui l'environnent, sans toutefois s'y attarder bien qu'il ne soit jamais sans restes. Déplaçant les choses, il laisse à penser qu'il suffirait de procéder à une énumération, dont Georges Pérec avait le secret, pour rendre compte de ce qui se passe de main à main, et de bouche à oreille en un territoire donné. Cependant, puisque l'échange transcende la vie humaine, – concernant ses relations avec les ancêtres, les descendants et le divin –, sa description ne peut suffire à en épuiser le sens. Cette absence de bornes prête d'emblée à l'échange une dimension qui l'oppose au territoire, lequel, au contraire, se caractérise par ses frontières. Mais le territoire ne se présente jamais seul : un territoire est un croisement d'autres territoires emboîtés et enchevêtrés. C'est pourquoi le mot 'territoire' sera presque toujours au pluriel tout au long du texte qui va suivre. L'un des seuls territoires qui, par sa plasticité, parvient à fluer comme l'échange, sans doute parce qu'il est lui-même constitutivement échange, est la langue dont on use les limites pour penser.

Les territoires urbains de l'échange

Les trois termes qui forment le titre de la thèse ont les uns par rapport aux autres des relations qui sont en interactions réciproques. Afin de tenter d'en dégager quelques unes, il convient au préalable de fournir certains éléments permettant de s'approcher d'une définition¹. Pour ce faire, l'un des meilleurs outils est le *Dictionnaire historique de la langue française*, rédigé sous la direction d'Alain Rey (2004). En effet, il permet d'effectuer des sondes à travers les strates successives de la langue. Le mot 'territoire' est « emprunté au latin classique *territorium* « étendue sur laquelle vit un groupe humain », et en latin chrétien, « pays, paysage, dérivé de *terra* (terre) et dont une forme altérée a donné *terroir* » ; « le mot est rare avant le XVII^e et se répand au XVIII^e (Montesquieu, Rousseau). Il désigne une étendue de terrain sur laquelle est établie une collectivité, spécialement qui relève d'une juridiction (1680), de l'autorité d'un Etat (1756). Il s'est dit du droit pour un évêque d'exercer les fonctions épiscopales » (Rey 2004 : 3804). Dès l'origine du mot, le territoire comporte une acception d'humanisation d'un espace, acception renforcée ensuite par sa signification juridique. Cela « fait du territoire un artefact, non une donnée naturelle », souligne Marcel Roncayolo dans *La ville et ses territoires* (1997 : 181-182). Par métaphore, il correspond à 'domaine', et il est donc possible d'aller plus loin dans la dé-spatialisation de la notion de territoire avec ce que Melvin Webber appelle, dans *L'urbain sans lieu ni bornes*², l'« *urban realm* », c'est-à-dire des « domaines urbains » comme « communautés sans lieu » (Webber 1996 : 65-78). Sans aller jusque de telles extrémités, le mot 'territoire' va être utilisé dans cette thèse dans sa dimension relativement dé-spatialisée sans pour autant complètement rompre avec la terre dont il provient.

A l'instar de beaucoup d'autres termes, 'territoire' a vu son usage se répandre au XVIII^e siècle, et des dérivés apparaissent, 'territorial' par exemple³. Ce n'est pas un hasard si à cette époque des mots comme 'développement' se font moins rares

¹ Par définition, toute définition stricte est rigoureusement impossible car une définition en appelle une autre, et en dernier ressort, cela suppose un métalangage dont le paradoxe du Crétois, puis le théorème de Godel, ont montré qu'il s'agissait d'une contradiction *in terminis*.

² Le titre original en anglais est *The Urban Place and the Nonplace Urban Realm* (1964)

³ Le mot est employé pour la première fois par Montesquieu en 1748 (Rey 2004 : 3804).

car le XVIII^e est un siècle où la conception du territoire se modifie avec la multiplication des échanges et l'extension des villes⁴, ainsi que l'affirmation de la politique économique de l'Etat territorial⁵. C'est d'ailleurs le moment (1748) où le mot 'échange' prend une connotation économique qu'il n'avait pas jusqu'alors. En effet, le terme 'échange', attesté en français dès 1080, indique une « opération par laquelle on échange (des biens, des personnes considérées comme des biens), spécialement en droit (1283) à propos de biens » ; « par analogie, le mot désigne (1704) une communication réciproque (de renseignements, de documents, etc.) d'où au figuré échange de politesses » (Rey 2004 : 1160). Tout comme 'territoire', 'échange' est utilisé au XIX^e siècle par les sciences biologique en plein essor. Plus tard, vers 1960, 'échangeur', outil de plus en plus incontournable des échanges dans les territoires urbains, va quant à lui prendre le sens particulier de « raccords sans croisements à niveau de plusieurs voies routières » (Rey 2004 : 1160). Plus lointainement dans le temps, le verbe 'échanger' dérive de 'changer' : « du latin tardif *cambiare* « échanger, troquer », terme du vocabulaire commercial probablement emprunté au gaulois » ; « le mot a progressivement évincer muer (du latin *mutare*). Avant la fin du XII^e, il exprime le fait de rendre autre, de modifier, d'où la construction 'changer en' (1580) et, à la forme pronominale, « se transformer » (1175, intransitivement « devenir différent ») (Rey 2004 : 697). Nous comprenons ainsi comment l'échange implique une transformation de ceux qui y prennent part, et parfois même leur mutation, et comment aussi de ce fait, les échanges peuvent⁶ constituer un puissant facteur de changement social.

Les échanges sont sur ce point en interaction réciproque avec la ville. Celle-ci a été tout au long de son histoire une source d'innovation, notamment en raison de la division du travail inhérente à sa genèse puis à la croissance urbaine. Aussi, plus qu'une forme spatiale ou qu'un simple contrat, la ville est une institution, au

⁴ Voir la thèse de Jean-Claude Perrot (Cf. infra).

⁵ Celui-ci devient « avec le mercantilisme le cadre et l'acteur principal de l'enrichissement collectif. L'accumulation de métal précieux et des bonnes espèces sur le territoire du souverain mesure la puissance de l'Etat et la santé de l'économie. L'appréciation de nouvelle d'autres formes de richesse que monétaire – population ou production agricole – est ensuite rapportée avec plus de pertinence au territoire. Le courant physiocratique en témoigne comme la conception « territoriale de l'impôt », rappelle Marcel Roncayolo (1997 : 204).

⁶ Mais pas toujours car l'échange symbolique est une condition de la reproduction de la société.

sens qu'Emile Durkheim a donné à ce terme⁷ : c'est une des institutions *De la division du travail social* qui requiert la mise en relation de ses différents membres et réduit les coûts de transaction⁸, comme l'a montré Philippe Steiner dans les pages qu'il consacre à Durkheim et à sa pensée de la division du travail comme échange, dans *La sociologie économique* (1999 : 15-17)⁹. La ville entraîne ses habitants à une sociabilité et à des mœurs spécifiques. C'est en cela que ces personnes deviennent urbaines et se distinguent de ceux qui n'y vivent pas. Avant d'être un nom, 'urbain' était d'abord un adjectif. Le terme est attesté isolément au XIV^e siècle et repris au XVII^e puis au XVIII^e ; il s'oppose à *rusticus*, et est emprunté au latin *urbanus* « de la ville » qui signifie au figuré « qui a les qualités de la ville » ; « urbain reprend aussi le sens figuré du latin (1508), rare avant la fin du XVIII^e », et enfin « un urbain a désigné un habitant d'une ville (1762) » (Rey 2004 : 3973). L'urbain renvoie donc à une appartenance qui confère certaines qualités. Ceci est très important pour la suite car lorsque la ville et l'urbain en viendront bien plus tard à se disjoindre, on se retrouvera dans la situation, en paraphrasant Musil, d'une ville sans qualités côtoyant des qualités urbaines sans ville, et dans ce cas il conviendra d'introduire l'adjectif 'citadin' pour marquer cette disjonction. En attendant, le terme qui désigne ces qualités urbaines est 'urbanité' : il est « emprunté au latin *urbanitas* « séjour de la ville » et « qualité de ce qui est de la ville », en particulier la politesse des mœurs, le bon ton ; le mot s'est introduit (1370) pour caractériser les relations entre habitants d'une ville, emploi isolé ; il désigne aussi dès le moyen français l'affabilité que donne l'usage du monde (1454) » (Rey 2004 : 3973). Les échanges urbains suscitent donc des comportements favorisant un être-ensemble dans un espace instituant.

Cependant pour mieux cerner l'urbain, il faut également l'apprécier par le contraste qu'il présente avec son antonyme : le rural. Ce dernier terme est « emprunté (début XIV^e) au bas latin *ruralis* « des champs, de la campagne », dérivé du latin classique *rus, ruris* « campagne », opposé à la fois à *domus*

⁷ Se reporter également aux travaux de Max Weber, et en particulier au texte publié sous le titre *La ville* (1982, Aubier).

⁸ La pensée durkheimienne préfigure d'une certaine manière la théorie économique de Ronald Coase, comme l'a pertinemment remarqué Philippe Steiner dans son essai sur *La sociologie économique* (1999 : 16-17).

⁹ Pour de plus amples informations, se reporter à *La sociologie économique (1890-1920) : Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen et Weber*, de Jean-Jacques Gislain et Philippe Steiner (1995, PUF).

« maison » et à *urbs* « ville » ; *rus* appartient à une racine indo-européenne qui signifie « espace libre » », comme en témoigne le mot anglais ‘*room*’ (Rey 2004 : 3335). Aussi, comme nous pouvons le constater, l’opposition entre urbain et rural est moins binaire qu’elle n’en a l’air puisque vient s’interposer une troisième notion, la maison. Il s’agit bel et bien d’une notion et pas simplement d’un qualificatif : ‘*domus*’ renvoie à la domestication et ‘maison’ à l’habiter¹⁰. L’existence de ce troisième terme est très précieuse pour comprendre ce qui se joue avec « la mort de la ville et le règne de l’urbain », pour reprendre la formule de Françoise Choay dans *Pour une anthropologie de l’espace* (2006)¹¹. En effet, le « règne de l’urbain » signifie de surcroît la fin de l’opposition avec le rural car il n’y a plus d’ « espace libre ». Et, tandis que l’urbain se détache de la ville en voie d’extinction, il tend de plus en plus à coïncider avec un *domus* porté à l’échelle macroscopique. C’est là où la dimension territoriale ré-intervient. « Le tissu urbain, à mailles plus ou moins larges, va-t-il saisir dans ses filets le territoire entier des pays industrialisés ? Le dépassement de l’ancienne opposition ville-campagne s’opérera-t-il ainsi ? On peut le supposer », indiquait, à la fin des années 1960, Henri Lefebvre dans *Le droit à la ville* (1974 : 76). En se désindexant de la ville qui avait permis sa naissance, l’urbain devient un territoire composé de maisons qui ne forment plus une ville.

¹⁰ La genèse des mots de l’habiter renvoie davantage à des relations économiques et sociales qu’au bâtir ou à la géographie. Ainsi Benveniste, lorsqu’il décrit les quatre cercles de l’appartenance sociale dans le *Vocabulaire des institutions indo-européennes*, montre bien que « l’étude attentive de la racine **dem* – qui fournit le nom de la plus petite unité, de la maison comme entité sociale – conduit à la distinguer des racines **dem(e)* « construire » et **dom(e)* « dompter » auxquelles les dictionnaires l’associent d’ordinaire. Quant au changement de sens qui s’observe en plusieurs langues de « maison-famille » à « maison-édifice », il reflète un changement social : le fractionnement de la grande famille qui, à une société structurée selon la généalogie, fait succéder peu à peu une société divisée selon la géographie » (Benveniste 1969 : 293). C’est donc l’être ensemble qui a conditionné l’être-là, et non l’inverse. La maison conserve toujours en français cette dimension non spatiale comme dans les expressions « être de bonne maison » ou encore « être de la maison » pour parler d’un intime de la famille, dimension que l’on retrouve directement dans la notion de maisonnée, issue de l’ancien français ‘mesnie’.

¹¹ Choay rejoint là les convictions exprimées par Henri Lefebvre dans *Le droit à la ville* : « la ville historiquement formée ne se vit plus, ne se saisit plus pratiquement. Ce n’est plus qu’un objet de consommation culturelle pour les touristes (...) avides de spectacles et de pittoresque. Même pour ceux qui cherchent à la comprendre chaleureusement, la ville est morte. Pourtant l’urbain persiste, à l’état d’actualité dispersée et aliénée, de germe, de virtualité. Ce que les yeux et l’analyse perçoivent sur le terrain peut au mieux passer pour l’ombre d’un objet futur dans la clarté d’un soleil levant » (Lefebvre 1974 : 108-109). Cet avènement de l’urbain était déjà annoncé par Arnold Toynbee qui, à la fin des années 60, s’appuyant sur les travaux de Jean Gottman, voyait poindre Oekuménopolis (Toynbee 1972).

Un objet d'étude et une méthode d'analyse

Ce parcours historico-sémantique a donc permis d'apporter quelques éclaircissements quant aux relations qu'entretiennent les trois termes du titre de la thèse. Ils entrent en résonance, et de cette vibration se dégage une thématique, certes très large, mais qui a sa cohérence propre. A travers ce parcours se dessine également une ébauche de justification du titre de la thèse. Les termes ont été notamment choisis en raison de leur capacité à rendre compte du thème traité sans qu'il soit nécessaire d'en introduire de nouveaux pour appréhender l'urbanisation contemporaine. Intituler cette thèse « Les territoires urbains de l'échange » permet entre autres de ne pas maintenir artificiellement le terme de ville en lui adjoignant un qualificatif¹² qui lui redonnerait une légitimité à présent galvaudée. En effet, « bien qu'elle soit moins médiatique que les dénominations faisant allusion à un nouveau type de ville, une conception élargie du territoire qui incorpore les vides et les pleins, la densité et l'étalement, l'urbain et le suburbain, la nature et la culture, apparait en filigrane de certains travaux. Elle implique un changement d'échelle, un renouveau de la perception spatiale et une intégration des contraintes territoriales et naturelles de l'environnement à la construction d'un cadre de vie urbanisé, sur fond d'avènement d'une révolution technologique et culturelle aussi importante que la révolution industrielle », écrivent Germain Adell et Xavier Capodano dans « Dire les nouveaux territoires : du stigmatisme à l'ubiquité du paysage », une très instructive contribution à l'ouvrage collectif *Nommer les nouveaux territoires urbains* (2001 : 81). L'un des avantages de cette approche de l'urbain par le territoire est sa neutralité, elle ne tranche pas hâtivement le débat terminologique autour d'une urbanisation contemporaine indéfinie et en mutation rapide. Les désignations prématurées courent le risque

¹² Toutes les tentatives de ce type n'en sont pas pour autant stériles car elles donnent à penser et fournissent des analogies ou des métaphores parfois suggestives (ville archipel, ville à la carte, etc.). L'une des plus pertinentes est à mes yeux le terme d'hyperville proposé par Corboz en référence à l'hypertexte car comme lui, elle « n'est pas saisissable par les sens, ne possède pas une structure univoque et impérative ; on peut le parcourir *ad libitum* et le consulter sélectivement ; on y entre n'importe où » ; « pour nos « villes » coextensives au territoire, nées de logiques partielles et concurrentes, d'une morphologie hypercomplexe, densifiées selon des critères économiques, techniques et fiscaux coordonnées, où l'on peut entrer par n'importe quel point (s'il est encore licite de parler d'entrée), qui ne présente plus de structure hiérarchique, qui se parcourent en tous sens, où les itinéraires obligés sont l'exception et qui ne sont plus guère perceptibles comme ensembles ». Il précise que « l'avantage du terme d'hyperville, c'est notamment qu'il n'implique pas de jugement de valeur, qu'il ne présuppose pas la densité des constructions ni leur usage, qu'il ne s'oppose pas aux « centres historiques » (puisque'il les comprend) » (Corboz 2001 : 255).

d'ajouter à la confusion¹³ et d'être périmées d'ici quelques décennies, alors que la notion de territoire convient autant pour décrire l'antique *Tolosa* que la Toulouse qui s'éparpille et qui voit s'instaurer de nouvelles polarités décentrées.

En outre, le territoire n'est pas une réalité figée, ce n'est pas un contenant immuable, c'est un processus. C'est ce sur quoi a insisté, à juste titre, André Corboz dans *Le territoire comme palimpseste et autres essais* : « les habitants d'un territoire ne cessent de raturer et de réécrire le vieux grimoire des sols » ; « le territoire fait l'objet d'une construction » ; « la portion de croûte terrestre qualifiée de territoire fait d'ordinaire l'objet d'une appropriation qui n'est pas uniquement de nature physique, mais qui tout au contraire met en œuvre diverses intentions, mythiques ou politiques » ; « la notion n'est pas « objective » » ; « le territoire est sémantisé. Il est « discutable ». Il porte un nom » (Corboz 2001 : 212-213). Dans les temps proto-urbains par lesquels débutent l'analyse des territoires toulousains de l'échange, la notion de territoire est très fortement rattachée à celle de peuplement. Les Tectosages, littéralement les « chercheurs de terre », marquent l'entrée du territoire toulousain dans l'Histoire, puis c'est la colonisation romaine qui inscrit son nom dans le monde de l'urbanité, etc. En ce sens, le territoire n'est qu'un simple instantané de dynamiques de territorialisations¹⁴ qui, s'établissant¹⁵, modifie sa structure, la complexifie, la réoriente¹⁶. C'est cet enchevêtrement de territoires superposés, ne s'accumulant pas nécessairement, qui amène Corboz à proposer la métaphore du palimpseste : « le territoire, tout surchargé qu'il est de traces et de lectures passées en force, ressemble (...) à un palimpseste. Pour mettre en place de nouveaux équipements, pour exploiter plus rationnellement certaines terres, il est souvent indispensable d'en modifier la substance de façon

¹³ « Les descriptions des urbanistes, des sociologues, des anthropologues, des ethnologues et des économistes sont riches de termes qui ont une grande latitude sémantique, tels que fragment, hétérogénéité, discontinuité, désordre, chaos. Grâce à la valeur évocatrice et constructive de ces termes, la ville contemporaine apparaît au plus grand nombre comme un amalgame confus de fragments hétérogènes, dans lequel on ne peut retenir aucune règle d'ordre, aucun principe de rationalité capable de la rendre intelligible ». La complexité « implique un nouveau style d'analyse, une nouvelle organisation discursive et de nouvelles figures » (Secchi 2006 : 69, 120).

¹⁴ Pour ne pas alourdir le propos, je n'introduis pas les interprétations philosophiques des notions de déterritorialisation et de reterritorialisation développées dans *Mille plateaux* par Deleuze et Guattari (1980, Minuit) ; elles n'en sont pas moins sous-jacentes.

¹⁵ La notion très importante d'établissement sera analysée plus loin.

¹⁶ Dans l'histoire du territoire toulousain, l'exemple le plus emblématique de changement radical de cap est celui du rattachement de Toulouse au royaume de France.

irréversible » (Corboz 2001 : 228)¹⁷. Le territoire ne s'oppose donc pas à la mobilité et n'en est pas qu'un support encombrant. Aujourd'hui plus encore qu'hier, il n'est pas « constitué en première ligne par des étendues et des obstacles, mais par des flux, des axes, des nœuds » (Corboz 2001 : 226). Les études d'« écologie urbaine » menées par les sociologues de l'École de Chicago (Park, Mc Kenzie, Burgess) nous ont montré à quel point les dynamiques de peuplement continuent, par leur territorialisations, à modeler les agglomérations urbaines contemporaines. Expliquant l'intérêt de ces analyses en termes « d'aires naturelles », Marcel Roncayolo indique comment le fait urbain « exprime dans sa forme la plus générale une certaine combinaison du mouvement et de la territorialité », combinaison qui lui confère l'aspect d'une « territorialité inachevée » (Roncayolo 1997 : 208-209). Cet inachèvement est aussi celui de l'urbanisation et des cycles des échanges.

Les territoires urbains de l'échange orientent le temps, comme nous le verrons dans la seconde partie de ce liminaire. Ils ouvrent des horizons temporels qui ne peuvent être refermés car l'échange n'en finit pas de s'achever. Une telle incomplétude provient de son extension considérable ainsi que de son non-unilatéralisme intrinsèque. « Il faut bien se rendre compte que la plupart des rapports entre les hommes peuvent être rangés dans la catégorie de l'échange : il représente l'interaction à la fois la plus pure et la plus intense, constitutive de la vie humaine en quête de matière et de contenu » ; « on ignore souvent à quel point ce qui, à première vue, apparaît comme action unilatérale inclut en réalité une interaction : l'orateur face à l'assemblée, le maître dans sa classe, le journaliste » etc. ; « toute interaction est à considérer comme un échange : la conversation, l'amour (même s'il lui est répondu par d'autres sentiments), le jeu », rappelle le sociologue et philosophe Georg Simmel (1999a : 53). L'anthropologie est sans doute le champ théorique où se déploie la pensée de l'échange la plus fertile. Héritier de Durkheim mais traçant son propre sillon intellectuel, Marcel Mauss a décrit les échanges de dons et contre-dons comme un « système de prestation totale ». La difficulté majeure, – que n'a que très partiellement réussi à surmonter cette thèse –, est d'essayer de comprendre comment ce système se

¹⁷ « Mais le territoire n'est pas un emballage perdu ni un produit de consommation qui se remplace » ; « le fondement de la planification ne peut plus être la ville, mais ce fonds territorial auquel celle-ci doit être subordonnée », ajoute Corboz (2001 : 228)

réarticule avec l'urbanisation : à la suite de Mauss, peut-on envisager que les territoires urbains de l'échange constituent un système de prestations totales ? Sans doute pas, mais il reste à savoir pourquoi. L'une des raisons tient à la différence de la relation au temps entre les sociétés traditionnelles et les sociétés urbaines modernes. Alors que dans les premières, le temps est cyclique même si la circularité des échanges n'est jamais bouclée, dans les secondes le temps est à la fois orienté, compté et fuyant. Les territoires urbains concernent trop d'échanges de natures diverses pour qu'un sens homogène les embrasse tous. Je me suis efforcé d'en discriminer les différents niveaux et de mentionner, à chaque fois que cela était possible, les liens existant entre eux. Les échanges économique-géographiques voient des produits se fabriquer puis s'acheter et se vendre dans des espaces donnés ; l'échange social concerne la relation qui s'institue entre des groupes sociaux dominants à d'autres qui leur sont subordonnés ; l'échange symbolique, quant à lui, implique des valeurs immatérielles transitant par des biens matériels, et constitue le monde des mondes de l'échange.

L'urbanisation contemporaine a largement rendu caduc l'échange symbolique¹⁸ en transformant le monde clos en un univers in-fini¹⁹. Cependant, tout échange charrie du symbolique, et les territoires urbains en gardent plus que la trace²⁰. En se substituant à l'échange symbolique, l'urbanisation a repris et a recomposé la circulation du sens²¹. Les politesses de l'urbanité sont d'intermittentes cérémonies qui nous offrent une lucarne sur la dimension métaphysique de l'urbain ; et plus encore, l'extraordinaire attractivité du fait urbain en est révélateur. Celui qui l'a dévoilé avec le plus de profondeur est certainement Jacques Ellul qui, dans le chapitre « Les horizons authentiques » de *Sans feu ni lieu* (1975), écrit : « la ville, aussitôt qu'elle apparaît dans un groupe humain, devient un élément de

¹⁸ L'essai de Jean Baudrillard sur *L'échange symbolique et la mort* (1976 Gallimard) (sans doute son étude la plus aboutie), nous l'a amplement démontré.

¹⁹ Je paraphrase ici le titre de l'essai d'Alexandre Koyré.

²⁰ Si l'urbanisation paraît détruire l'échange symbolique, accentuer la marchandisation du monde (voire en être la source), et aussi généraliser une certaine forme d'ingratitude liée à la monétarisation des relations humaines, n'y aurait-il pas une sorte de paradoxe selon lequel la fidélité se reporterait sur le phénomène urbain lui-même : non plus une ville en particulier mais à une forme de vie qu'il est d'usage de qualifier d'urbaine. La question devient alors comment et en quoi l'urbanisation constitue-t-elle un échange symbolique ? Comment interpréter l'histoire de l'homme dans sa propension à édifier des villes, à vivre ce monde comme urbain ?

²¹ Alors que l'échange symbolique s'effectuait dans un monde plein ; il me semble que le phénomène social total urbain ne pourra être compris dans sa relation à l'échange symbolique que dans un monde pleinement urbanisé, sans reste ; ce qui est en train d'advenir.

polarisation de toutes les activités humaines. Non seulement les activités économiques, mais bien intellectuelles et artistiques aussi. Et là encore gardons-nous de cette banalité qui consistait à dire qu'évidemment, en ville, il y a plus d'intensité à tous les points de vue ! Non. Ce n'est pas une question d'intensité, c'est une question d'origine et de création. La ville détermine un certain mode de vie, qui, sitôt qu'il existe, tend à attirer toute autre activité extérieure » ; « quelles que soient les attitudes individuelles, rien ne résiste à la double action de la spéculation sur les terrains et de l'attraction psychique de la ville » (Ellul 1975 : 218, 222)²². Alors que jusque même après la fin de l'Ancien Régime, le fait urbain n'était qu'une composante parmi d'autre en charge du sens, l'urbanisation généralisée des espaces et des consciences a bouleversé les équilibres millénaires. Dorénavant, « la campagne n'est plus qu'un tissu interstitiel, (...), un lieu insignifiant. Toute la signification est incluse dans la ville. (...). Nous sommes en présence d'un phénomène nouveau. Surprenant. Auquel rien ne nous a préparés », poursuit Ellul, dans un article intitulé « Les « idées-images » de la ville de l'homme quelconque » (1984 : 29). L'évolution la plus récente des territoires urbains paraissent ainsi convoquer une anthropologie de l'échange, anthropologie dont les linéaments paraissent bien incertains.

Quelle anthropologie à l'ère de l'urbain généralisé ?

Rares sont les anthropologues qui se sont risqués à présenter une vision d'ensemble du phénomène urbain. Le plus souvent, le cadre de l'analyse se limite à un terrain qui, à lui seul, n'est qu'exceptionnellement en mesure de donner une idée de la portée des transformations anthropologiques consécutives à l'avènement de l'urbain généralisé²³. Pourtant, la vie urbaine tend à concentrer la majorité des destinées humaines. « Une crise mondiale de l'agriculture et de la vie paysanne traditionnelle accompagne, sous-tend, aggrave une crise mondiale de

²² « Puissance de la ville et de son image au cœur de l'homme », « fixité du regard historique qui fait que la ville paraît être la forme de développement indubitable de la société. Si l'on veut se représenter fictivement les civilisations de l'an 3000, c'est Métropolis qui surgit spontanément de notre cerveau » (Ellul 1975 : 228).

²³ « En trente ans, le monde et les comportements humains ont sans doute plus changé que durant les millénaires écoulés depuis la sédentarisation de notre espèce » ; l'urbain généralisé est un nouveau contexte qui appelle d'autant plus « l'approche anthropologique » : « notre questionnement doit être situé dans la perspective d'une anthropologie générale, seule capable de mesurer les enjeux et les risques dont l'espace terrestre est aujourd'hui le support », souligne Françoise Choay, dans *Espacements* (Choay 2003).

la ville traditionnelle. Une mutation à l'échelle planétaire se produit. Le vieil « animal rural » et l'animal urbain, simultanément, disparaissent. Laissent-ils place à « l'homme » ? C'est le problème essentiel. La difficulté majeure théorique et pratique, vient de ce que l'urbanisation de la société industrielle ne va sans l'éclatement de ce que nous appelons encore « ville ». La société urbaine se constituant sur les ruines de la ville, comment saisir les phénomènes dans leur ampleur, dans leurs contradictions multiples ? C'est là le point critique » écrit Henri Lefebvre en 1968 dans *Le droit à la ville*, au moment où sa pensée connaît un infléchissement décisif du rural à l'urbain (Lefebvre 1974 : 83)²⁴. En dehors de penseurs inclassables comme Ellul ou Lefebvre pour qui l'enjeu est de l'ordre du théologique pour le premier et du philosophique pour le second, l'anthropologie en tant que telle ne compte, à ma connaissance, qu'un seul ouvrage de référence : *Explorer la ville*, d'Ulf Hannerz (1983). Ce dernier prend très au sérieux le nouveau contexte anthropologique qu'instaure l'urbanisation généralisée et rappelle que « si elle veut assumer ses prétentions à être une 'science de l'homme', l'anthropologie doit reconsidérer ses limites et tenir compte de la vie urbaine » (Hannerz 1983 : 21).

Pour ce faire, Hannerz opère une distinction capitale entre l'anthropologie *en* ville et l'anthropologie *de* la ville, « structures sociales à domaines multiples » (Hannerz 1983 : 141). En effet, il s'agit de ne pas considérer l'urbain comme un simple contexte de l'investigation, et de l'appréhender dans sa globalité. Néanmoins, cela demeure une visée car c'est un ensemble trop vaste. Il faut effectuer des choix stratégiques. Selon Hannerz, « l'approvisionnement et le trafic » sont deux domaines « particulièrement significatifs » et « font de la ville ce qu'elle est » ; et il émet l'hypothèse selon laquelle « la composition du domaine d'approvisionnement a un effet certain sur la formation et la sélection des autres

²⁴ Lefebvre en appelle au « dépassement simultané du vieil « animal social » et de l'homme de la ville ancienne, l'animal urbain, vers l'homme urbain, polyvalent, polysensoriel, capable de rapports complexes et transparents avec « le monde » (l'environnement et lui-même) ». « On veut construire immeubles et villes « à l'échelle humaine », « à sa mesure », sans concevoir que dans le monde moderne « l'homme » a changé d'échelle ». « C'est donc vers un nouvel humanisme que nous devons tendre et nous efforcer, c'est-à-dire vers une nouvelle praxis et un homme autre, celui de la société urbaine » ; « la vie urbaine n'a pas encore commencé. Nous achevons aujourd'hui l'inventaire des débris d'une société millénaire dans laquelle la campagne a dominé la ville, dont les idées et « valeurs », les tabous et les prescriptions, étaient pour une grande part d'origine agraire, à dominante rurale et « naturelle ». Des cités sporadiques émergeaient à peine de l'océan campagnard » (Lefebvre 1974 : 110-111, 33).

rôles » : « c'est peut-être là une stratégie d'analyse anthropologique des sociétés urbaines qui peut combler le fossé conceptuel séparant la biographie du citadin et la place de la ville dans la société globale », « un mode d'approche des sociétés urbaines dans leur forme plurielle et comme totalité » (Hannerz 1983 : 140-145). Aussi, pour ma part et même si mon travail ne relève pas uniquement de l'anthropologie, j'ai essayé de suivre ce conseil judicieux en accordant une attention particulière à ces deux domaines. Une autre recommandation formulée par Hannerz va occuper une place centrale dans ma thèse : l'apport que peut représenter l'histoire. L'obstacle épistémologique le plus important rencontré par la démarche anthropologique face à l'urbanisation généralisée est l'absence d'extériorité qui la caractérise. Aussi, « l'anthropologie urbaine ferait bien de travailler en étroite collaboration avec la recherche historique » (Hannerz 1983 : 30)²⁵, grâce à laquelle elle saurait être en mesure de trouver des formes d'extériorité, cette fois dans le passé²⁶ et non plus des contrées exotiques à présent elles-mêmes urbanisées.

Analyser l'ensemble d'une histoire urbaine permet de mieux cerner les ruptures. En particulier, une agglomération comme celle de Toulouse a le mérite d'exister depuis deux millénaires et d'avoir « quelque chose à dire » à propos de chaque période. Spécifique, elle n'est pas un cas trop singulier, tandis que son évolution contemporaine donne incontestablement à penser quant à l'évolution vers l'urbain généralisé. « L'étude des cités moyennes est mieux appropriée que celle des villes exceptionnelles pour observer l'effacement du vieux monde, un effacement que le XX^e siècle accélère autant qu'il en cache souvent les préliminaires originaux », explique Jean-Claude Perrot (1974 : 46), auteur d'une thèse sur l'entrée en modernité de Caen au XVIII^e siècle. Cependant, l'histoire urbaine est en proie à des difficultés analogues à celles de l'anthropologie. « A bien des égards, le fait de parler d'histoire urbaine est déjà une prise de position » remarque Denise Pumain dans le *Dictionnaire La ville et l'urbain* (2006 : 143)²⁷. Nous retrouvons

²⁵ « Si l'anthropologie des formes majeures de sociétés urbaines accepte de prendre en compte la dimension historique, elle devra rompre plus nettement avec la tradition de travail de terrain, qui bute sur les impasses de l'analyse synchronique » indique Hannerz (1983 : 366).

²⁶ A titre d'exemple, l'histoire des sensibilités telle que la pratique Alain Corbin est ainsi de nature à compenser quelque peu l'absence d'une véritable anthropologie de la modernité.

²⁷ « L'institutionnalisation de la discipline est récente et les historiens spécialistes des villes sont peu nombreux » (Pumain 2006 : 143).

ici la distinction entre histoire de la ville et histoire dans la ville. En effet, « l'analyse des villes est trop souvent le sous-produit ou le cadre passif de recherches obéissant à des préoccupations thématiques différentes », même si la situation commence à changer lorsqu'en 1974 Marcel Roncayolo établit ce constat, et que « la ville devient le personnage central dans une nouvelle génération de travaux », dont la thèse remarquable de Perrot (Roncayolo 2002 : 286). J'espère avoir échappé à ce défaut en m'employant à systématiquement faire dialoguer les histoires urbaines générales avec les monographies toulousaines, et à relever les études particulières qui ont retenues l'attention de l'historiographie afin de faire ressortir l'intérêt du cas toulousain, comme la thèse de Germain Sicard sur les moulins de Toulouse comme premières sociétés anonymes. Cet entrecroisement bibliographique construit la problématisation, et permet de situer le cas toulousain car « n'est-ce point entre les monographies (...) et la vaste confrontation interculturelle, l'étape la plus nécessaire – et celle qui manque le plus dans l'historiographie actuelle » suggère Roncayolo, dans *Lectures de villes* (2002 : 304). La recherche historique menée sur les territoires toulousains de l'échange ne vaut pas que pour elle-même, elle cherche à mettre en évidence la signification de l'urbanisation contemporaine.

La langue et l'échange

De la manière que celle de l'histoire, l'étude de la langue n'est pas qu'un amusant jeu d'érudition. En effet, elle est d'une aide très précieuse dans l'analyse des territoires de l'échange car s'y déposent les pratiques et conceptions humaines au cours des strates historiques successives²⁸. « La langue apparaît ainsi comme « le principal document de l'histoire spirituelle de l'humanité » », écrit l'historien toulousain Philippe Wolff dans *L'origine linguistique de l'Europe occidentale*, qui insiste en affirmant qu'elle « est toujours un fait social, que son évolution n'est bien comprise qu'à la lumière d'une bonne analyse des réalités sociales, et qu'inversement elle permet de les atteindre » (Wolff 1982 : 23-25). Territoire de socialisation, la langue entretient une relation particulière à l'urbanité²⁹ et à

²⁸ « Toute une mythologie est déposée dans notre langage » écrit Wittgenstein, dans *Les remarques sur le Rameau d'or* (1982).

²⁹ « La ville a donné à tous les mots, ou du moins à un grand nombre d'entre eux, une possibilité qui était autrement réservée à un tout petit nombre, à une classe privilégiée de mots : être anobli,

l'échange. L'un des meilleurs guides pour qui souhaite interpréter en profondeur les enjeux anthropologiques de l'échange est certainement *Le vocabulaire des institutions indo-européennes* d'Emile Benveniste. Cet ouvrage offre une large perspective à la fois sur la manière dont les mots s'échangent et sur les mots de l'échange, témoignant ainsi de racines fondamentales de nos vies économiques. Ces racines permettent de déployer une anthropologie transhistorique, d'approfondir la compréhension de ce qu'échanger veut dire, de mieux saisir la connivence entre le langage et l'échange. « On n'a pas seulement à se demander (...) comment il se fait que donner et/ou prendre se dise ainsi ou ainsi dans la langue, mais se rappeler d'abord que la langue est aussi un phénomène de don-contre-don, du donner/prendre – et d'échange », écrit Derrida, *Donner le temps* (1991 : 107). A travers la langue, l'échange symbolique n'apparaît plus comme un rite disparu mais comme une dimension sous-jacente de tous nos échanges. Les analyses sémantiques et lexicales menées par Benveniste³⁰ ne relèvent pas simplement de la linguistique mais ouvrent à l'histoire des mœurs humaines. Nos langues apparaissent alors comme un inépuisable objet d'investigation pour déceler les formes de l'échange à travers l'histoire.

Le vocabulaire du commerce est très riche de mots voyageurs et révélateurs d'une géographie socio-économique. L'exemple de 'kaufmann', le marchand, qui vient du latin '*caupo*', le cabaretier, en est des plus probants : « n'est-il pas caractéristique de ces relations de frontières, où le cabaretier vend un peu de tout, et apparaît aux « barbares » voisins comme l'incarnation du commerce ? » (Wolff 1982 : 68)³¹. Autre exemple, celui du néerlandais : « il est un groupe linguistique qui se sera suffisamment affermi pour amorcer une langue reconnue aujourd'hui comme indépendante, le néerlandais. Ce que l'on appelle les Pays-Bas était peuplé

entrer dans l'aristocratie du nom. Cette révolution du langage a été accomplie par ce qu'il y a de plus commun, la rue. Grâce aux noms de rues, la ville est un cosmos linguistique » (Benjamin 2002 : 539).

³⁰ Cette perspective peut être prolongée par *Le dictionnaire historique de la langue française* d'Alain Rey, dont l'érudition de Rey n'est pas au service d'une excavation savante mais donne à voir la langue dans sa dynamique évolutive, une langue vivante comme l'humain. Ce dictionnaire sera utilisé de manière systématique dès qu'un terme présentera un parcours linguistique (biographie d'un mot) éclairant pour notre propos. L'histoire d'un mot n'est pas son étymologie : son évolution sémantique nous renseigne davantage que son sens originel. Ainsi, sa circulation d'une langue à une autre, d'un usage à un autre (cf. jeux de langage pour Wittgenstein), sont autant de glissements révélateurs de transformations des pratiques humaines des échanges.

³¹ Voir aussi *Hôtels, restaurants et cabarets dans l'Antiquité romaine* de Kleberg (1957 : 4-6) ; et René Sédillot et son *Histoire des marchands et des marchés* (1964 : 92).

d'éléments assez divers : Frisons, Saxons, Francs. Entre royaume de France et Empire, dont la frontière les traversait, ils menèrent une existence relativement indépendante. Surtout un très remarquable essor économique, fondé sur industrialisation poussée, un développement des échanges, un perfectionnement de l'agriculture firent de toute cette région – Flandres d'abord, puis les autres provinces – l'une des plus vivantes d'Europe » (Wolff 1982 : 114). La langue française a emprunté un certain nombre de mots du commerce et des transports³² à cette langue parlée par des locuteurs peu nombreux, mais très doués pour les affaires. Le mot 'échoppe' (XIII^e) provient ainsi du néerlandais '*schoppe*' « petite boutique en appentis et adossée à un mur », lui-même issu d'un terme germanique désignant une étable, une baraque, ce qui montre bien l'évolution du vocabulaire rurale vers celui de la ville où s'échangent les marchandises (Rey 2004 : 1167). L'urbanité favorise la communication verbale et commerciale.

De façon plus suggestive, la langue apparaît aussi comme une métaphore de la ville. « Médiation parmi les médiations », la ville « pourrait (...) se rapprocher (...) du langage que les individus ou groupes reçoivent avant de le modifier, ou de la langue (de telle langue, œuvre de telle société, parlée par tels groupes) », remarque Lefebvre (1974 : 54-55)³³. Réciproquement, l'exemple de l'évolution urbaine de la ville devient un exemple privilégié aux yeux de Wittgenstein pour décrire le langage mis en jeu de manière compliquée par les usages multiples. Une fois les remparts de la ville démolis, celle-ci n'a plus de contours nets. « Et à partir de combien de maisons, ou de rues, une ville commence-t-elle à être une ville ? On peut considérer notre langage comme une vieille cité : un labyrinthe de ruelles et de petites places, de vieilles et de nouvelles maisons, et de maisons agrandies à différentes époques ; et ceci environné d'une quantité de nouveaux faubourgs aux rues rectilignes bordées de maisons uniformes »³⁴.

³² Le mot 'fret', est emprunté au XIII^e siècle au néerlandais '*vrecht*', '*vracht*', « prix de transport » (Rey 2004).

³³ Voir aussi De Certeau (1990).

³⁴ *Investigations philosophiques* – paragraphe 18.

B – L’urbanisation du temps et les territoires de l’économie

Comment l’urbain, par ses temporalités propres, génère et oriente les territoires de l’économie ? Ces derniers sont polarisés par la ville, et cette non homogénéité des territoires de l’économie en est à la fois l’origine et la résultante. Si cela est frappant de nos jours comme en témoignent les villes globales³⁵ ou les processus de métropolisation, le phénomène n’est pas récent. La perspective adoptée sera par conséquent transhistorique et anthropologique, car cela permet une vision synoptique de la territorialisation des activités économiques sur la très longue durée et aussi de mieux caractériser le rôle de la ville dans cette dynamique. Ainsi que l’affirme Fernand Braudel : « tous les grands moments de la croissance s’expriment par une explosion urbaine. Quant à poser la question : les villes sont-elles la cause, l’origine de la croissance ? c’est aussi inutile que de se demander si le capitalisme est responsable de la montée économique du XVIII^e siècle ou de la Révolution industrielle. La « réciprocité des perspectives » (...) joue ici à plein. La ville crée l’expansion autant qu’elle est créée par elle. Mais ce qui est sur c’est que, même quand elle ne la fabrique pas de toutes pièces, elle mène le jeu à son profit. Et que, chez elle, ce jeu se révèle mieux qu’en tout autre poste d’observation » (Braudel 1979, 1 : 421).

Il s’agit donc d’appréhender de pair l’histoire urbaine de l’économie et l’histoire économique de la ville afin de déceler comment les temporalités urbaines impriment leurs marques, leurs rythmes et leurs dynamiques aux territoires. Mais pour cela, il faut au préalable souligner et signifier l’urbanité des territoires économiques.

³⁵ Voir Saskia Sassen (1996)

I Les territoires de l'économie : des territoires urbains

1.1 vers une anthropologie transhistorique de la relation urbain/économie

L'économie et les échanges préexistent au phénomène urbain. Ainsi l'économie villageoise présente une forme de domestication assez avancée et témoigne d'une première sédentarisation ; les premiers stockages s'y constituent, Lewis Mumford note que « dans la part des graines que l'on réserve en vue des prochaines semailles, nous voyons déjà l'origine de l'accumulation des capitaux » (Mumford 1964 : 25). Le commerce à longue distance a lui aussi précédé l'apparition de villes, comme l'indique Paul Bairoch (1985 : 42-43). Cependant, avec le phénomène urbain quelque chose de nouveau et de décisif se met en place dans la relation entre territoire et économie ; un saut qualitatif, et pas simplement quantitatif, est réalisé. Un tel saut « suppose des conditions précises : production d'un surplus agricole qui permet d'alimenter, en tout ou en partie, la population urbanisée ; division du travail qui fonde l'activité économique de la ville et, à son tour, s'en trouve renforcée ; spécialisation et hiérarchie des tâches »³⁶, résume Marcel Roncayolo (1997 : 28). « La formation des cités allaient rapprocher des éléments auparavant dispersés et sans contacts ; et leurs rapports réciproques y entretenaient un état de tension dynamique » (Mumford 1964 : 43)³⁷. En effet, l'agglomération concentrée formée par la ville institue une centralité et génère des interactions plus complexes et plus intenses. « Elle serait le dispositif topographique et social qui donne leur meilleure efficacité à la rencontre et à l'échange entre les hommes. Dans le langage de l'économie néo-classique, la ville « maximiserait l'interaction sociale » (P.Claval, 1970). La proximité et l'agglomération multiplieraient les moyens d'actions d'une société » (Roncayolo 1997 : 27). C'est une nouvelle ère anthropologique qui s'ouvre avec l'urbanisation. « Développant ses aptitudes et sa volonté personnelle, l'homme

³⁶ Ces points sont soulignés par l'ensemble des auteurs qui se sont intéressés à décrire ce passage, ou à conceptualiser ou définir la ville.

³⁷ Voir également Mumford (1964 : 17).

découvrait pour la première fois la spécialisation des métiers ; et l'architectonique de la cité exprime à la fois ce progrès et cette différenciation, qui s'applique à tous aspects du développement de la civilisation »³⁸, (Mumford 1964 : 45). Et c'est cette spécialisation, fruit de l'urbanité, qui donne sens et richesse à l'interaction sociale. « Du seul fait de cet amalgame, les facultés créatrices de l'homme allaient s'accroître considérablement dans tous les domaines. La cité allait mobiliser la main d'œuvre, organiser les moyens de communication, tisser dans le temps et l'espace un réseau d'échanges commerciaux et culturels, favoriser l'invention, entreprendre d'immenses travaux, et provoquer en même temps un accroissement considérable de la productivité agricole » (Mumford 1964 : 42). Le processus d'urbanisation entraîne toute une série d'interdépendances enchevêtrées : interdépendances des hommes entre eux (Hannerz 1983 : 109) ; interdépendances vis à vis des territoires agricoles, que ce processus détermine toujours plus avant ; mais aussi interdépendances des villes les unes par rapport aux autres. Braudel met l'accent sur ce dernier point. « Jamais une ville ne se présente sans l'accompagnement d'autres villes. Les unes maîtresses, les autres servantes ou même esclaves, elles se tiennent, elles forment une hiérarchie, en Europe comme en Chine, comme ailleurs » (Braudel 1979, 1 : 423). Les villes sont au centre d'un maillage territorial et économique, modifiant de manière irréversible la relation de l'homme avec son environnement.

1.2 croissance inégale et urbanisation

Les sciences économiques modernes ont longtemps mésestimé la dimension spatiale dans leur approche, en particulier les néoclassiques³⁹. A présent, de nombreux observateurs de la vie économique soulignent cette dimension. Ainsi Pierre Veltz, par exemple, écrit qu'une « pure économie de flux indifférente aux lieux ne tient pas. Elle est contredite tout simplement, d'abord, par la polarisation

³⁸ Mumford voir aussi (1964 : 97, 136-143).

³⁹ La notion de circuit économique était bien connue des Classiques comme en témoigne la recherche de Pierre Dockès, *L'espace dans la pensée économique du XVI^e au XVIII^e siècle*, mais « l'abondant courant intégrant analyse spatiale et analyse économique disparaît presque complètement avec le XIX^e siècle comme un fleuve se perdant dans un désert. Plus exactement, il se décompose en deux branches : la théorie spatiale et la théorie économique. L'exception à cette règle est celle de von Thünen et de sa filiation par Lösch jusqu'à nos jours » (Dockès : 427-428).

géographique croissante des activités » (Veltz 1996 : 7)⁴⁰, ou encore que « le territoire entre désormais dans le jeu économique comme matrice d'organisation et d'interactions sociales, et non plus comme stock ou assemblage de ressources techniques » (Veltz 1996 : 10). Cependant, la territorialisation de l'économie par l'urbain n'est pas un phénomène récent. C'est un phénomène originaire, comme le montre une anthropologie des relations entre activités économiques et territoires, et il se perpétue donc à travers l'histoire. De ce fait, l'économie se territorialisant (est non homogène), non homogénéité se développant sur la très longue durée avec l'urbanisation.

La ville en tant que centre de communications et d'échanges est facteur d'inégalités spatiales. Comme le montre Jean Rémy, « cette inégalité, construite et voulue, crée une mutation qualitative de l'espace économique. Celui-ci est amélioré par rapport à un espace individualiste où chacun des points spécialisés serait relié aux autres. Ces inégalités et ces nœuds privilégiés d'échange accroissent donc l'efficacité de l'ensemble du système » (Rémy 2000 : 34). La notion de « pôle de croissance », introduite en 1955 par l'économiste hétérodoxe François Perroux⁴¹, permet de décrire cette croissance fondamentalement inégale et déséquilibrée d'un point de vue spatial. Ainsi, « la croissance n'apparaît pas partout à la fois ; elle se manifeste en des points ou pôles de croissance, avec des intensités variables ; elle se répand par divers canaux et avec des effets terminaux variables pour l'ensemble de l'économie » (Perroux 1961 : 179). L'agglomération urbaine, processus renforcé par l'industrialisation, est au cœur de cette polarisation des activités économiques. « Centre d'accumulation et d'agglomération de moyens humains et de capitaux fixes et fixés, il appelle à la vie d'autres centres d'accumulation et d'agglomération de moyens humains et de capitaux fixes et fixés. Quand deux de ces centres sont mis en communication par des voies de transports matériels et intellectuels, des changements étendus s'accusent dans les horizons économiques et les plans des producteurs et

⁴⁰ Ce thème est largement repris dans la plupart des analyses des processus de métropolisation, ou encore dans celles de la globalisation, et en particulier dans l'ouvrage de Saskia Sassen sur les villes globales.

⁴¹ Sur son parcours intellectuel, sur reporter à l'excellent article d'Isabelle Couzon : « « Les espaces économiques » de François Perroux (1950). Organisation de l'espace et aménagement du territoire dans l'économie et la géographie françaises au milieu du XX^e siècle » (2003) (voir infra) ; et dans le prolongement de sa pensée voir *Les espaces économiques* de Jacques Boudeville (1970 PUF).

consommateurs. La croissance du marché dans l'espace, quand elle vient de la mise en communication de pôles industriels, et plus généralement de pôles d'activités, territorialement agglomérés, est tout le contraire d'une croissance également répartie ; elle s'opère par concentrations de moyens en des points de croissance dans l'espace d'où irradient ensuite des faisceaux d'échanges » (Perroux 1961 : 188). L'urbanisation génère une croissance inégale⁴², et les territoires de l'économie sont par conséquent des territoires urbains.

II Temporalités urbaines et économie en Occident : l'orientation du temps

2.1 une rupture majeure : les XII^e/XIII^e siècles comme inversion

Si l'espace est polarisé par la vie économique urbaine, il en va de même du temps. Centre rituel et lieu de rencontres de la communauté urbaine, l'aimantation par la ville est d'abord le témoignage et la traduction de son caractère sacré (Mumford 1964 : 126). « Rassembler et accumuler en repoussant sans cesse les limites spatiales et temporelles qui enferment la communauté est une des fonctions essentielles de la cité » (Mumford 1964 : 131) . Le temple en est l'une de ses plus fondamentales institutions et abrite les premiers « grands magasins » (Mumford 1964 : 94-96). Par la suite ce dernier s'autonomisera vers des sites qui lui seront dévolus mais sans pour autant être totalement disjoint du religieux ou du politique qui continuent à imposer leurs temporalités. Jusqu'au milieu du Moyen Age la ville orientait le temps par sa sacralité. Cependant, alors que le renouveau des villes de l'Europe occidentale s'accompagne d'un important regain des activités économiques, celles-ci contribuent à laïciser les temporalités urbaines. Comme le met en relief Jacques Le Goff, le XIII^e siècle marque le début d'un temps nouveau, d'une nouvelle relation au temps : « face au temps religieux de la cloche du clocher de l'église s'affirme le temps laïc, le temps du travail, de la

⁴² Voir aussi Braudel qui souligne « les dénivellations du monde inégal des hommes. Ce sont ces inégalités, ces injustices, ces contradictions, grandes ou minuscules, qui animent le monde, le transforme sans arrêt dans ses structures supérieures, les seules vraiment mobiles » (Braudel 1979, 1 : 496).

cloche du beffroi de la ville » (Le Goff 1999 : 412). Cette dernière sert à « sonner l'heure à laquelle les ouvriers doivent aller travailler, celle à laquelle ils doivent s'arrêter de travailler pour manger, celle à laquelle ils doivent reprendre le travail, celle enfin à laquelle ils doivent cesser le travail » (Le Goff 1999 : 412)⁴³. La mesure se fera également plus précise avec l'invention de l'horloge mécanique dont la régularité et l'exactitude reflète le nouvel ordre économique⁴⁴. Ce souci du calcul se diffuse à de nombreux aspects de l'existence humaine et constitue un profond changement des mentalités. La comptabilité s'empare même de la vie après la mort : « vers ce temps- là, des théologiens ont inventé un troisième pays de l'au-delà, entre le Paradis et l'Enfer, un au-delà intermédiaire car c'est un enfer 'à temps' où l'on ne reste que le temps nécessaire à se purifier des péchés véniels ou non effacés par pénitence, quoique regrettés par contrition, qu'on a pu conserver au moment de la mort. Le temps passé au purgatoire est directement proportionnel à la gravité des péchés non disparus à la mort, et indirectement proportionnel à l'importance des actes religieux ». Le Goff ajoute que puisque « ce temps est racheté par les indulgences valant tant ou tant d'années de purgatoire, un véritable trafic du temps de l'au-delà s'instaure » (Le Goff 1999 : 414)⁴⁵. Au sein de la florissante économie urbaine, un groupe social joue un rôle de plus en plus prépondérant, en particulier dans la relation au temps et dans l'éclosion de l'idée de calculabilité, ce sont les marchands. Ils sont un puissant facteur de laïcisation du temps car ceux-ci se mettent à en faire le commerce, ce qui entraîne un conflit théologique important car le temps n'appartenait jusqu'alors qu'à Dieu⁴⁶. « A l'aube du capitalisme, le temps est devenu une marchandise » (Le Goff 1999 : 414). Ainsi que l'affirme Lewis Mumford, « la religion cédait la place au commerce, le crédit comptait plus que la foi » (Mumford : 1964 : 402).

⁴³ Voir aussi Mumford (1964 : 522).

⁴⁴ L'horloge mécanique est inventée à la fin du XIII^e siècle en réponse à ce besoin de précision dans la mesure du temps ; voir sur ce même thème, *Pour un autre Moyen Age*, « Temps et travail, temps de l'église et temps du marchand » (Le Goff 1999 : 57).

⁴⁵ Sur l'idée de proportionnalité, voir « L'imaginaire médiéval » (Le Goff 1999 : 526) ; voir également La naissance du purgatoire, notamment comme nouvel espace géographique (Le Goff 1999 : 779).

⁴⁶ Le Goff, « La bourse et la vie, économie et religion au Moyen Age », dans *Un autre Moyen Age* (1999).

2.2 le temps du crédit

L'orientation du temps par la ville est, à partir du XIII^e siècle, non plus le fait de ses temporalités sacrées mais de ses activités économiques et financières : la confiance change de garant. Emile Benveniste, dans *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, montre bien comment 'foi', 'confiance' et 'crédit' participent d'un même champ sémantique. En latin, *fides* est le substantif abstrait du verbe *credo*, mais n'ont pas la même racine. Pourtant, il s'agit selon Benveniste de « mettre en évidence ce qui prédestinait, en quelque sorte, *fides* et *credo* à fonctionner en supplétisme. *Credo*, verrons-nous, c'est littéralement « placer le *kred* », c'est-à-dire « la puissance magique » en un être dont on attend protection, par suite « croire » en lui. Or il nous est apparu que *fides*, dans son sens premier de « crédit, crédibilité » impliquant dépendance de celui qui *fidem habet alicui*, désigne une notion très proche de celle de *kred*. On comprend donc aisément que, le vieux nom-racine *kred* s'étant perdu en latin, *fides* ait pu tenir sa place comme substantif correspondant à *credo* » (Benveniste 1969, 1 : 121). « C'est le même mécanisme, pour une foi proprement religieuse et pour la confiance en un homme que l'engagement soit de paroles, de promesses ou d'argent » (Benveniste 1969, 1 : 177). Avec le XIII^e siècle, les formes du crédit n'ont plus les mêmes modalités, le *credo* religieux doit composer avec le crédit commercial. Dans ce domaine, de nouvelles techniques sont inventées ou redécouvertes telles les sociétés par action, la comptabilité en partie double ou les lettres de change ; le temps est désormais de l'argent. L'usure cristallise alors les tensions entre ces deux formes de crédit. Comme le formule joliment Jacques Le Goff : « lorsque l'économie monétaire se généralise, durant le XII^e siècle, que la roue de la fortune tourne plus vite pour les chevaliers et les nobles, comme pour les bourgeois des villes qui bourdonnent de travail et d'affaires et s'émancipent, dame Usure devient un grand personnage. L'Eglise s'en émeut, le droit canon naissant et bientôt la scolastique, qui s'efforce de penser et d'ordonner les rapports de la nouvelle société avec Dieu, cherchent à refouler l'inflation usuraire » (Le Goff 1999 : 1276). Ils n'y parviendront qu'au prix d'un certain nombre d'accommodations pour tenter de réintégrer le temps des marchands dans un horizon eschatologique. Cinq excuses sont définies par la tradition scolastique :

les deux premières relèvent de la notion d'indemnité ; la troisième concerne le travail, devenu fondement, à partir du XIII^e siècle, de la richesse et du salut ; et les deux dernières proviennent d'une valeur qui aura une longue postérité, le risque (Le Goff 1999 : 1310). En effet, celui-ci implique un calcul d'incertitude et donc une nouvelle manière de concevoir l'avenir, ce qui témoigne bel et bien d'un nouveau temps du crédit⁴⁷. Ce sont les temporalités des échanges économiques urbains, surtout dans leur dimension interurbaine avec le commerce au long court, qui orientent le temps selon leurs calculs et leurs profits. La confiance en la ville est alors accréditée par sa vie économique, le phénomène s'accroissant toujours plus avec l'urbanisation. Ainsi, « au-delà de l'avenir prévisible et des calculs plus ou moins rationnels qu'il permet, la dimension métropolitaine offre surtout une garantie face à l'imprévu et à l'imprévisible qui semble très supérieure à celle d'autres types de territoires » (Veltz 1996 : 238).

III L'urbanisation du temps comme vitesse

3.1 vitesse et innovation : temps des mobilités et temps mobilisés

La ville est confiance en son à-venir, confiance sans cesse renouvelée par la mobilisation des temps qui la génèrent, et elle appelle à elle la nouveauté comme garant de cette mobilisation. Source de processus d'hétérogénéisation des espaces et des temps, « la ville n'est jamais synchrone avec elle-même. Cette remarque ne concerne pas que les structures matérielles, les cristallisations du passé dans la pierre ou le béton, mais aussi les modes de vie, les pratiques qui appartiennent à des temps différents, relèvent de rythmes ou de périodicités multiples : des formes de travail, des types de divertissement, des lieux » (Roncayolo : 143). Cette multiplicité des temps est permise et requise par la confiance urbaine. C'est elle qui autorise l'émergence d'innovations car elle ouvre les horizons temporels et les possibilités de choix qui en découlent. Ces temps pluriels se développent sous l'égide de la diachronie urbaine de la confiance dont le processus d'innovation est la clé de voûte, processus mobilisant à son tour cette multiplicité de temporalités.

⁴⁷ Il me faut évoquer ici la dette de ce paragraphe envers l'étude passionnante menée par Jean Michel Rey sur *Le temps du crédit* (2002).

Bairoch nous explique comment la ville « réunit tous les facteurs favorables à des innovations importantes, et, parmi celles-ci, la demande (et l'utilité) effective de ces innovations, les possibilités de contacts sociaux qui favorisent la circulation des informations et, bien entendu, l'existence d'actifs se consacrant uniquement à des travaux non agricoles » (Bairoch 1985 : 639)⁴⁸. Crédit de la ville, fragmentation des temporalités et économie de la vitesse lient intrinsèquement les deux dynamiques d'urbanisation et d'innovation. Le processus d'innovation, qui mobilise les temps hétérogènes de la ville, est au cœur d'un mouvement plus vaste de mobilité généralisée. Cette dernière est caractéristique de l'urbain. En effet, comme l'ont bien montré les études menées par l'Ecole de Chicago, « la mobilité ne dépend pas seulement des transports, mais aussi de la communication », comme le montre Robert Park (*Ecole de Chicago* 1990 : 101); « la mobilité, c'est évident, implique changement, expérience nouvelle, stimulation », selon Burgess, pour qui la mobilité est en ce sens « pouls de l'agglomération » (*Ecole de Chicago* 1990 : 143). Car si avec la ville tout s'accélère, ce n'est pas simplement parce qu'elle est le nœud de systèmes de transports, mais plus fondamentalement parce qu'elle est rythmée par les temps des mobilités. Le sol urbain lui-même est mobilisé par ces temporalités du mouvement. « La valeur de la ville réside dans la mobilité des personnes et des biens et cette mobilité doit atteindre les valeurs foncières, rapprochées somme toute dans la représentation que l'on s'en fait des valeurs mobilières. Circulation et spéculation sont donc associées » indique Marcel Roncayolo, à propos de l'évolution urbaine depuis le XIX^e siècle (Roncayolo 1997 : 101). Toutefois, le phénomène est plus ancien et remonte, dans ses fondements, à la rupture décisive décrite précédemment. Comme l'écrit Lewis Mumford, « démolitions et reconstructions urbaines devinrent un des traits caractéristiques de l'économie nouvelle : plus le support était éphémère, plus le rapport pouvait s'accroître. Dès son origine, le capitalisme s'avéra l'ennemi de la stabilité » (Mumford 1964 : 521).

⁴⁸ « Si la ville doit son existence à la division du travail et à elle seule, celle-ci, dès lors que la ville existe, fonctionne comme catalyseur de processus nouveaux » (Hannerz 1983 : 133).

3.2 urbanisation et monétarisation comme accélérateurs de particules

Le lien étroit entre ville, capitalisme et vitesse a été admirablement décrit par Braudel. Il voit alors, dans cette perspective, les villes comme « autant de transformateurs électriques : elles augmentent les tensions, elles précipitent les échanges, elles brassent sans fin la vie des hommes » (Braudel 1979, 1 : 421)⁴⁹. Ce type de comparaison sera ensuite repris par des auteurs qui chercheront à mesurer l'impact des villes, à en comprendre le rôle moteur et déterminant, dans l'émergence ou l'évolution du capitalisme. Ainsi pour François Fourquet, dans la lignée de Braudel, on peut comparer la ville à « une machine sociale très complexe, une machine informationnelle ultra-sophistiquée : une ville brasse informations, hommes, marchandises, capitaux à la manière d'un accélérateur de particules. C'est un équipement social informationnel qui attire, connecte, métabolise, redistribue. A cette condition seulement une ville peut prétendre jouer un rôle dirigeant » (Fourquet 2002 : 98). Plus récemment, Pierre Veltz insiste sur cette « puissance de commutation des villes : qu'il s'agisse, au sens technique des nœuds logistiques ; au sens économique, de la possibilité de reconfigurer avec souplesse et rapidité des chaînes hétérogènes d'activités ; au sens sociologique et plus métaphorique, de la capacité de créer des réseaux croisant des cultures et des référentiels multiples » (Veltz 1996 : 200). La ville accélère les échanges, et le rôle qu'elle joue la rapproche de celui joué par la monnaie. En effet celle-ci fait aussi figure « d'accélérateur de particules », de commutateur. Simmel, dont la pensée influença beaucoup l'Ecole de Chicago, montre bien comment la monétarisation joue un tel rôle, avec des conséquences sur notre style de vie similaires à celles de l'urbanisation. « L'argent marque l'augmentation du tempo de la vie, mesuré au nombre et à la multiplicité des impressions qui affluent et se relayent les unes les autres. La tendance de l'argent à confluier et à s'accumuler, sinon dans les mains d'un seul, du moins dans des centres étroitement circonscrits dans l'espace, à rassembler les intérêts des individus, et donc les individus eux-mêmes en de tels lieux, à les faire entrer en contact sur un terrain commun et donc à concentrer (ce qui est d'ailleurs inhérent à la forme axiologique qu'il présente) la plus grande diversité dans le plus petit espace,- cette tendance et cette capacité

⁴⁹ Voir la relation entre villes et marchés exposée par Braudel : « par le marché tout s'accélère », et « saisis par les villes, les marchés grandissent avec elles » (Braudel 1979, 2 : 16, 17).

de l'argent ont pour résultat sur le plan psychologique, de rehausser la multiplicité et la plénitude de la vie, c'est-à-dire son tempo » (Simmel 1999a : 653). Plus que d'une similitude⁵⁰, il est possible de parler de convergence entre monétarisation et urbanisation car les deux processus vont de pair. L'urbanisation en généralisant le marché contribue à monétariser les relations économiques ; et la monétarisation attire les flux vers le marché ce qui renforce l'urbanisation. D'une formule célèbre, Braudel (1979, 1 : 450) n'affirmait-il pas, « l'argent, autant dire les villes ».

Ouverture

L'urbanisation du temps est conjointe de la polarisation des activités économiques par l'urbain. Ce sont les deux faces d'un processus commun qui prend la forme, de façon exacerbée à partir de l'entrée en modernité, d'une accélération perpétuelle des rythmes. Face à ce processus, la notion de développement durable semble de peu de poids, tant cela nécessiterait une remise en cause, ne serait-ce que partielle, de l'inflation urbaine et de la spéculation économique. Or ces deux dernières sont la conséquence d'un crédit sans bornes, d'une confiance illimitée, en la ville et ses territoires économiques. Cette foi fut progressivement laïcisée à partir du XIII^e siècle, ce qui eut pour effet d'accroître considérablement la segmentation et la vitesse du temps, et ce qui renforça d'une nouvelle manière la croyance en un avenir urbain. Une telle évolution paraît être une inexorable fuite en avant⁵¹, car la ville ne peut en être le garant qu'à la condition de revêtir une signification, que si son économie est aussi et surtout une économie du salut⁵². La question n'est pas alors de ralentir les flux mais de les envisager à l'aune de l'éternité.

⁵⁰ Jean Rémy établit une comparaison assez poussée entre ville et monnaie, notamment sur le pouvoir de choix qu'elles permettent. Cependant il montre que la comparaison n'est pas tenable jusqu'au bout, mais que l'une et l'autre sont complémentaires et s'appuient réciproquement (Rémy 2000 : 157-160).

⁵¹ Voir sur ce thème les belles pages que lui consacre Jacques Ellul dans le chapitre « Les horizons authentiques » de *Sans feu ni lieu, signification biblique de la grande ville*.

⁵² La stimulante thèse de Thierry Rebour, *La théorie du rachat* (2000. Paris, Publications de la Sorbonne) se propose de comprendre comment les mécanismes de rachat de valeur à travers l'histoire constituent un moteur de ce phénomène.

Les échanges dans l'agglomération toulousaine à travers les âges

Introduction

Peuplé depuis dès le paléolithique par des chasseurs nomades qui campent sur les terrasses de la Garonne, puis au néolithique par des agriculteurs cultivant des céréales et s'établissant dans des villages, le site de la future agglomération toulousaine fait figure d'espace favorable à la présence humaine. Les Tectosages, littéralement « les chercheurs de terre » en gaulois, y implantent plusieurs *oppida* et développent, à partir du II^e siècle avant J.C., des relations commerciales avec les Romains. Ces derniers, après avoir installé des garnisons, fondent sous l'égide d'Auguste la Cité de Toulouse au début de notre ère. Par la suite, l'empereur Domitien lui accorde le statut de colonie romaine et devient *Tolosa Palladia*. Son rang non négligeable dans la hiérarchie des villes romaines transalpines lui octroie une assez grande influence au sein d'un monde occidental encore peu urbanisé. Au carrefour de plusieurs de voies de circulation, elle est intégrée aux circuits du grand commerce méditerranéen et jouit d'un des plus vastes territoires de la Gaule romaine ; une importante vie culturelle s'y épanouit. Après le martyre de Saturnin en 250, Toulouse connaît une christianisation qui va l'imprégner durablement. Passée aux mains des Wisigoths en 418, ceux-ci en font leur capitale et sa prospérité s'en trouve encore accrue. Leur défaite à la bataille de Vouillé en 507 signe la fin de cette époque. La domination de la ville par les Francs, consécutive à cet événement, confère à Toulouse, du fait de sa position frontalière, un rôle de base logistique militaire, mais son rayonnement est considérablement diminué. Puis, petit à petit, un pouvoir comtal (qui devient la dynastie des Raimond, de 850

à 1249) se dessine, assurant sa gouvernance sur un territoire d'abord restreint à la ville et à ses pourtours immédiats, puis qui s'élargit aux limites de son périmètre communal actuel. A la faveur de défrichages de forêts alentours, d'une exploitation agricole plus performante, et de ses nombreux moulins sur la Garonne, Toulouse s'enrichit et s'agrandit, débordant l'enceinte romaine. Un bourg est créé au centre duquel est construite l'harmonieuse basilique romane Saint Sernin. Cependant la Croisade contre les Albigeois (1208-1229) vient quelque peu stopper cette montée en puissance : la ville perd alors sa souveraineté au profit du royaume de France. Cela n'a pourtant pas que des conséquences négatives puisque l'Université s'y installe en 1229. Commence alors l'apogée médiéval de Toulouse, dont témoigne l'imposante église conventuelle des Jacobins. La population augmente jusqu'à atteindre 35000 habitants au milieu du XIV^e siècle, avant de refluer avec la période de malheurs et de crises économiques qui lui succède : la peste noire (1347) et le grand incendie (1463) bornent la guerre de Cent Ans au cours de laquelle Toulouse constitue un rempart contre le royaume d'Angleterre.

De nouvelles perspectives s'ouvrent pour la ville des Capitouls avec le contexte de la Renaissance. Le commerce, alors quasiment limité à un horizon régional, s'amplifie et étend sa portée grâce à la culture du pastel dans les campagnes avoisinantes. Vendu à Anvers, centre de l'économie-monde de l'époque, avec l'appui de capitaux principalement lyonnais, le pastel toulousain s'impose à l'échelle continentale et génère localement de nombreuses activités liées à la production de la plante tinctoriale. Des faubourgs se forment le long des routes de sa commercialisation, la construction d'un nouveau pont débute, et les riches marchands édifient des demeures à la mesure de leur réussite. Mais bientôt, de mauvaises récoltes et la concurrence de plus en plus vive de l'indigo, venu des Indes par la nouvelle route du Cap, viennent contrarier ce commerce qui fit la fortune de Toulouse. Plus encore, les guerres de religion mettent un terme à cette brillante période qui a vu éclore l'esprit humaniste, en particulier à l'université. L'économie de la ville s'engourdit peu à peu, retrouvant son statut de pôle de transit et de distribution, notamment pour le blé dont la circulation est facilitée par le canal du Midi. L'argent accumulé pendant le siècle d'or du pastel a été investi dans la terre, ce qui ne favorise guère l'esprit d'initiative. Malgré tout, Toulouse

continue de croître lentement par l’afflux de populations rurales des environs. Celles-ci, paupérisées, sont employées aux travaux d’embellissement urbain des XVII^e et XVIII^e siècles. Les différences sociales entre la noblesse, la bourgeoisie et les couches populaires restent très marquées à la veille de la Révolution, et cette dernière ne les remet pas en cause. Toulouse semble figée dans son allure de grand village. Même si le chemin de fer la désenclave progressivement, avec la ligne Bordeaux-Sète ouverte en 1856 et celle vers Paris en 1867, la ville ne paraît presque pas s’industrialiser, en dépit de quelques tentatives d’usines de faïenceries ou d’industries métallurgiques. Ce sont ainsi des capitaux extérieurs qui financent les percées haussmanniennes. En revanche, le commerce se modernise et plusieurs grands magasins apparaissent au début du XX^e siècle. C’est surtout la Première Guerre Mondiale qui bouleverse profondément la destinée urbaine de Toulouse. Loin du front et bénéficiant de l’énergie électrique des Pyrénées, des explosifs et des avions y sont fabriqués. Un essor sans précédent fait alors passer l’agglomération d’approximativement 200 000 habitants dans les années 20 à un peu moins de 800 000 en 1999, reflet de l’attractivité de son économie et non plus du trop plein de ses campagnes. Son visage a changé au cours des dernières décennies, « plus rapidement et plus radicalement qu’à aucun autre moment », souligne Michel Taillefer en avant-propos de la *Nouvelle histoire de Toulouse* (2002), à mesure que l’urbanisation se diffuse et suscite de nouvelles polarités. Ses activités de pointe, au premier chef l’aéronautique, lui donnent à présent l’image d’une métropole au dynamisme décomplexé.

Malgré ce bref rappel des principaux évènements qui font l’histoire de la ville, permettant de dresser, dans ses grandes lignes, un portrait de l’évolution de l’urbanité toulousaine, la présente partie ne se veut pas une monographie urbaine de Toulouse. Il s’agit plutôt de comprendre comment les échanges ont pu, au fil du temps et de l’espace, lui conférer tel ou tel trait. Bien évidemment, cette étude d’anthropologie historique des échanges s’appuiera, entre autres, sur les excellentes éditions successives d’*Histoire de Toulouse* par Philippe Wolff (ou sous sa direction), sur la *Nouvelle histoire de Toulouse*, sous la direction de Michel Taillefer (2002)⁵³, qui fait le point sur de nombreux débats

⁵³ Ces deux noms apparaîtront cités plus souvent qu’à leur tour, mais du fait que ces deux Histoires incluent de nombreux chapitres qui ne sont pas rédigés par l’un ou l’autre de ces auteurs, c’est en

historiographiques, bénéficiant des recherches les plus récentes, ainsi que sur les travaux de Jean Coppolani, en particulier sa monographie *Toulouse, étude de géographie urbaine* (1954), partiellement reprise et complétée dans *Toulouse au XX^e siècle* (1963). Cependant, l'enjeu est différent puisque l'histoire de Toulouse sert d'exemple à une pensée de l'urbain qui s'attache à saisir les liens entre les échanges et l'urbanisation. Le choix de cette agglomération répond à la volonté d'analyser une entité urbaine significative dans l'histoire européenne, assez ancienne pour pouvoir appréhender les échanges sur la très longue durée, et suffisamment importante en activités et en volume de population sans toutefois dépasser un certain seuil, en particulier pour la période contemporaine, afin de permettre d'embrasser cette entité dans son actualité et consulter une bibliographie qui ne soit pas trop pléthorique. Le profil de Toulouse donc convient bien à cette étude et à sa faisabilité⁵⁴. Nous ne rentrerons pas ici dans le complexe débat épistémologique des « types » de ville, mais une chose est sûre : Toulouse ne semble pas être en mesure de bénéficier directement des échanges maritimes, ce qui est une donnée importante, et pas simplement d'un point de vue géographique. L'exemplarité de l'agglomération toulousaine ne peut donc avoir valeur universelle, parce que chaque établissement urbain possède une individualité irréductible, un particularisme qui ne le dispose à être comparé à d'autres établissements urbains que sur le mode de l'« air de famille », selon le concept formulé par Wittgenstein dans le *Cahier Bleu*.

L'étude engagée ici vise à rendre compte de cette spécificité, tout en relevant ce qui dans l'histoire et l'actualité de l'agglomération toulousaine met en lumière la manière dont les échanges génèrent de l'urbain, et réciproquement. En ce sens, le plan n'est pas à proprement parler chronologique, mais articule des questions anthropologiques aux réponses humaines et urbaines s'effectuant à des rythmes pluriels. Une philosophie de l'histoire urbaine se dessinera ainsi chemin faisant. Les processus d'urbanisation y apparaissent comme l'échange des échanges, échange au déroulement non linéaire avec ses réussites, et ses ratés, au gré d'expériences urbaines qui renouvellent le champ des possibles. Une césure

partie un trompe l'œil lié au système de référencement. Dans la mesure du possible, je me suis efforcé de préciser assez régulièrement quels étaient les auteurs se cachant derrière ces deux noms.
⁵⁴ Le choix aurait pu se porter sur d'autres entités urbaines de même gabarit et à la profondeur historique équivalente.

majeure partage cet échange entre d'un côté, l'histoire de l'agglomération considérée comme un seul bloc non homogène, comprenant l'apparition et la stabilisation de l'établissement urbain, ainsi que son évolution dans un monde non encore majoritairement urbanisé ; et de l'autre, sa mise en modernité bouleversant les règles du jeu de l'échange, et dont l'horizon est l'urbain généralisé. Ce découpage est donc anthropologique et non pas historique, puisque la modernité a ses racines dans un passé lointain et que la ville traditionnelle⁵⁵ comporte des survivances jusqu'à aujourd'hui. Le cas toulousain justifie davantage encore cette bipartition, tant le contraste est grand entre la ville des Capitouls et la métropole de l'aéronautique. Longtemps cantonnée à son rôle de capitale régionale et de ville relais, hormis durant l'intermède de l'âge d'or du commerce du pastel, Toulouse est dorénavant mondialement connue grâce à Airbus. Toutefois, si cela métamorphose la nature des échanges de l'agglomération, cette dernière peine à en maîtriser les termes, que ce soit en interne avec une urbanité à plusieurs vitesses et une gouvernance mal négociée, ou en externe du fait du statut européen de l'entreprise et du caractère fluctuant et globalisé du marché aérien. Mais rares sont les entités urbaines qui ont pu au cours de l'histoire détenir les rênes de leurs échanges, car ceux-ci sont une puissance d'hétéronomie.

Quelques remarques encore quant à la méthode adoptée et quelques commentaires quant au choix de l'histoire de l'agglomération toulousaine avant d'engager la lecture. Je dois tout d'abord avouer que Toulouse n'était sans doute pas choix le plus judicieux, mais pas le plus aberrant non plus. Par rapport à l'approche choisie, des agglomérations même plus petites, davantage caractéristiques du point de vue des échanges auraient donné à l'étude une toute autre coloration, je songe par exemple au cas des villes à la fois portuaires et frontalières, telles Bayonne ou Trieste, pour n'en citer que deux en Europe. Aussi, tout au long des pages qui suivent, je ne vais pas vous « vendre » Toulouse ; cependant, pencher dans l'extrême inverse, à savoir déprécier systématiquement les expériences urbaines toulousaines, constituerait un autre écueil. En ce sens, la meilleure voie à suivre me paraît être celle tracée par Philippe Wolff qui, dans sa thèse⁵⁶ sur les

⁵⁵ Si cette notion a un sens.... En effet, elle est intrinsèquement problématique car la ville est source d'innovation, ce qui, à un premier niveau, peut sembler contradictoire avec l'idée de tradition.

⁵⁶ Se reporter à son élogieux compte rendu par Lucien Febvre dans les *Annales*.

Commerces et marchands de Toulouse (vers 1350- vers 1450), n'a pas hésité à faire le constat d'une relative médiocrité toulousaine en la matière à cette époque⁵⁷, sans pour autant en conclure à une quasi nullité des échanges effectués, situant ainsi avec la plus grande honnêteté son objet d'étude, c'est-à-dire « l'analyse d'une économie urbaine moyenne » (Wolff 1954 : VI)⁵⁸. Ce qualificatif de moyen n'est d'ailleurs pas forcément un défaut, puisque le « moyen » peut permettre de cerner une certaine médianité. Alors que selon Pirenne, « pour se faire une idée adéquate de l'économie urbaine, il convient de l'observer dans les milieux où elle s'est le plus vigoureusement établie » (...); Wolff montre bien comment « se tourner vers des centres, où l'avenir ne s'élaborait pas aussi ardemment, n'est-ce pas retrouver en généralité ce que l'on perd en éclat ? » (Wolff 1954 : V)⁵⁹. Si à quelques notables exceptions près, mais qui ne dépassent toutefois pas de beaucoup la ligne de flottaison (principalement, le fleurissement urbain pendant l'Antiquité tardive, la République toulousaine au Moyen Age, et la réussite de la culture et de la commercialisation du pastel à la Renaissance), la formule de Wolff s'avère on ne peut plus pertinente⁶⁰, en revanche les développements contemporains de l'agglomération toulousaine offrent à l'enquête un terrain tout à fait probant pour décrire certaines des modalités économiques et anthropologiques de l'urbain généralisé⁶¹.

La méthode retenue pour parcourir et interpréter le devenir urbain de Toulouse à travers les siècles s'appuie sur un entrecroisement des historiographies locales, générales, et thématiques, entrecroisement ponctué et orienté par des réflexions plus théoriques. Celles-ci confèrent une plus ample portée à la recherche proprement historique. Aussi, l'histoire événementielle n'est pas exclue de l'analyse, mais elle est mise au service d'un propos plus général et moins chronologique. Ne soyez donc pas surpris si vous constatez des chevauchements

⁵⁷ Wolff analyse une période de crise, ce qui renforce cette impression.

⁵⁸ Cela ne l'empêche pas de faire preuve d'humanité : « puissent m'avoir hanté (...) le souci des hommes qui vécut cette crise, la sympathie pour leurs misères, leurs espoirs et leurs efforts ! » (Wolff 1954 : VI).

⁵⁹ C'est Wolff qui cite cette remarque de Pirenne en introduction de sa thèse, elle provient du *Mouvement économique et social*, dans *Collection d'histoire générale* fondée par G. Glotz, *Histoire du Moyen Age*, tome VIII, p. 148.

⁶⁰ « Entre ces flambées d'une vie intense », Toulouse « semble s'endormir dans la routine d'un plus modeste centre régional » (Wolff 1954 : 6).

⁶¹ Malheureusement, une mauvaise gestion de mon temps m'a amené à consacrer davantage de semaines à la rédaction de la partie historique qu'à celle sur la modernité, alors qu'en particulier les terrains thématiques d'investigations ont été arpentés fréquemment pendant plusieurs années.

dans la périodisation, ou si au sein de chaque chapitre, vous relevez des incohérences apparentes dans la succession des dates, ces décalages sont volontaires et assumés. Les échanges sont protéiformes, ils traversent le temps de multiples manières. Le recours à des champs théoriques variés permet de donner à voir et à penser cette multiplicité, et aussi de mieux situer l'intérêt, l'originalité ou au contraire la banalité, du cas toulousain. Puisqu'il est impossible d'évoquer simultanément l'ensemble des échanges, la diversité des angles d'approches est une exigence qui requiert une attention particulière à la façon dont ceux-ci peuvent se répondre, se montrer complémentaires, s'opposer les uns aux autres, ou coexister dans la plus grande indifférence. La difficulté majeure consiste alors à conjointre une géo-histoire économique des échanges urbains, d'inspiration braudélienne, et une anthropologie de l'échange, se situant dans le prolongement d'une anthropologie du don et d'une pensée de l'économie symbolique⁶². En effet, ces deux approches ont l'immense mérite de subsumer un grand nombre d'échanges de natures différentes pour en proposer une vision cohérente, mais elles sont largement incompatibles entre elles. Un des enjeux de la thèse est précisément de tenter de les concilier lorsque cela s'avère possible.

Une dernière remarque concernant la bibliographie spécifique à Toulouse. Une bonne surprise, c'est l'abondance et la fécondité de l'historiographie anglo-saxonne consacrée à Toulouse ; elle couvre de nombreuses thématiques et presque toutes les périodes. En effet, du grand médiéviste américain John Mundy, à Robert Schneider sur l'évolution de la ville du XVI^e au XVIII^e siècle⁶³, en passant par l'historien anglais Martin Lyons de la Révolution à Toulouse, sans oublier David Bien et sa stimulante interprétation de l'affaire Calas par une histoire des mentalités, ni John Burney sur l'université au XIX^e siècle, jusqu'à Rosemary Wakeman sur la modernisation de Toulouse dans la seconde moitié du XX^e siècle, tous ces auteurs ont effectué des études permettant, en raison de leur non appartenance au contexte local, d'avoir un regard extérieur sur la ville, extériorité propice à une vision plus juste du thème abordé. C'est ce qui manque le plus souvent aux auteurs toulousains. En effet, en dépit d'une production historiographique très utile à mon propre travail, on ne peut que déplorer la

⁶² Prolongement qui demande à être abouti, puisqu'en général ce type d'approche est insuffisamment « urbanisé ».

⁶³ Il faut aussi signaler l'étude pionnière de Forster (1960) sur la noblesse à cette époque.

tendance, certes naturelle, des historiens locaux à trop coller à leur sujet d'étude, surtout à partir des années 1980, tendance qui s'accompagne en outre d'un certain éclatement de l'historiographie toulousaine⁶⁴. Cet éclatement n'est pas spécifique à Toulouse, mais ajouté au défaut précédemment cité, il ne favorise guère la prise de recul nécessaire à la mise en perspective des objets appréhendés, qui ne sont pourtant pas en eux-mêmes dénués d'intérêt. Toutes ces mises en perspective sont ce qui fait en général le plus défaut aux monographies, qui, aussi surprenant que cela puisse paraître, ne parviennent qu'indirectement à faire ressortir la dimension proprement urbaine de l'histoire d'une ville ; sans doute parce que l'analyse est trop descriptive et insuffisamment problématisée.

Dernier point, pourquoi tant de notes de bas de page. Ces dernières viennent en général fournir une description complémentaire, apporter des références bibliographiques connexes mais dont l'inclusion dans le propos conduirait à effectuer de trop longs détours ; parfois elles ouvrent des pistes non explorées, ou encore, situent davantage le propos dans la controverse historiographique. Certaines des notes de bas de page contiennent des références « en passant », qui ne figurent donc pas dans la bibliographie.

⁶⁴ Certains tirent néanmoins leur épingle du jeu malgré cet éclatement, comme Jean-Marie Pailler ou Jean-Marc Olivier, en proposant des interprétations réellement novatrices, sur l'Antiquité tardive pour le premier et sur l'industrialisation douce de Toulouse, pour le second.

1.1 Une rencontre entre les hommes, le site et l'histoire

1.11 Site, ressources, réseaux

- Des possibles à la gestation de la ville : peuplements et échanges

Signification anthropologique d'un établissement humain urbain

Il n'existe pas de déterminisme du site, celui-ci offre aux hommes un certain nombre de possibilités que leur imagination et leurs initiatives transforment ou pas. La ville est un projet humain que le temps assoit dans l'espace. Son maintien est la conséquence d'une utilisation judicieuse de ressources, c'est-à-dire d'un ensemble de potentialités sans doute plus encore humaines que physiques ; comme l'a bien montré Lucien Febvre, « le vrai, le seul problème géographique, c'est celui de l'utilisation des possibilités » (Febvre 1970 : 379). Celui-ci, dans son chapitre sur les villes dans *La terre et l'évolution humaine*, publié en 1922, cite Vidal De La Blache : « la nature prépare le site et l'homme l'organise pour lui permettre de répondre à ses désirs et à ses besoins ». Il affirme avec netteté qu'il « n'y a jamais eu de prédestination géographique », que les villes « ne sont pas nées d'un rocher, d'une boucle d'une rivière, d'une ceinture d'eau ou de marais. Mais essentiellement, d'une volonté humaine » (Febvre 1970 : 369, 371)⁶⁵. A la suite de Camille Jullian, il distingue « l'élément de formation et l'élément de croissance », et voit dans la possession d'un centre d'échange un facteur majeur, capable de « faire d'une agglomération de quelques maisons, et qui peut végéter ainsi pendant des siècles, cet organisme plein de sève : une ville » (Febvre 1970 : 374)⁶⁶. Mais « rien n'influe plus que l'histoire des routes sur les destinées des villes » ; « car c'est du fait des routes, d'abord, que

⁶⁵ La citation de Vidal de la Blache provient de « La géographie politique d'après Ratzel », p.107, *Annales de géographie*, VII, 1898 ; Febvre s'oppose aux conceptions de Ratzel (Febvre 1970 : 367).

⁶⁶ La distinction est formulée par Jullian dans « A propos de géographie urbaine », *Revue des Etudes Anciennes*, t.XXI, 1919, p.112-114.

les villes croissent ou décroissent ; du fait des routes parfois qu'elles se déplacent ; du fait des routes qu'elles deviennent des centres d'accumulation et de concentration des produits agricoles ou industriels de toute une région, ou encore des centres de distribution et de répartition des produits lointains et exotiques » (Febvre 1970 : 376)⁶⁷. Ici la géographie rencontre l'histoire. En effet, les parcours humains ont connu de nombreuses variations au gré du cours du monde, favorisant telle ville ou en défavorisant une autre. Cela oriente en amont les possibilités urbaines bien davantage que le site lui-même.

Ce possibilisme vaut également pour la structure interne de la ville, reflet de la pluralité de ses motifs d'attraction. Ainsi, Italo Calvino dans la préface des *Villes invisibles*, récit où Marco Polo relate à l'empereur Kublai Khan les multiples villes qu'il a eu l'occasion de fréquenter au cours de son périple, écrit : « ce qui importe à mon Marco Polo c'est de découvrir les raisons secrètes qui ont conduit les hommes à vivre dans les villes, raisons qui vaudront au-delà de toute crise. Les villes sont un ensemble de beaucoup de choses : de mémoire, de désirs, de signes d'un langage ; les villes sont des lieux d'échange, comme l'expliquent tous les livres d'histoire économique, mais ce ne sont pas seulement des échanges de marchandises, ce sont des échanges de mots, de désirs, de souvenirs » (Calvino 1996 : VI). Il est alors loisible d'imaginer de nombreuses séries de villes possibles, combinaisons renouvelables presque à l'infini des échanges qui les caractérisent. Parmi elles, certaines retiennent plus particulièrement notre attention : celles de la série « les villes et les échanges ». Voici Euphémie, la ville où les marchands de sept nations viennent échanger leur mémoire à chaque mot prononcé, lors de veillées aux solstices et aux équinoxes (Calvino 1974 : 47-48). A Chloé, grande ville anonyme, « quelque chose court, un échange de regards comme des lignes qui relient une figure à l'autre et dessinent des flèches, des étoiles, des triangles, jusqu'à ce que toutes les combinaisons en un instant soient épuisées » (Calvino 1974 : 64). Eutropie, quant à elle, est « non pas une ville mais plusieurs, d'égale importance et toutes semblables, dispersées sur un vaste plateau ondulé », dont « une seule est habitée, les autres vides ; et cela, à tour de rôle », et où, lorsque ses habitants succombent à une certaine lassitude, « la vie se

⁶⁷ Cependant une route ne suffit pas à faire une ville comme l'écrit Braudel dans *L'identité de la France*, Espace et histoire, « la ville, ce sont des routes, des routes qui se recourent, encore faut-il bien d'autres ingrédients pour assurer l'implantation d'une vraie ville » (Braudel : 179).

renouvelle de déménagements en déménagements dans des villes qui se présentent chacune, par l'exposition, ou la pente du terrain, ou les cours d'eau, un peu différemment ». « La ville reprend sa vie toujours la même en se déplaçant vers le haut et le bas sur son échiquier vide. Les habitants recommencent à jouer les mêmes scènes dans des distributions nouvelles ; ils redisent les mêmes répliques avec des accents combinés autrement » (Calvino 1974 : 79-80). « Pour établir les rapports qui régissent la vie » d'Ersilie, ses résidents « tendent des fils qui joignent les angles des maisons, blancs, ou noirs, ou gris, ou blancs et noirs, selon qu'ils signalent des relations de parenté, d'échange, d'autorité, de délégation. Quand les fils sont devenus tellement nombreux qu'on ne peut plus passer au travers, les habitants s'en vont : les maisons sont démontées, il ne reste plus que les fils et leurs supports », « toiles d'araignée de rapports enchevêtrés qui cherchent une forme » (Calvino 1974 : 92-93). Ou encore Sméraldine, ville aquatique, où « un réseau de canaux et un réseau de rues se superposent et se recoupent », et donc où « le chemin le plus court pour aller d'un point à un autre n'est pas une droite mais une ligne en zigzags ramifiée en variantes tortueuses » ; son plan « devrait comporter, marqués avec des encres de couleurs différentes, tous ces tracés, solides et liquides, visibles et cachés » (Calvino 1974 : 106-107).

Toutes ces joyeuses et poétiques fantaisies nous montrent les variations potentielles de ce que pourrait être une ville. Il est difficile d'enfermer celle-ci dans une définition, et le scepticisme de Lucien Febvre est là pour nous le rappeler. Le fait urbain est une dynamique que l'imagination déployée par Italo Calvino cerne mieux qu'une géographie qui verrait dans le site l'essence de la cité amenée à s'y implanter. Le mot 'site' lui-même pointe l'humanisation engendrée à travers l'urbanisation : il s'applique spécialement à la ville, et désigne, de par son origine latine, une situation prolongée ; *situs* dérive de *situm*, supin de *sinere* d'abord « placer, laisser », puis « permettre » (Rey 2004, 3 : 3522). La notion de site manifeste donc déjà une greffe des activités humaines sur la terre. La ville correspond, quant à elle, à une stabilisation bien spécifique de la présence humaine. La racine Indo-européenne 'Sta', 'être debout', d'où proviennent notamment 'stabiliser' et 'établir', nous fournit de nombreux termes relatifs aux différentes stations humaines. La ville constitue l'une de ces stations, il s'agit de la distinguer des autres. Son apparition ne doit avoir de cesse de nous étonner. En

effet, pourquoi y a-t-il ville plutôt que rien? Qu'est-ce qui différencie l'établissement humain urbain des autres établissements humains⁶⁸, tels l'habitat nomade ou le village? S'interrogeant sur la « cristallisation de la cité », Lewis Mumford affirme que celle-ci « manifeste dès l'origine cette aptitude à créer et à diffuser tous les produits de la « civilisation », elle concentre dans un espace restreint, une énorme réserve de force productive ou destructive ». « La formation des cités allait rapprocher des éléments auparavant dispersés et sans contacts ; et leurs rapports réciproques y entretenaient un état de tension dynamique » (Mumford 1964 : 42-43). En ce sens la ville est à la fois centre et frontière, rassemblant le dissemblable et se séparant de ce qui n'est pas elle. L'écrivain et géographe Julien Gracq a fort bien exprimé ce mouvement contradictoire entre forces centripètes et centrifuges, lorsqu'il décrit dans *La forme d'une ville* la différence entre celle-ci, « milieu sous tension », et la campagne, « fondamentalement, un champ neutre » (Gracq 1985 : 199)⁶⁹. Cette tension témoigne d'une relation particulière à l'échange. Bien sur, celui-ci préexiste à la ville, tant au niveau symbolique que matériel ; mais avec elle, il est orienté et multiplié dans la mesure où elle crée une centralité, dessine une nouvelle frontière, et le met en réseau avec un ensemble territorial beaucoup plus vaste.

La rencontre avec la romanisation

La ville naît de rencontres. Ainsi Toulouse est-elle le fruit de la colonisation romaine. Entendons-nous au préalable sur la notion de colonisation car celle-ci est lourdement chargée de connotations péjoratives, suite entre autres à la critique marxienne du phénomène colonial moderne. Pourtant l'étymologie du terme 'colon' est à la fois plus large et surtout moins polémique, puisque le '*colonus*' est un cultivateur, mot très utilisé en latin médiéval pour désigner le « tenancier d'une terre », ensuite « repris en français au XIV^e siècle comme terme d'histoire antique à propos de la personne qui habite une ville nouvelle fondée par une cité (Grèce) ou par Rome » (Rey 2004, 1 : 805). La colonie évoque les idées de migration et de peuplement ; on parle de la sorte d'une colonie pour un « groupe d'animaux

⁶⁸ Un tel questionnement fondamental anime par exemple René Maunier, dans son étude sur *L'origine et la fonction économique des villes*, publié en 1910 (Maunier 2004).

⁶⁹ Se reporter au commentaire de *La forme d'une ville* par Alain-Michel Boyer dans *Julien Gracq. Paysages et mémoire* (Nantes, Editions Cécile Defaut ; 2007 : 137-200).

vivant dans un lieu », pour des enfants qui partent en vacances, ou pour des émigrés résidents dans le même lieu d'accueil. 'Colonisation', pour sa part, apparaît au XVIII^e siècle et a été influencé par l'anglais du fait de la prépondérance britannique dans l'histoire des empires coloniaux. Il est alors intéressant de remarquer que ce terme a gardé dans cette langue une valeur plus neutre qu'en français, et est fortement corrélé au verbe 'to settle' et au mot 'settlement'. Ces termes peuvent être traduits par établir, s'établir et établissement, mais comportent d'autres acceptions qu'il n'est pas inutile de rappeler : évidemment 'peupler', 'coloniser', mais aussi 'mettre bien en place', 'fixer', 'déterminer', ou encore 'trouver un arrangement', un 'accord', 'apaiser'⁷⁰. Nous retrouvons ici des ramifications de la racine Indo-européenne 'Sta', et comprenons mieux comment, du point de vue de la très longue durée, la colonisation se confond presque avec l'histoire des établissements humains⁷¹. La tribu celte des Tectosages, « chercheurs de terres », avait colonisé le toulousain quelques siècles avant que les Romains ne s'y installent et fondent la colonie de *Tolosa*. L'origine de Toulouse procède de la mise en relation de ces deux peuplements successifs. Il convient de souligner que bon nombre de villes résultent d'un processus similaire, et ne surgissent pas d'elles mêmes à la faveur d'un surplus agricole.

La rencontre avec la dynamique romaine d'urbanisation n'est pas le fruit du hasard. « C'est vers le milieu du second âge de fer que Toulouse entre dans l'histoire, en devenant la capitale d'un peuple gaulois en pleine expansion, les Volques Tectosages » (Pailler 2001 : 77). Cultivateurs plus tard vantés par César, ces derniers contrôlent un point de passage important⁷² de l'archaïque voie de l'étain⁷³. L'intérêt du site toulousain réside dans l'existence d'un gué naturel⁷⁴ sur la Garonne car, comme le fait remarquer Coppolani, celle-ci fait d'abord figure de

⁷⁰ Mes sources sont l'*Harraps* et l'*Oxford advanced learner's dictionary* ; à noter également la traduction par agglomération de l'utilisation par Melvin Webber de 'settlement' dans *L'urbain sans lieu ni bornes*.

⁷¹ Ainsi, selon Paul Bairoch, dans *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, « affirmer que l'histoire du monde se confond avec celle du colonialisme est à peine une exagération » (1999 : 201). Voir aussi la préface de Thierry Paquot à *L'origine et la fonction économique des villes* de René Maunier (2004 : IX).

⁷² « Poste de trafic occupé à un commerce transit » ; aussi, « bateliers, conducteurs d'animaux, trafiquants, gardiens d'entrepôts, tels furent sans doute les premiers habitants de Toulouse, plutôt qu'agriculteurs » estime Coppolani (1963 : 15), partiellement contredit par les recherches ultérieures.

⁷³ Cet axe était l'ancienne route de l'étain (dans l'autre sens) (Labrousse 1968 : 107).

⁷⁴ Il sera appelé Bazacle, du latin *vadaculum*, qui signifie justement 'gué'.

frontière entre les peuples celtes et aquitains (Coppolani 1963 : 250)⁷⁵, à l'endroit où le chemin est le plus court entre Méditerranée et Atlantique. Bien qu'il ne faille pas trop « exagérer le rôle de l'isthme français », nous met en garde Braudel (1990 : 267), les Tectosages ont largement tiré parti de leur établissement à proximité de la trouée de Montaudran et du seuil de Naurouze. En effet, ceux-ci constituent la percée la plus aisément franchissable des coteaux du Terrefort vers la Méditerranée et sa civilisation. Cette position avait déjà été utilisée par les peuplements qui avaient précédé celui par les Tectosages, comme en témoignent les céramiques, bijoux ou mobiliers en provenance du monde méditerranéen mis à jour par les fouilles archéologiques, mais il s'agit là de traces d'échanges assez irréguliers. Jusqu'alors ces derniers sont principalement « effectués à petite échelle, de tribu à tribu, et le secteur n'est pas encore intégré au circuit du grand commerce », comme le montre Jean Marie Pailler (Taillefer 2002 : 14). Avec les Tectosages, nous assistons à un « véritable boom des échanges avec le littoral languedocien », car ils sont des « interlocuteurs indigènes solvables, pourvus d'une bonne assise territoriale et de structures politiques assez solides pour garantir la régularité et la sécurité du trafic » (Pailler 2001 : 81, 84)⁷⁶. « Bastion avancé de la présence romaine », Toulouse devient un bourg marché, jouant « très tôt un rôle d'accueil et de transfert vers l'intérieur de la Gaule des produits d'Italie, mais aussi d'Espagne » (Taillefer 2002 : 17)⁷⁷. Les nombreuses amphores retrouvées attestent en particulier d'un important commerce de vin, importé surtout de Campanie où de grands vignobles spécialisés avaient été créés au II^e siècle avant J.C. par l'aristocratie sénatoriale. Il était destiné à satisfaire la demande des élites locales, car les Gaulois étaient réputés pour en être de grands

⁷⁵ « La ville se trouve à la rencontre des pays complémentaires du terrefort et des boulbènes, des terres à froment et des sols à seigle et à vigne » ; « Toulouse pouvait alors se qualifier de « *barriera e frontiera* » » (expression tirée des *Doléances de la ville de Toulouse aux Etats de Languedoc* en 1438). « Ce sont deux provinces, séparées par le fleuve, qu'elle mettait en communication : pays de Languedoc à l'Est, de Gascogne à l'ouest. La toponymie révèle encore leur opposition : ainsi, au milieu des noms en *-ville* (...), apparaissent aux environs de Toulouse les premiers éclairés (...) des noms en *-ielle* » indique Wolff, dans les premières pages de sa thèse (1954 : 5)

⁷⁶ Après la victoire sur la Carthage d'Hannibal et la mainmise sur le bassin occidental de la Méditerranée (première moitié du II^e av. J.C.), le littoral languedocien devient une chasse gardée militaire et commerciale de Rome, entre Espagne et Italie (Taillefer 2002 : 17).

⁷⁷ Voir aussi Michel Labrousse (Wolff 1974 : 20) : « la Campanie et peut-être l'Etrurie fournirent jusqu'au règne d'Auguste les lampes et la vaisselle de luxe à lustre noir. (...) Vingt ou trente ans avant notre ère, les ateliers toscans d'Arezzo prirent la relève et firent triompher à Toulouse comme dans tout le monde romain la céramique arétine à pâte et à couvercle rouges. Vinrent encore d'Italie : des lampes de terre cuite de Rome, des gobelets décorés de la plaine du Pô, de la vaisselle et des casques de bronze ».

consommateurs, ainsi que celle des premiers immigrants venus de la péninsule italienne qui « n'entendaient certainement se priver ni de leur boisson ordinaire, ni des crus qu'ils avaient appréciés en leur pays d'origine » (Wolff 1974 : 19). « On pense en général que le fret de retour vers l'Italie se composait d'esclaves (« un esclave pour une amphore », dit un texte grec), de métaux et sans doute, de plus en plus, de blé du Lauragais », d'après Jean Marie Pailler (Taillefer 2002 : 17). « Le fait essentiel est que son commerce tournait le dos à la Gaule pour ne guère regarder que vers la Méditerranée. La route de Narbonne lui apparaissait certainement comme celle de la Civilisation », comme l'écrit Michel Labrousse ; selon le mot de ce dernier, avant même la fondation de la ville romaine, Toulouse vit déjà à « l'heure italienne » (Wolff 1974 : 20-21).

Si les Tectosages sont en voie de romanisation avancée, ils n'en sont pas moins un peuple celte d'abord indépendant. Leur capacité à jouer un rôle de redistribution est la conséquence d'un certain rayonnement propre. Ils bénéficiaient de la fertilité de leurs campagnes ; et aux yeux du voyageur grec Posidonios, dont le récit est parvenu jusqu'à nous par le « géographe » ancien Strabon, ils apparaissaient fort riches ; celui-ci était notamment très impressionné par leurs nombreux bijoux en or (Wolff 1974 : 15). Posidonios insiste également sur le fait que Toulouse possédait le sanctuaire le plus vénéré de la région, fréquenté par les habitants de la capitale mais aussi, preuve de son attractivité, par les gaulois des alentours (Pailler 2001 : 92). Les Tectosages pratiquaient en outre le culte des eaux : puits et étangs sacrés dans lesquels des offrandes étaient déposées. Lorsqu'en 106 (av. J.C.), à la suite d'une révolte et d'alliances conclues avec les Cimbres et les Teutons qui étaient presque devenus maîtres du sud de la Gaule, ils subirent l'assaut des troupes romaines, leurs trésors furent livrés au pillage et ainsi naquit la légende de « l'or de Toulouse ». En effet, chargé de diriger les opérations, le consul Caepio qui s'était emparé à cette occasion d'une importante quantité de métal précieux, connut une cuisante défaite à Orange sur son chemin retour. Issu de la plus haute noblesse, cela lui valut le déshonneur et il fut condamné à l'exil. De là proviennent toute une série de légendes autour de l'expression qui allait devenir proverbiale : « bien mal acquis ne profite jamais » ; l'histoire politique et économique rejoint ici celle du fait religieux et de la morale, faces complémentaires des échanges qu'il s'agit de penser ensemble. Cet épisode

marque un tournant décisif dans le processus d'urbanisation du toulousain car il est synonyme d'établissement d'une garnison et signe la fin de l'autonomie relative des Tectosages, soumis pendant un temps à de lourdes taxes pour leur commerce des vins puis servant de base arrière dans la conquête de la Gaule par César. Progressivement, leur centre de gravité se déplace vers le lieu où la ville romaine sera établie. L'étude des nécropoles nous montre que l'habitat proto urbain, jusqu'alors regroupé autour du sanctuaire sur la hauteur de Vieille Toulouse ainsi que sur un chapelet de hauteurs avoisinantes et près des étangs sacrés en contrebas, connaît au I^{er} siècle avant J.C. un développement sans précédent avant de disparaître assez rapidement de ces sites, pour se concentrer ensuite à proximité du gué sur la Garonne, sur la terrasse de la rive droite protégée des crues (Baccrabère 1983 : 126-149)⁷⁸. D'objet de culte, l'eau va devenir un enjeu économique et stratégique davantage encore qu'elle ne l'avait été, évolution qui sera ultérieurement symbolisée par la construction d'aqueducs⁷⁹.

A la veille de la fondation de la ville romaine, une forte poussée démographique reflète la mutation à l'œuvre. La présence d'une importante garnison accéléra la romanisation entamée depuis longtemps. Elle eut pour conséquence une immigration italienne, favorisant l'essor de l'économie locale, qui à son tour contribua à accroître la fécondité des Tectosages, déjà considérée comme traditionnellement forte. « Outre les vétérans qui ont dû faire souche, Toulouse accueillit, comme toute la *Provincia*, des hommes d'affaires, des banquiers, des marchands qu'attirait le commerce des vins, des fournisseurs trafiquant sur les arrières des armées. Les uns et les autres ont traîné derrière eux, recruté parmi leurs esclaves et leurs affranchis, un peuple de commis, d'agents d'exécution, de caissiers et de comptables. Ce sont ces petites gens, venus du Latium ou de la Campanie, dont les noms se lisent en 47 av. J.C. sur l'inscription de Vieille

⁷⁸ « Le plus souvent l'emplacement de l'ancien oppidum ne fut pas conservé : précaution contre d'éventuels soulèvements sans doute, mais aussi volonté consciente de créer des conditions de vie nouvelles en changeant le caractère de la cité. Il ne s'agit pas de maintenir une tradition mais d'en commencer une. La ville gallo-romaine ne doit plus être seulement un centre religieux et une forteresse d'accueil. Elle doit être la résidence des notables et un centre de vie économique et social » explique Pierre Grimal (1981 : 315).

⁷⁹ En ce sens, « les installations hydrauliques constituent un « équipement collectif » de grande envergure : elles domptent, contraignent l'eau sauvage (...). Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas d'un simple stockage et redistribution d'un flux-déjà-donné ; il y a production d'eau utile, c'est-à-dire transformation d'une énergie naturelle (destructive ou inaccessible) en énergie utile » Comme le montrent François Fourquet et Lion Murard dans *Les équipements du pouvoir* (Fourquet 1973 : 80-81)

Toulouse », ainsi que le décrit Labrousse (Wolff 1974 : 22). Fait rare en dehors de la péninsule italienne comme le souligne Jean Andreau, une tessère nummulaire datant de cette époque a été retrouvée sur ce site (Andreau 2001 : 155). Petits bâtons d'os ou d'ivoire suspendu à un sac de monnaie portant le nom de l'esclave qui les transportaient, celles-ci étaient utilisées pour les transactions entre grandes sociétés ou avec l'Etat. A ces flux monétaires à grande échelle s'ajoute une augmentation générale du numéraire romain ainsi que des espèces indigènes et espagnoles. Cette monétarisation croissante des échanges ne doit pourtant pas nous induire en erreur ; le mode de vie des Tectosages demeure pré urbain et assez rudimentaire : l'habitat de cabanes reste villageois, l'élevage continue d'être l'activité principale, et l'artisanat limité. Malgré tout, de nouvelles ressources en provenance de Rome sont apparues, et dont les locaux surent profiter⁸⁰. Ceci nous éclaire quant à la notion même de ressource. En effet, contrairement à l'image d'élément directement utilisable, disponible immédiatement, que nous pouvons en avoir à la suite notamment de l'usage intensif par nos économies des matières premières, une ressource est quelque chose qu'il s'agit de faire rejaillir. L'histoire du mot nous indique que c'est le doublet populaire de ressurgir et qu'il a d'abord signifié « le secours que l'on obtient d'un pays ». Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle qu'il a commencé à désigner « les réserves dont dispose un pays, son potentiel économique », conservant toutefois dans certains dialectes son sens initial pour parler par exemple « d'une pâte bien levée ou de ce qui vient en abondance » (Rey 2004 : 3212). Cette « pâte bien levée », c'est la ville de Toulouse en gestation, les Romains en auront été le ferment ; l'exploitation de ressources nécessite leur explicitation, et constitue un certain accomplissement⁸¹.

Le rôle de Rome a donc été crucial dans l'émergence de Toulouse en tant qu'établissement urbain, mais il ne serait pas juste de considérer la puissance romaine comme salvatrice des Tectosages, ceux-ci n'étaient nullement en danger.

⁸⁰ Ils y trouvèrent certains avantages, ce qui leur a permis de croître ; voir aussi les différents sens de 'profiter' au cours de l'histoire (Rey 2004 : 2959).

⁸¹ Voir l'histoire du verbe 'exploiter' (Rey 2004 : 1370). En effet, ce verbe a connu une évolution sémantique similaire à celle du mot 'ressource' puisque ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'il prend une valeur abstraite et souvent péjorative ; il avait été introduit en français à partir du latin populaire *explicitare*, 'accomplir' puis 'travailler', 'faire valoir', tiré d'*explicitum* supin d'*explicare* 'dérouler', 'développer'. Sa signification, à l'époque proche de celle d'exploit, de concrètement tirer parti de quelque chose, notamment d'une entreprise agricole, industrielle ou commerciale, date du XIII^e siècle.

Au bénéfice de meilleurs rendements agricoles et d'un profond changement de leur mentalité, ces derniers auraient probablement développé une urbanité *sui generis*⁸². Dans sa description de l'Europe avant le « miracle » grec, Paul Bairoch souligne que « même un « miracle » a besoin d'un environnement propice. Même une greffe a besoin d'un porteur solide » (Bairoch 1985 : 122), pour insister sur les progrès de l'agriculture réalisés antérieurement à l'urbanisation. Il reprend les conclusions de Goudineau et Kruta concernant la Gaule pré romaine, pour qui « certains centres étaient sans doute proches de (et prêts à) devenir des villes, plus nombreux sans doute dans le Midi qu'ailleurs. La conquête romaine devait mettre en évidence cette disponibilité ; là où les structures n'étaient pas adaptées dès la fin de la protohistoire, l'action de Rome rencontrait un échec au moins relatif » (Duby 1980, 1 : 231). Néanmoins, au regard du « retard urbain de l'Europe non romanisée » (Bairoch 1985 : 124), il est indéniable de constater que la colonisation a précipité les choses ; le délai de 2000 ans séparant généralement, selon Bairoch, l'existence d'une véritable agriculture de l'apparition des villes, ayant « été raccourci artificiellement par des phénomènes de transferts » pouvant s'effectuer par migration, par commerce ou par conquête (Bairoch 1985 : 130-131).

Le cas toulousain relève de ces trois types de transferts, tous les trois étant au service du principal objectif des Romains, avant tout militaire. Un analyste stratégique comme l'américain Edward Luttwak a dessiné à grands traits quelle était leur manière de procéder à cette époque : pour économiser leurs forces, ils ne déployaient pas leurs troupes sur le périmètre des frontières, mais avaient organisé leur système défensif à partir de légions et de colonies situées en retrait de ces limites, sur des axes de communication pour faciliter la mobilité des armées. De la sorte, celles-ci pouvaient être utilisées à la fois à des fins externes et internes, car le risque de révoltes intérieures de minorités autochtones rebelles était autant sinon plus important que d'éventuelles infiltrations ou incursions d'ennemis venus de l'extérieur. Ainsi, « la priorité de la sécurité intérieure sur la sécurité extérieure était le facteur clé de la distribution des légions. D'où les trois légions en Espagne, qui n'était pas une province frontière mais se trouvait au stade terminal d'un effort

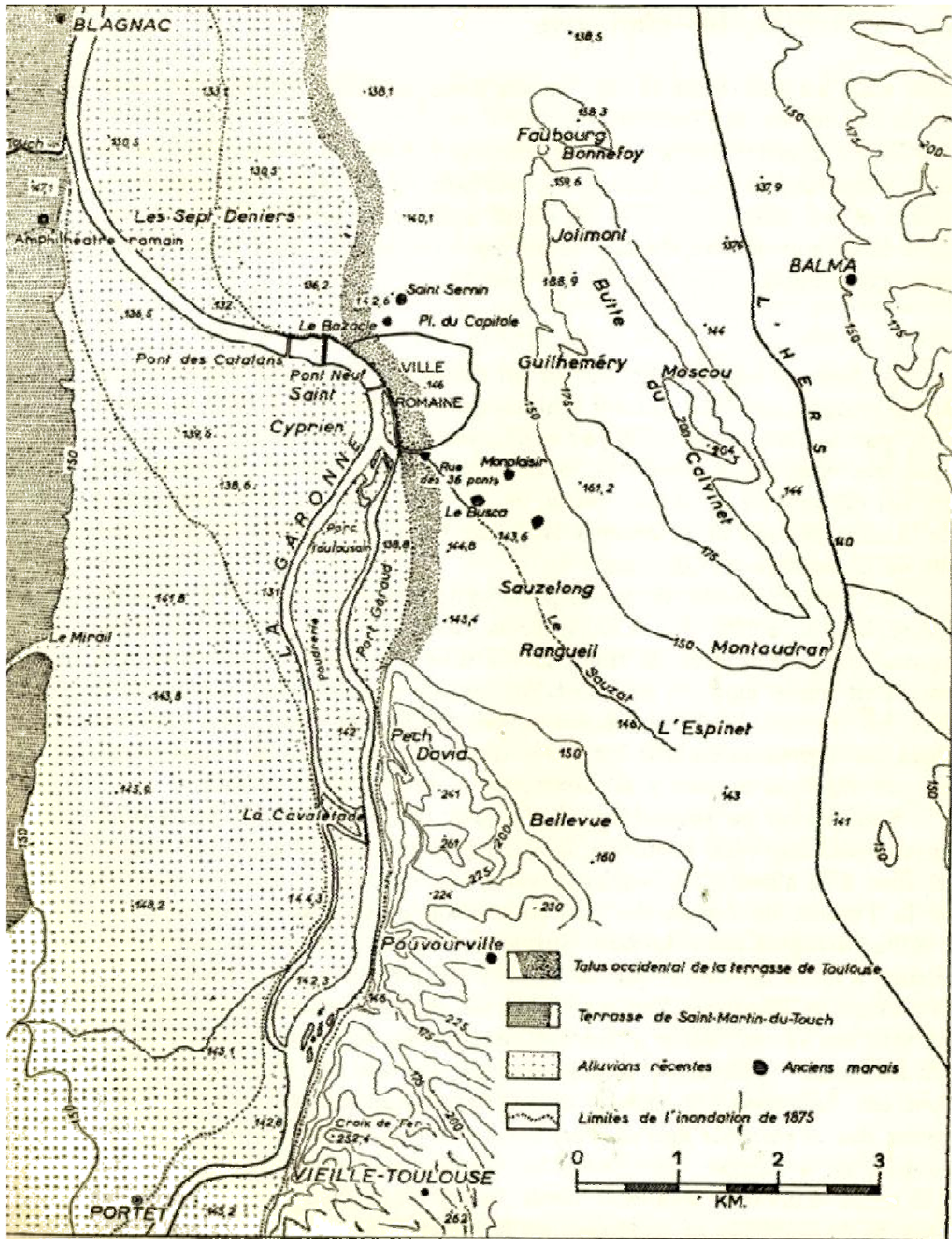
⁸² De telles hypothèses fictionnelles nous permettent d'éviter d'avoir une conception par trop unilatérale de l'histoire urbaine car elles sont l'occasion de mesurer le devenir historique à l'aune de la multiplicité des possibles.

de pacification séculaire ». « Les colonies étaient un second moyen de contrôle stratégique », avec des vétérans légionnaires stationnés en permanence ; « centres de contrôle direct de Rome », elles « fournissaient des renseignements et des bases de surveillance ». A ce dispositif, s'adjoignait une défense indirecte par le biais d'Etats clients et de tribus clientes. « Leur perception de la puissance militaire romaine et la crainte des représailles expliquaient leur docilité. En se chargeant de prévenir les attaques contre la province, les clients diminuaient d'autant la nécessité d'assurer la sécurité locale aux frontières contre les attaques de faible ampleur ; de cette façon, la totalité de la puissance militaire disponible était accrue... et ainsi de suite » (Luttwak 1987 : 14-16)⁸³. L'évolution du statut de Toulouse vis à vis de la puissance dominante romaine jusqu'à la fondation de la ville par Auguste, puis le titre de colonie décerné par Domitien, illustre fort bien cette stratégie globale. En effet, les Tectosages étaient d'abord un peuple allié, autrement dit, en suivant Luttwak, un client de Rome, au rôle de garde frontière par procuration face une Gaule encore hostile. Puis, après la conquête romaine, ils se révoltèrent ce qui entraîna leur mise au pas par l'installation de troupes pour prévenir toute nouvelle rébellion, celles-ci serviront notamment de renfort à Crassus dans sa campagne contre les Aquitains (en 56 av. J.C.)⁸⁴. Enfin, ville latine et ensuite colonie romaine, Toulouse, par sa situation de carrefour routier, est conforme aux exigences de mobilité mentionnées plus haut. Ainsi, sa gestation correspond à sa « clientélisation » progressive jusqu'au moment où il devenait plus opportun pour l'Empire, eu égard au contexte et sa stratégie de l'époque, de la transformer en relais urbain de sa puissance. Le commerce a donc préparé la mutation culturelle des Tectosages, mais c'est la guerre qui conduit à urbaniser leur territoire, deux pôles majeurs du monde des échanges.

⁸³ Il faut préciser que Luttwak emploie la notion de 'clientèle' dans son sens antique, c'est-à-dire l'échange d'une gratification par un patron contre un service rendu par le client. S'appuyant sur l'étude de Badian, *Foreign clientelae* (264-70 B.C.) (Oxford : Clarendon Press, 1958), il étend la notion d'institution de la vie municipale à la pratique de la diplomatie. Cependant une telle extension fait perdre à la notion son sens strict, et Paul Veyne exprime quelques réserves quant à cette conception élargie : « l'Empire ne pouvait être un gigantesque réseau de clientèle, parce qu'il était gigantesque » (Veyne 1976 : 536) ; il s'oppose sur ce point à la thèse Premerstein.

⁸⁴ Voir à ce sujet le paragraphe intitulé « Toulouse, citadelle romaine » (Wolff 1974 : 21), dont voici un extrait : « en tout temps, ces forces romaines eurent à protéger les royaumes indigènes alliés de Rome, celui de Lectoure et celui des Nitiobriges de l'Agenais, à tenir dans l'obéissance les montagnards de la haute vallée de la Garonne, théoriquement vassaux des Tectosages, mais que Pompée ne soumit seulement en 72 av. J.C., à prévenir toute agression des peuples les plus voisins de l'Aquitaine, Ausci et Elusates ».

Le « site classique d'une ville de fleuve » (Coppolani 1963 : 247) où s'implante la ville romaine (Wolff 1974 : 9).



LE SITE DE TOULOUSE

- La formation d'une ville générique

Romaniser, c'est-à-dire urbaniser

Au regard de l'histoire européenne, Toulouse semble une entité urbaine comme il en existe beaucoup. Sa fondation par l'Empire romain, son profond ancrage dans la chrétienté et son réseau, ainsi que son rôle de capitale régionale lui confèrent un caractère générique, car ce sont des éléments qui ont présidés à la formation de bon nombre de villes en Europe. Ce caractère générique découle au premier chef de la politique territoriale de l'Empire, initiatrice en la matière, qui contribue à l'émergence d'un réseau composé de villes secondaires maîtresses de leur arrière pays, réseau qui va servir d'appui à la diffusion du christianisme. En effet, la romanisation représente l'intégration à un ordre urbain. Celui-ci aura une influence prépondérante sur le devenir des villes, dont bon nombre, à l'instar de Toulouse, conservent dans leur noyau central l'empreinte du *cardo* et plus généralement de la grille urbaine romaine. Tentative d'unification politique d'un territoire aux dimensions gigantesques pour l'époque, la conquête romaine « entraîne aussi pour plusieurs siècles une certaine homogénéisation du paysage, du moins dans ce qu'il doit à la volonté humaine. Cette réalité ne se retrouvera plus avant la révolution industrielle », écrit Jean Robert Pitte (1983 : 59). « Les formes régulières des parcelles agricoles, des routes, des ponts, des aqueducs, des frontières, des canaux et des ports sont le support fonctionnel et l'image omniprésente d'une civilisation homogène, étendue sur un vaste espace géographique » (Benevolo 1993 : 22). Cette strate de l'histoire mondiale peut être considérée à plus d'un titre comme une première phase de globalisation⁸⁵, puisque l'Empire quadrille son territoire-monde d'un efficace maillage stratégique aux troublantes similitudes avec la façon dont la phase actuelle de globalisation territorialise sur le mode réticulaire nos activités économiques. C'est ce que n'ont pas manqué de relever des observateurs de ce phénomène tel Rem Koolhaas et son équipe de Harvard (Mutations 2000 : 10-23 et 722-742), élaborant un

⁸⁵ « Chaque ville, comme reproduction locale du modèle de l'*urbs*, était le livre de pierres – la grammaire d'espaces – où s'apprenait la pensée romaine » ; avec la romanisation, « la ville inclut le monde, le résume, l'intègre mais elle y réussit d'abord en se reproduisant partout de manière identique. Le monde devient ville » (Hénaff 2008 : 40). En ce sens, Rome nous offre un des premiers modèles de globalisation.

programme de recherche sur le « Roman operating system » dans le but de mieux appréhender nos villes génériques contemporaines. Cette recherche se présente sous la forme d'un manuel d'instructions d'un jeu de simulation de type Sim City pour souligner la standardisation des équipements qui composent la ville romaine. L'équipe de Koolhaas voit en cette dernière un prototype du processus de globalisation à l'œuvre dans notre contexte urbain parce qu'elle est paradoxalement tout à la fois « 100% spécifique et 100% générique » : elle s'adapte au site, au climat, à la culture propres à chaque point d'implantation tout comme à notre époque le global s'accommode du local. Un de leurs épigones estime que cette relecture de l'urbanisme romain permet de penser une « *Generic City* » qui « se conjugue à tous les temps ». Toutefois, cette interprétation assez stimulante par certains aspects n'évite pas, mais au contraire revendique, par goût de la provocation, les simplifications d'un usage de l'anachronisme mal maîtrisé⁸⁶. Or, si « le capitalisme n'a pas d'âge » (Veyne 1976 : 141), c'est-à-dire le rationalisme économique et l'esprit d'entreprise, comme le rappelle Paul Veyne, la fonction de la ville antique est plutôt politique et sociale qu'économique (Veyne 1976 : 116)⁸⁷ ; « le capitalisme y vivait en fin de compte du politique ; il n'était économique qu'indirectement, si l'on peut dire » (Weber 2001 : 383). Une large partie de la production et de la consommation s'effectue au sein de l'économie domestique, et le rôle des activités industrielles reste relativement mineur, ce qui distingue l'économie antique de celle médiévale, sans pour autant être inexistant. « Le contraste entre l'Antiquité et le Moyen Age est étroitement lié à la différence en quantité et en signification de la production destinée à l'exportation dans ces deux mondes », affirme Moses Finley (1975 : 186). Ce dernier s'appuie dans son synthétique ouvrage *L'économie antique* sur les classiques études menées par Max Weber, qui indique à quel point « l'Antiquité, au moins dans le domaine des transactions purement privées, en était demeurée à des formes juridiques conçues pour un investissement occasionnel et discontinu du capital » (Weber 2001 : 380).

⁸⁶ Cette remarque vaut également pour Lewis Mumford, lorsqu'à l'inverse, il fustige l'expérience urbaine romaine, modèle à surtout ne pas suivre, afin d'attirer notre attention sur les « pistes dangereuses » sur lesquelles nos urbanités sont engagées (Mumford 1964 : 310). Voir les critiques formulées par Françoise Choay (2006).

⁸⁷ Cette dernière fonction ne tend à s'autonomiser qu'à partir du Moyen âge et surtout avec la révolution industrielle, comme l'a montré Polanyi, mais un peu trop schématiquement. En effet, l'absence d'un marché étendu à toutes les sphères d'activités humaines n'implique pas que « les hommes d'autrefois étaient plus désintéressés que ceux d'aujourd'hui » insiste Veyne (1976 : 80).

Nous mesurons mieux ce qui nous sépare de cette forme de globalisation, puisque les phénomènes de localisations industrielles contribuent de façon décisive à notre globalisation et que les mouvements de capitaux y sont ininterrompus. Celle-ci est également fortement marquée par l'influence économique et sociale des consommateurs, ce qui semble au premier abord offrir un parallèle assez éclairant avec la ville antique, conceptualisée par Werner Sombart comme 'ville de consommation', caractérisation reprise par Goudineau (Duby 1980 : 381). Cependant, la position sociétale de ces consommateurs est, d'une part, loin d'être similaire dans les deux cas, comme en témoigne la métamorphose de la notion de client ; et, d'autre part, le concept même de 'ville de consommation', développé de façon polémique par Sombart à l'encontre de la célèbre thèse de Pirenne, – selon laquelle l'essor de la ville médiévale est lié au commerce–, est sujet à caution. En effet, sa réutilisation par Goudineau, mais aussi par Finley, occulte quelque peu sa valeur heuristique, le concept devant être appréhendé dans son contexte d'élaboration typologique. Cette élaboration, plus fine chez Weber que chez Sombart, qui de surcroît n'est pas un spécialiste de l'Antiquité⁸⁸, conduit à nuancer la signification et la portée de ce concept. Un article très instructif de Hinerk Bruhns, intitulé « De Werner Sombart à Max Weber et Moses Finley : la typologie de la ville antique et la question de la ville de consommation »⁸⁹, vient préciser comment la conceptualisation opérée par Weber est la plus pertinente car elle évite les contresens. Celle-ci introduit l'opposition entre producteurs et consommateurs, en particulier les grands consommateurs au pouvoir d'achat important, pour spécifier la ville antique par rapport à l'expérience urbaine médiévale : « ce qui différencie la ville antique de la ville médiévale, ce n'est pas le fait qu'elle soit dans de nombreux cas ville de rentiers, mais le fait que sa politique est déterminée en premier lieu par les intérêts de consommateurs et non par des intérêts de producteurs comme ce fut le cas dans la ville médiévale idéaltypique ». Ainsi, l'idéal type de la ville antique ne doit pas être confondu

⁸⁸ Inventeur du mot 'capitalisme', Sombart, qui se rapprochera dans les années 30 du régime nazi, semble éprouver une certaine aversion pour le commerce et les marchands, comme le montre son étude intitulée *Le bourgeois*, (Payot, 1954) où perce un certain antisémitisme. Celui-ci s'exprime également lorsqu'il voit en Simmel, penseur de l'échange, le type du « philosophe sémite » (Simmel 1988 : 84).

⁸⁹ Bruhns est également l'auteur d'une remarquable introduction à *Economie et société dans l'Antiquité* de Weber (2001 : 9-59).

avec celui de la ville de consommation⁹⁰ ; et Bruhns ajoute qu' « il serait tout à fait erroné d'en conclure que Weber considère la ville antique comme un lieu de consommation opposé à la campagne productrice » (Bruhns 1985 : 265), ce que laissent plus ou moins entendre les analyses de Goudineau, décrivant la ville comme un « parasite économique » (Duby 1980 : 365-381).

En fait, la séparation entre économie urbaine et économie rurale est moins nette qu'il n'y paraît puisqu'à Toulouse, par exemple, l'on compte des vignes et des jardins au sein de l'enceinte, et qu'au moment de la fondation de la ville, le « mouvement d'implantation d'exploitations agricoles dans la campagne s'accéléra » (Pailler 2001 : 385), transformant la structure de l'habitat groupé en un habitat plus dispersé de *villae*. Avec la romanisation, c'est le régime des échanges dans son ensemble qui se modifie profondément, nouveau régime qui fait de la ville son rouage essentiel, par delà la question de sa situation parasitaire. Louis Harmand, dans sa description de *L'Occident romain*, met bien en relief comment l'urbanisation est, « par excellence », un « facteur de romanisation » (Harmand 1960 : 291) : la ville « impose aux yeux un ensemble architectural directement inspiré du modèle romain, introduisant ainsi en terre étrangère, par une manière de publicité inscrite dans la pierre, le goût et l'esprit romain. Ensuite parce qu'elle est le lieu où se rencontrent et se coudoient des éléments de population qui ne sont parvenus nécessairement ni au même statut juridique (deux communautés inégales en nombre et en droits peuvent y coexister et tout habitant qui y a sa résidence n'est pas obligatoirement un 'citoyen' intégral de l'empire), ni par conséquent au même niveau d'assimilation. Elle est le siège de toutes les émulations, de toutes les promotions politiques et sociales » (Harmand 1960 : 348). A l'instar de notre globalisation, la généralisation du fait urbain constitue un cadre commun en mesure de fédérer des hommes de conditions et d'origines diverses. Ce cadre fédérateur est d'abord matériel. Ainsi, la création *ex nihilo* de Toulouse, sur décision de l'empereur Auguste, est le produit d' « un programme urbanistique intégral » (Pailler 2001 : 207), qui voit d'un seul élan, l' « éclosion de la ville en une trentaine d'années » (Pailler 2001 : 219), au cours du Ier siècle

⁹⁰ Weber élabore ces deux idéaux types dans des typologies différentes. Dans l'une, il adjoint aux idéaux types de ville de producteurs et de consommateurs, celui de ville de commerçants, la ville antique pouvant relever de ce schéma tripartite (à la différence de celui dualiste et moins complexe de Sombart) (Weber 1982) ; dans l'autre, l'idéal type de la ville antique est à distinguer de celui de ville médiévale (Bruhns 1985 : 262-263).

de notre ère. Le *cardo maximus* et le *decumanus maximus*, pivots⁹¹ du réseau de rues, sont tracés par le *mentor*. « Davantage qu'une ville augustéenne, Toulouse est surtout une ville d'Auguste. Obligés, les nouveaux citoyens eurent à cœur de commencer par la construction du temple du culte impérial, au centre » (Pailler 2001 : 220). Si la datation précise du temple reste controversée, la ville va devenir pleinement romaine en moins d'un siècle.

Le rempart dont se dote la ville au cours de cette période est le meilleur symbole de cette réalité nouvelle. Il est « le premier 'héros' de l'histoire toulousaine, le plus durable aussi », « c'est de toute évidence un rempart de prestige » précise Pailler (Taillefer 2002 : 22) ; « un tel rempart est le rempart d'une grande ville et d'une ville riche », « une construction d'un temps de paix et prospérité » selon Michel Labrousse (Wolff 1974 : 28). Cela nous permet d'en déduire que ce ne sont absolument pas pour des motifs défensifs qu'il est édifié. Comme l'indique Louis Harmand, « il en irait donc des colonies romaines fondées au début de l'Empire comme des villes du Moyen Age : le rempart fait partie du droit colonial de la même manière qu'il marquait, avec le beffroi, un privilège urbain médiéval »⁹² (Harmand 1960 : 345). Ainsi, l'enceinte toulousaine va-t-elle marquer le statut de colonie que Domitien accorde à la ville à la fin du I^{er} siècle. Ce geste de reconnaissance de l'Empereur, qui place les citoyens toulousains à égalité juridique avec ceux de Rome, récompense un 'lobbying' des élites locales, et en particulier d'Antonius Primus. Son parcours nous renseigne sur les modalités de l'imbrication entre promotion sociale et urbanisation. En effet, il effectue sous Claude et Néron une « belle carrière qui l'a conduit au consulat. Après quelques déboires, il s'est retrouvé au premier rang de ceux qui ont, en 69, porté au pouvoir les empereurs Flaviens et a gardé une relation privilégiée avec Domitien. Le vieux soldat s'est retiré dans sa ville natale, où il cultive les lettres, soutient ses amis poètes et veille à la promotion de la cité » (Taillefer 2002 : 26)⁹³. C'est le 'marketing urbain'⁹⁴ d'Antonius qui amène l'empereur à décerner le titre de

⁹¹ Cf. étymologie de *cardo*.

⁹² « Dans la Gaule d'avant 250, l'enceinte a constitué un privilège peu fréquent : dix-huit villes au maximum en ont bénéficié », fait remarquer Christian Goudineau (Duby 1980 : 244).

⁹³ Voir aussi (Hugon 1996) et (Wolff 1984 : 210).

⁹⁴ Il est en effet éclairant d'interpréter ce jeu de différenciation/distinction des villes génériques romaines à la lumière des techniques contemporaines de promotion urbaine dans un contexte concurrentiel exacerbé.

colonie. Ses recommandations permettent aussi à un autre notable toulousain, Trébellius Rufus, d'accéder au rang de chevalier de l'ordre équestre et à diverses dignités, notamment celle de 'premier flamine' du culte impérial, distinction que Domitien venait de créer à l'échelle d'une province sénatoriale (Taillefer 2002 : 25). Ces échanges de bons procédés trouvent une trace littéraire dans les épigrammes du poète Martial (IX^e livre et trois autres épigrammes du X^e livre), épigrammes à la gloire de Toulouse, remerciant les compliments que lui avait adressés Marcus Antonius Primus, qui était sans doute son mécène⁹⁵. Comme le formule avec justesse Paul Veyne, « le patronage des oligarques sur les cités leur procurait une influence durable. Dans cette société où l'on n'arrivait à rien sans protection, on ne manquait jamais de miser sur le grand homme local, quand il y en avait un » (Veyne 1976 : 407)⁹⁶.

Ces services rendus traduisent aussi l'accession des élites toulousaines à la haute culture latine (et aussi grecque⁹⁷), condition de possibilité de ces échanges. Louis Harmand souligne l'importance du facteur urbain dans le rôle unificateur du latin, « clé de voûte de toute ambition politique, de toute promotion sociale, de toute réussite pratique dans le négoce ». « La plupart de ces aspirants aux fonctions, aux honneurs, aux spéculations, latinistes par entraînement si ce n'est par désir, étaient habitants des villes. Nous retrouvons à la fois ici l'importance du facteur urbain, appui de la romanisation sous n'importe laquelle de ses formes, et cette discrimination entre citadins et ruraux à laquelle on est toujours ramené lorsqu'on s'avise d'étudier le rayonnement de l'influence de Rome à travers ses provinces. La ville, foyer administratif, militaire, universitaire aussi parfois, avait du latin un besoin qui ne se faisait point sentir à la campagne » (Harmand 1960 : 443) (Wolff 1982 : 34). Ce processus de latinisation est suffisamment avancé à Toulouse pour que la ville jouisse d'une solide réputation à l'échelle de l'Empire en la matière.

⁹⁵ « Nos Muses, Atticus, plaisent à Antonius, Si dit vrai le salut que m'adresse sa lettre, Marcus, gloire authentique de Toulouse Palladienne, Qu'engendra Repos, nourrisson de Paix. Tu sauras supporter longueur et détours de la route : Va, mon livre, gage d'une amitié lointaine... » (Taillefer 2002 : 25). Toulouse est qualifiée de Palladienne, cela signifie que, contrairement à ce que l'historiographie a longtemps perçu comme désignant 'ville des arts et des armes', elle est sous la protection de la divinité de l'empereur Domitien qui lui a décerné le titre de colonie.

⁹⁶ « Une bonne partie des mœurs romaines s'explique par là : la vie sociale est fondée, d'abord, sur des rapports personnels. Chaque individu existe par rapport à sa famille, à ses alliés, à ses amis, et aussi par rapport à ses ennemis ; il y a des alliances traditionnelles et des inimitiés qui ne le sont pas moins » (Grimal 1981 : 272).

⁹⁷ Trébellius Rufus a été 'archonte' d'Athènes, ce qui laisse penser que, tout comme à Marseille, le grec était enseigné à Toulouse (Wolff 1974 : 39).

Ainsi, « sous Néron, le Toulousain L. Staius Ursulus fut un orateur et un professeur d'éloquence de grande classe, assez célèbre pour que son nom, connu de Suétone, soit passé dans les chroniques universelles de saint Jérôme et de Cassiodore » (Wolff 1974 : 39). Antonius Primus lui-même a latinisé son nom celtique *Becco* ('bec de coq')⁹⁸, modèle qui a probablement été suivi par les notables locaux désireux d'exercer des fonctions impériales, élévation hiérarchique permise par le statut juridique de la ville. En ce sens, le droit et la langue vont de pair dans le processus de romanisation, tant « le droit latin représente une merveilleuse 'machine à assimiler les élites' », affirme Christian Goudineau (Duby 1980 : 316). Nous comprenons mieux comment et pourquoi les Romains « appuient leur politique d'assimilation » sur l'urbanisation, car « c'est de ces villes romanisées, véritables pépinières, qu'ils extraient leurs soldats, leurs fonctionnaires, leurs officiers, leurs juges, bref l'armature de l'Etat universel : tous ayant appris le latin et le droit dans les écoles provinciales » (Harmand 1960 : 352-353). Cependant, toutes les couches de la société urbaine toulousaine ne parviennent pas à ce degré d'intégration culturelle. « La richesse ou la pauvreté ont de graves incidences sur le degré de romanisation : elles ouvrent ou ferment plus ou moins à celle-ci la porte ; elles favorisent ou retardent ses progrès » (Harmand 1960 : 466). Malgré tout, même les plus humbles sont touchés par cette évolution linguistique, et « nombre de Toulousains, qu'ils fussent d'origine italienne ou indigène, avaient, au minimum, été instruits par les leçons du *magister ludi*, le maître d'école » (Taillefer 2002 : 27). La diffusion du latin correspond également à une propagation de l'écriture, qui, si elle n'était pas inconnue, était jusqu'alors peu utilisée, et participe à la constitution d'une « communauté intellectuelle de l'Europe dont les fondements remontent à cette époque, et dont le trait le plus marquant fut l'adoption de signes écrits pour matérialiser la pensée » (Harmand 1960 : 449). Cette romanisation culturelle n'a pas été imposée par la force mais par stimulation⁹⁹ ; et la latinisation ne s'est pas

⁹⁸ « Il est très remarquable que dans les grandes villes d'Occident, la plupart fondées au temps même de la conquête, l'aristocratie se soit toujours considérée comme romaine. Nous voyons ainsi, dès le temps de Tibère, les nobles gaulois abandonner leurs noms indigènes pour adopter les *tria nomina* du citoyen romain » (Grimal 1981 : 311).

⁹⁹ « Lorsqu'on étudie la romanisation des provinces occidentales, il faut se garder de certaines erreurs : celle d'abord de croire qu'il s'agit d'un acte unilatéral d'autorité et de contrainte de la part de Rome : elle propose plutôt qu'elle n'impose, suggère plus qu'elle ne sollicite, provoque le désir d'imitation ou d'adaptation plutôt qu'elle n'asservit à ses goûts et à ses directives. Il faut tenir compte, dans ce phénomène d'osmose, de la propension des indigènes à n'emprunter, dans le

effectuée à sens unique puisque, dans ce mouvement, le latin s'est aussi provincialisé. Comme l'explique Harmand, « la langue des vainqueurs et la langue des vaincus opéraient (...) l'une sur l'autre toutes sortes d'actions mutuelles et de pénétrations réciproques (...) qui, du point de vue philologique, constituent la preuve de profonds échanges entre les deux milieux et les deux mentalités. Le latin est loin d'être resté matière immuable dans ce jeu incessant d'actions et d'interactions. (...) Les leçons sont venues presque toujours de ce monde itinérant et cosmopolite des soldats, des marchands, des esclaves : ce sont eux qui leur apprirent les rudiments de cette *koinè* (langue commune) » (Harmand 1960 : 445).

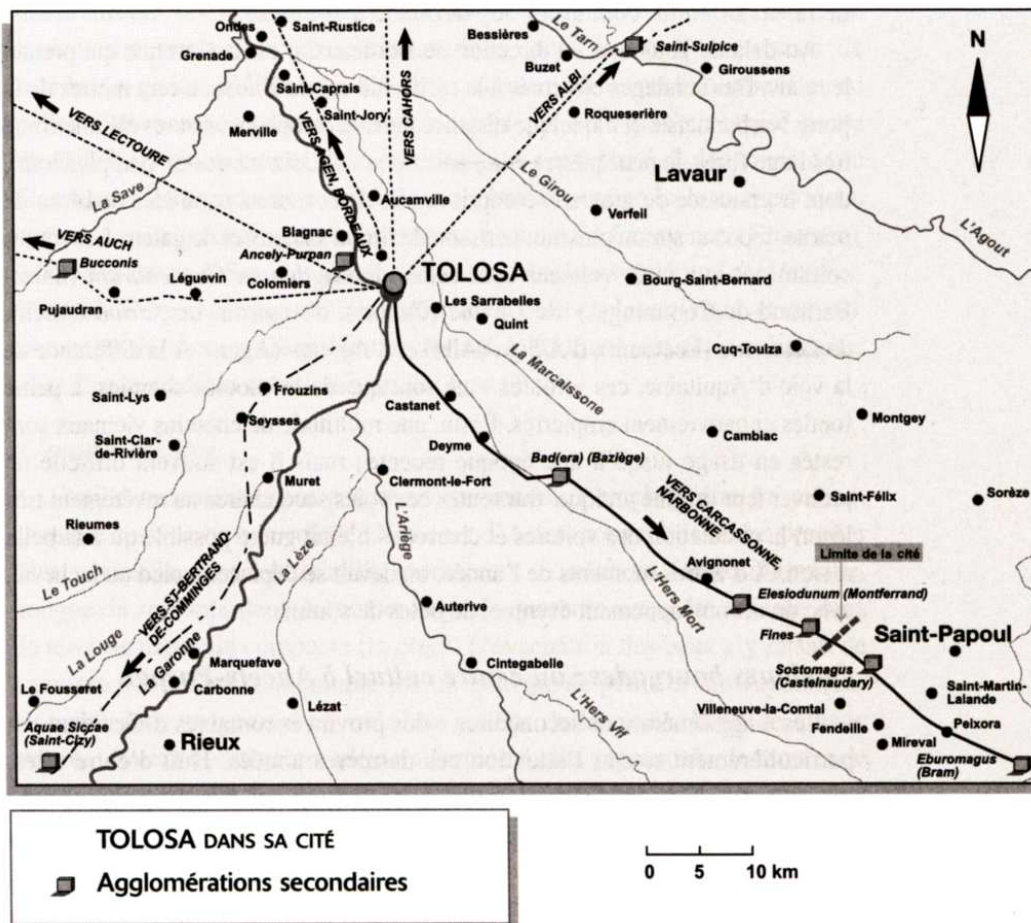
L'unification linguistique de l'empire romain est révélatrice d'une intensification des échanges, tant sur le plan politique, comme nous l'avons vu, que sur le plan économique. « Ainsi on était parvenu à une époque où un large brassage des marchandises (poissons, vins et huiles d'Espagne sur les bords du Rhin, céramique et lampes gauloises en Bretagne comme en Afrique, marbres africains dans les villas de Belgique à côté de ceux de Grèce et d'Asie Mineure) créait, dans cet Occident romain les conditions d'une vaste solidarité humaine » (Harmand 1960 : 431)¹⁰⁰. La Méditerranée pouvait faire figure de mer intérieure, et la modicité des droits de douane ainsi que la monnaie unique (jouant l'un et l'autre un rôle similaire à la langue) facilitaient incontestablement les transactions. Cela a pu conduire un historien spécialiste de l'économie de l'empire romain comme Jones à parler de « vaste marché commun allant de la Grande-Bretagne à l'Égypte » (Bairoch 1985 : 119). Toutefois, si de telles appréciations contribuent à fournir d'évidents points de rapprochement avec notre globalisation, il s'agit de nuancer ces vues par l'évaluation des transports pendant cette période. En effet, leur vitesse et leur capacité constituaient un sérieux frein aux échanges de marchandises. Et, s' « il est normal qu'après avoir revêtu un caractère avant tout militaire, ainsi qu'il convenait au moment même et au lendemain de la conquête,

modèle que Rome met sous leurs yeux, que des traits capables de les intéresser, soit par leur caractère pragmatique (certaines inventions ou certains progrès, telle la substitution de la pierre à la terre et au bois comme matériaux de construction), soit parce que, venant à la rencontre de leurs propres tendances, de leurs aptitudes, de leurs conceptions ou de leurs traditions, ils peuvent être saisis immédiatement et passer dans les mœurs (certaines croyances religieuses, la représentation du 'repas funèbre' sur les tombeaux) » ; « il y a en définitive beaucoup plus de variété, de pittoresque et de saveur, dans cette rencontre, dans cette combinaison des apports romains et étrangers » (Harmand 1960 : 439-440).

¹⁰⁰ Bien sûr, « la prospérité, conséquence de la paix, fit beaucoup pour provoquer ce désir d'assimilation dans les provinces nouvelles » (Grimal 1981 : 324).

la route ait servi de plus en plus à l'économie, sans perdre, bien entendu sa première destination » (Harmand 1960 : 395) ; ce sont les cours d'eau qui assuraient la plus importante partie du trafic à longue distance : « ce furent les nombreux fleuves et rivières de Gaule, et non les routes, qui suscitèrent les commentaires des écrivains romains et facilitèrent la croissance des villes de l'intérieur » (Finley 1975 : 170). Ce constat est confirmé par Christian Goudineau, pour qui, « le réseau routier est en partie déconnecté du réseau commercial », et « le réseau secondaire a plus d'importance pour le commerce que celui des grandes voies unissant les grandes villes entre elles », en dépit du fait que « les bénéfices les plus importants se réalisent dans le transport maritime » (Duby 1980 : 371). A Toulouse, le « réseau dense et complexe de voies de communication, dont le fonctionnement était fondé sur la complémentarité des cours d'eau, des routes et des chemins vicinaux » (Pailler 2001 : 341) reflète bien cela et nous donne une idée des possibilités pour le trafic commercial de la ville.

Toulouse et son réseau de transport régional (Taillefer 2002 : 31).



Ainsi, l'intégration de Toulouse à l'Empire a généré une densification de son réseau de transports, réseau en étoile desservant les cités voisines nouvellement formées, telles *Lugdunum Convenarum* (Saint-Bertrand-de-Comminges), *Divona* (Cahors), *Augusta Ausciorum* (Auch), *Lactorate* (Lectoure), *Albiga* (Albi) ou *Aginum* (Agen), ainsi que des agglomérations secondaires situées dans un rayon de trente kilomètres. Ce réseau demeure principalement dominé par la route de Narbonne, la seule à être véritablement en dur, et par la Garonne, qui fait du port fluvial de Toulouse, un relais important vers Bordeaux (*Burdigala*); mais le fleuve était également utilisé vers l'amont, et le développement des voies de communication avec le territoire de la cité, l'un des plus vastes de la Gaule romaine, témoigne d'une évolution des relations commerciales de la ville par rapport à celles prévalant au temps de sa gestation. « Au travers de ses monuments, malgré le silence des textes et des inscriptions, Toulouse paraît ainsi, aux trois premiers siècles de l'Empire, une ville prospère. Ce n'est plus la brusque expansion économique engendrée, au temps de Fonteius et de César, par son rôle de place frontière et le grand commerce des vins italiens, mais une aisance plus calme, pour ainsi dire bourgeoise, qui se fonde sur les ressources sûres de son terroir », écrit Labrousse : « les vraies richesses, ce sont les moissons des coteaux et des vallées, les troupeaux de bovins et surtout d'ovins de la montagne. En années de bonnes récoltes, Toulouse a pu tenir le rôle de marché céréalière et vendre au dehors » (Wolff 1974 : 37). Cependant, cela restait assez aléatoire, et comme le rappelle Paul Veyne, « les régions qui possédaient du blé ne le cédaient pas volontiers à celles où il y avait disette et, quand elles le cédaient, se posait le problème des transports ; politiquement et économiquement, ces difficultés dépassaient l'entreprise privée » (Veyne 1976 : 427). La vie économique régionale est par conséquent plutôt introvertie : « le commerce toulousain n'est (...) plus sous l'Empire, sauf exceptions, un très grand commerce. Son cadre est provincial, c'est celui de la 'cité', de l'ouest de la Narbonnaise, du sud de l'Aquitaine. Il porte sur des matériaux de construction, des produits agricoles, des fabrications régionales comme les céramiques sigillées de Montans et de La Graufesenque » (Wolff 1974 : 38). Pour autant, Toulouse continue d'être partie prenante « aux circuits du grand commerce méditerranéen », exportant, non seulement du blé du Lauragais de façon épisodique, mais aussi les céramiques mentionnées ci-dessus, ou encore l'importante production de fer de la Montagne

Noire ; en outre, « les habitants de la région ne se contentaient plus de consommer le vin d'Italie : ils en produisaient, dès le Ier siècle, et commençaient à l'exporter vers la péninsule » (Taillefer 2002 : 29). Néanmoins, cela ne doit pas occulter la nouvelle réalité économique d'une ville en construction : « une seule industrie compte vraiment à Toulouse, celle du bâtiment et c'est alors que naît l'industrie toulousaine de la brique appelée à une belle fortune » (Wolff 1974 : 38). « La ville déjà rose », selon l'expression de Jean Marie Pailler, comporte au Ier siècle trente trois ateliers dirigés par « des citoyens romains ou des affranchis portant des noms d'origine latine, grecque et, dans deux cas, gauloise » (Taillefer 2002 : 29). Bâtir en briques et en tuiles nécessite plus de bois en comparaison des édifices de pierre, ce qui impliquait l'exploitation de la forêt, surtout d'Ariège. Toutefois, « la pierre n'est pas le parent pauvre de l'architecture du Haut Empire à Toulouse. Elle est au contraire l'expression de la richesse des classes dominantes pour lesquelles l'absence de pierre (locale) n'était pas insurmontable »¹⁰¹ (Pailler 2001 : 281), la Garonne permettant l'acheminement de moellons calcaires des Pyrénées.

Cette richesse s'exprime d'abord dans les monuments publics (temples, théâtre, thermes, etc.), emblèmes du patriotisme local et de l'affirmation des notables, car « l'éclat d'une ville reproduit le niveau de fortune de ceux qui la gèrent en même temps qu'il atteste leur volonté d'intégration et d'élévation au sein de l'Empire : en ce sens, la densité du réseau, les dimensions des villes, leur parure monumentale se lient directement à la puissance des aristocraties : elles sont le miroir à la fois des développements économiques régionaux et – surtout – des différences sociales ; elles témoignent enfin de la conception que les élites se sont forgée (ou ont acceptée) de leur rôle et de la manière d'exprimer leur supériorité » (Duby 1980 : 331), et celle-ci passe par l'ostentation de la pierre. Nous retrouverons cette dialectique de la brique et de la pierre, qui recoupe celle de la spécificité locale et du caractère générique, à d'autres périodes de l'histoire toulousaine¹⁰². Ce prestige de la pierre vient orner le temple, le théâtre et l'amphithéâtre de citations stylistiques grecques, ioniques, dont nous avons déjà mentionné l'influence sur le plan de la culture littéraire. Les remparts ou le réseau

¹⁰¹ Toulouse possède « un paysage urbain sans doute moins monotone que celui habituellement suggéré par l'omniprésence de la brique » (Pailler 2001 : 281), même si l'abondance de cette dernière, notamment dans l'habitat privé, fait de la ville « un cas particulier » (Taillefer 2002 : 28).

¹⁰² Voir Moyen Age et XIX^e siècle.

hydraulique font également usage de la pierre, ce qui manifeste la valeur symbolique de ces équipements collectifs¹⁰³. Nous sommes loin du culte des eaux pratiqué par les Tectosages, celles-ci sont à présent canalisées à fins pratiques et sociales, mêlant soucis de l'hygiène, de confort et de bien-être¹⁰⁴. D'impressionnants moyens techniques sont employés pour alimenter en eau les thermes ; ceux-ci, « lieux de rencontre, de convivialité et de culture, ont dû être en fonction à Toulouse dès le milieu du I^{er} siècle au plus tard » (Taillefer 2002 : 28). Les « thermes sont les témoins à la fois d'une culture globale et d'un certain mode vie. Ils montrent aussi l'incroyable pénétration de modèles socioculturels étrangers à la Gaule préromaine, l'aisance avec laquelle Rome a introduit des besoins artificiels vite ressentis comme contraignants et l'alignement enthousiaste quoique progressif des villes de Gaules sur l'exemple de l'Urbs » (Duby 1980 : 294).

Luxuriants espaces de loisirs consommés¹⁰⁵, en même temps que dispositifs d'une socialité sélective, les thermes paraissent largement soutenir la comparaison avec les *malls*. C'est ce qu'a suggéré Lewis Mumford lorsqu'il écrit que « par leur forme monumentale et les aménagements qui s'efforçaient de satisfaire la diversité des goûts de la clientèle, les bains romains sont forts comparables à nos plus modernes centres d'achat, – et la comparaison ne serait pas toujours à l'avantage de ceux-ci » (Mumford 1964 : 291). Koolhaas insiste lui aussi sur cette similitude, sur la connivence entre « shopping » et « ville générique ». Cette consommation dans et par l'eau¹⁰⁶ est rendue possible par de gigantesques infrastructures. Ainsi, à Toulouse, un aqueduc long de huit kilomètres, au débit quotidien évalué entre dix et quinze mille mètres cubes, soit « environ mille litres par personne, à peu près comme à Rome à la même époque, et beaucoup plus qu'à Toulouse avant 1950 » (Taillefer 2002 : 28), ravitaillait la ville. Mumford note combien il est significatif qu'une des plus grandes réalisations romaines soient les

¹⁰³ A Toulouse, les remparts sont certainement les premiers, chronologiquement et juridiquement, des monuments publics.

¹⁰⁴ Grimal décrit en détail le cérémonial du bain (1981 : 300-302).

¹⁰⁵ « La romanisation, qui se traduit dans les provinces par la création de cités, véritable expositions permanentes des bienfaits de la civilisation – le confort des thermes, le plaisir du forum, la passion des jeux –, peut être définie en termes modernes comme l'instauration d'une « société de consommation » » écrit Henri-Irénée Marrou (1977 : 140).

¹⁰⁶ Nous reviendrons sur la symbolique consommatoire de l'immersion dans l'eau lors de la description des centres commerciaux modernes.

égouts de la capitale impériale, soulignant au passage que de si coûteux investissements s'avèrent être particulièrement avantageux si l'on calcule leur prix de revient sur l'ensemble de leur période d'utilisation (Mumford 1964 : 278). A une échelle certes plus réduite, « sans avoir les collecteurs d'une grande métropole, Toulouse s'était doté d'un réseau d'assainissement qui manquait encore aux quartiers du centre de la ville au milieu du XX^e siècle » (Wolff 1974 : 34). L'eau courante était amenée chez les riches par un réseau de tuyaux de plomb tandis que les autres s'approvisionnaient aux puits et aux fontaines. L'usage de l'eau marque donc la différenciation sociale et permet au plus grand nombre la participation à un mode de vie urbain.

Les spectacles et les fêtes confirment cette géométrie sociale liant les divers membres à leur ville. Ceux-ci « manifestaient donc et recréaient la hiérarchie : les uns donnaient, les autres recevaient », les évergésies¹⁰⁷ avaient « le double résultat de renforcer à la fois la distance sociale et le lien collectif » (Duby 1980 : 359). Parmi les monuments publics, – ceux-ci étant financés par les largesses des élites –, le théâtre et l'amphithéâtre représentaient des édifices de première importance, pouvant réunir plusieurs milliers de spectateurs, ce qui constitue un chiffre impressionnant compte tenu du nombre d'habitants des villes de l'époque. Ainsi, l'amphithéâtre de Purpan, situé à quelques kilomètres de Toulouse, était en mesure de contenir sept à huit mille personnes dans une arène en forme d'amande, longue de soixante-deux mètres et large de quarante-six ; il était « presque aussi vaste que ceux de Nîmes et d'Arles » (Taillefer 2002 : 33)¹⁰⁸. Les fêtes qui s'y déroulaient attiraient probablement, outre les habitants de la ville de Toulouse, des personnes de toute la cité, voire de la province. Ces évergésies permettaient aux édiles de s'assurer les faveurs des gouvernés¹⁰⁹, faveurs que les élites appréciaient

¹⁰⁷ « Le mot d'*évergétisme* est un néologisme – plus encore, un concept – dû à André Boulanger et Henri-I. Marrou ; il a été forgé d'après le libellé des décrets honorifiques hellénistiques, par lesquels les cités honoraient ceux qui, par leur argent ou leur activité publique, « faisaient du bien à la cité » ». « Champ d'étude vaste et bien défini », « l'évergétisme est le fait que les collectivités attendaient des riches qu'ils contribuassent de leurs deniers aux dépenses publiques, et que leur attente n'était pas vaine : les riches y contribuaient spontanément ou de bon gré » indique Paul Veyne au début de sa thèse (*Le pain et le cirque*), référence majeure sur cette question (Veyne 1976 : 20-21). Les spectacles, et la construction des édifices qui les abritent, sont l'une des principales évergésies.

¹⁰⁸ Dans la ville, le théâtre comportait, quant à lui, cinq à six mille places (Taillefer 2002 : 27).

¹⁰⁹ Et aussi celles des dieux. En effet, « les jeux romains, dans leur essence, sont des actes religieux. Ils représentent un rite nécessaire pour entretenir les bons rapports souhaités entre la cité et les dieux : ce caractère primitif ne sera jamais oublié et, très tard encore, la coutume voulait que

« à la vigueur des applaudissements qui accueillait les spectacles et qui étaient un honneur reconnu comme tel, accordé par le public d'une manière très consciente et observé par les hommes politiques comme une sorte de baromètre de l'opinion publique », analyse Paul Veyne dans *Le pain et le cirque* (1976 : 368). Ces fêtes viennent cimenter la communauté de destin de la société urbaine. « De très bonne heure, les Romains élevèrent un autel à la déesse Concordia, qui n'est autre que l'unanimité civique. Aussi serait-il injuste d'appeler corruption dégradante la libéralité, voire la magnificence des princes à l'égard de la plèbe » explique Grimal (1981 : 306). En satisfaisant les besoins de distractions de la masse, les élites se valorisaient à leurs yeux, ces prestations données leur conférant le prestige nécessaire à toute bonne gouvernance. Celle-ci requiert en effet un jeu subtil de dons et de contre dons, jeu en partie codifié par la tradition, assurant la légitimité des gouvernants.

Christianisation et renouvellement du maillage social

Ce régime des échanges va être progressivement bouleversé par la suite avec la propagation du christianisme, qui va progressivement modifier ce régime des échanges. Ces changements ne vont pas s'effectuer d'un seul coup. A première vue paradoxalement, l'apparition du christianisme à Toulouse en 250 s'accompagne de « l'agrandissement de l'amphithéâtre¹¹⁰ lié au culte impérial, dont on peut penser qu'il n'était pas étranger aux préoccupations d'un prince soucieux de s'attacher le loyalisme de ses sujets ; or, ce raidissement idéologique, dont le récit du martyr de Saturnin garde plus ou moins également la trace à sa façon, porte bien lui aussi, la marque de temps nouveaux » (Pailler 2001 : 441). Cependant, ces temps nouveaux s'inscrivent dans une permanence plus grande que l'on ne l'a longtemps pensé : « *vetera et nova* » selon les mots de Février pour décrire l'évolution la ville entre le III^e et le VI^e siècle, rappelant que le « christianisme n'est lui-même rien d'autre qu'une des dernières formes de la société antique » (Duby 1980 : 397). Peter Brown, qui a largement contribué à renouveler la vision que nous pouvions avoir de ce que l'on appelle à sa suite l'Antiquité tardive, explique ainsi que « loin d'être un épilogue nostalgique à

l'on assistât tête nue aux combats de l'amphithéâtre ou aux courses du cirque, comme on assistait aux sacrifices » (Grimal 1981 : 283).

¹¹⁰ Sa capacité d'accueil est doublée, sa contenance étant désormais de quinze mille spectateurs.

l'Empire romain classique, une tentative éphémère et mal conçue pour tenir à bout de bras une société condamnée, la première moitié du IV^e siècle a connu l'apogée, préparé de longue date, de l'Etat romain » (Brown 1998 : 33). En particulier, pour une ville comme Toulouse qui n'a pas eu à subir les vagues d'invasions barbares du III^e siècle, cette période ne constitue nullement une phase de décadence, bien au contraire. Ces siècles perpétuent et renforcent même la relation privilégiée, à la fois sur le plan économique et sur celui de la culture, unissant l'aristocratie à ses villes.

Les élites urbaines tiraient leur fortune, à Toulouse comme partout dans le monde romain, de la richesse générée par la possession d'une ou de plusieurs *villae* dans les campagnes environnantes. Cette production de la terre, « exhibée et mise en vente dans les échoppes (*tabernae*) qui encadraient l'entrée de leur *domus* urbaine » (Taillefer 2002 : 29), leur garantissait la suprématie. « Tout contribue à faire du propriétaire terrien la clé de voûte de l'ensemble : ayant entre ses mains l'essentiel du patrimoine, percevant les rentes du travail de l'immense majorité de la population, il détient le sort de la ville. Les villes gallo-romaines ont prospéré tant que les notables ont ressenti comme pressente l'obligation d'y dépenser » (Duby 1980 : 335), et cette obligation a perduré pendant l'Antiquité tardive. En effet, si certaines villes voient à cette époque leur population urbaine décliner, de nombreuses traces témoignent d'une urbanisation croissante de Toulouse. A la périphérie Est de la ville, un nouveau quartier comportant de petits thermes est construit, et un *cardo* secondaire, muni d'égout et de ballast, est aménagé. Ils s'ajoutent à l'agrandissement de l'amphithéâtre, déjà évoqué, et à l'édification de nouveaux thermes à l'extrémité Sud de la ville ; ces travaux, qui utilisent la technique du remploi de briques de récupération, sont probablement financés par les riches. Ces derniers ont un rôle économique protéiforme, complexité qui fournit des arguments à la controverse sur la ville de consommation, mais qui trouve sa résolution dans l'analyse de l'influence en cascade des élites. « La ville va donc vivre des notables de plusieurs manières : ils emploient (pour eux-mêmes et pour leurs affaires) un personnel qu'ils rétribuent et qui dépense ; ils achètent des biens et des services qui font vivre d'autres personnes, qui elles-mêmes vont dépenser ; enfin ils se livrent à l'évergétisme au profit de la collectivité » résume Goudineau (Duby 1980 : 337).

Mais l'économique ne fait pas tout, et la domination urbaine de ces élites passe également par l'apprentissage de la culture classique. Peter Brown insiste sur ce point : « dans l'Empire tardif, l'éducation produisait une remarquable homogénéité culturelle », qui permettait de « recréer patiemment, à chaque génération, la 'mémoire collective' de la classe dominante urbaine » ; « la *paideia* était un moyen d'exprimer la distance sociale. Son art était difficile à acquérir et, une fois acquis, ne pouvait se déployer que selon des conventions rigides et traditionnelles. L'éducation contrôlait donc la mobilité sociale qui n'était pas structurée » (Brown 1998 : 62-64). La renommée de Toulouse dépasse le contexte gallo-romain dans ce domaine. Selon Labrousse, ses rhéteurs « étaient à la mode à la cour de Constantin » (Wolff 1974 : 45), tel Exuperius, qui fut le professeur de deux princes impériaux, neveux de Constantin, et plus encore Aemilius Magnus Arborius. Celui-ci, originaire d'une grande famille de Dax et marié à une riche noble toulousaine, est l'oncle du poète bordelais Ausone qui a fait un éloge resté célèbre de Toulouse¹¹¹, « ville qui l'a nourri intellectuellement » (Taillefer 2002 : 38). Ces parcours biographiques révèlent une géographie urbaine des échanges culturels, échanges qui assurent la prévalence des élites économiques. En effet, « le pouvoir de la ville tient aussi au rayonnement culturel. Dans la société antique, ville et culture formaient un couple indissociable ; et ce qui a été vrai du monde profane l'a été de la société en voie de conversion au christianisme » (Duby 1980 : 479). Cela se vérifie pleinement dans la ville de Saturnin, où l'élite « hérite pleinement, avant comme après le passage au christianisme, des traditions diffusées dans la société toulousaine au cours du Haut-Empire » (Taillefer 2002 : 39).

La christianisation ne bouleversa pas immédiatement la donne de cette hiérarchie sociale urbaine, mais au contraire vint s'appuyer sur elle. Les chrétiens « ne purent agir aussi efficacement que parce qu'ils trouvèrent des rôles dans lesquels se glisser en toute confiance » explique Peter Brown dans *Pouvoir et persuasion dans l'Antiquité tardive* (1998 : 166). « Comme des cailloux passés au tamis, la haute société urbaine prit un nouvel aspect : l'évêque chrétien et son clergé gagnèrent en importance. Mais, même si leur disposition avait changé, il s'agissait

¹¹¹ « Jamais je ne tairai Toulouse qui m'a nourri, elle qu'un rempart de briques enveloppe de son immense enceinte, tandis que sur son flanc circule la belle Garonne... », écrivit-il dans son *Ordo urbium nobilium*.

bien des mêmes cailloux » (Brown 1998 : 166). Une transition douce s'effectue entre rhéteurs et évêques, ceux-ci relayant le « snobisme municipal, si caractéristique de la culture urbaine antique » (Pinol 2003 : 251), leur style se situant dans une certaine continuité formelle. « Ce poids du discours, de la mémoire et des rythmes, des formules apprises et sans cesse modulées, nous le trouvons dans les sermons ou les traités, et aussi sur les épitaphes » précise Paul-Albert Février (Duby 1980 : 482). L'architecture des nouveaux édifices reflète elle aussi la continuation : « on décèle la même fidélité dans le décor de la mosaïque de la Daurade de Toulouse : le Christ en majesté et le reste du décor devaient, comme à Ravenne, emprunter leur espace, les jeux de lumière et la pompe aux cortèges impériaux », « le christianisme a perpétué dans ces villes le rameau issu de la culture antique » (Duby 1980 : 492-493).

On ne rappellera donc jamais assez le rôle joué par les villes dans le processus de christianisation. Celui-ci « ayant commencé dans les villes, les campagnes resteront plus longtemps païennes – *paganus*, païen et paysan, c'est le même mot » (Le Goff 2003 : 23). L'implantation du christianisme dans les campagnes rencontrait d'importants obstacles linguistiques. En contexte urbain, le christianisme apparaissait d'abord comme une « religion *cokney* », selon l'expression de Robin Lane Fox (1997 : 298), capable de convaincre les plus pauvres qu'ils ont, autant que les autres, leur part au monde futur. Ce « populisme chrétien » « méprisait la culture des classe dirigeantes et se vantait de l'avoir remplacé par des mots simples, investis de l'autorité divine, accessibles aux masses de l'Empire. Présenter ainsi le christianisme constituait un coup de maître de la part d'écrivains qui avaient eux-mêmes reçu une éducation poussée » commente Brown (1998 : 107)¹¹². En effet, poursuit-il, « vers la fin du IV^e siècle, l'Eglise, bien loin d'être une Eglise des humbles, reflétait les divisions aiguës de la société romaine : ses échelons supérieurs étaient occupés par des personnes très cultivées, issues de la classe des notables urbains » (Brown 1998 : 109). Après avoir été le fait d'une minorité dont Saturnin fut la figure emblématique par son martyre, la communauté chrétienne de Toulouse est ainsi à cette période « solidement implantée, nombreuse, ralliant déjà une élite » (Wolff 1974 : 46).

¹¹² Il faut souligner l'évolution du latin : « le christianisme créait une fonction sociale nouvelle du langage » (Wolff 1982 : 47).

Que se joue-t-il avec le passage à un christianisme majoritaire ? Celui-ci répond à une crise de la gouvernance urbaine en raison d'une « érosion des liens subtils de déférence et de patronage qui garantissaient la sûreté de la ville » (Brown 1998 : 114). « En réalité, il s'agissait d'une lutte pour un nouveau style de domination urbaine », comme le montre Peter Brown (1998 : 111). L'autorité urbaine devenait plus incertaine du fait d'une double menace : celle extérieure des 'barbares', et celle intérieure des pauvres dont le nombre était, semble-t-il, en augmentation¹¹³. Aussi, « dans un monde plus profondément divisé qu'auparavant – entre riches et pauvres, faibles et puissants –, le sentiment de la fragilité commune à tous les mortels avait le mérite d'offrir le plus petit dénominateur commun de solidarité » (Brown 1998 : 215). Le christianisme offrait une vision du monde universalisante en mesure de canaliser ce sentiment, en même temps qu'il résolvait les problèmes de sécurité interne et externe.

Les premiers évêques constituaient des remparts déterminants. A Toulouse autour des années 400, Exupère s'est voulu, tout au long de l'exercice de ses fonctions cléricales, être le gardien d'une orthodoxie religieuse¹¹⁴ garante de pérennité. Il s'attacha à construire une mémoire collective de Saturnin, en présidant à la translation solennelle du corps du martyr, cérémonie urbaine dont un sacramentaire mozarabe témoigne : « toute la cité est en mouvement. Les chrétiens sont accourus en foule pour saluer les reliques. Les attardés du paganisme, qui hésitent encore à se faire inscrire parmi les catéchumènes, sont eux-mêmes attirés » (Taillefer 2002 : 44). C'était également un moyen de tenir la plèbe urbaine tranquille ; l'étymologie du mot 'évêque' est éclairante à ce sujet puisque c'est la « forme raccourcie *episcu(m)* du latin ecclésiastique *episcopus*, emprunté au grec *episkopos* « gardien, surveillant, inspecteur » » (Rey : 1348). Ainsi, selon Peter Brown, « partout dans l'Empire, le personnel lié au service des pauvres de l'évêque s'était virtuellement transformé en milice urbaine »

¹¹³ « Les cités de l'Empire tardif sont caractérisées par un chômage massif » (Brown 1998 : 127).

¹¹⁴ « il s'informa sans cesse auprès de saint Jérôme et du pape Innocent Ier, sur le choix des Livres Sacrés, sur la punition des clercs qui, péchant contre la chair, entretenaient femme et enfants, sur la communion des fidèles tombés dans l'adultère ou remariés après divorce, sur celle des magistrats chrétiens appelés à condamner à mort, sur la position à prendre vis-à-vis d'un phénomène nouveau en Occident, le monachisme » ; il « eut surtout à lutter contre Vigilance », « ce prêtre du Comminges (...) qui prêchait contre la vie ascétique » (Wolff 1974 : 47).

(Brown 1998 : 145)¹¹⁵. Prendre en compte les pauvres, les reconnaître socialement alors qu'ils étaient divisés entre citoyens bénéficiant des evergésies et non citoyens par là même et au sens propre défavorisés, permettait de les contrôler. « Les notables urbains se présentaient comme le sommet d'une pyramide sociale englobant tous les membres actifs de la ville. L'évêque chrétien, en revanche, faisait reposer sa prétention à l'autorité sur un vide social. Les pauvres se définissaient par leur non-appartenance à un groupe urbain » (Brown 1998 : 129).

En s'accordant avec une nouvelle réalité urbaine et en débordant la société romaine sur sa « gauche », le christianisme invente la pauvreté. Celle-ci devient un outil de gouvernement qui se substitue progressivement à l'ancien système des evergésies. La correspondance d'Exupère avec saint Jérôme reflète ce nouveau type d'échange social. Ce dernier fait l'éloge de l'ecclésiastique toulousain : « au milieu des misères de ce temps et parmi les épées tirées de toutes parts, c'est être riche que de ne pas manquer de pain ; c'est être puissant que de ne pas être réduit en servitude. Le saint évêque de Toulouse Exupère imite la veuve de Sarepta (*Livre des Rois*, I, 17), et endure la faim pour nourrir autrui. Le visage pale de jeunes, il est torturé par la faim d'autrui, et a distribué tout son bien aux pauvres, qui sont les entrailles du Christ. Nul n'est plus riche que lui, qui porte le Corps du Seigneur dans une corbeille d'osier, Son Sang dans du verre » (Wolff 1961 : 39). Cependant, à l'instar des évergètes, Exupère fit construire des édifices publics, en particulier il acheva l'édification de la première basilique Saint-Sernin¹¹⁶, car « c'est bien comme bâtisseur que l'évêque manifestait le plus clairement ses bonnes intentions à l'égard de la ville » (Brown 1998 : 168). Exupère eut aussi à faire face aux invasions, dans un premier temps des Vandales en 407, parvenant, toujours selon saint Jérôme et dont le précédent extrait de sa correspondance semble témoigner¹¹⁷, à sauver la ville de la ruine à laquelle elle était promise ; mais l'arrivée des Wisigoths en 413 le conduit à quitter Toulouse, un chant le dépeignant en « vieil évêque, banni de sa ville en flammes », « conduisant, pasteur

¹¹⁵ Il cite Ambroise de Milan qui affirme en 388 : « les évêques sont les surveillants de la foule, les soutiens avisés de la paix ».

¹¹⁶ Celle-ci avait été commencée par Silve, son prédécesseur.

¹¹⁷ Comment « Toulouse qui jusqu'ici n'a échappé à la ruine que par les mérites de son saint évêque Exupère », comme l'écrit Jérôme (Wolff 1974 : 48), a-t-elle réussi à se prémunir ? La ville a sans doute été assiégée, et Exupère a vraisemblablement organisé la résistance, palliant la famine par une charité accrue.

exilé, le troupeau de ses brebis blessées » (Wolff 1974 : 49). Les Wisigoths ont poursuivi leur route vers l'Espagne, avant de revenir à Toulouse en 418, cette fois en alliés théoriques des Romains, et d'y établir ce qui va devenir leur capitale.

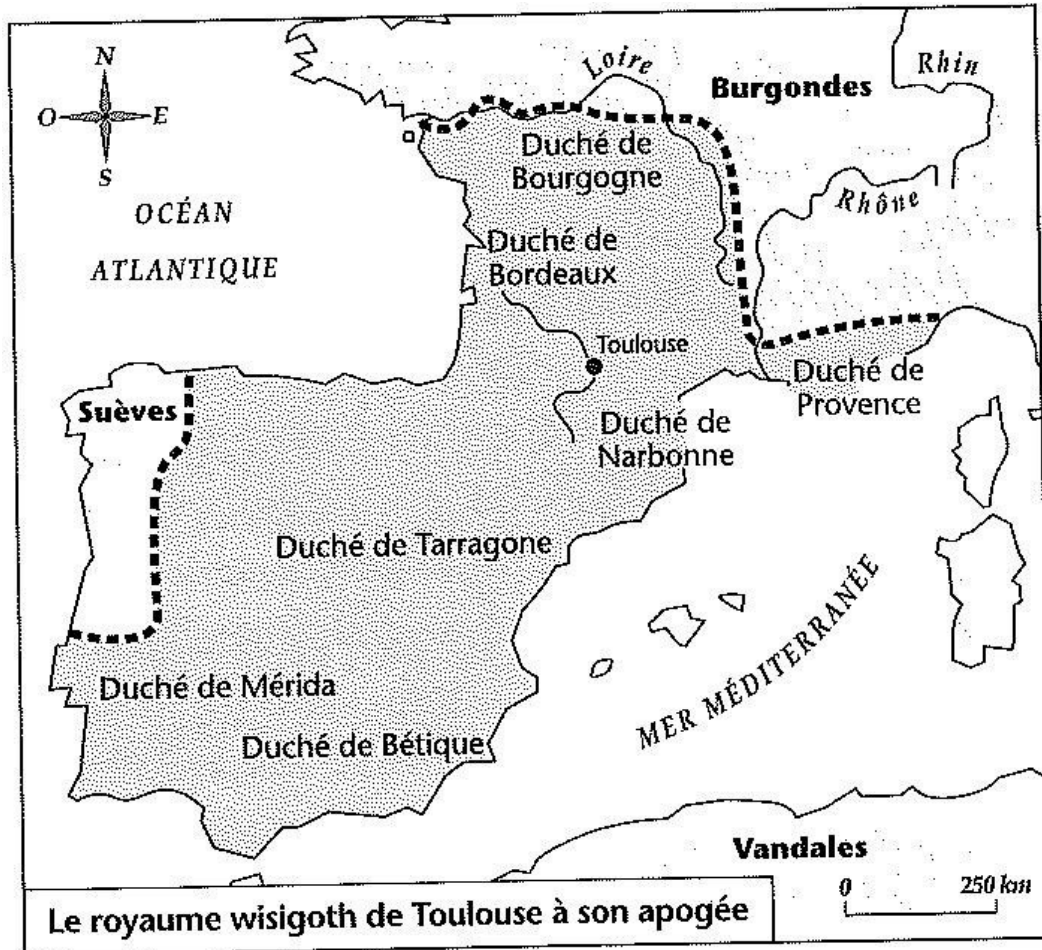
Naissance d'une capitale régionale

Les Wisigoths effectuent « une sédentarisation réussie », comme le montre Georges Labouysse (2006 : 46-47). D'alliés, ils deviennent rivaux et ne tardent pas à s'autonomiser. La clientélisation stratégique, décrite précédemment avec l'étude de Luttwak, se retourne progressivement contre Rome, les termes de l'échange s'inversant peu à peu à mesure que s'affaiblit l'Empire. Les peuples barbares clientélisés pour maintenir un glacis sur la marge extérieure de ses frontières se trouvent désormais en son sein. Cette situation permet aux Wisigoths de négocier « avec l'Empereur l'octroi de terre » pour s'installer « en Aquitaine et de céréales pour subsister » « en échange de leur aide pour la pacification » (Labouysse 2006 : 41-42). Si, avec la fin de l'autorité romaine et de ses réseaux urbains, « ce qui a changé, c'est la dimension régionale du phénomène urbain », « les villes connaissent désormais des développements séparés, très fortement marqués par les contextes locaux » (Pinol 2003, 1 : 242), celui de Toulouse est très favorable et bien plus que local. Qui peut le plus peut le moins, et le rôle suprarégional joué par la ville pendant la période wisigothique a sans doute contribué à asseoir sa fonction de capitale régionale, fonction à laquelle elle aurait pu ne pas accéder, Narbonne étant par exemple bien pourvue pour continuer à exercer sa suprématie¹¹⁸. Toulouse se trouve alors à la tête d'un territoire très étendu, qui s'agrandit encore avec la décomposition de l'Empire. « Dans ce contexte agité, les Wisigoths de Toulouse apparaissent aux yeux du monde occidental comme la seule puissance organisée et solide face à la décrépitude du pouvoir impérial romain » indique Georges Labouysse, dans son étude sur *Les Wisigoths* (2006 : 55). Cette puissance va ainsi se manifester lorsque Avitus, conseiller politique de Théodoric I^{er}, puis précepteur de son fils Théodoric II, est nommé empereur romain d'Occident sous la pression wisigothique. Bien que son

¹¹⁸ En effet, jusque-là, Toulouse n'était qu'un chef-lieu de cité romaine tandis que Narbonne était la capitale de la *Provincia*. Après la défaite de Vouillé (507), qui marque la fin de la domination wisigothique sur Toulouse, c'est d'ailleurs Narbonne qui devient provisoirement la capitale du royaume des Wisigoths, avant d'être remplacée par Tolède, plus centrale.

règne ait été très bref (10 mois), cela démontre « leur capacité à dominer le jeu diplomatique dans le monde romain » (Labouysse 2006 : 57).

De la Loire au détroit de Gibraltar, Toulouse, capitale du royaume le plus vaste de tout l'Occident (Labouysse 2006 : 72)¹¹⁹.



En dépit de tensions inévitables, la rupture n'est pas trop marquée avec la période de domination romaine. Ce n'était pas chose acquise d'avance puisque le peuple barbare est issu d'une civilisation différente. En effet, « bien que frottés depuis un demi-siècle de civilisation romaine, les Goths ne ressemblent pas aux Gallo-Romains et ils affichent un particularisme racial, renforcé par la prohibition des mariages mixtes » ; « ils portent les cheveux longs et, à la place d'amples vêtements de laine ou de lin, des tuniques collantes ou, en hiver, des fourrures »

¹¹⁹ « Pour plus d'efficacité dans la défense du royaume, Euric fait éclater les limites des provinces romaines et crée des duchés dont les ducs ont autorité sur les comtes des cités et sur les gouverneurs de châteaux ». Il faut en outre souligner que « les Pyrénées ne constituent pas une frontière pour les Wisigoths » (Labouysse 2006 : 72, 67)

décrit Michel Labrousse (Wolff 1974 : 51). En outre, leur langue et leur religion apparaissaient comme des obstacles à leur bonne entente avec les populations locales. Les Wisigoths, chrétiens hérétiques parce qu'Ariens, même s'il « ne faut pas minimiser le degré de christianisation atteint par la plupart des envahisseurs » rappelle Henri-Irénée Marrou dans *Décadence romaine ou Antiquité tardive ?* (1977 : 150)¹²⁰, ont dû cohabiter avec le pouvoir ecclésiastique qui avait su s'imposer à la population toulousaine romanisée. Certes, certains membres de l'aristocratie locale comme Victorinus ont alors choisi de partir en Italie¹²¹, mais tout laisse à penser qu'en définitive la cohabitation s'est effectuée sans trop de heurts, notamment car Toulouse wisigothique a, d'après Jean Marie Pailler, connu « une exceptionnelle période de prospérité » (Taillefer 2002 : 41), symbolisée par l'immense palais des rois. L'arrivée des Wisigoths contentent certaines franges des sociétés gallo-romaines. Ils utilisent « l'administration romaine qui reste donc en place », et « Narbonne, Toulouse, Bordeaux (...) ouvrent leurs portes avec la bienveillance des propriétaires fonciers et des commerçants qui voient dans les Wisigoths des pacificateurs capables de protéger les biens et les personnes face à l'anarchie ambiante » (Labouysse 2006 : 47, 42). Mais « c'est de l'extérieur que viendront les « politiques » empressés à servir les Wisigoths, d'Auch l'évêque saint-Orens qui glorifiera Théodoric Ier (...), de l'Auvergne Sidoine Apollinaire et son beau-père Avitus (...), de Narbonne Léon qui deviendra le conseiller écouté d'Euric » (Wolff 1974 : 51).

Contrairement à d'autres villes rétrécies par ces invasions, le fait urbain s'est bien maintenu à Toulouse, prolongeant la floraison amorcée dans les premiers siècles de l'Antiquité tardive. Ce n'est que plus tard, à la suite de la victoire des Francs,

¹²⁰ « Les Wisigoths, comme la plupart des peuples barbares, présentaient une dualité confessionnelle entre la famille royale, intégralement arienne, et le reste du peuple, tenant soit du paganisme, soit de l'hérésie. Leur arianisme n'avait rien d'ailleurs d'agressif ou d'inacceptable pour les Gallo-Romains » précise Bruno Dumézil (2005 : 245). « Un clergé arien est attaché à la cour, ce qui entraîne les critiques souvent acerbes des intellectuels romains catholiques, toujours prêts à traiter « d'hérétiques les chrétiens qui doutent des dogmes officiels, d'autant plus qu'en ce domaine la cour de Toulouse sert de référence aux Suèves et aux Burgondes de religion arienne eux aussi » (Labouysse 2006 : 86).

¹²¹ « C'est surtout l'aristocratie gallo-romaine qui a souffert, et ce essentiellement en raison de son engagement politique », « l'épiscopat ne fut quant à lui frappé que dans la mesure où l'émanation et le représentant naturel de cette noblesse loyale au parti impérial, même si la répression lancée par les Wisigoths sut rester extrêmement modérée » (Dumézil 2005 : 248). « L'évêque de Carthage Eugène, exilé hors d'Afrique par la persécution du roi vandale Hunéric (477-484), vint trouver refuge dans la ville d'Albi, signe que l'Aquitaine apparaissait toujours comme un havre de paix pour les catholiques » (Dumézil 2005 : 250).

que déclin il y aura. Seuls quelques milliers de Wisigoths s'établirent à Toulouse, et ceux-ci s'acclimatèrent petit à petit à la culture urbaine gallo-romaine, preuve de sa capacité à assimiler les éléments les plus divers. Cette assimilation avait d'ailleurs été préparée par les faits d'armes que les Wisigoths ont effectués pour le compte de l'Empire en compagnie des soldats romains, notamment dans les Balkans ; et cela a favorisé l'apparition d'un bilinguisme latino-wisigothique chez un certain nombre d'entre eux (Labouysse 2006 : 67)¹²². Dans *Les racines chrétiennes de l'Europe. Conversion et liberté dans les royaumes barbares*, Bruno Dumézil montre comment « la cour de Toulouse constituait comme un résumé de l'harmonie interconfessionnelle du royaume » : « là, des évêques catholiques s'asseyaient à la même table que les rois et les *sacerdotes* ariens, aux côtés aussi des Grands wisigoths encore païens, en l'honneur de qui des viandes sacrifiées étaient dressées » (Dumézil 2005 : 247)¹²³. Pour des raisons de politique interne et externe, Alaric s'est peut-être même converti au catholicisme, et était sur le point d'organiser un concile à Toulouse (Dumézil 2005 : 254-255), mais sa défaite de Vouillé face aux Francs¹²⁴ en 507 l'en a empêché. « Après la mort de Clovis, Théodoric le Grand fait la paix avec les successeurs du roi franc et renonce de fait à la reconquête des territoires aquitains envahis après Vouillé, préférant consolider la présence gothique autour des côtes méditerranéennes (...) et préparer l'émergence d'un grand royaume wisigothique hispanique » ; « cependant Rodez, Albi, Toulouse (...) demeurent dans l'orbite wisigothique jusqu'en 531 » (Labouysse 2006 : 101).

Une fois lancée, la dynamique urbaine des échanges possède une certaine force d'inertie qu'il est difficile de remettre brutalement en cause. Cette plasticité de la tradition urbaine trouve son meilleur exemple avec sa fonction promulgatrice du droit. En effet, les Wisigoths étaient ainsi à ce point romanisés que leur droit était rédigé en latin¹²⁵, et que le « bréviaire d'Alaric sera pendant longtemps le

¹²² « la langue gothique déclinera au fur et à mesure de la romanisation des élites, sans que l'on soit en mesure de donner une date pour sa disparition » indique Labouysse (2006 : 87).

¹²³ Les festins à la cour de Toulouse sont d'ailleurs réputés pour leur raffinement, d'après Labouysse (2005 : 54).

¹²⁴ Labouysse décrit de façon assez précise le contexte international des alliances qui ont permis aux Francs de remporter la victoire (2005 : 73).

¹²⁵ « Sidoine Apollinaire louait Théodoric II pour le respect attentif qu'il accordait à la *civilitas*, c'est-à-dire au principe de légalité » (Dumézil 2005 : 247). En particulier, « les Wisigoths

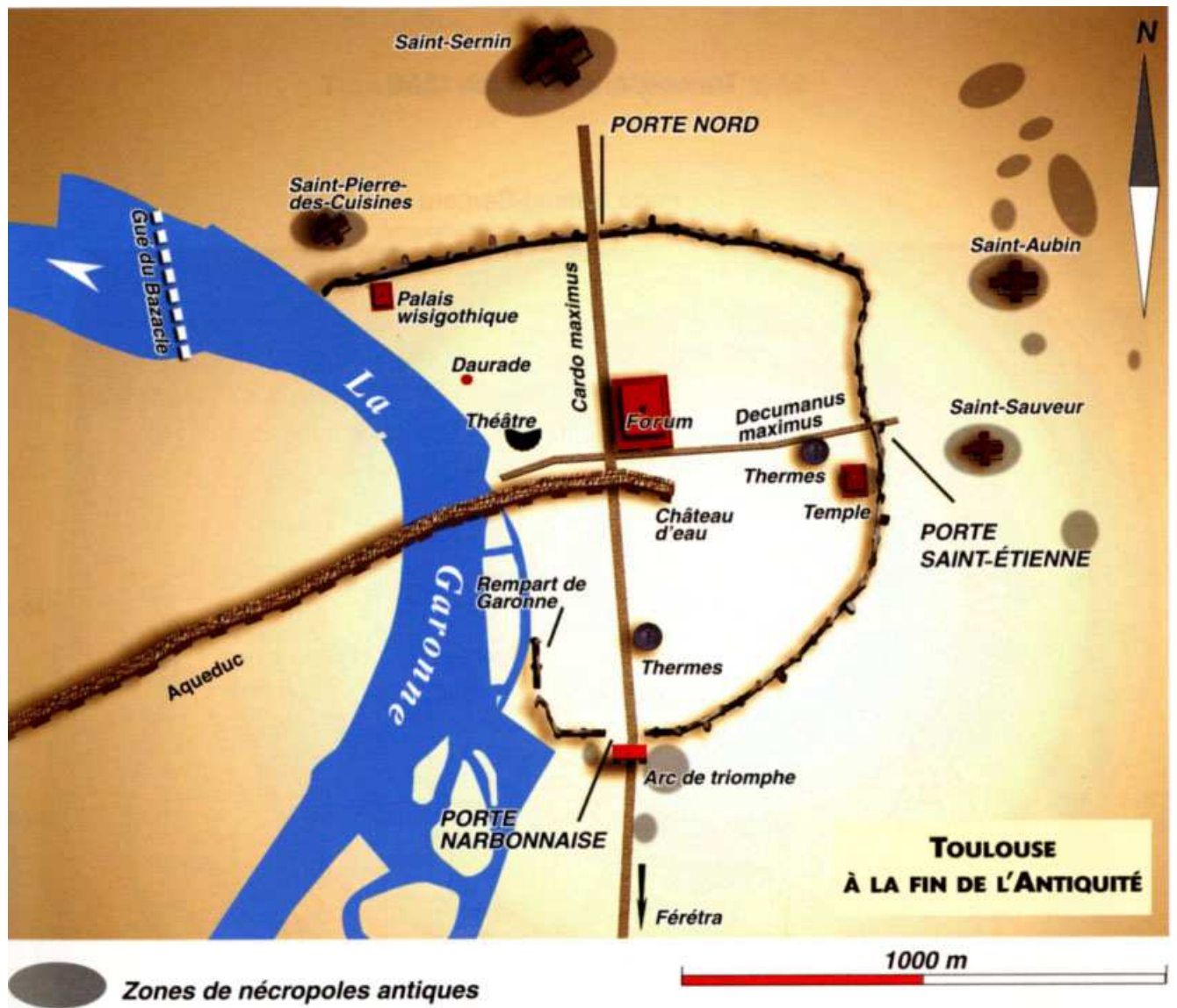
principal texte de droit romain connu en Occident » (Wolff 1961 : 43). Cela conduit Labouysse à affirmer, un peu exagérément, que « les Wisigoths sauvent la romanité en Europe » (Labouysse 2006 : 57). Mais il y a une part de vérité dans cette affirmation, et Toulouse a été au cœur de ce maintien relatif. Michel Labrousse a raison de rappeler que dans cette continuité du droit écrit, « le rôle du milieu toulousain ne doit pas être oublié » (Wolff 1974 : 52)¹²⁶. Le phénomène urbain gallo-romain est donc générique en ce qu'il aura contribué à former une urbanité capable de s'adapter à des évolutions qui, en apparence, lui était opposées. Cette urbanité repose sur l'« extraordinaire puissance du lien qui unit le notable et la ville : chacun a besoin de l'autre, compte sur l'autre. Lui la fait vivre et l'embellit, elle lui donne son rang et l'élève » (Duby 1980 : 347). La Cité, en tant que système territorial des villes romaines, a servi de soubassement à l'administration de la parole du Christ. Ainsi, « née en ville, la mission chrétienne a ensuite touché les campagnes, c'est-à-dire l'ensemble du territoire de la cité, car, comme partout ailleurs en Gaule, ou presque, ce sont les frontières (...) du territoire de la cité qui ont servi à délimiter le diocèse de Toulouse » (Pailler 2001 : 508). Tout ceci conduit à « poser autrement le problème de la continuité urbaine ; au lieu d'opposer continuité et rupture, on tend maintenant à s'interroger sur le rapport existant entre continuité et changement – ce qui est tout autre chose », écrit Thierry Dutour, qui s'appuie sur les conclusions de Roberto Lopez, selon lequel « ce qui semble conditionner la vie des centres urbains n'est pas tant le passé romain que le présent de chaque âge successif » (Dutour 2003 : 68). Parce qu'urbanisatrice, la romanisation a fourni des cadres suffisamment souples et fermes à la fois¹²⁷ pour donner aux villes qu'elle a générées la force de persister.

conservent le système fiscal romain – trois parts : une pour la cour et les palais centraux ; une pour l'armée ; une pour la curie de la cité », précise Labouysse (2005 : 47).

¹²⁶ « Parmi les personnes qui furent consultées pour approbation avant enregistrement officiel de la compilation, Alaric eut le soin de faire figurer des membres de l'épiscopat catholique ; l'élite gallo-romaine, bonne connaissance du droit romain, fut peut-être également mise à contribution dans la rédaction » (Dumézil 2005 : 251).

¹²⁷ Ainsi, « le Romain était-il préparé de longue date à accueillir les mysticismes de toute nature qui affluaient dans sa ville, survivances lointaines ou apport moderne. Sa tolérance ne s'arrêtait que si les valeurs fondamentales – l'ordre, la stabilité politique et sociale, le respect des serments et des lois – se trouvaient menacées. Mais, le plus souvent, il se contentait de chercher des conciliations, répugnant aux refus appauvrissants – et dangereux » explique Grimal. Ce dernier cite le « Gaulois Rutilius Namiatianus, qui, alors que l'Empire était menacé de toutes parts, disait : « De nations diverses tu as fait une seule patrie ; Les méchants, sous ta domination, se sont trouvés bien de leur défaite ; En offrant aux vaincus le partage de tes lois, Tu as fait une ville de ce qui, jusque-là, était le monde » » (Grimal 1981 : 326).

La ville, ses monuments et ses infrastructures (Taillefer 2002).



1.12 Entre réussites éphémères et atonie relative

- L'essor médiéval

Un renouveau urbain toulousain plutôt endogène

L'essor médiéval entretient une relation particulière à l'urbanisation du monde et des mœurs. En effet, en dépit de nombreuses survivances du monde antique, c'est avec le renouveau urbain médiéval que la spécificité de l'Europe urbaine se manifeste, avant de s'exporter de par le monde. Dans son ouvrage *La ville dans l'histoire européenne*, Leonardo Benevolo écrit ainsi que « l'urbanisation de l'Europe entre 1050 et 1350 reste le moment décisif de notre récit : elle est le cadre, fait de centres innombrables et diversifiés, sur lequel est tendu le tissu de l'habitat qui subsiste dans une large mesure aujourd'hui » (Benevolo 1993 : 97). Bairoch insiste lui aussi sur le caractère crucial de cette période dans « la mise en place du réseau urbain qui sera celui de l'Europe au moins jusqu'au début du XIX^e siècle » (Bairoch 1985 : 202) Ce renouveau s'accompagne d'importantes transformations anthropologiques, mises en lumière notamment par les études de Jacques Le Goff dans *Un autre Moyen Age* (1999). Celles-ci sont le fruit de modes de vie urbains plus largement répandus et plus prépondérants, et vont fournir le terreau à l'affirmation du capitalisme. La figure du marchand est emblématique de ces mentalités nouvelles. Avec lui se diffuse une culture laïque qui prend progressivement le pas sur la domination de la ville par l'Eglise. « Pour ses affaires, il a besoin de connaissances techniques. Par sa mentalité, il vise à l'utile, au concret, au rationnel », décrit Le Goff, dans *Marchands et banquiers du Moyen Age* (97 : 2001). Ce rôle important des marchands a conduit des auteurs comme Pirenne à voir l'essor urbain médiéval comme une conséquence du développement du commerce. Il déclare en 1939, dans *Les villes et les institutions urbaines*, « l'origine des villes du Moyen Age se rattache directement, comme un effet à sa cause, à la renaissance commerciale » (Pirenne 1992 : 98). Cette thèse, popularisée par sa célèbre formule « la ville est la

filles du commerce », a nourri de nombreux débats historiographiques. Qu'en est-il à Toulouse ? « Le mouvement est-il parti des villes mêmes, grâce à la réanimation des vieilles routes commerciales, à la fixation de groupes de marchands, autour desquels se rassembla une population croissante ? Ou des campagnes surpeuplées, chassant vers les villes un surplus de main d'œuvre, que les premiers progrès de la technique agricole y rendaient inutile ? L'exemple de Toulouse, on va le voir, appuierait plutôt la seconde hypothèse », précise Philippe Wolff (1974 : 67). Le cas toulousain confirme ainsi l'historiographie qui a fini par invalider les vues de Pirenne¹²⁸. Contemporain de ce dernier et n'hésitant pas à louer son érudition, Marc Bloch s'interrogeait déjà¹²⁹ : « si la population n'avait été plus qu'auparavant abondante et la surface cultivée plus étendue ; si, mieux mis en valeur par des bras plus nombreux, soumis notamment à des labours plus souvent répétés, les champs n'étaient devenus capables de plus épaisses et de plus fréquentes moissons, comment eut-on pu rassembler, dans les villes, tant de tisserands, de teinturiers ou de tondeurs d'étoffe et les nourrir ? » (Bloch 1968 : 112). Il semble donc que l'urbanisation de l'Occident médiéval ait reposé sur la conjonction d'une augmentation démographique et d'un meilleur rendement de l'agriculture, ce n'est qu'ensuite que le commerce a joué un rôle moteur.

Dans un premier temps, une vague de déforestation prolonge les efforts entrepris à l'époque romaine pendant laquelle les grandes forêts avaient déjà été entamées. Aux portes de Toulouse et point de départ de l'aqueduc qui alimentait la ville en eau, Lardenne témoigne par son nom, d'« *arduenna* », mot gaulois signifiant 'forêt', de la superficie occupée par la forêt de Bouconne avant que la région ne soit urbanisée par la colonisation romaine (Taillefer 2002 : 62). Cependant, le manteau forestier reste important et la déforestation médiévale constitue un préalable à l'habitabilité de la terre : « toute notre région, jusqu'alors pour la plus grande partie couverte de friches et de bois, s'humanise ainsi » écrit Wolff (1974 :

¹²⁸ En particulier, par Robert Latouche dans *Les origines de l'économie occidentale* (1970). L'autre thèse de Pirenne, d'abord énoncée dans *Mahomet et Charlemagne*, selon laquelle c'est l'Islam qui a entraîné la décadence commerciale de l'Europe occidentale a connu le même sort, en particulier à la suite des travaux de Maurice Lombard et notamment de *L'Islam dans sa première grandeur* (1972).

¹²⁹ « Apprendre à sortir du cercle enchanté, n'est-ce point souvent – surtout lorsqu'il s'agit de Mr Pirenne – le meilleure manière de rester fidèle au maître ? » se demande Bloch, qui invite de futures recherches à dépouiller « à côté des sources latines, très pauvres, les documents arabes » (*Annales*).

68). La forêt va être assimilée au désert par l'imaginaire médiéval¹³⁰ et, constituer à ce titre, une destination d'érémitisme, mais aussi un lieu de refuge pour les hors-la-loi ; « la grande opposition n'est pas celle entre ville et campagne comme dans l'Antiquité (*urbs-rus*, chez les Romains, avec les développements sémantiques *urbanité-rusticité*) mais le dualisme fondamental nature-culture s'exprime davantage à travers l'opposition entre ce qui est bâti, cultivé et habité (ville-château-village ensemble) et ce qui est proprement sauvage (mer, forêt, équivalents occidentaux du désert oriental), univers des hommes en groupe et univers de la solitude » (Le Goff 1999 : 509)¹³¹. Amorcée dès les temps carolingiens, plus précocement que l'on ne l'a longtemps pensé, cette vague de déforestation¹³² est encouragée et encadrée par les seigneurs, dont l'autorité est grandissante. Leur influence, soulignée par les études de Duby (1977, 1996)¹³³, ne gagne que progressivement ; et la rupture aux alentours de l'an 1000 n'est pas aussi nette que celui-ci l'avait établi (Dutour 2003 : 156). La croissance économique médiévale est un phénomène de longue durée. Elle résulte de la « révolution agricole du Haut Moyen Age », analysée par Lynn White (1969). En effet, « de l'âge néolithique jusqu'à il y a environ deux siècles, l'agriculture était le problème de base de l'homme. (...). Dans de telles circonstances, tout changement prolongé dans le climat, la fertilité du sol, la technologie, ou dans les autres facteurs touchant l'agriculture, apportait – nécessairement – des modifications à l'ensemble de la société : dans sa population, sa richesse, ses rapports politiques, ses loisirs et son expression culturelle » (White 1969 : 55). Si le Toulousain n'a pas connu, à la différence de la France du Nord, le passage à l'assolement triennal ou à l'utilisation de la charrue, une meilleure organisation des terres agricoles ainsi que la multiplication de l'usage du pressoir à huile (Contamine 1997 : 65) vont cependant permettre un régime alimentaire plus riche

¹³⁰ A la tradition biblique s'ajoute celle « barbare », celtique, germanique ou scandinave.

¹³¹ Voir aussi, « Guerriers et bourgeois conquérants : l'image de la ville dans la littérature française du XII^e siècle » : « malgré la continuité matérielle et géographique de beaucoup d'implantations urbaines de l'Antiquité au Moyen Age, la ville médiévale est un phénomène neuf, remplissant d'autres fonctions que la ville antique, suscitant une autre économie, une autre société, une autre symbolique » (Le Goff 1999 : 635-666).

¹³² Se reporter à l'étymologie de 'sauvage', de '*sylvus*', la forêt.

¹³³ « Le désir d'augmenter le rapport de l'exploitation suscita peu à peu dans l'esprit des seigneurs et de leurs agents l'intention d'« améliorer » (*meliore*, ce mot latin revient fréquemment dans les documents économiques de ce temps) le rendement des paysans qui leur étaient soumis, soit en favorisant l'accroissement de la population rurale, soit en mettant les travailleurs en état d'étendre leurs capacités de production » (Duby 1996 : 177).

et des hommes en plus grand nombre (White 1969 : 82). Une transformation des mentalités accompagne cette nouvelle relation entre des hommes plus nombreux et leur milieu. En effet, à partir de l'époque carolingienne, Jacques Le Goff note une première percée idéologique du monde des travailleurs, « dont la sémantique met en évidence un cheminement : depuis le VIII^e siècle *labor*, ses dérivés et ses composés (notamment *conlaboratus*) développent un sens nouveau, centré sur l'idée d'acquisition, de gain, de conquête, surtout en milieu rural, il est vrai, où le mot est lié à la notion de défrichement » (Le Goff 1999 : 121)¹³⁴.

La ville émane de cette vie rurale, ses abords sont les premiers à être défrichés. Ainsi la vallée de l'Hers (Taillefer 2002 : 62), jouxtant celle de la Garonne, est rapidement mise en culture. Toulouse, comme d'autres villes dans un contexte similaire a alors la fonction d'« un entrepôt, le plus important du pays que son influence irrigue » (Dutour 2003 : 135)¹³⁵, c'est également une place de marché servant de débouché aux productions locales. La ville institue une centralité qui structure économiquement sa région. La théorie des lieux centraux élaborée par Christaller (1933) est assez probante pour rendre compte de cette première phase d'urbanisation médiévale. En effet, « le système des lieux centraux se base sur l'idée selon laquelle l'urbanisation est la résultante du processus de développement rural » (Hohenberg 1992 : 86). Toutefois, comme le notent Lees et Hohenberg, cette théorie n'est pas exempte de critiques et elle ne peut que fournir une vision d'ensemble qui ne coïncide que lointainement avec une réalité diverse¹³⁶. En particulier, la répartition prévisible des villes en fonction de leur taille, que Russel a appliquée au développement médiéval urbain, ne parvient pas à expliquer l'apparition de régions fortement urbanisées en Italie du Nord ou dans les Flandres. Cette méthode d'analyse des systèmes urbains est de ce fait qualifiée

¹³⁴ Cette « percée idéologique » s'effectue après un « effacement du travail et des travailleurs dans la société, la mentalité et l'idéologie du Haut Moyen Age », qui voit la réduction de la notion de travail à celle de travail manuel et de celui-ci au travail rural. C'est par exemple entre le VI^e et le VIII^e siècle que le verbe *laborare* se spécialise dans le sens du travail agricole », mentionne Le Goff (1999 : 112).

¹³⁵ Pirenne rappelle que le « *portus* dans la langue administrative de l'Empire romain » désigne « non point un port de mer, mais un endroit clôturé servant d'entrepôt ou d'étape pour des marchandises. L'expression a passé, en se transformant à peine, aux époques mérovingienne et carolingienne » (Pirenne 1992 : 106-107).

¹³⁶ Mais il n'est pas si sûr, d'un point de vue épistémologique qu'une théorie **doive** coller à la réalité ; les travaux de Jacques Bouveresse, notamment sur le physicien Boltzman, sont là pour nous le rappeler.

par Robson d' « outil tranchant très émoussé » (Hohenberg 1992 : 84)¹³⁷. Elle est tout de même féconde pour décrire comment l'armature urbaine s'appuie sur une armature villageoise très dense, puisque le Moyen Age connaît la formation de « peut-être 500 000 localités de 500 à 1000 habitants » (Dutour 2003 : 146). « Les villes médiévales procèdent d'un monde rural dont elles se distinguent mais ne se séparent pas » ; « le puissant mouvement de développement des habitats villageois intervenu dans les temps médiévaux en même temps que l'urbanisation donne au lien entre villes et campagnes une forme particulière, propre aux temps qu'on considère : c'est un lien entre des villes et des villages » souligne Thierry Dutour (2003 : 145).

L'urbanisation médiévale s'effectue ainsi à travers de nouvelles implantations tant dans les pôles citadins que dans les campagnes. André Chédeville montre que, de la sorte, « à Toulouse, la multiplication des sauvetés s'accompagne de la fondation de noyaux de peuplement identiques à l'intérieur de la vaste cité » (Le Goff 1998 : 105). Ces sauvetés¹³⁸ viennent compléter les villages récemment formés autour des châteaux, les « castelnaux » comme Castelginest, Castelmaurou ou Cornebarrieu aux alentours de Toulouse. Contrairement à ceux-ci, leur habitat est plus lâche et ne se densifie que progressivement, au sein d'un territoire protégé par une ceinture de croix (Taillefer 2002 : 63). Les « salvetats » sont attractives parce que tout nouvel habitant doit « y recevoir un « casal » pour y élever sa demeure, et y bénéficier de diverses exemptions » explique Wolff (1974 : 68). Cela contribue à augmenter la mobilité des populations rurales, et ce faisant, à progressivement les urbaniser. Les vies rurales et urbaines sont très entrelacées. Thierry Dutour souligne combien cet entrelacement s'effectue par un « aller-retour incessant des gens et des biens entre la ville et la campagne ». En outre, la ville est également un lieu de production agricole : « grande ou petite, la ville médiévale sent le fumier » (Dutour 2003 : 134). Ainsi, « la ville n'est pas une île. L'expérience de la vie urbaine que font ses habitants n'est pas celle d'un système clos, isolé du monde extérieur » insiste Dutour (2003 : 150)¹³⁹. Cela est

¹³⁷ Lees et Hohenberg se réfèrent à *Urban growth : An Approach* (1973 : 34) de Robson, et à *Medieval Regions and their Cities* (1972) de Russel.

¹³⁸ Il faut évoquer ici le cas particulier des bastides (Bernard 1998) ; « les villes neuves : jalons pour la conquête du sol » (Heers 1990 : 100, 106) ; voir aussi Brunet (1965 : 310). Cela pose à nouveau la question des relations entre territoires urbains et colonisation.

¹³⁹ Voir aussi Duby (1996 : 250).

particulièrement vrai dans le Toulousain dont l'existence de la principale agglomération est très imbriquée dans la vie rurale et ses territoires. Son habitat lui donne un aspect comportant de nombreuses similitudes avec ces territoires ruraux. « La symbiose avec ses campagnes vaut à Toulouse l'aspect d'une grosse agglomération rurale. D'une façon générale les textes contemporains parlent plus de « casaux » que de maisons. Des casaux, il y en a partout, dans l'enclos canonical de Saint-Etienne, dans la sauveté et dans le bourg Saint-Sernin » affirme Gérard Pradalié (Taillefer 2002 : 67). De la même manière, « les tours fossoyées qui sont l'orgueil des chevaliers toulousains ne sont pas sans rappeler, en plus monumental, les châteaux du plat pays » (Taillefer 2002 : 66).

Les contours de la vie urbaine sont d'autant plus flous que « la plupart de nos Toulousains sont venus des campagnes proches, abords de la ville, zone du Lauragais, réservoir qui à notre surprise paraît presque inépuisable » écrit Philippe Wolff (1974 : 70)¹⁴⁰. Ces ex-villageois urbanisés conservent avec leur campagne d'origine d'importantes relations sociales (au premier chef, familiales), permettant à d'autres de venir vivre en ville et instituant de cette façon des filières d'émigration. « Le villageois qui devient citadin n'est donc pas un déraciné. Il n'est pas non plus, en ville, un inconnu : on connaît l'endroit d'où il vient, des citadins peuvent répondre de lui et attester sa réputation », indique Thierry Dutour (2003 : 149). Réciproquement, les citadins investissent les territoires ruraux, et « il n'est pas jusqu'aux milieux populaires qui n'entretiennent avec les campagnes suburbaines des liens étroits, soit comme petits propriétaires, soit plus souvent comme fermiers ou tenanciers des grands » ; ainsi, « la ville ne se contente pas de trouver dans ses campagnes en pleine vitalité sa nourriture et son travail, voire un marché pour les produits de son artisanat. Elle y puise aussi sa substance humaine, ses hommes et ses femmes plus nombreux qu'autrefois et qui, pour toutes sortes de raisons, en prennent le chemin » (Taillefer 2002 : 64). Il importe de souligner que « cette émigration rurale n'est pas seulement populaire, composée de serfs fuyant leur seigneur pour venir, selon l'expression consacrée, respirer l'air de la ville parce qu'il rend libre. Elle concerne aussi les couches supérieures de la

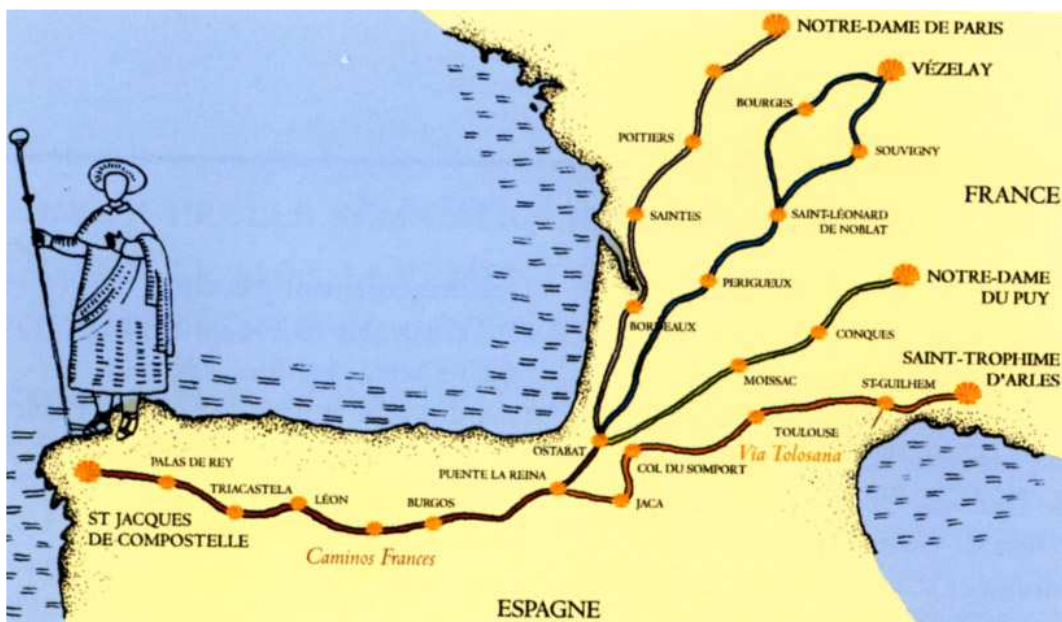
¹⁴⁰ Par exemple, « rares sont en effet les seigneurs toulousains dont on peut dire avec certitude qu'ils descendent de fonctionnaires carolingiens, peut-être les Toulouse, ou sont originaires de contrées lointaines, de Provence par exemple, comme les Roaix. Beaucoup portent le nom d'un château ou d'un village du voisinage beaucoup plus proche : les Bruguières, Castelmaurou, Castelnau (...), Maurand, Villeneuve, noms qui fleurent bon le Toulousain » (Taillefer 2002 : 66).

société urbaine » (Taillefer 2002 : 65). Un bon exemple de l'enchevêtrement de l'appartenance des populations aux mondes urbains et ruraux est à ce titre le phénomène de la double résidence, phénomène qui est surtout le fait des plus riches : les citadins les plus aisés ont des maisons de campagne, et les aristocrates ruraux ont des maisons de ville, ce qui a amené Thierry Dutour à reprendre le qualificatif de « rurbanisme » pour analyser ce phénomène (Dutour 2003 : 197). S'appuyant sur les travaux de Louis Wirth, il montre que si « la mobilité des hommes n'est pas une invention des temps médiévaux », et que ceux-ci « ne sont pas moins mobiles après la fin du Moyen Age qu'auparavant », « la nouveauté propre aux temps médiévaux existe pourtant bien » : à la différence des temps industriels, on n'assiste pas à un « exode rural massif aboutissant à vider les campagnes de leur population » (Dutour 2003 : 199). Cette mobilité croissante tout au long du Moyen Age accompagne et participe à l'essor urbain et à celui des échanges.

Cependant ce processus s'inscrit dans la très longue durée, et l'essor urbain n'en est qu'une composante. « C'est, en effet, une croissance extensive poursuivie pendant des siècles, puis l'intensification de la croissance entre le X^e et le XII^e siècle, qui rendent compte du développement de l'influence urbaine sur les campagnes et de la multiplication du nombre des villes » (Dutour 2003 : 119). En ce sens, « la ville médiévale ne naît pas ; elle advient par une évolution – si l'on tient à s'autoriser une métaphore, on pourrait parler d'une mue » commente Thierry Dutour (2003 : 157). Elle est « surgie du plus profond d'évolutions endogènes obscurément locales » ; la ville n'est « pas un élément perturbateur, mais bien un élément nécessaire et constitutif » de la société médiévale (Dutour 2003 : 177). Ce n'est qu'ensuite, à partir du XII^e, que « pour la première fois depuis des siècles, le lien existant entre l'essor démographique et le développement économique d'ensemble se détend : le second dépend de moins en moins du premier. C'est une évolution d'une immense portée » (Dutour 2003 : 125). Mais avant que le fait urbain ne commence à s'autonomiser, il a fallu qu'il se maintienne. La chrétienté, dont le rôle a déjà été souligné au chapitre précédent, intervient comme condition de possibilité de ce maintien (Bairoch 1985 : 163)¹⁴¹,

¹⁴¹ Bairoch avance que l'Eglise a joué en la matière un « rôle important, plus important que le commerce. Partout dans l'Europe chrétienne, les sièges des évêchés et archevêchés sont des

et cela pendant une période relativement longue : depuis l'Antiquité tardive jusqu'au début du Bas Moyen Age, presque un millénaire. La christianisation va durablement imprégner les mentalités : elle apporte « une nouvelle mesure du temps » et un « remodelage de l'espace » (Le Goff 2003 : 39-41). Ainsi, le rythme de la semaine et le repos dominical, Noël et Pâques commencent à partir du IV^e siècle à ponctuer les existences. Jacques Le Goff nous rappelle l'importance d'une autre scansion chrétienne du temps : « en effet, l'Occident vécut au VII^e siècle une nouveauté d'une grande portée, l'introduction des cloches et la construction de clochers et de campaniles. Les heures restaient incertaines au gré des moines, mais les heures étaient entendues partout en ville et à la campagne, et la mesure et la diffusion sonore du temps étaient une innovation capitale » (Le Goff 2003 : 40). Les territoires des diocèses¹⁴², dont la ville épiscopale est le centre de gravité (Dutour 2003 : 77-91), prennent le relais de la Cité antique, assurant la persistance du fait urbain, tout en lui conférant une tonalité nouvelle.



Les chemins de Saint-Jacques (Frexinos 2001 : 22).

Avec la Chrétienté, une réticularité différente s'instaure, à des fins qui ne sont plus militaires, comme elles avaient pu l'être pendant la période romaine, mais

facteurs d'urbanisation » (Bairoch 1985 : 163). Ellul, dans son *Histoire des institutions*, met en relief, la façon dont l'Eglise est « médiatrice entre les deux civilisations » (Ellul 1999 : 48).

¹⁴² L'étymologie du mot 'diocèse' comporte en elle-même une certaine conception de la territorialité : le latin 'diocesis', « circonscription administrative de l'Empire romain », est emprunté au grec 'diokêsis', proprement « gouvernement d'une maison » d'où « administration gouvernement », qui est un dérivé de la notion d' 'oikos', ancêtre de l'économie (Rey 2004 : 1090).

qui, elle aussi va ouvrir la voie aux commerces. Ainsi, « s'instituèrent des réseaux reliant certains points, certaines régions entre elles. Le culte des reliques amena la promotion de lieux de reliques célèbres ». Ce culte « engendra des pèlerinages et relia les populations de l'extrême Occident entre elles, mais, surtout, s'organisèrent en étapes » (Le Goff 2003 : 41) qui assurent la renommée de certaines villes. L'influence de ces réseaux s'accrut au fil du Haut Moyen Âge, et « le passage des troupes de pèlerins, dont la plupart n'étaient pas partis sans se munir de monnaie (...), agit comme un ferment de réanimation aux multiples étapes de ces itinéraires de la piété » explique Georges Duby (1999 : 140). Le prestige de Toulouse doit beaucoup au martyr de Saturnin et à sa situation sur le chemin de Saint-Jacques, bastion chrétien de la péninsule ibérique. D'ailleurs, le quartier de Pampelune dévolu aux *Francos*¹⁴³ se nommait Saint-Sernin (Heers 1990 : 79). « Aussi Toulouse était-elle une étape notable, sur l'un des pèlerinages de Compostelle – où depuis la fin du X^e siècle, accouraient les 'roumieux', pour y vénérer les restes de saint Jacques le Majeur. Le 'guide du pèlerin', rédigé vers le milieu du XII^e siècle signale cette étape sur la route de Saint-Gilles et Montpellier au Somport ; il recommande d'y vénérer « le très saint corps du bienheureux Sernin ». La basilique est d'ailleurs organisée, avec ses doubles bas-côtés, son déambulatoire, pour faciliter la circulation de foules importantes. L'hôpital Saint-Raymond offrait, tout auprès, un abri temporaire aux pèlerins malades. Le passage de ces clients, qui n'étaient pas tous misérables, suscitait aussi l'esprit de lucre chez aubergistes et marchands. La municipalité dut, en 1205, leur interdire d'attirer les pèlerins de force dans leurs auberges ou boutiques, de les tromper sur la marchandise... » écrit Philippe Wolff (1974 : 79)¹⁴⁴. En effet, les retombées financières pour l'économie urbaine toulousaine de son rôle dans les réseaux de la chrétienté sont loin d'être négligeables. « Toulouse était un centre religieux parmi

¹⁴³ Sur les étapes espagnoles du chemin, « mention est souvent faite de la présence en grand nombre d'hommes venus de loin, d'outre-Pyrénées pour beaucoup » ; ces *Francos* apportaient avec eux la pratique du change, des petits commerces, de quelques formes d'artisanat, et, d'abord pèlerins ou combattants, marchands ambulants parfois, ils s'établissaient bientôt, attirés par des *fueros* particuliers qui faisaient d'eux des hommes à part, dégagés de nombreuses obligations, affranchis en tout cas des marques de servitude et exonérés des taxes les plus lourdes. De telle sorte que le mot *francos* finit par ne pas désigner seulement des étrangers en tant que tels mais des hommes « francs » des charges seigneuriales, des privilégiés face aux autochtones », précise Jacques Heers (1990 : 78).

¹⁴⁴ Heers décrit les liens de voisinage et de dépendance entre le commerce et l'église, et rappelle qu'à Toulouse, « les poids et les mesures étaient conservés et exposés sous un couvert (un portique) sur la place Saint-Etienne » (Heers 1990 : 165).

les plus vénérables de la chrétienté. Elle le devait à ses sanctuaires : la Daurade, et cette abbaye de Saint-Sernin, à laquelle, au cours du XII^e siècle, de nombreux dons et restitutions de biens divers, églises, dîmes, terres..., complétés par des achats judicieux, constituent un patrimoine imposant. Saint-Sernin possédait ainsi toute une série de maisons, de jardins, de vignes... à Toulouse même et en banlieue ; les revenus de l'archidiaconé de Villelongue entre Tarn et Garonne ; des domaines et des églises dans toute la vallée de l'Ariège (...); quelques prieurés plus lointains, en Périgord, près de Béziers et en Navarre. Tout ceci faisait de l'abbaye la première puissance financière de Toulouse : on comprend qu'elle ait attiré des habitants autour d'elle, et pu élever cette admirable église » (Wolff 1974 : 78)¹⁴⁵. Le poids économique de l'institution ecclésiastique est donc très important, à travers elle s'effectue la vocation redistributive des villes : drainer des hommes et des capitaux et ensuite les répartir selon le régime de l'économie symbolique qui l'anime. Pour autant, cette part prépondérante de l'Eglise a-t-elle éclipsé les autres composantes des échanges urbains toulousains au cours des premiers temps médiévaux ?

Bien évidemment, non ! La fonction strictement commerciale n'a jamais complètement disparu¹⁴⁶ et « pour M. Dupont, même aux VIII^e et IX^e siècles, les grandes villes méridionales restent des centres de négoce » ; « si les relations économiques entre Toulouse et l'Espagne cessèrent jamais, elles sont en tous cas rétablies dès le X^e siècle : les « Goths » se rendent aux foires des environs de Toulouse, vers de l'An mil (...); les monnaies d'or espagnoles circulent en Languedoc aux X^e et XI^e siècles » (Sicard 1953 : 35). Pirenne, dont la théorie entend mettre en avant la continuité entre la fin de l'Empire romain et le début du Haut Moyen Age¹⁴⁷, rappelle que la loi des Wisigoths mentionne des négociants d'Outre-mer, et comporte de nombreuses stipulations relatives aux marchands (Pirenne 1992 : 19). L'évolution linguistique corrobore jusqu'à un certain point seulement les vues de Pirenne, et permet de mieux saisir la nature des échanges

¹⁴⁵ Voir aussi (Heers 1990 : 160).

¹⁴⁶ Lees et Hohenberg nuancent à juste titre la vision selon laquelle l'effritement du fait urbain impliquerait un retour à l'autarcie : « il y a des raisons de croire que le commerce, et par conséquent les bases économiques d'une vie urbaine, se maintenaient mieux que ce que l'on a pu dire » (Hohenberg 1992 : 88). Voir aussi Duby (1996 : 62).

¹⁴⁷ Pour ensuite, comme nous l'avons vu, insister davantage sur la rupture liée à la prépondérance de l'Islam sur le bassin méditerranéen.

entre les différents groupes de populations. En effet, passé sous la domination franque, le Toulousain, est « la région la plus francisée du Midi aquitain et languedocien » comme l'atteste la toponymie : de nombreux noms de localités sont composés d'un « nom de personne, en général germanique, et du suffixe – ville dérivé du latin *villa*, lui-même synonyme de *latifundium* » ; « ces toponymes forment un large ruban d'une centaine de kilomètres de long, qui prend en écharpe le Toulousain, de la Gascogne toulousaine au Lauragais audois » (Taillefer 2002 : 48)¹⁴⁸. Toutefois les Francs sont « une minorité noyée dans une masse indigène » qui doivent assurer leur « suprématie par les armes » (Taillefer 2002 : 49). Les anciennes élites aristocratiques sont toujours marquées par la culture romaine (cf. Virgile de Toulouse, vers 600, pour qui « Toulouse vaut bien d'être appelée Rome »¹⁴⁹), et leur genre de vie est plus rural qu'urbain (Taillefer 2002 : 51). Cependant, « l'apport lexical des Francs est considérable : environ 520 mots passés en français », selon Wolff, dans son étude des *Origines linguistiques de l'Europe occidentale* (1982 : 58). Il est fort instructif d'observer les domaines dans lesquels s'opèrent cet apport, puisque cela offre une perspective éclairante sur les contours de l'exercice de leur influence. Ainsi, il est significatif que de nombreux termes relèvent du vocabulaire de l'Etat, de l'administration et de la guerre, tels 'sénéchal' (de *sini-skalk*, le serviteur le plus âgé), 'maréchal' (de *marh-skalk*, serviteur de l'écurie) ou encore 'féodal' (de *feh-ôd*, la propriété mobilière). Il ne faut pas oublier que Toulouse, coincée entre Languedoc et Aquitaine, « met en contact plus qu'elle ne rassemble » (Taillefer 2002 : 52), et que son rôle militaire consista notamment, en 721, à stopper les Arabes d'al Samh. « D'autres mots, appartenant aux domaines de la vie agricole, de la végétation, de la famille, des sentiments, correspondent à une longue résistance des Francs à l'assimilation » (Wolff 1982 : 58)¹⁵⁰. En revanche, en ce qui concerne le commerce, l'artisanat ou la religion, l'influence linguistique franque

¹⁴⁸ « Ainsi Ramonville serait, à l'origine, le grand domaine Regimund » (Taillefer 2002 : 48).

¹⁴⁹ Et au siècle suivant, « ce n'est peut-être pas un hasard si un monétaire toulousain a gravé, au revers de ses tiers de sou d'or, l'image de la Louve et des Jumeaux, reprise des monnaies de Constantin et symbole millénaire de Rome » (Wolff 1974 : 58).

¹⁵⁰ Deux exemples peuvent être cités : « pour désigner le hêtre, le latin *fagus* existait (...), mais c'est ici le terme franc *hestr* qui l'a emporté » ; et « rien n'est plus intime que des sentiments comme celui de la honte » écrit avec justesse Philippe Wolff, « dans les pays méridionaux, on continuait à l'exprimer par *verecundia*, mais le mot français vient du franc *haunitha* » (Wolff 1982 : 58-59). Voir aussi Dictionnaire des mots d'origine étrangère (2000 : 322-325) : « le monde de la nature, marquer son territoire, la vie féodale, la guerre et la paix, la vie en couleurs »

est quasi nulle, preuve sans doute de la supériorité des indigènes romanisés dans la pratique des affaires, et du poids du clergé.

Après la disparition progressive de l'Empire, « la seule véritable force qui subsiste dans la *Romania* » est le latin chrétien, facteur d'unité pour « la communauté de foi » qui, « au fur et à mesure qu'elle s'institue, forme le lien le plus solide entre indigènes et envahisseurs (Wolff 1982 : 61). Ce ciment linguistique et spirituel, lourd de conséquences ultérieures pour la formation d'une culture européenne¹⁵¹, n'est pourtant pas exclusif de toute diversité puisque les villes du Haut Moyen Age comptent des minorités non chrétiennes ou au christianisme différent : les Juifs et les Orientaux (*Syri*). Peu importantes numériquement, ces minorités concourent néanmoins par leurs activités commerciales à tisser des liens avec les grands courants mondiaux d'échanges, puisqu'à cette époque, il s'agit « d'appréhender l'Europe de l'Ouest pour ce qu'elle était, c'est-à-dire un arrière-pays mineur de deux empires florissants » du Proche-Orient (Hohenberg 1992 : 90)¹⁵². En particulier, les travaux de Maurice Lombard ont bien mis en évidence le rôle d'intermédiaire des Juifs, ceux-ci se substituant progressivement aux *Syri*¹⁵³. Il souligne notamment la place stratégique des Juifs de Narbonne pour la façade nord-ouest du monde musulman (Lombard 1971 : 232). A Toulouse, le concile qui se tient en 883 entérine les restrictions des conciles précédents (Meaux en 845, puis Paris un an plus tard). Cela indique l'existence d'une communauté juive locale. L'un de ses membres aurait reçu une gifle de l'évêque de la ville, sous prétexte d'une collaboration présumée avec les Sarrasins ennemis¹⁵⁴, ce qui est vraisemblablement erroné mais témoigne de relations entre cette communauté et

¹⁵¹ « Il introduisit (...) tout un ensemble de sentiments, de notions, de dogmes, d'institutions, de rites qui était fort nouveau, et s'exprima par des vocables et des formules plus ou moins apparentés » (Wolff 1982 : 157).

¹⁵² Lees et Hohenberg précisent que si l'on considère le commerce des Vikings comme important, « le continent apparaît alors comme une barrière entre deux zones inégales d'activité maritime » (Hohenberg 1992 : 90) ; et mettent en garde contre l'erreur consistant à envisager « la guerre et le commerce comme étant incompatibles, les conflits culturels et religieux empêchant les échanges », alors que la piraterie ou la contrebande en tous genres, « contribuèrent, si ce n'est à installer la tranquillité, au moins à développer l'activité économique de l'Europe chrétienne, au cours du haut Moyen Age » (Hohenberg 1992 : 89).

¹⁵³ « Ce serait cependant une erreur de croire que le commerce a été essentiellement dans les mains des Orientaux. Pas plus que les juifs, ils n'ont eu le monopole ou une part essentielle. On prête attention à eux parce qu'ils sont différents et donc jalouxés », explique Février, à propos de la fin de l'Antiquité (Duby 1980 : 478). Voir aussi Duby (1996 : 63, 105) : reprise du commerce sur les lisières de l'Empire carolingien.

¹⁵⁴ L'incident, qui eut lieu à Pâques devant la porte de la cathédrale, est mentionné par Esther Benbassa dans *l'Histoire des Juifs de France* (Seuil, 2000 : 28).

le monde musulman tout proche, alors en pleine effervescence commerciale et culturelle. Sans doute déjà présents depuis l'époque romaine en Gaule méridionale, ces Juifs ont, de façon certes limitée, contribué à ouvrir la voie, jouant un rôle d'initiateurs en matière de techniques marchandes et de certains procédés de fabrication (travail des étoffes de luxe, teinture, cuir) (Lombard 1971 : 233). Mais à mesure que le fait urbain reprend de l'ampleur, ils sont peu à peu évincés du commerce au long cours par les chrétiens, sans pour autant disparaître des circuits d'échanges, puisque Toulouse, au moment de son apogée médiéval, abritera une communauté forte d'environ cinq cents personnes, avant que celles-ci ne soient spoliées puis expulsées au cours du XIV^e siècle.

La ville, lieu de rencontres de populations culturellement hétérogènes, est donc aussi lieu de confluence entre une diversité de langues et de leurs pratiques. Avec l'essor urbain médiéval et l'émigration rurale qui lui est associée, on assiste à une complexification des structures sociales qui implique une évolution des langues. En effet, « la vie urbaine offre des occasions de parler incomparablement plus nombreuses que la campagne. Et par l'apparition de types d'activités nouveaux, elle amène aussi l'enrichissement des langages. Les hommes ne sont donc pas seulement devenus plus nombreux, ils ont aussi beaucoup plus et diversement parlé » (Wolff 1982 : 94). Cela conduit à poser la question de l'impact du développement de l'urbanité, corrélatif à la croissance des villes médiévales, dans la formation des langues, nous y reviendrons... L'urbanité introduit une subtile dialectique entre la complexité induite par la diversité et un horizon d'unité requis par la congruence relative des pratiques. Cette dialectique a été l'un des facteurs de la formation d'un particularisme occitan, sans que nous puissions évaluer ce processus dans le détail. En revanche, il est plus facile d'appréhender dans et par la langue la perte progressive de la suprématie de l'Eglise du fait de l'urbanisation médiévale. Comme l'explique Philippe Wolff, la « société se laïcise en un certain sens : dans le sens même où le mot '*laicus*' perd peu à peu sa valeur d' « ignorant » pour désigner plus précisément les hommes qui ne savent pas le latin. Parmi les rois et les princes se multiplient les exemples d'hommes qui, sans connaître le latin, ou fort peu, possèdent une réelle culture, et favorisent la rédaction d'œuvres en langue vulgaire ». « Les besoins professionnels suscitent une importante catégorie de juges, de légistes, de notaires, de scribes, qui

remplissent en nombre croissant des fonctions primitivement réservées au clergé, et ressentent le besoin de se mettre à la portée de leur clientèle en élargissant l'usage écrit des langues populaires » ; aussi, « un peu partout naissent des écoles urbaines, qui souvent s'affirment contre les prétentions du clergé à contrôler « l'insolence des laïques » », « ainsi la supériorité culturelle du clergé n'apparaît plus aussi nette » (Wolff 1982 : 94). L'essor urbain est également une affirmation d'une culture urbaine nouvelle, progressivement moins dominée par l'Eglise.

La « République toulousaine », bourgeois et marchands

Dans de nombreuses villes européennes, une autonomie plus grande s'affirme sur le plan politique. Cela est particulièrement manifeste à Toulouse, qui, à l'instar de ses consœurs italiennes, a été qualifiée de « République Toulousaine ». Ses « libertés » toulousaines font la renommée de la ville dans l'historiographie européenne ; ainsi Benevolo, pour qui « la vitalité des villes d'Europe doit beaucoup à cette prise de responsabilité, absente du monde arabe et oriental, qui caractérise la civilisation européenne et explique en grande partie son succès universel »¹⁵⁵, illustre son propos par l'expérience toulousaine (Benevolo 1993 : 44, 68). Et en effet, comme le montre Philippe Wolff, « Toulouse présente un des exemples les plus complets de cet affranchissement urbain qui est, aux XI^e et XII^e siècles, un phénomène général de nos pays d'Occident » ; elle « put ainsi, non seulement acquérir une indépendance presque totale, devenir de fait une « république urbaine » à l'italienne, mais soumettre à sa juridiction et à ses ordres un territoire assez vaste : de ce dernier phénomène, extrêmement rare dans la France médiévale, l'on ne trouverait l'équivalent qu'en Italie du Nord, ou, plus tard, chez des villes d'Empire telles que Metz » (Wolff 1974 : 94)¹⁵⁶. Une telle évolution de la gouvernance signifie de profondes modifications de l'échange social. Auparavant, « en l'absence de toute autorité publique vraiment efficace, la protection de l'individu était surtout assurée par une très forte solidarité familiale. Celle-ci ne se limitait pas au seul foyer conjugal, mais s'étendait à de vastes

¹⁵⁵ Cette spécificité européenne liée à l'urbanisation médiévale, à partir de laquelle nous avons introduit ce chapitre, a donné lieu à une nombreuse littérature, surtout à la suite des travaux de Max Weber.

¹⁵⁶ « Alors commença sans doute la phase la plus originale et la plus brillante de cette histoire toulousaine : capitale d'une grande dynastie féodale, sanctuaire vénéré, centre d'une vie littéraire et artistique, dont les œuvres de troubadours comme Peire Vidal, et plus encore l'admirable basilique Saint-Sernin disent assez l'éclat », selon Wolff (1954 : 6).

lignages. Tout ce lignage se portait à la défense d'un de ses membres attaqués, ou se liguait pour se venger. Souvent aussi ces querelles entre groupes étaient réglées par l'arbitrage d'« amis » ou de « bons hommes » choisis d'un accord commun. Seuls les progrès du pouvoir municipal permettront à cette solidarité de se détendre peu à peu » (Wolff 1974 : 78).

Le pouvoir municipal s'appuie sur l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale : « c'est au XII^e siècle, précisément, souvent vers 1130-1160, qu'apparaissent en pleine lumière des élites urbaines » ; toutefois, précise Thierry Dutour (2003 : 165), les carences de la documentation sur les temps antérieurs ne nous autorisent pas à voir cette apparition comme des « origines et sans doute vaut-il mieux parler de transformation » : les couches urbaines dominantes « se transforment, en ce que les modes d'expression de la supériorité sociale évoluent, que les intérêts se réorientent » (Dutour 2003 : 166). En fait, cette émergence de la bourgeoisie¹⁵⁷ est un phénomène plus complexe que le simple passage d'une domination assez rudimentaire de type patriarcal à une domination plus élaborée exercée sur le mode de la libéralité. Le cas toulousain nous laisse percevoir le degré d'imbrication entre les différentes catégories sociales dominantes. Le sommet de la hiérarchie sociale est occupé par des hommes qui se disent *probi homines* (« prud'hommes ») et dont l'autorité et l'appellation font consensus au sein de la population urbaine toulousaine. Or il est intéressant de noter que cette « catégorie sociale des *probi homines* paraît plus large que celle des hommes dits *milites*, ou *burgenses* ; cela fait apparaître chevalerie et bourgeoisie comme deux dimensions de la supériorité sociale, qui n'épuise pas l'étendue de celle-ci. C'est tout l'intérêt du cas toulousain de le manifester clairement » (Dutour 2003 : 170).

Pour que ce pouvoir municipal s'instaure, il a d'abord fallu qu'il s'émancipe, certes pas totalement, – ce dont les origines mixtes des *probi homines* témoignent –, de l'autorité comtale, chargée d'assurer la sécurité de ses administrés et de prélever l'impôt. La dynastie des comtes de Toulouse, héritière des carolingiens, dispose de la puissance publique, à l'exception des prérogatives du clergé. Le château Narbonnais symbolise cette puissance, d'autant plus que la prédominance royale est assez lointaine. Cependant, les comtes de Toulouse doivent faire face

¹⁵⁷ Sur la signification du mot 'bourgeois', voir aussi Le Goff, qui rapporte comment elle s'articule avec l'opposition gros/menu (Le Goff 1998 : 330).

aux dynasties voisines et rivales, celles d'Aquitaine et de Barcelone. La géopolitique médiévale rencontre alors l'anthropologie de la parenté. En effet, comme le montre Hélène Debax dans un article intitulé *Stratégies matrimoniales des comtes de Toulouse* (1988)¹⁵⁸ : « il est à remarquer que le comté s'est agrandi et a progressivement repoussé ses limites par de fructueuses alliances matrimoniales, beaucoup plus que par des guerres de conquête. Nos comtes se sont adonnés à ce sport si répandu au Moyen Age, la chasse à l'héritière et à la fille bien dotée, guidés en cela par des intérêts à la fois économiques et politiques » (Debax 1988 : 136)¹⁵⁹ ; cela leur a ainsi permis d'annexer l'Albigeois, une partie de la Provence, le comté de Melgueil et de récupérer le Quercy et l'Agenais. L'évolution de la structure matrimoniale permet donc d'analyser le devenir de la maison comtale. Un mouvement de longue durée voit les comtes de Toulouse aller « chercher leurs femmes de plus en plus loin ; même si les premiers mariages ne furent pas conclu de leur propre initiative, il est certain que cette progressive ouverture géographique révèle des ambitions internationales plus affirmées. 1080 marque donc la limite entre une première période de gestation, de consolidation des assises territoriales, et une seconde étape où le comté se hisse au rang des plus grands » (Debax 1988 : 134). Ce mouvement n'est pas simplement territorial mais également social puisque « ces deux périodes se retrouvent dans l'évolution de l'origine sociale des comtesses, avec la même limite au tournant du XI^e au XII^e siècle », « la plus stricte endogamie semble être la loi jusqu'au XII^e siècle : ni parvenues, ni déclassées, les comtesses de Toulouse étaient toutes issues de familles comtales » (Debax 1988 : 134)¹⁶⁰. L'hypergamie des derniers comtes de la lignée raimondine n'est en rien la manifestation « d'une crise sociale, mais, bien au contraire, elle fut le signe du grand rôle international que commençait à jouer le comté » : les comtes « conclurent des alliances dans toutes les familles dirigeantes de l'Occident médiéval » (Debax 1988 : 135). Mais à partir du XIII^e siècle, « fascinés par le mirage oriental, ils prirent le risque de tout perdre à plusieurs reprises pour la gloire, et d'hypothétiques conquêtes. Ils manquèrent là certainement de lucidité politique » (148), « dominés par des

¹⁵⁸ Voir aussi, de la même auteur, *La féodalité languedocienne XI-XII^e siècle* (2003), ainsi que *Les comtes de Toulouse et leur entourage*, de Laurent Macé (2000 : 195-210).

¹⁵⁹ Voir aussi *Le chevalier, la femme, le prêtre*, de Duby (1996 : 1161-1382)

¹⁶⁰ « Cette endogamie générale ne fut pas sans créer quelques problèmes. L'Eglise essayait en effet au même moment d'imposer ses lois en matière matrimoniale » (Debax 1988 : 135).

événements qui les dépassaient, incapables de contrôler la puissance qu'ils avaient atteinte et de s'attacher durablement les grands lignages méridionaux, dont l'influence aurait été pourtant bien utile aux moments critiques » (Debax 1988 : 149). Quoi qu'il en soit, cette perte d'influence à partir du XIII^e siècle est aussi le fait de changements bien plus profonds de la structure de la société médiévale.

La montée en puissance de la bourgeoisie est aisément lisible à travers les transformations de la morphologie urbaine, le mot même de 'bourgeois' connotant l'apparition de nouveaux secteurs urbanisés. En conséquence, un des enjeux les plus importants pour la ville médiévale repose dans la question de l'unification de ses différentes composantes, spatiales et sociales. Comment opérer une fusion institutionnelle, dans l'intérêt de tous, entre Cité et faubourg ? Désirant s'attacher la fidélité de la population, moins nombreuse (dans un rapport d'environ un à trois) mais comprenant davantage de notables, du bourg Saint-Sernin¹⁶¹, c'est le comte qui organise le rapprochement administratif. Des « capitouls » sont nommés, répartis de façon égalitaire entre Cité et faubourg, ce qui témoigne bien du poids économique-social de ce dernier¹⁶². Chargés de rendre justice, les capitouls sont choisis parmi les *probi homines*, évoqués plus haut, et qui sont bien souvent des vassaux du comte. Cependant, « cette unité voulue au départ par le comte, celui-ci pourrait bien l'avoir payée au prix de l'émancipation du capitoulat ». En effet, cette institution largement oligarchique va peu à peu s'affirmer, à la faveur d'une guerre lancée en 1188 par le comte Raimond V contre Richard Cœur-de-Lion¹⁶³, et d'un renouvellement sociologique des élites (Taillefer 2002 : 78-81). L'exemple de Pons de Capdenier, capitoul pour la première fois en 1202 (il le sera à plusieurs reprises), est à ce titre éclairant. « Porte-drapeau de la vague des immigrants de la deuxième moitié du XII^e siècle, attirés par les mesures libérales d'Alfonse Jourdain, et surtout de ceux qui ont

¹⁶¹ Il ne faut pas penser que les commerçants étaient réunis dans le bourg alors que les notables demeuraient dans la Cité. « La vieille Cité romaine était assez ample ici pour que la nouvelle ville pût se développer longtemps à l'intérieur de son enceinte. Les centres principaux de la vie économique y restèrent naturellement », précise Philippe Wolff (1954 : 10). Cette présence marchande, synonyme d'entassement et de bruit, était à l'inverse plutôt de nature à faire fuir la petite noblesse des propriétaires fonciers, préférant établir résidence au calme à Saint-Sernin.

¹⁶² Si le dualisme Cité/bourg n'était pas aussi net qu'ailleurs, une méfiance réciproque va perdurer et la vieille opposition s'effacer avec lenteur, comme le montre Wolff dans un article consacré à ce sujet (1978 : 202, 212).

¹⁶³ Il commande une armée aquitaine au nom de son père Henri II Plantagenêt, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine.

réussi dans les mêmes activités que celle de la vieille aristocratie », celui-ci se « lance dans une frénésie d'affaires foncières, immobilières, commerciales et financières. Sa richesse lui permet de se hisser au niveau des plus grands quand il épouse la sœur d'un notable » (Taillefer 2002 : 83). C'est l'époque où de puissantes familles prennent les commandes de la ville, commandes qu'elles vont garder durant tout le Moyen Âge : les Carabordes, les Prignac, les Palais, les Maurand, etc.¹⁶⁴ (Wolff 1974 : 76). Elles vont œuvrer à la formation d'une identité urbaine à la mesure de leur prestige, notamment à travers l'édification du futur Capitole, maison commune à cheval sur la muraille romaine et symbolisant l'union enfin réalisée des deux parties de la ville¹⁶⁵. Comme l'indique Le Goff, alors que « la mythologie urbaine, si fertile déjà dans les villes italiennes au XIII^e siècle, ne touche guère les villes de France où la monarchie semble avoir cherché à monopoliser, avec la légende des origines troyennes, l'historiographie mythique antique. La méridionale Toulouse se forge pourtant à la fin du XIII^e siècle la légende capitoline qui en fait une capitale antique à l'instar de Rome et de Constantinople et attribue à la municipalité toulousaine des origines romaines » (Le Goff 1998 : 380). Cela participe à élaborer un patriotisme urbain, patriotisme qui se nourrit aussi de la proclamation en 1141 du nom *Tolosa* pour désigner l'ensemble de l'agglomération. Avec lui s'opère une prise de conscience d'un destin commun au sein d'une même entité, de la sorte, « la ville se révèle à elle-même et s'affirme aux autres » comme le formule Jacques Le Goff (1998 : 201).

L'essor urbain médiéval, et aussi les représentations qu'il suscite, tant contemporaines de cet essor qu'ultérieures par l'historiographie dévolue à ce sujet, ont ainsi pour corollaire l'avènement de la bourgeoisie. Toutefois, l'exemple toulousain a le grand mérite de nuancer cette notion de bourgeoisie, tellement chargée de connotations laudatives ou péjoratives. Les interprétations marxistes, ou encore celle de Pirenne, de cette phase de l'histoire économique et

¹⁶⁴ Cette suprématie sera un temps battue en brèche par l'implication de plusieurs de ces familles, comme les Maurand, dans l'hérésie cathare. La croisade menée contre celle-ci va mettre un terme à « l'âge d'or de la république toulousaine », qui selon Philippe Wolff dure la vingtaine d'années de 1189 à 1208 (Wolff 1974 : 100), mais l'amnistie royale de 1279 va leur permettre de regagner le giron de « l'aristocratie de la terre et de l'argent » (Taillefer 2002 : 85).

¹⁶⁵ Voir « Vers un espace sociopolitique », par Heers : « la construction laborieuse, difficile et couteuse d'un hôtel de ville monumental puis d'une belle place tracée d'une façon harmonieuse exigeait un rare concours de circonstances qui, en définitive, ne s'est rencontré qu'en quelques pays, là où les – et seuls – maîtres de la ville disposaient de beaucoup d'argent et plus encore de forts moyens de coercition, sans recours » (1990 : 399).

urbaine laissent de coté la complexe évolution du régime de notabilité citadin. Wolff, dans sa thèse *Commerces et marchands de Toulouse* (1954), montre bien qu'à la différence des villes flamandes décrites par Pirenne, le bourg n'y est pas l'agglomération marchande (Wolff 1954 : 10) ; il remarque en outre qu'« il ne semble pas que la prédominance d'une oligarchie urbaine ait provoqué de bien vifs mécontentements » (Wolff 1954 : 25). Pas de lutte des classes donc¹⁶⁶, mais un jeu subtil de renégociations permanentes de l'échange social qui assure aux uns, –laissant plus de traces pour l'historien–, une prééminence protéiforme sur les autres, au rôle public plus effacé. Les analyses de François Fourquet, dans *Richesse et puissance, Une généalogie de la valeur* (2002), mettent à jour comment « les villes, la bourgeoisie et le « capitalisme » naissants font partie intégrante de la société féodale » ; « le problème du passage de la « féodalité » au « capitalisme », de la société féodale à la société bourgeoise, est un faux problème. C'est un mythe de passage qui met en scène deux structures, deux substances historiques, établit entre elles une « contradiction » structurale, et raconte comment l'une est engendrée par la décomposition de l'autre » (Fourquet 2002 : 44). Fourquet nous met en garde contre ce qu'il appelle « la légende bourgeoise », faisant de celle-ci un corps étranger à la société féodale et en triomphant progressivement, légende partagée tant par les marxistes que par les libéraux (Fourquet 2002 : 49). Selon lui, « un autre scénario est possible », qu'il appelle « scénario généalogique », consistant à resituer ce processus à « l'échelle du monde » (Fourquet 2002 : 53). De ce point de vue, les « ratés de l'histoire » ont une grande importance : d'abord, la ruine de l'Empire romain, puis celle de l'Empire carolingien, toutes deux décisives pour l'émergence des Cités-Etats. Cela a permis « l'avance à l'allumage des villes (...) qui a favorisé l'essor autonome des échanges et d'une classe spécialisée » (Fourquet 2002 : 57). Se dégage alors une vision des villes comme élément moteur des flux mondiaux : « les villes, telles des machines sociales, font tourner la circulation mondiale. Elles sont portées par les différences de potentiel et assurent les échanges civilisationnels (et pas seulement marchands) (...) : personnes, marchandises, techniques monnaie, modes, idées... C'est une mise en communication généralisée traversant les frontières des aires politiques séparées. Ce commerce,

¹⁶⁶ Même si Le Goff, dans *La civilisation de l'Occident médiéval*, utilise l'expression pour décrire la nouvelle ligne de clivage qui s'instaure entre le commun et la bourgeoisie (1982 : 278-279).

ce tourbillon de flux entrelacés, ces machines informationnelles très spéciales que sont les villes marchandes, on peut à la rigueur, par commodité, les désigner par le mot « capitalisme » » (Fourquet 2002 : 55)¹⁶⁷. C'est dans cette perspective qu'il s'agit d'appréhender le développement de l'économie urbaine toulousaine. Mais Toulouse est-elle un exemple probant en la matière ?

En fait, le cas toulousain est loin de fournir le meilleur exemple de l'arrimage d'une économie urbaine à l'économie-monde¹⁶⁸ : comme nous l'avons montré, son essor médiéval est, à l'instar de celui de la majorité des centres urbains de cette époque, plutôt endogène. Pour autant, négliger ce point de vue mondial reviendrait à une certaine myopie dans l'évaluation de ce qui vient animer les échanges toulousains et de leur impact sur le global. Les analyses de Fourquet s'adosent à la pensée braudélienne¹⁶⁹ selon laquelle la ville doit pratiquer le « double jeu de l'espace régional et de l'espace international », « soit deux circulations différentes, la première capillaire et à faible distance, continue ; la seconde intermittente (...). Ces deux systèmes s'ajustent, s'opposent, ou s'additionnent, ou se succèdent. La façon dont la vie internationale touche une ville la qualifie autant, et parfois plus, que sa liaison pérenne avec ses proches » (Braudel 1979, 2 : 161-162). Cette problématique est prolongée par la synthèse réalisée par Lees et Hohenberg (*La formation de l'Europe urbaine*) qui insistent beaucoup dans leur introduction sur le fait que « le développement global d'un système urbain n'est pas la somme de ses parties, mais la mise en place d'un tissu de relations. Pour étudier efficacement les villes, on se doit d'étudier les processus d'urbanisation » (Hohenberg 1992 : 18) ; ils en appellent à « considérer les villes comme des espaces où se tissent des liens entre les mouvements de population et des biens » (Hohenberg 1992 : 19). Plus que Braudel lui-même, surtout attentif aux villes maîtresses de l'économie-monde¹⁷⁰, les deux auteurs articulent davantage le double jeu¹⁷¹ décrit par celui-ci, ce qui rend mieux compte du cas toulousain. En effet, Toulouse est, avec Prague, la seule grande ville isolée par

¹⁶⁷ Voir aussi Liminaire, et les allusions aux travaux de Maurice Lombard.

¹⁶⁸ Pour justifier l'expression pour les temps médiévaux, se reporter à Braudel : « des économies-mondes depuis toujours » (1979, 3 : 14)

¹⁶⁹ Fourquet se livre à un commentaire enthousiaste du couple espace-temps chez Braudel, dans *Lire Braudel* (1988).

¹⁷⁰ Même si l'un des apports considérables de la pensée braudélienne a été de mettre l'accent sur « l'histoire quasi immobile », celle de la « longue durée ».

¹⁷¹ Ce double jeu est aussi celui des forces centrifuges et centripètes de Julien Gracq (cf. supra).

rapport au double noyau urbain central (Italie du Nord et Flandres) (Hohenberg 1992 : 87). Dans l'introduction de sa thèse principalement centrée sur la fin du Moyen Age, Philippe Wolff écrit avec une pointe de déception que « bien que, par le nombre de ses habitants, par son rôle administratif, Toulouse ait été l'une des villes les plus importantes du royaume, elle ne nous est apparue, aux XIV^e et XV^e, ni comme un carrefour de large circulation commerciale, ni comme un foyer d'intense civilisation urbaine. Elle fut seulement l'une des plus considérables parmi ces nombreuses villes de deuxième ordre » (Wolff 1954 : V). « Toulouse ne se trouve sur le trajet d'aucun grand courant commercial. En particulier, on ne voit pas que Garonne et route par le seuil de Naurouze aient joué ce rôle d'isthme important entre Atlantique et Méditerranée », « les Toulousains par contre, s'efforcent de se rattacher aux grands centres commerciaux du temps » (Wolff 1954 : 159).

La figure du marchand, porteuse d'une culture nouvelle parce qu'il est « initiateur de comportements nouveaux » comme le montre Gourevitch dans l'article qu'il lui consacre dans *L'homme médiéval* (Le Goff 1989 : 267), n'est donc pas inconnue à Toulouse. La caractéristique du marchand est, selon les mots de Maurice Lombard, d'être « un homme du réseau qui lie les différents centres entre eux, un homme ouvert sur l'extérieur, réceptif aux influences arrivées par les routes qui aboutissent à sa ville et qui viennent d'autres villes, un homme qui, grâce à cette ouverture et à ces apports continus, crée ou tout au moins développe, enrichit ses fonctions psychologiques et dans un certain sens prend par confrontation plus nettement conscience de son moi » (Le Goff 2003 : 150). Parallèlement à la floraison littéraire de l'amour courtois¹⁷², commerce amoureux contribuant à promouvoir une individualité jusqu'alors en retrait¹⁷³, les activités marchandes impliquent une nouvelle conception de soi et du monde. Les formes de l'échange modifient les parties qui y prennent part, car comme insiste Simmel, la notion d'échange n'est pas « quelque chose d'extérieur aux éléments entre

¹⁷² Voir « L'amour courtois, amour moderne », par Le Goff, dans *La civilisation de l'Occident médiéval* (1982 :322-324). Voir aussi Duby.

¹⁷³ L'émergence du moi occidental doit aussi beaucoup à la pratique de la prière individuelle, et notamment aux confessions, que le Concile de Latran de 1215 va institutionnaliser en stipulant que chaque chrétien doit se confesser à son curé une fois par an. L'augmentation du nombre des autobiographies au XII^e et XIII^e siècles témoignent de cette individualisation progressive des consciences (voir *La naissance de l'individu dans l'Europe médiévale*, par Gourevitch, Le Seuil, 1997).

lesquels elle joue », même s'« il est certes tentant de se représenter qu'avec l'échange il s'est passé quelque chose à côté ou au-dessus de ce qui se produit à l'intérieur de l'un ou l'autre des contractants : comme si la substantialisation abstraite dans le concept du « baiser », que l'on « échange » aussi, devait nous conduire à considérer le baiser comme existant quelque part en dehors des deux paires de lèvres, de leurs mouvements et de leurs sensations » (Simmel 1999 : 55). Etape importante de la marchandisation du monde, les contractants des échanges médiévaux se font plus rationnels : compter devient un standard à l'aune duquel s'opère toute mise en relation, humaine ou matérielle. C'est le moment où le mot 'raison', du latin *ratio* qui « désigne le compte, puis la matière du compte, les affaires, souvent joint à *res* 'chose' », voit son champ sémantique s'étendre ; même si déjà en latin chez Cicéron et ensuite pendant le Haut Moyen Age, le mot comporte diverses acceptions, en particulier celles de justification et de pensée¹⁷⁴, le sens originel de calcul est alors relégué à quelques emplois spécialisés (livre de raison) (Rey 2004 : 3073)¹⁷⁵. En se vidant pour une part de sa signification initiale, le mot 'raison' propage à travers lui une nouvelle manière d'établir les proportions.

Le développement des échanges commerciaux entraîne ainsi une normativité dont le calcul est l'étalon. Henri Jorda, dans *Le Moyen Age des marchands, l'utile et le nécessaire* (2002), dresse un tableau panoramique des transformations anthropologiques consécutives à l'avènement de cette vision comptable du monde. Avec le marchand, des qualités jusqu'alors relativement mineures sont valorisées, comme la prévoyance pour se prémunir contre d'éventuels risques encourus¹⁷⁶, la capacité à s'informer, notamment de la géographie¹⁷⁷, afin de

¹⁷⁴ *Ratio* sert à traduire le grec *logos*, 'langage', lui-même porteur du double sens 'compte' et 'raison' ; de nombreuses remarques seraient cependant à formuler concernant le passage du monde grec à celui romain, car celui-ci est bien moins « spirituel », et les traductions masquent mal ce plus grand prosaïsme.

¹⁷⁵ Quelques lignes ou une simple note de bas de page ne sauraient suffire à épuiser l'histoire du mot 'raison', histoire si fondamentale pour comprendre l'évolution de la pensée occidentale.

¹⁷⁶ La fin du Moyen Age verra naître les assurances, naissance relatée par Wolff dans *Automne du Moyen Age ou printemps des temps nouveaux ? L'économie européenne aux XIV^e-XV^e siècles* (1986 : 136-139) : il semble que ce soit à Gênes, vers 1350, que les premiers contrats avec prime ont été conclus, pour le transport des marchandises par bateau. Il s'agit d'une évolution notable par rapport au prêt maritime. Plus tard, au XVII^e siècle, « le calcul des probabilités donnera à l'édifice la base solide qui lui manquait. Que cet édifice ait pu s'élever sans cette base, voilà peut-être la plus grande manifestation des progrès réalisés aux XIV^e et XV^e siècles ! ».

¹⁷⁷ La cartographie s'est faite plus précise, et le fameux *Livre des merveilles* de Marco Polo a été un des « best-sellers » de l'époque, selon Jacques Le Goff (2001 : 100).

réaliser ses affaires, etc. Enfin et surtout, l'influence grandissante du marchand dans la vie citadine va de pair avec un maniement plus régulier de l'argent par l'ensemble des parties prenantes de l'économie urbaine. En effet, comme l'écrit Chédeville : « le milieu bourgeois doit son originalité au fait qu'il est mêlé à la vie de relations. Pour s'y livrer commodément, les citadins ont tous un même outil de travail : la monnaie » (Le Goff 1998 : 134). Celle-ci s'infiltré de plus en plus dans l'échange entre les hommes tout autant que dans ceux avec le divin. Le Goff a bien montré comment même le purgatoire est investi par cette monétarisation croissante (1999 :)¹⁷⁸. De façon complémentaire aux études de Le Goff, l'œuvre de Duby, et en particulier *Guerriers et paysans* où il s'appuie explicitement (1996 : 53) sur *l'Essai sur le don* de Mauss pour retracer l'évolution des mentalités économiques au cours des temps médiévaux, nous fournit un précieux éclairage pour saisir la rupture que constituent les XII^e-XIII^e siècles. Ainsi, les donations « tendaient au XII^e siècle à changer de nature, à devenir des offrandes en monnaie ou des constitutions de rentes en numéraire », ce qui « introduisit ainsi plus directement la monnaie jusque dans les couches les plus profondes du milieu populaire (1996 : 230-231)¹⁷⁹. Bien sûr, l'injonction de donner héritée du Haut Moyen Age¹⁸⁰ reste « l'idéologie dominante », plongeant les consciences des gens d'affaires dans des contradictions que seule la charité peut espérer résoudre (Duby 1996 : 254-255) ; cependant, « après 1180, l'esprit de profit fera sans cesse reculer l'esprit de largesse. De cette vertu survivra très longtemps la nostalgie. Mais elle ne parera plus que des héros mythiques, symboles et refuges à la fois de ces valeurs que le Moyen Age avait longtemps célébrées, vivantes et souveraines » (Duby 1996 : 265).

La monétarisation croissante des échanges urbains est grosse de conséquences humaines. Elle engendre une intellectualisation, ainsi que Simmel l'a bien mis en évidence, « l'énergie psychique portant les phénomènes spécifiques de l'économie monétaire, c'est l'entendement » (Simmel 1999 : 545). Elle est également synonyme d'un plus grand relativisme des valeurs qui va dissoudre peu à peu les formes de l'autorité jusque là prédominantes. Comme l'observe Marc Bloch, « née dans une société d'un tissu très lâche, où les échanges étaient peu de choses

¹⁷⁸ Se reporter également à l'introduction générale.

¹⁷⁹ Voir aussi sur l'élargissement, relatif mais décisif, de la monétarisation (Duby 1996 : 252-253)

¹⁸⁰ Et d'un fond anthropologique bien plus profond, temporellement et spirituellement.

et l'argent rare, la féodalité européenne s'altéra profondément aussitôt que les mailles du réseau humain se furent resserrées, que la circulation des biens et du numéraire se fut faite plus intense » (Bloch 1968 : 114)¹⁸¹. Ce mouvement de reconfiguration de la structure sociale trouve une illustration dans l'apparition du patronyme. Aussi étrange que cela puisse paraître, les lignages de l'ère féodale demeurèrent longtemps anonymes, indique Bloch dans un chapitre intitulé « Caractère et vicissitudes du lien de parenté » ; les patronymes servirent d'abord à désigner les membres de la haute aristocratie, mais bien vite, ils furent utilisés par les bourgeoisies urbaines dont les déplacements et les affaires interdisaient tout risque de confusions sur les personnes (Bloch 1968 : 205-206)¹⁸². A Toulouse, alors qu'au XII^e siècle, « les textes mentionnent très rarement les titres et les qualifications sociales des individus » (Wolff 1974 : 77), les dénominations de chacun vont peu à peu se déterminer à partir du XIII^e siècle. C'est là une des conséquences sur le corps social de l'évolution de la vie économique, et en particulier de la monétarisation des échanges. « L'argent pénètre donc cette société, enrichit les plus riches, creuse les distances entre eux et les plus pauvres. Or, à la même époque le droit est enseigné à Toulouse, les coutumes se rédigent et se fixent ; l'habitude se prend de donner à chacun le titre correspondant à sa situation sociale, chevalier, bourgeois... . Ainsi la hiérarchie sociale se précise. Après l'ère des fortes solidarités de lignage, des clans familiaux, que fut la première moitié du XII^e siècle ; après cet individualisme qui, sous la protection du pouvoir municipal, put fleurir ensuite – voici une société où se précisent les distinctions entre classes » (Wolff 1974 : 165). L'histoire du mot 'riche' révèle l'établissement progressif de ces distinctions et l'importance grandissante de l'argent comme critère de la réussite sociale : issu du francique *riki*, le mot désigne initialement le 'puissant', sa racine celtique *rix*, – correspondant du latin *rex* et provenant d'une racine indoeuropéenne qui apparaît dans *rajah* « souverain » –, se retrouve en anglais (*rich*), en allemand (*reich*), en néerlandais (*rijk*), dans les langues scandinaves, etc. ; mais les XI^e-XII^e siècles marquent une spécialisation de sa signification, le mot se référant désormais aux biens possédés,

¹⁸¹ Dans son analyse de ce qui se situe « au-dessous du marché », Braudel décrit comment l'argent « joue son rôle destructeur des valeurs et des équilibres anciens » (Braudel 1979, 2 : 43).

¹⁸² Cela corrobore l'éclosion du moi, évoquée plus haut.

même si le mot ‘richesse’, qui connaît une évolution homologue, ne va prendre son sens économique qu’au XVII^e siècle (Rey 2004 : 3247)¹⁸³.

Toutefois, comme nous l’avons vu, l’ébranlement de la féodalité par les échanges marchands n’impliquent nullement sa destruction pure et simple. « Qu’il y ait eu des marchands parmi les premiers bourgeois qui réussirent, nul n’en doute, mais ils ne furent pas les seuls à parvenir ; dans la majeure partie de la France, ils ne furent même certainement qu’une minorité au sein de ce nouveau groupe social et il leur fut plus difficile qu’aux autres d’assurer la solidité de leur fortune », souligne Chédeville (Le Goff 1998 : 133). Le renouvellement des élites sociales ne propulse donc pas toujours des nouveaux riches, ni des hommes nouveaux sur le devant de la scène. En revanche, ces élites sont davantage urbaines que les couches dominantes féodales, en ce qu’elles s’appuient sur des « dimensions de plus en plus variées de la prééminence sociale » (Dutour 2003 : 202), variété qui caractérise la complexe organisation d’une société qui s’urbanise. Aussi, « on ne peut définir les élites urbaines par la pratique du commerce. Le négoce figure généralement parmi les activités pratiquées par les membres des élites citadines et y prend, au fil du temps, une place plus importante. Cependant, il constitue pour les citadins une occupation parmi d’autres » note Dutour (2003 : 202), qui insiste sur le fait que « les bourgeois n’ont pas le monopole de l’honorabilité ». Celle-ci, mesurée par le jugement d’autrui, est procurée de diverses manières, et le niveau de fortune n’est pas le seul critère identifiant un citadin comme notable (Dutour 2003 : 210). Cela se vérifie à Toulouse plus qu’ailleurs, la ville n’étant qu’une place commerciale secondaire à l’échelle européenne. L’absence de marchands italiens, dont le rôle bancaire a été bien mis en évidence par Raymond de Roover, notamment dans *L’évolution de la lettre de change* (1953), est un symptôme de la relative médiocrité du commerce toulousain. Ainsi au XIII^e siècle, « lorsque, dans la seconde moitié du siècle, les actifs marchands italiens développèrent au sein de tant de villes françaises, de Nîmes et Montpellier à Paris, d’entreprenantes colonies qui devaient devenir les relais du grand commerce international, rien de tel ne se produisit à Toulouse » (Wolff 1974 : 157). Mais le commerce toulousain n’en est pas pour autant négligeable, et le grand rendez-vous des foires de

¹⁸³ François Fourquet s’attache à retracer la généalogie de la notion de richesse, et remarque avec pertinence la similaire ambivalence de l’anglais ‘*wealth*’ (Fourquet 2002 : 130).

Champagne accueillait des marchands toulousains qui « possédaient à Provins, rue Culoison, un comptoir, où ils stockaient et vendaient leurs cuirs (le « cordouan »), pelleteries, fourrures, draps, ainsi que des épices », comme le mentionne Wolff (1974 : 74). Le cas toulousain a ceci d'intéressant que, n'étant pas un moteur de la croissance commerciale européenne sans pour autant en être exclu, il fournit par sa médianité un baromètre qui nous permet de suivre l'évolution du trafic de marchandises, son impact sur les mœurs ainsi que sur les formes de l'échange social.

Jamais interrompu, le commerce va retrouver une vigueur aux XI^e-XII^e siècles avec deux produits dont l'importance pratique et symbolique traverse l'histoire des échanges : le vin¹⁸⁴ et le sel¹⁸⁵, ce dernier étant à l'origine du mot 'salaire'¹⁸⁶. A Toulouse, ces produits sont achetés et vendus sous le contrôle du Comte, qui possède un salin près de la porte Narbonnaise par où arrive le sel des étangs méditerranéens, et qui monopolise de façon exclusive son commerce de gros. Le sel était ensuite redistribué par des revendeurs auprès desquels les Toulousains pouvaient se procurer la quantité nécessaire à leur consommation personnelle, en particulier pour la conservation des aliments. Le vin et le sel ont été l'objet d'âpres négociations dans le processus d'autonomisation de la municipalité, et en 1141, le comte Alphonse Jourdain, « sans doute pour remercier la ville de sa résistance à Louis VII » (Wolff 1974 : 97), accorde des privilèges aux Toulousains, ceux-ci pouvant par exemple vendre le vin de leurs propres vignes sans avoir à payer de taxes. Ces deux produits vont ouvrir la voie à l'allègement des prélèvements fiscaux sur d'autres produits, tels les peaux vendues aux tanneurs, en 1148 (Taillefer 2002 : 64). L'augmentation démographique entraîne

¹⁸⁴ Nous avons déjà montré le rôle du vin lors de la colonisation romaine. Duby insiste également sur le fait que « l'essor viticole représente un aspect fort important de la croissance rurale du XII^e siècle. L'un des investissements les plus spectaculaires que se permirent les seigneurs fut la création et l'amélioration des vignobles. Ils pensaient d'abord au lustre de leur table, mais aussi au profit que promettaient à leurs sujets la vente des excédents de production ». Il ajoute que le soigneux travail de la vigne « est fort différent de celui des champs : il s'agit d'un artisanat véritable, qui de surcroît reste intimement associé à la ville » (Duby 1996 : 234).

¹⁸⁵ Cf. notamment l'article d'Henri Hauser, « Le sel dans l'histoire » dans la *Revue économique internationale* (1927) ; Le Goff rappelle quant à lui que dans la vie économique presque totalement démonétarisée du paysan, le sel était un produit qu'il devait acheter à prix d'argent (1982 : 225). « A côté du commerce de produits locaux, il y avait celui de marchandises provenant de régions éloignées. L'une des plus recherchées était le sel », explique Latouche, qui décrit ensuite ses circuits dans *Les origines de l'économie occidentale* (1970 : 165-166).

¹⁸⁶ C'était « à l'origine « ration de sel » puis « somme donnée au soldat pour acheter leur sel », d'où « solde, traitement » (Rey 2004 : 3362-3363).

en effet le développement d'un marché intérieur pour répondre aux besoins locaux : blé, huile, noix, poisson, etc., chacun vendus dans des lieux spécifiques. A quelques kilomètres, sur la route de Narbonne, les tarifs du péage de Saint-Jory viennent refléter la nature des flux en direction de la ville (Taillefer 2002 : 62). A l'aboutissement de cette route, sur la place du Salin, s'effectue, outre le commerce du sel, celui des poteries, et une foire s'y tient une fois l'an. Selon Jacques Heers, comparée à celle du Salin, la place de la Pierre, où sont vendus les blés, n'est qu'un carrefour encore médiocrement dégagé, (1990 : 410-411)¹⁸⁷. « Gros centre de consommation, Toulouse voit naître aussi des industries » transformant ces importations régionales et participant à une économie urbaine en plein essor : la meunerie, le textile, le travail du cuir, ou encore le bâtiment « qui fait à peine face à tous les besoins, aussi faut-il limiter les bénéfices sur la vente des bois de charpente » (Wolff 1974 : 72)¹⁸⁸. Cet « intense trafic régional » témoigne surtout d'un mouvement d'importation de produits des campagnes alentours, et « il ne fait guère de doute que l'horizon économique de ces Toulousains du XII^e siècle n'était pas très vaste », mais « déjà toutefois, le commerce toulousain poussait quelques pointes au-delà de ses horizons familiers » : sans doute en Navarre et en Aragon reconquises sur les musulmans, ainsi qu'en Catalogne, régions où des Toulousains s'étaient établis (Wolff 1974 : 73).

Si l'ouverture internationale de l'économie toulousaine reste somme toute assez limitée, les cercles des échanges des produits toulousains s'élargissent néanmoins petit-à-petit. Les surplus de la production agricole commencent à être exportés au-delà de la région toulousaine, tels les vins du Tarn vers l'Angleterre, *via* Bordeaux alors britannique ; et réciproquement des produits plus ou moins lointains sont acheminés vers Toulouse¹⁸⁹. « Ce rôle de gros marché agricole, que nous avons déjà noté pour le XII^e siècle, s'affirme donc : il devait rester jusqu'au XIX^e siècle

¹⁸⁷ Cela nous renseigne sur la formation de l'espace public : « les activités économiques et, sans doute, les réunions ou assemblées de citoyens, se dispersent en un grand nombre de petites places, en différents lieux éloignés les uns des autres, sans qu'aucune ne puisse s'imposer comme un centre « marchand » ou « civique » pour toute la ville » (voir aussi le rôle du parvis des églises) (Heers 1990 : 411).

¹⁸⁸ Voir aussi (Le Goff 1998 : 241).

¹⁸⁹ Des poissons salés, des peaux, de l'étain, et des étoffes étaient par exemple importés d'Angleterre et transitaient aussi par Bayonne, car la Garonne, quoique voie traditionnelle et naturelle de ces échanges, était parsemée d'obstacles liés à la situation politique de la guerre de Cent ans (Wolff 1954 : 119-120).

une caractéristique de l'économie toulousaine » indique Philippe Wolff (1974 : 157). Nous aurons l'occasion d'y revenir¹⁹⁰. « Mais le XIII^e siècle fut aussi pour Toulouse une période de diversification, de perfectionnement et d'organisation de l'industrie urbaine, qui devait pour l'essentiel répondre aux besoins d'une population toujours plus nombreuse et exigeante, mais dont certaines branches travaillaient pour l'exportation. Tel était en particulier le cas de la fabrication des draps de laine, qui en 1318 occupait 226 tisserands et 83 foulons (...), chiffres qui ne sont point tellement inférieurs à ceux que l'on pourrait donner pour certaines des plus grandes villes drapantes d'Europe à la même époque. De fait, on est assuré que les draps toulousains se vendaient dans le bas Languedoc et en Provence, en Espagne et en Italie, voire même dans le Levant » (Wolff 1974 : 159). Ces draps, de qualité moyenne, amènent certains marchands à tenir localement « le haut du pavé, tels les Andrieu, Azémar, Esquivat, Najac, Sarraut » puis à occuper les charges capitulaires (Taillefer 2002 : 101). Déjà le pastel du Lauragais commence à être commercialisé, le prochain chapitre lui sera en partie consacré. Il ne faut pas pour autant surestimer ces commerces au long cours. Ils masquent mal une certaine faiblesse du capitalisme financier toulousain, caractéristique qui va perdurer comme le pendant du rôle de gros marché agricole de la ville. Comme nous l'avons vu, ni les marchands italiens, ni leurs monnaies, ne sont présents à Toulouse. Or ce sont eux qui ont la suprématie sur l'économie financière européenne de l'époque.

Bien sûr, du fait de l'usage croissant du numéraire, les plus riches Toulousains réalisent de substantiels profits sur le change, en particulier grâce aux nombreuses mutations monétaires¹⁹¹ de l'époque. Cela qui contribue à creuser les écarts de fortunes puisqu'en 1335, 70 familles « concentrent entre leurs mains plus de la moitié (61%) de l'estime locale » selon Wolff (1974 : 163), mais cela ne suffit pas à faire de ces riches des acteurs majeurs du capitalisme financier. La thèse de Wolff (1954), bien que portant sur la fin du Moyen Age, nous offre un panorama complet de la vie économique toulousaine médiévale, ce qui nous permet d'en mesurer le niveau. Il constate ainsi la quasi-absence de lettres de change, lesquelles ne vont apparaître véritablement que dans la première moitié du XV^e

¹⁹⁰ Voir le chapitre intitulé « Blé et conservatismes » (infra).

¹⁹¹ Le XIV^e siècle connaît ainsi de violentes crises d'instabilité monétaires (Taillefer 2002 : 101).

siècle, et dont l'usage ne va pas être spéculatif mais strictement commercial¹⁹². Autre preuve de la faiblesse du capitalisme local, l'usage du crédit provient surtout d'une monétarisation insuffisante des échanges au regard des besoins des acteurs économiques. Il est très tôt utilisé, dès avant le XIII^e siècle, mais comme le souligne Wolff, « il ne faut pas y voir un signe de maturité, de perfectionnement. C'est sans doute le manque de numéraire qui contraignit les Toulousains à ce que l'on peut appeler une véritable inflation du crédit » ; une telle spéculation ne pouvait « d'ailleurs se concevoir que sur de grandes places en relations régulières avec les autres centres européens, et tel n'était évidemment pas le cas de Toulouse » indique Wolff (1954 : 402, 390)¹⁹³. En effet, le statut subalterne de Toulouse à l'échelle continentale est révélé par la nature des échanges qu'elle noue avec les grands centres économiques européens. Ceux-ci sont souvent indirects ou témoignant de l'infériorité de l'économie toulousaine. Ainsi, « alors que pour les marchands de Barcelone et de Perpignan le débouché toulousain était très secondaire (...), pour les Toulousains, Barcelone représentait au contraire l'accès à cette puissante économie internationale et à ses méthodes perfectionnées » (Wolff 1954 : 152).

La balance commerciale déficitaire est seulement compensée par « l'afflux d'hommes nouveaux, arrivant à Toulouse avec les fonds accumulés sur des marchés plus modestes » (Wolff 1954 : 533). Le cas particulier de la société des moulins, que nous étudierons en détail plus loin, « sans échapper tout à fait au milieu qui la baigne », fait figure d'exception, précise Wolff (1954 : 513). Le secteur des transports constitue un autre indicateur des échanges : signe d'une transition non achevée, les marchands toulousains se déplacent encore parfois eux-mêmes pour accompagner leurs produits, comme c'est le cas des épiciers se rendant à Barcelone, et les plus modestes d'entre eux fréquentent en personne les foires régionales (Wolff 1954 : 451). Les routes étant souvent déterminées par les intermédiaires, le Massif Central, qui n'est pourtant pas le chemin le plus court, est ainsi un passage obligé pour les marchands de Toulouse qui se rendent à Paris (Wolff 1954 : 473). Au final, l'économie toulousaine dispose donc d'assez peu de

¹⁹² Se reporter également à l'*Histoire de Toulouse* (Wolff 1974 : 205).

¹⁹³ Voir l'article de Philippe Amblard Larolphe, « Le crédit à Toulouse et dans le Toulousain (1140-1208) » (1994), qui explique qu'à l'époque, « l'engagement avec dépossession (...) paraît être le type de contrat le plus intéressant », la terre et ses fruits en guise d'intérêt étaient donc l'horizon.

marges de manœuvre pour se glisser avec profit dans les flux européens. « A ce monde extérieur, les Toulousains peuvent d'autant moins s'imposer qu'ils ne trouvent dans la production, ni de leur ville, ni de sa région, les éléments d'échanges vraiment équilibrés » ; « dans son rôle régional, Toulouse trouve donc à la fois son équilibre, et les limites de son rayonnement » (Wolff 1954 : 623), et inversement, la ville ne peut jouer pleinement ce rôle « que dans la mesure (...), où elle le dépasse, en reliant cette région aux grands courants commerciaux du monde d'alors », explique Philippe Wolff (1954 : 32)¹⁹⁴.

C'est à son urbanité que l'économie toulousaine doit son statut de capitale régionale, en particulier au nombre de ses artisans lesquels, comme le rappelle Dutour, « représentent la part numériquement la plus considérable de la population des villes médiévales » ; ce sont eux qui font que la ville travaille pour l'exportation ainsi que pour ses besoins propres et ceux de sa région (Dutour 2003 : 211). Ils font tourner l'économie urbaine médiévale, qui se nourrit d'une division du travail toujours plus poussée, et pour laquelle la production compte au moins autant que le commerce. Ce dernier est intimement lié à l'artisanat, logiquement et socialement. Certes plus pauvres, les artisans ont malgré tout des niveaux de vie souvent comparables à ceux de bien des marchands. Leur réussite est marquée par le passage à la vente de leur production, par intermittence ou à plein temps, tandis que de leur côté les marchands de biens manufacturés peuvent être amenés à investir leurs capitaux dans la sphère productive ; Le Goff cite Lopez pour étayer cette thèse de l'entrelacement du commerce et de l'artisanat, et tordre le cou à l'idée d'une primauté de l'un ou de l'autre comme origine de la ville médiévale (Le Goff 1998 : 240). En outre, Dutour indique que « c'est en ville que se développe le plus cette pluriactivité des hommes qui est une caractéristique structurelle des sociétés urbaines médiévales » (Dutour 2003 : 216). Marchands et artisans vivent et diffusent la monétarisation à travers le besoin de crédit. La différence sociale relativement faible entre ces deux mondes entrelacés est en particulier confirmée à Toulouse par le fait que le nom de banquier n'a pas été attribué aux changeurs toulousains car ceux-ci « n'avaient pas développé une

¹⁹⁴ Bairoch, dans sa classification des villes médiévales, distingue les villes régionales, comprenant « des emplois créés par la vie urbaine proprement dite », des grandes villes à la population de plus de 10 000 habitants. Il est frappant de constater que Toulouse se rapproche par la structure de son économie du premier cas alors que sa population est celle d'une grande ville (1985 : 215-217).

activité leur assurant une supériorité technique sur les autres catégories de la société toulousaine – sauf pour le change manuel » (Wolff 1954 : 401). Si elle n'est pas l'un des métiers les plus florissants de la ville de Toulouse (Wolff 1978 : 102), l'hôtellerie n'en constitue pas moins un pont entre les deux activités, puisque ses artisans se trouvent directement impliqués dans l'information économique et juridique ou le règlement de certaines transactions, c'était même une obligation pour des denrées comme l'huile ou les noix (Wolff 1978 : 106). Commerce et artisanat sont donc des facteurs complémentaires et convergents dans l'urbanisation de l'économie médiévale.

D'une façon différente des marchands, les artisans participent eux aussi pleinement aux transformations de la société urbaine médiévale. Ils sont à l'origine des corporations et du développement du salariat¹⁹⁵ ; « dans certaines branches », « du fait de leur spécificité technologique », c'est « la forme unique d'emploi », précise Geremek (1987 : 86)¹⁹⁶. Ce développement du salariat est appelé à former pour longtemps un couple avec l'urbanisation. Le rôle en la matière du textile n'est plus à démontrer. Cela est particulièrement notable dans les villes flamandes mais également à Toulouse, où la draperie évoquée plus haut promulgue ses premiers statuts en 1227. Les artisans occupent donc une place stratégique dans l'évolution des formes de solidarité qui donnent sa cohésion à l'échange social. « Ses modes d'organisation ont servi de modèles aux organisations des travailleurs non manuels : les associations de marchands, les maîtres et étudiants de l'université », souligne Dutour (2003 : 212). Déconsidéré pendant le Haut Moyen Age, le travail va petit-à-petit être promu comme valeur pour l'ensemble de la société médiévale, et les artisans contribuent pour beaucoup à cette promotion : « à la conception du travail-pénitence se substitue l'idée du travail, moyen positif du salut » ; « comment ne pas sentir la pression des nouvelles catégories professionnelles – marchands, artisans, travailleurs soucieux de trouver sur le plan religieux la justification de leur activité, de leur vocation, l'affirmation de leur dignité et l'assurance de leur salut, non pas malgré leur profession, mais par leur profession ? » s'interroge Le Goff (1999 : 168).

¹⁹⁵ Les artisans emploient ainsi des apprentis, des compagnons, des ouvriers peu qualifiés.

¹⁹⁶ C'est en particulier le cas du bâtiment.

La notion de métier, la compétence reconnue comme forme de richesse, « devient aussi l'un des critères de la distinction entre ville et campagne » (Dutour 2003 : 213). « Ainsi, écrit Raymond Lulle en 1283, celui qui a appris un métier « peut toujours vivre, quel que soit le pays où il se trouve (...). Si la fortune vient à manquer à celui-ci, il peut au moins vivre grâce à son métier (...). On enrichit plus sûrement son fils en lui procurant un métier qu'en lui léguant des biens »¹⁹⁷. « Les frontières sociales sont donc autres qu'à la campagne. Ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas s'établir ne sont pas seulement ceux qui ont du bien et ceux qui n'en ont pas » (Dutour 2003 : 214). La compétence confère de surcroît une maîtrise sur le monde rural. L'exemple des bouchers est à ce titre probant. A Toulouse, ils contrôlent l'ensemble de la filière viande, « de l'élevage sur les pâturages et les communaux des environs, jusqu'à la vente au détail, en passant par l'abattage à la tuerie au nord de l'île de Tounis » (Taillefer 2002 : 102). Leur nombre dans cette ville témoigne de l'importance de l'alimentation carnée à l'époque médiévale : il y en avait 177 d'après un document de 1322, soit un boucher pour 226 habitants¹⁹⁸, selon une étude de Wolff (1978). Secteur vital de l'économie urbaine, la boucherie reflète à quel point les villes médiévales étaient aussi des villes de consommation. Cette consommation concoure à leur essor urbain mais, bien souvent, ne les place pas en position de force quant aux termes de l'échange avec les espaces économiques dont elles dépendent.

Avec sa population estimée à 35 000 personnes en 1335 (Wolff 1974 : 162)¹⁹⁹, Toulouse est ainsi devenue, au fil du Moyen Age, un important centre de consommation²⁰⁰ et de redistribution – la cour jouant en la matière un rôle d'aiguillon. « Pointe extrême de l'économie de consommation, qu'elle anime et qu'elle pousse toujours plus avant », elle concoure en effet à « propager dans un groupe toujours plus large de consommateurs des besoins nouveaux. Elle est aussi

¹⁹⁷ Cité par Llinares dans *Le travail manuel et les arts mécaniques chez Raymond Lulle*, dans les Cahiers de Fanjeaux, n°22 (1987 : 175-189).

¹⁹⁸ En comparaison, il n'y en avait qu'un pour 594 habitants en 1953.

¹⁹⁹ « Toulouse aurait été supérieure à Bordeaux, Lyon et Marseille, dépassée seulement dans le royaume de France par Paris (200 000 ?), Rouen (50 000), les villes flamandes (Gand, Bruges, Ypres), pour ne pas parler d'Avignon ou de Montpellier (40 000 ?). Hors de France, seules les grandes cités italiennes, Barcelone, Cordoue et Séville dans les Espagnes, Cologne sur le Rhin (50 000) se situaient au-dessus. Toulouse se plaçait à la fin du peloton des vingt premières cités d'Europe » (Wolff 1974 : 162).

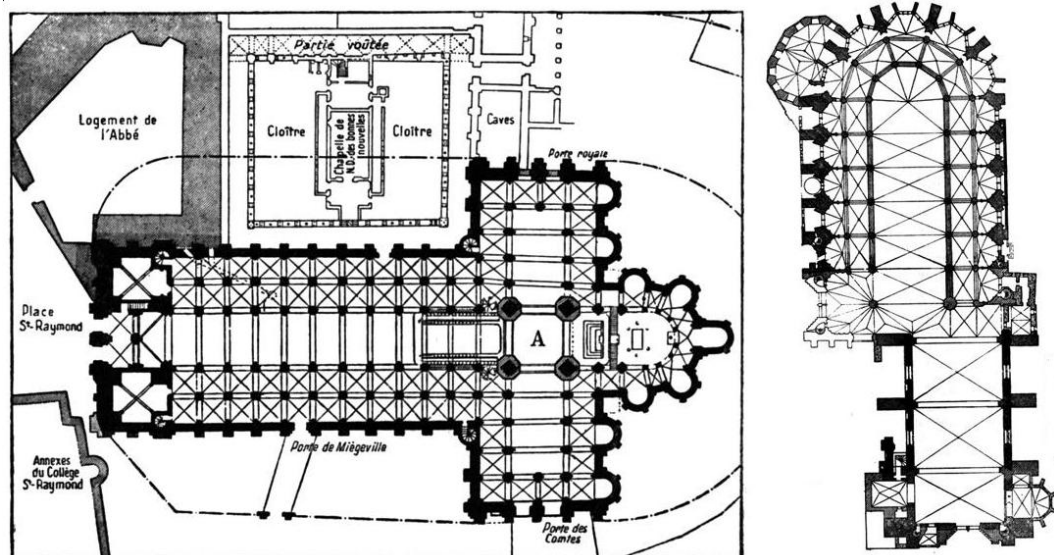
²⁰⁰ « Dès que les villes atteignent un certain niveau de développement, il en résulte une différenciation sociale plus accusée, et par là, des types de consommation, eux aussi, différenciés » (Bairoch 1985 : 253).

le lieu d'une émulation ou chacun rivalise dans le gaspillage » (Duby 1996 : 231). Ces fonctions en viennent à prendre le pas sur la fonction commerciale internationale de la ville, qui n'a jamais réussi à éclore vraiment. Pourtant son avenir semblait assez prometteur à l'aube de l'essor médiéval, puisque Toulouse figurait parmi les premiers foyers de cet essor. Même un terroir relativement pauvre comme la Gascogne toulousaine est alors mis en valeur aux XII^e-XIII^e siècles, son intégration aux territoires urbains toulousains de l'échange s'y manifestant par l'émergence d'un réseau maillé de centres secondaires (Mousnier 1997), ce qui témoigne de cette précoce montée en puissance. Celle-ci est aussi symbolisée à l'intérieur de la ville par des réalisations architecturales de style roman comme l'église Saint-Sernin, consacrée par le pape Urbain II en 1096, alors qu'un siècle plus tard l'ambitieux programme gothique de la cathédrale Saint-Etienne ne put être mené rapidement à son terme, manquant de ressources pour des raisons diverses (Wolff 1974 : 152).

Des répressions à la réorientation des échanges

Si elle n'explique pas tout, – car « ne faut-il pas penser que ces vieux pays romanisés (...) perdent alors leur avance sur les pays du Nord en plein essor ? » (Wolff 1954 : 32-33) –, on doit *a minima* constater que la répression du catharisme, au cours du XIII^e siècle, a eu des conséquences néfastes. De prospères familles toulousaines, comme les Maurand, ont ainsi dû se séparer de certains de leurs biens. En effet, le catharisme, comme l'a analysé le médiéviste américain John Mundy, a touché les couches sociales supérieures davantage que les autres, le patriciat toulousain représentant 20% des répertoriés en 1279 par la liste d'amnistie (Mundy 1985 : 54-61). C'est ce même groupe social qui avait porté la ville vers son statut de municipalité autonome, et, une fois partiellement décimé, c'en fut fini des espoirs d'une gouvernance urbaine indépendante, la ville étant incorporée au domaine royal (1271). Certains Cathares se réfugièrent en Italie septentrionale, sans toutefois générer de courants d'échanges. Certes, l'amnistie est venue confirmer le patrimoine de ces grandes familles sur lesquelles pesaient encore le soupçon, et elles vont continuer à dominer la ville et à figurer sur les listes capitulaires ; on peut tout de même penser que, si l'Inquisition a brisé des destins individuels plus que des familles entières, elle n'en marque pas moins un

tournant dans l'histoire de Toulouse. Comme l'écrit Wolff, « la Croisade a stoppé Toulouse dans son effort de domination sur le petit Etat urbain qu'elle était en train de soumettre à sa juridiction. Cette conquête politique a été remplacée par une conquête économique de la région : combien de terres tombées aux mains de ces bourgeois toulousains, qui font maintenant figure de seigneurs et de notables dans ces villages et ces bourgades ! » (Wolff 1974 : 164). Au lieu d'utiliser les capitaux dégagés par les réussites en affaires à investir dans de nouvelles entreprises, les riches vont chercher à asseoir leur puissance par la terre, et cela n'est pas sans rapport avec la perte de l'autonomie politique que la « République toulousaine » leur procurait²⁰¹. Cet avantage ne sera pas compensé par l'achat des offices, bien au contraire.



Nous pouvons visualiser à travers ces plans de Saint Sernin (à gauche) et de la cathédrale Saint Etienne (à droite) (Wolff 1974), les conséquences de la rupture historique. Celui, très harmonieux, de la basilique romane contraste avec celui de la cathédrale, dont la nef en gothique méridional est désaxée par rapport au chœur en gothique du nord, symbolisant ainsi la nouvelle situation géopolitique de Toulouse.

²⁰¹ « L'indépendance des villes a certainement eu plus d'effets positifs que négatifs. Une ville indépendante peut plus facilement réorienter une politique économique, prendre des initiatives pour relancer des activités, attirer des artisans et des hommes d'affaires, etc. Mais là, comme dans toute la vie économique, il faut aussi faire intervenir le hasard, la chance ! Combien de choix judicieux ou malheureux ne doivent-ils pas l'essentiel au hasard ? » (Bairoch 1985 : 222).

L'intégration de Toulouse au royaume de France coïncide avec le moment où celui-ci perd le centre de l'économie monde de l'époque qu'étaient les foires de Champagne. La fin de cet « intermède » est « une chance perdue pour la France » (Braudel 1979, 3 : 94). Toulouse voit ce centre, avec lequel ses marchands étaient déjà peu en lien, s'éloigner encore davantage, les grandes routes du commerce européen entre les pôles majeurs d'Italie septentrionale et de la mer du Nord passant désormais par le détroit de Gibraltar ou les Alpes. La France va ensuite pratiquer la politique d'un « Etat territorial », politique dont Braudel a montré qu'elle était peu favorable aux villes ; et, « victime de son gigantisme » (Braudel 1979, 3 : 269), elle ne parviendra jamais à capter les flux lui permettant de jouer dans la cour des grands du capitalisme, restant « hors circuit écomondial » (Fourquet 2002 : 92). Ces grands traits de problèmes généraux de l'histoire de France ont eu d'énormes répercussions sur les jeux de l'échange pratiqués par Toulouse, sans que l'on ne puisse jamais savoir quel aurait été son destin si la ville avait poursuivi son chemin au sein d'une autre entité²⁰². Cette hypothèse fictionnelle est fructueuse en ce qu'elle fait mieux saisir l'importance de ce moment décisif, – Wolff écrit même qu'une « nouvelle civilisation, représentée de nos jours encore par l'église des Jacobins, y aura pris son essor » (1974 : 119) –, qu'est l'incorporation au royaume de France et le retour à l'orthodoxie religieuse. Cette période est pour Toulouse celle d'une certaine forme de « normalisation » des mentalités²⁰³, la fin d'une relative tolérance envers des mouvements culturels ou religieux jugés divergents. L'histoire fourmille d'expériences urbaines qui montrent toute l'importance du lien entre tolérance et prospérité économique – il suffit pour s'en convaincre de songer à la réussite d'Amsterdam au XVII^e siècle²⁰⁴, admirablement décrite par Braudel (1979, 3 : 145-234)²⁰⁵. Comme

²⁰² « Le nouveau domaine royal des « pays en langue d'oc » est trop loin de Paris et trop différent des premiers états capétiens pour ne pas avoir besoin d'une capitale particulière, qu'on fixe tout naturellement à Toulouse » (Coppolani 1963 : 17).

²⁰³ « S'il y a, dans la révolution gouvernementale du XII^e siècle, une dimension d'une importance décisive pour l'avenir, c'est bien cette capacité acquise par le pouvoir, tant laïc qu'ecclésiastique, de pénétrer vigoureusement tout l'éventail des collectivités locales sans se soucier des contraintes de la coutume, et d'enrégimenter leurs notables » affirme l'historien britannique Robert I. Moore (2001 : 281), après avoir analysé à la suite de Mundy, la répression du catharisme.

²⁰⁴ Les conditions historiques et géographiques qui ont permis à Amsterdam de se hisser au sommet de la hiérarchie des places marchandes de cette époque ne peuvent évidemment pas être transposées au cas de la Toulouse médiévale, mais il s'agit de mettre l'accent sur la tolérance comme facteur incontournable dans cette ascension.

²⁰⁵ Voir également, *Amsterdam XVII^e siècle. Marchands et philosophes : les bénéficiaires de la tolérance* (1993), dirigé par Henry Méchoulan. Paris, Autrement.

l'affirme Fourquet, « la tolérance n'est pas une vertu morale, c'est une condition de la puissance »²⁰⁶. « Etre fort, c'est capter tout ce qui vient du monde, à commencer par les refusés, les laissés-pour-compte du despotisme, éclairé ou pas. Accueillir tout ce que la liberté attire, tout les flux, sans en bannir aucun. Amsterdam accueille les Juifs expulsés d'Espagne et du Portugal (...), les protestants réfugiés après la révocation de l'édit de Nantes. C'est un des points les plus étranges de la puissance, qu'elle s'augmente de l'apport des marginaux, des ratés, des oppositionnels, des hérétiques » (Fourquet 2002 : 97).

Or, Toulouse s'engage dans une voie diamétralement opposée, d'abord avec les Cathares comme nous l'avons vu, ensuite avec les quelques familles juives que la ville abritait. Initialement protégées par le comte qui les considéraient judicieusement « comme un élément productif de son patrimoine » (Wolff 1974 : 77), elles vont être spoliées comme dans tout le royaume en 1306, puis persécutées en 1320 avec l'aide de la population locale par « une de ces bandes de misérables fanatiques que l'on nommait les « Pastoureaux » » (Wolff 1974 : 177)²⁰⁷, avant d'être définitivement expulsées à la fin du XIV^e siècle. Cette petite communauté juive d'environ 500 personnes se rassemblait autour de la rue Joux-Aigues où s'élevait leur synagogue, et formait un quartier qui n'était pas fermé, comme le précisent Monique-Lise Cohen et Elie Szapiro, dans *l'Histoire des juifs de Toulouse* (2003 : 19)²⁰⁸. Le prêt à intérêt constituait la principale activité pour nombre de ses membres. S'ils n'avaient pas le monopole de cette activité²⁰⁹, et s'ils n'avaient plus le rôle d'éclaireur qu'ils avaient pu exercer durant le Haut Moyen Age, « un élément de leur force était le contact qu'ils conservaient avec leurs coreligionnaires des autres villes » (Castelnaudary, Carcassonne, Narbonne, Béziers, Nîmes, Montpellier) (Wolff 1954 : 399). Manifestation d'un certain rayonnement de cette communauté, le grand commentateur médiéval de la Bible, Rachi de Troyes évoque fréquemment, pour appuyer ses explications, les

²⁰⁶ Voir aussi Braudel (1979, 3 : 154).

²⁰⁷ A propos de ces persécutions lancées par ces « bandes errantes de déracinés illuminés », se reporter également au témoignage du Juif Baruch (Taillefer 2002 : 107).

²⁰⁸ Voir, pour une description plus détaillée, l'ouvrage de Monique Lise Cohen et Elie Szapiro, et aussi le chapitre qui leur est consacré par Mundy dans *Society and Government at Toulouse in the Age of the Cathars* (1997 : 277-284).

²⁰⁹ « En l'absence presque totale de lombards ou « cahorsins » » (Wolff 1954 : 397), le change est effectué par des juifs mais aussi par des locaux, dont des cathares ; voir aussi (Mundy 1997) et (Cohen 2003 : 18).

indications qui lui ont été fournies par Moché HaDarchan de Toulouse. « Ce rôle de courroie », de « pont culturel », transmettant à « tout le judaïsme du Nord » la « science juive méditerranéenne », les Juifs de Toulouse « l'ont joué non seulement à l'intérieur du judaïsme, mais aussi entre les Arabes et les Chrétiens » (Cohen 2003 : 16-17).

Avec l'éviction des Juifs de la société toulousaine, c'est un réseau culturel et marchand qui est dissout. L'incorporation dans le royaume de France va certes générer de nouveaux réseaux sociaux et territoriaux notamment à travers son administration, mais il n'est pas sûr que ceux-ci soient si porteurs pour l'économie urbaine toulousaine. L'exemple de la dynastie du changeur Raimond Ysalguier, chargé de liquider les biens des Juifs en 1306, et qui en a probablement profité pour accroître sa fortune, – en remboursement d'un prêt au roi, il a également reçu les biens qui avaient été confisqués à l'hérétique Bernard de Montesquieu (Wolff 1974 : 128) –, pose ainsi question : il est capitoul à plusieurs reprises, et consent des prêts à l'administration royale qui va le récompenser en l'anoblissant en 1328 ; « son fils Pons continue de tenir la boutique de change », « mais les petits-fils vont se tourner vers la carrière des armes, les hautes fonctions dans l'administration monarchique, et ils vivront des revenus de leurs domaines fonciers » (Wolff 1974 : 165)²¹⁰. Ce questionnement peut être prolongé à propos de la fondation de l'université, laquelle bien que bénéfique à moyen et à long termes, a été créée pour favoriser le retour à l'orthodoxie, ou de la mise au pas du mouvement littéraire des troubadours, qui avait pourtant contribué à la renommée culturelle de Toulouse.

Le ton irrévérencieux, et parfois ouvertement critique, des troubadours n'était pas du goût des inquisiteurs. Cela contraignit certains d'entre eux à l'exil, tel Guillem Figueira, auteur du poème *D'un sirventès far* plus connu sous le titre « Rome la tricheuse », dont voici un extrait : « Va, *sirventès*, suis ton chemin ; Et méfie toi du clerc malin ! Est mort qui se livre en ses mains, Toulouse ne le sait que trop bien » ; « Rome, il est vrai, vous fûtes trop pressée ; D'imposer à Toulouse vos iniques pardons ; Trop de mains vous rognez, telle une enragée ; Rome semeuse de discordes ! » (Taillefer 2002 : 89). Il est intéressant de noter l'origine sociale

²¹⁰ Voir aussi (Wolff 1974 : 200).

de ces troubadours car elle révèle la progression du niveau d'instruction des nouvelles catégories de la société urbaine médiévale²¹¹. En effet, à l'instar du troubadour Guillem Figueira, fils de tailleur et tailleur lui-même, « le point commun des plus grands d'entre eux est d'être issus, non du clergé ou de la petite aristocratie, mais des milieux de l'artisanat et du commerce » (Taillefer 2002 : 88). Le parcours d'un autre troubadour, Pierre Vidal, fils d'un artisan pelletier, nous renseigne sur les relations contradictoires entretenues avec les autorités. Ce parcours du « fol chantant » est relaté par Philippe Hugon dans *Histoires vécues et insolites de Toulouse* (1996)²¹², qui explique que « dans cette Toulouse de la fin du XII^e siècle, même un simple artisan savait que l'art du chant pouvait permettre d'atteindre un rang social élevé » (Hugon 1996 : 29). Il raconte que « la voix hors du commun et les talents de compositeur de Pierre lui permirent d'acquérir une renommée qui parvint aux oreilles de Raymond V. Le comte de Toulouse le fit venir à la cour. Au premier chant, la cour fut subjuguée et le seigneur conquis. Ce jeune inconnu l'ayant ému au plus haut point, désormais Raymond ne voulut plus passer une seule journée sans l'entendre », « lui le pauvre fils d'artisan, était maintenant fêté et complimenté par la plus belle société et les plus puissants seigneurs. Il se dépensait sans compter pour émerveiller son auditoire et son suzerain fut souvent le héros de ses chants » (Hugon 1996 : 30)²¹³. Mais sa réussite, son extravagance et ses piques répétées allaient susciter de la jalousie et de fortes inimitiés chez les puissants. Le comte cessa de le protéger et « laissa certains seigneurs se venger de l'insolent troubadour » (Hugon 1996 : 30), ce qui le conduisit à une vie de pérégrinations à travers le Sud de l'Europe.

Après cette génération de troubadours effrontés et créatifs à la fois, la nouvelle donne politique et culturelle n'autorisa plus l'émergence de ce type de discours divergents. Si, en 1323, sept troubadours, dont quatre marchands et changeurs, fondent le concours poétique du Gai Savoir²¹⁴, celui-ci primera des poésies au « service du bien penser, et les poésies religieuses, notamment en faveur de la

²¹¹ L'article de Pirenne, « L'instruction des marchands au Moyen Age » (*Annales*), est la référence incontournable de ce thème.

²¹² La notice biographique de Pierre Vidal figure également dans *Les Toulousains dans l'histoire* (Wolff 1984 : 436).

²¹³ Se reporter également au chapitre « les troubadours, satellites du prince », dans *Les comtes de Toulouse et leur entourage*, de Laurent Macé (2000 : 138-146).

²¹⁴ Ce concours deviendra l'académie des Jeux floraux.

Vierge seront légions » (Taillefer 2002 : 96). Une légende entoure la création de ce concours, qui aurait été institué par Clémence Isaure, celle-ci ayant légué ses biens à cette fin. « La légende n'en est pas moins gracieuse, et elle possède un fond de vérité, car elle illustre cette promotion de la femme qui, depuis le XIII^e siècle, se marquait particulièrement dans les sociétés méridionales » indique Wolff (1974 : 179)²¹⁵. Ce dernier déplore lui aussi la médiocrité de ces poèmes dans lesquels « une fade piété s'y combine à un goût compliqué des allégories. Il ne s'y retrouve à peu près rien de la tradition des troubadours » ; « une page est définitivement tournée. Toulouse entre dans l' « automne du Moyen Age » (Wolff 1974 : 180)²¹⁶. Le but de cette compagnie du Gai Savoir est aussi de codifier l'usage de la langue occitane à laquelle les troubadours ont donné ses titres de noblesse, et qu'ils ont largement participé à diffuser et à homogénéiser ; Wolff affirme qu'« en fait le seul véritable effort d'unification aux XII^e et XIII^e siècles est dû aux troubadours : Provençaux, Limousins, Gascons, voire Catalans et Italiens, ils écrivent dans une langue commune dont ils éliminent les particularités dialectales. Il est le plus souvent difficile, sur le seul vu d'une poésie, de déterminer l'origine géographique de son auteur. Bel exemple de *koinè* littéraire : mais cette langue est forcément assez artificielle, et ne survivra guère à la disparition de son support social » (Wolff 1982 : 99). Le Bas Moyen Age représente ainsi une croisée des chemins dans la formation de l'Europe linguistique. L'urbanisation et les changements sociaux qui en découlent y rencontrent la gestation progressive des Etats nationaux. C'est de ce substrat complexe que naîtront, en se détachant du latin lui-même en transformation, ce que seront les langues nationales. Ce processus est minutieusement décrit et analysé par Wolff dans *Les origines linguistiques de l'Europe occidentale* (1982). « Cette période où les langues romanes se cristallisent, et affirment leur dignité nouvelle, est aussi celle où le latin médiéval atteint son apogée. C'est alors vraiment qu'il réalise une fusion, un équilibre entre les éléments qui le constituent : tradition classique, veine chrétienne, influence des langues vulgaires » (Wolff 1982 : 127) ; « il offre les incomparables possibilités d'une

²¹⁵ Voir aussi Mundy, *Men and Women at Toulouse in the Age of the Cathars* (1990) ; et le chapitre « Les femmes et la famille » par Christiane Klapish-Zuber dans *L'homme médiéval* (1989)

²¹⁶ Wolff utilise aussi cette expression dans le titre d'un de ses ouvrages, il l'a repris à l'historien hollandais Huizinga.

langue de culture commune à toute l'Europe » (Wolff 1982 : 128). « C'est cet équilibre qui s'altère peu à peu au XIII^e siècle, et cette altération reflète une évolution sociale considérable. Le développement de catégories sociales comme la petite noblesse et la bourgeoisie, et leur accès à une culture qui doit peu au latin, font croître le public accueillant aux littératures nationales. L'expansion universitaire, les traductions multiples d'Aristote et des autres auteurs antiques font prédominer le caractère scolaire du latin. La grammaire n'est plus qu'un art pratique. Le latin devient surtout « la langue technique de la pensée abstraite » » (Wolff 1982 : 129). Le latin suivrait en cela le destin de l'université, confirmant de la sorte les vues de Jacques Le Goff, pour qui « les universitaires des XII^e et XIII^e siècles avaient conscience de leur vocation de découvreurs, ceux du XV^e se contentent d'être des conservateurs » (Le Goff 1999 : 190)²¹⁷.

Cette évolution du latin nous amène à examiner de plus près le devenir de l'université toulousaine. Fondée en 1229 pour lutter contre l'hérésie cathare, l'accent devait être mis sur l'enseignement de la théologie. La grève de l'université de Paris lui vaut l'arrivée de maîtres parisiens, dont le dominicain Roland de Crémone ou encore l'Anglais Jean de Garlande, qui est chargé de rédiger un texte pour attirer maîtres et étudiants. Celui-ci explique combien l'air de la ville est pur, que « l'eau coule en abondance, grâce surtout à la Garonne, qu'il y a des marchés constamment approvisionnés et il ajoute des choses inattendues dans un texte d'universitaire du XIII^e siècle : les Toulousaines seraient de belles femmes, il laisse même entendre que certaines d'entre elles ne sont pas extrêmement farouches. Bref, Toulouse est une ville qui offre des divertissements, une ville plaisante, un lieu de sociabilité » (Le Goff 1997 : 122)²¹⁸. Les étudiants ne manquent pas de goûter aux plaisirs de cette vie toulousaine, ce qui ne va pas sans poser de problèmes comme en témoigne l'affaire Aimeri Bérenger. « Voici les faits. Le soir du dimanche de Pâques 1332, la jeunesse estudiantine est quelque peu échauffée par les libations dont elle vient de soutenir sa joie. Le tapage est grand devant l'hôtel des frères de Penne, étudiants en droit qui, avec quelques

²¹⁷ Le Goff décrit comment le corps universitaire se mue progressivement en caste (Le Goff 1999 : 192).

²¹⁸ Selon Wolff, cette circulaire n'a jamais été diffusée, et le grammairien Jean de Garlande, faisant par ailleurs preuve d'un « surprenant mépris pour les Toulousains », dut partir précipitamment, le comte Raimond VII refusant de lui verser les traitements prévus, et la grève à Paris étant terminée (1332). Roland de Crémone ne resta pas lui non plus (Wolff 1974 : 122-123).

amis, chantent et dansent en compagnie de femmes de mince vertu. Passe le capitoul François de Gaure. Les bourgeois toulousain se sont trop souvent plaints de l'indiscipline estudiantine. Rudement, il élève la voix et veut imposer le silence. Selon une habitude encore trop répandue, ces jeunes hommes sont armés. L'un d'eux, Aimeri Bérenger, fait mine d'embrasser le capitoul, puis, tirant son poignard, il lui porte un terrible coup, qui lui taille le visage du front au menton, et lui brise onze dents. Une mêlée s'ensuit, et plusieurs blessés restent sur le carreau » (Wolff 1974 : 177-178). L'étudiant va être exécuté dès le lendemain, mais cet épisode a le mérite de nous montrer l'enracinement de l'université dans la vie urbaine toulousaine, après des débuts quelque peu difficiles. En effet celle-ci, « corps étranger à l'origine, s'était occitanisée » ; comme l'écrit Wolff, elle « procurait à Toulouse ce qui lui avait manqué jusqu'alors : tout un petit monde d'intellectuels, organisé en corporation. Les débouchés ne lui manquaient d'ailleurs pas, que ce fut dans l'Eglise, dans l'administration royale ou dans la pratique des affaires » (Wolff 1974 : 135)²¹⁹.

L'université de Toulouse constitue un important vecteur des échanges urbains. Elle les oriente dans le sens des nouveaux liens générés par le rattachement au royaume de France, la ville apparaissant désormais comme « le centre naturel de l'influence monarchique » (Wolff 1974 : 176). La faculté de droit surtout, – celle de théologie connaissant un relatif échec et celle des Arts jouissant d'un prestige plus limité²²⁰ –, va jouer un grand rôle dans ce domaine. Ainsi, « c'est, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, la réussite d'une université de juristes qui va donner à la monarchie française ses premiers grands « légistes » autour de Philippe le Bel : Pierre Flotte, Guillaume de Nogaret, Pierre de Belleperche. Paradoxalement, ces Méridionaux seront parmi les grands artisans de l'unité française » (Le Goff 1998 : 364)²²¹. Les enseignements dispensés par cette université ont également des retombées locales car c'est « le passage obligé de nombreux praticiens, qu'ils soient au service des seigneurs en tant que « bayles » ou juges, ou installés à leur compte comme les nombreux notaires qui officient à

²¹⁹ Originaire de Cahors, le pape Jean XXII est par exemple un ancien étudiant de Toulouse (Wolff 1974 : 132).

²²⁰ La médecine n'en était pas absente, elle ne formait toutefois pas une faculté comme à Montpellier.

²²¹ Ensuite, c'est Orléans qui « prend le relais de Toulouse comme fournisseur de juristes royaux » (Le Goff 1998 : 364).

Toulouse pour une clientèle aussi bien urbaine que rurale : ils sont environ cent cinquante en 1335 » (Taillefer 2002 : 95). S'instaure alors une concurrence, un véritable « conflit des droits », entre le droit romain diffusé par les enseignements de l'université et un « droit proprement toulousain » qui répond « aux besoins nés de l'essor économique du XII^e siècle, aux situations juridiques de plus en plus variées et complexes qui en naissaient » (Wolff 1974 : 172). C'est à cette situation conflictuelle qu'est chargée de répondre la rédaction des « coutumes », en 1286. Mais celles-ci se révèlent être une « arme à double tranchant. Henri Gilles note avec beaucoup de perspicacité : « l'évolution, commencée depuis longtemps, avant même le rattachement de Toulouse à la couronne et contre laquelle la rédaction des coutumes apparaît comme une réaction de défense, ne sera nullement arrêtée par cette mise par écrit. Bien au contraire, il sera désormais plus facile d'écarter les règles coutumières qui n'avaient pas été retenues lors de la rédaction et de la promulgation ; il sera encore plus aisé d'interpréter restrictivement et de vider parfois de leur contenu celles qui avaient été maintenues. Cette évolution devait être fatale au droit toulousain » » (Le Goff 1998 : 367).

Bon gré mal gré, Toulouse accepte donc de rentrer dans le rang. Du reste, « au travers de la crise albigeoise, une part importante de la population toulousaine, du petit peuple en particulier, resta attachée à l'orthodoxie », et l'implantation des Ordres Mendians (1215) et de l'université (1229) a correspondu à leurs aspirations à « une religion plus vécue, plus intérieure » et à « un goût croissant pour l'instruction et la vie intellectuelle » ; ce qui amène Wolff à écrire que « les Toulousains ont fait leurs ces institutions qui leur avaient d'abord été imposées de l'extérieur » (Wolff 1974 : 136). Certains riches n'hésitent d'ailleurs pas à faire d'importants dons pour parrainer la construction des nouveaux édifices. « Le P. Vicaire a étudié avec précision le financement des agrandissements du couvent des jacobins à Toulouse en trois campagnes, 1224-1234, 1242-1254 et d'environ 1275 à environ 1340. La première phase, si elle bénéficie du don du terrain par « le plus grand capitaliste » de Toulouse, Ponce de Capdenier, un « nouveau riche »²²², capitoul à trois reprises, habitant d'un hôtel de pierre avec tour et chapelle, est essentiellement financée par la mendicité, la deuxième par les

²²² Mundy le qualifie de « Crésus toulousain ».

notables et les puissants laïcs de la ville, la troisième par un ensemble de personnalités de premier plan y compris des ecclésiastiques. La surface couverte est énorme, les bâtiments considérables, l'église est un chef d'œuvre artistique. Les Jacobins de Toulouse sont désormais « totalement inséparables de la grande ville occitane » » (Le Goff 1998 : 230)²²³. Le couvent des Cordeliers a connu un mode de financement similaire, mais dans les deux cas, « il convenait pour les Frères, s'ils voulaient donner à leurs églises des proportions harmonieuses, de se libérer des règlements draconiens qui leur interdisaient de construire en hauteur. C'est ce qu'ils firent dans le dernier quart du XIII^e siècle » (Wolff 1974 : 141). Le style architectural des Jacobins allie pour Gérard Pradalié « l'élégance des bâtiments conventuels à la sévérité extérieure d'une église aux allures de forteresse, dont la haute masse semble surveiller la ville et proclamer la victoire définitive de l'orthodoxie » (Taillefer 2002 : 106).



Les Jacobins (Wolff 1974) et son pilier principal, appelé le « palmier » (Taillefer 2002 : 105).

²²³ Gérard Pradalié précise les modalités de ces dons : « tout se fait grâce à de nombreuses aumônes, petites ou grandes, à la générosité de riches donateurs, dont Raimond du Fauga, provincial des Dominicains puis évêque de Toulouse (1233-1270). S'y ajoutent, à partir de 1244, les dons des familles qui y reçoivent sépulture ».

La physionomie globale de la ville vient refléter l'efflorescence de ces diverses institutions, « le Bourg en particulier était transformé, jadis base hérétique, maintenant peuplé de couvents, d'écoles, de collèges et d'hôpitaux » (Wolff 1974 : 131). C'est donc également toute une nouvelle catégorie de personnes qui prend place dans le paysage urbain, puisqu'« on estime à un millier environ la population ecclésiastique à la fin du XIV^e siècle », compte qui recoupe en partie celui de la population universitaire (Taillefer 2002 : 100)²²⁴. En effet, il n'existe de séparation bien nette entre les deux institutions. D'ailleurs, « l'Université ne possédait pas de locaux propres. Les assemblées générales se tenaient au cloître des Frères Mineurs, ou en celui des Frères Prêcheurs, ou encore en l'église de la Daurade. Les églises Saint-Jacques et du Taur étaient utilisées pour les examens » (Wolff 1974 : 134). Certains étudiants sont logés dans les collèges, financés par des dons de bourgeois ou d'ecclésiastiques²²⁵. Ces logements ne concernent toutefois qu'une minorité d'entre eux, laissant les autres à leur propre sort. Cela les conduit même parfois à trouver refuge à l'hôpital, comme en témoigne une lettre du pape Innocent IV adressée aux maîtres de l'université : « veillez donc sur les écoliers pauvres, qui poussés par le désir de s'instruire viennent loin de leur pays se livrer à Toulouse aux veilles et aux travaux scholastiques. Prenez les mesures nécessaires pour qu'ils trouvent un logement et un traitement charitable dans les hospices construits hors des murs de la ville pour les nécessités des indigents » (Frexinos 2001 : 28). Les problèmes actuels du logement des étudiants ne sont ainsi pas une nouveauté.

²²⁴ « A la même époque, le nombre de maîtres et d'étudiants pourraient atteindre les deux milliers, soit le dixième de la population totale » ; « nombre de ses membres ne sont pas toulousains mais originaires de régions voisines (Bigorre, comté de Foix, Albigeois) et de tout le Midi, à l'exception d'un petit nombre d'étrangers, catalans surtout » (Taillefer 2002 : 100).

²²⁵ Ainsi, « dès 1243, un bourgeois toulousain, Vidal Gautier, léguait par testament un terrain voisin de l'église Saint-Pierre des Cuisines, et des fonds pour y construire une maison et y entretenir 20 écoliers. Après 1280, une fondation des Capdenier était érigée en collège pour des Cisterciens étudiants la théologie : c'était le collège Saint-Bernard (...). Vers 1287, de même, l'abbé de Moissac organisait le séjour de treize Clunisiens (...). C'est au XIV^e siècle que se multiplieront ces collèges, surtout en ce Bourg qu'ils achèveront de transformer en « quartier latin » de Toulouse » (Wolff 1974 : 134). En ce qui concerne les dons d'ecclésiastiques, « l'université tira grand profit d'avoir compté parmi ses écoliers de futurs papes et cardinaux. Parvenus au faite des honneurs, plusieurs de ceux-ci puisèrent dans les fonds de la Chrétienté pour doter leur ancienne Université de nouveaux collèges. Ainsi, en 1359, le pape Innocent VI fonda le collège Saint-Martial pour 40 étudiants (...), en 1360, le cardinal Hélie de Talleyrand-Périgord investit près de 20 000 livres tournois dans la création du collège Saint-Front de Périgord destiné à 20 étudiants », etc. (Wolff 1974 : 212-213).

Hospitalisation de la pauvreté et investissements mutualisés de la richesse

Au Moyen Age, les hôpitaux sont au cœur de l'économie du don. L'exemple des étudiants nous montre que leurs fonctions sont alors plus larges qu'aujourd'hui. Ils ont en outre une signification sociale différente, puisqu'à travers eux s'organisent tout un pan de la relation qu'entretient la société médiévale à la pauvreté et à l'hospitalité. Jacques Frexinos, dans *Les hôpitaux de Toulouse, Mille ans d'histoires* (2001), expose les conditions d'émergence de cette institution. « Dans le contexte d'une réforme du chapitre cathédral, la règle de saint Augustin fut introduite à Saint-Sernin et les dons qui affluèrent permirent d'ouvrir vers 1080 un hôpital pour les pauvres. Il allait devenir l'Hôpital Saint-Raymond, un des tout premiers hôpitaux toulousains. Situé à coté de Saint-Sernin, il fut fondé par Raymond Gairart qui en fut le premier aumônier, assurant également la maîtrise d'œuvre de la future basilique. Ce chanoine, entré dans les ordres après son veuvage, faisait partie des frères pontifes, association manifestant son esprit d'assistance par la construction de ponts. Et les revenus de ces chantiers étaient destinés aux pauvres de l'hôpital » (Frexinos 2001 : 22). Dès ses débuts, en lien avec les pèlerinages, l'essor médiéval va progressivement accroître les besoins en matière d'hébergement temporaire²²⁶. Aussi en 1130, sur la rive gauche de la Garonne, la construction du futur hôpital Saint-Jacques est entreprise. « Cet hôpital répondait à la nécessaire augmentation des capacités d'accueil pour les malades et les pèlerins qui arrivaient par la route d'Auch. Le réseau toulousain des hôpitaux et des léproseries était déjà très dense à cette époque, puisqu'on pouvait compter une dizaine d'hôpitaux, auxquels s'ajoutèrent à la fin de ce siècle quatre léproseries », situées près des portes de la ville (Frexinos 2001 : 23).

Ce développement des services hospitaliers révèle aussi une transformation anthropologique d'une immense portée quant à la relation à autrui et au corps. Ivan Illich, dans un article intitulé « L'origine chrétienne des services », montre bien comment « la grande mutation (...) touchant la pratique de la charité en rapport avec l'hospitalité se produit au XII^e siècle. Née de la pitié, la miséricorde se transforme en compassion. Le désir de partager les souffrances physiques du Seigneur crucifié actualisées chez le malade conduit à créer les premiers hôpitaux

²²⁶ Les pèlerins pouvaient également recourir aux services de l'hôtellerie, vers 1450, « au moins 5 à 600 lits » (Wolff 1974 : 193).

– au sens strict – de l’Eglise occidentale » (Illich 2004 : 29). A partir de « la fin du XI^e siècle, pour la première fois dans l’histoire, les malades reçurent un statut et une place en tant que classe au sein de la cité. Loin d’être chassés, ils furent confinés, et cet enfermement se fit par le truchement de l’hôpital. Dans l’atmosphère de cette compassion miséricordieuse, la maladie et la douleur pouvaient être interprétées comme une vocation, une vocation des personnes affectées et pour ceux qui les servaient. Bientôt, cependant, l’hospitalisation devint l’expression sociale d’une nouvelle façon de concevoir et de percevoir le corps humain comme un objet de services » (Illich 2004 : 12)²²⁷. Une telle institutionnalisation de la compassion en des lieux spécifiques où sont prodigués des soins amène Illich à affirmer sans ambages que « l’hospitalisation est l’inversion radicale de l’hospitalité » (Illich 2004 : 11)²²⁸.

Cette période marque ainsi un tournant dans la relation à la pauvreté. Bronislaw Geremek en retrace la généalogie dans *La potence ou la pitié* (1987)²²⁹. Il souligne combien « l’existence des pauvres oscille entre deux espaces : l’hôpital-asile et les rues de la ville » (Geremek 1987 : 61). Les habits et la maladie sont pour eux autant de savoir-faire professionnels dans la pratique de la mendicité (Geremek 1987 : 66). Celle-ci se codifie progressivement, « l’aumône est explicitement présentée, à la fois comme un échange et un contrat : le mendiant qui reçoit une aide sous forme de biens matériels est tenu de prier pour son bienfaiteur. Cette conception de la bienfaisance n’est pas formulée expressément avant le XII^e siècle » (Geremek 1987 : 65). Après s’être appuyé sur la pauvreté pour conquérir les âmes et les villes, comme nous l’avons vu pendant l’Antiquité tardive, le christianisme « remanie entièrement son idéologie sociale, en l’adaptant à la nouvelle situation dans laquelle il faut sanctionner les structures de domination », et, « tout en exaltant la misère, cette doctrine ne change rien au fait que, socialement, le pauvre n’est pas traité comme sujet mais comme objet de la collectivité chrétienne » (Geremek 1987 : 31). Mais avec l’essor urbain médiéval, les structures de la domination se modifient, et le couple *potens-pauper* perd en

²²⁷ Illich se livre à une éclairante analyse des transformations de la représentation de Jésus crucifié : avec le XII^e siècle, « le corps devient plus important encore que la croix », il est dorénavant presque toujours dénudé, ses membres sont gangreneux, déformés (Illich 2004 : 38).

²²⁸ Voir également Foucault, notamment dans *Les machines à guérir* (Mardaga).

²²⁹ Voir aussi Michel Mollat, *Les pauvres au Moyen Age* (1978).

pertinence car, de la même manière que le riche voit sa puissance se monétariser, le pauvre occupe une place différente dans la géométrie sociale.

« Dans la conscience des gens du Moyen Age, l'idée de « pauvre » revêt différentes significations, mais son évolution dénote une tendance à restreindre, progressivement son ampleur sémantique. Si, au début, ce terme semble désigner tous ceux qui n'appartiennent pas à l'élite privilégiée de la société féodale, son sens, peu à peu, devient de plus en plus limité pour n'englober enfin que ceux qui subsistent uniquement grâce aux aumônes ou à l'assistance sociale » (Geremek 1987 : 71). Cela n'empêche nullement la misère réelle, face à laquelle ces dernières se montrent finalement assez inefficaces²³⁰, de se propager avec l'urbanisation. En effet, comme le rappelle Geremek, en ville la misère prend « des formes particulièrement brutales parce que l'alimentation dépend des moyens qu'on possède pour acquérir des vivres » (Geremek 1987 : 95). En outre, l'exiguïté des espaces publics et la relative absence de ségrégation dans la topographie de l'habitat rend cette misère plus criante. Même s'il existe des quartiers aisés et d'autres populeux, cela n'empêche pas « l'une des six plus grosses fortunes de la ville » de Toulouse de résider rue Pargaminières, majoritairement habitée par des pauvres (Wolff 1974 : 195)²³¹. Avec les hôpitaux, une forme de ségrégation urbaine est inaugurée, et la pauvreté, telle qu'elle commence à être perçue au Bas Moyen Age, va demeurer un trait persistant de l'histoire toulousaine²³².

Si les riches, ou en tout cas ceux disposant d'un peu d'argent disponible, peuvent investir leurs capitaux dans la bienfaisance afin d'en tirer quelques profits pour leur salut personnel, un autre placement s'avère judicieux pour qui désire obtenir une plus-value sur un plan strictement monétaire : l'achat d'une part de la société des moulins. Celle-ci constitue en effet une assez forte originalité de l'histoire

²³⁰ « Les démunis doivent surtout compter sur l'aide organisée dans le cadre d'une solidarité spontanée » : entre voisins ou avec la parentèle (Geremek 1987 : 95).

²³¹ « Le magasin, le dépôt de vente, le service comptable étaient incorporés à la maison bourgeoise, ce qui interdisait la répartition en quartiers séparés du personnel employé à ces divers services » semble se féliciter Mumford (1964 : 362) (voir aussi Heers (1990 : 262-265)). Toutefois, celui-ci poursuit son propos par un éloge hygiéniste des hôpitaux (Mumford 1964 : 376) ; voir critique par Choay (2006 : 82).

²³² Un problème toujours d'actualité car la mendicité perdure : les « zonards » et leurs chiens comme gueux postmodernes d'un monde dont la charité est absente, et à laquelle s'est substituée la « prise en charge ».

économique de Toulouse, originalité que la thèse de Germain Sicard (1953) a bien mise en évidence. Intitulée *Aux origines des sociétés anonymes, Les moulins de Toulouse au Moyen Age*, cette thèse s'attache à y déceler les traits d'une inattendue modernité. En effet, dans l'exploitation des moulins, « les Toulousains se révèlent capables d'édifier par des perfectionnements progressifs des institutions originales et durables, alors qu'une étude générale a pu mettre en relief le rôle économique limité, et presque médiocre, de la ville »²³³ (Sicard 1953 : 357). La présence de moulins doit évidemment beaucoup au site de Toulouse, au bord de la Garonne et à un niveau où son débit est encore important. Cette présence est très ancienne puisque la loi des Wisigoths les mentionne (Sicard 1953 : 37). Mais c'est avec la croissance démographique médiévale qu'ils vont se multiplier, parce que « leur installation est, en effet, en rapports étroits avec la demande de farine, donc, avec l'augmentation de la population » (Sicard 1953 : 35). « Quoique ne différant pas essentiellement des autres engins du même genre », les moulins toulousains sont remarquables en ce qu'ils « dépassent nettement ceux-ci par leur puissance et la hardiesse de leurs chaussées » précise Sicard (1953 : 51), puissance qui, plus tard, a impressionné le Pantagruel de Rabelais, par exemple (Sicard 1953 : 9).

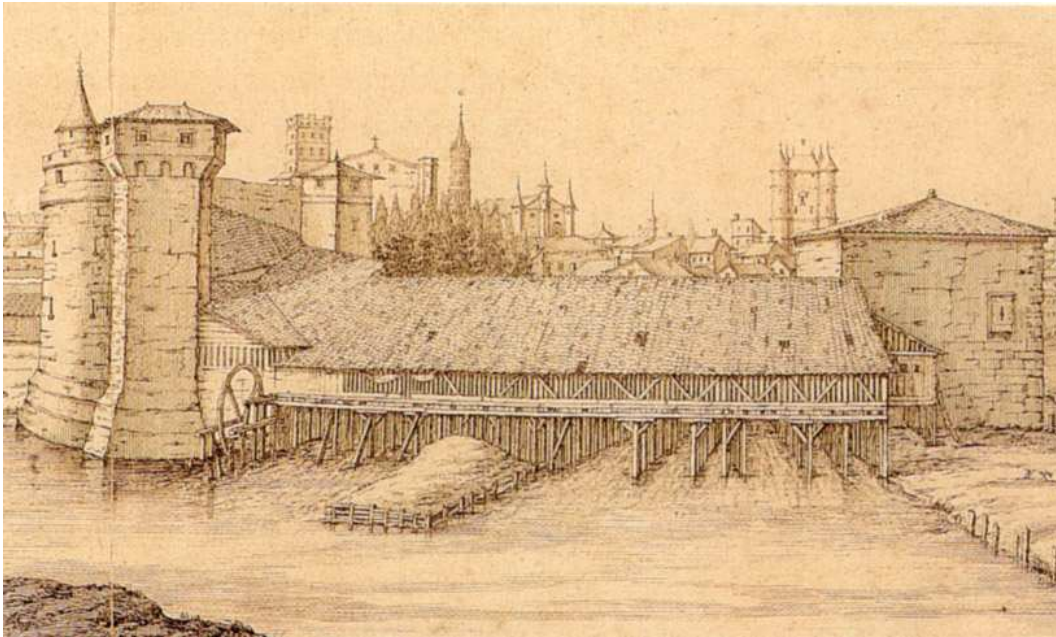
Utilisant une technique plutôt rudimentaire, le développement de ces moulins s'inscrit néanmoins dans *La révolution industrielle du Moyen Age* décrite par Gimpel (2002), selon qui, « les XI^e, XII^e et XIII^e ont créé une technologie sur laquelle la révolution industrielle s'est appuyée pour prendre son essor » (Gimpel 2002 : 9)²³⁴. Il rejoint les analyses de White qui, pour sa part, souligne qu'il s'agit là d'une « période décisive de l'histoire de l'exploration et de l'application des forces de la nature au profit de l'homme » (White 1969 : 103) ; « on commençait alors à concevoir le cosmos comme un immense réservoir d'énergie que l'on pouvait capter et utiliser pour les inventions de l'homme » (White 1969 : 137). Cette évolution s'articule sur un temps long²³⁵, notamment dans le cas des moulins. White note que « pour l'esprit moderne, qui accepte la technologie du machinisme comme un axiome, cet écart de mille ans entre

²³³ Germain Sicard fait ici référence à la thèse de Philippe Wolff (1954).

²³⁴ Selon Coppolani, « la meunerie aurait mérité au Moyen Age le nom d' « industrie pilote » », (1963 : 186).

²³⁵ Cet « énergétisme » est sans doute inauguré par « l'idéologie de l'effort producteur » de l'époque carolingienne et de ses défrichements (Le Goff 1999 : 117).

l'apparition du premier moulin hydraulique et son application à grande échelle semble incompréhensible ; cependant, pendant ces mille ans, la force hydraulique se répandit, ses moyens d'action furent peu à peu intensifiés et perfectionnés » (White 1969 : 106)²³⁶. Quand l'urbanisation médiévale a nécessité davantage d'énergie, le réservoir inépuisable des cours d'eau avait été suffisamment apprivoisé pour se livrer en tant que ressource : « le fleuve se présentait à qui voulait l'utiliser comme une réserve presque illimitée de force motrice » (Sicard 1953 : 33).



Le moulin de la chaussée du Bazacle (Frexinos 2001 : 25)²³⁷.

L'essor économique du XII^e siècle a vite conféré aux moulins un rôle stratégique et capital. C'est alors que ces ouvrages ont dévoilé la puissance qu'ils recelaient, mais que le contexte humain n'avait pas eu jusqu'alors besoin d'exprimer pleinement²³⁸. Jean Gimpel se livre à un fructueux anachronisme pour nous aider à comprendre leur rôle décisif en affirmant qu'« au Moyen Age, l'énergie hydraulique avait l'importance du pétrole au XX^e siècle » (Gimpel 2002 : 10). Le mot 'usine' a d'ailleurs longtemps servi à désigner « les établissements de production utilisant les machines hydrauliques », d'abord les moulins et ensuite

²³⁶ Voir les articles de Marc Bloch « Avènement et conquête du moulin à eau » (*Annales*, 1935), et de B. Gille, « Le moulin à eau : une révolution technique médiévale » (*Techniques et civilisations*, 1954).

²³⁷ Détail de la *Vue particulière de Toulouse* (1642), de François Collignon.

²³⁸ C'est pourquoi, en un sens, toute invention apparaît comme une découverte.

les grosses forges (Rey 2004, 3 : 3977), ce qui montre bien comment ils font figure d'ancêtre de la grande industrie²³⁹. La comparaison peut être poursuivie quant aux moyens nécessaires pour leur mises en places respectives. Les investissements sont tels que leur mutualisation est quasiment une nécessité. C'est ce qui a conduit les Toulousains à créer une société : « si lourd est l'effort d'installation, puis (en raison des crues du fleuve) d'entretien de ces moulins, que les propriétaires doivent se grouper en association de 'pariers'. Ce système du pariage, la société féodale en offrait des modèles conçus pour l'exploitation commune d'un fief, mais un esprit très neuf, capitaliste déjà, se fait jour ici » (Wolff 1974 : 74). Comme le confirme Germain Sicard, l'indivision des moulins de Toulouse n'est pas un phénomène exceptionnel, c'est même un « phénomène précoce et très répandu » (Sicard 1953 : 165). D'une façon surprenante, leur organisation juridique présente cependant de nombreuses analogies avec les pratiques capitalistes génoises et vénitiennes, sans qu'il y ait eu d'influence : « la division des moulins en part, à des époques reculées et dans des régions retirées, nous amène à voir dans ce phénomène le résultat d'une simple évolution en vase clos, et non l'imitation d'une technique étrangère » (Sicard 1953 : 172). Les Toulousains ne constituent pas une avant-garde en la matière, ils suivent un mouvement général à toute l'Europe occidentale qui voit la monétarisation transformer la manière de réaliser des affaires. « Les capitaux de la bourgeoisie toulousaine, souvent acquis par le négoce ou la banque, s'orientent vers la propriété foncière. Il est probable que l'acquisition d'une part de moulin paraissait un bon placement et un moyen d'assurer le ravitaillement familial (les bénéfices sont distribués en grain) », « l'exploitation des moulins revêtait donc, au moins partiellement, un caractère capitaliste. Cela ne doit pas surprendre : on trouve très tôt, surtout en Italie et en Flandre, des secteurs économiques capitalistes » (Sicard 1953 : 155).

Ce qui, en revanche, peut sembler surprenant, c'est qu'une telle association apparaisse dans le contexte toulousain, peu en avance, comme nous l'avons noté, dans l'art de manier les lettres de change, par exemple. En fait, « les pariers jouissent d'une assez grande liberté. Les liens féodaux ne les gênent guère » ; ceux-ci, « quoiqu'occupant une « position-clé » de l'économie toulousaine sont

²³⁹ En anglais, le terme *mill* (moulin) désigne l'usine (Bairoch 1985 : 333).

contrôlés, et non dominés par les autorités locales. Bon nombre de capitouls et d'officiers du roi comptèrent, il est vrai, parmi les pariers, ce qui était de nature à renforcer indirectement le contrôle. Soit timidité, soit sagesse, les pariers semblent n'avoir guère abusé de l'autonomie qui leur était laissée et purent la conserver à peu près intacte » (Sicard 1953 : 142). La domination exercée par les détenteurs de parts de la société des moulins est donc tempérée en amont par les liens avec les autorités locales. Elle l'est aussi en aval, car ces copropriétaires ne se montrent pas trop durs avec les employés de leurs moulins. Sicard indique qu'« en face des pariers, qui sont des Toulousains riches et puissants, les meuniers sont visiblement dans une situation subalterne : l'absence d'organisation corporative suffit à le montrer. Les relations entre employeurs et meuniers ne sont pas sans rappeler celles du patron et de l'ouvrier dans l'économie « libérale » moderne ». Toutefois, « il n'est pas sûr que les pariers de Toulouse aient fait preuve de l'indifférence avide des capitalistes italiens de la fin du Moyen âge » (Cf. Renouard), « la condition des meuniers paraît plus voisine de celle des artisans que de celles des « manouvriers » » (Sicard 1953 : 199)²⁴⁰.

Au fil du temps, le contrôle des copropriétaires sur leur société se fait plus indirect, leurs représentants prenant petit à petit davantage de poids dans sa gestion. Germain Sicard décrit bien comment « une évolution assez lente et régulière des pouvoirs des représentants des pariers se produit au cours des deux derniers siècles du moyen âge », évolution qui n'est pas « sans affaiblir peu à peu ceux des pariers ». Ces représentants « ont donc tendance à oublier leur caractère primitif de mandataires. Cette prépondérance, lentement acquise, ne rappelle-t-elle pas celle, souvent critiquée, des administrateurs des sociétés anonymes actuelles ? » s'interroge Germain Sicard dans son évaluation de la modernité des modes de fonctionnement de la société des moulins (1953 : 214). Pour autant, cette société n'échappe pas complètement au contexte économique et social toulousain. Si « le glissement de l'exploitation artisanale à l'exploitation capitaliste, commencé dès avant le XII^e siècle, est achevé à la fin du XIV^e siècle », « le caractère capitaliste de l'exploitation est lui-même nuancé de traits locaux ». En effet, « s'il n'y a pas eu de tendance très marquée à la concentration, si les moulins sont restés la propriété de nombreux pariers, il faut voir là sans

²⁴⁰ Les meuniers n'étaient pas forcément des prolétaires (Sicard 1953 : 197).

doute une conséquence de l'absence à Toulouse de très grosses fortunes ; la répartition en nature des bénéfices n'est pas non plus pour inciter à la concentration des parts » commente Germain Sicard. Il ajoute qu'« aucun capitaine d'industrie » n'a semblé « dépasser nettement ses associés par sa richesse ou son influence », ce qui témoigne du « caractère modéré du capitalisme toulousain » (Sicard 1953 : 282).

Les transactions de parts de moulins n'en sont pas moins assez fréquentes et constituent un bon indicateur de la vie économique toulousaine : à la fois des périodes de disette, car c'est alors une valeur refuge, et de celles de prospérité, qui provoquent une hausse des prix liée à l'accroissement démographique, « les bénéfices distribués étant fonction des quantités écrasées » (Sicard 1953 : 251). La valeur des parts, appelées 'uchaux', fluctue proportionnellement à la conjoncture, et « les acheteurs éventuels supportent aussi les profits qu'ils peuvent obtenir, en appuyant leurs prévisions sur les données du passé récent » (Sicard 1953 : 249). Cela a un effet rétroactif sur la valeur de ces parts. De la sorte, « le cours des uchaux dépend des profits que les possesseurs peuvent espérer en tirer », « on peut songer à rapprocher ce phénomène des mécanismes boursiers actuels. Pour les uchaux, les réactions sont certes beaucoup plus lentes, mais l'analogie des situations n'est pas moins à noter », il est ainsi « possible d'établir une sorte de cours de leur valeur, et d'étudier, à partir des variations, l'évolution de l'économie toulousaine. Ce sont là des traits d'une incontestable « modernité » » (Sicard 1953 : 254). Cependant, « les manœuvres de spéculation, au sens étroit du terme, c'est-à-dire d'utilisation systématique des variations de cours dans le temps ne paraissent guère connues. Les conditions nécessaires à de tels agissements étaient toutefois réunies : variations, parfois brusques, du prix des parts, fréquence relative des transactions » (Sicard 1953 : 281).

Sans être purement spéculative, la relation du propriétaire d'une part de moulins avec son bien accuse un degré d'abstraction assez élevé. « L'étude de la participation des pariers aux profits et aux dépenses de la société montre que leur rôle est en quelque sorte passif : ils viennent percevoir les profits qui leur sont attribués par les administrateurs et doivent contribuer aux dépenses dans les conditions que fixent ces derniers. Par là, les pariers toulousains, bien que se

disant copropriétaires des moulins, se rapprochent des actionnaires actuels » (Sicard 1953 : 267). Les parts de la société des moulins sont d'abord détenues par ce que l'on pourrait qualifier de petit actionariat, « l'impression générale est qu'une classe moyenne nombreuse et aisée possède la plupart des uchaux »²⁴¹, cette prépondérance de la classe moyenne disparaît ensuite à la fin du XIV^e siècle (Sicard 1953 : 278). Le processus de hiérarchisation sociale par l'argent décrit plus haut s'exprime à travers les modifications qui interviennent dans la structure de l'actionariat. L'« examen de la répartition professionnelle des pariers nous conduit ainsi à deux résultats intéressants : la séparation entre l'élément travail et l'élément capital, qui commence à se manifester très tôt (dès la fin du XII^e siècle), paraît s'être achevée rapidement en ce qui concerne les moulins à blé » ; « on observe une sorte de renouvellement social : les artisans du textile cèdent la place aux manieurs d'argent, aux « épiciers » et aux ecclésiastiques » (Sicard 1953 : 277) ; « trait immuable cependant, (...) les gens de justices étaient assez nombreux »²⁴² (Sicard 1953 : 275). Ce changement des professions dominantes parmi les sociétaires des moulins traduit bien les transformations sociales qui affectent la société toulousaine au fur et à mesure qu'elle s'urbanise et se monétarise pendant les temps médiévaux.

La Garonne, baromètre des échanges

L'histoire des moulins est révélatrice de l'évolution de la relation au fleuve. Celui-ci devient ainsi un enjeu de plus en plus important avec le développement des échanges économiques. Les soixante moulins à nef (flottants) que comptait Toulouse au XII^e siècle sont remplacés par quarante-trois moulins construits sur la terre ferme et répartis sur trois sites (Château-Narbonnais, Daurade et Bazacle), du fait notamment de l'augmentation de la circulation sur la Garonne (Sicard 1953 : 37)²⁴³. La concurrence entre ces usages montre la multiplicité des ressources offertes par le cours d'eau : moyen de transport et réservoir d'énergie. L'énergie

²⁴¹ « Nombre de pariers des moulins sont des artisans : bouchers, charpentiers, maçons, hôteliers, fabricants de peignes, de chaussures » (Sicard 1953 : 275).

²⁴² « Ce terme générique groupe plusieurs professions : notaires surtout, sergents, officiers de justice du roi et même professeurs de droit » (Sicard 1953 : 275).

²⁴³ Les moulins à nef comportaient de nombreux inconvénients : ils étaient sans doute moins efficace que les moulins « terriers », et Germain Sicard signale qu'ils « se plaçaient à l'endroit où le courant était le plus rapide et c'est également là que désiraient généralement passer les gabares », aussi les collisions se faisaient plus fréquentes, engendrant de nombreuses contestations (Sicard 1953 : 39).

fluviale était de nature, via les moulins et le blé transformé en farine, à engendrer un autre moyen de transport, l'argent. Il est significatif que Germain Sicard conclue son étude sur la similitude entre la société toulousaine des moulins et « cet autre type d'exploitation indivise d'un bien qu'est la copropriété des navires » (Sicard 1953 : 361). En effet, l'une et l'autre vont trouver l'occasion de générer des liquidités grâce à l'eau qui circule ou qui permet de circuler. Simmel, remarque qu'il est « très caractéristique que l'argent qui circule s'appelle argent liquide : tel un liquide, il n'a pas de limites intérieures, et quant à ses limites extérieures, il les reçoit de n'importe quel moule solide qui vient s'offrir à lui » (Simmel 1999 : 638). La ville, notamment grâce à ses routes et à ses ponts²⁴⁴, est un de ces moules, et les liquides qui la traversent lui confèrent cette indifférence propre à lui permettre d'échanger. La Garonne, c'est pour Toulouse l'ouverture au monde. Mais c'est « d'abord un obstacle qu'il faut franchir. La ville vit, la ville agit, la ville existe quand au moins un pont rompt son isolement. La construction des ponts sera une des grandes affaires de la ville médiévale » (Le Goff 1998 : 208). Le pont particularise le fait urbain. Le géographe Jean Coppolani cite ainsi judicieusement Heidegger en exergue de son ouvrage sur *Les ponts de Toulouse* (1992) : « ce n'est pas le pont qui d'abord prend place en un lieu pour s'y tenir, mais c'est à partir du pont lui-même que naît un lieu », écrit Heidegger. Le site fluvial de Toulouse fait de ses ponts des centres de gravité de son urbanité, des liens qui sont sa raison d'être en tant que ville.

Le nombre de ponts en dit long sur la quantité et la qualité des échanges qui irriguent les territoires urbains. L'existence même de Toulouse est, comme nous l'avons vu, en partie redevable à l'existence d'un passage possible par le gué naturel du Bazacle, utilisé dès les premiers peuplements. La fondation de la ville par les Romains s'accompagne de la construction d'un aqueduc transportant l'eau de la rive gauche vers la rive droite, aqueduc qui servait vraisemblablement aussi de pont. Celui-ci allait sans doute devenir ce que les Toulousains du Moyen Age ont appelé par la suite le Pont-Vieux (Coppolani 1992 : 14-19). La croissance médiévale a probablement dû exiger l'édification d'un nouveau pont, car alors, du fait d'un trafic plus important, « les gués du Bazacle et de la Daurade, le Pont-

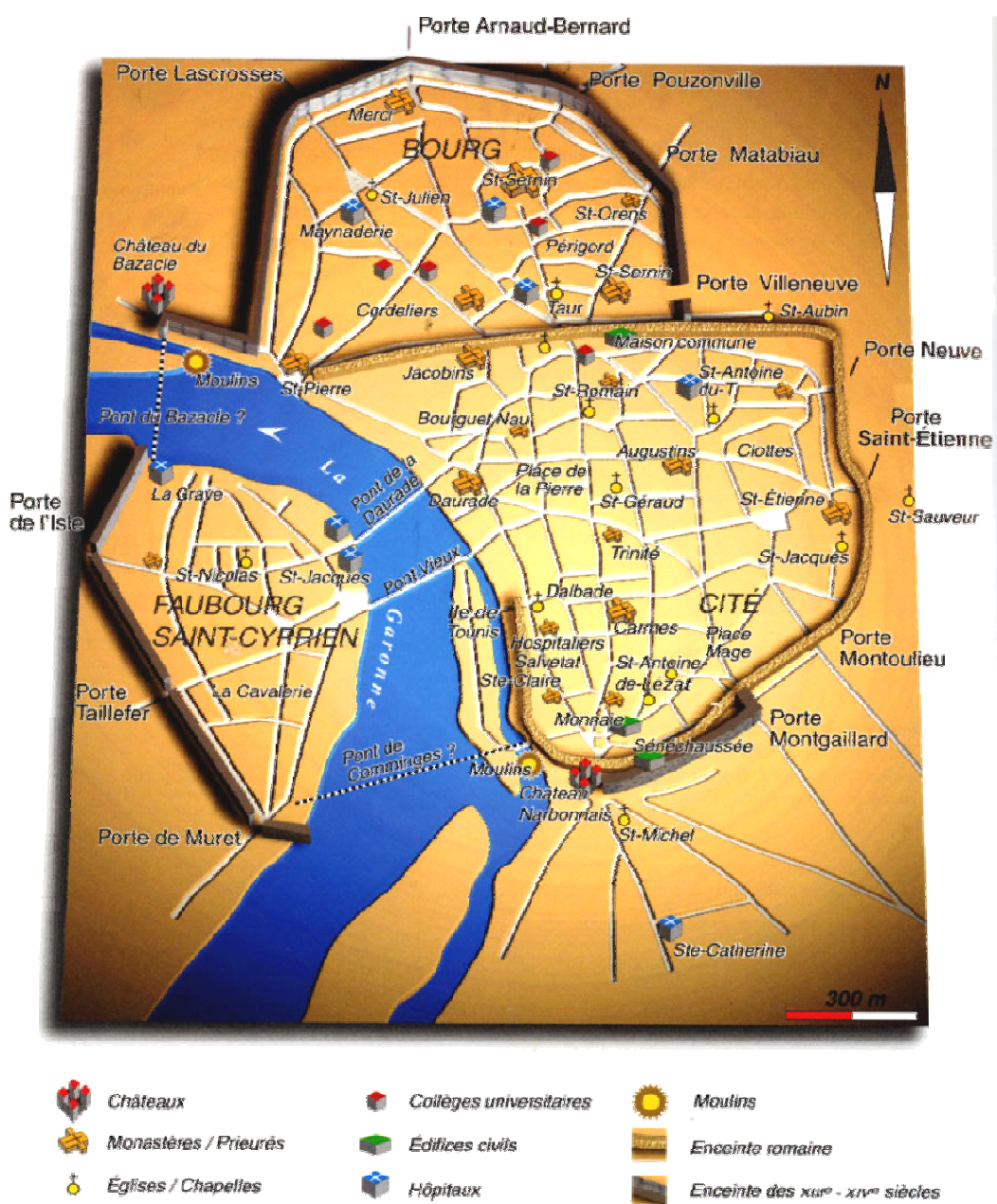
²⁴⁴ La construction des ponts, prolongeant physiquement et conceptuellement celles des routes, est, comme le montre Simmel, une prestation humaine qui permet de « coaguler le mouvement par une structure solide qui sort d'elle » (Simmel 1988 : 162).

Vieux qui continue à rendre des services, ne suffisent plus. D'où la décision du comte Alfonse Jourdain, vers 1128, de doter Toulouse d'un pont neuf sous l'autorité et la responsabilité du prieur de la Daurade. L'emplacement choisi est celui d'un gué, à l'affleurement d'un banc de calcaire, pour faciliter sa construction. Il faudra pourtant un demi-siècle pour le terminer, puisqu'il ne semble être utilisé qu'à partir des années 1180. Mais son succès est immédiat » (Taillefer 2002 : 70). Ces points de passages sur la Garonne sont ensuite complétés au XIII^e siècle par deux autres ponts : l'un au niveau du Bazacle, et l'autre, plus long et plus au Sud, appelé pont de Comminges (Coppolani 1992 : 23-26). Mais avec la Peste Noire (1348), la guerre de cent ans, ainsi qu'une série de disettes (1374-1376), Toulouse voit sa population refluer, passant de 35 000 en 1335 à 22 500 en 1405, et nettement s'appauvrir (Wolff 1974 : 198-199)²⁴⁵.

Comme l'ensemble de l'Europe, Toulouse subit la crise du XIV^e siècle, et au début du XV^e siècle, « la situation pitoyable des ponts apparaît comme un symbole fort de cette dégradation » comme l'exprime François Bordes (2005 : 78). Alors qu'« au début du XIV^e, quatre ponts assuraient le passage si important sur la Garonne », « à la suite d'inondations répétées – ainsi en 1346, en 1382, en 1389 – il n'en restait plus qu'un à la fin de ce même siècle, le pont de la Daurade, et qui menaçait ruine. Il fut emporté à son tour en 1413, et l'on se satisfit d'une réparation provisoire. C'est seulement en 1427 qu'un véritable plan de restauration fut dressé. Mais son exécution fut entravée par les crues de novembre 1430, qui envahirent jusqu'à l'église Saint-Nicolas du quartier Saint-Cyprien, et par celles de 1437, qui détruisirent les moulins du Bazacle », relate Philippe Wolff (1974 : 192). A ce siècle de difficultés, qui se clôt par le grand incendie de 1463 brulant la majeure partie des maisons de la ville, va succéder une époque de grande prospérité, au bénéfice de la culture et de l'exportation du pastel. Cette reprise des échanges va se manifester par la construction de ce qui deviendra le Pont Neuf. La première pierre est posée en 1544, mais des ennuis techniques, et plus encore la fin de cette époque de richesse abondante, vont retarder la mise en

²⁴⁵ L'un des signes de cette « désolation » est la « réduction de l'espace habité, dont la manifestation la plus spectaculaire est la disparition de presque tous les faubourgs. Soit on les détruit, soit on les laisse à l'abandon, et les maisons religieuses, quand elles ne sombrent pas, se réfugient à l'abri des remparts » (Taillefer 2002 : 111). Cependant, comme l'écrit Pradalié, « on se gardera de trop noircir le tableau. Il y a encore des fortunes » bourgeoises ou ecclésiastiques, on continue à construire des hôtels et des collèges (Taillefer 2002 : 113).

fonction de l'ouvrage : « en 1560, seules quatre piles sont faites et le pont ne sera ouvert à la circulation qu'un siècle plus tard » (Wolff 1974 : 254). Ainsi, « après avoir disposé aux XIII^e et XIV^e siècles de quatre ponts sur la Garonne – autant qu'en 1914 ! –, Toulouse va devoir se contenter d'un seul de 1632 à 1840 » (Coppolani 1992 : 27). Celui-ci constituait un enjeu national car c'était « le dernier pont en aval permettant le franchissement de la Garonne, et cela jusqu'en 1821 où fut achevé le grand pont de Bordeaux » (Coppolani 1992 : 30). Le Pont Neuf restera pour Toulouse une remarquable trace de l'élargissement de l'horizon de ses territoires urbains de l'échange.



Cité, bourg et faubourg au Bas Moyen Age (Taillefer 2002).

- De la saga du pastel aux déséquilibres : Toulouse renaissante ?

Une réussite hissant Toulouse dans l'économie monde

Surnommé le « Siècle d'or »²⁴⁶, le XVI^e est pour Toulouse une période d'une rare intensité économique, la plaçant au cœur d'un vaste réseau d'échanges. La culture du pastel transforme les campagnes toulousaines en « pays de cocagne »²⁴⁷. Son commerce permet à un certain nombre de marchands de faire fortune et de se bâtir de somptueux hôtels particuliers : « enrichissement, société avide de prestige, expansion urbaine, Toulouse doit à la conjonction de ces trois phénomènes de s'être dotée d'une parure artistique qui n'est pas étrangère à son charme actuel » (Wolff 1974 : 247). Alors que la ville, « dans le cours entier de son histoire, fut essentiellement un marché agricole ; au XVI^e siècle elle a projeté cette fonction sur le plan international », et même si « à l'échelle européenne, elle restait une grande ville de deuxième classe », « le trafic pastellier avait changé Toulouse en une ville atlantique » affirme Gilles Caster, l'auteur d'une thèse remarquée sur ce commerce (1998 : 20)²⁴⁸. La ville parvient à s'insérer avec profit dans un contexte économique général à nouveau porteur, dont « la fenêtre atlantique » (Bairoch 1985 : 257) constitue dorénavant, à la faveur notamment des nouvelles voies maritimes, le centre de gravité. « Vers la fin du XV^e, dans une Europe qui se remet de ses longues épreuves, – conflit franco-anglais, guerre des deux Roses en Angleterre, anarchie castillane, troubles de l'Empire –, où la richesse s'étale à nouveau, la draperie de luxe se développe. Il y a une demande de pastel, dont quelques Toulousains ont su deviner l'exceptionnelle ampleur : leur perspicacité se traduit ainsi dans l'ascension de quelques familles » expliquent Bartolomé Bennassar et Bruno Tollon (Wolff 1974 : 225). Leurs réseaux d'affaires vont épouser ceux de l'économie monde européenne²⁴⁹ alors en pleine expansion, et Toulouse connaît alors une croissance démographique importante,

²⁴⁶ C'est le titre du chapitre consacré à cette période, rédigé par Tollon et Bennassar dans l'Histoire de Toulouse (Wolff 1974 : 223-270).

²⁴⁷ L'expression provient de la richesse générée par la vente des coques de pastel appelées « coquagnes ».

²⁴⁸ La thèse est intitulée *Le commerce du pastel et de l'épicerie à Toulouse de 1450 environ à 1561* (1962) ; j'utilise une version abrégée de cette thèse : *Les routes de cocagne* (1998).

²⁴⁹ Wallerstein voit même dans cette période la naissance proprement dite de l'économie monde. Cependant, je suis plutôt de l'avis de Lees et Hohenberg qui affirment : « nous pensons que le modèle réticulaire de relations urbaines peut également être appliqué à l'Europe médiévale. Il fut modifié par l'émergence d'une économie mondiale capitaliste, et non créé par elle, comme Wallerstein le prétend » (Hohenberg 1992 : 219).

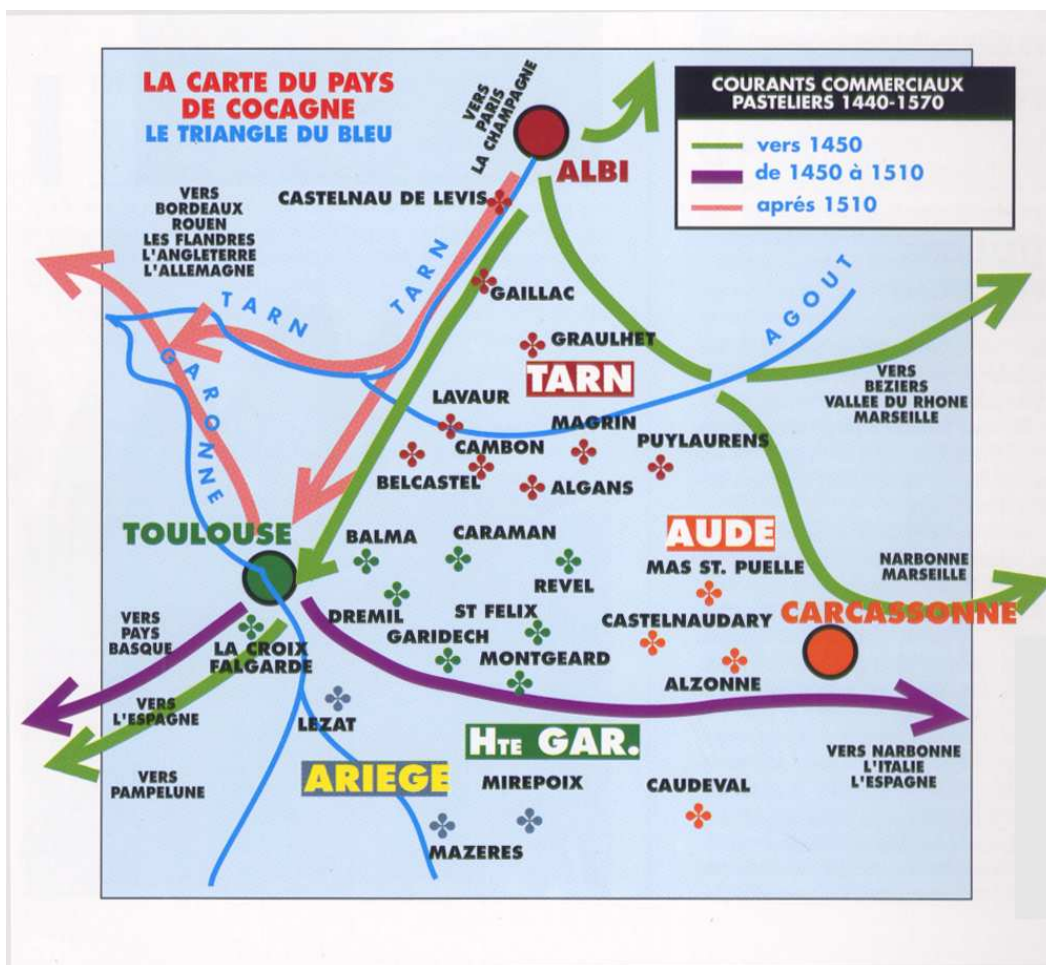
passant d'un peu plus de 20 000 personnes au début du XV^e siècle à environ 50 000 au milieu du XVI^e (Coppolani 1962 : 21). Cette croissance est à la mesure de la « nouvelle poussée de l'urbanisation », puisque « dès le début du XVI^e siècle l'Europe a retrouvé le sommet antérieur du niveau d'urbanisation et de population atteint vers 1340 avant la catastrophe des pestes noires » (Bairoch 1985 : 228)²⁵⁰. A Toulouse, ce sommet est même dépassé, il faut voir là un signe de l'impact du florissant commerce du pastel sur l'ensemble de l'économie urbaine locale.

Le développement des échanges marchands qui caractérise la fin du XV^e siècle européen y a d'abord concerné « les secteurs traditionnels de l'artisanat et du commerce : draperie, tannerie, meunerie, trafic des denrées alimentaires et des étoffes » ; ainsi que les secteurs du bâtiment et de la production agricole de la banlieue proche (gardiage), du fait de l'augmentation de la population (Taillefer 2002 : 115). L'économie toulousaine se laisse donc porter par la vague, mais c'est le pastel qui va lui donner une dimension internationale. Cultivée depuis le XIV^e siècle dans les campagnes environnantes, la plante tinctoriale trouve dans ces terroirs des conditions favorables, du fait de la richesse des sols, de pluies abondantes au printemps, et du nombre assez faible de jours de gelées (Wolff 1974 : 224). Cependant le Toulousain n'en est pas la seule région productrice, puisque celle-ci est également présente en Thuringe et en Picardie à la même époque, ce qui montre que ces conditions n'ont rien d'exceptionnelles. Aussi, Philippe Wolff s'interroge-t-il : « le pastel n'aurait-il pu s'acclimater ailleurs avec succès ? Sans doute faut-il faire place également aux conditions humaines de cette production : ici la comparaison s'impose avec les grands crus, résultat d'une longue patience, d'une soigneuse préparation des sols, de traditions peu à peu acquises par la main d'œuvre. C'est parce que les paysans du Lauragais ont su se plier à cette culture minutieuse comme un jardinage, que leur pastel a été au XVI^e siècle considéré comme le meilleur de tous » (Wolff 1974 : 225)²⁵¹. Toutefois, l'essor de cette production est surtout la conséquence de débouchés nouveaux, liés à un contexte de croissance économique qui suscite une demande élargie, en

²⁵⁰ « Si l'on compare le rythme de cette nouvelle poussée urbaine avec celle du Moyen Age, on constate une certaine similitude dans les taux de croissance de la population urbaine (...), mais une différence sensible dans la progression du taux d'urbanisation ; celui-ci, rappelons-le, n'avait que très peu progressé de 1000 à 1300 » (Bairoch 1985 : 229).

²⁵¹ La culture de pastel confère aux paysages concernés l'« aspect d'un jardin asiatique », selon Gilles Caster (1998 : 28).

particulier de textiles teints, la plante tinctoriale associée à d'autres permettant d'obtenir de nombreux coloris (verts, pourpres, violets). « Au XVI^e siècle, dans certaines régions, l'agriculture s'est détournée des labours pour s'orienter vers des productions spécialisées – fromages et tulipes hollandaises, ovins anglais et espagnols, vers à soie italiens, etc. Pourquoi ces choix ? En partie, au moins, parce que les bons prix céréaliers provoquaient l'élévation du niveau des rentes, augmentant ainsi la demande, en grande partie urbaine, pour les biens de luxe, y compris agricoles » (Hohenberg 1992 : 160). Ce contexte économique autorise certains territoires ruraux à abandonner les cultures vivrières pour se lancer dans des productions dont la viabilité n'était pas permise jusqu'alors.



La localisation de la culture de pastel aux alentours de Toulouse (Rufino 1990).

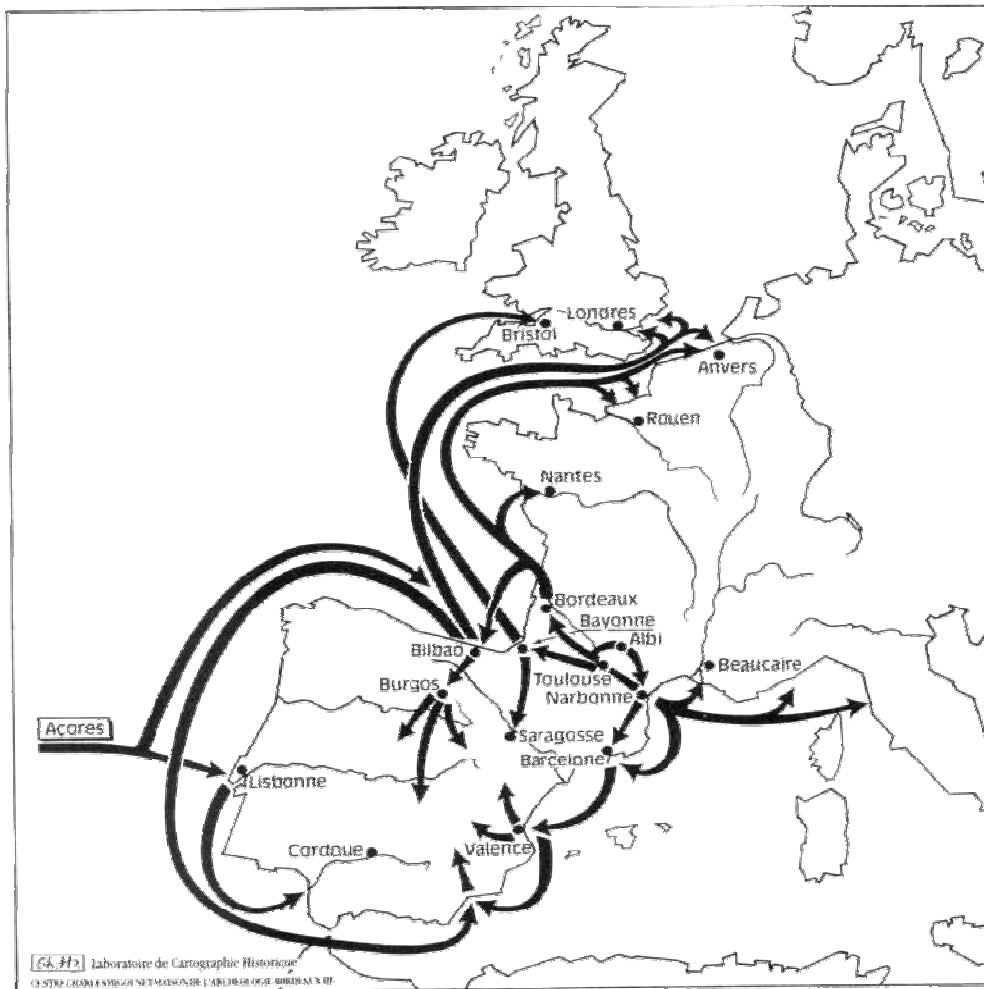
Si la réussite du commerce du pastel est le fruit de la demande urbaine, c'est également celle d'une offre constituée par la ville. C'est elle qui organise la production et lui découvre des débouchés. De la sorte, on peut constater que l'agriculture n'est pas intrinsèquement opposée au système réticulaire. Lees et Hohenberg montrent comment « une région, ayant pour vocation essentielle

l'agriculture », est en mesure de « développer son appareil urbain selon un processus presque opposé à celui décrit dans la théorie des lieux centraux. Un centre urbain sert alors soit de porte d'entrée, soit de lien avec un réseau plus large » (Hohenberg 1992 : 91). Ce type d'agriculture s'effectue ainsi pour et par la ville. Comme le résumait Bennassar et Tollon, « de toute façon, c'est à Toulouse, bien plus qu'au Lauragais lui-même, que le pastel apporte la fortune » (Wolff 1974 : 228). Ces campagnes sont depuis longtemps des territoires animés par la ville qui les domine économiquement et politiquement²⁵². Cependant, plus rares sont les moments où celles-ci deviennent à part entière des territoires urbains de l'échange. En effet, comme l'écrit Braudel qui cite à ce propos l'exemple du pastel toulousain, « l'argent urbain coule sans fin vers les campagnes. Pour s'y perdre à moitié quand il s'agit d'achat sous le signe de la promotion sociale ou du luxe. Mais parfois pour tout remuer et transformer, même si ce n'est pas pour aboutir, immédiatement, à une exploitation de type capitaliste parfait. Le coup de baguette magique est toujours le rattachement d'une production agricole à l'économie générale » (Braudel 1979, 2 : 229). Dans ce cas, « une terre aussi particulière peut jouer le rôle d'une banque ! », affirme Braudel (1979, 2 : 217). Néanmoins, de nombreux réquisits sont nécessaires à la mise en place de ce type d'usage urbain de l'agriculture. « Pour qu'un régime capitaliste de gestion et de calcul économique s'installe dans l'exploitation de la terre, il faut de multiples préalables » liste Braudel : « que le régime seigneurial ait été sinon aboli, au moins écarté ou modifié (parfois du dedans, et alors c'est le seigneur lui-même, ou le paysan enrichi, le coq de village, qui joue au capitaliste) ; que les libertés paysannes aient été sinon supprimées, au moins tournées, limitées (c'est la grosse question des biens communaux) ; que l'entreprise soit saisie dans une chaîne vigoureuse d'échanges à large rayon – le blé à exporter, la laine, le pastel, la garance, le vin, le sucre ; qu'une gestion « rationnelle » se mette en place, guidée par une politique réfléchie de rendement et d'amendement ; qu'une technique éprouvée dirige les investissements et les implantations de capitaux fixes ; qu'enfin existe à la base un prolétariat salarié » (Braudel 1979, 2 : 218). Ces

²⁵² En premier lieu, parce que l'existence même de la ville dépend structurellement d'un surplus agricole, mais aussi du fait de la croissance urbaine médiévale qui a assis la suprématie de la ville sur ses campagnes.

conditions n'ont évidemment pas été remplies d'emblée dans le cas du pastel de la région de Toulouse.

Géographie européenne du commerce de pastel toulousain (Brumont 1994 : 27).



La commercialisation du pastel au XVI^e siècle.

Longtemps en effet, les marchands toulousains n'ont pas pris part au commerce de la plante tinctoriale, laquelle, bien que cultivée dans les proches campagnes du Lauragais et de l'Albigeois, était exportée par l'intermédiaire des marchands béarnais qui l'achetaient directement à « de petits capitalistes de villages » (Wolff 1954 : 249). Ce n'est que peu à peu que les marchands toulousains sont parvenus à s'immiscer dans les circuits du pastel, dont les besoins pour l'industrie drapière locale n'étaient pas négligeables, et dont le commerce était l'occasion d'améliorer les termes de l'échange avec la Catalogne et surtout l'Angleterre, à qui Toulouse importait des étoffes. Divers moyens leur permettent d'en contrôler la production

et la vente : en cultivant la plante sur leurs propres terres ou en achetant des terres où il est cultivé, en construisant ou en acquérant des moulins pastelliers, et plus encore, en participant financièrement à la production par le biais du crédit ou en constituant d'importants stocks susceptibles de peser sur elle (Wolff 1954 : 250-252). C'est là le véritable atout des marchands de la grande ville sur les petits marchands de village dans la commercialisation du pastel. « Vers 1450-1460, devant le développement du marché, les Toulousains s'impliquent de plus en plus dans ce commerce. Une véritable lutte s'engage avec les Béarnais pour s'approprier les précieuses cocagnes, lutte qui tourne à l'avantage des Toulousains vers 1470 : les Pyrénéens sont de plus en plus contraints de s'approvisionner auprès des premiers. Il est probable que l'organisation financière des Toulousains a été à la base de leur succès » indique Francis Brumont (1994 : 28). En effet, « une évolution des techniques commerciales accompagnait nécessairement cet essor. Elle s'est produite de deux manières, par l'intensification de vieux procédés locaux, mais aussi par l'adoption ou même quelquefois l'invention de moyens nouveaux » (Caster 1998 : 17). Ainsi, Gilles Caster énumère un certain nombre de méthodes utilisées par les commerçants de pastel en raison du développement de leurs activités : les « paiements à Lyon, adoptés par les Toulousains en 1500-1510 » ; la mise en place de compagnies de ramassage, « celles-ci constituent une création particulièrement habile » selon Caster, et « les calculs qu'elles pouvaient demander ne gênaient pas les Toulousains, qui maniaient les chiffres avec une grande sûreté » ; « enfin, à partir de 1526, on a fait à Toulouse même des assurances maritimes » (Caster 1998 : 19)²⁵³. Le commerce de pastel métamorphose donc autant les paysages ruraux que les habitudes commerciales des marchands toulousains, désormais à l'aise dans la manipulation des lettres de change avec Anvers ou Londres. A l'instar de ces grands centres internationaux, une bourse voit le jour à Toulouse en 1549, « la plus ancienne de province après celle de Lyon » (Taillefer 2002 : 116).

L'institution d'une bourse vient couronner l'importance grandissante de l'économie toulousaine au sein du royaume de France, et témoigne de la

²⁵³ A la fin de la période de gloire du commerce de pastel, « Toulouse entreprit avec succès en janvier 1560 de faire l'assurance maritime au départ de Bordeaux ; mais dès l'année précédente des Toulousains prétendaient s'en mêler jusqu'en Angleterre. C'est assez piquant pour une ville de site profondément terrien et qui dans les siècles suivants n'a pas brillé par l'imagination de ses capitalistes » écrit Gilles Caster (1998 : 159).

sophistication croissante des affaires²⁵⁴. Le commerce du pastel nécessite d'importants capitaux, que les marchands toulousains seuls ne sont pas en mesure d'investir. Il faut trois ans entre l'achat d'une récolte et sa vente sur les grandes places du Nord, sans compter les fluctuations liées à l'abondance et à la qualité du produit ou aux spéculations dont il fait l'objet. De la même manière que ces marchands ont réussi à capter le marché du pastel au détriment d'intermédiaires plus faibles financièrement, le commerce toulousain est lui-même dépendant de structures capitalistiques plus solides. Si « l'argent public est fréquemment employé comme fonds de roulement », ce qui ne va pas sans poser de problèmes²⁵⁵, « le rôle essentiel revient aux capitaux privés extérieurs : espagnols, – allemands : ainsi le plus important changeur de Toulouse, Jacques Baron, est-il l'homme de la maison Minckel, de Strasbourg » ; « capitaux lyonnais surtout », « Lyon est alors la grande place des banquiers italiens, qui en surveillent le commerce international » (Wolff 1974 : 231). L'intérêt de l'article de Francis Brumont par rapport à la thèse de Gilles Caster est de mettre en lumière le poids des Ibériques dans les circuits européens du pastel et dans l'émergence de Toulouse comme centre important de son trafic. La complexité du système toulousain du commerce du pastel est alors relativisée car, montre-t-il, « si nous nous plaçons du point de vue des marchands de Burgos, la réalité semble plus simple : leur envergure internationale, leurs capitaux, la structure du commerce castillan, le système des paiements basé sur les foires de Castille, leur permettent de dominer le marché d'un produit vital pour eux (car complémentaire des exportations de laine, leur principal trafic) »²⁵⁶ (Brumont 1994 : 30). Après avoir pris le dessus sur les transporteurs béarnais, les Toulousains ont observé une attitude plutôt passive pendant plusieurs décennies, attendant que d'autres marchands fassent le voyage pour récupérer le pastel acheté.

²⁵⁴ « Le commerce du pastel ne fit pas oublier les autres négoce, qui en reçurent au contraire une impulsion plus grande. L'afflux des métaux précieux en Espagne au XVI^e siècle accroît l'intensité du commerce franco-espagnol dont Toulouse est la place principale, ce qui compense pour elle l'évolution générale qui tend à faire de la France une unité économique dont la création d'un système de douanes nationales en 1519 est un témoignage », explique Coppolani (1954 : 69). Voir aussi, pour cerner le contexte, l'article d'Henri Sée, « Le commerce en France au XVI^e siècle » (*Annales d'histoire économique et sociale*).

²⁵⁵ « Le roi s'en doute et n'y peut rien, que faire un exemple de temps à autre... » commente Philippe Wolff (1974 : 231).

²⁵⁶ « Le pastel constituait pour eux un produit d'échange supplémentaire (avec le fer et surtout la laine) avec les grands centres industriels du Nord, Flandres et Angleterre, avec lesquels il est bien probable que la balance commerciale de l'Espagne était déficitaire » (Brumont 1994 : 30).

Au début du XVI^e siècle, l'installation d'un marchand de Burgos va participer à changer la donne. « Issu d'une riche famille castillane où l'on avait déjà l'expérience du commerce pastellier, Jean Bernuy était favorisé par la naissance. Il n'eut donc rien d'un pionnier lorsqu'il vint habiter notre ville pour se mêler au commerce de teinture ; il faut plutôt se le représenter comme un jeune et riche bourgeois venant faire son apprentissage dans la maison d'un parent » explique Gilles Caster (1998 : 123). Son frère Diego était resté à Burgos, ce qui facilitait beaucoup les transferts d'argent et de marchandises, à une époque où la famille était un indéniable gage de sécurité dans les relations commerciales lointaines²⁵⁷. En effet, « le XVI^e siècle, dans sa fureur du gain et sa rage de réussir, a montré un penchant très net pour l'escroquerie », selon Caster (1998 : 18). Le parcours professionnel de Bernuy reflète les transformations et les progrès du commerce pastellier toulousain : d'abord vendant principalement à des marchands de sa ville d'origine, il initie l'expédition du pastel jusqu'à Bordeaux, pratique inconnue de ses confrères à cette période, puis, en achetant des quantités de plus en plus importantes, il entreprend de l'exporter vers Londres, Anvers et Rouen, mais aussi vers Naples via Narbonne. « La fortune de Jean Bernuy est encore aujourd'hui à Toulouse, comme celle de Pierre Assézat, une sorte de mythe » (Caster 1998 : 131). Ce dernier, « vraiment un grand homme d'affaires » d'après Caster (1998 : 153), est postérieur d'une génération à Bernuy. Tout comme celui-ci et sans doute plus encore car le pastel toulousain est alors au sommet de sa réussite, ses activités s'inscrivent dans la géographie européenne du commerce. Lui aussi exportait surtout en Espagne (Saint Sébastien, Pamplune, Bilbao). Là-bas, « Assézat n'était pas seulement allié à un marchand de Pamplune. Il était aussi lié à de célèbres financiers d'Anvers, les Schetz, représentés en Espagne par un de leurs collègues anversoises, Jean surnommé le Flamand » (Caster 1998 : 157). Il était également bien implanté sur les places commerciales du Nord, puisqu'il y avait, en plus des procureurs qui le représentaient, des serviteurs salariés à plein temps pour régler ses transactions (Caster 1998 : 158). Ses affaires sont ainsi largement extraverties, et lorsqu'elles s'effectuent localement, elles sont tournées vers le marché global : « le registre d'Assézat ne parle guère que de clients étrangers à la région ; même

²⁵⁷ Il fait parti, comme les Lopes dont Antoinette est la mère de Montaigne est issue, de ces grandes familles toulousaines d'origine marrane, et l'origine juive de certains de ses proches parents est, à Anvers, dénoncée au duc d'Albe (Cohen 2003 : 42) (Taillefer 2000 : 344).

quand il vend à Toulouse, les acheteurs sont des Espagnols, des Rouennais, voire un Breton. S'il cède son pastel dès Bordeaux, c'est à un Anversois » (Caster 1998 : 161). Le pastel intègre donc Toulouse et ses marchands aux réseaux du commerce international et à ses pôles principaux.

Une ville opulente, foyer de culture humaniste

La prospérité de la ville se traduit par une transformation de son paysage urbain. Les succès commerciaux des marchands ne tardent pas à se matérialiser par la construction d'hôtels particuliers²⁵⁸. Ceux-ci viennent symboliser leur gloire. Un certain nombre de signes manifestent la distinction sociale opérée par cet habitat : le portail monumental, la muraille, le jardin d'agrément, et surtout la tour²⁵⁹, comme le montre Rémi Papillault, dans son analyse typo-morphologique des *Hôtels particuliers de Toulouse au XVI^e siècle* (1996). Si depuis le Moyen Age, l'accession au capitoulat des notables toulousains leur donnait le droit d'ériger une tour, la compétition sociale qu'elle exprime s'exacerbe au XVI^e siècle, d'où leur multiplication. L'architecture de ces édifices diffère selon la personnalité de leur propriétaire, mais témoigne souvent d'un goût de nouveaux riches. « Pour exceptionnel qu'il soit à Toulouse, par son importance et le luxe de son décor, l'hôtel de Bernuy dénote le maintien d'un style déjà passé de mode dans les châteaux de la Loire où cette première Renaissance a donné ses plus beaux fleurons : la date de 1530 sculptée sur l'un des piliers de la cour donne la mesure d'un décalage évident entre Toulouse et les lieux où séjourne la cour royale » écrivent Bennassar et Tollon (1974 : 258). Il en va de même pour d'Assézat, dont la « demeure princière trahit un goût excessif de paraître et quelque mégalomanie » (Caster 1998 : 153) et qui n'a fin de compte pu construire qu'une

²⁵⁸ Il faut noter que cette dénomination n'était pas employée à cette époque pour désigner ces grandes demeures, celles-ci étaient dénommées « maison », quelle que soit leur superficie précise Papillault (1996 : 188), qui insiste pour ne pas considérer la multiplication de ces constructions comme une apparition, ces hôtels se situant dans une tradition de longue durée (Papillault 1996 : 245). Déjà présents à l'époque médiévale, « la Renaissance introduit des définitions très différentes, plus soucieuses de beaux motifs (portail, galerie, fenêtre) que de mutation dans l'organisation de l'espace : circulation et distribution restent celles du Moyen Age. Malgré les ruptures stylistiques, la permanence des schémas reste sensible à l'âge classique même si l'influence des modèles parisiens s'impose plus fortement. L'éclectique XIX^e siècle s'inscrit aussi dans cette continuité sauf lorsqu'il introduit des gabarits qui paraissent démesurés par rapport à la ville ancienne » (Ahlseil de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 9). Voir Coppolani (1963 : 296-299).

²⁵⁹ La tour sert aussi à abriter l'escalier qui mène aux étages (Taillefer 2000 : 47). Voir aussi (Ahlseil de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 12).

moitié d'hôtel. Cependant, tous les hôtels ne sont pas bâtis par des marchands, ni n'affichent ce goût du clinquant. Ainsi, à la même époque, celui du prélat humaniste Jean de Pins adopte un style plus sobre. Des commandes aussi importantes ont permis à quelques maîtres d'œuvre, accédant de la sorte au statut d'architecte au sens moderne du terme, de réaliser ou d'asseoir de belles carrières, tels Louis Privat pour l'hôtel de Bernuy, ou encore Nicolas Bachelier²⁶⁰ pour celui d'Assézat.

La fastueuse demeure du marchand Bernuy (Wolff 1974).



HOTEL DE BERNUY, LA COUR (1530)

Gravé d'après le dessin d'Anatole de Baudot (1884). Sous la direction de cet architecte le projet de restauration et la restitution de la galerie de bois du deuxième étage ont été exécutés de 1885 à 1889.

Archives de la Commission des Monuments Historiques tome V - pl. 100

Photo Bruno Tollon

²⁶⁰ Pour plus de renseignements sur « Nicolas Bachelier et son milieu », où l'émulation est vive, voir (Ahlseil de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 38).

Ces deux majestueux hôtels ne doivent cependant pas masquer la complexité du monde des négociants en pastel, ni des milieux dominants la ville. Certes, « ils rappellent qu'à cette époque l'expansion s'est accompagnée d'une concentration des richesses, mettant en vedette un petit nombre de famille très fortunée – ce qui pousse à traiter l'histoire économique selon la vénérable formule des « biographies des hommes illustres » » ; toutefois « la domination de cette oligarchie n'est rigoureuse que par intermittences, dans les années de compétition aiguë » précise Gilles Caster (1998 : 17). La compétition n'est que très relative puisque « les Madron, les Boysson, les Delfau..., une vingtaine de familles » qui forment cette oligarchie, sont « unies par des mariages » (Wolff 1974 : 227). Elles font vivre, outre les métiers du bâtiment²⁶¹, toute une « société du pastel » : des experts capables d'évaluer la qualité du produit, des emballeurs, des transporteurs, etc. (Wolff 1974 : 228). Le pastel offre aussi des débouchés aux étudiants diplômés qui peuvent devenir, comme le docteur en droit Pierre Camuels auprès de Pierre d'Assézat, de précieux collaborateurs pour les gros négociants dans la pratique des affaires (Caster 1998 : 162). Le commerce de la plante tinctoriale a donc permis une ascension sociale à un certain nombre de Toulousains. Des employés débutant dans des grandes compagnies, y accumulent quelques fonds et y acquièrent une connaissance du marché, avant de devenir marchands à leur tour. Néanmoins, ceux-ci ne se spécialisent pas dans le trafic du pastel, gardant une activité équilibrée sur plusieurs produits, « type traditionnel à Toulouse, avec lequel précisément rompent de si brillante façon nos grands pasteliers » (Wolff 1974 : 229)²⁶².

Le développement économique engendre une effervescence urbaine et des extensions de la ville le long de ses axes de communication. « Signe de l'essor commercial, des aubergistes, des voituriers, des artisans, des boutiquiers s'établissent en bordure des grandes routes : de tels « faubourgs routiers »

²⁶¹ Le boom « entraîne des mutations aussi bien dans le domaine des matériaux que dans celui des métiers », en particulier, avec la généralisation de l'emploi de la brique, « le nombre des maçons l'emporte désormais sur celui des charpentiers » (Ahlzell de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 37).

²⁶² La famille Laran est un bon exemple de ce « type traditionnel » : elle commercialise le pastel, mais aussi du blé, des chevaux, des armes, et surtout des étoffes, soieries, draps et toiles, achetées à Paris et à Lyon, et revendues au détail dans la région ; « avec ses gains, elle se constitue un honorable patrimoine, dont une maison rue des Changes, un domaine à Cornebarrieu (...), satisfaite de son sort, elle se mue alors en une dynastie de gentilshommes campagnards » (Wolff 1974 : 229).

s'allongent ainsi sur le bord des chemins de Saint-Martin du Touch, de Tournefeuille et de Cugnaux, hors du quartier Saint-Cyprien ; et, rive droite, sur les routes de Narbonne, de Castres (faubourg Saint-Etienne), et de Montauban (entre la porte Arnaud-Bernard et le couvent des Minimes, qui devient le centre d'une petite agglomération rurale) » (Wolff 1974 : 246). Cet accroissement de la mobilité est également perceptible à travers la croissance du secteur de l'hôtellerie, dont la capacité d'accueil augmente de 20% par rapport au milieu du XV^e siècle (Wolff 1974 : 247). « Aux deux « logis » municipaux, celui de la Halle et celui de l'Ecu, installé en 1538 dans l'enclos de la maison commune, s'ajoutent à partir de 1539 seize « enseignes privilégiées » attribuées par les capitouls à des aubergistes qui en échange d'avantages fiscaux s'engagent à fournir à leurs clients un service de qualité (...) » ; « au total, l'équipement hôtelier de la ville peut accueillir plus d'un millier de personnes avec leurs montures » (Taillefer 2002 : 117). Un nouveau quartier dévolu à cette activité voit même le jour. Ainsi, « dès 1508, une entreprise de lotissement transforme le pré Montardy en une large rue bordée d'hôtels », même si « la localisation des hôtels montre une prédilection pour le centre, à la croisée des voies nord-sud et est-ouest » (Wolff 1974 : 246, 247). L'agrandissement de la ville ne se poursuivra cependant pas après la fin de l'exceptionnelle réussite commerciale du pastel toulousain. « Cette timide sortie hors de l'enceinte s'arrêtera après 1560 : M. Coppolani a pu parler d'une « poussée avortée » » (Wolff 1974 : 247)²⁶³.

Le mouvement de restructuration de l'espace urbain n'en est pas moins significatif, puisque certains des faubourgs repeuplés avaient été abandonnés depuis le XIV^e siècle²⁶⁴. Ce mouvement qui s'effectue suite à l'incendie de 1463 lequel avait détruit une bonne partie de la ville, voit la construction en brique se généraliser. « Contrairement à ce qui s'était passé au Moyen Age, l'Eglise n'en est pas le principal bénéficiaire » indique Michel Taillefer (2000 : 19). En effet, d'importants travaux publics sont réalisés, initiés ou envisagés. La maison

²⁶³ En matière architecturale, le constat est similaire puisque ce siècle du pastel « se réduit à trois décennies (1530-1560) car les chantiers essentiels pour la définition d'un « classicisme » toulousain sont l'œuvre d'une génération » (Ahlseil de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 37). Les conséquences du ralentissement économique des années 1560 se fait aussi sentir dans la sculpture et s'avère « fatal à bien des ateliers » ; « l'effervescence retombée, le décor redevient plus traditionnel » (Ahlseil de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 43).

²⁶⁴ Voir Coppolani (1954). « Le cadastre de 1478 y mentionne 1264 maisons, soit 21,2% du parc immobilier, celui de 1571 en dénombre 2148, soit 34,8% » (Taillefer 2000 : 19).

commune est agrandie et embellie ; et, à l'instar d'une vingtaine de villes françaises pendant cette période, comme le précise Roger Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 119), les remparts sont améliorés sous la direction d'ingénieurs italiens, notamment Anchise de Bologne : ils « prennent l'aspect définitif qu'ils conserveront jusqu'à la fin de l'Ancien Régime » (Taillefer 2000 : 21). La restructuration majeure est sans conteste l'ambitieux projet du nouveau pont, confié aux maîtres-maçons locaux les plus compétents, et dont les premiers sondages commencent en 1541. D'autres éléments urbains plus modestes voient le jour, comme la « délicate et gracieuse » fontaine du Griffoul sur la place Saint-Etienne, dessinée par Jean Rancy vers 1545, et qui exprime pleinement « l'esprit de la Renaissance » comme le soulignent Bennassar et Tollon (Wolff 1974 : 255). Plus encore, cet esprit trouve son épanouissement dans les nombreux hôtels particuliers, qui ne sont pas l'apanage des marchands de pastel puisque la plupart des notables toulousains en édifient, conférant à la ville un air lointainement florentin²⁶⁵. Mais à côté de ces luxueuses demeures, la crise du logement et les conditions médiocres d'habitat concernent le plus grand nombre (Taillefer 2002 : 117)²⁶⁶, vivant fréquemment en sous-locations (Taillefer 2000 : 160). Même si l'éclairage des maisons s'améliore grâce à la banalisation des luminaires portatifs et aux vitres qui remplacent progressivement le papier huilé, les plus pauvres ne bénéficient pas des larges fenêtres ni des lustres des salons des hôtels particuliers (Taillefer 2000 : 167). La rapide croissance démographique exacerbe le mal logement. En effet, Toulouse attire à elle de nombreux immigrés venus des campagnes proches, des régions voisines et aussi d'Espagne.

Cette immigration n'est cependant pas le seul fait de populations pauvres désireuses de profiter de la conjoncture économique favorable, elle est aussi la conséquence de l'attractivité culturelle de la ville et de son université. Cette dernière « connaît dans la première moitié du XVI^e siècle sa plus brillante période, grâce au rayonnement international de sa faculté de droit. Jean Bodin, qui la fréquenta à la fin des années 1550, a évoqué la « foule innombrable d'étudiants distingués par la naissance et le talent » qui accouraient de tout le royaume et de

²⁶⁵ Hugon intitule ainsi son chapitre sur la biographie de Nicolas Bachelier « Florence sur Garonne » (Hugon 1996 : 63).

²⁶⁶ De nombreuses maisons sont « hâtivement bâties en « corondages », c'est-à-dire en pans de bois garnis de torchis » (Taillefer 2002 : 117). « On construit vite » et « quantité de procès impliquent les maçons qui font de l'ouvrage bâclé » (Wolff 1974 : 245).

l'étranger « pour y apprendre le droit romain, c'est-à-dire pour se préparer à gouverner les cités et à instruire les peuples » ; on y remarque en effet maints futurs hommes politiques, penseurs ou écrivains destinés à devenir célèbres comme Michel de L'Hospital, Etienne Dolet, Michel Servet, Etienne de La Boétie ou Michel de Montaigne » ; de « nouveaux locaux sont inaugurés pour la rentrée universitaire de 1521. Ce succès est dû à la qualité du corps professoral, où figurent plusieurs maîtres prestigieux » (Taillefer 2002 : 122). C'est tout un milieu intellectuel qui se développe, ce dont la précoce apparition de l'imprimerie²⁶⁷, dès 1476, est à la fois une preuve et un catalyseur. « En 1510, les imprimeurs, les libraires et les relieurs se regroupent au sein d'une corporation dont les capitouls approuvent les statuts l'année suivante. La clientèle du parlement et de l'université leur assure d'importants débouchés et favorise l'émergence de quelques entrepreneurs particulièrement actifs, tels que Guyon Boudeville ou Jacques Colomiès » (Taillefer 2002 : 123). Cette une activité économique dynamique inscrit Toulouse dans des réseaux qui se superposant parfois à ceux du commerce²⁶⁸, et participe à faire de la capitale du Languedoc un important foyer de la culture humaniste à l'échelle nationale, dans un contexte où « le rôle des villes en tant qu'agent de civilisation se renforce » selon Bairoch (1985 : 247). « Un esprit nouveau souffle », « mais cela ne va pas sans susciter des rancœurs, des inquiétudes et des oppositions. Il y a les partisans de l'enseignement traditionnel, très fort dans cette Université vouée, depuis sa naissance, à l'orthodoxie » (Wolff 1974 : 266). Une ou deux générations après le début de cette floraison culturelle, la réaction intervient, obligeant Dolet à fuir vers Lyon en 1532 (Wolff 1974 : 267)²⁶⁹. Elle ne supprime pas totalement les méthodes humanistes qui vont subsister, et former « ici, comme ailleurs, de bons esprits » ; néanmoins, l'exemple de Cujas (1522-1590), qui est né et a étudié à Toulouse, nous montre la capacité de nuisance de la réaction anti humaniste : après avoir ouvert un cours de droit particulier en 1547, il ne parvient pas à obtenir « la chaire de droit romain qu'il brigait (1554), et part enseigner à

²⁶⁷ Toulouse est la troisième ou quatrième ville de France. Voir aussi (Le Roy Ladurie 1998 : 270).

²⁶⁸ « Souvent aussi Lyon a imprimé pour Toulouse : voici qui répond aux relations nouées sur le plan commercial » note Wolff (1974 : 264).

²⁶⁹ D'autres humanistes moins célèbres ont connu un sort pire encore, comme Jean de Boyssoné, condamné à la confiscation de sa maison et à l'abjuration publique tête rasée, ou son élève Jean Caturce, brûlé sur la place du Salin, évènement qui a inspiré Rabelais dans son Pantagruel (II, 5), louant plus loin Boyssoné (III, 29) (Wolff 1974 : 267).

Cahors, puis à Bourges. Grosse perte que celle de cet érudit d'une rare ampleur, juriste éminent, latiniste, helléniste, historien, philosophe... » (Wolff 1974 : 268).

Les tensions révélées par ce conflit s'observent *mutatis mutandis* dans l'évolution linguistique. Les indéniables progrès du français rencontrent les forces de résistances du latin et de l'occitan. « Avant l'imprimerie, les manuscrits latins étaient de loin ceux qui atteignaient les chiffres de copie les plus élevés, qui coûtaient aussi le moins cher. C'est cette proportion que renverse l'imprimerie » explique Philippe Wolff, qui reprend la formule d'Emmanuel Le Roy-Ladurie, selon lequel « ce n'est pas Simon de Montfort, c'est Gutenberg qui a francisé le Languedoc » (Wolff 1982 : 149). En outre, le Parlement qui siège à Toulouse depuis 1444, tient ses registres en français ; puis, en 1539, l'ordonnance de Villers-Cotterets, qui enjoint de rédiger les textes officiels en français, bien que visant surtout le latin, atteint tout autant l'occitan (Wolff 1982 : 140). Toutefois, l'usage du français est inégalement réparti socialement et concerne surtout l'écrit. La majorité de la population est analphabète, et pour elle l'occitan reste la langue du quotidien, ce qui contraint les notables au bilinguisme : s'exprimant en français au cours des échanges publics, et en occitan dans les échanges domestiques (Taillefer 2000 : 370-374). Ainsi, « le français a cessé d'être une langue étrangère, mais il n'est qu'une langue d'adoptive » ; il n'est pas encore enseigné à l'école et comporte de nombreux mots en langue d'oc, que le clergé continue d'utiliser pour s'adresser à ses fidèles, alors qu'en revanche le protestantisme va participer à l'expansion du français, et que la compagnie du Gai Savoir, évoquée plus haut, se convertit à l'humanisme et prime dorénavant les œuvres francophones (Wolff 1974 : 265). Si la victoire du français est incontestable, « l'intégration progressive à l'espace culturel national s'accompagne pourtant d'un vif sentiment de patriotisme local » (Taillefer 2002 : 123). Ce dernier se manifeste de façon caricaturale dans la première histoire de Toulouse, les *Gesta Tholosanorum*, de l'avocat Nicolas Bertrand. Imprimée en 1515, puis rééditée en français en 1555, elle glorifie la ville et affirme l'antiquité de son origine (Taillefer 2002 : 124)²⁷⁰, accréditant la croyance selon laquelle la ville aurait été « fondée par Tholus,

²⁷⁰ « Longtemps liée à un genre classique et stéréotypé, hérité des Anciens, celui de l'éloge de la cité, la quête des origines urbaines prend, avec le développement de l'érudition (...), figure nouvelle » souligne Roger Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 170). Voir aussi « Les discours sur la ville » par Hugues Neveux, qui analyse cette évolution (Le Roy Ladurie 1998 : 13-19).

descendant de Japhet, le fils de Noé ayant reçu l'Europe en partage » (Taillefer 2000 : 390). A proximité de la maison commune rénovée, une tour des archives est construite en 1525, couronnée en 1555 d'une statue représentant Toulouse sous les traits d'une Victoire antique.



Première représentation non fictive de Toulouse ²⁷¹ *qui orne les Gesta de Bertrand (Bordes 2005 : 123). Silhouette urbaine qui fait la part belle aux nombreuses tours d'orgueil citadin ; Bertrand décrit ainsi Toulouse comme « une ville hérissée de tours » (Tolosa turrita) (Taillefer 2000 : 49).*

²⁷¹ Une représentation imaginaire de la ville, – strictement la même que celles de Troie, Pise, Vérone, Tivoli et Ravenne –, figure dans la « chronique de Nuremberg » de Schedel de 1493 (Bordes 2005 : 118-119).

Entre puissance du Parlement et paupérisation

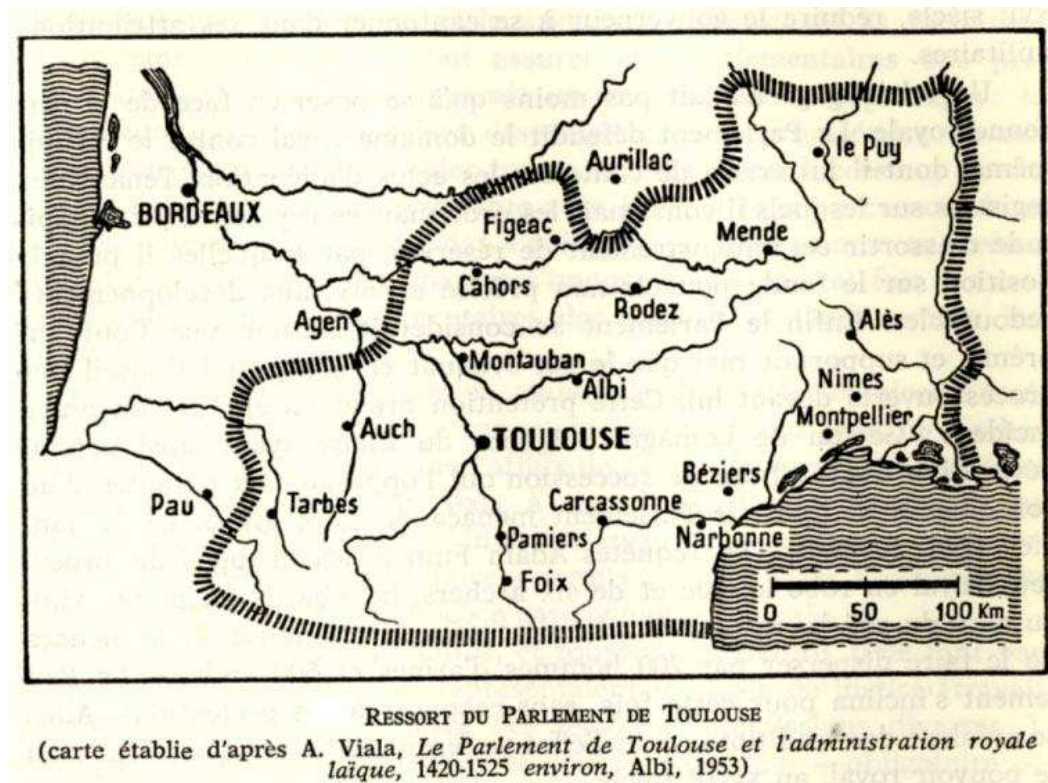
Le sursaut identitaire toulousain n'est que la contrepartie d'une perte progressive d'autonomie véritable. L'inflation des usages politiques du passé fait entrer les territoires du temps sous le sceau d'un échange de plus en plus inégal. A cet égard, le Parlement se révèle être une institution à tout le moins ambivalente. En effet, d'un côté, elle assoit l'influence politique de Toulouse sur une aire géographique plus que régionale (voir carte infra) ; mais d'un autre coté, elle limite son indépendance réelle, et entraîne l'avenir économique de la ville vers un moindre dynamisme, comme nous le verrons plus loin²⁷². Ce processus, inauguré par le rattachement au royaume de France et la création de l'université, se poursuit au XVI^e siècle, dans un contexte de renforcement de la centralisation politique. Créé en 1420, puis transféré à Béziers avant de retourner à Paris, le Parlement de Toulouse ne tient sa première séance qu'en juin 1444. Imitant le modèle parisien, d'autres villes françaises en sont dotées dans les années suivantes (Grenoble en 1451, Bordeaux en 1462, etc.). L'implantation d'un Parlement constitue un privilège accordé par la royauté²⁷³, celui de rendre la justice²⁷⁴. Symboliquement, il s'installe au Château Narbonnais, « glorieux édifice féodal, mais fort mal commode pour ses nouveaux occupants » (Wolff 1974 : 237), qui, en 1549, est abattu et remplacé par un nouveau bâtiment. C'est en effet une nouvelle architecture juridique qui advient, se substituant progressivement au droit médiéval. Ce nouveau dispositif institutionnel va affaiblir l'autorité municipale en empiétant sur ses prérogatives, intervenant même dans le processus de désignation des capitouls. De la sorte, « l'administration capitulaire se trouvait coiffée par un pouvoir vigilant, entreprenant, et dont, inévitablement, les horizons se révélaient plus large que les siens propres » (Wolff 1974 : 239). Toutefois, le Parlement n'hésitait pas à s'allier au capitoulat pour défendre les intérêts toulousains, en particulier le privilège fiscal dont jouissait la ville à la suite du grand incendie de 1463 (Wolff 1974 : 232).

²⁷² Voir chapitre suivant.

²⁷³ Comparaison avec le statut de colonie romaine ?

²⁷⁴ Ellul décrit avec précision son mode de fonctionnement et son poids politique, le parlement n'hésitant pas à s'opposer à la monarchie (1999 : 45-46).

Le territoire sous l'autorité du Parlement, le deuxième plus vaste après celui de Paris (Wolff 1974 : 239).



Plus généralement c'est un nouvel équilibre des forces qui se met en place. Ainsi, « dans les villes de province des XVI^e et XVII^e siècles, la vie municipale est marquée par trois clivages : celui qui oppose les notables et le peuple urbain ; celui à l'intérieur des élites fait s'affronter officiers et marchands ; celui enfin, qui met face-à-face les oligarchies urbaines et le pouvoir royal » résume Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 155). Il nous faudra revenir sur le premier clivage et nous venons d'appréhender le dernier à travers l'établissement du Parlement. Les antagonismes engendrés par la création de la bourse nous permettent quant à eux de mesurer le clivage interne aux élites. En effet, le développement commercial lié au pastel nécessite une instance judiciaire spécifique dont l'objectif est d'éviter un certain nombre de « tracasseries administratives » et de former un groupe de pression de marchands pour diminuer le niveau des nombreuses taxes²⁷⁵. « Par Bourse, ces hommes entendent alors un centre où négociants et marchands débattaient de leur négoce, défendraient leurs intérêts et trancheraient leur

²⁷⁵ La bourse est « surtout dirigée contre Bordeaux, et les taxes, jugées abusives, qui s'y prélevaient sur le pastel » ; « pour appuyer ses réclamations, la Bourse fut amenée à prêter au roi (...) ; mais Bordeaux employait la même tactique, et son parlement refusait d'entériner les lettres royales lorsqu'elles étaient favorables aux Toulousains » (Wolff 1974 : 230).

contentieux » précise Serge Capel (1999 : 21). Mais comme le montre ce dernier, cette nouvelle institution est perçue comme concurrente par les parlementaires, « le fait d'élever au rang de magistrats de simples marchands, des pieds-poudreux²⁷⁶, comme il était courant de les qualifier au Moyen Age, les dépasse », et entraîne, « en ce qui concerne les affaires jugées en premier ressort », une diminution de leurs attributions, et donc de leurs revenus (Capel 1999 : 32). Les marchands de Toulouse doivent en 1551 demander au roi d'intervenir pour garantir l'indépendance et la pérennité de la Bourse. Pour des raisons semblables, l'attitude des Capitouls est assez similaire à celle des parlementaires. Leur hostilité se manifeste notamment quant aux questions de fiscalité (Capel 1999 : 35). Dans un premier temps, c'est l'hôtel de ville qui abrite l'institution des marchands, mais « la cohabitation est de plus en plus mal vécue, les négociants (...) se sentant presque obligés de se réunir dans des arrière-boutiques pour échapper aux influences des membres municipaux » (Capel 1999 : 38). Là encore, le roi doit, en 1557, ordonner aux capitouls d'attribuer un local ou un terrain à bâtir pour y installer la juridiction consulaire, ce que les négociants n'obtiendront que deux ans plus tard. Pourtant, les relations ne sont pas toujours conflictuelles entre les élites économiques et politiques, ces dernières étant constituées de bon nombre d'anciens négociants ou de leurs descendants. Ainsi, « milieux du pastel et milieux du parlement nouent entre eux des liens (...) : un Jacques de Bernuy, (...) devient conseiller-clerc, puis président des enquêtes en 1544 ; Bernard et Pierre d'Assézat, conseillers en 1567 et 1578, sont sans doute des neveux du grand marchand » (Wolff 1974 : 244). Le clivage interne aux élites est en fait moins marqué que celui les opposant à la majorité de la population.

Loin d'avoir profité à tous, le spectaculaire succès commercial du pastel est brusquement remis en cause. « Mesurons donc la fragilité d'un essor économique qui se fonde sur un seul produit » (Wolff 1974 : 269). Le retournement de la conjoncture économique, accentué par les guerres de religion qui frappent particulièrement durement la région, des récoltes abondantes et de piètre qualité qui se vendent d'autant plus mal que les cours chutent à Londres et à Anvers, et plus encore, la concurrence de plus en plus vive de l'indigo d'Amérique, qui est meilleur marché, mettent un terme vers 1560 à cette période pendant laquelle

²⁷⁶ Capel s'appuie sur l'*Introduction à l'histoire du droit commercial* de Jean Hilaire (Paris, 1986).

quelques Toulousains se sont considérablement enrichis (Taillefer 2002 : 140)²⁷⁷. Dans ce déclin, le caractère profondément inégalitaire de la prospérité générée par le lucratif commerce du pastel, révèle toute son ampleur. Il existe un véritable « envers du « siècle d'or » » (Taillefer 2002 : 124), « dont l'éclat ne doit donc pas faire oublier la face sombre » insiste Michel Taillefer (2000 : 105), puisque les pauvres représentent plus de 20% des Toulousains. Cette proportion inquiétante n'est pas une particularité locale, elle s'inscrit dans un contexte général de hausse des prix déstabilisant les plus démunis. En effet, comme le montre Pierre Vilar (1974 : 83-108), avant même l'arrivée de l'or d'Amérique, la croissance économique européenne amorce une inflation que l'or espagnol, en se diffusant sur le reste du continent, accentue ensuite²⁷⁸. Celle-ci ne touche pas de la même manière l'ensemble des populations, ni au niveau géographique²⁷⁹, ni au niveau social. « Ceux dont les revenus sont liés aux prix sont gagnants, les autres sont perdants. Car les salaires ne suivent pas, ni les revenus exprimés en termes fixes. Le XVI^e siècle voit l'enrichissement des uns et la baisse du pouvoir d'achat de beaucoup, la petite paysannerie (qui n'a pas grand chose à vendre), les salariés, les rentiers, la petite noblesse. Pour ceux-là, en fait la majorité des populations, la « révolution des prix » est synonyme d'appauvrissement. En fin de compte, les entrepreneurs et les marchands-fabricants auront été les principaux bénéficiaires du rapport entre les prix en hausse et les salaires nominaux à la traîne ; le « profit inflation » prépare l'accumulation capitaliste » analyse Anne-Marie Piuze dans *Victoires et déboires* (Bairoch 1, 1997 : 206-207). A Toulouse, cette accumulation

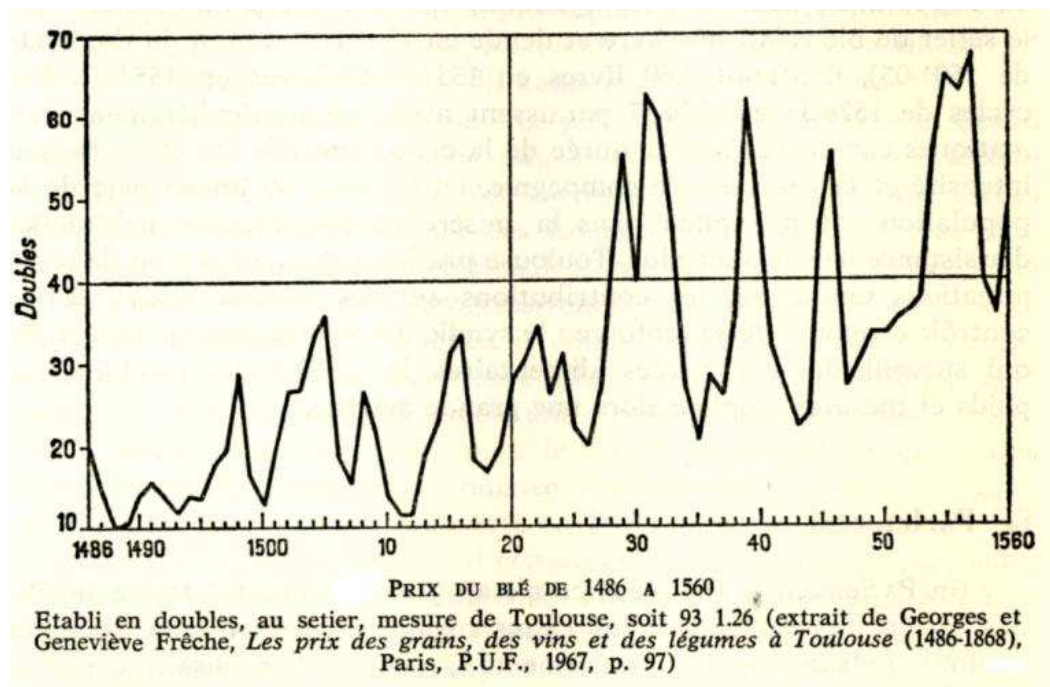
²⁷⁷ Voir l'ouvrage de Caster pour une chronologie plus précise de « la chute » au cours des années 1560-1561 (Caster 1998 : 201-220).

²⁷⁸ L'histoire monétaire de cette période est particulièrement complexe et discutée ; Vilar remet en cause certaines « évidences qu'il faut enregistrer et dont il faut se méfier », comme le lien de cause à effet entre l'afflux de métaux précieux et la hausse des prix, égratignant au passage les conclusions sur ce point établies par Braudel dans *La méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949) (Vilar 1974 : 92). Il exprime également son désaccord, concernant le début du XVI^e siècle, avec l'étude de Spooner, *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France (1493-1680)* (1956), selon laquelle c'est une « période d'or abondant et d'argent cher » ; Vilar montre qu'alors les deux métaux sont chers par rapport aux marchandises, « d'où les deux recherches », « aussi bien l'effort minier européen que l'effort ibérique de découverte » (Vilar 1974 : 86-87).

²⁷⁹ Des différences existent entre les pays européens et aussi, en leur sein, entre les provinces. Ainsi « la France reste fortement régionalisée », « il y a une multiplicité d'Hôtels des monnaies », même si l'unité monétaire se renforce au cours du XVI^e siècle (Vilar 1974 : 208-209).

capitaliste n'a sans doute pas eu le temps nécessaire pour se constituer une assise durable du fait de la précocité des revers commerciaux²⁸⁰.

Le cours du blé soumis à de fortes variations (Wolff 1974 : 235).



Pour les pauvres, cette inflation se fait très durement ressentir. Comme le relativise toutefois Bronislaw Geremek (1987 : 119), « si cette hausse est tellement choquante, cela est dû en grande partie au contraste qu'elle présente par rapport à la stabilité relative des prix de la période précédente ». Il n'empêche, « la détérioration du pouvoir d'achat des humbles » est bien réelle ; « la réduction de consommation qui en résulte s'effectue d'abord aux dépens des produits les plus chers ; la viande recule devant le pain et la bouillie » ; « par ce transfert, elle augmente cependant la pression sur les céréales » explique Hugues Neveux (Le Roy Ladurie 1998 : 70)²⁸¹. Il suffit alors d'une mauvaise récolte pour que le cours du blé s'envole, et que le nombre de pauvres soit multiplié par l'afflux de populations venues chercher secours à la ville. Lors du premier pic des prix de 1528 (voir graphique supra), le nombre de misérables affamés s'élève ainsi à plus

²⁸⁰ Comme nous le verrons, les capitaux accumulés sont réinvestis dans la terre. Voir sur ce point, concernant cette période, l'article de Janine Estèbe « La bourgeoisie marchande et la terre à Toulouse au XVI^e siècle, 1519-1560 » (1964).

²⁸¹ « C'est en définitive la baisse de qualité du pain qui rétablit la situation » ; « rôti et pain blanc symbolisent désormais la réussite sociale ; être gras, si possible bedonnant, devient, pour quelques siècles, la marque du succès » (Le Roy Ladurie 1998 : 71).

de dix mille personnes, et en 1531, « les chemins du gardiage sont jonchés de corps morts que dévorent les chiens » (Taillefer 2002 : 126). « La sensibilité des prix céréalier dénote donc la fragilité de l’approvisionnement urbain » (Le Roy Ladurie 1998 : 68). Il est frappant de constater que « l’organisation commerciale française paraît bien mieux adaptée au négoce international qu’à l’approvisionnement courant des villes » (Le Roy Ladurie 1998 : 65). Spécificité française certes, mais cela pointe une difficulté plus générale. En effet, à travers ces famines, le hiatus local/global se manifeste déjà de façon criante avec la percée qu’opère le capitalisme au XVI^e siècle. Si agile pour trouver des débouchés au pastel, le marché se révèle incapable de fournir la subsistance en blé au plus grand nombre²⁸².

Ces déséquilibres économiques favorisent des troubles sociaux de nature diverse qui, ajoutés aux fléaux naturels, suscitent un sentiment d’insécurité. Ce sentiment est relayé par le pouvoir et, « au début du XVI^e siècle, le Parlement enjoint à plusieurs reprises aux magistrats municipaux de lutter contre « le grand nombre de criminels et de mauvais garçons qui détroussent les passants » » (Taillefer 2000 : 302). Les plus jeunes, souvent livrés à eux-mêmes et errant dans les rues, apparaissent comme une menace car « à la ville, le contrôle social du groupe (...) sur l’enfant est moindre qu’au village. La cité, surtout quand elle est vaste, constitue un espace de liberté aux possibilités sans limites. L’enfance y prend les traits d’une sauvagerie incontrôlable qui refuse tous les ordres, municipal, familial ou ecclésial » (Le Roy Ladurie 1998 : 264). L’école, « institution de fixation et de contrôle, palliant la faillite des régulations habituelles », selon les mots de Roger Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 264), apporte une réponse à ces enfants en rupture. Mais la scolarisation demeure limitée, et le groupe fréquentant le plus les salles de cours, les étudiants, n’est pas sans poser de sérieux problèmes de violence urbaine, comme nous l’avons vu au chapitre précédent. L’augmentation des effectifs, les querelles idéologiques autour des idées humanistes ou encore la pluralité des origines, – les étudiants se regroupant par « nations » d’affinités

²⁸² A la suite de Braudel notamment, on peut souligner la médiocrité française en matière de culture commerciale. Mais n’est-ce pas une contradiction inhérente au marché comme institution ? Son meilleur fonctionnement ne ferait-il pas que déplacer le problème ? Geremek affirme que le processus d’accroissement des inégalités sociales à cette époque « est le plus intense dans les villes qui connaissent une évolution de leur commerce et la production la plus dynamique » (Geremek 1987 : 149).

linguistiques et géographiques (Gascons, Provençaux, Français, Espagnols...) –, sont prétextes à des rixes pouvant vite dégénérer. En effet, les étudiants ont un goût prononcé pour les armes qu'ils manient avec dextérité « pour se battre entre eux ou avec les soldats du guet, faisant du quartier des Etudes un des plus dangereux de la ville » (Taillefer 2002 : 127)²⁸³. Outre ces violences exercées par les hommes sur d'autres hommes, les éléments restent une source majeure d'inquiétude. Malgré une réglementation très stricte depuis le grand incendie, interdisant notamment la construction en pans de bois, les incendies sont récurrents : « plusieurs dizaines de maisons flambent rue Saint-Rome en 1528, rue des Filatiers en 1539, rue des Tourneurs en 1551 » ; et les crues de la Garonne ne sont pas en reste, sévissant en 1507 et 1523 (Taillefer 2002 : 127). Cependant, le fléau le plus important de l'époque est la peste. Celle-ci est endémique et frappe plus durement par périodes, provoquant de façon répétée la fuite immédiate du Parlement en 1521-1523, en 1529, en 1556-1557 (Wolff 1974 : 236). « Tel bourgeois de Toulouse écrit tranquillement en 1561, « ledict mal contegieux ne s'est jacs mis que en pauvres gens (...) ; Dieu par sa Grace s'en veuille contenter. (...) Les riches se contreguardent » » (Braudel 1, 1979 : 65)²⁸⁴. Pouvant franchir les barrières sociales, il fallait trouver une solution plus durable pour s'en prémunir, solution en mesure également d'endiguer tous les périls associés à la pauvreté.

La centralisation des hôpitaux allait refléter la mise en place progressive d'une « nouvelle politique sociale », selon l'expression de Geremek, dans *La potence ou la pitié* (1987 : 159-262). « Le 26 février 1515, deux arrêts du Parlement de Toulouse réduisaient à cinq le nombre de ces petits hôpitaux dont la dissémination dans la ville et ses abords entraînait les plaintes des habitants voisins, craignant les risques de contagion » (Frexinos 2001 : 36). Toutefois, une telle concentration impliquait la quasi-condamnation des secteurs urbains concernés. Aussi, « le regroupement des hôpitaux sur la rive gauche de la Garonne entraîna pour le quartier Saint-Cyprien, très anciennement peuplé et bien habité, des nuisances qui en éloignèrent alors de nombreuses familles bourgeoises » relate Frexinos (2001 :

²⁸³ Ainsi, « en avril 1540, après une bagarre, le Parlement ordonna que l'épée d'un des protagonistes soit clouée à la porte des écoles de droit ; ses camarades l'arrachèrent et mirent feu aux auditoires » (Taillefer 2002 : 127).

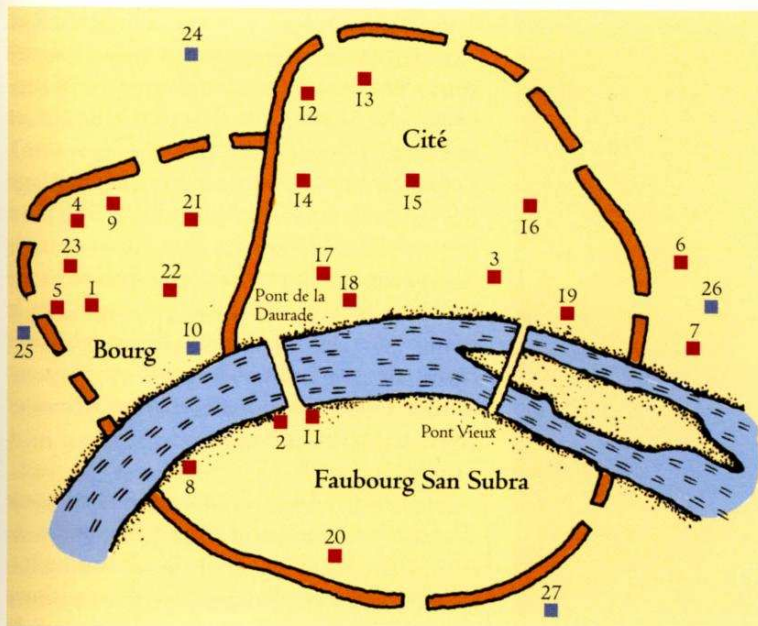
²⁸⁴ Braudel rapporte les propos du marchand Etienne Ferrières, cité Caster (1962 : 247).

37). En effet, l'hôpital Saint-Jacques, qui prend le nom d'Hôtel-Dieu en 1554, devient le principal lieu d'accueil, et « agrandi à plusieurs reprises, il reçoit les pauvres malades (trois cent en moyenne, deux ou trois fois plus en temps d'épidémie), les vieillards et les enfants abandonnés » (Taillefer 2002 : 126)²⁸⁵. Mais à la différence de l'hôpital médiéval, les conditions d'admission se font plus strictes, puisque les Juifs et les Protestants en sont d'emblée exclus, et que les autres devaient être acceptés par l'intendant et soumis à un examen par un des médecins (Frexinos 2001 : 43). L'hôpital se dote aussi d'une administration plus élaborée comportant des représentants de l'Etat, de la Ville et de l'Eglise, ces derniers désignant l'intendant ainsi qu'un trésorier chargé de surveiller le bon équilibre des comptes, la question des revenus devenant de plus en plus complexe et parfois problématique (Frexinos 2001 : 50-52). Face aux crises qui précipitent une bonne part de la population dans la misère « les mesures habituelles d'assistance ne suffisent plus », « Toulouse pratique alors, sans trop de récriminations semble-t-il, les contributions sur les « biens aisés » » (Wolff 1974 : 236). La traditionnelle charité commençant à montrer ses limites, une solution se profile alors : mettre les pauvres au travail²⁸⁶. Bien que leur activité rapporte peu sur le plan économique, elle symbolise une nouvelle relation à la pauvreté, dorénavant suspectée d'oisiveté. « L'arsenal des méthodes esquissées dans les années vingt du XVI^e siècle s'élargit peu à peu et finit par devenir un système cohérent. Ses éléments principaux sont : le recensement des pauvres ; l'expulsion du plus grand nombre possible de vagabonds et de pauvres étrangers ; la définition et la sélection des ayants droit au soutien, obligés par la suite de porter des insignes distinctifs et même parfois, de manifester leur condition par différents signes extérieurs de pauvreté ; le redressement financier des établissements hospitaliers et la création d'un budget pour l'aide aux pauvres ; la mise sur pied de bureaux municipaux, chargés de veiller à l'ensemble des problèmes liés à l'assistance sociale » recense Geremek (1987 : 213). Les mutations socio-économiques de l'époque conduisent ainsi à repenser la différence.

²⁸⁵ Sur ce problème des enfants, développé au paragraphe précédent, voir (Frexinos 2001 : 54).

²⁸⁶ Les pauvres valides « se voient proposer de travailler à des tâches d'intérêt collectif comme le nettoyage des rues, la réfection de l'enceinte ou l'entretien des bâtiments publics ; en mars 1546, ils sont plus d'un millier à être occupés de la sorte » (Taillefer 2002 : 126). Même les malades se trouvent contraints à l'ouvrage (Frexinos 2001 : 52).

Les Hôpitaux entre le XI^e et le XIII^e siècle

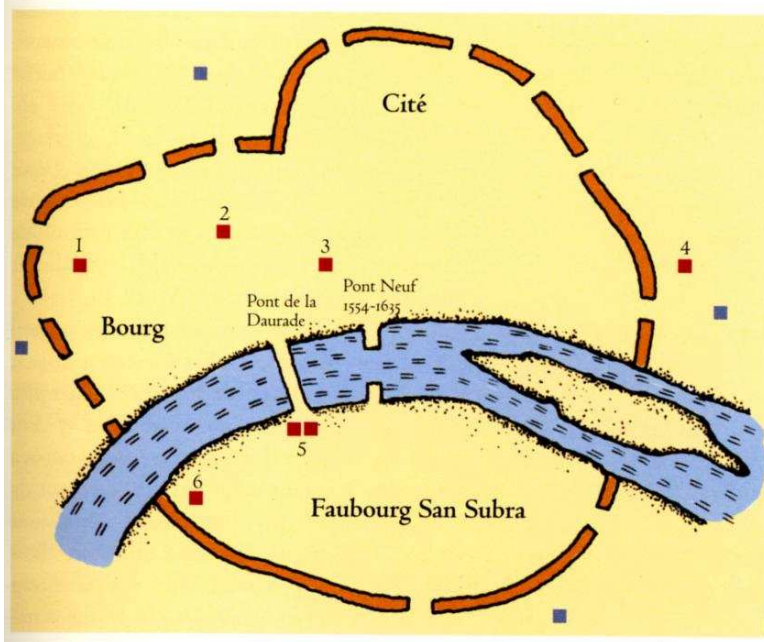


- 1 Saint-Raimond 1070-1080
- 2 Sainte-Marie 1130
- 3 Saint-Rémézy du Temple 1130
- 4 Hospice du Grandselve (Bernard Maso) 1147
- 5 Hôpital de la Porte Arnaud-Bernard 1148
- 6 Hôpital Sainte-Catherine des Roigneux 1180
- 7 Hôpital Saint-Antonin de Lézat 1184
- 8 Hôpital de La Grave 1197
- 9 Hospice de Trémis 1202
- 10 La Mainaderie-Hôpital Sainte-Radegonde 1202
- 11 Hôpital Novel 1225

Hôpitaux non datés

- 12 Hôpital de la Porte-Neuve
- 13 Hôpital de la Porte Saint-Étienne de Donats
- 14 Hôpital Corps du Christ
- 15 Hôpital Notre-Dame du Puy
- 16 Hôpital Saint-Bartélémy
- 17 Hôpital Sainte-Trinité
- 18 Hôpital Saint-Esprit de la Cité
- 19 Hôpital du Corps de Dieu
- 20 Hôpital Saint-Nicolas
- 21 Hôpital Saint-Esprit du Bourg
- 22 Hôpital du Taur
- 23 Hôpital Saint-Jacques du Bourg

Le regroupement des Hôpitaux au XVI^e siècle



Hôpitaux non localisés

- Hôpital Saint-Eutrope
- Hôpital Saint-Jean de Jérusalem
- Hôpital Saint-Anian
- Hôpital du Puy Milan
- Hôpital de Saint-Orens

■ Léproseries

- 24 Gausbert de Cabors
- 25 de la porte Arnaud-Bernard
- 26 de la Porte Narbonnaise
- 27 Brun-Baragnon

- 1 Hôpital Saint-Jacques du Bourg
- 2 Hôpital du Taur
- 3 Hôpital du Saint-Esprit de la Cité
- 4 Hôpital Sainte-Catherine des Roigneux
- 5 Hôpital Saint-Jacques 1313/Hôtel-Dieu Saint-Jacques 1554
- 6 Hôpital Saint-Sébastien 1508-1514

La restructuration des hôpitaux (Frexinos 2001 : 34).

Des tensions religieuses aux recompositions de l'économie du don

L'Église peine à prendre en compte les transformations qui affectent la société urbaine, comme le montre sa perte d'influence dans le système hospitalier. Chez les élites citadines qui vivent le plus ces changements²⁸⁷, une nouvelle demande en matière religieuse se fait jour à laquelle l'offre convient de moins en moins. « Le personnel ecclésiastique toulousain de l'époque ne paraît guère susceptible de répondre à leur attente. Parfois très jeunes (...), les archevêques sont de grands seigneurs, cumulant les bénéfices, que leurs charges politiques ou diplomatiques tiennent éloignés de leur diocèse. En leur absence, le clergé paroissial comme le clergé régulier se signalent par une conduite peu édifiante, voire scandaleuse : en 1559 des prostituées sont arrêtées au couvent des Augustins, où des moines complaisants les hébergeaient depuis plusieurs années » (Taillefer 2002 : 128)²⁸⁸. Cette hypocrisie, révélant une profonde crise morale, ne suffit pas à elle seule à expliquer la désaffection d'une proportion croissante de la population. Si « l'Église toulousaine est un troupeau sans pasteur » comme l'affirme Bartolomé Bennassar (Wolff 1974 : 271), c'est aussi parce que les fidèles forment moins qu'auparavant un « troupeau ». « Les luttes confessionnelles deviennent ainsi un moyen d'exprimer les conflits socio-politiques » (Le Roy Ladurie 1998 : 97). Déjà l'humanisme avait soulevé des questions témoignant d'une évolution des mentalités chez les élites intellectuelles et économiques, de nombreux humanistes sont d'ailleurs les premiers à être suspectés de sympathies pour la Réforme²⁸⁹. Ces élites acceptent de moins en moins des formes estimées superstitieuses d'expression de la foi. Etienne Dolet²⁹⁰ brocarde par exemple le rite propitiatoire de la « baignade » dans la Garonne d'une croix d'argent miraculeuse afin d'assurer le succès de la pêche, et Jean Bodin rapporte encore que « pour faire tomber la pluie les petits enfants traînent des images du Christ et des saints dans les ruisseaux et les jettent dans les puits ou dans la Garonne » (Taillefer 2000 :

²⁸⁷ « La ville constitue et un enjeu essentiel dans la lutte confessionnelle et un premier front d'acculturation » précise Roger Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 96).

²⁸⁸ « Circonstance aggravante, il s'agissait de femmes mariées qui avaient abandonné leurs conjoints » (Wolff 1974 : 272).

²⁸⁹ Ainsi Jean de Pins, en 1532, puis Jean de Boyssonné (voir supra) sont accusés d'hérésie (Taillefer 2002 : 128).

²⁹⁰ Sur la pensée religieuse de Dolet, voir le chapitre que lui consacre Febvre, dans *Au cœur du religieux du XVI^e siècle* (1983 : 231-300) ; voir aussi, du même auteur, *Le problème de l'incroyance*.

338-339). L'apparition du protestantisme est donc aussi un miroir du clivage social entre les groupes dominants et les couches populaires, très attachées à un catholicisme teinté de particularités locales, comme nous venons de le voir.

Présent dès 1530, date des premières dénonciations, le culte réformé devient moins minoritaire et par conséquent problématique pour l'ordre public à partir de la moitié du XVI^e siècle. Ainsi, en 1548, des étudiants s'en prennent aux Franciscains ou troublent les processions (Wolff 1974 : 273). Mais surtout, une décennie plus tard, une véritable église protestante est fondée à Toulouse²⁹¹. Quelle est alors le poids numérique de la communauté réformée qui envoie des délégués au Synode national de 1559 ? « Comptait-elle 25 000 adhérents, selon les « annales » municipales ; ou seulement 4 000, chiffre plus raisonnable avancé dans une lettre du Parlement », s'interroge Bennassar ? « Sans doute pénétrait-elle tous les milieux » (Wolff 1974 : 273). Il faut cependant souligner que les protestants s'inscrivent dans une certaine sociologie urbaine, puisque les délégations qui se rendent au Conseil de ville en 1561 à propos du conflit comprennent 76% de « bourgeois », au sens large, pour la protestante, contre 45% pour la catholique, tandis que les artisans forment 17% de la première et plus de 39% de la seconde (Wolff 1974 : 274). Des négociants en pastel de premier plan comme Pierre d'Assézat ou Etienne Ferrières se rangent ainsi du côté des réformés qui comptent également des capitouls, des officiers royaux, des hommes de loi, des médecins, des universitaires. Lorsque l'affrontement s'engage entre les uns et les autres, dans un contexte confus au niveau national²⁹², c'est une véritable guerre civile qui oppose entre eux les membres des principales institutions (Parlement, capitoulat), pour prendre le contrôle de la ville. En mai 1562, les huguenots parviennent à mettre la main sur l'Hôtel de ville, lieu symbolique mais aussi stratégique par son artillerie, et tentent de s'emparer du reste de Toulouse. Une bataille de rue acharnée de plusieurs jours voit finalement la victoire des catholiques du fait de leur supériorité numérique dans les combats (probablement environ 5 000 face aux 1 700 réformés), et de l'arrivée de davantage de renforts que leurs adversaires (Taillefer 2002 : 132-133)²⁹³. La ville paye un lourd tribut à

²⁹¹ Ses « premiers pasteurs sont des moines défroqués » (Taillefer 2002 : 129) ; Bennassar mentionne leur nom et leur parcours (Wolff 1974 : 273).

²⁹² La régence de Catherine de Médicis.

²⁹³ Ces luttes sont relatées plus en détail par Bennassar (Wolff 1974 : 276-278).

ces luttes intestines : de nombreuses maisons sont mises à sac, comme l'hôtel de Bernuy, ou incendiées, en particulier dans le quartier Saint-Georges, la flèche des Jacobins est abattue par les protestants. Ces derniers sont massacrés pendant leur retraite par les catholiques toulousains auxquelles se joignent les paysans des alentours²⁹⁴. Cette « épuration » va être poursuivie à l'automne 1572 à la suite de la Saint-Barthélemy, liquidant les derniers protestants dans la nuit du 3 au 4 octobre.

Ces évènements vont avoir un impact durable sur Toulouse. La ville devient un « bastion catholique » pour plusieurs siècles. Conscients de « la fragilité de leur victoire », les catholiques « se sentent isolés au milieu d'une vaste zone restée majoritairement favorable aux huguenots » (Taillefer 2002 : 134). Il faut en effet souligner le poids considérable du protestantisme dans le Languedoc, où la plupart des centres urbains secondaires sont dominés par les réformés : Castres, Revel, Lavaur, Gaillac, Rabastens, L'Isle-Jourdain, Pamier, et surtout Montauban. Les catholiques entretiennent à Toulouse un climat d'intolérance. Ce climat est relayé par le populisme des ordres religieux, chassés des villes citées ci-dessus, ainsi que par celui des confréries de pénitents, nouvellement créées, qui organisent des processions. Par la terreur et l'effroi, la situation se stabilise à Toulouse même, mais l'élan qui l'avait porté à l'épanouissement économique et culturel est définitivement stoppé. « Renforçant la stagnation du grand commerce international, les troubles qui débutent en 1560 provoquent la rupture des relations locales et régionales, les pillages et les exactions des gens de guerre sur les paysans producteurs, les confiscations de biens mobiliers et immobiliers des huguenots, lesquels, vendus à bas prix, provoquent un amoindrissement des fortunes. Ce cortège d'avatars inhérent aux quarante années de guerres civiles, s'étendant de 1560 à 1598, handicape maintes villes et maintes provinces mais s'avère plus dramatique encore pour Toulouse au cœur d'une région où les affrontements, les razzias, les opérations de commando, menés par les soldats protestants ou les soldats catholiques, ne cessent pas durant ce presque demi-siècle, alors qu'ailleurs ces agitations s'exercent selon un rythme discontinu » explique, en spécialiste de ce thème et de cette période, Janine Garrisson

²⁹⁴ En effet, comme le souligne Chartier, en Languedoc, « les paysanneries restent rétives à la nouvelle foi et identifient citadins protestants, cité et hérésie » (Le Roy Ladurie 1998 : 97) ; sans doute ont-elles trouvé là l'occasion d'exprimer un certain ressentiment.

(Roubaud 1991 : 24)²⁹⁵. Les guerres de religion marquent donc un important coup d'arrêt pour la croissance économique de Toulouse et de sa région.

L'attractivité de la ville ressort très diminuée de cette période troublée. Son université, dont les étudiants avaient pris part au soulèvement des réformés en 1562 puis à leur massacre dix ans plus tard (Taillefer 2002 : 139)²⁹⁶, accueille beaucoup moins d'étudiants étrangers. Or ce sont ces apports extérieurs, celui aussi des marchands marranes comme Bernuy, qui avaient constitué le terreau de la réussite toulousaine. « Tout se passe comme si la ville réinvestissait un espace conquis par d'autres », remarque de façon suggestive Janine Garrisson (Roubaud 1991 : 27). Mais ce repli conservateur ne favorise pas le pouvoir municipal, loin s'en faut. Déjà concurrencées par le Parlement, les autorités municipales perdent encore de leur autonomie pendant la deuxième moitié du XVI^e siècle (Taillefer 2002 : 138). La disjonction d'avec l'espace régional entraîne Toulouse sur la voie d'une instrumentalisation facilitant son intégration à l'espace national. L'histoire semble ainsi bégayer, reproduisant peu ou prou le schéma de la séquence historique de la révolte cathare et de sa répression²⁹⁷. Encore une fois, Toulouse aurait pu se frayer tout autre destin, celui, vraisemblable en cas de la formation de Provinces-Unies du Midi, de capitale d'un Etat fédéral²⁹⁸. Sur le plan politique, c'est donc une période charnière pour l'histoire de France comme pour celle de Toulouse. Plus profondément, ces tensions multiples sont révélatrices d'effets pervers dans la transition à une autre économie du don.

La monétarisation croissante des échanges au cours des temps médiévaux avait largement modifié le régime des dons des hommes entre eux ou avec le divin, comme l'ont mis en évidence Le Goff ou Duby (voir chapitre précédent). Cette tendance se poursuit dans le contexte inflationniste de la Renaissance, mais n'annihile pas pour autant la prégnance de l'économie symbolique. Natalie Zemon Davis montre ainsi que dons et ventes coexistent, les premiers venant souvent

²⁹⁵ Voir aussi les autres travaux de Janine Garrisson, dont *Les protestants du Midi* (1991).

²⁹⁶ L'un de leurs maîtres, Jean de Coras, est pendu (Hugon 1996 : 75-82).

²⁹⁷ Voir sur ce point l'article de Christian Cau, « L'abécédaire d'une certaine contestation » (Roubaud 1991 : 16-18).

²⁹⁸ Cette hypothèse est esquissée par Garrisson dans *Les protestants du Midi* (1991).

soutenir les seconds (Zemon Davis 2003 : 71)²⁹⁹. En effet, « bien qu'il y ait de grands changements dans les systèmes de dons et d'échanges à travers les époques, on ne trouve pas de modèle universel d'une évolution allant d'une économie totale du don à un simple cadeau occasionnel. Le don perdure bien plutôt comme un mode relationnel essentiel, un répertoire comportemental, un registre qui a ses propres règles, son propre langage, ses protocoles et ses gestes » précise Zémon Davis (2003 : 19). D'une manière générale, elle indique comment « la France du XVI^e siècle avait hérité du passé et était en train de redéfinir quatre puissantes prescriptions dans les échanges humains : la charité chrétienne, la noble libéralité, les faveurs de l'amitié et la générosité de voisinage » (Zemon Davis 2003 : 26). Cette redéfinition est porteuse de conséquences protéiformes. Si l'opposition entre protestants et catholiques en est la manifestation la plus violente (Zemon Davis 2003 : 155-190), d'autres querelles moins meurtrières illustrent la ré-articulation qui s'opère dans les conceptions et les pratiques du don.

Les vertus pacificatrices des présents sont ambivalentes. Les cadeaux obligent, et, par ces obligations, dissolvent et catalysent à la fois les rapports de force. Cela entraîne une confusion des genres qui est toujours inévitable mais néanmoins toujours potentiellement problématique. Dans son *Essai sur le don dans la France du XVI^e siècle* (2003), Zemon Davis décrit les entrées du roi en ville dans cette perspective pour analyser la façon dont s'y négocie la réciprocité, au sens anthropologique, entre le souverain et ses sujets (Zemon Davis 2003 : 144). Ainsi à Toulouse, à l'occasion de la venue de François I^{er} en 1533, la ville se pare d'une architecture éphémère, arcs de triomphe et théâtres temporaires « dessinés par les artistes les plus réputés (Nicolas Bachelier, Jean Rancy) et couverts d'emblèmes et de devises exaltant la puissance royale » (Taillefer 2002 : 124). La ville se prépare à la cérémonie festive qui inaugure une tradition amenée à perdurer pendant l'Ancien Régime³⁰⁰. « A la porte Arnaud-Bernard, parfois appelée aussi

²⁹⁹ « Dans des sociétés telles que la France du XVI^e siècle (...), les conflits autour du don ne viennent pas tant de l'impact de l'argent, des marchés et des affaires que des débats vifs de pouvoir et de réciprocité dans les familles, dans la politique royale et dans la religion » affirme-t-elle dans sa conclusion (Zémon Davis 2003 : 191).

³⁰⁰ Le même cérémonial s'applique lorsque François I^{er} revient en 1542, puis lors des visites de Charles IX en 1565, Louis XIII en 1621, 1622, et 1632 ; Louis XIV, en 1659, défile pour sa part dans une Toulouse, certes nettoyée et embellie, mais dépourvue de ces décors monumentaux (Taillefer 2000 : 269-270). « Très vivante jusqu'au XVII^e siècle, « elle ne survivra pas à la prise en main du royaume par le pouvoir monarchique. Le mode de gouvernement qu'elle incarne n'a plus

pour cette raison porte Royale, il est accueilli par les capitouls à genoux et harangué par le chef du Consistoire, qui le supplie de « garder et conserver les privilèges, franchises et libertés » de la cité ; il en fait le serment, sur un missel et un crucifix, et reçoit les clés de la ville » (Taillefer 2000 : 269). A travers cette supplication, nous percevons comment la suprématie de la couronne s'incarne dans cet espace temps particulier, se positionnant comme le partenaire d'un échange dont elle est largement bénéficiaire. « L'entrée royale n'est pas seulement une fête somptueuse ; elle est une forme de gouvernement », montre Antonia Janik, dans un article intitulé « L'entrée et le séjour de Louis XIII à Toulouse en novembre 1621 » (1996 : 438).

Une autre transaction politico-symbolique entre le royaume et ses provinces est appréhendée par Zemon Davis : les offices. Ceux-ci fournissent un exemple particulièrement probant d'entremêlement des registres du don et de l'achat. « Toute charge royale s'obtenait par un tel mélange de paiement et de patronage, et les lettres royales insistaient toujours sur les mérites et les louables qualités du donataire » (Zemon Davis 2003 : 152). Ce langage du don ne vient qu'habiller la réalité d'une relation pétrie d'intérêts convergents : remplir les caisses de la monarchie en contrepartie de l'obtention de la garantie d'un statut social localement. En effet, à partir de 1500, « le parlementaire, qui se considère désormais comme propriétaire de son office, trouve naturel de le céder contre espèces à son successeur ; cette vénalité des offices devient courante vers 1520, et le roi y consent lorsqu'il est entendu que le candidat « prêtera » quelque somme au Trésor royal. Enfin, l'hérédité des charges s'impose peu à peu, et fait des mariages entre familles parlementaires des affaires particulièrement importantes » (Wolff 1974 : 241). La vente des offices engage de la sorte une anthropologie économique-politique aux multiples ramifications. C'est tout un système de dons en cascade qui s'effectue à la suite de l'échange initial entre le roi et les parlementaires. Ceux-ci sont rétribués suivant un barème qui n'augmente pas aussi vite que l'inflation, mais il y a « les cadeaux offerts par les parties, interdits en principe, tolérés à condition de rester modérés. Leur inventaire a

lieu d'être, dès lors que la monarchie cherche à annihiler les différents corps du royaume en rognant sur leurs privilèges ; l'entrée, renouvellement du contrat de fidélité qui s'accompagne de la promesse royale, devient alors la seule célébration du pouvoir central ; tout doit rester autour du roi qui parade à Versailles », explique Antonia Janik (1996 : 438).

permis à André Viala, l'historien du Parlement, d'esquisser une précoce gastronomie régionale » (Wolff 1974 : 241). Une part de leur rémunération, au sens étymologique du mot³⁰¹, provient aussi de l'efficacité symbolique qui leur est conférée par leur charge : l'inviolabilité, les préséances dans les cérémonies, le costume spécial et les formules de respect. « Dans les grandes occasions, le premier président porte un manteau « à lambeaux » (c'est-à-dire à grands pans d'étoffe), ainsi qu'un « chapeau rond de velours noir brodé d'or » » ; et il est flatteusement qualifié de « très redoutable et très éminent homme » (*metuendissimus et prestantissimus vir*) » (Wolff 1974 : 241). Ces contre-dons ne suffisent pourtant pas à combler les appétits de certains, comme les fils du marchand de pastel Pierre Roquette, formant un véritable « gang », dont l'un continue le commerce familial, protégé par ses trois frères, au service de la monarchie à divers titres (Wolff 1974 : 242). Le cas de Jean d'Ulmo est plus saisissant encore en matière de corruption. Sa fulgurante promotion sociale au sein de la société parlementaire est la récompense des solides appuis qu'il est parvenu à se constituer au fil des services rendus dans l'exercice dévoyé de ses fonctions. Il a entrepris la construction d'un gigantesque hôtel particulier, qu'il n'eut le loisir d'habiter, ayant été épinglé puis envoyé en prison (Hugon 1996 : 59-60). Même si à cette époque il n'existe pas de terme spécifique pour désigner le phénomène³⁰², la corruption devient un problème de plus en plus central : « au sein d'un monde de dons qui créaient des « amitiés » et des obligations de reconnaissance, où commençait la corruption ? » s'interroge Zemon Davis (2003 : 138). Participant à établir des compromis, les dons peuvent engendrer bien des compromissions et pérenniser bien des conservatismes.

³⁰¹ La notion de rémunération dérive du latin '*munus*', « charge honorifique impliquant obligations en retour », mot qui provient lui-même de la racine indo-européenne '*mei-*' qui désigne l'échange. « Mais comment associer la notion de « charge » et celle d' « échange » que la racine indique ? se demande Emile Benveniste dans *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*. « En nommant quelqu'un magistrat, on lui donne avantages et honneur. Cela l'oblige en retour à des contre-prestations, sous forme de dépenses en particulier pour les spectacles, justifiant ainsi cette « charge officielle » comme « échange » (...). Par suite, *communis* ne signifie pas « qui partage les charges », mais proprement « qui a en commun des *munia* ». Or quand ce système de compensation joue à l'intérieur d'un même cercle, il détermine une « communauté », un ensemble d'hommes unis par ce lien de réciprocité » (Benveniste 1969 : 96).

³⁰² « Les théoriciens contemporains ont pour habitude d'interpréter la « corruption » comme un produit des Etats contemporains, avec leur organisation bureaucratique et rationnelle, et dont les codes seraient violés par des gens manquant d'intégrité » ; cependant, les mauvais dons ont existé à toutes les époques, et ont exercé un pouvoir de nuisance particulièrement insistant au XVI^e siècle (Zemon Davis 2003 : 201).

- Blé et conservatismes

Echange et politique : la terre investie, les offices en hausse

La médiocrité relative du capitalisme toulousain est la conséquence de la pusillanimité de ses élites dans la vie économique. Préférant acheter des offices et des terres plutôt qu'investir leurs capitaux dans des activités innovantes, celles-ci préservent leur rang dans une hiérarchie sociale où le prestige prévaut, et « servent de modèle à toutes les autres catégories » ; « du haut en bas de l'échelle, les Toulousains l'imitent. Dès qu'un Toulousain possède quelque économie, il achète une terre, quelques arpents de vigne, s'il dispose de peu d'argent ; une maison, voire un château si cela lui est possible » (Wolff 1974 : 354-355). Toutefois, si ces dépenses sont improductives sur le plan économique, elles ne le sont pas sur celui de l'anthropologie politique. Ainsi la société toulousaine « est-elle beaucoup plus une 'société d'ordres' qu'une 'société de classes'. La 'considération' y prime la richesse. On a même pu parler d'une 'société de castes'. C'est excessif », mais « corsetée dans une hiérarchie vétuste » (Wolff 1974 : 354)³⁰³, elle apparaît archaïque, et quasiment bloquée. Seuls l'anoblissement par l'achat d'un office ou une stratégie matrimoniale judicieuse fournissent des possibilités d'ascension sociale. Cette situation a des racines lointaines dans le passé toulousain et va perdurer jusque bien après la Révolution française. Elle s'inscrit dans une géographie économique et une histoire des mentalités, celles de populations d'une ville terrienne et en périphérie d'un espace national en constitution. Des traits durables se dessinent pendant cette longue phase historique, deuxième partie du « long Moyen âge » selon la périodisation de Le Goff (1999 : 447-452). Ils apparaissent, du fait de leur permanence, comme autant de caractères propres à l'identité toulousaine : une ville administrative, à la structure sociale fortement inégalitaire, assise sur une relation endogame à ses campagnes. Celles-ci sont qualifiées de 'toulousaines' par Roger Brunet, dans sa thèse portant ce titre (*Les campagnes toulousaines*), et cela « pas seulement » parce « qu'elles sont dans l'orbite de Toulouse ; c'est une épithète qui a un sens profond, dont on pourrait à certains égards faire un type en géographie générale » (Brunet 1965 : 10).

³⁰³ Il faut resituer le cas toulousain dans le débat historiographique sur la nature de la société (ordre ou classe ?) pendant cette période.

Réciproquement, la ville comporte de nombreuses marques de ruralité, amenant Jacques Godechot à intituler « un grand village » le chapitre décrivant Toulouse de 1815 à 1914 (Wolff 1974 : 445). Ainsi, c'est sa vocation de ville-relais de l'agriculture qui constitue sa principale raison d'être, c'est pourquoi Georges Frêche, dans son étude sur *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières* (1974), indique que « certes, Toulouse apparaît plus qu'à son tour dans cet ouvrage, mais surtout dans ses relations avec les terres environnantes », « au phare, pour aussi brillant qu'il soit, a été préférée la mer immense qu'il éclaire mais qui le justifie » (Frêche 1974 : 11).

Cette interpénétration entre la ville et ses campagnes est, à tout le moins, un héritage médiéval³⁰⁴. Il est possible d'émettre l'hypothèse que si Toulouse n'a jamais réussi à se départir davantage de cet environnement, comme des villes marchandes ont pu le faire, c'est sans doute là le symptôme d'un certain manque à être urbain³⁰⁵. Ce défaut relatif tient notamment à la manière dont s'est formée la commune de Toulouse. Ainsi, « en raison de l'exceptionnelle étendue du gardiage, dont le terroir est pour l'essentiel voué au maraîchage, à la céréaliculture, à l'élevage ovin et à la viticulture, l'agriculture et les activités connexes occupent dans l'économie et la société toulousaine une place de premier plan » comme le précise Taillefer dans *Vivre à Toulouse sous l'Ancien Régime* (2000 : 203). Mais plus encore, il est la conséquence d'une mentalité que la bourgeoisie toulousaine illustre de façon quasi-caricaturale à travers ses acquisitions foncière. « Ces achats répondent très souvent à la vanité sociale. (...) La terre, ce n'est pas aussitôt la noblesse, mais c'est le chemin de la noblesse, une promotion sociale. L'économique, pas seul en cause, joue cependant son rôle. Je puis acheter une terre proche de ma ville pour assurer le ravitaillement de ma maison ; c'est la politique d'un bon père de famille. Ou encore pour placer mes capitaux et les mettre à l'abri : la terre disait-on ne ment jamais et les marchands le savaient bien » écrit Braudel (1979, 2 : 217). Il ne faudrait pourtant pas céder aux facilités d'une histoire psychologisante³⁰⁶. Le goût pour la terre de la

³⁰⁴ L'opposition ville/campagne est assez peu nette déjà dès l'époque romaine (voir supra).

³⁰⁵ « Cette hésitation à se détacher de la vie rurale traditionnelle traduit sans doute la faiblesse de cette économie » ; « les échanges entre ville et campagnes ne pouvaient être qu'incomplètement commercialisés » note Wolff en conclusion de sa thèse, après avoir souligné « la crainte qu'elle éprouvait de se vouer aux seules « tâches urbaines » » (Wolff 1954 : 624-625).

³⁰⁶ Frêche pourfend ainsi « le mythe de l'indolence des Toulousains » (Frêche 1974 : 794).

bourgeoisie du Toulousain, fruit d'une habitude, est la résultante d'évidentes raisons économiques et sociales. « Comment être surpris par ce « goût » ? Voici une région où l'enrichissement par le commerce est très aléatoire et, somme toute, lent et limité ; où les capitaux, peu abondants, sont insuffisamment sollicités par les activités industrielles ou commerciales ; une ville, au contraire, où domine la fonction administrative, où la bourgeoisie « parlementaire » l'emporte sur la bourgeoisie « marchande » ; une région enfin où la situation peu brillante de la plupart des fortunes aristocratiques les met au niveau de bien des convoitises bourgeoises ; où, pour un bourgeois, accéder à la plus haute classe de la société est loin d'être un rêve inaccessible, puisqu'une carrière dans l'administration et l'achat de quelques biens fonds le permettent » explique Brunet (1965 : 318), qui ajoute que « plus que de « goût » on peut sans doute, à l'origine, parler de « besoin ». Posséder un domaine était pour le bourgeois toulousain un besoin social » (Brunet 1965 : 319). Il nous faudra revenir plus en détail sur ces différents points. Mais rappelons avec Jean-Claude Perrot que « la terre d'Ancien Régime est en effet bien plus qu'un facteur de production. Sa place déborde immensément de la sphère économique. Elle donne aux familles leur nom, titre ou blason, elle symbolise leur substance et leur pérennité. Elle supporte et vivifie un assemblage complexe de fiefs et de seigneuries qui fonde l'échelle des distinctions sociales jusqu'à la personne du roi, ultime propriétaire « tréfoncier » du royaume » (Perrot 1992 : 215).

La pyramide sociale dont la terre est le socle et le régime monarchique le vecteur de gravissement prime la ville comme « transformateur électrique », selon la métaphore de Braudel (1979, 1 : 421), de cette différenciation sociale. Alors que ces deux modalités d'organisation de la géométrie d'une société sont venues de plus en plus s'opposer au fil des temps médiévaux, une tendance contradictoire a contribué à articuler les deux modèles, la hiérarchie sociale urbaine renforçant celle de la royauté et de sa territorialisation. La ville devient de la sorte un instrument aux mains du pouvoir monarchique pour canaliser les flux des échanges, économiques et surtout politiques, à son profit. La terre et les offices, qui en constituent d'une certaine manière un substitut, sont les monnaies de l'échange social et la propriété en fournit l'étalon. Pour les Toulousains aisés de l'époque moderne, « la propriété immobilière urbaine est moins valorisante que la

propriété rurale. Il n'est donc pas surprenant que certains d'entre eux se contentent d'être locataires en ville, alors qu'ils possèdent des domaines à la campagne. C'est aussi la raison pour laquelle les nobles et les parlementaires, s'ils louent volontiers les pièces inoccupées de leurs hôtels, ne se soucient pas d'exploiter des immeubles de rapport, d'où ils tireraient un type de profit qui leur paraît indigne de leur condition » ; « ils sont imités par les hommes de loi », alors que les plus riches des marchands et des artisans effectuent ce type d'investissement (Taillefer 2000 : 159-160). Significativement, Brunet note qu'en 1965, « dans la capitale languedocienne, subsiste un fort groupe de personnes qui déclarent la profession de « propriétaire » » (Brunet 1965 : 287). C'est là l'héritage d'une société urbaine longtemps complètement dominée par des propriétaires rentiers qui représentent encore un cinquième de la population en 1876 ; et qui, « comme dans le Mezzogiorno du XX^e siècle », « s'occupent en faisant des études juridiques : 53% des diplômes d'Enseignement supérieur sont délivrés par la Faculté de Droit (44% en France) » (Brunet 1965 : 374)³⁰⁷. Le Droit, important facteur de continuité pendant l'Antiquité tardive, intervient ici comme la garantie symbolique et pratique d'une élite urbaine locale préférant les vertus stabilisantes de la propriété à celles, plus risquées mais pécuniairement plus avantageuses, de la mobilité.

Les métiers du droit constituent la pierre angulaire d'un tel édifice social. Ainsi, pendant l'Ancien Régime, « au sein de la bourgeoisie, ce sont les professions juridiques, et notamment les avocats, qui tiennent le haut du pavé et éclipsent les professions marchandes ; à Toulouse, cité de tradition « romaine », les deux piliers de la prééminence sociale sont la possession de la terre et la pratique du droit » explique Taillefer (2000 : 97). La ville compte « 276 avocats : 215 au parlement, 42 à la bourse, 14 au Sénéchal et 5 à la cour des capitouls, qui il est vrai ne plaident pas tous, car à Toulouse le titre d'avocat est souvent recherché pour le statut social qu'il confère davantage que pour faire réellement carrière au barreau » (Taillefer 2000 : 222). Le poids de ce monde de la justice est donc considérable à tous les niveaux de la vie urbaine. « Faisant vivre directement près d'un Toulousain sur cinq, la justice constitue donc le premier secteur d'activité, devant l'industrie textile qui ne concerne que 15,1 % des habitants *intra muros* ;

³⁰⁷ Brunet se base sur l'étude d'Armangaud, *Les population de l'Est aquitain au début de l'époque contemporaine (1845-1871)*, Paris (1958 : 80).

70% des emplois qu'elle procure étant liés au Parlement, le Palais apparaît comme le lieu de travail le plus fréquenté de la cité » (Taillefer 2000 : 223)³⁰⁸. En effet, ce groupe social au train de vie fastueux, en particulier celui des titulaires d'une charge au Parlement, engendre une économie urbaine orientée par la consommation de prestige. « Dans la vie de ces parlementaires, il est possible de suivre, depuis le début du XVI^e siècle, la montée de l'esprit de luxe et de jouissance. Luxueux hôtels, vêtements de soie, bijoux dénoncés par les moralistes, tout est là pour le montrer » (Wolff 1974 : 242). La multiplication des institutions administratives et judiciaires à Toulouse implique qu' « autour de chacune de ces juridictions gravite tout un monde d'auxiliaires et d'hommes de loi. Ainsi se développe une élite influente et fortunée, dont la consommation fait vivre de nombreux artisans et commerçants qui profitent aussi de la clientèle des plaideurs venus de tous les recoins de l'immense ressort du parlement » (Taillefer 2002 : 116). Plus directement, à la fin du XVII^e siècle, « l'importance numérique de la noblesse et des officiers explique celle des domestiques : 10 % de la population » (Wolff 1974 : 315). Aussi, le mode de vie de cette bourgeoisie anoblie, ou désireuse de l'être via le contrôle de la justice, ne suscite pas une levée des barrières de la hiérarchie des conditions. Promotion sociale des uns ne rime pas avec mobilité sociale des plus humbles.

S'emparant des leviers traditionnellement détenus par l'aristocratie, la bourgeoisie toulousaine, sans doute plus que celle des autres villes provinciales françaises, ne participe pas à accroître la plasticité du corps social urbain, élasticité qui apparaît pourtant comme l'une des caractéristiques de l'urbanité. Alors qu'au XVI^e siècle, par le commerce du pastel et le début de la vente des offices, la ville offrait à la petite et moyenne bourgeoisie des voies multiples d'amélioration de son statut économique et social, les choses se crispent au cours des siècles suivants. A la veille de la Révolution, les inégalités se sont nettement creusées au sein de la société toulousaine. « La bourgeoisie possède plus du tiers de la fortune urbaine, tandis que les classes populaires ne possèdent pratiquement rien. Il y a là une inégalité que nous n'aurions jamais imaginée si flagrante » écrit Jean Sentou, en

³⁰⁸ Georges Hanne souligne l'impact social et spatial de ces « hommes de loi qui représentent toujours plus d'un sixième des actifs, et parfois plus du tiers dans l'ensemble des moulons qui entourent le Parlement ou encore à proximité du Sénéchal » (Hanne 2003 : 551). Il montre également comment cela induit une multiplication des professions liées aux apparences (vêtements, chapeaux perruques, etc.), à proximité de ces notables (Hanne 2003 : 547-548).

conclusion de son analyse d'histoire statistique des groupes sociaux. « Mais d'autre part », poursuit-il, « la bourgeoisie ici fait figure de parent pauvre à côté de la noblesse, qui contrôle près des deux tiers de cette fortune, et surtout elle ne présente pas un type de fortune original », puisqu'elle a tendance à imiter le modèle aristocratique (Sentou 1969 : 469). Seules « quelques dizaines de familles de magistrats, dont plusieurs sont millionnaires, accaparent donc près de la moitié de la richesse de la ville » (Taillefer 2002 : 171). Comme l'analyse Pierre Chaunu, dans *La civilisation de l'Europe Classique* (1984), « l'ascension sociale est toujours freinée par l'effort que chaque groupe dans son ascension fournit pour faire écran entre lui et l'étage inférieur qu'il vient de quitter » (Chaunu 1984 : 293). Cette stratégie concerne et caractérise en premier lieu la bourgeoisie. « Satisfaite de sa promotion, elle verrouille solidement la porte qu'elle a franchie. La réaction aristocratique dans l'Etat, la réaction seigneuriale aux champs sera conduite au XVIII^e siècle par l'aile robine de la noblesse. Cette bourgeoisie du XVI^e devenue aristocratie dans l'Etat et sur la terre confère aux XVII^e et XVIII^e siècles, la dureté cristalline de ses structures aristocratiques » (Chaunu 1984 : 295)³⁰⁹. Ce type d'évolution n'est pas propre à Toulouse, mais elle y est plus particulièrement marquée, et il faut par conséquent ouvrir une parenthèse à propos du débat historiographique autour du système instauré par l'achat des offices.

Ce système qui se développe à partir du XVI^e siècle, comme nous l'avons décrit au chapitre précédent, fait l'objet de d'interprétations contradictoires. Correspond-il à un affaiblissement ou, au contraire, à un renforcement de l'Etat en gestation ? Permet-il à la bourgeoisie de s'affirmer, ou bien est-il le signe de son absorption par le féodalisme ? Qu'en est-il de la nature de société à cette époque : société de classes ou persistance d'une société d'ordres ? Ces questions interdépendantes sont également importantes car elles soulèvent des problèmes qui permettent de comprendre la spécificité du développement économique de la France par rapport à ses voisins européens, et en particulier l'Angleterre. Ainsi, dans *Capitalisme et économie-monde* (1980), après avoir retracé les tenants et aboutissants du débat historiographique, Immanuel Wallerstein affirme-t-il que « schématiquement et en

³⁰⁹ Ce que Chaunu écrit à propos de l'Espagne pourrait presque tout autant valoir à Toulouse : « la société, remarquable encore, au début du XVI^e siècle, par la rapidité de l'osmose sociale, se fige au XVII^e, dans un refus général de la mobilité ; grands seigneurs, hidalgos, bourgeois capitulaires et paysans satisfaits de leur dignité vieille chrétienne étreignent l'ensemble du corps social d'un même regard aristocratique » (Chaunu 1984 : 293).

simplifiant à l'extrême, en Angleterre, l'aristocratie fut perdante à court terme, mais gagnante à long terme en se transformant en bourgeoisie capitaliste, tandis qu'en France, l'aristocratie fut gagnante à court terme, mais perdante à long terme en contraignant la bourgeoisie à abandonner sa fonction propre, contribuant ainsi dans une certaine mesure à la stagnation économique » (Wallerstein 1980, 1 : 257)³¹⁰. Il montre comment ces processus différenciés reposent sur des relations différentes avec l'économie-monde européenne. Au sein de celle-ci, « la situation où se trouve la France en fait une somme de forces centrifuges »³¹¹, qui « l'obligeait en quelque sorte à des options contradictoires » pour « s'opposer à ce fractionnement » lié à sa géographie (Wallerstein 1980, 1 : 235-237). Face à cette problématique, le pouvoir politique français est en effet mal à l'aise, car « son appareil étatique était à la fois trop fort et trop faible » explique Wallerstein (1980, 1 : 233). Le système des offices s'inscrit donc dans cette perspective ambivalente. Il permet d'intéresser la bourgeoisie à la consolidation de la monarchie à travers un échange paradoxal, lequel est révélateur des insuffisances relatives de l'Etat et des fortunes bourgeoises.

A l'inflation monétaire du XVI^e siècle répond celle des offices. Ainsi à Toulouse, le « nombre des parlementaires passe d'une trentaine à la fin du XV^e à près de quatre-vingts vers 1560 » (Taillefer 2002 : 116). Cela finance les dépenses croissantes de la monarchie, qui s'accroissent encore au cours du siècle suivant. En effet, « la vénalité des offices a conduit le gouvernement, souvent nécessairement, à en multiplier le nombre » (Wolff 1974 : 315). De la sorte, les villes parlementaires deviennent des relais administratifs de la puissance royale. « En empruntant leur argent et en leur vendant des offices royaux, avec les avantages sociaux que ceux-ci comprenaient, les rois français cooptaient les classes moyennes urbaines presque aussi efficacement qu'ils l'avaient fait avec les courtisans à Versailles » (Hohenberg 1992 : 226). Mais cela n'était pas sans compter de nombreux effets pervers. Ainsi, « tout ce qui augmentait les dettes de l'Etat renforçait la position de ces officiers de la finance. La guerre, en particulier, était pour eux très profitable » (Wallerstein 1980, 1 : 258). Toutefois, dans son *Histoire des institutions*, Jacques Ellul présente le système des offices sous un

³¹⁰ Décrire l'ensemble des différences entre la France et l'Angleterre sortirait trop du cadre de cette étude. Il existe une nombreuse littérature sur le sujet. Voir par exemple Fourquet...

³¹¹ Voir aussi Braudel.

jour assez favorable. Selon lui, ce « système de patrimonialité des offices qui est théoriquement néfaste n'a pas eu de résultats désastreux au point de vue administratif : il a fait entrer dans l'administration un personnel actif et intelligent » (Ellul 1999 : 61) ; « ceci produit alors un heureux renouvellement des classes dirigeantes. Au fur et à mesure que la noblesse perd son activité politique et juridique, elle est remplacée par les officiers issus de la bourgeoisie. Mais évidemment une partie de la bourgeoisie quitte la vie économique productive pour entrer dans ces fonctions improductives » (Ellul 1999 : 62). « Ce système instaure une alliance entre la Royauté et la bourgeoisie, et assure à la Royauté une base stable, large et puissante. Par les offices (...), la bourgeoisie lie, en effet sa fortune à celle du Roi : les offices ne conservent leur valeur que dans la mesure où le Roi reste puissant », ajoute sobrement Ellul (1999 : 62). Cet échange constitue-t-il pour autant un jeu à somme nulle ? Certainement pas car « dès lors c'est toute la force de la vie économique détenue par les bourgeois qui favorise le développement de la Monarchie. L'hérédité des offices va dans le même sens que l'hérédité monarchique » (Ellul 1999 : 62). C'est donc le pouvoir politique central qui tire le plus grand bénéfice du système des offices, centralisation reproduite à l'échelle régionale. Comme l'écrit Chaunu, ce système a représenté une « solution nécessaire, efficace mais à la longue stérilisante et d'un maniement dangereux » (Chaunu 1984 : 294).

Du point de vue d'une anthropologie de l'échange, ce système est ambigu, provoquant des malentendus quant aux termes de l'échange, et quant à l'identité sociale des partenaires. L'entrée de la bourgeoisie dans la noblesse de robe impliquait inévitablement une certaine confusion des genres. Cette confusion est au cœur même d'un débat historiographique pour qualifier la nouvelle donne. Les historiens Boris Porchnev et Roland Mousnier en sont les principaux protagonistes. D'après Porchnev, « la vénalité des offices n'a pas entraîné l'embourgeoisement du pouvoir, mais la féodalisation d'une partie de la bourgeoisie », alors que pour Mousnier, « il n'y a pas un ordre « féodalo-absolutiste », « dans la mesure où il y a tendance à l'absolutisme, il y a lutte contre l'ordre féodal », « et ce qui subsiste d'ordre féodal tend à paralyser l'absolutisme » (Wallerstein 1980, 1 : 256). Si le débat est en partie de nature

sémantique³¹², il n'en révèle pas moins les contradictions internes à la condition bourgeoise en France à cette époque. En effet, « dès le début du XVII^e siècle, la bourgeoisie (...) semble piétiner, comme une classe sans avenir en dépit de ses succès multiples », ce qui la conduit à un certain écartèlement de ses aspirations, explique Robert Mandrou (1997 : 107). C'est dans ce contexte que s'origine le débat entre ordre ou classe pour qualifier les bourgeois³¹³, « métis sociaux » selon la formule de Lucien Febvre (Mandrou 1997 : 106). « L'osmose et la résistance à cette osmose entre les deux secteurs du monde dirigeant qu'étaient la vieille noblesse d'épée et cette aristocratie de robins » constitue l'approche la plus fructueuse, comme le montre Denis Richet dans son analyse de « l'esprit des institutions » de « la France moderne » (1973 : 86). « Pour transmettre les ordres et faire rentrer les impôts, il fallait des courroies de transmission », « la tendance constante de la monarchie fut non pas à substituer des institutions nouvelles à celles qui étaient périmées, mais à superposer les unes aux autres » (Richet 1973 : 91) ; de là les résistances générées par cette mise en concurrence des dominants. Le système des offices est surtout le moyen pour la monarchie d'opérer un subtil musèlement des élites. « Cette séquelle caricaturale de l'ancienne pyramide féodale était pour les souverains la meilleure des garanties : ces réseaux parallèles assuraient mieux que les institutions officielles la continuité de l'Etat » ; « les avantages étaient réciproques » dans ce « mélange complexe de modernité et d'archaïsme » (Richet 1973 : 80-81). « Dans une société où l'ascension individuelle ne bénéficiait que secondairement des voies indépendantes offertes par l'Angleterre voisine, l'Etat était à la fois un pactole, une sécurité et le chemin le plus noble des réussites familiales » rappelle Richet (1973 : 81).

Se placer dans la fonction publique va dans le même sens que la possession de terre, convergence renforcée par l'assise terrienne de la monarchie. La situation géographique et le rôle administratif de Toulouse confèrent localement à ce processus une puissance considérable, quasiment exclusive d'autres tendances. Si ce processus y est plus appuyé qu'ailleurs, Toulouse et sa région le doivent également à son histoire sur la longue durée. En effet, dès le Moyen Age, les

³¹² Sans trancher, Barel utilise ainsi le terme de « bourgeoisie féodale » (Hohenberg 1992 : 226).

³¹³ Richet précise, en partie à juste titre, que ce débat « relève des faux problèmes introduits, de part et d'autre, par l'idéologie dans la recherche historique ». Selon lui, « finalement c'est la problématique de Porchnev, si on en décante le vocabulaire et le placage idéologique superficiel, qui semble la plus compréhensive » (Richet 1973 : 102).

investissements des Toulousains s'orientent majoritairement vers la terre. Ainsi, déjà à cette époque, « les capitaux rassemblés par le commerce se dispersent assez vite en achats fonciers. Très fortement se marque en effet dans cette société le prestige des genres de vie liés à la propriété de la terre », qui permet la pérennisation des avantages acquis, insiste Wolff en conclusion de sa thèse (1954 : 632)³¹⁴. Hormis les plus pauvres, toutes les couches de la société sont touchées. « L'artisan consacre ses modestes gains à l'achat d'un petit lopin. Le marchand rêve d'amasser assez de terres pour vivre de leurs seuls revenus. La terre, c'est la sécurité alimentaire, et c'est aussi le gage d'une ascension, vers cette noblesse terrienne qui demeure le couronnement de l'édifice social. L'esprit reste plus rural que capitaliste, et cet argent qui s'éparpille en achats fonciers, ce sont autant de capitaux soustraits aux investissements de production » décrit Wolff dans son *Histoire de Toulouse* (1974 : 164). L'anoblissement passe aussi par l'exercice des fonctions capitulaires, devenues plus honorifiques que décisionnelles. « Aux XIV^e-XV^e siècles, cette quête de noblesse est le fait d'hommes qui appartiennent moins aux vieilles familles de chevaliers urbains qu'à des familles plus récentes liées au monde du commerce et de l'argent », comme le remarque Pradalié (Taillefer 2002 : 99). L'articulation fonction publique / possession de terre s'est bien rodée à travers les temps médiévaux toulousains, absorbant les velléités commerciales d'une bourgeoisie dont l'affirmation a été vite étouffée par le contexte socio-économique local³¹⁵.

C'est dans ce passé que s'enracine la particularité du cas toulousain dans sa relation avec la terre. En ce sens, il est significatif qu'un géographe comme Roger Brunet en vienne à se livrer à une analyse historique en profondeur pour comprendre la situation des *Campagnes toulousaines* au XX^e siècle, car comme s'intitule le chapitre consacré à cette analyse, c'est « Un mal qui vient de loin » (Brunet 1965 : 294-428). Pour fournir une explication convaincante, « force a donc été de plonger dans le passé », alors qu'en tant que géographe, il était « par

³¹⁴ Wolff ajoute que « le marchand rêve de devenir « bourgeois » – dans le sens que ce terme prenait alors, c'est-à-dire de vivre surtout de ses revenus fonciers » (Wolff 1954 : 632).

³¹⁵ « Dans cette ville, dont l'économie présentait un caractère largement rural et dont ils ne contrôlaient qu'une partie du commerce, les marchands jouaient donc leur rôle. Mais celui-ci n'était pas le premier. C'est aux hommes dont la fortune se fondait sur la terre – nobles et bourgeois – qu'allait le prestige et le pouvoir. C'est d'eux surtout qu'émanait la politique économique de la ville » (Wolff 1954 : 572).

principe fort réticent à remonter le temps » (Brunet 1965 : 299)³¹⁶. Il établit une généalogie des phases successives qui ont façonnées le Toulousain pour en dégager les spécificités. Ainsi, d'une manière générale, il observe que « la bourgeoisie toulousaine s'est sclérosée et très tôt fondue dans le système seigneurial. Il peut paraître paradoxal qu'une féodalité si faible ait fini par absorber la bourgeoisie. Mais celle-ci était plus nombreuse que riche et la possession foncière fut, sinon la seule source de fortune, du moins l'unique facteur de prestige. (...) La facilité de l'ascension des bourgeois et de leur passage dans la noblesse a joué contre la région » ; « le trait est commun à toute la France mais n'a sans doute pas été élevé, dans d'autres régions, à la hauteur d'un système » (Brunet 1965 : 326)³¹⁷. Il remarque en particulier la rapidité avec laquelle les capitaux du pastel sont engloutis dans les hôtels et les métairies. En fait, « depuis le XIII^e siècle, les fonctions de Toulouse ont donné une certaine coloration à sa société, des habitudes, un comportement original » ; « un pli était pris et le grand commerce du pastel semble être venu trop tard, avoir duré trop peu et avoir concerné directement un trop petit nombre de familles pour avoir effacé ce pli » (Brunet 1965 : 327). Il s'agit par conséquent de revenir sur le tournant de l'histoire toulousaine que constitue le XIII^e siècle pour comprendre la structuration de la bourgeoisie locale et de ses relations avec les campagnes.

Bien sûr, l'époque gallo-romaine a laissé une profonde empreinte sur les paysages. Il est notamment possible d'interpréter la faiblesse de l'organisation féodale comme un héritage vraisemblable de la modestie relative des *villae*, en comparaison de celles de la France du Nord, du fait d'une densité de peuplement plus importante dans le Midi toulousain (Brunet 1965 : 308). Cependant, la période décisive du point de vue de l'histoire sociale de la région est le Moyen Age ; et c'est ce point de vue qui prime pour saisir le particularisme local en question. En effet, comme le montre Brunet, « il ne nous paraît pas contestable

³¹⁶ « Ayant aperçu, comme l'un des principaux thèmes de cette étude, le rôle des structures sociales dans la physionomie et l'évolution des campagnes, nous ne pouvions pas laisser en friche le riche champ de démonstration qu'offrait le passé des campagnes toulousaines », précise Brunet (1965 : 299), qui entend inscrire sa démarche dans la géographie humaine alors en plein essor dans les années soixante. L'originalité de sa thèse consiste à appliquer les méthodes de la géographie humaine au rural et non à l'urbain, qui retenait davantage l'attention à la suite des travaux de Pierre Georges (Brunet 1965 : 7).

³¹⁷ Il s'appuie sur l'étude de Forster, *The nobility of Toulouse in the eighteenth century: a social and economical history* (Baltimore, 1960).

que le problème clé soit celui que pose la nature de la bourgeoisie régionale. Or, l'époque décisive de sa formation, celle au cours de laquelle cette classe a acquis ses caractères et son poids sur les campagnes, pour les conserver presque intact jusqu'à nos jours, nous a paru se situer entre les XIII^e et XVI^e siècles. Ce qui n'a, certes rien d'original : la singularité relative de la bourgeoisie et de la société rurale du Toulousain, c'est la grande lenteur de leurs changements depuis cette époque. Et cette lenteur même vient des caractères acquis durant ces siècles » (Brunet 1965 : 301)³¹⁸. Après un démarrage précoce et prometteur, « l'enrichissement de la bourgeoisie » a ensuite « perdu de sa force et de sa régularité » analyse Wolff (1954 : 597). Toulouse n'a jamais réussi à franchir un seuil lui permettant de réellement rivaliser avec les grandes places marchandes, et, malgré son statut de capitale régionale, elle était en outre « concurrencée par ses voisines dont elle ne se distinguait pas nettement » (Brunet 1965 : 302-304) (Wolff 1954). Plus que d'autres chefs lieux de provinces, « même peu favorisés par le commerce », « la ville est célèbre, dès le XIII^e siècle, pour le nombre de ses magistrats et de ses clercs » (Brunet 1965 : 305). C'est là la conséquence du rattachement au royaume de France (voir chapitre supra), rupture majeure dans l'histoire de Toulouse. Son éloignement de Paris renforce la nécessité pour la monarchie d'y installer une administration nombreuse et soumise. Après l'implantation du Parlement, « Toulouse était désormais une ville où les fonctions non-productives l'emportaient sur toutes les autres. Elle y prit un caractère qui rappelle un peu, pour des raisons qui ne sont pas tout à fait étrangères, celui de certaines villes coloniales, au personnel administratif exagérément gonflé » écrit Brunet (1965 : 307) de façon suggestive.

La comparaison avec le phénomène colonial revêt des dimensions multiples. Un autre trait pourrait être résumé par la formule « diviser pour mieux régner ». L'implantation des bastides concourent à cette dynamique qui aboutit à un morcellement foncier globalement affaiblissant. Leur multiplication distingue la région des autres où la création de villes neuves s'est estompée après la première phase d'essor médiéval. « Un très grand nombre de bastides sont dues à l'initiative « française » : on peut à certains égards, les considérer comme une

³¹⁸ L'étude de la bourgeoisie ne constitue nullement un détour pour comprendre les campagnes tant dans cette région agricole, leurs sorts sont liés à l'histoire rurale ; « et c'est pourquoi les travaux de Wolff sont la meilleure source sur les campagnes toulousaines médiévales » (Brunet 1965 : 301).

forme de colonisation, qui permettait à une monarchie lointaine de prendre en main des territoires mal dominés par une féodalité peu puissante, et de surcroît vaincue » (Brunet 1965 : 310)³¹⁹. Modifiant le semis urbain des agglomérations secondaires, les bastides participent à la formation d'une nouvelle organisation sociale. Avec elles se diffusent les micro-proprétaires, réservoir d'une main d'œuvre complémentaire pour le seigneur ou le grand propriétaire voisin. Ces « paysans microfundiaires » se trouvent de la sorte bien mieux fixés que par les liens du servage, ce qui renforce paradoxalement les structures sociales anciennes et contribue « peut-être à éviter ainsi, plus tard, des bouleversements plus profonds » (Brunet 1965 : 313). Il faut pointer une autre conséquence de la création des bastides : l'émiettement d'un trafic commercial déjà fragile (Brunet 1965 : 314). Tout cela a favorisé la prolifération d'une bourgeoisie peu puissante. En somme, comme le souligne Brunet, « la bourgeoisie toulousaine a beaucoup de terres. Mais c'est une poussière de bourgeoisie qui détient une poussière de domaines » (Brunet 1965 : 320). Cet attrait pour la terre se manifeste pleinement au moment de la crise des XIV^e-XV^e siècles, comme dans le reste de l'Europe, « mais où l'originalité de la région toulousaine apparaît, c'est dans la continuité de cette tendance » (Brunet 1965 : 322). Ensuite, la bourgeoisie s'adonne à une spéculation qui creuse l'écart entre elle et les plus petits propriétaires ; puis, « le commerce du pastel a fortement contribué à entretenir cette expansion et à élargir cette divergence » (Brunet 1965 : 322), alors que la reprise du commerce conduit les bourgeoisies de d'autres villes à se désengager de la propriété foncière.

C'est sur ces bases que s'établit la « machine à blé », selon l'heureuse expression de Brunet (1965 : 331). Cultivé dès l'époque romaine, où il est exporté vers d'autres provinces, le blé fait figure de bon placement pendant les temps médiévaux, « surtout si la récolte n'est pas très abondante », précise Wolff (1954 : 538). Après la déroute du grand commerce du pastel, la région va davantage encore se spécialiser dans la culture du froment. « La constitution d'un système de production du blé véritablement cohérent, voire efficace, semble dater du XVII^e siècle » ; à cette époque, « le maïs est venu soutenir la culture du blé au moment où il fallait remplacer le trafic du pastel par le seul trafic que le commerce

³¹⁹ « Le terme « colonisation » peut choquer : mais le roi de France était alors réellement un étranger pour les autochtones » ajoute Brunet, qui plus loin esquisse une analogie avec la colonisation romaine (Brunet 1965 : 310-311).

toulousain ait pu imaginer : celui du blé » (Brunet 1965 : 361). Cette reconversion est également rendue possible par la présence d'un centre urbain, même affaibli par sa perte d'influence dans les circuits commerciaux. « Sans Toulouse et ses marchands, le grain n'aurait jamais remplacé le pastel défaillant » rappelle Neveux (Le Roy Ladurie 1998 : 83). La prééminence du « roi froment » se lit dans la paysage urbain de la capitale du Languedoc, et « ce n'est pas par hasard que le cœur de la ville, la future place Esquirol, est alors la Halle aux Grains » (Brunet 1965 : 332). L'introduction du maïs³²⁰, du « miraculeux maïs » dont le Lauragais est la « zone pilote » selon Frêche (1974 : 213, 216), est cependant la condition *sine qua non* de cette spécialisation commerciale. Ainsi, « dans la région toulousaine, l'essor démographique (+ 40 à 50% de 1715 à 1789) s'est appuyé sur la mise en place préalable du maïs : dans son aire du Lauragais et de la moyenne Garonne, cette plante a pris racine entre 1630 et 1730, pour s'étendre ensuite jusqu'aux marges souvent montagneuses de la région. Le maïs résolvait avec élégance, mais sans vaines délectations gustatives, le problème de la nourriture quotidienne des paysans. Il libérait pour la vente et pour l'économie monétaire la production des céréales proprement dites » analyse Emmanuel Le Roy Ladurie, dans *l'Histoire de la France rurale* (Duby 1975 : 385)³²¹. « Il faudrait pourtant se garder d'exagérer le rôle du maïs » nuance Brunet ; s'il « n'a pas bouleversé les rotations, il avait sans doute l'avantage, par rapport aux céréales qu'il remplaçait, de mieux nourrir les travailleurs et d'enrichir la rotation par les travaux qu'il exigeait »³²², mais « amélioration n'est pas révolution » (Brunet 1965 : 361). En effet, le système agraire ainsi formé ne favorise guère les innovations agricoles, ni la mobilité sociale.

³²⁰ Les autres plantes venues d'Amérique n'auront pas le même succès, la pomme de terre n'étant cultivée qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle et sur les périphéries montagneuses de la région. Seuls les haricots, implantés au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle, remplaceront les autres légumes au début du XIX^e siècle. C'est là l'origine, somme toute assez récente, du fameux cassoulet (Frêche 1974 : 222-224).

³²¹ Voir l'exemple du village d'Azereix en Gascogne, étudié par A. Zink (Paris, 1969) (Duby 1975 : 384). Le Sud Ouest, au sens large, devient la principale région productrice de maïs, et à lui tout seul, le Toulousain représente 44,2 % du maïs français au début du XIX^e siècle, en l'absence de chiffre précis concernant le siècle précédent (Frêche 1974 : 224).

³²² Il participe malgré tout, de façon limitée aux meilleures terres, à développer la pratique de l'assolement triennal ; même si « la jachère est loin d'être inculte », que l'assolement soit biennal, comme dans la majorité des cas, ou triennal, les pauvres y cultivant des plantes vivrières (Brunet 1965 : 335).

D'une réussite économique provisoire à la recrudescence de la misère

Certes, une prospérité relative gagne la région toulousaine³²³. Cette dernière apparaît comme l'un des « meilleures régions agricoles françaises, ce qui est à l'origine de bien des illusions sur la santé de l'économie toulousaine à la fin du XVIII^e siècle. Car ce système n'était pas sans graves faiblesses. A long terme, il conduisait à l'épuisement des sols en raison de ses excès » ; « l'on peut même, étant données les conditions de la culture, penser que la région était fort bien douée par la nature pour avoir supporté aussi longtemps un tel système. Mais les rendements étaient plutôt bas, et l'attitude des propriétaires ne permettait guère qu'ils s'améliorent. Pour accroître les ressources, les maîtres n'ont pu, ou voulu, qu'élever leur part de revenus dans les contrats » souligne Brunet (1965 : 361). Ce système reposait en définitive sur l'exploitation par quelques grands propriétaires d'une majorité de paysans pauvres. « On ne peut manquer d'apprécier l'intime liaison qu'il y avait entre une économie orientée vers la production céréalière et une structure sociale aussi hiérarchisée, avec ses travailleurs spécialisés dans les labours et ceux qui l'étaient dans la moisson, avec ce système de redevances en nature qui laissait aux mains des propriétaires la plus grande quantité possible de grains » (Brunet 1965 : 360). C'est alors pour eux « les temps bénis de la rente » (Frêche 1974 : 224). La réussite de l'économie agricole locale est pourtant rétrospectivement un trompe-l'œil. « A la fin du XVIII^e siècle, ces structures apparaissent déjà dépassées. Tout ou presque fonctionne sans argent frais ; les échanges se règlent le plus souvent possible en nature » (Brunet 1965 : 361). Chez les propriétaires règne une méfiance instinctive à l'égard du fermage, gardant « avec la terre des rapports de type médiéval » (Brunet 1965 : 357) ; ils lui préfèrent le métayage, qui permet à leurs yeux de rester pleinement maîtres de leurs biens. Cette mentalité conservatrice est révélée par la permanence du métayage qui, « comme le fait remarquer Sicard³²⁴, ne s'est presque pas modifié du XV^e au début du XX^e siècle » (Brunet 1965 : 300). C'est le contexte plus que ses qualités intrinsèques qui assure le succès commercial du blé du Toulousain : « le secret d'une certaine réussite de l'agriculture languedocienne au XVIII^e siècle

³²³ « Le marché toulousain est parmi les champions de la hausse des prix au XVIII^e siècle » (Frêche 1974 : 692).

³²⁴ Brunet se réfère à l'ouvrage de Germain Sicard, *Le métayage dans le Midi toulousain à la fin du Moyen Age* (Toulouse, 1954).

n'est pas à chercher dans la productivité du sol améliorée mais dans la révolution des transports » insiste Le Roy Ladurie (Duby 1975 : 386). C'est elle, à travers l'amélioration des routes et l'ouverture du canal vers la Méditerranée³²⁵, qui offre des débouchés au blé du Toulousain. Mais « les mentalités ont évolué moins vite que les transports » (Frêche 1974 : 834).

Aussi, cette capacité exportatrice n'entraîne pas la région vers un développement économique véritable³²⁶. Comme le montre Wallerstein dans son interprétation de l'histoire économique de la France, se constitue « dans le Sud, une agriculture capitaliste dont la structure, et donc les besoins, se rapprochaient davantage de ceux des propriétaires terriens de zones périphériques comme la Pologne (qui avaient besoin par-dessus tout d'une économie ouverte) » (Wallerstein 1980, 1 : 241). C'est pourquoi, en dépit de la dépendance vis-à-vis du marché méditerranéen des blés, « plutôt que de se dégager des tutelles extérieures, les représentants de la région œuvrent en faveur de la liberté du commerce, qui leur paraît devoir faciliter l'écoulement de leurs excédents » écrit Frêche (1974 : 196)³²⁷. Cependant le poids des exportations doit être relativisé à plusieurs niveaux. En effet, comme le précise Le Roy Ladurie, « contrairement aux idées reçues, c'est à travers un développement du marché intérieur, plus qu'extérieur, que cette redistribution des cartes s'est opérée. Le Toulousain qui, au XVII^e siècle exportait du blé jusqu'en Hollande, délaisse, au XVIII^e siècle, ce marché néerlandais précaire, et ravitaille dorénavant les consommateurs indigènes qui habitent autour du golfe du Lion. Il ne faut pas, bien sûr, exagérer l'ampleur de ces changements : à l'apogée de la fortune du blé de Toulouse, 600 000 hectolitres de grain transitent par les commissionnaires de la ville rose ; c'est-à-dire en gros, une fois nourris les citoyens de celle-ci, de quoi subvenir aux besoins de 150 000 personnes, dans une province qui compte un million et demi d'habitants » (Duby 1975 : 386). La production céréalière sert donc surtout à alimenter à peu près

³²⁵ Les frais de transports sont diminués de 4/5 sur le canal et des 2/3 sur les routes nouvelles selon Le Roy Ladurie (Duby 1975 : 387) ; Frêche y voit une « révolution du réseau routier » (1974 : 639). Sur le développement des transports, voir aussi partie suivante.

³²⁶ « Le grain à Toulouse est roi ; mais c'est un monarque sous-développé » écrit Le Roy Ladurie (1998 : 359).

³²⁷ Le Roy Ladurie mentionne cette présence d'un « lobby du libre-échange », et en décrit les enjeux et les contradictions : « le blé, ce captif d'honneur, n'était pas encore en mesure de retrouver sa franchise » (Le Roy Ladurie 1998 : 337-341). En conclusion de son étude, Frêche marque cette divergence qui peut exister entre la liberté et l'indépendance (Frêche 1974 : 836), voir infra.

convenablement la population de Toulouse et de sa région, malgré des crises répétées sur lesquelles il faudra revenir. En revanche, le bénéfice commercial proprement dit est assez restreint. Comme le note sobrement Le Roy Ladurie, « Toulouse n'est qu'une « plaque tournante » parmi d'autres dans les circuits du blé languedocien » (Duby 1975 : 386).

En outre, les marchands toulousains sont loin d'avoir le contrôle des flux exportés. Commentant le livre de Frêche, *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières, vers 1670-1789* (1974), déjà cité, Braudel explique comment « la région Midi-Pyrénées, centrée au XVIII^e siècle sur Toulouse est un large morceau de la France intérieure, « prisonnière des terres », malgré la voie de la Garonne, le précieux canal du Midi et tant de routes utilisables. Autant que la continentalité, ce qui joue est la triple attraction de Lyon, de Bordeaux et de Marseille ; les pays autour de Toulouse et Toulouse elle-même se trouvent « satellisés ». De ce point de vue, la carte des trafics de blé se passe de commentaire. Si l'on ajoute l'attraction de Lyon pour les soies, le triangle où s'encastre le destin de Toulouse est tracé. Aussi bien ni le blé ni la soie – et au XVI^e siècle pas même le pastel – n'ont libéré Toulouse, historiquement condamnée à l'avance à la situation seconde où elle s'englu. Georges Frêche parle de façon caractéristique de « commerce dépendant », de « réseau marchand en tutelle ». Même le trafic de blé échappe aux marchands locaux, au bénéfice de commissionnaires au service de négociants ou de Bordeaux ou de Marseille » (Braudel 1979, 3 : 300-301)³²⁸. Ainsi, Toulouse et sa région font figures d'exemple particulièrement probant de « l'intérieur conquis par la périphérie » (Braudel 1979 3 : 300-301), une France maritime, ouverte sur le monde, dont l'agilité commerciale contraste avec la pesanteur des capitales provinciales et administratives. Un effet de métonymie confère à ces villes de l'intérieur certaines des caractéristiques du mal français en matière de développement économique. Il

³²⁸ « Le centre nerveux du commerce des blés en Méditerranée » pour les grains toulousains est bel et bien le port de Marseille, mieux informé des besoins en consommation des marchés extérieurs (Frêche 1974 : 796). Voir aussi ce qu'écrit Brunet, qui s'appuyant sur l'étude de Dutil, *L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien régime* (Toulouse, 1911), et l'article de Delaruelle, « Toulouse et la route des Deux Mers » (Annales du Midi, 1950), souligne que « même Montauban profite ainsi davantage des expéditions vers les colonies que Toulouse » (Brunet 1965 : 328). « Ce n'est pas le grain brut mais la farine que les négociants montalbanais exportent en masse par Bordeaux » (Le Roy Ladurie 1998 : 360). Une autre des causes de « la sujétion économique » sont les taxes imposées par les villes au passage du trafic (Frêche 1974 : 792).

est possible d'émettre l'hypothèse que le Languedoc est un espace régional qui, comme celui national mais dans des proportions moindres, serait « victime de lui-même, de son épaisseur, de son volume, de son gigantisme » (Braudel 1979, 3 : 277)³²⁹. Il suffit de songer à l'énorme superficie du ressort du Parlement. La région souffre de surcroît de sa bicéphalie, partagée entre Toulouse et Montpellier, Haut et Bas Languedoc. Cela amène Frêche à en appeler à une plus grande synergie car « demain comme hier, la région Midi-Pyrénées ne pourra maîtriser son destin qu'en se projetant hors de son réduit continental. Respectivement confrontées à Marseille ou à Bordeaux, Perpignan, Narbonne et Montpellier d'une part, Toulouse de l'autre pèsent relativement peu. Ensemble elles peuvent beaucoup », écrit Frêche (1974 : 836) plein d'optimisme.

A ces difficultés structurelles, s'ajoute l'absence de progrès réel de la productivité agricole pendant cette période. Si cela se vérifie pour l'Europe prise dans sa globalité (Bairoch 1985 : 177), l'agriculture du Toulousain n'est pas en pointe, caractérisée par « un outillage peu efficace », – puisque par exemple « l'araire est d'un emploi général au début du XIX^e siècle encore » –, et une « la carence des fumures » (Brunet 1965 : 340-341). Ainsi, un peu plus tard, « en 1815-1816, le rendement en blé atteint seulement 75% de la moyenne française », et « en 1836, quand le département du Nord connaît des rendements de 22 hl de blé à l'hectare, (...), la Haute-Garonne se contente de 11 » ; « sans doute la région produisait-elle beaucoup de blé : mais c'est parce qu'elle lui consacrait tous efforts, au détriment des autres cultures. (...) Sans leurs excellents sols, ces campagnes auraient moins obtenu, et le système aurait sans doute moins duré : malédiction d'une région que la nature avait faite trop riche », souligne Brunet (1965 : 342). Toulouse et ses propriétaires terriens cèdent donc à une certaine facilité, qu'ils doivent à ces conditions naturelles locales et à un contexte général d'« expansion des échanges dans une économie en stagnation » (Bairoch 1985 : 173-176), alors que la ville perd peu à peu de sa puissance économique et donc potentiellement de sa richesse. D'ailleurs, la diminution des activités de « la bourse des marchands, criblée de dettes et contrainte en 1646 de vendre son hôtel » (Taillefer 2002 : 151), confirme l'atonie relative décrite par Wolff, qui allait jusqu'à affirmer, certes un peu

³²⁹ « William Petty va jusqu'à prétendre que la France a 80 fois plus de bonnes terres arables que la Hollande, alors que finalement sa « richesse » est seulement le triple de celle des Provinces-Unies » (Braudel 1979, 3 : 277).

excessivement, dans sa première *Histoire de Toulouse* que « ni le canal, ni les routes ne donnèrent donc à l'économie toulousaine un véritable coup de fouet » (Wolff 1961 : 251). La faiblesse de l'industrie, – « trait permanent de la personnalité toulousaine » (Wolff 1974 : 310)³³⁰ –, n'est guère venue apporter le complément nécessaire à cette économie toulousaine, qui en dépit de certaines apparences, est en perte de vitesse. Outre le blé donc, seul le textile, dont une partie est produit localement à la suite des encouragements de Colbert³³¹, lui évite de sombrer dans le marasme commercial.

L'horizon économique de Toulouse est désormais pour l'essentiel limité à sa région et à son rôle de gros marché agricole, s'animant à l'occasion des quatre foires annuelles. Les ressources financières de la ville se trouvent être de plus en plus grevées par la pression fiscale exercée par la Monarchie, en nette augmentation à partir de la fin du XVII^e siècle, nécessités de la politique louis-quatorzième obligent. « Une telle charge fiscale n'était pas supportée, on s'en doute, par les seuls citoyens fortunés, d'autant que les capitouls avaient toujours tendance à se procurer les fonds nécessaires par de nouvelles taxes sur les denrées de consommation. C'est la société toulousaine dans son ensemble qui a été atteinte dans ses profondeurs, dans son genre de vie même » ; on assiste par exemple à une diminution de la ration de viande (Wolff 1974 : 313)³³². Bien sûr, cela affecte peu le fastueux train de vie des capitouls eux-mêmes : « pendant la durée de leur magistrature, ils sont exemptés des taxes municipales et royales et jouissent de certains privilèges judiciaires. Ils ne perçoivent aucun traitement, mais profitent des services de la buvette de l'Hôtel de ville, sont conviés à de

³³⁰ « Jusqu'à nos jours » est-il même écrit en 1974, ce qui largement exagéré, car comme le montre l'historiographie renouvelée, en particulier par les travaux de Jean-Marc Olivier, Toulouse a connu un mode d'industrialisation original, et ce au moins à partir du XIX^e siècle, et est aujourd'hui l'une des rares villes industrielles d'Europe occidentale (voir infra).

³³¹ Il s'agissait d' « étoffes bon marché, dont la chaîne était de soie, et la trame de laine : grisettes, ferrandines, et surtout les mignonettes, qui se vendaient en France, en Italie, et jusqu'en Amérique ; au milieu du XVIII^e siècle, il s'en fabriquait 4 000 pièces par an, puis les progrès du luxe firent mépriser ces tissus médiocres ». Mais la ville était aussi un lieu de transit pour des tissus d'ailleurs : « par Toulouse, les laines de Navarre et d'Aragon s'écoulaient vers le Languedoc », « par Toulouse, les étoffes fabriquées dans les ateliers du Languedoc – du Carcassonnais au Rhône – repassaient, en route vers l'Espagne, ou, via Bordeaux, vers l'étranger » (Wolff 1974 : 310-311) ; voir aussi (Wolff 1974 : 356-357).

³³² Voir l'étude de Jacques Vedel, *Consommation et style de vie dans le Haut-Languedoc aux XVII^e et XVIII^e siècles*

nombreux festins et bénéficient de cadeaux en nature » (Taillefer 2000 : 64)³³³. Plus encore, ils se lancent dans des travaux d'urbanisme, ce qui peut sembler paradoxal compte tenu de la situation peu brillante des finances locales. Mais comme le montre Bairoch, « une mobilisation de 3-7 % des revenus urbains permet de construire une ville « riche » ou même très riche, si l'on considère la durée de construction extrêmement longue de la plupart des monuments importants » (Bairoch 1985 : 263), insistant sur le « faible coût des investissements urbains de prestige », pour expliquer comment il est possible qu'il existe ainsi « des villes pauvres mais somptueuses » (Bairoch 1985 : 262)³³⁴. Ces « débuts de l'urbanisme toulousain » sont marqués par « l'apparition de grands ensembles d'architecture ordonnée »³³⁵ : les accès au Pont Neuf sont aménagés (les rues qui y aboutissent sont alignées au cours du XVII^e siècle, et sur la rive gauche, un arc de triomphe orné d'une statue de Louis XIII, est construit en 1643), et la création d'une place Royale est décidée en 1676 (Wolff 1961 : 278-279). Celle-ci longe le flanc ouest du Capitole, qui va être doté au siècle suivant d'une nouvelle façade, dessinée par Guillaume Cammas, l'architecte de la ville. A l'intérieur de l'hôtel de ville, deux nouvelles salles sont ouvertes en 1626 et 1674, la salle des Jeux floraux et celle des Illustres.

Pourtant, de façon concomitante, « les capitouls perdent peu à peu ce qui leur restait d'autonomie. L'intendant, le roi lui-même interviennent de plus en plus dans leur désignation. Les besoins d'argent amènent la monarchie à créer des charges parfaitement inutiles : ainsi celle de maire de Toulouse », que la ville rachète une décennie après sa création (Wolff 1974 : 293). C'est pourquoi, « vidée de sa substance politique, l'autonomie municipale cherche, par compensation,

³³³ « On leur a souvent reproché leurs dépenses somptuaires, et les sommes il est vrai rondelettes qu'ils consacrent chaque année à l'achat et à l'entretien de leurs costumes (2 400 livres), à la confection de leurs portraits (pour lequel le peintre de la ville touche 1 100 livres), à leur buvette (600 livres) et aux nombreux banquets offerts en leur honneur (plus de 1 000 livres à l'occasion du concours des Jeux Floraux) » (Taillefer 2000 : 81).

³³⁴ Lees et Hohenberg soulignent également comment « paradoxalement, à une phase de déclin urbain correspondait souvent une période de grandeur architecturale où des extravagances baroques apparaissaient dans le paysage urbain » (Hohenberg 1992 : 159). Comme le rappelle Veyne, dans son « analyse économique des dépenses somptuaires » pendant l'Antiquité, « il est beaucoup moins coûteux d'édifier ce qu'archéologues et touristes appellent une haute culture, riche en monuments, que de faire manger une population à peu près à sa faim » (Veyne 1976 : 158).

³³⁵ A l'instar du Paris de Louis XIV, ou des capitales provinciales telles Bordeaux ou Montpellier, « bien qu'avec moins d'ampleur sans doute », précise Wolff (1961 : 279) ; il s'agit, pour Tollon, d'un « urbanisme minimal » (IFA 1987 : 29).

d'autres modes d'affirmation, symbolique, historique, administratif. Devenue illusoire dans les faits, la puissance de la cité s'incarne désormais dans la pierre et les images. L'hôtel de ville constitue son symbole majeur » explique Roger Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 167). « Ne pouvant plus être une petite république, elle devient une petite bureaucratie », un « Etat en miniature qui, même s'il est désormais privé de pouvoirs, atteste une apparente continuité avec l'époque, mythique ou réelle, des cités libres et souveraines ». « La montée des termes *antiquités* ou *antique* dans les titres se fait, en effet, au rythme même de la dépossession politique des villes » (Le Roy Ladurie 1998 : 171, 170). Cette propension à puiser dans un passé lointain et supposé glorieux se manifeste pleinement à l'intérieur du Capitole où « cinq des neuf grandes toiles historiques placées dans la galerie des Peintures de l'Hôtel de ville évoquent la geste des Tectosages, une sixième le triomphe du roi wisigoth Théodoric Ier sur le chef romain Litorius » (Taillefer 2000 : 391), moments où Toulouse était indépendante, fut-ce sur un mode mineur. Cependant, trois de ces tableaux « consacrés aux Tectosages sont l'œuvre d'artistes parisiens, élèves du premier peintre du roi Le Brun » (Taillefer 2000 : 392), la sujétion politique se doublant de celle artistique. Ces « revanches symboliques » des capitouls (Taillefer 2000 : 80-84), allant jusqu'à cautionner la vision magnifiée d'une Toulouse plus ancienne que Rome (Taillefer 2000 : 391), ne sont que de peu de poids face à la réalité d'une ville paupérisée et très affaiblie politiquement.

Ces deux derniers siècles d'Ancien Régime à Toulouse sont unanimement présentés par l'historiographie sous un jour assez peu glorieux, et en particulier le long XVII^e siècle (jusque vers 1715), vu par Tollon et Bennassar comme une période de « stagnation » (Wolff 1974 : 293-336), ou à tout le moins comme des temps contrastés, selon Taillefer (2002 : 141-158). Certes le siècle des Lumières va initier des transformations plaçant progressivement Toulouse sur les voies d'une certaine modernité, mais d'une façon moins nette qu'à Bordeaux par exemple, et au milieu du XIX^e siècle, la ville paraît encore plutôt engourdie. Longtemps, Toulouse demeure une « ville-tombeau », où « la misère du plat pays draine les affamés » (Wolff 1974 : 303), mouvement migratoire sans lequel la population urbaine aurait considérablement diminué. Malgré cet apport, elle passe d'environ 50 000 aux alentours de 1550 à moins de 43 000 à la fin du XVII^e siècle

(Taillefer 2002 : 153), avant de remonter par la suite, surtout après 1720. Cette « démographie bloquée » s'explique par une mortalité largement supérieure à la natalité³³⁶, surtout chez les plus démunis et chez les plus jeunes d'entre eux³³⁷, car « en ces temps impitoyables où Toulouse s'étiole, le caractère socialement différentiel de la mort s'accuse durement » (Wolff 1974 : 294-295). Pestes et disettes se combinent ou se succèdent pour enfler le nombre des décès de façon catastrophique en 1628-31, 1652-54 du fait de l'épidémie ; et en 1674 et 1684, puis plus durement de 1690 à 1715, la famine prend le relais, notamment à cause de la « détérioration du climat qui atteint son paroxysme pendant l'hiver 1709 » (Taillefer 2002 : 152). Ce retour de la peste touche davantage les pauvres qui sont dans l'incapacité de fuir. Ils sont aussi les premières victimes des crises de subsistance. « Dans ce contexte, il est compréhensible que « nourrir les citoyens » demeure, même (ou, devrait-on dire, surtout) à la fin de l'ancien régime, une des priorités des autorités urbaines » (Bairoch 1985 : 178)³³⁸. Aussi, « il a fallu mettre en place pour quelques mois, voire une ou deux années, une véritable politique de dirigisme économique », les capitouls organisant des perquisitions chez les particuliers pour redistribuer le blé aux affamés (Wolff 1974 : 303).

Dans un premier temps, le sort dévolu aux pauvres ne laisse pas indifférent les privilégiés, même si ceux-ci sont fréquemment accusés de s'accaparer les ressources frumentaires pour spéculer sur leur pénurie. En effet, des émeutes de la faim secouent la ville à partir de la fin du XVII^e siècle, les manifestants pillent les boulangeries, assiègent la maison du maire Jean Daspe, soupçonné d'avoir « fait secrètement sortir du blé pendant la nuit », ou encore se regroupent devant l'Hôtel de ville « pour dénoncer les « monopoleurs » et exiger la baisse du prix du pain » (Taillefer 2000 : 102). Ces crispations autour de la propriété témoignent de blocages dans l'exercice de l'échange social et d'inquiétants déséquilibres des échanges économiques. Ils entraînent une évolution de l'attitude des possédants

³³⁶ « La natalité ni la nuptialité ne sont en cause, bien au contraire. Entre 1650 et 1700 le taux de natalité oscille de 41,3 à 43,3 pour mille, ce qui est remarquable, le taux parisien se situant à la même époque entre 38 et 40 » (Wolff 1974 : 295).

³³⁷ Les moins de quinze ans représentent 52,2 % des décès, pendant la seconde moitié du XVII^e siècle, et « avec une pareille hécatombe d'enfants, la population urbaine s'avère incapable de se reproduire » (Le Roy Ladurie 1998 : 52).

³³⁸ En effet, « la sensibilité des prix céréaliers dénote (...) la fragilité de l'approvisionnement urbain » (Le Roy Ladurie 1998 : 68), et cela même dans une ville comme Toulouse dont la région est renommée pour sa fertilité (Wolff 1961 : 252).

vis-à-vis des défavorisés, dont la précarité est le dénominateur commun et qui sont « en permanence menacés d'être privés de leurs moyens d'existence » insiste Taillefer (2000 : 98). Une profonde césure se dessine progressivement au sein de la société urbaine. Si « jusqu'au milieu du XVII^e siècle les pauvres ont droit, de la part des riches, à une sollicitude qui n'est pas seulement sociale, qui, dans une large mesure, est de source religieuse : les pauvres sont de précieux médiateurs sur le difficile chemin du salut ; « à la fin de ce siècle, au début du suivant, ils ne sont plus qu'une menace sociale, une classe dangereuse » (Wolff 1974 : 308). C'est le début de la politique du « grand renfermement », qu'inaugure à Toulouse la création en 1647 de l'hôpital général Saint-Joseph de La Grave, précédant d'environ trente ans la déclaration royale ordonnant la création de ce type d'institution dans toutes les villes de province (Frexinos 1999 : 61)³³⁹. Il s'agissait de « rendre les gens heureux par la force », à travers une « conception curieuse d'un ordre parfait, fusionnant la contrainte policière et les idéaux chrétien », animée du désir « d'apprendre aux pauvres à vivre dans la dignité » explique Geremek (1987 : 280-282)³⁴⁰. L'hôpital général combine ainsi charité et répression. C'est également « l'une des étapes fondamentales de l'histoire de l'affirmation de l'ethos du travail », et qui va trouver « en quelque sorte un prolongement dans le mode de fonctionnement et dans l'image des usines de l'époque industrielle », comme le montre Geremek (1987 : 289-290)³⁴¹. En effet, au « souci de police sociale et morale s'ajoutaient des préoccupations d'ordre économique : en employant les pauvres dans des manufactures, on ne contribuait pas seulement à combattre les méfaits de l'oisiveté, mais aussi à accroître la production toulousaine ; le marchand teinturier Jean Albo, capitoul en 1659 et auteur dix ans plus tard d'un ouvrage intitulé *Le travail utile et charitable*, y voyait en particulier le moyen de développer l'industrie de la soie », indique Taillefer (2000 : 119).

³³⁹ « Avant même la création de l'hôpital général de Paris, une demi-douzaine de ville se rallient au renfermement (...). Cette antécédence deviendra vite motif de fierté » souligne Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 234).

³⁴⁰ Il se réfère, bien sûr, à l'étude de Michel Foucault, *Surveiller et punir : naissance de la prison* (Paris, 1973).

³⁴¹ La notion de « grand renfermement » est toutefois à nuancer : les hôpitaux sont dans le même temps synonyme d'espérance pour les nouveaux venus en ville, et qui sont dépourvus d'hébergement (Le Roy Ladurie 1998 : 310-311).

Toutefois, de vives résistances viennent s'opposer à cette politique sociale d'intégration économique par des méthodes répressives. Les artisans voient d'un mauvais œil la concurrence déloyale constituée par cette main d'œuvre peu ou pas rémunérée. Plus encore, il est difficile pour les milieux populaires de supporter la mise à l'écart du mendiant, qui est pour le pauvre, du fait de la précarité de sa condition, « non un marginal, mais un possible soi-même » (Le Roy Ladurie 1998 : 238-239). Le différentiel social se creuse dans l'évolution des mentalités concernant l'attitude à adopter face aux démunis. En effet, « si l'élite, y compris intellectuelle s'est vite habituée à la nouvelle politique et aux remaniements de la doctrine de la charité, en revanche, le reste de la collectivité a mis du temps à admettre ces changements » (Geremek 1987 : 217)³⁴². C'est la conception même de la société urbaine qui tend à diverger chez les uns et les autres. Tandis qu'« une grande partie de la population reste attachée aux formes traditionnelles de la charité, et notamment à l'aumône manuelle » (Taillefer 2000 : 119), – témoignant par là d'une communauté de destin entre celui qui donne et celui qui reçoit –, l'enfermement, ou l'expulsion des mendiants étrangers³⁴³, décidés par les notables urbains, marquent la volonté d'exclusion des individus considérés dangereux pour l'ensemble des citoyens. Ainsi, « en voulant d'abord ordonner, ensuite retrancher ceux qui souillent la ville, ils projettent dans la réalité leur rêve d'une cité idéale, propre et sûre, harmonieuse parce que chacun, comme les différentes parties du corps humain y serait utile au tout » écrit Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 240)³⁴⁴. Mais du rêve à la réalité, il y a plus qu'un pas, car la ville ne parvient pas si facilement à se départir de ce qui paraît, aux yeux des dominants, la perturber³⁴⁵, et ces derniers peinent à rallier les dominés à leur cause. « Les villes abritent les « gens sans loi et sans discipline », faux-mendiants et coupeurs de bourses, qui font trembler les bons bourgeois et interdisent, la nuit, bien des quartiers aux forces de police. L'important n'est pas l'existence de ces éléments, c'est la solidarité que manifestaient avec eux les classes inférieures urbaines. Tout se

³⁴² Voir aussi (Geremek 1987 : 286).

³⁴³ Même les pèlerins, qui avaient pourtant contribué à la vitalité économique de Toulouse, furent interdits après 1685 (Frexinos 1999 : 36).

³⁴⁴ Se profile la conception qui prévaudra dans les transformations de la ville au XVIII^e siècle. Se reporter au passionnant chapitre « Les corps en mouvement », de *La chair et la pierre* (2002), où Richard Sennet analyse l'impact des découvertes d'Harvey sur la ville. Nous y reviendrons.

³⁴⁵ En outre, « faute de moyens policiers et financiers, leurs efforts restent en grande partie lettre morte » (Taillefer 2002 : 154).

passé comme s'ils faisaient partie de leur monde, au même titre que les fous ou les pauvres d'esprit » (Richet 1973 : 118).

Une ambiance urbaine pesante : criminalités et intolérances

La fréquente mauvaise conjoncture économique accentue le clivage entre les plus favorisés et les autres, et entraîne un climat de violence larvée. Comme le décrivent Tollon et Bennassar, « plus de pauvres, moins de riches : déséquilibre dangereux. Voici pour la ville un temps d'agitation chronique, d'« alarmes », de « terreurs », de « courroux ». Pas de mouvement de révolte organisé, il est vrai, mais une recrudescence de vols, d'escroqueries, de brigandages, voire de meurtres. Dans les camps de pestiférés et les hôpitaux la violence est exacerbée par la proximité de la mort » (Wolff 1974 : 301). L'afflux des miséreux chassés des campagnes voisines explique pour une part cette mise à mal de la très relative paisibilité urbaine. Dans *Les criminels de Languedoc, les exigences d'ordre et les voies du ressentiment dans une société pré-révolutionnaire (1750-1790)* (1980), Nicole Castan montre à quel point « la criminalité urbaine s'est gonflée à la fin de l'Ancien Régime et plus que l'essor démographique ne pouvait le laisser attendre. La ville est très sensible à la conjoncture économique et opiniâtrement en années mauvaises » (Castan 1980 : 22)³⁴⁶. Une évolution s'effectue au fur et à mesure que la grande ville gagne à la fois en importance et en population paupérisée. « Le vrai conducteur de la délinquance réside essentiellement dans la précarité qui s'attache à la condition des pauvres. Et si dans ce domaine il y a annonce de temps nouveau, c'est bien dans le phénomène de l'urbanisation qu'il convient de le rechercher ; grâce à lui et dans l'anonymat des bas quartiers des villes, ou des faux métiers, commence à se modeler un type criminel très différent tant dans son recrutement que dans son comportement » souligne Castan (1980 : 55). La complexification des relations sociales générée par l'urbanisation offre ainsi un terrain favorable aux débordements les plus divers.

³⁴⁶ Castan cite l'exemple de Toulouse en 1752, où 167 affaires sont évoquées devant les Capitouls », « ce chiffre traduit les secousses que vient de subir la ville : mauvaise récolte de 1749, cherté, surmortalité ; dans les années suivantes où la conjoncture s'améliore, la délinquance poursuit sa lancée car la population vient d'être affectée par une importante immigration de mendiants venus du Nord (Massif Central et Rouergue) et du Sud (Pyrénées) ; ce qui explique que les Capitouls aient eu à juger jusqu'à 233 affaires » (Castan 1980 : 22). Elle précise que la société citadine représente environ 40 % du contentieux global, mais qu'en temps de crise, la proportion peut atteindre jusqu'à 43,3 % en 1783 et même 57,8% en 1789 (Castan 1980 : 277).

Il existe donc une problématique spécifiquement urbaine de la criminalité et de la police, spécificité qui recoupe celle des territoires urbains de l'échange, car la violence ou le vol constituent des cas particuliers de l'anthropologie du don : dons ratés, qui manquent à être, mais qui, précisément de ce fait, ne peuvent être appréhendés que dans cette perspective. Ce que la ville se révèle incapable de fournir, autant d'espérances déçues, un certain nombre de membres de la société urbaine se les procurent en dehors des formes de légalité admise. Les contradictions historiques inhérentes à cette phase pré-révolutionnaire sont éclairées par ces blocages des échanges. Le thermomètre de la criminalité urbaine est certes quelque peu faussé par la plus grande accessibilité de la justice en ville, *a fortiori* dans une ville comme Toulouse qui abrite l'ensemble de l'appareil judiciaire. C'est pourquoi cette criminalité « en constante progression au cours du siècle tenait aussi au recours plus aisé à une justice dotée de moyens de poursuite plus efficaces » ; et ainsi le nombre de requêtes (en moyenne 1,23 en ville contre 1,1 à la campagne) confirme la plus grande « familiarité avec le maquis judiciaire et d'une volonté de défendre sa cause avec toutes les ressources offertes par la procédure. Cet acharnement à plaider venant des classes modestes urbaines atteste une indépendance de condition inconnue, à égalité de niveau, des populations rurales entravées dans les réseaux de clientèle. Il n'est pas jusqu'au nombre de témoins produits qui ne soit révélateur de cet état d'esprit, même s'il procède par ailleurs de la publicité que la ville accorde aux moindres faits et gestes » (Castan 1980 : 240, 242). Néanmoins des « caractères économiques et socio-culturels de la ville, il résulte des aspects qualitatifs affirmés ; au petit criminel, on constate la prédominance d'affaires médiocres qui expriment l'irritation due à des contacts sociaux tendus ; d'autre part l'énorme progression des agressions les plus diverses contre des biens annonce cependant une préférence grandissante pour les formes les plus retorses » (Castan 1980 : 240). Toulouse, qui est la plus grande ville du Languedoc, comporte une population assez différenciée et un mouvement d'affaires suffisamment considérable pour permettre, selon Castan, l'existence de « bas fonds peuplés d'une pègre en constant renouvellement », d'un « milieu » (Castan 1980 : 240)³⁴⁷. En effet, tout autant que les autres activités économiques, les activités criminelles sont proportionnelles à la taille des villes.

³⁴⁷ L'essor de Nîmes en cette fin d'Ancien Régime, dont la population atteint presque 50 000

Plus surprenante est la dimension « genrée » de la criminalité urbaine. Alors que chez les hommes, le comportement ne se fait très vif qu'au cabaret et singulièrement à propos du jeu », il n'en va pas de même pour la gent féminine. Ainsi, « à la différence des campagnes, où les femmes participent peu aux rixes, justement parce que c'est une affaire trop sérieuse, une inversion des rôles les amène dans les villes à se battre avec une rare prédilection ; à coups de griffes et d'ongles, loin du regard des hommes, elles s'arrachent les cheveux à pleine poignées ; elles aiment à faire voler les coiffes et les mouchoirs de col en signe de victoire » (Castan 1980 : 243). Il faut y voir là sans doute le début d'une lente mais significative émancipation de la femme. Cet « affranchissement dans le comportement féminin, et dans la grande ville particulièrement », est confirmé par « l'essor foudroyant du nombre des grossesses extraconjugales », surtout chez « les filles de marchands et de maîtres artisans, les plus tenues à la sagesse » (Castan 1980 : 269)³⁴⁸. Une plus grande tolérance de l'opinion publique permet à ces femmes de davantage oser afficher leur déshonneur en justice. Cependant, loin de disparaître, la logique de l'honneur se diffuse aux couches les plus modestes de la société urbaine³⁴⁹. Castan insiste sur cette « fidélité aux valeurs traditionnelles d'une société fondée sur l'honneur. Des catégories inférieures aspirent à la dignité ; elles revendiquent symboliquement les titres de « sieur » et de « demoiselle » ; de ce fait elles témoignent d'une susceptibilité plus vive, alors que leur mode d'expression reste sommaire. La propension à l'agressivité ne peut en être tempérée. Et malgré la contagion d'un modèle plus inspirée du bourgeois que du gentilhomme, la discrétion et l'honnêteté sont loin de se substituer à la violence des pulsions. La ville du XVIII^e siècle reste toujours dominée par le tumulte et par l'excès » (Castan 1980 : 268). « Une sociabilité turbulente » caractérise la citadinité de l'époque : « le champ urbain compartimenté et disparate oblige l'individu à des contacts multipliés. Il est difficile d'échapper à

habitants, la place dans des conditions criminologiques assez similaires à Toulouse qui en compte plus de 60 000, alors que Montpellier qui n'en comporte 32 000, ou Montauban 20 000, ne voient pas l'émergence d'un tel milieu (Castan 1980 : 240).

³⁴⁸ Voir aussi, avec une méthode moins quantitative (se reporter à l'introduction par Chaunu du livre de Castan) et s'inspirant davantage de la micro-histoire, *La vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII^e siècle*, d'Arlette Farge (Paris, 1986), qui d'ailleurs cite l'ouvrage de Nicole Castan.

³⁴⁹ « Ce sentiment fut castillan ou cornélien au XVII^e siècle. Il demeure toulousain ou biterrois au XVIII^e. Il se rencontre dans tous les états sociaux y compris chez les gueux », « il s'accommode de la violence et même il l'encourage ; mais il exclut le vol chez les hommes et le dévergondage chez les femmes », écrit Le Roy Ladurie (1998 : 499).

une sociabilité que tout favorise, la foule, l'entassement, l'encombrement des rues » (Castan 1980 : 254). Dans ce « théâtre de la rue »³⁵⁰, où les pauvres vivent une bonne partie de leur temps en raison de l'exiguïté de leur logement, et où se déroulent 31,6 % des affaires du petit criminel (Castan 1980 : 260), s'échangent insultes, cris et coups : « beaucoup de bruit mais non pour rien, puisqu'ils transmettent les ruptures, les peurs et les émancipations croissantes » (Castan 1980 : 324). La criminalité est un révélateur de l'ambiance sociale et urbaine.

La rue n'est toutefois pas l'unique espace où se manifeste cette atmosphère pré-révolutionnaire. Au café pour les plus riches ou au cabaret pour les autres, les frustrations trouvent à s'exprimer. Mais « si le café et le cabaret tiennent une place si grande dans le contentieux urbain c'est plus par les excès du jeu que par l'ivresse. La passion en a gagné toutes les classes de la société : il s'agit bien sûr des jeux de hasard effrénés qui donnent aux pauvres en particulier l'espoir du renversement miraculeux de la fortune » (Castan 1980 : 266). « On peut l'interpréter comme un besoin d'évasion, peut-être aussi comme une revanche éclatante sur la sévère discipline d'épargne si enracinée dans la mentalité du temps. Dans le domaine de la consommation aussi, le modèle aristocratique a gagné » explique Castan (1980 : 267). Les voies offertes à la compensation de normes trop rigide ment inscrites dans les esprits et les pratiques de l'époque n'en sont pas pour autant égalitaires. Les plus démunis ne sont pas les seuls à vouloir surmonter les tensions suscitées par l'attention excessive portée à la propriété, celle-ci étant bien plus menacée en contexte urbain qu'en contexte rural³⁵¹. Ils ne sont en tout cas pas les plus habiles pour pouvoir le faire en toute impunité. Le vol représente évidemment le type même de l'agression en ville, et occupe « la première place dans la délinquance, avec une aussi constante progression que celle de l'injure à marquer les contrariétés de la relation sociale » (Castan 1980 : 287). Il caractérise la pauvreté³⁵², et incontestablement, il requiert de la

³⁵⁰ Farge insiste sur cette dimension dans *Vivre dans la rue à Paris au XVIII^e siècle* (Paris, 1979).

³⁵¹ « 75 % du total contre seulement 68,7 % dans les campagnes » (Castan 1980 : 277).

³⁵² « La classe supérieure (9 % des criminels) n'est accusée que de 1 % des vols », alors qu'« on constate que 90 % des vols sont le fait de classes indéniablement populaires » (Castan 1980 : 277). Pourtant, la corrélation entre pouvoir d'achat et augmentation des vols n'est pas stricte. « A coup sûr, les années de cherté (1752, 1778, 1788-1789 par exemple) accusent un démarrage brusque du nombre des vols ; des discordances cependant entre les deux courbes des prix et des vols apparaissent sur une plus longue période et mettent en cause des facteurs plus complexes ; à Toulouse, par exemple entre 1779 et 1784, on constate un net décrochement entre le prix du blé,

débrouillardise. Mais c'est surtout une compétence urbaine développée par les déracinés venus s'installer dans les faubourgs, où à Toulouse en 1766, se déroulent « deux fois plus de vols qu'à l'intérieur des remparts » (Castan 1980 : 291). Cela explique la sulfureuse réputation de ces quartiers : « repaire de brigands et de vagabonds », « monde à part avec ses tavernes louches, ses bordels, ses recéleurs, son « milieu » de professionnels, liés entre eux par leur argot et leurs réseaux de complicité » (Castan 1980 : 291)³⁵³.

L'envergure de ces réseaux est malgré tout dérisoire en comparaison de celle de la criminalité d'affaires, moins violente mais de plus grande ampleur. En effet, « les vrais requins en matière de faux et de malversations appartiennent à une toute autre classe ; ils jouissent à l'ordinaire d'une culture et d'une expérience juridiques ; bref d'un pouvoir social et de relations, capables d'assurer le maximum de profit avec le minimum de risques et au mépris de toute légalité. Et cela aux dépens d'une classe moyenne obligée de tomber dans leurs rets. La progression du volume des falsifications et des abus de confiance est très nette dans les dernières années de l'Ancien Régime » (Castan 1980 : 279). La temporalité du capitalisme, ses fréquents revers de conjoncture, incitent les plus malins à mettre à profit les failles du système juridique, socle de la confiance partagée que les territoires urbains de l'échange engendrent et dont ils se nourrissent. « L'incertitude, propice aux illégalismes s'est accrue des effets de la crise qui frappe l'économie à la fin de la Monarchie » ; et des banqueroutes plus ou moins frauduleuses illustrent les aléas du crédit. Le cas de « Bonnaure, marchand tapissier à Toulouse » en témoigne : « en 1783, il est obligé de déposer son bilan ; il se retrouve en prison pour dettes (6241 livres), avec un excédent réel de 13 034 livres » ; « car, à force de consentir des avances de 4 à 5 000 livres à certains de ses clients « de qui le nom, le rang et la distinction inspirait la plus grande confiance », il accumule ainsi plusieurs milliers de livres de dettes actives » relate Castan (1980 : 281). L'arnaque classique consiste alors à soustraire aux créanciers la majeure partie du capital par l'entremise de l'épouse

qui oscille sans amplitude notable autour de 14-15 livres le setier, et le nombre des agressions contre les biens jugés par les Capitouls ; elles passent de 20 à 35 par an, soit un accroissement de 75 % » (Castan 1980 : 289).

³⁵³ « Le lieu est singulièrement propice à la clandestinité ; les fugitifs, poursuivis par la justice, s'y terrent pour échapper aux contrôles policiers et à la vérification des passeports » ; fonction de refuge qui leur confère « un aspect de bidonville avant la lettre » (Castan 1980 : 291, 277).

ou de relations, ou plus franchement, à établir des comptes truqués. Les à coups de la vie économique, mais aussi les dépenses de faste que la sociabilité urbaine nécessite, peuvent également conduire à se tourner vers des emprunts à des usuriers, qui s'appuient parfois sur le prêt sur gages pour contourner la législation (Castan 1980 : 282-286). Tout cet éventail de la criminalité « en col blanc », mis en lumière et en perspective par Nicole Castan, exemplifie le « génie de la ville, véritable creuset où se croisent et se mêlent les puissants et les aventuriers obligés à beaucoup d'imagination pour survivre », utilisant de manière opportuniste et ingénieuse les labyrinthes de la sophistication urbaine (Castan 1980 : 278).

La plupart de ces comportements malhonnêtes, dont l'essor est symptomatique de profonds dysfonctionnements dans l'ordre des échanges, ne constituent vraisemblablement qu'un pis-aller. Ils ne pallient sans doute que de façon très partielle le peu de crédit accordé aux modalités légales de l'ascension sociale. Pilier traditionnel de la promotion des plus défavorisés, l'institution scolaire remplit alors assez mal son rôle. Les difficultés d'insertion commencent cependant dès le plus jeune âge. En effet, bien que davantage estimé, et même si son éducation fait l'objet de plus de soin³⁵⁴, l'enfant n'en reste pas moins la « victime désignée » de cette société prompte à exclure les déviances qu'elle contribue par ailleurs à faire émerger. Il en va ainsi de l'extra-conjugalité en général³⁵⁵, et de la prostitution en particulier, car bien souvent, « la débauche conduit tout droit à l'infanticide ou à l'abandon du nouveau-né qui n'est guère qu'une mort en sursis » (Castan 1980 : 306-311). Le phénomène prend à cette époque des proportions considérables ; « dans les registres de baptêmes des paroisses toulousaines », la part « des enfants inscrits comme « nés de père et de mère inconnus » ne cesse d'augmenter : inférieure à 2 % au XVII^e siècle, elle

³⁵⁴ Voir aussi, évidemment, *L'enfant et vie familiale sous l'Ancien Régime*, de Philippe Ariès (Paris, 1960). Arlette Farge rappelle comment « le XVIII^e siècle, brasseur d'idées et de réflexions philosophiques, met l'enfant au centre de ses préoccupations », mais « les migrations et les taux de relations illégitimes, les difficultés de contraception et la pratique des abandons, la mortalité infantile et la pauvreté dressent un paysage où chacun gère de façon personnelle sa propre insécurité, tiraillé entre le désir de vivre et toutes les circonstances qui viennent à faire de la réussite une gageure » (Farge 1986 : 65, 69). Elle met en garde contre la tentation de « relier automatiquement enfance à sentiment, enfant et affectivité », et souhaite « chercher un autre moyen de regarder l'enfant en travaillant sur sa fonction dans la cité, comme sur l'assise économique et sociale de ses parents » (Farge 1986 : 87).

³⁵⁵ Farge qualifie ces « indésirables alliances » de « mauvais commerce amoureux » (Farge 1986 : 89). Se reporter en outre à l'ouvrage qu'elle a coécrit avec Michel Foucault, *Le désordre des familles* (Paris, 1982).

atteint 4 % au début du XVIII^e, 10 % vers 1750 et 17 % dans les décennies suivantes, avec des pointes à près de 25 % certaines années comme 1781 ou 1788 » précise Taillefer, dans *Vivre à Toulouse sous l'Ancien Régime* (2000 : 126). Les hôpitaux sont pleins d'enfants, et il existe même une niche, sorte de petite armoire ronde et tournante appelée « le tour », dans un des murs de l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques, pour recueillir les enfants abandonnés dans l'anonymat le plus complet. « La réception de ces enfants obéissait à un rituel immuable. Ils étaient d'abord portés dans la *salle des épreuves*, nourris au lait de vache, réchauffés au bain-marie, et baignés deux fois par jour, pendant quinze jours. Si, à ce terme, on ne voyait apparaître aucune marque de mal vénérien, on les confiait à des nourrices » jusqu'à l'âge de sept ans ; après quoi, ils étaient amenés à l'hôpital de La Grave pour y recevoir une instruction et commencer à travailler (Frexinos 2001 : 54-56). Ces jeunes sans parents ni ressources sont toutefois promis à un avenir plus qu'incertain, et le système est extrêmement coûteux pour l'ensemble de la société.

Les progrès de l'alphabétisation sont néanmoins importants³⁵⁶, et cela distingue les villes des campagnes, comme le souligne Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 265). Ils s'appuient sur le « treillis d'écoles élémentaires progressivement constitué dans les cités », notamment celles contrôlées par le chapitre cathédral, comme à Saint-Etienne de Toulouse, où « les enfants de la maîtrise sont au nombre de huit à la fin du XVII^e siècle, enseignés par un maître de grammaire et un maître de musique, surveillés par un sous-maître, qui est parfois un ancien enfant de chœur » (Le Roy Ladurie 1998 : 257). Ce « treillis » est également composé par les petites écoles présentes dans chaque quartier, celles-ci étant concurrencées par des maîtres écrivains indépendants plus ou moins reconnus. Cependant « malgré les efforts des notables et des Eglises, l'école, qui ne mord que sur une part du peuple urbain, reste plus un instrument de christianisation que le lieu privilégié d'un apprentissage culturel. Celui-ci paraît relever beaucoup plus du contact spontané et ancien établi avec les formes multiples de la culture écrite qui circulent dans la cité » (Le Roy Ladurie 1998 : 281). En revanche, la ville

³⁵⁶ « Un des meilleurs témoignages du degré d'alphabétisation des Toulousains réside dans les signatures qu'ils ont apposé en bas de leurs actes de mariages » (Wolff 1974 : 363).

assure de moins en moins la circulation des élites à travers ses collèges³⁵⁷ et ses universités, lesquels ne font plus figure d'ascenseur social. Comme le montre l'étude de Jacques Revel dans *La ville et l'innovation* (Lepetit 1987 : 75-88), « pour une université, l'existence d'un évêché et de chapitres, d'une cour souveraine, d'une intendance ou d'institutions universitaires puissantes, signifie d'abord la promesse d'un marché » (Lepetit 1987 : 78). Il décrit la « réorganisation des flux étudiants sur une base régionale », tendance qui s'accroît à Toulouse pendant le XVII^e siècle, « à la fin de l'Ancien Régime, elle paraît mettre en cause jusqu'à l'idée d'une circulation universitaire » (Lepetit 1987 : 81)³⁵⁸. Ainsi, « sclérosée » (Wolff 1974 : 365), l'université « souffre d'une profonde déliquescence, que révèle en 1688 une enquête officielle : les professeurs, souvent nommés dans des conditions irrégulières » s'absentent pendant de longues périodes³⁵⁹, « aussi les étudiants, bien moins nombreux qu'au XVI^e siècle, vivent-ils dans l'oisiveté et le libertinage, assurés qu'ils sont d'être reçus à leurs examens » (Taillefer 2002 : 149). « Cette indifférence au contenu même de l'apprentissage que sanctionne le titre universitaire peut nous surprendre, mais elle est au cœur des représentations d'Ancien Régime. Le grade est un certificat de conformité qui ouvre, le cas échéant des possibilités professionnelles – et il n'est que cela. On comprend mieux ainsi pourquoi les universités françaises ont pu être aussi obstinément indifférentes à la production de connaissances nouvelles » (Lepetit 1987 : 76).

Le conservatisme caractérisant la plupart des étages et des escaliers de la société citadine peut se lire dans la forme urbaine elle-même. En effet, ce « parcellaire révélateur social », analysé par Bruno Tollon dans *Toulouse, les délices de l'imitation* (IFA 1986), se modifie très peu dans les rues marchandes (rue Saint-Rome et des Changes), avec un « découpage des propriétés en lanières étroites et profondes », alors que se constitue un vaste quartier parlementaire, où « les petites

³⁵⁷ « Le but du collège n'est pas de créer une fluidité sociale mais, au contraire, de faire que le fils reproduise le père, dans une hiérarchie maintenue des conditions », « il favorise les natifs de la ville aux dépens des forains et les notables aux dépens de ceux qui ne le sont pas » (Le Roy Ladurie 1998 : 256) ; au XVIII^e siècle, « le malthusianisme est net (...) quant aux fondations de nouveaux collèges » (Le Roy Ladurie 1998 : 489).

³⁵⁸ En outre, à la différence de Montpellier par exemple, Toulouse ne s'inscrit pas dans les réseaux européens des élites protestantes (Lepetit 1987 : 82).

³⁵⁹ Ce manque d'engagement est peut-être lié à la médiocrité de leurs revenus, « payés avec retard, non sans contestation » (Wolff 1974 : 319).

maisons à boutiques disparaissent au profit de larges parcelles » ; et, parce que, « comme les couvents, les hôtels sont dévorateurs d'espace urbain »³⁶⁰, ils contribuent à repousser « le petit peuple des artisans et des manouvriers » vers la périphérie (IFA 1986 : 26-27). Le portait urbanistique dressé par Tollon peut être fructueusement complété par un article de Georges Hanne, intitulé « Approche spatiale de la société toulousaine » (2003), qui fournit de précieuses indications quant à la localisation de ses différentes composantes sociales. Il montre en particulier comment la « gentrification » du quartier parlementaire n'entre nullement en contradiction avec le fait qu'il abrite un nombre important de pauvres : « l'ensemble du quartier qui entoure la cathédrale est composé d'îlots où la part des domestiques dans la population active ne descend jamais en dessous de 40 % » (Hanne 2003 : 539-540)³⁶¹. Très présente dans les quartiers les plus huppés, la domesticité n'en est cependant pas l'apanage. Elle est omniprésente dans tout l'espace urbain, ce qui singularise ce dernier par rapport aux campagnes.

D'une certaine manière, elle vient compenser ce que l'institution scolaire ne parvient à effectuer, car « la domesticité est une condition à travers laquelle se réalise un grand brassage social, du fait notamment qu'il s'agit pour beaucoup de femmes », jeunes, et en provenance du monde rural. De la sorte, les domestiques « sont des intermédiaires culturels par lesquels transitent des objets qui vont alimenter le marché de l'occasion et dont le goût se forge au contact des classes aisées pour se communiquer au peuple. L'imbrication dans les mêmes lieux d'un personnel de maison proliférant et d'acteurs économiques intervenant dans le traitement des apparences en est une bonne illustration » (Hanne 2003 : 550)³⁶². Ce souci croissant de la présentation de soi est souligné par Daniel Roche, dans *La culture des apparences. Une histoire du vêtement XVII^e-XVIII^e siècle*

³⁶⁰ Dans ce quartier, « seules les rues fortes à l'activité commerciale intense sont parvenues à résister à la pression des hôtels », tandis que « les rues secondaires, perpendiculaires aux premières, sur lesquelles s'exerce une pression moins forte », car moins parcourues par des courants de circulation, ont, pour certaines, comme la rue Ninau, été complètement restructurées (IFA 1987 : 27).

³⁶¹ « Ce niveau n'est jamais atteint par l'ensemble des activités de production et d'échange ». Il faut signaler « le cas du 27^e moulon de Saint-Etienne, donnant sur la bien nommée rue des Nobles, où près de 8 mentions professionnelles sur 10 concernent des serviteurs » (Hanne 2003 : 539-540).

³⁶² Se reporter également à l'article de Georges Hanne, « Les barbiers perruquiers de Toulouse et leurs employés à la fin de l'Ancien Régime » (2000).

(1989)³⁶³, qui dans la « distribution des apparences », étudie notamment le cas particulier et paradigmatique des « vêtements des métiers des vêtements » (Roche 1989 : 305). Au premier rang des consommateurs, ces artisans de l'apparence constituent une pierre angulaire de la société urbaine de cette époque. En effet, même les domestiques y ont recours, et ces gens des métiers du vêtement peuvent finir par se placer vis-à-vis de leurs plus gros et fréquents acheteurs en situation de client, « au sens romain du terme », situation renforcée par les liens tissés par le voisinage, comme l'explique Hanne (2003 : 551). Malgré tout, ces liens de servitude ou de clientèle ne constitue-t-ils pas qu'un ascenseur social par défaut, et qui ne concerne qu'une relativement minime fraction des classes populaires ?

Pour la majorité des Toulousains, c'est l'Eglise qui surtout prend en charge leurs aspirations. Comme l'écrit Taillefer, « d'une certaine façon, la ferveur religieuse prend le relais de l'économie défailante », « Toulouse s'affirme depuis la fin du XVI^e siècle comme un des plus vigoureux foyers de la Contre-Réforme » (Taillefer 2000 : 25), dont les idéaux suscitent une « forte adhésion » auprès de la population locale (Taillefer 2002 : 141). Certes, il s'agit plus pour l'institution ecclésiastique d'ouvrir des perspectives spirituelles que de permettre aux pauvres d'effectuer de prestigieuses carrières au sein du clergé. En effet, les curés se recrutent pour l'essentiel dans l'élite citadine : « les seuls fils de nobles, de bourgeois, d'officiers et de membres des professions libérales » représentent 46 % des prêtres du diocèse de Toulouse entre 1640 et 1655 ; « une immense distance existe donc entre le curé de la Réforme catholique et ses ouailles, qui est tout à la fois celle du langage, de la fortune et des manières de vivre » (Le Roy Ladurie 1998 : 100-101). Cette distance ne semble en tout cas pas empêcher la percée idéologique et spatiale de la Contre-Réforme. « Au XVII^e siècle, Toulouse vit sous le signe d'un catholicisme conquérant, qui contribue à transformer la topographie urbaine, s'accompagne d'une grande créativité artistique et imprègne tous les aspects de l'existence quotidienne »³⁶⁴ ; « Toulouse mérite plus que

³⁶³ Bien qu'à un degré moindre qu'à Paris, « le triomphe des apparences » est aussi le fait de la noblesse provinciale du Sud-ouest, comme en témoignent les garde-robes et les budgets vestimentaires des familles de Saint-Amans d'Agen et de Boyer d'Albi, analysés par Roche (1989 : 177-210).

³⁶⁴ Pour plus de détails concernant cette créativité artistique, se reporter à la douzaine de pages de l'*Histoire de Toulouse* qui lui sont consacrées (Wolff 1974 : 323-336) ; « ce n'est pas dans les constructions qu'il faut chercher la véritable originalité de l'art religieux de ce siècle », « on sait que l'essentiel de l'effort s'est porté sur le décor intérieur des édifices » (Wolff 1974 : 325).

jamais son nom de « Sainte » » (Taillefer 2002 : 141). Les propriétés ecclésiastiques occupent alors 41 % de la superficie de la ville (Taillefer 2000 : 325), « de 1590 à 1709 sept nouveaux ordres religieux d'hommes et quatorze de femmes s'installèrent à Toulouse » (Wolff 1974 : 316). Toutefois, cette vague urbanisatrice ne touche pas de façon uniforme tous les secteurs de la ville, l'ancienne limite entre Cité et Bourg restant largement opératoire. Ce dernier comprend la plupart de ces congrégations qui confèrent à leur voisinage une atmosphère spécifique. Ainsi, « l'abbaye Saint-Sernin ou le couvent des Chartreux étaient des établissements qui, par la place matérielle qu'ils occupaient, par le nombre de leurs dépendants et par leur influence morale, généraient une ambiance particulière aux lieux qui les environnaient », entraînant une « ritualisation de l'espace et du temps pour ceux qui vivaient à leurs abords » (Hanne 2003 : 549).

Cette prégnance urbaine des rituels religieux se manifestait plus nettement encore lors des processions qui sillonnaient quasi-quotidiennement les rues de Toulouse. Elles « attirent un grand concours de peuple, notamment celle de la Fête-Dieu ; celles des corps saints, reliques conservées en la basilique Saint-Sernin, le jour de la Pentecôte ; celle de l'Assomption ; et celle qui commémore la « Délivrance de du 17 mai 1562 », c'est-à-dire l'élimination des huguenots » (Wolff 1974 : 361)³⁶⁵. De nombreux évènements ponctuels (cessation d'une inondation, fin d'une épidémie) en fournissent l'occasion. Les confréries de pénitents, marchant « pieds nus, revêtus de leur sac, une torche ou un cierge à la main, en psalmodiant des litanies en faux-bourdon » (Taillefer 2000 : 143) donnent à ces rassemblements une connotation austère et ostentatoire³⁶⁶. « Spécificité des peuples d'oc », elles y constituent l'« essence du baroque urbain », selon Le Roy Ladurie (1998 : 496-497)³⁶⁷. Avant la Révolution, les processions sont moins fréquentées et parfois troublées par des perturbateurs. En 1777, les Pénitents bleus

³⁶⁵ Cette célébration est l'occasion de retenir chaque année les cicatrices des guerres de religion, comme le montre Janine Garrisson (2004 : 44).

³⁶⁶ Se reporter à *The Ceremonial City: Toulouse Observed 1738-1780*, de Schneider (1995).

³⁶⁷ Le Roy Ladurie rapproche cette spécificité du rugby, qui « deviendra modalité méridionale du sport urbain, dans notre Sud-ouest au XX^e siècle ». Il signale également que « de plus en plus démocratiquement recrutées, au fur et à mesure que recule leur prestige social, les confréries pénitentes régressent lentement après 1750 ; elles sont victimes, aussi, de la méfiance des évêques. Ils voient dans ces gais rassemblements pour obsèques pénitentielles une occasion pour la blague, la ripaille, le pique-nique et même la débauche » (Le Roy Ladurie 1998 : 497).

se décident à mettre des souliers, mentionne l'historien des mentalités David B. Bien, dans *L'affaire Calas. Hérésie, persécution, tolérance au XVIII^e siècle* (1987 : 7-8). Selon lui, « le sentiment religieux s'effritait déjà » depuis quelques décennies, et « le Parlement avait dû prendre des décrets en 1739, 1754, et 1758, pour ordonner dans le diocèse la fermeture des cabarets durant les heures des offices divins », « la répétition même de ces décrets montre l'indifférence avec laquelle ils étaient accueillis » (Bien 1987 : 40). Toutefois, « Toulouse est toujours à la fin du XVIII^e siècle une ville profondément catholique, où la baisse des vocations sacerdotales et le déclin des ordres monastiques paraissent plus tardifs et moins prononcés qu'ailleurs, où la pratique demeure quasi-unanime, où les confréries de pénitents ont conservé tout leur prestige, et où les formes les plus traditionnelles de la piété, comme le culte des saints et des reliques, restent très populaires » ; après la Révolution, « les confréries de pénitents se reconstituent, et vers 1830 un voyageur peut écrire que la ville est « la première du monde pour les processions » » (Taillefer 2000 : 353, 392). Celles-ci perdurent jusque dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, et, selon Godechot, « ne cessent de s'amplifier jusqu'à leur interdiction par la municipalité radicale en 1881 » (Wolff 1974 : 485).



La procession de l'entrée des Carmes à Toulouse, avec en toile de fond, le bâtiment du Parlement (Wolff 1974 : 352).

Une urbanité pesante règne donc à Toulouse en cette fin d'Ancien Régime et même assez longtemps après, pesanteur redoublée par un climat d'intolérance qu'exemplifie l'affaire Calas, négociant calviniste accusé d'avoir étranglé son propre fils. Celle-ci, rendue célèbre par Voltaire³⁶⁸, et commémorant le bicentenaire des événements de 1562, est révélatrice de la faible pénétration des « Lumières » dans les milieux parlementaires, et plus encore dans les milieux populaires³⁶⁹. Une foule innombrable assiste en effet au supplice de Jean Calas sur la place Saint-Georges³⁷⁰, le 10 mars 1762. Déjà la ville avait « accueilli sans déplaisir la révocation de l'Edit de Nantes (1685) », et même « dès avant l'édit, en juillet 1685, le temple de Portet, où les protestants de Toulouse célébraient leur culte avait été détruit » (Wolff 1974 : 319). Comme le montre l'affaire Calas, « les Toulousains pratiquent à leur égard une fragile tolérance par indifférence, et non par conviction, qui peut à tout moment se transformer en flambée d'intolérance » (Taillefer 2000 : 344). C'est ce qui s'est alors passé. Cependant, l'historien américain David B. Bien a raison de souligner qu'il « fallait plus que le simple sentiment religieux pour alarmer les catholiques, les pousser à l'action en pensée et en acte contre les protestants » (Bien 1987 : 43)³⁷¹. Le contexte de la guerre de Sept Ans contre des puissances protestantes comme l'Angleterre et la Prusse place les huguenots toulousains en situation de boucs émissaires tout désignés ; échauffé par les problèmes économiques inhérents à cette guerre, « le peuple considérait Calas en tant que protestant comme non patriotique » (Bien 1987 : 73-77, 147). En effet, depuis les guerres de religion, le protestantisme « représentait le principe même de la dissolution sociale »³⁷², et les parlementaires se considéraient comme « les gardiens d'une société ordonnée » (Bien 1987 : 51, 94), ne pouvaient dans ces conditions que sévir. L'affaire se trouve donc au croisement de causes structurelles et conjoncturelles. Membre d'une minorité

³⁶⁸ Il l'a rendue célèbre, mais il a, par là-même, contribué à donner une image de la société toulousaine bien plus sombre qu'elle ne l'était.

³⁶⁹ L'affaire permet d'ailleurs de mieux connaître l'opinion de ces milieux populaires, souvent peu ou mal connue (Bien 1987 : 8).

³⁷⁰ Comme le remarque Farge dans son analyse des foules, « volet inverse et complémentaire de la fête royale, le châtement public octroyé par l'autorité monarchique à celui qui a transgressé, ne peut être séparé de l'ensemble du cérémonial du pouvoir » (Farge 1986 : 206).

³⁷¹ Se reporter, sur cette affaire, à l'excellent travail historiographique effectué par Janine Garrisson, dans le chapitre « Calas et nous (1933-2004) », de *L'affaire Calas. Miroir des passions françaises* (2004 : 205-219).

³⁷² « Le processus mental qui suscita l'intolérance en 1761-1762, ce fut l'imputation aux individus protestants de tous les caractères anti-sociaux, anti-français vaguement associés à l'histoire du calvinisme » insiste David B. Bien (1987 : 189).

huguenote d'à peine 200 personnes cohabitant en général plutôt pacifiquement avec le reste de la population, le malheureux Calas, qui s'était converti au catholicisme pour pouvoir pratiquer ses affaires, s'est retrouvé transformé en entité abstraite, abstraction sur laquelle s'est focalisée bien des frustrations.

Les protestants ne sont pas les seules victimes de ces récurrents mouvements purificateurs de tout corps étranger. La découverte en 1685 d'une crypto-communauté juive conduit le Parlement à condamner les membres de cette communauté à être brûlés vifs (Cohen 2003 : 54)³⁷³. Plus tard, la présence discrète de quelques colporteurs juifs, discrétion « qui explique qu'elle n'ait pas suscité davantage de rejet », tant « les stéréotypes antisémites transparaissent dans le langage courant, où « juif » est synonyme de fripon ou de voleur » (Taillefer 2000 : 345), va donner lieu à de nombreux procès, et « les députés de la Chambre de commerce déclarent en 1744 que « cette nation juive ne semble ramper que pour mieux s'élever et s'enrichir » (Cohen 2003 : 55-56). Le cas du philosophe italien Vanini, « un des fondateurs de l'athéisme moderne », est lui aussi édifiant : d'abord « bien accueilli dans les cercles cultivés et (...) suffisamment à l'aise pour oser dévoiler le fond de sa pensée », il est exécuté en 1619 ; après quoi va avoir lieu « une vérification générale des livres vendus à Toulouse », puis un autodafé (Taillefer 2000 : 349, 378). Cette hégémonie sans reste du catholicisme doit beaucoup à l'association secrète *Aa (associatio amicorum)*, au « zèle apostolique », qui « eut une grande influence sur la foi et la pratique religieuse, et à l'époque de la Révolution, sur la politique même » (Wolff 1974 : 360)³⁷⁴. Cependant, ce contrôle de la société toulousaine par les élites catholiques n'est pas total. Par le crime, qui augmente chez les plus humbles, ou par la culture, chez certaines élites notamment à travers les académies, des brèches s'ouvrent dans les dernières décennies de l'Ancien Régime.

La réaction des autorités n'en est que plus violente, les soldats du guet n'hésitant pas à tirer dans la foule en cas de contestation³⁷⁵. « La militarisation de la cité dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle apparaît donc au moins partiellement

³⁷³ Voir aussi sur les marranes, l'article de R. B. Escoupérié, « Sur quelques “marchands portugais” établis à Toulouse à la fin du XVII^e » (1994).

³⁷⁴ Et même bien après la Révolution : elle comprend « à la fin de l'Empire une grande partie de la bourgeoisie et de l'aristocratie toulousaines » (Wolff 17974 : 428).

³⁷⁵ Comme dans la soirée du 9 juin 1778 (Taillefer 2000 : 102).

comme une réponse à l'aggravation des tensions sociales, à une époque où la cohésion formelle de la société d'ordres commence à se fissurer sous la pression des conflits de classe » (Taillefer 2000 : 103)³⁷⁶. Pourtant, cela n'a pas donné lieu à une opposition frontale. Comme l'explique Jacques Godechot, « la Révolution n'est pas née à Toulouse », la ville « avait trop l'habitude de vivre dans la dépendance du Parlement et de l'Eglise pour prendre l'initiative d'une révolte. De plus le Parlement, jusqu'en juillet 1788, avait paru être le protecteur naturel des Toulousains contre l'absolutisme monarchique. C'est seulement petit à petit que les Toulousains constatèrent l'égoïsme du Parlement », « mais entreprendre la lutte contre le Parlement n'était-ce pas risquer de saper la prospérité même de Toulouse, qui vivait de lui ? » (Wolff 1974 : 389)³⁷⁷. Ainsi, les échanges, de par leur structure, ne sont pas toujours porteurs de changements. Ils peuvent, comme c'est le cas ici, par les obligations qu'ils suscitent et dont ils procèdent, entraver ou retarder l'émergence d'un nouveau système relationnel. Le passage d'un système à l'autre s'effectue alors avec davantage de difficultés, provoquant potentiellement la brutalité ou la fuite des mauvais perdants du nouveau jeu des échanges. A long terme, le nouveau système encoure aussi le risque, ou la chance, de ne pas s'implanter dans la durée³⁷⁸.

Toulouse en révolution, puis retour à la case départ

« Alors que tout semblait annoncer, à l'image d'autres villes, une « révolution municipale » mettant en tutelle la municipalité, les capitouls parvinrent » à se maintenir pendant un temps, « en exploitant l'inquiétude des Toulousains devant les conséquences de certaines réformes » (Taillefer 2002 : 177). C'est pourquoi, « l'écho des premières journées révolutionnaires n'est parvenu à Toulouse qu'affaibli » (Wolff 1974 : 391), Georges Fournier insistant sur cette « difficile entrée en Révolution » (Taillefer 2002 : 176). Cependant, fin 1789, les lois

³⁷⁶ Il faut cependant distinguer la police des soldats du guet, des militaires proprement dit. L'article de Jean-Luc Laffont, « La présence militaire à Toulouse dans la seconde moitié du XVIII^e siècle » (2000) remet en cause les idées développées par Schneider, dans *Public life in Toulouse, 1463-1789* (1989: 321). Le caractère dissuasif que pouvait représenter la présence militaire semble avoir été, selon Laffont, très relatif, posant davantage de problèmes à l'ordre public qu'elle n'en résolvait ; ce qui explique la grande méfiance des capitouls à leur égard, les soldats, de surcroît, ne dépendant pas de autorité de ceux-ci. En outre, les retombées économiques étaient assez limitées, Toulouse n'étant qu'une ville d'étape.

³⁷⁷ Godechot est auteur d'une étude sur *La Révolution française dans le Midi toulousain* (1986).

³⁷⁸ Analyse à prolonger par l'essai d'Albert Hirschman, *Défection et prise de parole* (1995).

organiques mettant fin à l'Ancien Régime viennent s'y appliquer comme dans l'ensemble du territoire national. Elles « transformaient complètement la situation régionale de Toulouse, et allaient cristalliser les positions politiques des uns et des autres, selon qu'elles leur apportaient avantages, perspectives d'ascension sociale, ou privation d'emploi et probabilité de ruine » (Wolff 1974 : 394). La municipalité est peu modifiée, mais l'abolition des provinces et des Parlements font tomber la ville de son piédestal administratif : « en fin de compte, Toulouse se retrouva au centre d'un modeste département, étiré tout au long de la vallée de la Garonne » (Wolff 1974 : 395). Le but de la départementalisation était d' « ôter aux divisions du territoire, face à la toute-puissance du contrat et à la volonté de l'unité, leur capacité de regroupement offensif », comme le montre Mona Ozouf, dans le *Dictionnaire critique de la Révolution française* (Furet 1992a : 221-238)³⁷⁹. Mais si « la division du Languedoc en départements ne devait entraîner qu'à la longue ses répercussions sur l'économie et la société toulousaine » ; « par contre, la suppression du Parlement devait avoir des effets immédiats » (Wolff 1974 : 396), provoquant « la consternation dans une grande partie de la population » ; car pour tous ceux qui vivaient, directement ou pas, de l'activité judiciaire d'un vaste ressort, la création d'un tribunal criminel de département ne représentait qu'une compensation dérisoire » (Taillefer 2002 : 180).

Autre conséquence importante pour l'ancienne capitale du Languedoc, le « remaniement des circonscriptions religieuses qui, dans un souci d'aménagement rationnel furent calquées sur les circonscriptions civiles » implique un bouleversement de grande ampleur dans une ville qui compte « une centaine d'églises et de chapelles, des dizaines de couvents » rappelle Godechot (Wolff 1974 : 397). La vente des biens du clergé, et l'obligation pour ses membres de prêter le serment civique, suscitent la vive opposition des Pénitents et de nombreux Toulousains³⁸⁰, seule une minorité de clercs acceptant de se plier à la

³⁷⁹ Voir aussi *La formation des départements. La représentation du territoire français à la fin du XVIII^e siècle*, de Marie-Vic Ozouf-Marignier (EHESS, 1989).

³⁸⁰ « Par ses richesses, ses pouvoirs et son rôle social, l'Église de Toulouse était une puissance à l'égal du Parlement, mais, grâce à la vitalité d'une religiosité traditionnelle, elle pesait beaucoup plus sur la sensibilité des individus ». Aussi, ces transformations « créait un climat propice à l'affrontement » ; et, « dans le quartier de Saint-Barthélemy, les jeunes nobles, pressés d'en découdre, pouvaient compter sur la troupe nombreuse des laquais, porteurs de chaises, clercs de procureurs, tout un monde remuant habitué depuis longtemps à descendre dans la rue au moindre prétexte » (Taillefer 2002 : 181).

réforme. L'influence de l'*Aa* pèse alors de tout son poids dans l'organisation de la résistance. Les forces contre-révolutionnaires entament une existence clandestine, certains réfractaires fuient vers l'Espagne. Dans le camp adverse se forme la garde nationale, bientôt relayée par les « clubs », dont la mission est « de défendre les conquêtes de la Révolution » et de maintenir l'ordre » (Wolff 1974 : 399). Parmi ces clubs, celui des Jacobins ne tarde pas à prendre le leadership du mouvement révolutionnaire, que le contexte confus, aux niveaux national et européen au cours des années 1791-1792³⁸¹, participe à diviser. En effet, « il n'y avait pas de grandes différence d'origine sociale, ni même au fond d'idées politiques » entre Jacobins et Girondins ; « ce sont les événements survenus à Paris », – la déchéance et le procès de Louis XVI –, « qui vont les dresser de plus en plus violemment les uns contre les autres » (Wolff 1974 : 406).

L'historien britannique David Lyons, élève de Richard Cobb, explique aussi les « motifs de l'engagement politique » des uns et des autres par un certain opportunisme, car parfois, « la Révolution ouvrait une carrière dans la politique locale », précisant que « nombre d'extrémistes des deux bords, remarquons-le bien, n'étaient pas natifs de Toulouse, mais y furent attirés parce que c'était le siège de l'autorité et du pouvoir ». Plus prosaïquement encore, « parmi les volontaires nationaux de Toulouse, se dissimulaient nombre d'hommes qui fuyaient leurs responsabilités envers des filles qu'ils avaient engrossés » (Lyons 1980 : 235-237). A la suite des déclarations de guerre « à l'Angleterre le 1^{er} février 1793, à l'Espagne, le 7 mars », « la guerre se rapprochait de Toulouse » (Wolff 1974 : 407). « Avec les premières victoires espagnoles, l'importance de Toulouse comme place de guerre imposait à la Convention une particulière attention à la situation dans la ville : celle-ci en retour devint l'écho des luttes qui déchiraient la Convention » (Taillefer 2002 : 184). Comme par le passé face au catharisme, la ville et ses représentants optent pour la légitimité du pouvoir établi, fut-ce depuis peu, attitude qu'ils conservent pendant l'ensemble de la période révolutionnaire. Ainsi, « la ville félicita les Girondins pour la journée du 10 août 1792 ; elle félicita les Jacobins pour les 31 mai et 2 juin 1793 ; elle félicita Robespierre pour avoir échappé à la tentative d'assassinat (...), elle félicita les

³⁸¹ La fuite puis l'arrestation du roi Louis XVI vont générer des tensions qui aboutissent à la déclaration de guerre de la France à l'Autriche, le 21 avril 1792.

Thermidoriens pour l'avoir exécuté deux mois plus tard », écrit, non sans ironie, Martin Lyons, qui insiste sur cette « prudence propre aux Toulousains » (1980 : 78, 98).

L'attitude des Toulousains constitue un tournant décisif sur le plan national, mettant « le fédéralisme en échec »³⁸² ; mais elle est également révélatrice d'une certaine faiblesse locale, dans cette « ville aux équilibres fragiles », selon Fournier (Taillefer 2002 : 184-185). « Si Toulouse avait agi contre la Convention, le sort de Révolution, sans doute celui de la France, eût été changé », mais « marcher contre la Convention, c'était s'allier tôt ou tard avec les royalistes » ; aussi « tout danger de jonction entre les fédéralistes de la Gironde et ceux de Provence était écarté. L'unité nationale et le régime républicain était sauvé » (Wolff 1974 : 410). Cette attitude des nouveaux responsables toulousains s'explique assez aisément. « La bourgeoisie, beaucoup plus pauvre qu'à Lyon, Marseille ou Bordeaux, ne pouvait mener une politique indépendante ; composée de petits commerçants, de maîtres-artisans, elle était profondément liée aux milieux populaires, pas assez riche pour lutter à la fois sur deux fronts, contre la noblesse et contre la Montagne » (Wolff 1974 : 411). En outre, « plusieurs des dirigeants « fédéralistes », brillants hommes de loi, dont certains, comme Malpel ou Derrey, appartenaient à de riches familles capitulaires, étaient les derniers représentants dans le camp révolutionnaire d'une classe dirigeante que l'on soupçonnait de rester sensible à l'influence des milieux parlementaires. Toulouse fut aussi victime de sa réputation de foyer aristocratique : l'importance stratégique de la ville, face à l'insurrection fédéraliste comme au front pyrénéen, ne portait pas aux demi-mesures » (Taillefer 2002 : 186). La ville s'engage donc dans le jacobinisme³⁸³, d'abord par la Terreur, moins

³⁸² « Pour compromettre le système fédératif aux yeux des révolutionnaires, il y avait deux associations d'idées, apparemment contradictoires mais tenaces : l'une liait le fédéralisme à la démocratie, et l'autre à l'aristocratie », « voire même à la féodalité », selon Ozouf ; le fédéralisme, notion peu claire même chez ses partisans, est en fait « un monstre polémique bricolé par le jacobinisme ». Sa défaite est celle « de la France portuaire, maritime, commerçante et libérale que E. Fox a opposée dans un livre brillant à la France terrienne, paysanne, autoritaire et centralisatrice » (Furet 1992b : 159-176). Se reporter en outre à l'analyse de Braudel (1979, 3 : 292-295) de l'essai d'Edward Fox, *L'autre France, l'histoire en perspective géographique* (Paris, 1971).

³⁸³ C'était paradoxalement une manière de défendre les intérêts locaux. En effet, les tenants du pouvoir à Toulouse « ne s'écartèrent pas de l'orthodoxie jacobine, mais leur but fut surtout celui la paix et la prospérité de la ville, et leur conception de la Révolution fut fermement contenue dans des horizons spécifiquement toulousains », notamment dans la gestion du problème des subsistances, comme le montre Lyons (1980 : 157, 175).

sanglante à Toulouse que dans les autres grandes villes de province³⁸⁴, puis de façon plus surprenante, par une assez large adhésion de la population, comme le montre son succès aux élections de l'an V (1797), et cela, « à contre-courant de la plus grande partie du pays »³⁸⁵ ; ainsi, « loin de connaître la profonde dépolitisation que l'on souligne en général dans la France du Directoire, Toulouse manifestait une évolution inverse » indique Fournier (Taillefer 2002 : 193)³⁸⁶. Paradoxalement, « front républicain face à la menace royaliste, ce jacobinisme municipal tire aussi sa popularité, à la différence de celui de l'an II, de sa large autonomie par rapport à Paris » (Taillefer 2002 : 194)³⁸⁷. Les deux dernières années du XVIII^e siècle, lorsque les royalistes se soulèvent un peu partout (Aquitaine, Vendée, Bretagne), l'appui des forces jacobines toulousaines est à nouveau d'un précieux secours pour assurer la victoire de la République³⁸⁸.

La décennie révolutionnaire n'est pas sans laisser de traces sur Toulouse. En particulier, « l'effort de guerre modifie profondément la physionomie de la ville », « l'arsenal établi dans le couvent des chartreux fabrique des baïonnettes et répare les armes » ; « plus de dix mille emplois auraient ainsi compensé le déclin des activités traditionnelles », « les militaires remplacent les plaideurs dans les cabarets » (Taillefer 2002 : 187)³⁸⁹. Cependant, dès 1794, les premières victoires contre l'Espagne viennent priver la base arrière de cette animation, et alors, « on commence à sentir les conséquences de la réduction de Toulouse, du rôle de capitale provinciale, à celui de chef-lieu d'un petit département rural » : « à

³⁸⁴ « 88 inculpés furent traduits devant le tribunal, 45 furent acquittés, 12 condamnés à des peines diverses (...), mais 31 furent condamnés à mort parmi lesquels dix Toulousains seulement » ; « ces 31 exécutions placent Toulouse dans la moyenne des chefs-lieux de départements », « la Terreur y fut en effet une lutte idéologique tout autant qu'une lutte de classes » (Wolff 1974 : 417). « La terreur resta relativement bénigne à Toulouse. Le but des Toulousains était de survivre, et de maintenir l'équilibre social et politique de la cité, derrière la façade d'apparente conformité avec le gouvernement révolutionnaire », précise Marin Lyons (1980 : 77).

³⁸⁵ Se reporter aux hypothèses émises par Godechot sur « cette évolution très différente de celle de Lyon, Marseille, Bordeaux » (Wolff 1974 : 420).

³⁸⁶ « La rhétorique boursouflée de la Révolution à Toulouse fut (...) une arme essentielle dans la prudente recherche de l'indépendance locale » (Lyons 1980 : 134).

³⁸⁷ Et même, « à Paris, on commençait à s'inquiéter de l'évolution de Toulouse, et certains députés réclamaient l'invalidation de la municipalité toulousaine. Aussi celle-ci fit-elle preuve de la plus grande prudence » (Wolff 1974 : 421).

³⁸⁸ « Comme en 1793, les Toulousains avaient le sentiment d'avoir sauvé la République, mais ils se sentirent dépouillés de leur victoire : la propagande officielle, pour ne pas favoriser les jacobins, en attribua tout le mérite à l'armée, la plupart des six mille prisonniers furent rapidement libérés, et (...) l'agitation royaliste reprit rapidement » après la bataille remportée à Toulouse en août 1799 (Taillefer 2002 : 197).

³⁸⁹ « Non sans instaurer un certain climat de violence », ajoute Fournier (Taillefer 2002 : 187). Voir également la description que donne Godechot de cette présence militaire (Wolff 1974 : 414).

l'abandon, avec certains de ses clochers à demi détruits par les artisans de la déchristianisation, avec ses rues mal entretenues, où errent « cochons et autres bêtes », parmi la boue et le fumier, avec ses bâtiments publics négligés, dont les tuiles tombent sur les passants » (Wolff 1974 : 418) ; les routes ont été également très détériorées par les charrois militaires, signale Godechot (Wolff 1974 : 438). En effet, les nouvelles autorités peinent à prendre en charge les dépenses occasionnées par le transfert du pouvoir, dans un contexte économique difficile : inflation, mauvaises récoltes, qui entraînent « la pénurie des denrées de première nécessité » et provoquent « de longues files d'attente devant les boutiques » (Taillefer 2002 : 188)³⁹⁰. Le jacobinisme intervient alors pour organiser de façon dirigiste la circulation des marchandises et taxer les plus riches ; mais plus encore, pour galvaniser les populations par son idéologie déiste (inspiré de Robespierre)³⁹¹ : culte de la Raison célébré fin 1793 dans la cathédrale Saint-Etienne, fête de l'Être suprême le 8 juin 1794. Toutefois, ces « cultes révolutionnaires, soutenus par les Jacobins, n'eurent guère de succès » ; comme l'explique Godechot, la déchristianisation reste superficielle³⁹², – la ville redevenant rapidement l'« une des citadelles du catholicisme » –, mais marque la naissance d'un anticléricalisme qui va manifester sa virulence à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (Wolff 1974 : 415-416)³⁹³.

D'une manière générale la période révolutionnaire, bien que rupture sur le plan administratif, apparaît comme un simple intermède pour Toulouse³⁹⁴. Sa démographie est stagnante, « la ville aurait gagné 5 000 habitants entre 1789 et 1815, faible augmentation qui ne doit pas nous étonner (...) : l'émigration des

³⁹⁰ « Toulouse fut cependant mieux ravitaillée que beaucoup d'autres villes, grâce en particulier au riche négociant Destrem, ancien député de l'Aude à la Législative » (Taillefer 2002 : 188).

³⁹¹ « Religion révolutionnaire, et non, comme on aurait aussi bien pu le formuler, religion de la Révolution ou religions révolutionnaires » précise Mona Ozouf, qui ajoute que « la « religion révolutionnaire » annonce et symbolise une société sans appui religieux » (Furet 1992a : 311-328).

³⁹² Mona Ozouf retrace les tenants et aboutissants du débat autour de la déchristianisation, qui se distingue de la perte du sentiment religieux (complexe à analyser), et qui ne doit pas être confondue avec la décléricalisation (effective, mais pas suffisante pour en conclure à la déchristianisation). Elle souligne comment, n'agissant pas sur un fond uniforme (socialement et géographiquement), « la crise révolutionnaire aggrave le dimorphisme sexuel de l'observance » et accentue les disparités régionales (Furet 1992b : 79-100).

³⁹³ Ainsi, le procès du frère Léotade en 1847-1848, accusé d'avoir violé et assassiné une jeune apprentie, Cécile Combette, entraîne une flambée d'anticléricalisme (Agulhon 1998 : 467-468).

³⁹⁴ « La Révolution achevée, à la fois consolidée et trahie par Bonaparte, le visage de la France s'immobilise. 1800, 1820, 1835 : pendant plusieurs décennies, telle une mer calme, elle demeure sans changement, comme pétrifiée dans ses structures » (Le Roy Ladurie 1998 : 551).

Toulousain hors de France, ou simplement dans les campagnes environnantes, la fermeture de nombreux couvents, la diminution de l'immigration, conséquence de la conscription qui draine vers l'armée les jeunes paysans », y ont contribué (Wolff 1974 : 432)³⁹⁵. Le bilan économique et social de la Révolution est plus sombre. « L'essor qu'on aurait pu espérer, après quelques débuts prometteurs », n'a pas été au rendez-vous, Toulouse « n'a pas su profiter de la révolution politique pour entrer dans la révolution industrielle » (Wolff 1974 : 438, 441). En ce sens, « il est révélateur que le seul grand industriel toulousain, Boyer-Fonfrède, soit venu de Bordeaux » insiste Fournier (Taillefer 2002 : 201)³⁹⁶. Sa filature moderne (conçue sur le modèle anglais), qui prévoyait d'employer jusqu'à 1 500 personnes, commence à fonctionner en 1792, mais fait les frais du blocus continental décrété par Napoléon à partir de 1806, et ferme ses portes deux ans plus tard. La métallurgie, quant à elle, ne parvient à éclore véritablement que sous l'Empire, mais perd cependant de son importance avec la disparition de celui-ci et la paix qui s'en suivit (Wolff 1974 : 435-437). Comme le met en évidence Godechot, « Toulouse, pendant la Révolution, malgré son enrichissement relatif, reste une ville pauvre, où la fortune est encore essentiellement foncière (pour 54 % des successions de 1809). Pourtant l'époque révolutionnaire a failli transformer – comme le temps de la Renaissance – les structures économiques de Toulouse. Mais failli seulement ! » (Wolff 1974 : 435).

Dès le début du XIX^e siècle, à Toulouse, tout recommence comme avant, à quelques exceptions près. De la sorte, le cas toulousain vient confirmer les vues d'Alexis de Tocqueville qui, dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, écrit un demi-siècle plus tard, « quelque radicale qu'ait été la Révolution, elle a cependant beaucoup moins innové qu'on ne le suppose généralement », sa conséquence majeure a été d'« accroître la puissance et les droits de l'autorité publique » (Tocqueville 1967 : 79-80)³⁹⁷, mouvement entamé depuis longtemps et amené à se

³⁹⁵ Selon Bernard Lepetit, pendant cette période, « Toulouse piétine », ce qui n'est pas le cas de toutes les villes, « à chaque fois, ce sont bien entendu des éléments particuliers d'explication qui sont invoqués pour rendre compte des situations locales » (Lepetit 1988 : 191).

³⁹⁶ C'est le frère du député girondin.

³⁹⁷ Aussi, « il ne faut pas croire, du reste, que les procédés employés par elle fussent absolument sans précédents, et que toutes les idées qu'elle a mises au jour fussent entièrement nouvelles » (Tocqueville 1967 : 72). Pour situer l'essai de Tocqueville dans l'historiographie du XIX^e siècle, se reporter au chapitre « La révolution sans la Terreur ? Le débat des historiens du XIX^e siècle »,

poursuivre. Ainsi, les réformes de 1800 rendent un certain prestige à la ville en lui restituant son statut de capitale régionale, – « d’une région, il est vrai, infiniment plus réduite que l’ancienne province de Languedoc »³⁹⁸ –, alors que « la municipalité a perdu la plus grande partie de ses attributions financières et judiciaires » (Wolff 1974 : 426). Ensuite, la période 1800-1815 constitue « une quinzaine d’années peu spectaculaires », sans « évènements » marquants, car « le Consulat en exilant les chefs jacobins, en empêchant le retour des émigrés royalistes compromis dans l’insurrection de 1799, a privé les deux minorités les plus violentes de leurs meneurs », « la masse (...) ne désire que le calme et l’ordre » (Wolff 1974 : 425).

Ce désir est aussi celui des principaux bénéficiaires de la Révolution, via notamment l’achat des biens nationaux³⁹⁹ : la petite bourgeoisie, « montée en flèche » ; la moyenne bourgeoisie, qui « a joui d’un enrichissement modéré » ; et enfin et surtout, la grande bourgeoisie, profitant « d’un enrichissement massif », alors que « les classes populaires par contre n’ont (...) pas participé à ce grand transfert de propriétés » (Wolff 1974 : 434)⁴⁰⁰. Bien sûr, la noblesse est pénalisée⁴⁰¹ par cette redistribution relative des richesses, mais elle demeure aisée puisque ses chefs de familles figurent quasiment tous (sauf quatre) parmi les 600 plus imposés du département en 1806, alors que parmi les « cent plus imposés » de Toulouse, il « faut descendre au trente-huitième rang pour trouver le premier négociant » (Taillefer 2002 : 200). Plus encore, son comportement socio-économique, son mode de vie, sont l’horizon de tous les parvenus. Jean Sentou souligne avec raison, dans *Fortunes et groupes sociaux à Toulouse sous la*

dans *La Révolution en débat*, de François Furet (1999 : 29-72). Voir également l’entrée « Tocqueville » du *Dictionnaire critique de la Révolution française* (1992).

³⁹⁸ Fournier liste les nouveaux attributs territoriaux de Toulouse : « le ressort du tribunal d’appel, devenu cour d’appel en 1810, s’étendait sur la Haute-Garonne, l’Ariège, le Tarn et le Tarn-et-Garonne » ; « le même ressort fut attribué à l’académie » ; « Toulouse obtint également le commandement de la dixième division militaire » ; « le concordat de 1801 et la renaissance religieuse rendirent à la ville son lustre de métropole spirituelle », « le diocèse de Toulouse englobait la Haute-Garonne, l’Ariège, et une partie du Tarn-et-Garonne « l’archevêché étendait sa tutelle de l’Atlantique à la Méditerranée, sur les diocèses de Bayonne, Agen, Cahors, Carcassonne et Montpellier » (Taillefer 2002 : 209).

³⁹⁹ Louis Bergeron évalue les conséquences à long terme de la vente de ces biens nationaux (Furet 1992a : 85).

⁴⁰⁰ Godechot précise les sommes (Wolff 1974 : 434), et Fournier les proportions. Se reporter à *Fortunes et groupes sociaux à Toulouse sous la Révolution (1789-1799). Essai d’histoire statistique*, de Sentou, pour une analyse détaillée.

⁴⁰¹ Voir aussi les analyses de Bernard Lepetit, dans *Les villes dans la France moderne (1740-1840)* (1988 : 231-232).

Révolution (1789-1799), que « si la noblesse est morte son esprit a longtemps survécu. La bourgeoisie toulousaine, en effet, au lieu de profiter des nouvelles institutions que lui avait léguées la Révolution pour revenir à sa vocation première, l'entreprise et le développement économique, semble avoir conservé l'idéologie aristocratique, le respect de la rente, notamment de la rente foncière, et le mépris du profit » (Sentou 1969 : 478). Bien que le Parlement ait disparu, « l'attrait de la fonction publique et des carrières administratives pour les fils de cette bourgeoisie toulousaine continuera à jouer au XIX^e siècle et explique en partie également l'absence de révolution industrielle » (Sentou 1969 : 276)⁴⁰².

Cette attitude est encouragée par le pouvoir politique. Ainsi, « en fondant la « notabilité » sur la fortune, révélée en priorité par la contribution foncière, Napoléon allait dans le sens des mentalités toulousaines », « dans la première moitié du XIX^e siècle, la terre reste le revenu essentiel des élites » (Taillefer 2002 : 200)⁴⁰³. Retour à la case départ donc, et à la thématique centrale de ce chapitre : la relation à la terre comme pilier principal d'une identité toulousaine conservatrice, en dépit des soubresauts révolutionnaires. A partir du XVIII^e siècle se dessine « une douceur de vivre raisonnable », « la vie, bien réglée, se partage entre six à huit mois à la campagne et la ville à partir de l'automne, pour fréquenter son théâtre, ses académies, ses bals et ses salons » (Ahlseil de Toulza, Peyruse, Tollon 1997 : 99)⁴⁰⁴. Le semis des châteaux dans les alentours de Toulouse est à ce titre éloquent, comme le montre la carte établie par Brunet (1965 : 237). Ce style de vie est imité par nombre de Toulousains, même relativement modestes. En effet, « l'étendue des possessions foncières des non-agriculteurs est un trait fondamental des campagnes toulousaines. De Toulouse à la plus petite bourgade, le poids de la ville est presque partout sensible. Il n'est

⁴⁰² « Comme à la fin de l'Ancien Régime, Toulouse est très largement une ville administrative, le fonctionnaire ayant remplacé le robin ; Mais alors qu'avant 1789, les parlementaires occupaient à tous égards le premier rang à Toulouse, tant pour le prestige social que pour la fortune, les fonctionnaires du milieu du XX^e siècle appartiennent pour la plupart à la classe moyenne, et seuls les plus élevés en grade jouissent d'un prestige réel, d'ailleurs plus impersonnel que celui des Officiers royaux d'autrefois » écrit Coppolani, dans *Toulouse au XX^e siècle* (1963 : 152).

⁴⁰³ Sur ce pouvoir des propriétaires, voir (Le Roy Ladurie 1998 : 550) ; voir aussi *Les masses de granite, cent mille notables du Premier Empire*, de Bergeron et Chaussinand-Nogaret (1979, EHESS).

⁴⁰⁴ « Urbanité à mi-temps » (IFA 1985 : 21), pour cette élite qui vit dans des demeures qui « forment un ensemble aussi nombreux que les hôtels de la Renaissance. Les créations les plus séduisantes sont à mettre au compte d'un gentilhomme d'origine bordelaise : Hyacinthe Labat de Labat (1702-1784) » (Wolff 1974 : 373).

guère de commune où quelques propriétés n'appartiennent à des citadins, et il en est beaucoup où ceux-ci détiennent plus du tiers, ou même plus de la moitié des biens fonds », et ce jusqu'au milieu du XX^e siècle, comme l'analyse Brunet (1965 : 268). L'influence de Toulouse est encore perceptible à plus de 80 km, et dans un rayon de 35 km autour de la ville, la part des citadins dans la propriété foncière est largement dominante (Brunet 1965 : 274-281). Cette « étendue des propriétés que les citadins de la région possèdent à la campagne n'est pas seulement une survivance : elle est le symbole de la médiocrité du secteur secondaire et du grand commerce dans la région toulousaine, si l'on songe à la masse des capitaux qui sont immobilisés de la sorte, et dont le rapport est dérisoire » (Brunet 1965 : 291). La permanence si tardive de ce trait est imputable à la relative insuffisance de l'essor économique de la capitale régionale au cours du XIX^e siècle, insuffisance tributaire de l'attitude des élites urbaines⁴⁰⁵.

Les notables toulousains s'enferment dans leur conservatisme pendant cette période, ne s'apercevant qu'à demi que, de la sorte, ils vont vers leur ruine. Ainsi, « après 1830, beaucoup de légitimistes, retirés sur leurs terres, ont réduit leurs dépenses et mieux surveillé leurs exploitations. Reste que la terre ne rapportait guère plus de 3 %, ce qui ne pouvait ni encourager l'innovation, ni soutenir le train de vie de beaucoup de rentiers du sol » (Taillefer 2002 : 201). Brunet retrace la chronologie de leur chute qui s'effectue en deux phases : « de 1750 à 1840 : on tira le meilleur parti possible de la machine à blé ; puis, après l'ébranlement de 1819, on essaya par tous les moyens de colmater les lézardes. Période de hausse et période de baisse des prix entraînèrent ici les mêmes attitudes, le même réflexe de facilité – simplement aggravés dans la deuxième période, car il fallait alors, non plus s'enrichir mais se sauver : dans l'ensemble, une longue phase de réaction, de misère accrue pour les travailleurs, sans que de notables progrès agraires aient apporté quelques compensations. Un système inchangé, poussé au-delà de ses moyens » (Brunet 1965 : 365). « Les propriétaires ont donc tiré parti de l'accroissement démographique qui surpeuplait les campagnes à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Ils en ont joué sans rien donner en échange : vers 1830-1840, les campagnes toulousaines se trouvaient surchargées d'une

⁴⁰⁵ « La passion du labourage » les amènent jusqu'à militer contre l'industrialisation (IFA 1985 : 20-21) (voir infra).

population à bas niveau de vie, aux conditions de travail aggravées, à laquelle trop de médiocres progrès culturels n'apportaient guère de compensation ; ces progrès pouvaient parfois apparaître, au contraire, dirigés contre les travailleurs dans la mesure où ils permettaient de réduire l'offre d'emploi, et surtout la part des produits qui leur revenait » (Brunet 1965 : 381). « Le système était ruineux. Il a fonctionné trop bien trop longtemps, du moins pour les propriétaires sinon pour la région » ; « pour avoir été douées, les campagnes toulousaines ont permis la constitution d'un système agraire déprédateur et l'ont supporté durant trop de rotations, tout en entretenant un nombre élevé de propriétaires rentiers. Mais, lorsque la conjoncture exigea de pousser à bout un système déjà très tendu, la chute ne fut que plus brutale » ; « après avoir épuisé leurs campagnes, les villes les ont finalement abandonnées, lorsque le rapport n'en fut plus suffisant » (Brunet 1965 : 427).

Les possédants, archoutés sur leurs acquis, ont donc pêché par courte vue, manquant singulièrement d'esprit imaginaire en matière politico-économique. « Lorsqu'à partir du milieu du XIX^e siècle, les blés du Nord amenés par chemin de fer ou les blés russes et africains afflueront à Marseille, le commerce toulousain s'effondrera avec une chute des prix, ruinant la région. Ses représentants ne sauront que demander la protection de l'Etat. Au XVIII^e siècle, le but de leurs prédécesseurs avait été la liberté et non l'indépendance du commerce des grains. Au XIX^e siècle, il sera le contrôle de l'importation des blés étrangers et non la réorientation de l'économie régionale » commente Frêche (1974 : 836)⁴⁰⁶. Aussi, « le surpeuplement était un avantage pour les propriétaires : il fut un danger pour la région. Car il permit aux maîtres d'adopter la solution de facilité : faute d'avoir l'idée, le goût ou les moyens de faire une révolution agricole, ils choisirent la réaction sociale » (Brunet 1965 : 364). En effet, « sceptiques sur les vertus du nouveau régime, les légitimistes rejoignaient les libéraux dans la défense d'un art de vivre excluant l' « industrialisme ». C'est,

⁴⁰⁶ « Entre 1821 et 1860, grâce à l'action de l'un des siens, Villèle, ministre de Louis XVIII, la bourgeoisie toulousaine parvint à éviter le pire. Grâce à un mécanisme appelé « échelle mobile », il fut admis que les importations de blés seraient contingentées quand une offre de grains trop abondante sur le marché entraînerait les prix au-dessous d'un certain seuil. Ce bel équilibre, révélateur du rapport de forces entre deux fractions de la bourgeoisie française sous la monarchie censitaire, fut rompu avec le Second Empire lorsque prévalurent les thèses favorables au libre-échange. La bourgeoisie foncière des pays toulousains en fut la première victime », explique Marconis (1996 : 366).

pour la *Gazette du Languedoc*, « ce qu'on veut donner à Toulouse, en échange de son antique renommée littéraire, de son bonheur intellectuel et moral, de ses souvenirs si glorieux ». Chez les bourgeois du *Journal de Toulouse* perce surtout la peur de la révolution sociale » (Taillefer 2002 : 207).

En attendant, la bourgeoisie locale se berce d'illusions. « Toulouse ne pouvait se comparer aux villes de grand négoce et les élites préféraient évoquer fièrement « le génie de ses habitants plus portés à la culture des sciences et des arts qu'aux spéculations mercantiles » » (Taillefer 2002 : 204). Cela a valu l'appréciation acerbe de « Mme de Sainte-Aulaire, épouse du préfet de la première Restauration : « on dépense en paroles, à Toulouse, les pensées qui ailleurs produiraient des actions » » (Taillefer 2002 : 199). Cette « dépense improductive » masque mal le conservatisme politique de la ville : de 1816 à 1830, Toulouse apparaît comme un « fief de l'ultraroyalisme » (Taillefer 2002 : 213). La ville assiste à un important retour de l'influence du clergé (Wolff 1974 : 465). Pendant ce temps, la pauvreté persiste : en 1848, « la proportion des miséreux atteint encore 6 % de la population. Ce nombre des mendiants est resté très élevé jusqu'en 1914, et même jusqu'en 1939. Beaucoup se présentaient régulièrement au domicile de tel ou tel Toulousain aisé et en recevaient quelques sous ou un peu de pain » (Wolff 1974 : 448). « La fortune moyenne individuelle du Toulousain n'augmente pratiquement pas entre 1789 et 1914, alors qu'elle décuple à Lille et quadruple à Bordeaux et à Lyon pour la seule période allant de 1820 à 1914 » (Wolff 1974 : 450)⁴⁰⁷.

Cette situation est la conséquence d'un exode rural massif, afflux d'une population pauvre ou dont les revenus diminuent et que la ville ne parvient pas à enrichir. « On a bien le sentiment que les propriétaires rentiers du Toulousain, comme leurs travailleurs, ont été moins attirés par des villes peu dynamiques, que progressivement chassés des campagnes par la baisse des revenus fonciers et la dégradation de leur position sociale » (Brunet 1965 : 393). Un cercle vicieux s'instaure, comme l'explique Bairoch, celui d'une « urbanisation parasitaire »,

⁴⁰⁷ Voir la situation au début du XX^e siècle (Wolff 1984 : 183). La fortune des propriétaires fonciers, des descendants des conseillers au parlement, « même si leur naissance s'y dissimule derrière la pratique des professions libérales » demeure intacte jusqu'en 1914 (Agulhon 1998 : 500). Cependant, vers 1850, 46 % des Toulousains ne laissent rien à leur décès, ce qui est une proportion bien moindre qu'à Rouen ou Bordeaux (75 et 79 %) (Agulhon 1998 : 525).

d'une « ville fardeau » en raison du sous-emploi probable de sa population : « ce niveau trop élevé d'urbanisation a freiné la mobilisation des investissements vers les secteurs productifs en raison même des besoins de consommation et parfois d'équipement des villes » ; le sous emploi, impliquant « une diminution de la productivité de l'ensemble de l'économie », « a dû être un facteur de gonflement des emplois tertiaires d'où, par la suite, une rigidité de l'offre de la main-d'œuvre et un manque de mobilité » (Bairoch 1985 : 345-347). L'entrelacement d'urbanité et de ruralité, révélateur ici de retards relatifs, se matérialise par « un urbanisme de transition » : « le cœur du centre urbain évolue relativement peu. Le voyageur reste frappé par un dédale de rues et de ruelles étroites, revêtues de galets de Garonne, « petits pavés gris noir, de la forme d'un rognon à la brochette », dont Stendhal maudissait encore l'inconfort en 1838. Le danger d'y glisser était aggravé par la boue, les immondices, la présence d'animaux domestiques variés, et la faiblesse d'un éclairage à l'huile que le gaz ne commença progressivement à remplacer qu'en 1842. Réapparus avec le Consulat, carrosses et chaises à porteur survécurent à la révolution de 1830, comme pour souligner la nostalgie aristocratique. (...). L'immigration rurale se fixe le long des routes et chemins qui convergent vers Toulouse, y construisant des maisons basses de style campagnard, dont l'extension, jointe à l'absence de paysage industriel, vaudra à Toulouse sa réputation durable de « grand village » » (Taillefer 2002 : 202)⁴⁰⁸. L'expression est maintes et maintes fois reprise.

Cette réalité perdue jusqu'aux XIX^e et XX^e siècles, puisque les foires, institution caractéristique des lieux centraux et, de ce fait, bon indicateur du mode d'urbanisation⁴⁰⁹, prospèrent à cette époque. « Sur des bases gallo-romaines (...), les hommes du Moyen Age ont fortement contribué à modeler le réseau urbain dont nous avons hérité. Un marchand médiéval, égaré dans les temps modernes, aurait reconnu sans difficulté les grands contours du commerce régional ; pour une part importante, les centres économiques étaient les mêmes en 1350 et en 1750, voire en 1850 » écrit Jack Thomas dans *Le temps des foires. Foires et*

⁴⁰⁸ Sur cet habitat, voir Coppolani : « cette maison villageoise (...) paraît avoir été transposée en ville à partir du XVIII^e siècle par des habitants ruraux qui y conservaient leurs habitudes campagnardes » (Coppolani 1963 : 300).

⁴⁰⁹ Voir supra (Hohenberg 1992 : 86).

marchés dans le Midi toulousain de la fin l'Ancien Régime à 1914 (1993 : 59)⁴¹⁰. Son analyse, qui s'inscrit dans « une géographie historique des places marchandes », est précieuse en ce qu'elle nous renseigne indirectement sur le type de réseau urbain régional. « Urbain », c'est peut-être beaucoup dire, tant la ruralité est prégnante. Ce sont « les grands rythmes du temps campagnard qui scandent la vie » de Toulouse, où « les grandes foires au bétail, à la fin de l'hiver » réunissent « en 1866 encore, plus de 10 000 têtes », selon Yves Lequin (Agulhon 1998 : 501). « Les marchés physiques se sont maintenus à cause des structures mêmes de la vie rurale, structures que l'on peut qualifier de séculaires. (...). Ce type de commerce est favorisé par la lenteur et le coût des transports, par la nature de la production dominante (les grains), par la faible densité de la population, par son faible pouvoir d'achat et par sa forte propension à l'autoconsommation » (Thomas 1993 : 364). Cette dernière tendance est confirmée par Brunet, qui insiste sur la pauvreté et sur le rôle des « bricoles » dans les campagnes au XX^e siècle (Brunet 1965 : 177, 185). En effet, « depuis le Moyen Age, le métayage est tel qu'en lui-même : tantôt aggravé pour le colon, tantôt allégé, mais ce sont des oscillations autour d'un type de contrat et de rapports sociaux qui traverse les siècles avec une belle immunité. Point de différences essentielles, dans certaines communes, entre le XIV^e et le XX^e siècle, même en ce qui concerne la structure des exploitations » (Brunet 1965 : 428). Se mettent en place des effets pervers dans l'interaction entre les campagnes et les processus de développement économique du Toulousain.

En effet, la situation des campagnes ne favorise plus la prospérité des territoires urbains, et ceux-ci ne parviennent ni à se départir complètement de ce contexte rural médiocre et à trouver leur propre chemin, ni à améliorer le mode de production agricole. Le type de maillage urbain qui caractérise le Toulousain peut être qualifié de déficient, et Roger Brunet a bien mis en évidence à quel point la région est marquée par « des villes qui n'entraînent pas leur région » (Brunet 1965 : 243-289). A bien des égards, Toulouse reproduit à l'échelle régionale le modèle français. Les élites toulousaines sont, à l'instar des « classes possédantes parisiennes, trop attirées par l'office et par la terre, opérations « socialement

⁴¹⁰ Se reporter également aux pages de Brunet (1965 : 263-268) ; et aussi à l'étude de Dominique Margairaz, *Foires et marchés dans la France pré industrielle* (Paris, 1988).

enrichissantes, individuellement lucratives, économiquement parasites »⁴¹¹ ; elles faillissent à jouer un rôle positif dans l'amorçage de la croissance ; et, de la même manière que « la balance Paris-provinces se révèle (...) comme un magnifique exemple d'échange inégal » (Braudel 1979, 3 : 280), Toulouse absorbe sa région, sans véritable contrepartie. Pourtant, cette évolution ne semblait en rien inéluctable, la ville jouissant d'atouts non négligeables. Cela a amené de nombreux observateurs de l'époque à parler d'un « paradoxe toulousain ». En effet, « il n'y a point de ville dans le royaume mieux située que Toulouse pour le commerce et les manufactures. Les vivres y sont à bon marché, les eaux bonnes pour les teintures. Elle est à égale distance des deux mers. Elle a par la rivière de l'Ariège tout ce que produit le pays de Foix, le fer, l'acier et tout ce qu'il faut pour bâtir. Par la rivière de Garonne, tout ce qui vient des Pyrénées et du voisinage, le bois, le marbre et la pierre. Le canal de jonction des mers qui finit en cet endroit semble fait exprès pour lui apporter toutes les commodités et toute l'abondance que l'on peut retirer de l'Océan et de la Méditerranée. Cependant il n'y a presque point de commerce. Le génie des habitants ne les y porte pas ». Ces remarques formulées en 1697 par l'intendant Basville⁴¹², auxquelles souscrivent également des voyageurs comme Adam Smith ou de La Rochefoucauld (Taillefer 2000 : 202), pointent la responsabilité des mentalités des dirigeants dans l'inaptitude de la ville à s'engager dans la voie d'un développement économique et commercial au XVIII^e siècle. Ces raisons sont aussi celles qui vont être principalement invoquées par Crouzet (1959), puis par Armengaud (1960)⁴¹³, pour

⁴¹¹ Braudel, qui cite Richet, décrit comment, « dans l'ensemble, la richesse parisienne est mal engagée dans la production ou même dans la seule marchandise », alors que dans le même temps, la ville « ne cesse de grandir, de s'embellir, de se peupler, d'émerveiller ses visiteurs, le tout au détriment d'autrui » (Braudel 1979, 3 : 280).

⁴¹² Sur l'apparition de la fonction d'intendant : « la surabondance des offices et l'indépendance des officiers créent une impuissance qui n'a pas échappé aux contemporains de Richelieu ou de Colbert. Le royaume, accablé par ces offices qui se partagent concurremment l'autorité royale, est en fait sous-administré. Le remède à ce mal perçu par gouvernants et gouvernés a été la création des intendants », ceux-ci pouvaient orienter l'économie régionale, mais finalement leur rôle fut quasiment limité à l'information ; l'intendant apparaît comme un « grand collectionneur de renseignements sur les prix, l'activité des marchés, les salaires » (Mandrou 1997 : 223-224). « Cohorte dévouée et compétente, mais malingre, le personnel nouveau n'a jamais acquis le poids social qui lui était nécessaire pour prendre une place de choix dans la société française » (Mandrou 1997 : 225) ; (voir également Tocqueville sur le cas particulier du Languedoc).

⁴¹³ Voir leurs articles respectifs dans les *Annales du Midi* : « Les origines du sous-développement économique du Sud-ouest » (Crouzet 1959 : 71-79), et concernant plus spécifiquement le Midi toulousain, mais aux conclusions identiques, « A propos des origines du sous-développement industriel dans le Sud-ouest » (Armengaud 1960 : 75-81). Ces auteurs insistent particulièrement sur le tournant raté dans la première moitié du XIX^e siècle.

interpréter ce qui apparaît comme une absence de révolution industrielle. Au XIX^e siècle, « la seule véritable réussite privée qui réussit à s'épanouir à Toulouse est l'usine de machines agricoles fondée par l'Ariégeois Pascal Amouroux », « cette réussite isolée, en relation directe avec la vocation agricole de la région, semble confirmer la priorité accordée aux investissements fonciers sur les investissements industriels dans l'esprit de la bourgeoisie locale », indique Olivier (Taillefer 2002 : 233-234)⁴¹⁴. Mais « peut-on cependant s'en tenir au cliché d'une ville vaniteuse et pauvre, végétant dans la médiocrité », du fait de ces seules mentalités, s'interroge Taillefer (2000 : 203) ? De nombreuses causes interviennent dans cet échec relatif, et le tableau est plus ambivalent. Il ne faut pas oublier que « située en pays d'Etats, placée sous l'administration de l'intendance de Montpellier, Toulouse ne bénéficia pas des prodigalités que le pouvoir royal accordait aux villes des pays d'Electon » (IFA 1986 : 67). Malgré tout, la ville se transforme.

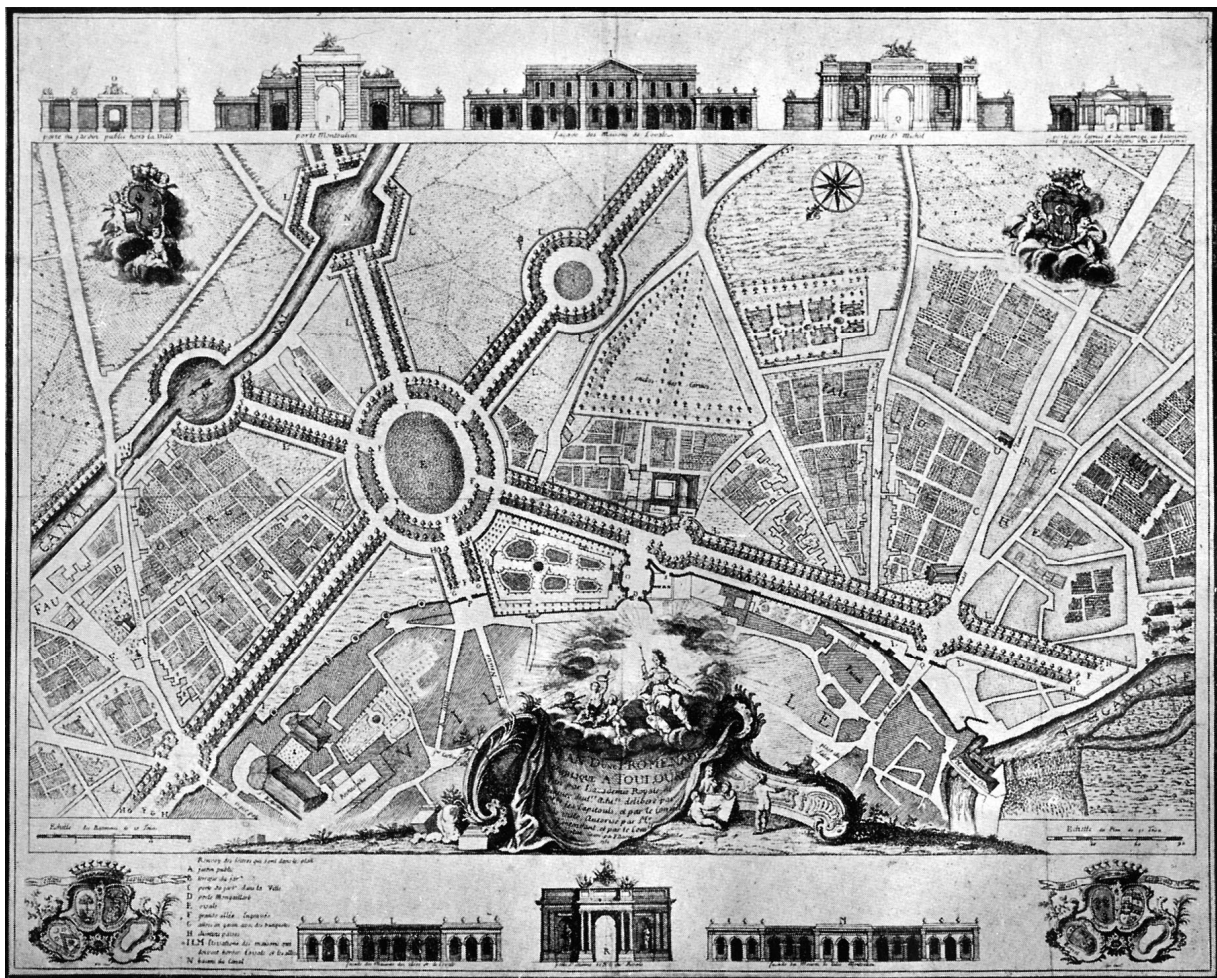
*Nouveau projet urbain et sociabilités culturelles :
vers une ébauche de modernité*

Toulouse connaît ainsi au XVIII^e siècle des aménagements urbains qui témoignent d'une évolution des mentalités chez une partie des élites. Au premier chef, le Grand Rond est le « signe d'un temps où se dégagent petit à petit les notions de sociabilité et de civilité dans la pensée des élites savantes et qui allait modifier sensiblement l'appréhension de la ville » explique Sylvie Assassin (IFA 1986 : 61). A l'instigation du projet, la figure de Louis de Mondran émerge nettement. « Confiant dans un universel bon sens qui détruit les préjugés », il « refusa toute sa vie celui qui attribuait le mauvais état du commerce à la recherche des fonctions anoblissantes. Les responsables étaient plutôt les entraves à la circulation des biens : mauvais réseau de circulation, barrières douanières »⁴¹⁵. « Les thèmes autour desquels gravitent les articles du projet de Louis de Mondran ne sont pas sans évoquer certaines pensées de Voltaire que par ailleurs il connaissait ; ainsi l'idée qui refusait de séparer économie et civilisation, la liberté des échanges

⁴¹⁴ Olivier montre par ailleurs que la situation est plus complexe, et qu'il ne faut pas oublier le dynamisme et le succès des petites industries dispersées dans la ville » (Taillefer 2002 : 234) ; se reporter à la partie suivante.

⁴¹⁵ Des initiatives ont d'ailleurs été prises au cours du XVIII^e siècle à Toulouse dans le but de favoriser le commerce comme la Création de la Chambre de Commerce en 1703, puis d'une Bourse des Valeurs en 1782 (Coppolani 1954 : 77).

commerciaux, l'action bienfaisante des Sciences et des Arts pour les mœurs, la prospérité et la gloire d'une patrie. Franc-maçon et philanthrope, il recommandait, à l'image du philosophe parisien, l'amour du bien public et une action utile à la société » (IFA 1986 : 67)⁴¹⁶. Le volontarisme d'un Mondran a ainsi contribué à remuer un certain attentisme ambiant en termes de réalisations urbanistiques⁴¹⁷. Ainsi, « l'extraordinaire lenteur avec laquelle s'opéraient les modifications dans la ville selon les coutumes capitulaires empiriques, contrastait avec la détermination des plans d'embellissement » (IFA 1986 : 67)⁴¹⁸. Les lignes commencent à bouger à Toulouse en cette fin d'Ancien Régime.



*Le « Projet pour le commerce et les embellissements de Toulouse »
de Louis de Mondran (1754).*

⁴¹⁶ Se reporter à l'article de Georges Costa, « Louis de Mondran, économiste et urbaniste, 1699-1792 », dans *Urbanisme et habitation*, (PUF, 1955 : 33-78).

⁴¹⁷ Le Roy Ladurie parle d'un « urbanisme frôleur » (Le Roy Ladurie 1998).

⁴¹⁸ Voir, *Les plans d'urbanisme à Toulouse au milieu du XVIII^e siècle* Costa (Toulouse 1953).

Le domaine culturel exemplifie ces modifications progressives qui font lentement mais sûrement entrer la ville dans la modernité. Le nombre important de notables que compte la ville favorise cette évolution. « Tandis que des aristocrates comme le comte de Cramail ou des parlementaires influents comme les premiers présidents de Bertier et de Fieubet se piquent de mécénat et protègent artistes et poètes, beaucoup d'ecclésiastiques, de magistrats d'homme de loi, de médecins, d'ingénieurs ou de professeurs s'adonnent en amateurs aux lettres ou aux sciences. Dans le secret de leur cabinet, ils composent des poèmes, des pièces de théâtre, des essais littéraires, philosophiques ou historiques, des traductions, des traités scientifiques », « ce sont souvent d'avidés collectionneurs » décrit Taillefer dans le chapitre sur « la vie de l'esprit », dans *Vivre à Toulouse sous l'Ancien Régime* (2000 : 384-385). L'exemple de Pierre de Fermat (1601-1665) témoigne de la présence de ce type de profil d'amateur éclairé dans bien des domaines : conseiller au Parlement, il consacre une bonne part de ses loisirs à la littérature et la poésie, composant des vers en français, latin, espagnol ou encore italien. La physique et surtout les mathématiques sont sans doute pour lui plus qu'un loisir. Le célèbre théorème qui lui doit son nom fait de Fermat bien davantage qu'un simple amateur éclairé, et la correspondance entretenue avec les plus grands scientifiques de son temps, en premier lieu Pascal, mais aussi Descartes, Mersenne, Gassendi, amène son biographe, Paul Féron, à le qualifier à juste titre de « génie européen » (Féron 2002).

Toutefois, Pierre de Fermat reste, à un tel niveau, un cas relativement isolé. Le jugement de Bennassar et Tollon concernant le seul XVII^e siècle est sévère : « la création littéraire à Toulouse manqua à la fois d'originalité et de puissance » (Wolff 1974 : 321). Certes, « les milieux cultivés toulousains de la période moderne n'ont (...) guère produit de véritables créateurs. Mais, contrairement à la réputation d'obscurantisme (...), ils se sont généralement montrés réceptifs aux courants novateurs de leur temps ». « Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle (...), l'inventaire de bibliothèques privées montrent que les ouvrages des philosophes des Lumières sont largement diffusés dans les élites : la moitié environ des parlementaires possèdent des livres de Montesquieu, de Rousseau, de Voltaire, et plus du tiers un exemplaire de l'Encyclopédie » (Taillefer 2000 : 386-387). Bien sûr, le menu peuple est loin d'atteindre ce niveau de culture, bon

nombre de Toulousains ne s'exprimant qu'en occitan. Ainsi, « les artisans ne connaissaient du français que les mots indispensables pour s'adresser à leurs bourgeois ou nobles, ou à l'administration » (Wolff 1974 : 364), « la petite bourgeoisie marchande (...) possède sans doute des rudiments de français, sans y avoir recours de façon habituelle » ; réciproquement, les « élites sociales passées par le collège (...) parlent français couramment, mais sont nécessairement bilingues », « l'occitan est souvent leur langue maternelle, apprise dans la petite enfance de la bouche des nourrices » (Taillefer 2000 : 371). Cet usage de l'occitan n'est pas très dommageable pour ces élites, lesquelles pratiquent un bilinguisme lié aux circonstances : la langue d'oc pour la « sociabilité sans apprêt », et la langue française pour la vie publique, et la distinction sociale ; tandis que les classes populaires n'ont pas à leur disposition un tel éventail de modes d'expression, leur quasi-monolinguisme se doublant bien souvent d'analphabétisme (Taillefer 2000 : 372-373). Il faut en outre noter qu'en général « l'enseignement féminin était plus négligé » (Wolff 1974 : 364).

Cependant, à partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle, la ville voit apparaître affiches et gazettes, comme les *Courriers du Temps* en 1660-1661 donnant en plus de la chronique locale des nouvelles de Paris et d'Angleterre, qui participent à la formation d'une opinion toulousaine⁴¹⁹, avant l'éclosion d'une véritable presse locale vers l'époque révolutionnaire⁴²⁰. La thèse de Marie-Thérèse Blanc-Rouquette, *La presse et l'information à Toulouse, des origines à 1789* (1968), a minutieusement recensé ces publications, et a souligné aussi l'importance de celles des Académies : « leur nombre, leur variété, leur régularité, leur tenue ne peuvent que confirmer l'idée que jamais les Lettres, les Arts, ou même les sciences ne laissèrent Toulouse indifférente » (Blanc-Rouquette 1968 : 266). « Jalouse de ses privilèges, consciente de la valeur de ses magistrats – municipaux ou parlementaires – complice de leur turbulence, quelque peu méfiante malgré

⁴¹⁹ Sur ces questions linguistiques et culturelles pendant l'Ancien Régime, se reporter aussi au chapitre « Au temps de Goudouli » rédigé par Wolff, dans *Les Toulousains dans l'histoire* (1984 : 83-116). Sur les affiches, se reporter en outre à la contribution de Gilles Feyel, « La presse provinciale française dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : géographie d'une nouvelle fonction urbaine », dans *La ville et l'innovation* (Lepetit 1987 : 89-111), qui montre que les villes du grand négoce ont été beaucoup plus favorables à l'épanouissement des affiches ; cependant, Toulouse, qui ne fait partie de ces villes, ne figure pas trop loin derrière elles quant à leur apparition et à leur périodicité, par rapport à d'autres villes parlementaires.

⁴²⁰ Sur les journaux pendant la Révolution, voir (Wolff 1974 : 401) (Le Roy Ladurie 1998 : 539).

tout vis-à-vis du pouvoir central et n'hésitant pas l'exprimer, passionnée dans les querelles religieuses, prompte à réagir aux idées de la liberté et même temps étonnamment intolérante (...), telle nous apparaît alors Toulouse à travers sa presse » ; « ces ferments multiples et souvent divergents, ces ardeurs généreuses, la rapprochent des effervescences parisiennes », « éloignée de la capitale, elle crée un climat bien à elle, et entraîne toute la Province » écrit Blanc-Rouquette (1968 : 267) en conclusion de son étude. En effet, les élites des grandes villes parlementaires sont loin d'être en reste par rapport à celles de Paris, et si la noblesse provinciale imite par ses cérémonies celle de Versailles, son activité dans la vie culturelle est, d'après Mandrou (1997 : 166), bien plus significative, notamment à travers les Académies⁴²¹. On assiste également à une multiplication des salons : « lectures de poèmes, de pièces satiriques, représentations de comédies, danses ..., mêlent le scintillement de l'esprit à la douceur de vivre. Les femmes y sont reines » (Wolff 1974 : 320), preuve de l'affirmation de celles, très minoritaires, qui goûtent avec délectation à ces plaisirs de la mondanité.

Cette atmosphère mondaine se retrouve dans tout un « réseau d'arènes privilégiées » (académies, salons, loges maçonniques, fêtes privées...)⁴²², comme le décrit Robert Schneider dans *Public life in Toulouse, 1463-1789. From Municipal Republic to Cosmopolitan City* (1989 : 357). Selon lui, Toulouse devient au cours du XVIII^e siècle, « une ville cosmopolite » « marquée par la combinaison d'un grand raffinement, d'une vie festive en expansion⁴²³, et d'une surveillance armée » (Schneider 1989 : 359). Il faut souligner que « Toulouse est alors la seule ville de province à posséder trois académies royales, et une de celles où les loges maçonniques sont les plus nombreuses » (Taillefer 2002 : 167). Manifestant « un penchant très vif pour la vie associative »⁴²⁴, les Toulousains comptèrent rapidement de nombreux adeptes de la franc-maçonnerie, après l'établissement de la première loge fin 1741 par le comte irlandais Richard de Barnewall ; à la fin de l'Ancien Régime, ce sont « 36 % des magistrats du

⁴²¹ Se référer sur ce point à l'étude de Daniel Roche, *Le siècle des Lumières en province. Académies et académiciens provinciaux (1660-1789)* (Mouton, 1978).

⁴²² Schneider montre aussi l'importance du Théâtre du Capitole dans le développement de cette sociabilité (Schneider 1989 : 336).

⁴²³ Celle-ci contribue à accroître les différences sociales, le peuple devant quant à lui se contenter de la Fête de la Ville.

⁴²⁴ Très puissantes à Toulouse, les confréries de pénitents, dans un tout autre style, constituent une autre manière de s'associer et d'œuvrer pour la bienfaisance.

Parlement, 38 % des officiers du Sénéchal, 33 % des avocats, 37 % des procureurs, 24 % des notaires, le quart des médecins, le tiers des chirurgiens, plus du tiers des imprimeurs, près du quart des négociants en textile » qui fréquentent les temples maçonniques (Taillefer 2000 : 287)⁴²⁵. En dépit du discours égalitaire tenu par le mouvement maçonnique, celui-ci reproduit les clivages hiérarchiques de la société urbaine toulousaine de l'époque. « Les maçons inaugurent la fusion des élites nobles et bourgeoises », « politiquement l'adhésion maçonnique reste longtemps inoffensive », analyse Le Roy Ladurie (1998 : 517). Cependant, outre le plaisir de se retrouver autour d'une bonne table, la franc-maçonnerie offre un terrain propice, plus large que celui des académies, à la diffusion des idées des Lumières, et esquisse une ouverture vers le monde anglo-saxon. Schneider (1989 : 343) mentionne ainsi la présence à Toulouse d'élites anglaises ou irlandaises : le comte de Barnewall, déjà cité ; le comte Mac Carthy (1744-1812), établi dans la ville pour « la douceur de son climat, favorable à la délicatesse de sa santé », et qui possède une belle bibliothèque comprenant « 825 ouvrages en éditions originales » (Wolff 1984 : 358) ; Arthur Dillon (1721-1806), d'origine irlandaise lui aussi, qui a exercé la fonction d'archevêque de 1758 à 1763, qui se préoccupe de l'entretien des routes et des canaux et qui va donner son nom à un « cours » sur la rive gauche aménagé pendant son épiscopat. Le lien entre ces élites anglo-saxonnes et les loges maçonniques est fréquent ; et une frange de cette bonne société toulousaine se rend en villégiature à Luchon⁴²⁶, où les nouvelles « allées d'Etigny unissent l'ancien bourg (...) aux thermes ; véritable salon en plein air, elles réalisent l'axe majeur du développement de la ville » (IFA 1986 : 75).

A Toulouse, la nouvelle forme urbaine dessinée par le Grand Rond a connu à cette époque un succès plus mitigé. Malgré l'« aménité des lettres et des arts » qui caractérisent la ville, la relative « absence de luxe (...) » n'assura pas le succès de l'architecture de représentation. La capitale du Languedoc ne connut pas plus la proximité sensuelle des promenoirs à la mode que le va et vient des bateaux dans les ports. Etait-ce là l'expression d'une société profondément religieuse, comme l'explique le propre fils de Louis de Mondran, chanoine fort respectable, qui fuit Toulouse et la rage du fanatisme ? » s'interroge Sylvie Assassin (IFA 1986 : 75).

⁴²⁵ Michel Taillefer a réalisé une étude détaillée de *La franc-maçonnerie toulousaine sous l'Ancien Régime et la Révolution, 1741-1799* (1984, Paris, CTHS).

⁴²⁶ Schneider (1989 : 339) se réfère sur ce point à Forster (1960 : 157).

Toujours est-il qu'il va falloir longtemps à la ville, – y est-elle d'ailleurs jamais parvenue ? –, pour se défaire totalement de son carcan conservateur. Le mode de formation des élites reste largement endogame pendant plus d'un siècle encore. En effet, Toulouse a perdu ses universités avec la Révolution, et ensuite, « pendant le XIX^e siècle, s'est maintenue inchangée la structure napoléonienne de l'enseignement supérieur qui prônait l'isolement des Facultés et se limitait à donner une formation en vue de l'accès aux professions libérales » décrit John Burney (1988 : 282). L'influence néfaste du système mis en place par Napoléon recèle plusieurs composantes, qui convergent toutes autour de l'importance du droit dans la reproduction des élites⁴²⁷ : le triptyque « liberté, égalité, fraternité », cher à la Révolution, semble se rétrécir à la seule défense de la propriété, conséquence plus perverse qu'ailleurs pour une ville terrienne comme Toulouse, car elle renforce un processus engagé depuis au moins les temps médiévaux.

Dans ces conditions, ce qu'écrit Jacques Revel, concernant la « circulation dans le monde clos des universités » vers la fin de l'Ancien Régime, est tout autant valable pour décrire l'évolution de Toulouse : « l'innovation, si elle existe, est donnée par surcroît » (Lepetit 1987 : 87). Au fil des siècles, Toulouse a attiré à elle surtout la population de son environnement régional, et parmi elle, ses meilleurs éléments. « La ville monopolise désormais toutes les élites sociales et culturelles », montre Hugues Neveux (Le Roy Ladurie 1998 : 94). Celles-ci ont élaboré un *modus vivendi* leur permettant de se maintenir envers et contre tout. Cet état de la société urbaine est aussi le fruit d'un compromis implicite avec des puissances qui les surplombent, d'un « *statu quo* entre des notables locaux qui entendent être maîtres chez eux et un pouvoir central qui le leur permet en échange d'une passivité bienveillante, et grâce auquel Toulouse, refusant de devenir une grande ville du XIX^e siècle, conservait le privilège de rester jusqu'à nos jours une des plus belles ville de France » (IFA 1985 : 21). Le conservatisme toulousain a ainsi été étonnamment porteur d'aménités à venir.

⁴²⁷ La faculté de droit, la deuxième de France, ne manque pas de moyens : les droits d'inscriptions et d'examens étant très élevés, elle équilibre son budget et assure le salaire des professeurs et l'entretien des locaux sans difficultés. « Les apprentis juristes sont bien les plus nombreux des étudiants toulousains, mais ce sont aussi les plus remuants. Ce sont pour la plupart des « fils à papa »...à papa pouvant payer de chères études ! Ils ont aussi de l'argent de poche et sont décidés à prendre du bon temps (...) ; ils fréquentent plus volontiers le théâtre du Capitole que l'amphithéâtre de la Faculté » relate Jacques Arlet, dans *La vie à Toulouse sous Louis-Philippe (1830-1848)* (1994 : 156-157).

Du bilan à la rupture : de la ville à l'urbain généralisé

Arrivés au terme de ce long parcours historique couvrant vingt-deux siècles (du II^e siècle avant notre ère jusqu'au début du XX^e siècle), il s'agit de dresser un bilan intermédiaire et non-exhaustif de ce que nous apprennent les échanges dans l'histoire d'une ville, en l'occurrence Toulouse. Qu'est-ce qui préside à sa gestation et sa formation ? Comment s'opèrent son développement, ses moments de réussite et ses phases de stagnation, voire de déclin ? Une mise au point concernant la périodisation adoptée est tout d'abord nécessaire : le « long Moyen âge » (du IV^e au XIX^e siècle), cher à Le Goff (1999 : 447-452), correspond à la majeure partie de la plage temporelle étudiée, se confondant pour ainsi dire avec l'histoire de la ville. En un sens, lorsque l'urbain commence à supplanter la ville, cela marque la fin de ce long Moyen âge. Cependant, en amont de cette longue période de plus de quinze siècles, il me paraissait plus adéquat de conserver la coupure conventionnelle avec l'Antiquité, le cas toulousain justifiant une attention particulière à l'Antiquité tardive, pendant laquelle la ville prospère. Des chevauchements chronologiques viennent toujours contredire toute tentative de périodisation stricte.

A la rupture anthropologique du XIII^e siècle décrite dans le Liminaire s'ajoute un tournant décisif dans l'histoire politique de Toulouse, orientant les échanges dans l'espace national. L'importance des déséquilibres, elle aussi soulignée dans le Liminaire, joue à plein pendant le Haut Moyen Age, pendant lequel Toulouse se trouve à l'interface de différents secteurs de l'espace européen dont le développement est inégal (Duby 1996 : 72), période plus ou moins contemporaine d'une phase de croissance endogène (Dutour 2003 : 177), pendant laquelle les déséquilibres entre les plus riches et les autres constituent un ferment pour la demande et pour l'ensemble de l'économie. Existe-t-il une alternance, une complémentarité, entre ces formes diverses de déséquilibres ? Il est difficile de trancher nettement⁴²⁸. D'autant plus qu'en tant que tels, les déséquilibres ne sont pas toujours favorisant, comme l'exemplifie cette fin d'Ancien Régime qui à Toulouse n'en finit pas (cf. chapitre « Blé et conservatismes »). En effet, la ville, –

⁴²⁸ « Toutes des contradictions imbriquées rendent fort complexe le modèle du développement » note Duby (1996 : 73).

« milieu où s'échangent en tout sens les contaminations » –, « par sa géographie de pierres, par ses fonctions économiques, les services qu'elle propose et les lacunes dont elle souffre, par son langage symbolique », « révèle des rapports sociaux en même temps qu'elle les freine, qu'elle endort le présent dans la répétition d'autrefois », comme l'explique Jean-Claude Perrot (1968 : 47). Parce qu'elle est la scène du théâtre de l'échange social entre élites et populations urbaines, la ville est l'espace privilégié de la formation de classes dominantes. Des liens complexes de déférences s'établissent entre les uns et les autres⁴²⁹, complexité et variété des formes de domination qui permettent une relative souplesse, un jeu possible entre des élites urbaines qui assurent une protection aux habitants des villes mais obligeant ceux-ci à de multiples aliénations sur un mode différent de celles suscitées par le contexte rural.

Une dichotomie sépare ainsi les puissants et le menu peuple des villes, dont les langues respectives conservent les traces et dont dérivent bien souvent des jugements de valeurs. Les mots et les idées de la richesse et de la pauvreté connaissent des évolutions sémantiques ambivalentes illustrant cela : 'mesquin', qui provient de l'arabe 'miskin' et désigne dans cette langue le pauvre, sens que l'on retrouve en italien et en espagnol, et qui est associé au fait d'être chétif ; le truand, apparaît en anglais 'truant' comme le paresseux, le vagabond, et en espagnol 'truhan' comme un bouffon ; ou encore 'prestige', qui provient de la racine européenne 'streig-' et exprime l'idée de raideur, d'étroitesse, et qui a également donné 'strangulation', montrant comment le resserrement d'une société ne s'effectue pas sans douleur ; quelques exemples parmi tant d'autres, fournis par le *Dictionnaire des racines des langues européennes* de Grandsaignes d'Hauterive (1948 : 128, 222, 206), qui mettent en lumière comment la structuration d'une société trouve sa correspondance dans l'histoire des mots décrivant ses catégories. Ces dernières tendent à se brouiller avec la complexification du corps social urbain au cours du temps, complexité qui passe un palier au XVIII^e siècle où l'on assiste, selon Perrot (1968 : 47), à une « opacité croissante de la société ». Même si elle a toujours comporté une part de porosité laissant la place à des catégories intermédiaires, la dichotomie perd alors jusqu'à un certain point de sa pertinence. Mais pendant longtemps, c'est bien elle qui a polarisé l'échange social urbain.

⁴²⁹ Se reporter à l'excellente étude sociologique de la pauvreté par Simmel (1999b : 453-470).

Elle a représenté l'étalon de toute ascension sociale, et de la sorte, constitué l'échelle à laquelle se mesure tout citoyen. Il est instructif, comme l'a fait remarquer un rabbin du XIV^e siècle, le Ba'al ha Tourim dans son commentaire du rêve de Jacob, de mentionner qu'en hébreu l'échelle, '*soulam*', a la même valeur numérique (136) que '*mamon*', la fortune et '*oni*', la pauvreté. Ce commentaire révèle le rôle très tôt joué par l'argent dans la différenciation opérée par l'échelle des valeurs urbaines, rôle qui s'accroît à Toulouse comme dans le reste de l'Europe à partir du XIII^e siècle. L'étymologie même du terme 'monnaie', – du latin '*moneta*', « surnom donné à Junon en reconnaissance des avertissements qu'elle avait donnés » –, figure sa capacité à signaler : issue de la racine indo-européenne '*men-*', qui « indique les mouvements de l'esprit » et dont proviennent par exemple les mots grecs '*menô*', 'désirer', '*mnêmê*', 'mémoire', '*a-mnêstia*', 'amnésie', ou encore '*mainô*', 'rendre fou', '*mênis*', 'ressentiment', la monnaie fait partie d'un champ lexical au spectre très large. Celui-ci comprend par exemple le latin '*mon-strum*', « avertissement céleste ; prodige ; monstre » (Grandsaignes d'Hauterive 1948 : 123-124), rapprochement évident puisque l'argent, que l'on étale avec faste comme les prodigieusement riches marchands toulousains de pastel, que l'on possède jalousement comme les propriétaires terriens, ou qui fait cruellement défaut aux miséreux, se montre parfois de façon socialement monstrueuse.

Les territoires urbains de l'échange se manifestent aussi comme échelle à travers leur rôle éducatif. Ce dernier va se renforcer au fil des siècles, et conférer un avantage à long terme en la matière à une ville administrative comme Toulouse, ce type de ville comptant pendant l'Ancien régime moins d'analphabètes que celles dont la fonction principale est économique, comme l'indique Chartier (Le Roy Ladurie 1998 : 268)⁴³⁰. En effet, « Toulouse passait pour une ville « savante », on la définissait communément par les trois S, initiales des mots sale, sainte, savante » (Wolff 1974 : 364)⁴³¹. Si les institutions scolaires n'offrent qu'à quelques uns la possibilité de gravir les échelons de la société urbaine, il n'en

⁴³⁰ Voir aussi, l'article de Chartier « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés du XVII^e siècle » (A. E.S.C., 1982), où selon Ellul, il « analyse l'insertion des intellectuels dans la société », et notamment le « déséquilibre entre grades universitaires et positions sociales » qui en fait des « intellectuels aliénés » (Ellul 1999 : 292).

⁴³¹ Taillefer rapporte à ce propos un dicton d'Ancien Régime : « Paris pour voir, Lyon pour avoir, Bordeaux pour dépenser (dépenser), et Toulouse pour apprendre » (Taillefer 2000 : 354).

reste pas moins que « l'air de la ville facilite l'ascension sociale » comme l'écrit Bairoch (1985 : 440). Cependant, la manière la plus aisée de se situer en haut de la hiérarchie est sans conteste le fait de bénéficier d'un héritage pécuniaire ou d'une charge parlementaire héréditaire. Les chemins de traverse de l'ascension sociale relèvent davantage du clientélisme que de la réussite universitaire, même si ces deux voies ne sont pas exclusives l'une de l'autre. L'impact du jeu des relations sur la formation des élites urbaines est tel que le clientélisme fait figure de phénomène transhistorique, d'invariant anthropologique. Il s'agit d'abord de se défaire des préjugés concernant cette mise en relation souvent synonyme de corruption. C'est l'intérêt majeur de la thèse de Paul Veyne, *Le pain et le cirque* (1976), que de donner à penser ce type d'échange en dehors de toutes considérations péjoratives. Le clientélisme peut ainsi être considéré comme une forme médiane de l'histoire des relations humaines, toutes les autres formes ne seraient que des variations autour de ce centre de gravité anthropologique. S'établissant dès avant la fondation de la ville par les Romains, il perdure à travers toutes les époques et articule subtilement l'économie du don, le marché et l'urbanité, mieux que les autres modalités de mises en relation. Il ne s'oppose pas frontalement à la légalité, mais à sa manière, il s'appuie sur le droit, autre legs de la romanité ; et par le clientélisme se résolvent certaines des contradictions décrites par Braudel (1979) entre le capitalisme et l'économie de marché.

L'histoire des mentalités et l'histoire économique de Toulouse se nourrissent de ces réseaux d'échanges et d'alliances qui assurent à la ville prospérité et sécurité. Ces réseaux sont emboîtés et enchevêtrés, tant sur le plan social que sur celui de la géographie. Dès son éclosion comme fait urbain suscité par l'Empire romain, Toulouse forme une maille du filet jeté sur la majeure partie du monde connu de l'époque. Cette inscription des territoires urbains toulousains dans des réseaux européens est reconduite par son statut de ville d'étape du pèlerinage de Compostelle, puis plus tard par le commerce du pastel. Mais entre temps, l'assise régionale de la ville est devenue un enjeu au moins aussi important. Cette inflexion s'effectue avant la fin de la période romaine, et se renforce au moment où Toulouse devient la capitale du royaume des Wisigoths. La dimension régionale de la ville n'a rien de naturel, c'est d'une part la conséquence de données géopolitiques qui la dépassent, et d'autre part la manière dont l'économie

urbaine locale se territorialise. Mais après que les campagnes aient largement contribué à la richesse de Toulouse par leurs produits agricoles et plus encore par leurs hommes venus génération après génération la peupler, cette dimension régionale finit par devenir, à la fin de l'Ancien régime, synonyme de blocage. « Ville du Languedoc, capitale du Languedoc, Toulouse n'est point que du Languedoc », écrit Frêche ; celui-ci montre bien comment c'est l'histoire urbaine toulousaine qui a façonné cet environnement régional, car « ville de passage, de contact, de confluences, elle ne domine, ne contrôle aucune région naturelle. La région toulousaine est le type même de la « région humaine » chère aux géographes » (Frêche 1974 : 2). Cette région est idéalement placée à l'époque à laquelle la ville est fondée, situation favorable jusqu'au moment où le foyer économique le plus dynamique de l'espace européen se fixe au Nord-ouest. Alors, Toulouse commence à apparaître comme semi-périphérique, voire enclavée. Aussi, « la bourgeoisie toulousaine n'est peut-être pas entièrement responsable de sa démission ; des causes géographiques peuvent lui fournir des circonstances atténuantes », plaide Sentou (1969 : 479). Circonstances atténuantes certes, mais culpabilité tout de même !

Les territoires urbains de l'échange sont enserrés entre un global qui les domine et préside bien souvent à leur destinée géopolitique, et un niveau subalterne sur lequel ils exercent leur suprématie, dont ils se nourrissent et vis-à-vis duquel ils ont une fonction de redistribution. Il s'agit d'un « double jeu de l'espace régional et de l'espace international que la ville doit pratiquer ; soit deux circulations différentes, la première capillaire et à faible distance, continue ; la seconde intermittente (...). Ces deux systèmes s'ajustent, s'opposent, ou s'additionnent, ou se succèdent. La façon dont la vie internationale touche une ville la qualifie autant, et parfois plus, que sa liaison pérenne avec ses proches. L'histoire générale enjambe l'histoire locale » explique Braudel (1979, 2 : 161-162). Cet enjambement s'est produit à plusieurs reprises dans l'histoire de Toulouse : au moment de sa fondation, à celui de son rattachement au Royaume de France, ou lors de la Révolution. Durant le « boom du pastel » (Coppolani 1954), la ville a réussi à concilier ces deux circulations avec succès ; mais ensuite, devenue parlementaire, par décision étatique, et malgré son profitable commerce de blé, elle n'est quasiment pas parvenue à faire valoir ses échanges sur le plan européen,

ni à jouer moteur pour sa région. Cette situation va perdurer, et au XX^e siècle, Brunet écrit en conclusion de la partie sur « Des paysans mal entourés » que Toulouse « n'est pas une ville animatrice. Son influence économique est loin de correspondre au nombre de ses habitants et à son rayonnement administratif ou intellectuel. A bien des égards, elle ne remplit pas sa fonction de relais entre Paris et sa région : d'un coté, la domination des principales usines éparses dans la région lui échappe totalement, à tel point que l'organisation bancaire du groupe de Castres-Mazamet est entièrement indépendante de Toulouse ; de l'autre, certaines villes moyennes et petites de la région sont directement en relations avec Paris » (Brunet 1965 : 292). Cependant, Toulouse ne peut se comprendre sans les territoires qui l'entourent. Elle a largement puisé dans les réserves presque inépuisables de population des campagnes voisines, au point de quasiment les vider de leur substance vive au XIX^e siècle. Cela a amené Coppolani à affirmer au siècle suivant que « Toulouse ne doit pas dévorer sa région » (Coppolani 1963 : 429), mais le processus entamé est alors déjà irréversible. En effet, « l'ancienne formule de « Toulouse capitale régionale » vivant pour et de sa région est périmée » (Coppolani 1963 : 424). Après s'être quelque peu enfermée sur elle-même et sur son oligarchie entretenant des relations incestueuses avec les territoires ruraux qu'elle domine, la ville commence à s'engager dans une autre voie. Vers la fin du XVIII^e siècle se profilent de nouveaux liens, « aux relations ville-campagne nouées chez ceux qui bénéficient de la rente, s'opposent (...) les liens interurbains de ceux qui vivent du salaire et du profit » (Perrot 1968 : 56-57). Le mouvement est encore timide, mais il signifie le début de la fin d'un certain assoupissement local.

En ce sens, cette fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle constituent un moment charnière pour Toulouse. Bon nombre de processus pluriséculaires, décrits dans le dernier chapitre, vont continuer à jouer leur rôle conservateur, alors qu'une entrée en modernité de la ville s'amorce, annonçant, lointainement encore, l'urbain. Il n'existe donc pas une rupture bien nette, mais **des** ruptures, partielles, parfois simplement en filigrane. C'est toute l'ambigüité du XVIII^e siècle, présenté par Schneider comme « une nouvelle ère » pour Toulouse, même si « la vie publique était (...) à la fois statique et changeante » (Schneider 1989 : 258-359). Bien que symbolique de la supposée arriération des Toulousains, David B. Bien montre

ainsi que, « lorsqu'elle éclate, l'affaire Calas était déjà un anachronisme », et, une fois le calme revenu, on n'assiste pas à un retour à l'ancienne forme d'acceptation tacite de la minorité protestante, mais au « passage d'une tolérance par indifférence à une tolérance par doctrine », (Bien 1987 : 8, 188)⁴³². D'ailleurs dès 1768, Voltaire écrit non sans exagérations à d'Alembert qu' « il s'est fait un prodigieux changement (...) dans le Parlement de Toulouse : la moitié est devenue philosophe et les vieilles têtes rongées de la teigne de la barbarie mourront bientôt » (Wolff 1974 : 367). Ces mots contrastent avec l'opprobre jeté quelques années auparavant. Toutefois, la société urbaine toulousaine s'est-elle si soudainement métamorphosée ? Il y a de quoi en douter. « Ces problèmes de société réfèrent à ce que Daniel Bell, en notre époque, appellera une disjonction des royaumes. D'un côté, la société citadine continue à se développer selon les lignes d'une structure hiérarchique, qui normalement devrait s'accompagner de traditionnelle déférence. La cascade des mépris découle d'abord de la prédominance des nobles, en termes de richesse notamment, dans la plupart des grandes villes. D'autre part, tout au long de cette dégringolade échevelée des différences sociales, on voit se répandre, comme une trainée de poudre, l'idéologie égalitaire » explique Le Roy Ladurie (1998 : 437-438). Cela renvoie encore aux difficultés de toute chronologie.

Des temporalités enchevêtrées continuent de coexister ; il en va des villes comme des marchés : « pas d'histoire simple et linéaire du développement des marchés. Ici le traditionnel, l'archaïque, le moderne, le très moderne se côtoient » souligne Braudel (1979, 2 : 12). « Malheureusement, des historiens sociaux ont tendance à diviser le développement occidental, au cours de notre millénaire, en deux parties seulement : l'âge préindustriel avec un mode « féodal » de production et un âge industriel correspondant au mode capitaliste de production. Cette division est réductrice quant aux évolutions qui eurent lieu au cours de la première période, et elle introduit une ambiguïté en ce qui concerne le début du capitalisme » (Hohenberg 1992 : 141)⁴³³. Celui-ci n'est pas réductible pas au tournant que

⁴³² Le prix de l'éloquence décerné par l'académie des Jeux Floraux, jusqu'alors attribué à des propos plutôt conformistes, est au début des années 1770 remis à plusieurs reprises à des discours faisant l'éloge de la tolérance (Taillefer 2002 : 169).

⁴³³ « Nous refusons d'accepter une approche qui envisage la moitié d'un millénaire d'évolution urbaine à travers l'objectif, seulement, de deux modèles, l'un obsolète et l'autre prématuré » affirment Paul M. Hohenberg et Lynn Hollen Lees (1992 : 141).

marque la seconde moitié du XVIII^e siècle, il trouve ses racines dans les temps médiévaux. Il est certes parfois éclipsé par d'autres régimes d'échange, mais c'est l'une des qualités de l'urbanité que d'articuler et de recomposer de façon protéiforme différents types d'échanges : économiques, sociaux, symboliques. L'analyse développée au fil des chapitres de cette thèse s'efforce d'appréhender conjointement ces différents types d'échanges dans leur dimension urbaine, tout en essayant de dépasser, sans toujours y parvenir autant que souhaité initialement, le conflit théorique opposant Braudel à certains courants de l'anthropologie, en particulier celui de Polanyi⁴³⁴. L'anthropologie historique médiévale offre à ce titre des solutions de complémentarité, entre les travaux de Le Goff et ceux de Duby ; ou encore *l'Essai sur le don dans la France du XVI^e siècle* de Zemon Davis (2003) qui permet d'évaluer la part du don et celle du marché époque.

Malgré tout, la conciliation des deux approches demeure ardue. Tout en affirmant que « le champ idéal d'observation des marchés devrait s'étendre à tous les marchés du monde, depuis leurs origines jusqu'à nos jours », Braudel dit n'être « pas tout à fait convaincu » par la démarche de Polanyi, auteur avec Arensberg des *Systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie* (1975) (Braudel 1979, 2 : 12). En revanche, il se montre beaucoup plus sévère à propos de *La grande transformation* (Polanyi 1983), et de la distinction qui y est opérée entre le *trade* et le *market*, ce dernier étant, selon Polanyi, apparu au XIX^e comme une force autonome et destructrice du social. Pour Braudel, « il est trop facile de baptiser économique telle forme d'échange et sociale, telle autre forme. En fait toutes les formes sont économiques, toutes sont sociales. Il y a eu, des siècles durant, des échanges socio-économiques fort divers et qui ont coexisté, malgré ou en raison de leur diversité » (Braudel 1979, 2 : 194-195). En dépit du caractère stimulant de la thèse de Polanyi, mon point de vue penche en définitive davantage vers la description effectuée par Braudel d'une partition en trois étages : vie matérielle, économie de marché et capitalisme ; même si la catégorie d'économie de marché me paraît un peu artificielle, et qu'à mon sens, ces trois étages non étanches sont tous soumis au clientélisme, forme transversale aux vertus pacificatrices mais parfois lénifiantes, en tout cas, forme diamétralement opposée

⁴³⁴ Se reporter à la contribution très critique d'Alain Caillé à l'ouvrage collectif *Lire Braudel* (Paquot 1988).

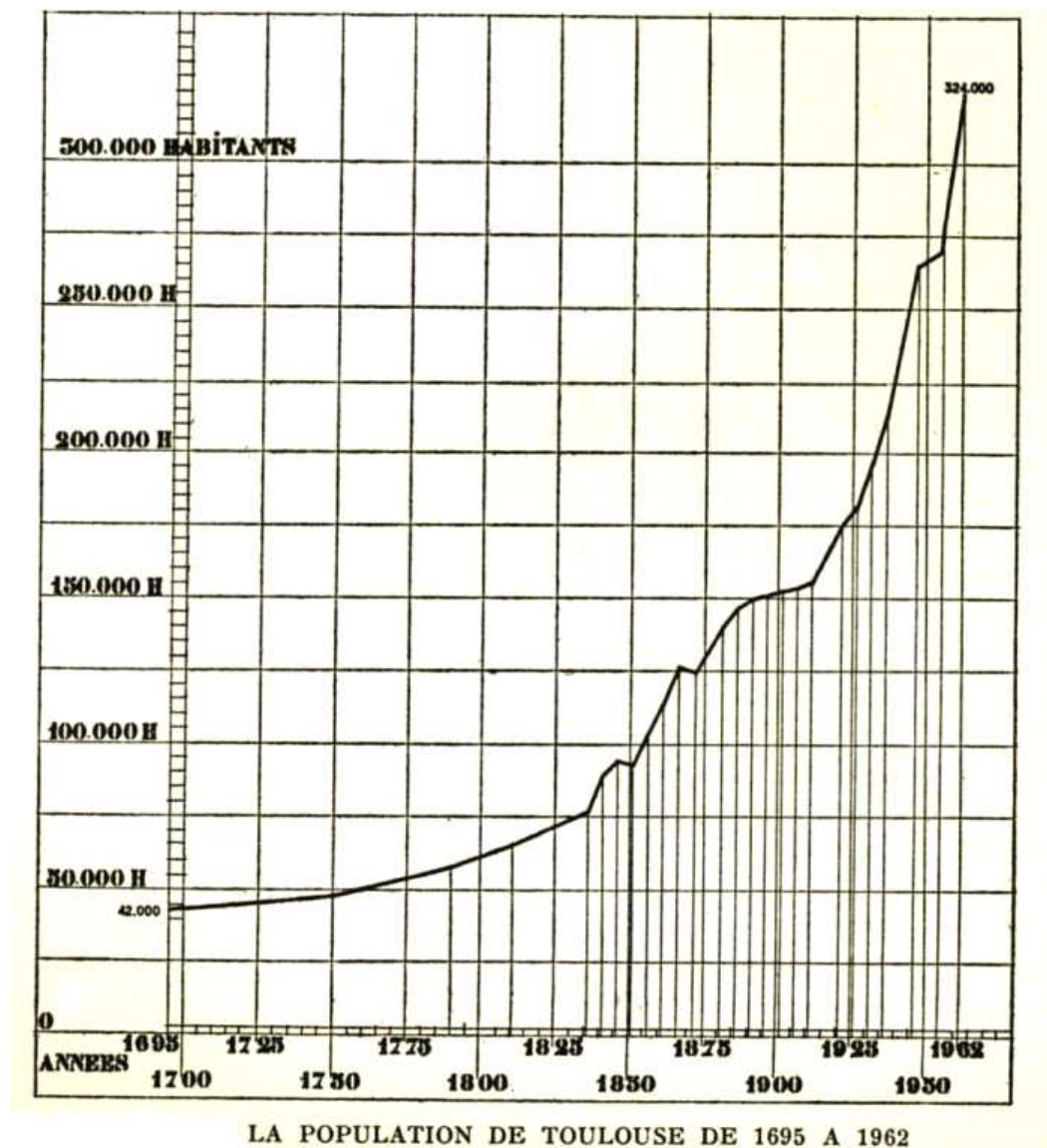
à une conception de la transparence des échanges, marchands ou non. Cependant, la relative fragilité du compromis urbain concernant la régulation des échanges peut être révélée par des dérapages symptomatiques de dysfonctionnements ou d'évolutions non désirées. Sans céder à un modèle entropique des territoires urbains de l'échange, certains des échanges qui ne parviennent pas à s'exprimer par un canal empruntent souvent d'autres chemins, fut-ce sous forme dérivée ou compensatoire. C'est ainsi le cas de la violence personnelle, analysée au XVIII^e siècle à la suite de l'étude de Castan sur la criminalité, ou de la violence entre groupes urbains lors de la répression du catharisme ou des guerres de religion.

Le passage progressif de Toulouse vers l'urbain marque un saut qualitatif par rapport à ces modalités citadines de mises en jeux des échanges. La complexité va devenir le quotidien⁴³⁵ de tout un chacun, et plus uniquement celui des marchands ou des hauts dignitaires de l'administration. Ce saut qualitatif est d'abord quantitatif : l'augmentation sensible puis démesurée du nombre d'habitants de l'agglomération toulousaine. Alors qu'auparavant la population globale (villes et campagnes) stagne, se restreint ou s'accroît en fonction des conjonctures économique, épidémiologique, voire climatique, « un ancien régime biologique s'achève avec le XVIII^e siècle » (Braudel 1979, 1 : 52). Cela profite aux villes qui, en général⁴³⁶, ne sont pas en mesure d'assurer le maintien de leur population. A Toulouse, ce « déficit chronique » est évalué par Coppolani « à 22 600 âmes entre 1695 et 1790 », soit « une immigration de 36 600 personnes pour cette période », « les quatre-cinquièmes de la population de 1695 » (Coppolani 1963 : 24), ce qui est considérable. Il va falloir longtemps avant que la ville cesse d'être « mangeuse d'hommes ». « Les villes du XVIII^e siècle sont peut-être des « mouvoirs ». Elles ne fonctionnent pas pourtant comme un « gouffre de l'espèce humaine » (Le Roy Ladurie 1998 : 308). Au sens fort, sans doute pas, car ce ne sont que les débuts de l'exode rural, mais l'ininterrompu mouvement de campagnards vers la ville prend à cette époque des proportions plus importantes ; cela, malgré une mortalité qui, dans le monde rural du bassin supérieur de la Garonne, « garde par bien des aspects les caractéristiques de « l'ancien régime démographique » », même si la

⁴³⁵ « Le « moderne » est aussi varié que les différents aspects d'un kaléidoscope », écrit Benjamin (2002 : 562).

⁴³⁶ Exemple d'exception, l'accroissement démographique de Rennes (+ 18 % de 1700 à 1789) doit davantage à ses familles très prolifiques qu'à l'immigration (Le Roy Ladurie 1998 : 309).

mortalité infantile régresse au XVIII^e siècle, et qu'au siècle suivant, les progrès de l'hygiène permettent de lutter contre certaines maladies, montre Minovez (Laffont 1999 : 105-133). A Toulouse même, du fait du bas niveau de vie des habitants et des habitudes paysannes de beaucoup d'entre eux, « l'état sanitaire médiocre », guère meilleur qu'à la campagne, ne permet qu'une faible diminution de la mortalité au cours du XIX^e siècle, comme le décrit Coppolani (Laffont 1999 : 137-146)⁴³⁷. L'augmentation de la population toulousaine n'en est que plus spectaculaire.



Le progressif accroissement du nombre des Toulousains à partir du XVIII^e siècle, devient important après 1820, puis on assiste à « la grande poussée du XX^e siècle » (Coppolani 1963 : 33).

⁴³⁷ Cette mortalité plus importante en ville est analysée par Bairoch (1985 : 264-271, 298-317).

Une évolution anthropologique majeure procède de cette croissance démographique qui ne s'accompagne pas d'une diminution de la mortalité urbaine, c'est l'« expulsion des morts hors du territoire des vivants amorcée dans les dernières années du siècle des Lumières » (Taillefer 2000 : 158). Le rôle décisif de l'archevêque Loménie de Brienne dans le bouleversement des pratiques funéraires va faire de Toulouse une ville pionnière en la matière. Jusqu'alors, comme l'étudie Philippe Ariès dans *L'homme devant la mort* (1977, 1 : 87-94), un certain nombre de Toulousains, en particulier les plus favorisés par le sort au cours de leur vie, ont ou souhaitent avoir leur sépulture au sein même des églises, et les démunis ou les enfants, et donc la majorité de la population, sont quant à eux inhumés dans des cimetières situés jamais très loin des églises, même si déjà la proximité entre les uns et les autres commence à se distendre⁴³⁸. Au cours du XVIII^e siècle, les cimetières connaissent une phase de « normalisation », « les activités profanes, notamment mercantiles et ludiques, en furent exclues », « les clôtures d'enceintes, d'inexistantes se généralisèrent » ; mais à partir du milieu de ce siècle, « le problème de la saturation de certains cimetières (urbains) se posa avec une acuité d'autant plus aigüe que la sensibilité des édiles avait changé » explique Jean-Luc Laffont dans *Visages de la mort dans l'histoire du Midi toulousain* (1999 : 62-63)⁴³⁹. Outre le problème théologique posé par les sépultures dans les lieux de culte, ces édiles sont alors davantage préoccupés par le problème d'hygiène publique que représentent ces tombes, passant de « la ferveur réformatrice au souci d'administration », selon la formule d'Yves Castan, dans *l'Histoire du diocèse de Toulouse* (Wolff 1983 : 153).

C'est dans ce contexte qu'arrive Loménie de Brienne, dont « la personnalité, la pensée et œuvre (...) en font l'incarnation même du prélat des Lumières », selon Laffont (1999 : 74)⁴⁴⁰. Il interdit la création de tout nouveau cimetière à l'intérieur de l'enceinte de la ville, en prononçant en 1775 une ordonnance dont le pouvoir royal « reprend les idées et parfois jusqu'aux mots » (Ariès 1977, 2 : 203).

⁴³⁸ Ariès cite le cas du cimetière Saint-Sauveur qui dépend de la paroisse de la cathédrale Saint-Etienne, mais qui se trouve de l'autre côté du rempart (Ariès 1977, 1 : 90).

⁴³⁹ Laffont est auteur d'une thèse d'histoire intitulée « Policer la ville. Toulouse, capitale provinciale au siècle des Lumières » (Université Toulouse Le Mirail, 1997).

⁴⁴⁰ « Paradoxalement, l'homme et son œuvre restent mal connus d'autant qu'ils sont entourés d'une véritable légende noire savamment entretenue jusqu'à nos jours par les historiens catholiques », ajoute Laffont (1999 : 74-75). Il existe toutefois une notice biographique à son propos dans *Les Toulousains dans l'histoire* (Wolff 1984 : 246-247). Nous y reviendrons.

« Toulouse était désormais à la pointe de l'avant-garde du mouvement des Lumières contre les sépultures » : « devançant de peu Versailles, la capitale du Languedoc fut donc la première ville du royaume à avoir mis concrètement en œuvre l'exil des morts » (Laffont 1999 : 77-78). Mais si les arguments initiaux en faveur de l'hygiène ont pesé dans cette évolution, ils ne sont pas seuls en cause. « Entre 1763 et 1776, il y a (...) un changement de modèle. Le cimetière de 1776 n'est plus seulement un lieu salubre, un dépôt de corps. Il répond aux sollicitations qui, du Moyen Age au XVIII^e siècle, ont poussé les familles à remplir les églises de monuments funéraires. Il a hérité du mobilier funéraire des églises, comme si celui-ci y avait été transporté. Il est devenu un lieu de commémoration qui peut être aussi de piété et de recueillement », souligne Ariès (1977, 2 : 203-204). En effet, les nouveaux cimetières sont composés de deux espaces distincts : un pour les fosses communes, et l'autre pour des monuments destinés aux familles héritières des droits de sépulture dans les églises. Les plus fortunés ne sont donc pas déshonorés, et Loménie de Brienne a réussi à « brouiller les cartes » (Laffont 1999 : 85) de façon à parvenir à ses fins tout en satisfaisant le plus grand nombre. Les conséquences urbaines et civilisationnelles de son ordonnance dépassent largement le contexte toulousain. Générant de nouvelles polarités, le transport des morts hors de la ville va être aussi celui des vivants.

La structure des établissements humains se modifie irréversiblement à partir du XVIII^e siècle. Désormais les territoires urbains de l'échange vont tendre à ne plus se superposer à ceux de la ville, tandis que les territoires citadins de l'échange vont continuer à exister, sur un mode mineur, parallèlement à ceux de l'urbain⁴⁴¹. En sortant d'elle-même, la ville dilate sa symbolique au point de risquer de ne plus avoir de prise sur elle. Alors que « jusqu'à la fin du XVII^e siècle, les faubourgs étaient passés par une alternance de phases de dilatation et de rétraction, au gré de la conjoncture économique et démographique. Au début du XVIII^e siècle, ils entrent dans une ère d'expansion continue » (Taillefer 2000 : 29). Significativement, à la fin de ce siècle « l'agglomération toulousaine commence (...) à mordre sur les pentes du Calvinet », situé à l'est de Toulouse (Coppolani 1954 : 95). Les représentations de la ville se transforment elles aussi.

⁴⁴¹ En effet, après cette rupture du XVIII^e siècle, « bien des villes relèvent, par leur aspect comme par leurs structures, de l'archéologie, survivances désuètes mais bien vivaces d'un autre âge », explique Chaussinand-Nogaret (Le Roy Ladurie 1998 : 559).

En effet, « la croissance suburbaine de la ville se lit clairement sur les plans dressés dans les dernières années de l’Ancien Régime, dont les titres mêmes évoquent son expansion : *Plan topographique de la ville de Toulouse et de ses environs*, par Dupain-Triel et De La Lande (1772) ; *Plan de la ville et des faubourgs de Toulouse*, par Chalmandrier (1774) », etc. (Taillefer 2000 : 30). La *Vue de la ville de Toulouse de 1775* (2002) réalisée à l’encre noire par Gilles Pin, alors administrateur du Canal des Mers, montre l’importance prise par la voie d’eau⁴⁴², que seule il peint en couleur. L’influence de ce nouvel axe sur l’expansion de l’espace urbain est marquante. Entre le canal et les remparts, la densification de l’habitat est sensible, en particulier aux alentours des portes de la ville, et surtout à proximité du port Saint-Etienne, accentuant la croissance du faubourg du même nom ; et par ailleurs dans le gardiage, « les secteurs nord et ouest, avec leur semis de maisons, avaient déjà à la fin du XVIII^e siècle une physionomie de banlieue », indique Coppolani (1954 : 94-95). Toulouse entre ainsi dans l’ère de l’urbain généralisé.

Quelques décennies plus tard, les remparts vont être abattus. A Toulouse, ils vont l’être assez tardivement, à la fin des années 1820. Ce n’est toutefois pas un cas isolé⁴⁴³, et la décision de défaire ces murailles date de 1808. Certes, les remparts vont, d’une certaine manière, être remplacés par la barrière d’octroi, mais il n’empêche, la ville désormais sans portes et sans remparts apparaît comme le symbole d’un urbain indéfini⁴⁴⁴. Une « évolution vers l’indifférencié des bâtiments apparaît clairement dès la disparition des enceintes urbaines » ; « on pensa que le périmètre s’était seulement élargi (...), que la ville avait simplement gonflé et absorbé ses environs immédiats (...), que, même étirée, déformée, la ville restait la ville. En fait une autre histoire commençait dont nous percevons

⁴⁴² Sciemment ou non, Gilles Pin oublie de faire figurer les clochers des Jacobins et du Taur, preuve du passage à d’autres types de flux que ceux qui ont décidés à la construction de ces édifices.

⁴⁴³ Ainsi, « Grenoble reste étouffée dans ses remparts fortifiés, et il faut attendre (...) 1832 pour que l’enceinte soit élargie » (Le Roy Ladurie 1998 : 563).

⁴⁴⁴ Jean-Luc Pinol, dans son *Histoire de l’Europe urbaine*, semble pour sa part sceptique quant à la portée symbolique du « démantèlement des murailles », car selon lui, « le mouvement vers l’ouverture qui anime le XIX^e siècle ne cesse d’être corrigé par un mouvement inverse, de longue durée, dont nous ne cessons de vivre les effets », et il pourfend « l’idée de la dissolution contemporaine de la ville » au nom de pratiques demeurant attachées à un « centre urbain bien délimité et parfaitement identifiable comme tel » (Pinol 2003, 2 : 14-16). Historien spécialiste du XIX^e siècle, il ne perçoit sans doute pas comment toute son ampleur les mutations de l’urbanité actuelle, mutations qui trouvent certaines de leurs origines dans la destruction des remparts.

aujourd'hui la direction. La ville était en train de vivre ses derniers moments comme ville proprement monumentale, comme totalité organique » ; dorénavant « la ville n'a plus de dehors » comme l'explique Marcel Hénaff, dans *La ville qui vient* (2008 : 172-174). Peu après la fondation de Toulouse par l'Empire romain, les remparts, « premier 'héros' de l'histoire toulousaine » (Taillefer 2002 : 22), avaient, comme nous l'avons vu, constitué la ville comme telle en lui conférant son statut de colonie. Cette définition de soi passe également par la porte. « Comme justement elle peut s'ouvrir, sa fermeture donne le sentiment d'une clôture bien plus forte (...) que ne le peut la simple paroi inarticulée. Cette dernière est muette, alors que la porte parle », montre Simmel (1988 : 164)⁴⁴⁵. C'est pourquoi, les portes, qui donnent leur sens aux remparts⁴⁴⁶, ont joué un rôle de tout premier plan dans l'économie symbolique des villes.

Ce rôle est ainsi exemplifié par la grande cérémonialité qui entoure les entrées du roi pendant l'Ancien régime. Antonia Janik insiste à juste titre sur cette « symbolique de la porte, passage à travers les murailles », dans son article sur « L'entrée de Louis XIII à Toulouse en 1621 », symbolique « renforcée par le premier arc de triomphe, qui se dresse devant la porte Arnaud-Bernard » ; « la déesse Pallas Athénée y accueille le roi », « divinité protectrice des villes, et en particulier de Toulouse depuis l'Antiquité » ; « Déesse des arts et de la sagesse, elle est représentée en guerrière, tenant d'une main une lance et de l'autre un bouclier » ; « la ville met donc en avant son caractère sage et lettré, qu'elle peut utiliser pour conseiller son souverain ; mais elle montre aussi sa puissance militaire. Le roi passe sous l'arc, les capitouls l'accueillent dans l'épaisseur de la porte, la ville s'ouvre à son roi. La remise des clés de la ville au souverain symbolise la soumission de celle-ci. Les capitouls rendent au roi les pouvoirs qu'ils détiennent de lui : le pouvoir judiciaire (les clés de la prison), le pouvoir

⁴⁴⁵ « Il est pour l'homme essentiel (...) de se donner à lui-même des limites, mais librement, c'est-à-dire qu'il puisse de nouveau supprimer ces limites et se placer en dehors d'elles », montre Simmel, dans son texte « Pont et porte » (Simmel 1988 : 164).

⁴⁴⁶ « La ville avec son enceinte était si bien comme telle un monument, un ensemble homogène, que, pendant longtemps, entrer dans la ville voulait dire en franchir les portes que l'on ouvrait ou fermait comme celles d'une maison (on sait que c'est en trouvant, un soir, les portes de Genève fermées que Jean-Jacques Rousseau – il avait alors seize ans – décida de s'exiler) » (Hénaff 2008 : 173). « Les éléments les plus importants – donc les plus saints – du rempart sont les portes, placées aux quatre points cardinaux ; elles sont particulièrement fortifiées et protégées par des rituels visant à en accroître la sainteté (le plus efficace consistant à y emmurer la tête d'un ennemi vaincu) » écrit Hénaff (2008 : 42), à propos des villes chinoises traditionnelles.

communal (les clés de la maison de ville), le pouvoir financier (les clés des coffres de la ville), le pouvoir militaire (les clés des portes principales) » (Janik 1996 : 427-428)⁴⁴⁷. Dans les villes bibliques, les portes sont les lieux où la justice est rendue, et il est intéressant de remarquer que le mot hébreu 'sha'ar' qui désigne la porte d'une ville, signifie aussi la 'valeur'. En effet, la porte polarise et de ce fait crée de la valeur. Leur disparition annonce une nouvelle géographie économique. La ceinture des remparts est remplacée par celle des boulevards, qui vont provisoirement constituer une nouvelle forme de centralité à l'échelle de l'agglomération⁴⁴⁸, avant de céder cette fonction aux périphériques et aux sections autoroutières qui s'y connectent. Plus profondément, avec l'urbain, la notion de concentration, telle qu'elle était associée à la ville et à son économie symbolique, s'efface et se recompose ; la valeur devient plus vagabonde.

La ville n'est plus au centre des territoires urbains de l'échange, mais une centralité parmi d'autres, tandis que les processus de valorisation peuvent potentiellement toucher des territoires jusque là marginalisés. C'est d'ailleurs ce phénomène qui, dans la seconde moitié du XX^e siècle, va permettre à l'aire urbaine toulousaine de se développer. Françoise Choay a bien souligné comment « ingénieurs, géographes, démographes s'accordent aujourd'hui à constater que le modèle dit « des places centrales » par lequel Christaller expliquait la croissance et la répartition des villes ne rend plus compte d'une réticulation généralisée, à la fois plus stable et surtout moins centrée, ainsi que des coulées d'urbanisation en forme de filaments et de tentacules capricieux que mettent en évidence les nouvelles techniques de cartographie » (Choay 2006 : 190)⁴⁴⁹. La dimension du réseau prime et s'autonomise par rapport aux autres formes relationnelles, alors que la ville les tenaient toutes ensemble. « L'avènement de l'urbain défait l'ancienne solidarité d'*urbs* et de *civitas*. L'interaction des individus est désormais à la fois démultipliée et délocalisée » (Choay 2006 : 191). Pourtant, comme nous

⁴⁴⁷ Se reporter aussi à la fin du chapitre précédent.

⁴⁴⁸ L'exemple du Ring à Vienne fournit la meilleure illustration possible de cette évolution ; se reporter aux excellentes études historico-urbaines menées par Schorske, « La Ringstrasse, ses détracteurs et la naissance d'une modernité urbaine », dans *Vienne fin de siècle* (1983 : 39-122), puis, « Le musée dans un espace contesté. L'épée, le sceptre et le Ring », dans *De Vienne et d'ailleurs* (2000 : 143-166).

⁴⁴⁹ Ces formes d'urbanisations contemporaines génèrent de nombreuses incertitudes conceptuelles et terminologiques : nappe urbaine, etc. Voir notamment *Nommer les nouveaux territoires urbains* (2001). Nous y reviendrons.

l'avons vu avec l'Empire romain, les réseaux sont à l'œuvre depuis la fondation de Toulouse ; et c'est une des originalités de l'étude de Marcel Hénaff que d'insister sur leur présence « dès les débuts du phénomène urbain » (Hénaff 2008 : 166). Ils sont, selon lui, articulés avec un dispositif machinique, en tant que « la ville est une machine et même une *mégamachine* selon l'expression de Mumford qui a eu là une belle intuition » (Hénaff 2008 : 81). Elle « réalise très tôt une concentration de forces comme forces pures ; avec elle (et bien avant la fabrique telle que l'analyse Marx) apparaît la possibilité d'abstraire la force humaine comme simple quantité, comme énergie purement mécanique qu'il s'agit d'appliquer à un objectif et de coordonner avec d'autres en vue d'un accroissement de puissance et de concentrer sur un objet à réaliser : muraille, pyramide, forteresse, palais, temple, canaux ou toute autre construction » ; « cette mégamachine constituait en elle-même la mutation technologique majeure dont allaient procéder toutes les autres » (Hénaff 2008 : 85-86)⁴⁵⁰. Néanmoins, « cette dimension technique intrinsèque », « et cette division du travail qui caractérisent le lieu urbain ne suffit pas à en expliquer la dynamique économique. Il a fallu pour cela un élément d'un autre ordre, et cet élément ce fut celui de l'échange » (Hénaff 2008 : 99). Il rejoint par là les conclusions de Jean-Claude Perrot qui, dans sa thèse sur Caen au XVIII^e siècle, a bien mis l'accent sur l'impact des échanges dans la formation de la ville moderne⁴⁵¹.

A Toulouse, l'essor de l'économie d'échanges est sans doute moins frappant que dans la ville normande, mais tout de même suffisamment notable pour y engager une part conséquente des élites vers le cosmopolitisme (Schneider 1989). Celles-ci sont cependant à la croisée des chemins, et elles ont de ce fait contribué à conférer une image assez ambiguë de la mise en modernité de l'agglomération toulousaine. Dans son article proposant « une relecture de l'histoire contemporaine de la région » Midi-Pyrénées⁴⁵², Robert Marconis affirme qu'« il faut aujourd'hui réhabiliter le XVIII^e siècle, qui fut un siècle de prospérité agricole, dont l'héritage a pesé lourdement sur l'évolution ultérieure, qu'il s'agisse de l'absence de placements industriels ou de la mentalité des classes dirigeantes » (Marconis

⁴⁵⁰ Hénaff ajoute que « comme mégamachine elle tend à se couper du ciel dont elle se voulait le reflet et elle ne cesse d'engendrer sa propre dynamique de production de formes et de biens » (Hénaff 2008 : 87).

⁴⁵¹ Voir *infra*.

⁴⁵² Cet article, peu novateur, a cependant le mérite d'être synthétique.

1996 : 364)⁴⁵³. « Bien que les contemporains se soient complu à déplorer le déclin et l'appauvrissement de la ville » (Taillefer 2000 : 28) pendant cette période, « la culture des céréales procurait de substantiels revenus aux maîtres de la terre. La vente de blé expédié vers les régions déficitaires, grâce au canal du Midi en particulier, leur permettait de jouir, selon les saisons, des charmes de la vie urbaine ou des plaisirs de la résidence rurale. Dans les villes, l'argent affluant ainsi des campagnes soutenait l'activité de la construction et la production de biens et services de consommation : ce fut l'époque de la croissance urbaine, qui vit se multiplier les beaux hôtels particuliers et les grands travaux d'embellissement » (Marconis 1996 : 364). Ces dépenses, générant sur le moment des activités et des emplois, ont été un frein à l'entrée de Toulouse dans la Révolution industrielle, mais en revanche, elles ont eut des effets bénéfiques à long terme. « Les trois siècles des « Temps Modernes » ont eu un rôle décisif, car, en accumulant des réserves de capitaux solidement enracinés dans le sol, ils ont donné à la position de Toulouse une sécurité qui explique la résistance qu'elle offrira dans la suite aux crises économiques et politiques qui s'abattront sur elle », estime Coppolani (1954 : 105). Le relatif retard toulousain au XIX^e siècle ne sera pas réhibitoire, et, lorsque le jeu des échanges va rebattre les cartes des possibles, il va paradoxalement être un atout à faire valoir.

⁴⁵³ Il regrette notamment que les éditions successives de l'*Histoire de Toulouse* par Wolff ou sous sa direction n'aient retenues qu'un seul « âge d'or », celui du pastel, et aient considérées le XVIII^e siècle sous un jour plutôt négatif.

1.2 Mise en modernité et actualité de l'agglomération

1.2.1 Les voies de la modernité

- La (re)structuration : retour vers le global

Archéologie de la modernisation

Restée à l'écart du courant de modernisation qui à partir du XVIII^e siècle industrialise l'Europe, l'agglomération toulousaine apparaît pourtant de nos jours comme l'une des métropoles les plus dynamiques précisément grâce à ses industries hypermodernes. Si elle n'a pu rattraper son retard uniquement par ses propres moyens, il convient de nuancer la vision selon laquelle le procès de modernisation serait récent et venu de l'extérieur. « L'esprit d'entreprise y a pris d'autres chemins, fondés sur la valorisation des savoir-faire artisanaux, ce qui n'altère pas la compétitivité de nombreux produits locaux sur les marchés européens, voire mondiaux », indique Jean-Marc Olivier, pour qui Toulouse est, à ce stade de son évolution, « un 'grand village' industriel » (Taillefer 2002 : 234). L'originalité de son approche réside dans le qualificatif 'industriel', car pendant longtemps Toulouse a été perçue par les historiens, à l'instar de Jacques Godechot (Wolff 1974 : 445), comme « un grand village », à l'écart de la révolution industrielle, peu touché par cette première phase de modernisation (1815-1914), à laquelle elle serait restée rétive, de par la mentalité de ses habitants⁴⁵⁴. Bien sûr, si l'on compare la ville rose du XIX^e siècle aux grandes cités minières ou sidérurgiques, l'essor économique et la transformation du paysage urbain y sont peu perceptibles au premier abord. Cependant, Toulouse opère une mutation progressive de son organisation productive et de son

⁴⁵⁴ Godechot rapporte que « Léon Faucher l'explique ainsi dans « *Le Temps* » de 1833 : « La vie est trop facile à Toulouse pour que le peuple se sente poussé à être et à faire quelque chose... ». En 1860 le rapport d'inspection de la Banque de France confirme : « Il faudra des talents et des capitaux étrangers à cette province pour y fonder quelque chose, pour utiliser la main-d'œuvre peu coûteuse, les matières premières à portée et la houille du voisinage » » (Wolff 1974 : 454).

urbanisme, et pas seulement sous la pression de puissances financières et politiques étrangères à l'ancienne capitale du Languedoc. Selon Olivier, ce jugement rétrospectif serait la conséquence de « l'opprobre jeté (...) par les auteurs républicains » sur les réalisations menées à partir de la moitié du XIX^e siècle⁴⁵⁵, car « le comte de Campaigno, maire nommé par le gouvernement impérial, symbolise souvent le mal chez les premiers historiens de la III^e République » ; « l'image d'un refus du changement et de la modernisation, qui serait caractéristique de l'esprit toulousain, provient en partie de ce rejet par l'historiographie de l'œuvre de rénovation amorcée sous le Second Empire » (Taillefer 2002 : 235-236). Pour Olivier, il n'en est rien, et au contraire, « Toulouse participe (...) brillamment à cette forme d'industrialisation originale, parfois qualifiée de « douce », car elle ne bouleverse ni la société traditionnelle ni les paysages existants. Les petites industries font corps avec la ville et la société urbaine » (Taillefer 2002 : 230).

Ce renouvellement historiographique est stimulant en ce qu'il ouvre un débat plus large concernant les liens unissant, ou pas, l'urbanisation, l'industrialisation, et la modernisation. Dans le triptyque conceptuel en question, il n'est en effet pas possible de substituer un terme à un autre sans que d'importantes nuances soient perdues. Les voies de la modernité sont complexes et plurielles. Déjà la fin de l'Ancien Régime voit pointer une contradiction entre « déférence sociale et disjonction des valeurs », comme le décrit Le Roy Ladurie (1998 : 393-475), signe d'une société urbaine qui connaît une timide entrée en modernité. La modernisation est un processus ambivalent qui va de pair avec l'urbanisation, mais sans que cela implique toujours une industrialisation poussée, comme le montre le cas toulousain. Cependant, à vouloir trop embrasser des évolutions hétérogènes, le concept de modernisation n'en vient-il pas à mal étreindre les diverses réalités de situations peu semblables. « Ce terme est peut-être moins polémique que celui de capitalisme, mais il est encore plus difficile à définir » ; « il est courant de préciser que l'industrialisation est un facteur clé de l'évolution vers plus de modernité (Landes 1969) ; néanmoins de nombreuses mutations, supposées faire partie du mouvement de modernisation, ont largement anticipé la

⁴⁵⁵ Ces auteurs voyaient dans la politique du Second Empire l'une des causes de la défaite de la guerre de 1870.

Révolution industrielle anglaise. Les exemples de l'Italie et des Pays-Bas prouvent qu'il n'y a pas obligatoirement de lien entre la modernisation et l'industrialisation » soulignent Lees et Hohenberg (1992 : 234). Très englobant, le concept de modernisation pose sans doute autant de problèmes épistémologiques qu'il n'en résout. Toutefois, il a l'avantage de laisser la problématique urbaine plus ouverte qu'une approche par l'industrialisation. En effet, la complexité du « couple industrie/ville », soulignée par Jean-Luc Pinol (2003, 2 : 58)⁴⁵⁶, ne permet pas l'analyse de l'urbanisation par le seul prisme du développement industriel. « Si, dans la ligne de Max Weber, industrialisation, urbanisation, bureaucratisation paraissent étroitement liées et présentées comme les facettes d'une même réalité, l'analyse historique des relations entre ces phénomènes ne manque pas de dérouter. D'abord en raison de l'ambiguïté du terme même d'industrialisation » indique Marcel Roncayolo dans « De la ville préindustrielle à la ville industrielle » (Roncayolo 2002 : 286). L'industrialisation ne constitue pas un mouvement continu ni homogène dans l'espace et dans le temps. « La diffusion du système industriel suit des étapes ; il ne s'étend pas d'emblée à toutes les activités productives ; à plus forte raison, il ne touche pas également et au même rythme l'ensemble des activités et de la société » poursuit Roncayolo (2002 : 287). Il en va de même pour l'urbanisation, mais celle-ci est un processus de plus grande ampleur et dont les conséquences vont être encore plus globales.

Cette préséance a certes été soumise à de nombreuses controverses, mais un penseur comme Henri Lefebvre a de façon convaincante mis en lumière comment « l'urbanisation et l'urbain contiennent le sens de l'industrialisation » (Lefebvre 1974 : 87). En effet, « la problématique urbaine déplace et modifie profondément la problématique issue du processus d'industrialisation. Alors que la plupart des théoriciens et aussi des « praticiens » qui procèdent de manière empirique considèrent encore l'urbanisation comme une conséquence extérieure et mineure, presque accidentelle, du processus essentiel, l'industrialisation, nous affirmons

⁴⁵⁶ Leurs « rapports ne sont, en effet, pas toujours aussi étroits qu'on aurait pu le croire. La plupart du temps, les villes ne sont fondamentalement transformées par la première étape de l'industrialisation » ; après avoir fait, notamment durant les années 1950 et 1960, « du développement industriel le facteur essentiel de l'essor des villes au XIX^e siècle », « aujourd'hui les chercheurs sont plus nuancés et insistent sur l'autonomie phénomène urbain et sur la complexité des effets induits de l'industrialisation » (Pinol 2002, 2 : 58). Voir aussi les remarques de Marcel Roncayolo dans *La ville de l'âge industriel* (Agulhon 1998 : 63-64).

l'inverse » écrit Lefebvre dans *Espace et politique* (1974 : 202). La révolution industrielle elle-même est « souvent présentée (ainsi chez Mumford ou Toynbee) comme une sorte d'histoire extérieure à la ville elle-même, comme le surgissement d'une puissance maléfique, incontrôlable », « il nous faudra rejeter cette légende et faire l'hypothèse que la révolution industrielle a été la conséquence directe de la réussite même de la ville, c'est-à-dire de la logique de développement inhérente au phénomène urbain » explique Marcel Hénaff, dans *La ville qui vient* (2008 : 80-81). C'est notamment la multiplication des échanges, se manifestant par une croissance urbaine, qui va appeler l'évolution vers davantage d'industrialisation. Déjà, dès les temps médiévaux, l'urbanisation avait suscité le développement d'industries dans quelques régions privilégiées, telle l'industrie textile dans les Flandres, pour ne citer qu'un seul exemple particulièrement probant. Avec la prépondérance grandissante du capitalisme au fil des siècles, ce processus induit va se répéter dans quelques foyers majeurs. « Mais vers 1750, voici que tout ceci cesse d'être ponctuel, Caen en apporte la preuve. Le mouvement touche en dehors de toute industrialisation les capitales provinciales ; d'ailleurs la croissance présente du secteur tertiaire nous aide à comprendre que la ville et l'usine ne sont pas tout à fait consubstantielles. Le principal tient à l'essor des fonctions d'échange, à la thésaurisation invisible – qui grandit ici – des connaissances, des savoir-faire, des pouvoirs monétaires et politiques » met bien en évidence Jean-Claude Perrot (1974 : 46). C'est une des raisons pour lesquelles il est pertinent de remonter jusqu'au XVIII^e siècle pour y déceler les jalons d'une archéologie de la modernisation.

La croissance démographique : de « la montée du XVIII^e siècle » (Coppolani 1963 : 22) à une population majoritairement urbaine

Une autre raison majeure de ce découpage chronologique tient, comme nous l'avons vu, au régime démographique qui se met en place à partir de ce siècle. Les effets de la démographie sur les échanges sont divers et non univoques, mais l'augmentation du nombre des hommes va être un phénomène d'une telle ampleur qu'il ne pourra rester sans conséquences. Ainsi, « Louis Chevalier avait construit l'image de « souffles » urbains, d'origine démographique. Ces montées de sève sont absorbées après coup, dans l'excès même des déséquilibres, par la croissance

de l'économie et de la ville » (Roncayolo 2002 : 305). Certes, le changement ne commence qu'à être seulement perceptible au XVIII^e siècle, et c'est le siècle suivant qui apparaît comme « le siècle charnière entre une Europe rurale, très proche des siècles antérieurs, et une Europe fortement urbanisée, préfigurant l'Europe urbaine de la fin du XX^e siècle » (Bairoch 1985 : 281). Néanmoins, le XVIII^e siècle marque les débuts d'un exode rural⁴⁵⁷, qui va ensuite devenir massif. En effet, « Toulouse apparaît comme le refuge tout désigné pour les paysans qui ne peuvent plus vivre sur la terre et les industries qui sont fondées tout au long du siècle ont beaucoup plus pour but d'employer cette main d'œuvre qu'elles ne l'ont attirée » ; « ceux-ci forment une population flottante », et « en 1790, la proportion des citoyens actifs sera nettement moindre à Toulouse que dans la plupart des villes » : 40% au lieu des 66% de la moyenne française (Coppolani 1963 : 25). Les faubourgs constituent un sas pour ces populations rurales. Pour ces dernières, cela « n'entraînait pas dans un premier temps du moins, de passage à une activité spécifiquement urbaine. Une masse de « travailleurs », de « brassiers », de « manœuvre » se pressaient aux portes de la cité et investissaient ses marges. La vocation agricole de leurs occupations n'avait sans doute rien d'absolu et les registres d'état civil pourraient nous dire dans quelle mesure il s'agissait d'une transition vers l'accès aux services proprement urbains, voire au monde des métiers reconnus, et vers les quartiers les plus centraux de la ville » (Hanne 2003 : 551-552). Nous reviendrons sur cette urbanisation par les faubourgs.

La dynamique démographique engagée au XVIII^e siècle se poursuit au cours du début du XIX^e siècle, Toulouse passe de 59 000 habitants en 1790 à environ 77 000 en 1836, et s'accroît nettement pendant la Monarchie de Juillet (1836-1851), la ville compte alors un peu moins de 100 000 personnes en 1846 (Coppolani 1963 : 27). Un demi-siècle plus tard l'exode rural s'enclenche dans toute son ampleur. On assiste alors à une « seconde poussée, plus forte que la première en valeur absolue », mais « égale en pourcentage »⁴⁵⁸ ; elle « coïncide avec la construction du réseau ferroviaire qui renforce la position régionale de

⁴⁵⁷ Dans le Toulousain, l'augmentation de la population rurale est en partie liée à une meilleure alimentation, notamment à la croissance de la production de légumes, qui « tiennent dans les labours une place nettement supérieure à la moyenne française », selon Brunet (1965 : 334).

⁴⁵⁸ Vers 1850, la population toulousaine dépasse les 100 000 habitants, et atteint les 150 000 autour de 1886, soit une progression de 1 à 2,3% par an, proportion semblable aux 0,8 à 2,4% de la période précédente (Coppolani 1963 : 28).

Toulouse et stimule son commerce, avec les grands travaux de voirie et de construction (rues d'Alsace-Lorraine et de Metz), ainsi qu'avec le début du mouvement de dépeuplement généralisé des campagnes aquitaines favorisé par les chemins de fer » (Coppolani 1963 : 28). « Ce seraient donc ainsi environ 160 000 personnes, soit l'équivalent de la population totale en 1914, qui auraient émigré à Toulouse au cours du XIX^e siècle (1820-1914). En majeure partie originaires de la région (...), ces immigrants sont venus pour la plupart demander à Toulouse la simple subsistance ou l'enrichissement que leur localité d'origine ne pouvait leur donner » explique Coppolani (1963 : 31). Selon ce dernier, un tel afflux répond à une double attraction : « attraction de masse » et « attraction psychologique » ; « Toulouse, seule ville importante de la région, éveillait en eux des espoirs de gains bien supérieurs à ceux que pouvaient susciter les petites villes satellites. C'est là un vieux phénomène que nous avons déjà remarqué au XVIII^e siècle ; mais l'accroissement des facilités de circulation, en permettant à plus de ruraux de connaître la grande ville, a encore accru cet attrait » (Coppolani 1963 : 31). Ce « déversement spontané de l'excédent de population de la région avoisinante » qui « a maintenu Toulouse au rang des grandes villes de France n'a guère d'analogie avec celles des grandes villes industrielles de l'Europe de Nord-Ouest et de l'Amérique du Nord ; elle s'apparente beaucoup plus à la croissance contemporaine des villes des régions sous-développées d'Espagne et d'Italie du Sud » écrit Coppolani (1963 : 36) au début des années 1960. En effet, cette progression démographique n'est pas synonyme de développement économique, et elle comporte de nombreux effets pervers.

L'attraction décrite par Coppolani n'est que l'envers d'une répulsion, celle « des campagnes surpeuplées », aussi « l'exode ne paraît pas avoir été déclenché par l'attraction irrésistible des villes et des activités non-agricoles » ; « mais il est évident que l'époque est aussi celle du développement urbain dans toute l'Europe occidentale : une partie des ruraux de la région toulousaine quitte celle-ci pour des villes plus dynamiques où les offres d'emploi progressent ; l'arrivée des autres émigrants dans les villes de la région elle-même transforme les conditions d'existence de celles-ci, et provoque l'apparition de nouvelles activités en raison même de sa masse : la demande d'emploi finit par créer l'emploi. Il reste que le mouvement est venu de la campagne » rappelle Brunet (1965 : 410). La

croissance de Toulouse ne parvient qu'assez mal à enrayer un déclin plus général de la région. Elle s'effectue sur un fond, auquel échappe la ville rose, de « stagnation des fonctions urbaines classiques et, du moins dans le Midi méditerranéen, au recul d'anciennes pratiques sociales » décrit Roncayolo (Agulhon 1998 : 32, 38)⁴⁵⁹. Bernard Lepetit, dans *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, montre comment de 1806 à 1836, « dans le Sud-ouest, le dynamisme toulousain tranche avec une atonie d'autant plus sensible que l'on s'approche de la vallée de la Garonne. Le taux de croissance, qui s'élève à 55 % en Haute-Garonne, est compris entre 18 et 24 % en Dordogne, dans le Gers et le Tarn pour s'abaisser encore jusqu'à 8 à 10 % dans le Lot, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne » (Lepetit 1988 : 41). Ainsi, « Lyon et Marseille, Bordeaux et Toulouse exercent dans le Midi une sorte de primatie collective, si cette expression a un sens », mais « à la manière de cathédrales dans le désert » (Lepetit 1988 : 194-195). La période voit en effet le « renforcement des villes situées au sommet de la hiérarchie des systèmes de lieux centraux », « Toulouse, par exemple, malgré son rôle limité de porte industrielle, se développa beaucoup plus rapidement que les villes, plus petites, du bassin de la Garonne » précisent Lees et Hohenberg (1992 : 244-245). En « 1872, Toulouse concentrait 22 % de la population totale de la Haute-Garonne, contre 13 % une cinquantaine d'années auparavant » (Agulhon 1998 : 311).

Cette augmentation de la population, Toulouse la doit donc à la pérennité de son statut de place centrale⁴⁶⁰, stabilité qui lui a permis de traverser les crises, puis, parce que la ville a surmonté un seuil critique, de grandir. « Son importance passée et présente dérive avant tout de ce qu'elle a été longtemps la plus complète et la plus authentique des capitales régionales de la France, et celle dont la vie a (...) dépendu le moins de Paris » explique Coppolani (1963 : 14)⁴⁶¹. Ainsi, « consacrée grande ville, Toulouse peut maintenir sa position par la simple vitesse

⁴⁵⁹ « 1881-1896 ajoute l'effondrement généralisé, cette fois, de la vie urbaine dans le bassin d'Aquitaine – si l'on excepte les deux capitales régionales, Bordeaux et Toulouse. La France du XVIII^e siècle craque vraiment dans ces dernières décennies du XIX^e siècle », poursuit Roncayolo (Agulhon 1998 : 38).

⁴⁶⁰ Alors que les croissances urbaines de sa fondation ou de l'époque du pastel sont liées à sa mise en réseau, les essors de l'Antiquité tardive et des temps médiévaux sont eux aussi le fait de sa fonction de place centrale.

⁴⁶¹ Voir aussi Braudel, dans *L'identité de la France. Espace et Histoire* (1990 : 251-252) (cf. infra).

acquise et les habitudes bien enracinées, au cours des « deux siècles d'atonie », pour reprendre l'expression de M. Wolff, que sont pour elle, dans le domaine économique du moins, les deux derniers siècles de l'Ancien Régime. La Révolution peut la dépouiller de tous ses attributs de capitale et la réduire au rang de chef-lieu de département (...), sa situation régionale de place de commerce et nœud de communications, grâce notamment au réseau routier construit par les Etats du Languedoc, est devenue trop solide pour que se produise la décadence que beaucoup purent croire alors inévitable. Les XIX^e et XX^e siècles ont vu au contraire Toulouse quintupler sa population en moins de deux siècles (de 58000 habitants en 1790 à 324000 en 1962), alors que son expansion économique et surtout industrielle n'a pas marché au même rythme » (Coppolani 1963 : 18). Ce décalage entre croissance économique et essor démographique peut à première vue sembler paradoxal. Toutefois, Bairoch remarque que, si « en règle générale, moins un pays était urbanisé, plus sa croissance économique a été rapide dans le premier demi-siècle de son démarrage »⁴⁶², réciproquement, les taux d'urbanisation élevés et les cas d'« hypertrophie urbaine » des plus grandes villes d'Italie, d'Espagne ou du Portugal⁴⁶³, desquels on peut rapprocher Toulouse, s'apparentent à une « urbanisation devenue parasitaire » exerçant une action néfaste sur le développement économique et industriel, car s'accompagnant des effets pervers décrit au chapitre précédent (Bairoch 1985 : 340-348)⁴⁶⁴. Ce phénomène, semblable à celui qui affecte l'urbanisation du Tiers-monde comme l'ont noté Bairoch (1985 : 347) ou Coppolani (1963 : 36), n'en revêt pourtant pas toutes les caractéristiques, ni tous les handicaps. En effet, il s'appuie sur une solide armature urbaine et la conforte ; l'importance de la population induit alors

⁴⁶² Ce qui l'amène à affirmer que « ce n'est pas du côté de l'urbanisation qu'il faut chercher le facteur déterminant du déclenchement de la révolution industrielle », même si « l'urbanisation en tant que phénomène socio-économique a certainement favorisé » sa diffusion : « la ville a toujours été un débouché privilégié pour les articles manufacturés », et « les innovations techniques ont vu le jour et se sont propagées bien davantage en milieu urbain que rural » (Bairoch 1985 : 426-428).

⁴⁶³ « Vers 1850, ces pays avaient une population urbaine de l'ordre de 40-50 % supérieure à celle qui aurait dû normalement être la leur vu leur niveau de développement », estime Bairoch (1985 : 346-347).

⁴⁶⁴ Je les rappelle au cas où : « ce niveau trop élevé d'urbanisation a freiné la mobilisation des investissements vers les secteurs productifs en raison même des besoins de consommation et parfois d'équipements des villes. Ce fort secteur urbain implique aussi, en effet, un sous-emploi urbain, donc une diminution de la productivité de l'ensemble de l'économie. Le sous-emploi a dû être également un facteur de gonflement des emplois tertiaires d'où, par la suite, une rigidité de l'offre de main-d'œuvre et un manque de mobilité » (Bairoch 1985 : 347).

des infrastructures et concoure à en générer de nouvelles, servant de préalables potentiels à la modernisation.

Les « supports de la modernisation : échange généralisé, mouvement accéléré » (Daviet 1997 : 11)

Le « retour vers le global » de Toulouse ne constitue pas un changement brutal, mais s'effectue à partir de réseaux existants, bien que relativement assouplis pendant la fin de l'Ancien régime. Au cours du XIX^e siècle, le saut quantitatif n'en sera pas moins considérable. Ainsi, alors que dans la France du XVIII^e siècle un fossé sépare les échanges locaux majoritaires et ceux, encore rares, à longue distance, ces derniers vont au XIX^e siècle intéresser « un nombre plus élevé de produits, consommés plus massivement et dans une aire qui n'est presque jamais celle de leur production », « le trafic total des marchandises transportées sur les artères intérieures est de 40 milliards de tonnes/km en 1913, dont les trois quarts par le chemin de fer, contre 2 milliards en 1815, soit une multiplication par 20 » calcule Jean-Pierre Daviet, dans *La société industrielle en France (1814-1914)* (1997 : 75). Toulouse n'est pas en reste vis-vis de cette mise en mouvement des marchandises, dont les villes sont des « centres d'impulsion et de convergence » ; et sa situation géographique propice à la redistribution conduit à y localiser « un des entrepôts du commerce des denrées du Nord destinées à l'Espagne » (Daviet 1997 : 91-92). Le chemin de fer, qui va sensiblement accroître les volumes, s'appuie cependant sur une hiérarchie et des réseaux hérités. Dans le chapitre où il étudie les relations entre « réseau routier et armature urbaine », Lepetit montre ainsi qu'« à la veille de la Révolution, il semble bien que la qualité de la desserte urbaine y soit liée jusqu'à un niveau hiérarchique assez bas à une situation antérieure (...). La route constitue une innovation descendante qui introduit entre les villes une discrimination qui est fonction de celle qui existe déjà »⁴⁶⁵ ; et

⁴⁶⁵ Lepetit relativise l'idée selon laquelle les chemins de fer ont joué un rôle prépondérant dans la croissance sélective des villes ; « il semble en fait que le réseau ferré ait été calqué sur une hiérarchie urbaine et des dynamismes démographiques préexistants » écrit-il, à la suite notamment de l'article de Denise Pumain, « Chemin de fer et croissance urbaine en France au XIX^e siècle » (*Annales de géographie*, 1982 : 529-549) (Lepetit 1988 : 280-281, 322).

Voir aussi, « les villes, les flux, les équipements », où Lepetit précise que « les villes conçoivent mal, même à l'échelle régionale, une organisation articulée des chemins ou l'existence entre elles de relations de complémentarité. Ni la notion de réseau routier, ni celle de réseau urbain n'appartiennent à l'univers mental de leurs élites (...). La thématique dominante reste celle de

« c'est autour des grandes villes que l'animation est la plus forte », d'après le comptage des voitures en 1844 (Lepetit 1988 : 288-289, 309)⁴⁶⁶.

Les routes ont depuis l'époque romaine eut un impact décisif sur la formation de l'agglomération toulousaine : celle vers Narbonne est pour une part à l'origine même de la ville, puis Toulouse s'est trouvée au centre d'un réseau routier régional en étoile. « Plus ou moins entretenu au cours des siècles, ce réseau, entremêlé de chemin ruraux, subsista jusqu'au cours du XVIII^e siècle qui vit commencer par les Etats du Languedoc et les intendants le réseau actuel »⁴⁶⁷ ; ensuite, « vers 1825 se trouve ainsi achevé le réseau principal que complèteront dans le courant du XIX^e siècle les chemins départementaux » (Coppolani 1963 : 122). Ces routes servent au transport de la poste et des voyageurs. « Il faut attendre le XVIII^e siècle pour voir ces services se multiplier, tandis qu'apparaît le transport régulier des marchandises », « en 1789, près de cinquante villes » de la région « sont desservies par les voitures des Messageries Royales qui sont devenues bi ou tri-hebdomadaires et mêmes quotidiennes sur Paris, Montpellier et Bordeaux ». « Ces services réguliers permettent à tous les habitants des principales localités situées dans un rayon de 100 à 150 kilomètres autour de Toulouse de se rendre à volonté dans la ville ; les relations entre celles-ci et la région environnantes en ont certainement été accrues, alors que jusque là seuls les marchands pouvaient transporter des denrées, ces services permettaient aux particuliers de se servir à Toulouse et aux détaillants de la grande ville de concurrencer ceux des petites villes voisines. L'amélioration des routes permet par ailleurs une circulation plus aisée des marchandises, qu'on peut transporter maintenant par grosses charrettes et non plus seulement par dos d'animaux » décrit Coppolani, dans *Toulouse, étude de géographie urbaine* (1954 : 77). Ce

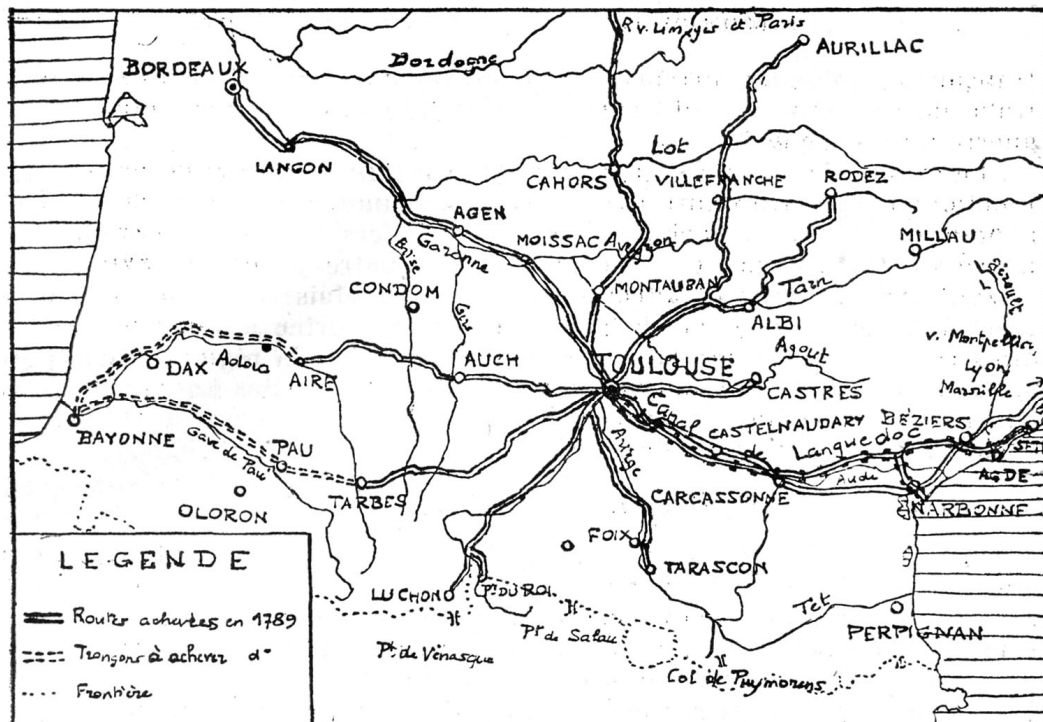
capitale ». « La logique urbaine de l'aménagement spatial est une logique de lieu d'étape, de point de passage – et autant que possible d'arrêt – dans un cheminement linéaire » (Lepetit 1988 : 107). Ce qui explique la reconduction du mode de discrimination.

⁴⁶⁶ « Au total, ce sont plus de 20 000 chevaux qui sont attelés aux voitures qui circulent chaque jour sur les routes principales qui rayonnent autour de Paris, 4 600 autour de Lyon, 2 700 à Lille et autant à Limoges dont le rôle d'entrepôt est connu et qui ne dispose pas d'un débouché fluvial. Leur nombre s'élève à 2 200 à Rouen, 1 800 à Aix, Caen, Toulouse, Metz ou Bordeaux, mais ils sont à peine plus d'une centaine » dans des localités de second ordre, indique Lepetit (1988 : 309).

⁴⁶⁷ « Quoique ces travaux soient empreints de l'esprit de centralisation qui prédomine de plus en plus dans l'administration royale, les intérêts des provinces ne sont négligés, surtout lorsqu'elles possèdent comme le Languedoc des Etats actifs, encore stimulés par les intendants, dont une préoccupation va justement au réseau routier », explique Coppolani qui précise ensuite la date de mise en service de ces routes refaites ou créées (Coppolani 1954 : 75). Sur les routes au XVIII^e siècle, se reporter aussi à (Frêche 1974).

réseau routier va s'étoffer⁴⁶⁸ au cours de la première moitié du XIX^e siècle et participer à dessiner une « région toulousaine » (Coppolani 1954 : 124). Il permet aux hommes de circuler plus facilement. Le transport des marchandises, en particulier des plus pondéreuses, n'est quant à lui pas très commode, hormis par le canal, qu'il nous faut à présent aborder.

Réseau routier et canal en 1789 (Coppolani 1954 : 76).



Outre son réseau routier, Toulouse bénéficie en effet d'un équipement majeur : le canal du Languedoc. Sa construction est l'aboutissement d'un très vieux projet puisque dès l'époque de Charlemagne, semble-t-il, on a songé à relier la Méditerranée par un canal (Coppolani 1963 : 124). L'architecte Nicolas Bachelier, à qui la ville doit le Pont-Neuf, s'était à son tour montré soucieux de la construction d'un canal : « quand il fut question de remettre à l'ordre du jour le vieux projet d'un canal qui relierait l'Océan et la Méditerranée, il se jeta dans l'aventure et fit preuve, en plus de ses qualités d'ingénieur, d'un véritable talent de visionnaire. Deux siècles avant Riquet, il élaborait sur plan les grandes lignes d'un canal dont un des points névralgiques se situait déjà sur le seuil de Naurouze. L'ambitieux dessein devait sombrer toutefois dans les méandres de

⁴⁶⁸ Il devient alors un peu plus un réseau, à proprement parler.

l'administration royale » (Hugon 1996 : 66). L'idée semblait ainsi assez naturelle. Toulouse n'est pas situé si loin de la mer pour que celle-ci paraisse en tout cas inenvisageable, mais encore fallait-il une volonté ferme et résolue, appuyée par des moyens conséquents, pour la mettre en œuvre. En effet, alors que « l'axe naturel Océan-Méditerranée a pu présider à sa naissance ; il n'a joué qu'un rôle épisodique dans la suite de son développement, quand une initiative humaine est venue brusquement le valoriser » (Coppolani 1963 : 424)⁴⁶⁹. Cette initiative est née de la conjonction, à la fin du XVII^e siècle, de deux volontés distinctes et complémentaires : celle de Riquet, qui y investit sa fortune et ses biens personnels, et celle de Colbert, qui appuie politiquement le projet. « La réalisation de la voie d'eau ne s'inscrivait pas dans le cadre de la problématique mise en valeur d'une région déshéritée ; ce n'était pas le cas de la région (...) : il s'agissait plutôt de donner une impulsion vigoureuse au commerce régional que compromettrait le manque de moyens de communication, de pourvoir les ressources de débouchés, en un mot d'intégrer, dans l'économie nationale, Languedoc et Aquitaine » explique Maistre, dans *Le Canal des Deux-mers* (1998 : 15). Le canal s'inscrit de la sorte dans la politique économique menée par Colbert, visant à faire de la France une puissance productrice et exportatrice⁴⁷⁰. Il témoigne aussi d'une évolution de la notion d'intérêt public (Maistre 1998 : 114-115).

Mais « ce n'est qu'au XVIII^e que le canal atteindra à une véritable importance économique sans pour cela concurrencer le détroit de Gibraltar comme l'avaient espéré ses promoteurs » ; il facilite notamment l'exportation des blés, renforçant la position de la capitale du Languedoc en la matière : « l'existence du canal oriente vers Toulouse l'essentiel du commerce des grains et la ville d'Albi, par exemple le constate amèrement » (Wolff 1974 : 312). D'une manière générale, le canal, complément du réseau routier, accentue le rôle de plaque tournante⁴⁷¹ joué

⁴⁶⁹ Voir aussi l'article de Delaruelle, « Toulouse et la route des deux mers » (*Annales du Midi*, 1950).

⁴⁷⁰ « Dans ce dessein, l'absorption d'une grande partie du commerce Est-Ouest, Méditerranée-Océan par le canal des Deux-Mers, devait rendre déserts bien des ports espagnols » (Maistre 1998 : 30), mais, pour de nombreuses raisons, ce désir de Colbert ne se réalisa pas.

⁴⁷¹ « Les voies navigables restent seules propres aux transports de masse ; mais elles manquent de rayonnement du fait de l'allure du réseau hydraulique aquitain. Toulouse est une étape sur la voie d'eau, non un centre. Au contraire, le réseau des transports routiers s'irradie autour de la ville » (Coppolani 1954 : 123).

par Toulouse dans la distribution de nombreux produits⁴⁷². Ce trafic entraîne un développement de l'urbanisation entre la nouvelle voie d'eau et l'enceinte, surtout autour des nouveaux pôles d'attraction constitués par les ports (Coppolani 1963 : 258). Suivant la ligne d'enceinte à une distance de 500 à 800 mètres d'une façon à peu près concentrique, le canal est un équipement structurant l'extension de la ville. Il contribue à un « compartimentage de la périphérie urbaine », car il offre un cadre aux tracés des planificateurs, selon Coppolani (1954 : 92), mais il constitue également un obstacle relatif à cette extension, puisque seuls quatre ponts permettent son franchissement à Toulouse : le canal relie sur de longues distances mais sépare à l'échelle de l'agglomération. Il coupe ainsi 27 chemins de part et d'autre des deux rives, dont la croissance du XVIII^e siècle va s'empresse d'améliorer la liaison par de nouveaux ponts, construits ou reconstruits par l'ingénieur Saget, indique Coppolani, dans *Les ponts de Toulouse* (1992 : 92-100).

A cet effet de coupure s'ajoutent des problèmes de raccordements. « Ce nœud fluvial est loin d'offrir la cohérence qu'il semble présenter sur les cartes », car il n'existe « pas de réelle interconnexion entre le cours supérieur de la Garonne, son cours inférieur et le canal, qui constituent trois tronçons distincts supportant des formes de trafic très différentes » (Taillefer 2000 : 212-213). Toutefois, « ce qui constitue un handicap pour le commerce de Toulouse représente une aubaine pour toute une population laborieuse qui vit du transbordement des marchandises » (Taillefer 2000 : 215). La rupture de charge occasionnée appelait néanmoins une solution assurant la continuité du transport. À la fin du XVIII^e siècle, un premier tronçon de canal, dont Brienne est l'inspirateur et le mécène⁴⁷³, est percé par l'ingénieur Saget, afin d'unifier le canal du Languedoc à la Garonne. Ensuite, il fallait ou bien aménager le fleuve, qui n'est vraiment navigable qu'entre Bordeaux et Langon, ou bien creuser un canal latéral, deuxième solution qui va être retenue. « Cependant les Toulousains s'y opposèrent pendant plusieurs années, car ils avaient un plus beau projet en tête, un canal des Pyrénées qui relierait Toulouse à Bayonne » mentionne Jacques Arlet (1994 : 51) (Coppolani 1954 : 122). Ce projet trop ambitieux est finalement abandonné au profit de celui plus réaliste, mais tout

⁴⁷² Une partie des produits est destinée à la consommation des Toulousains, une autre n'est qu'en transit. Les principaux produits sont les vins et eau-de-vie, le poisson séché, les huiles, savons, chandelles, le salpêtre, des balles d'oranges, des ballots de tissus et des chapeaux (Maistre 1998 :169-173) ; (Taillefer 2000 : 214).

⁴⁷³ Ce canal va d'ailleurs prendre son nom, et devenir le Canal de Brienne.

de même très couteux, d'un canal le long de la Garonne, ouvert à la navigation en 1845. Trop tard sans doute pour donner toute son ampleur économique au Canal des Deux-Mers, qui va bientôt être supplanté par la voie ferrée, avant d'être relégué au rang de simple attraction touristique.

Dans cette archéologie de la modernisation, il convient de souligner le rôle de l'urbanisme du XVIII^e siècle, « la seule grande époque de l'urbanisme toulousain » selon Coppolani (1954 : 88)⁴⁷⁴. Le contexte socio-économique lui confère une tonalité particulière, car les réalisations urbaines de cette période ont été engagées alors que la ville disposait de peu de moyens financiers mais d'une main d'œuvre abondante. Le chômage étant important au milieu du XVIII^e siècle, les capitouls décidèrent d'occuper un bon nombre de Toulousains à des travaux d'embellissement. Edmond Lamouzèle, dans *Toulouse au XVIII^e siècle* (1914), relate que le 21 novembre 1751, « il fut publié à son de trompe que qui voudrait travailler, pourrait se rendre à l'Esplanade, à la porte Montoulieu, hommes, femmes et enfants, pour aplanir cette motte de terre formant élévation, et la mettre à niveau avec la promenade des Carmes, à commencer par la porte Saint-Etienne jusqu'à celle de Montgaillard » ; dès la fin décembre, ce sont 3 000 personnes, par groupes de 25 à 30 ouvriers encadrés par un inspecteur, qui sont employés à ce vaste chantier de l'Esplanade, futur jardin du Grand Rond (*Vue de la ville de Toulouse 1775... 2002* : 68-69). Cet urbanisme du XVIII^e siècle correspondrait-il, *mutatis mutandis*, à une politique keynésienne de grands travaux pour occuper les pauvres ? Ce type d'hypothèse est discutée par Paul Veyne, à propos d'époques plus lointaines, dans les paragraphes intitulés « Keynes et les pyramides », et « Les retombées de la construction des cathédrales » (Veyne 1976 : 171-176)⁴⁷⁵ ; et il finit par conclure que les salaires attribués aux employés de ces dépenses improductives ne deviennent multiplicateurs, dans des contextes autres que celui de l'Angleterre des années 1930, qu'à de nombreuses conditions⁴⁷⁶, conditions que ne remplit vraisemblablement pas l'économie

⁴⁷⁴ Cette époque connaît ses modestes débuts au XVI^e siècle, puis surtout au cours du XVII^e siècle, avant de trouver sa pleine expression au XVIII^e siècle.

⁴⁷⁵ Veyne se livre à un commentaire original du célèbre passage de *La théorie générale* (Payot, 1971 : 146-147) où Keynes cite les exemples des pyramides pharaoniques et des cathédrales.

⁴⁷⁶ « Il faut que l'investissement d'un appareil productif ait déjà été fait, que cet appareil tourne provisoirement au ralenti et que les mécaniciens ne demandent qu'à le faire aller plus vite ; il faut qu'une puissante industrie et une mentalité capitaliste existent ; sinon, le supplément de dépense tuera l'investissement et ne multipliera que les prix » (Veyne 1976 : 173).

urbaine toulousaine de la fin de l'Ancien Régime. Il n'empêche, si l'on considère les conséquences positives de ce type de d'investissements sur le très long terme, il semble évident qu'ils n'ont pas été effectués en vain.

Quelques personnages importants jouent, en plus de ces pauvres mis au travail qui sont à n'en pas douter le personnage principal, des rôles emblématiques dans la mise en place de cet urbanisme moderne, et aussi parfois de pur apparat. Le premier d'entre eux est Loménie de Brienne, dont nous avons déjà vu l'action décisive dans l'expulsion des morts. Il a également œuvré pour la construction des quais, en collaboration avec Jean-Marie Saget, en charge des travaux publics. Ceux-ci ont permis de mettre les habitants des rives de la Garonne à l'abri des inondations, et ils ont été l'occasion d'établir un programme monumental de façades alignées, programme qui n'a que partiellement survécu au départ de l'archevêque⁴⁷⁷. Les rôles très variés de Brienne sont à l'image de sa personnalité complexe et ouverte aux Lumières. Ainsi, s'il existait des bibliothèques accessibles au public, c'est Loménie de Brienne qui organise en 1786 la première bibliothèque de la ville « à l'aide du fonds de livres réuni au Collège royal » (Wolff 1974 : 369) ; et en 1784, il crée « le musée, avec des cours et des conférences publiques, qui est (...) comme un rival modernisé des Jeux floraux » (Wolff 1984 : 246-247)⁴⁷⁸. Deuxième personnage⁴⁷⁹, plus important encore, Louis de Mondran : Toulouse eut « la chance de trouver, en la personne d'un simple amateur, Louis de Mondran, un véritable urbaniste » écrit Coppolani (1963 : 399). Il vécut quelques années à Paris, « s'efforçant là-bas de dissiper les croyances qui donnaient à Toulouse l'image d'un village, il œuvra toute sa vie à donner à celle-ci la parure d'une capitale. Homme de lettres et économiste, il se sentait proche de cette noblesse des grandes villes ouverte aux idées nouvelles et aux affaires » (IFA 1986 : 67). Il doit sa célébrité au plan, significativement intitulé « Projet pour le commerce et les embellissements de Toulouse », qu'il publie en 1754.

⁴⁷⁷ « Si le programme avait pu être mené à son terme, Toulouse aurait pu rivaliser avec Bordeaux », écrivent Godechot et Tollon (Wolff 1974 : 372).

⁴⁷⁸ En outre, « il fait acheter par les états de Languedoc l'observatoire créée à Toulouse par Garipuy et le met à disposition de l'Académie des sciences (...) ; il fait également établir par eux une chaire de physique expérimentale et de chimie, confiée à Chaptal », rapporte Wolff (1984 : 247).

⁴⁷⁹ Je limite mon propos à ces deux personnages particulièrement décisifs dans l'histoire de l'urbanisme toulousain, mais d'autres personnages ont exercé une influence non négligeable : Saget (1725-1782), l'ingénieur de la ville dont nous avons dit quelques mots dans les paragraphes précédents, Garipuy, astronome et urbaniste, beau-frère de Mondran, et avec qui il a été à l'origine du fameux plan, etc.

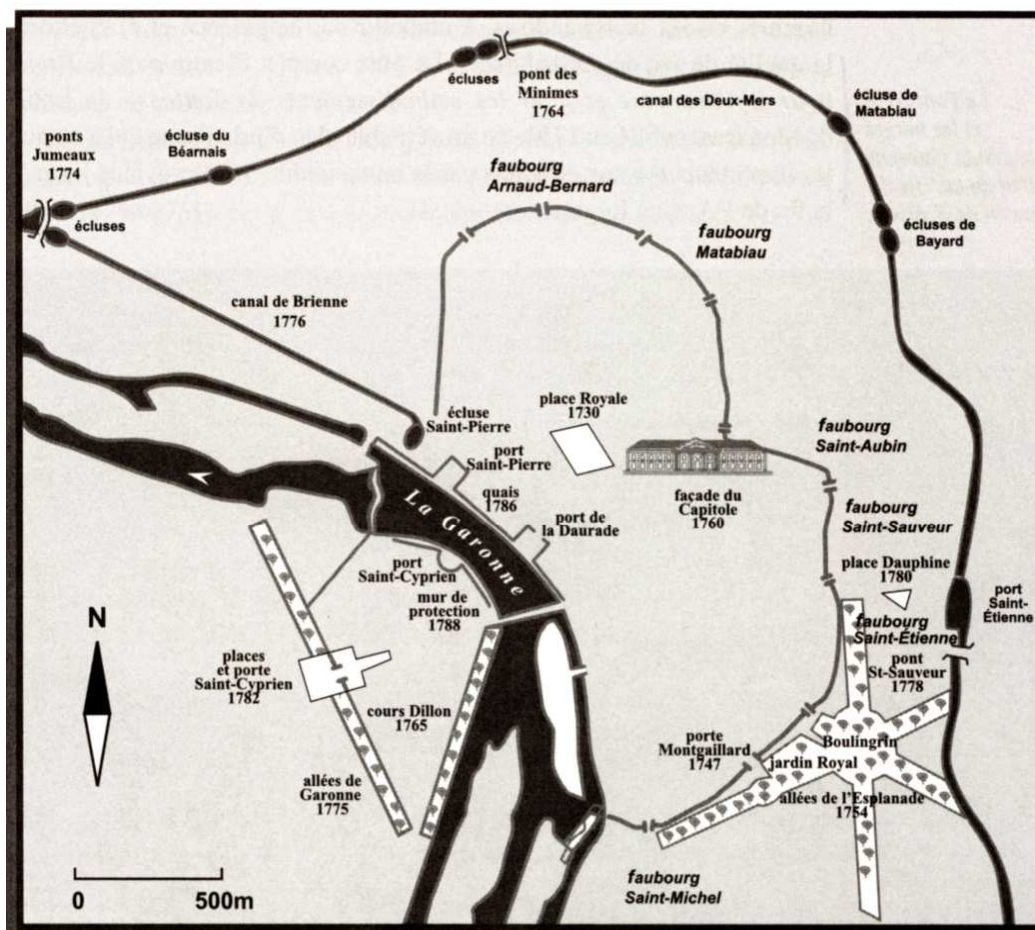
« Partant de stratégies économiques à l'échelle du territoire pour se plonger ensuite dans la complexité de la structure urbaine il propose l'image d'une nouvelle Toulouse entièrement embellie et modernisée par un puissant effort de régularisation et de mise en scène », explique Sylvie Assassin, qui précise que « le plan constitue un évènement exceptionnel dans le contexte toulousain auquel d'une manière ou d'une autre les architectes devront désormais se mesurer : ainsi Joseph-Marie Saget à la fin du XVIII^e siècle puis Jean-Jacques Virebent trouvent-ils dans les principes énoncés de précieux supports à leurs projets » (IFA 1986 : 68). Acte fondateur donc que celui de Mondran, il ouvre la voie à une nouvelle conception de la ville, l'urbanisme, et révèle, à travers certaines de ses méthodes et de ses référents théoriques, l'avènement de l'urbain.

En effet, comme nous l'avons évoqué, la mauvaise santé économique de Toulouse ne relevait pas tant, selon Mondran, des mentalités conservatrices des élites locales que des entraves physiques et douanières à la circulation des biens. Il se faisait là l'écho des « tendances libérales développées dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle par l'économiste Vincent de Gournay, son disciple Turgot ou par l'Ecole physiocratique fondée par Quesnay », et qui « renvoyaient de plus en plus à la vision d'une ville ouverte sur son territoire » (IFA 1986 : 67). Ces tendances sont décrites de façon approfondie par Pierre Dockès dans *L'espace dans la pensée économique du XVI^e au XVIII^e siècle* (1969). Ainsi, les physiocrates souhaitent faciliter la circulation dans le royaume en supprimant les droits de douane, cela favorisant le commerce et les consommateurs, mais également, ce qui est nouveau, les producteurs, car « la suppression des entraves intérieures augmentera aussi la consommation globale » (Dockès 1969 : 276-282) ; Turgot, quant à lui, loue les « avantages de la dispersion et de la liberté économique, il donne cette belle image : « les eaux rassemblées artificiellement dans les bassins et les canaux amusent le voyageur (...) ; mais les eaux que les pluies répandent uniformément (...), que la seule pente du terrain dirige et distribue dans tous les vallons pour y former des fontaines, portent partout la richesse et la fécondité » » (Dockès 1969 : 304). Économiste autant qu'économiste⁴⁸⁰, Mondran paraît s'inspirer de toutes ces idées et les appliquer à l'espace urbain, par la création de

⁴⁸⁰ Se reporter à l'article de Georges Costa, « Louis de Mondran, économiste et urbaniste, 1699-1792 », dans *Urbanisme et habitation*, (PUF, 1955 : 33-78).

nombreuses places et fontaines dispersées dans toute la ville, ainsi que par les promenades et jardins dont il agrémente les abords immédiats de l'enceinte, et qui servent de support à de nouveaux lotissements. Son plan fait la part belle aux fonctions circulatoires et puise dans le vocabulaire des mails, tridents, ronds-points, pattes d'oie et étoiles, répertoire classique des parcs (IFA 1986 : 71)⁴⁸¹. Ces mesures auxquelles s'ajoutent le « comblement des puits et l'enlèvement des croix qui encombraient les vieilles places », l'alignement et l'élargissement de certaines rues (Coppolani 1954 : 90), donnent la pleine mesure d'un urbanisme de la seconde moitié du XVIII^e siècle qui, en accord avec certaines idées des économistes de l'époque, ouvre la ville aux flux de l'urbain qui s'y diffuse.

Structurations urbaines et embellissements du siècle des Lumières (Taillefer 2002 : 163).



LES GRANDS TRAVAUX D'URBANISME DU XVIII^e SIÈCLE

⁴⁸¹ « L'érudition et le cosmopolitisme de Louis de Mondran lui tenaient acquis de nombreux exemples de tracés » (IFA 1986 : 72).

Les velléités transformatrices du XVIII^e siècle n'ont été qu'assez mal relayées au début du siècle suivant, le plan de Mondran ne va, par exemple, être réalisé que partiellement. « Comme le fait remarquer Pierre Lavedan, l'Empire et la Restauration ont été bien souvent les exécuteurs testamentaires de l'Ancien Régime, c'est le cas à Toulouse » (IFA 1985 : 9) ; « jusqu'en 1860, Toulouse ne fait que réaliser, au coup par coup, et avec beaucoup de mal, les transformations qu'avaient envisagées au XVIII^e siècle Loménie de Brienne » (Agulhon 1998 : 336). La place du Capitole n'est achevée qu'en 1854 ; et « les abords du Palais de justice sont dégagés, le palais reconstruit de 1828 à 1850, dans un style hélas très banal », écrit Godechot (Wolff 1974 : 458). Les décennies de 1810 à 1860 constituent une « période de relative autonomie du milieu toulousain », mais au fil du temps, « les conditions de cette relative indépendance disparaissent ; Toulouse s'appauvrit par rapport aux autres grandes villes, les anciens notables sont peu à peu remplacés par une nouvelle classe dirigeante moins ancrée localement, l'école des Beaux-arts de Toulouse voit son prestige décliner » (IFA 1985 : 7). Cette période néoclassique, celle d'un « urbanisme de transition » comme le formule Georges Fournier (Taillefer 2002 : 202), est marquée par la figure de Jacques-Pascal Virebent (1746-1830). D'après Valérie Nègre, ce n'est « pas l'homme des grandes ruptures, loin de briser les liens qui l'unissent à ses aînés, il imite leur exemple et reprend leurs projets », écrit-elle dans *Toulouse. Les délices de l'imitation* (IFA 1986 : 97)⁴⁸² ; et selon Jacques Arlet, il eut « un talent exceptionnel, celui de demeurer architecte de la ville de 1782 à 1830, à travers tous les régimes... sauf pendant les Cent-Jours » (Arlet 1994 : 130). Virebent engage les travaux de la place du Capitole et conçoit la place Villeneuve (future place Wilson). L'une et l'autre situées à l'articulation du bourg et de la cité, elles participent à créer une nouvelle centralité pour l'agglomération, centralité que Mondran avait déplacée vers le Sud par le Grand Rond et ses allées (IFA 1986 : 102). En particulier la place Villeneuve, initialement conçue comme une porte monumentale, embellissement de l'entrée de la ville, devient le centre de gravité d'un nouvel axe d'urbanisation vers le canal (les futures allées Jaurès), la notion de porte disparaissant avec celle des murailles (IFA 1985 : 152-163)⁴⁸³.

⁴⁸² « Désillusionné, secrètement hanté par un monde perdu », « son inaptitude à se conformer aux temps nouveaux, éclaire d'un certain jour les projets qu'il réalise dans les trente premières années du siècle » (IFA 1986 : 99).

Cependant, décidée en 1808, la destruction des remparts ne débute qu'en 1826, illustrant la lenteur des grandes transformations urbaines pendant cette période.

Dans le même temps, toute une série de transformations, au premier abord plus anecdotiques, mais lourdes de sens d'un point de vue anthropologique, s'effectuent dans la première moitié du XIX^e siècle. « Conformément aux instructions ministérielles de 1807 », Virebent a été ainsi chargé « de dessiner et faire réaliser les plaques de rues et de numérotation des maisons (jaunes et bleues) » indique Odile Foucaud, dans *Toulouse. L'architecture au XIX^e siècle* (2000 : 93). Georg Simmel montre à quel point « la numérotation des immeubles de ville représente (...) la fixation des individus dans l'espace à un degré supérieur, puisqu'ils sont maintenant trouvables par une méthode mécanique » ; « le système de la numérotation est éminemment anhistorique et schématique ; comme tout rationalisme, il est d'une part bien plus individuel, d'autre part bien plus indifférent à l'individu comme personne » (Simmel 1999b : 621). Une autre mesure marque aussi la rationalisation opérée, c'est l'adoption du mètre, « qui devient obligatoire en France dès 1801 et s'impose, petit à petit, dans les autres pays » ; « le mètre, déduit d'une grandeur astronomique, remplace les unités traditionnelles liées à la stature humaine – la coudée, le pied, le pouce –, et la mesure de l'espace perd ainsi toute référence aux mouvements de l'homme », remarque Leonardo Benevolo (1993 : 200). Ces transformations traduisent le changement de relation entre l'humain et son environnement spatial, changement qui affecte aussi sa relation à l'histoire qui, à travers l'historicisme, tend à s'aplatir sur un mode générique⁴⁸⁴.

L'usine d'éléments décoratifs de la famille Virebent, dirigée par Auguste le fils de Jean-Jacques, ainsi que sa « maison modèle » située sur les boulevards et précurseur lointain du pavillon modèle des promoteurs immobiliers, fournissent un bon exemple de cette évolution. Proposant des décorations en série, « l'usine Virebent va faire les belles heures du Romantisme décadent et du Gothic-

⁴⁸³ Cette place est un « très vieux projet, datant d'avant la Révolution, accepté par l'Administration royale en 1781 », rappelle Arlet qui affirme avec enthousiasme qu'elle « est une telle réussite d'harmonie et de convivialité qu'elle est devenue, et qu'elle est toujours, le cœur battant et généreux » de Toulouse (Arlet 1994 : 131).

⁴⁸⁴ Se reporter à la contribution de Louis Peyrusse à *Toulouse. Les délices de l'imitation* (IFA 1986 : 131-143), sur « Le mouvement archéologique ».

Revival » (IFA 1985 : 208) ; elle se chargeait « d'assurer une décoration rapide et économique des façades des maisons qu'ils faisaient construire. Ils fournissaient en un mois, à partir de la commande, les colonnes et les pilastres, les frontons et les corniches, les frises et les mascarons (...) et pour les plus fortunés une statue de... Jean Goujon, de Bachelier (...), voire de Michel-Ange, ou tout simplement douze cariatides (...). On remarquera au passage que la mode des cariatides et des atlantes ne touchera Paris que vingt ans plus tard » ajoute, en se félicitant, Arlet (1994 : 124)⁴⁸⁵. Ces décors ont même connu une « diffusion nationale » (IFA 1986 : 143). Toulouse était donc déjà en avance pour ce qui est de la production de logements à l'esthétique répétitivement petite bourgeoise. Il faudrait réécrire une histoire de l'habitat toulousain retraçant cette généalogie lointaine des pavillons et des résidences fermées, qu'à l'instar de ces décors, elle exporte aujourd'hui dans d'autres villes françaises. Ces décorations un brin kitschs confèrent une certaine unité générique au paysage urbain toulousain, un paysage urbain historiciste où des strates d'histoire sont échangées au présent pour distinguer socialement l'habitat d'une bourgeoisie peu puissante⁴⁸⁶.

Un proche de la famille Virebent, Urbain Vitry, construit à son tour des édifices destinés aux élites locales, contribuant, avec son cousin Auguste Virebent, à la constitution d'un « style toulousain » (Arlet 1994 : 125). Il poursuit l'aménagement de nombreuses places par la destruction d'ilots, notamment la place de la Trinité, et les opérations d'alignement des principales artères, en particulier la rue des Marchands (IFA 1985 : 114)⁴⁸⁷. La « densification et la création d'un espace de la rue plus spacieux et lumineux participe à l'apparition d'un type nouveau d'édifice : la maison bourgeoise de rapport. L'immeuble se tourne vers la rue et cherche par son architecture une nouvelle respectabilité autrefois réservée aux hôtels particuliers » (IFA 1985 : 72). Ces années d'embourgeoisement urbain s'accompagnent d'un plus grand souci de la lumière et de l'hygiène. La ville rose devient blanche : « en 1782, à la suite de la pose des

⁴⁸⁵ La ville « se singularise par la qualité et l'abondance des décors », insiste Foucaud à propos de ces « joies de l'éclectisme » (Foucaud 2000 : 93-97).

⁴⁸⁶ Louis Peyrusse montre comment, au XIX^e siècle, Toulouse « a préféré rappeler orgueilleusement son Moyen Age et sa Renaissance pour exorciser un présent médiocre » (IFA 1986 : 143).

⁴⁸⁷ Voir le chapitre « le plan général des alignements 1807-1842 », par Bathélémy Dumons, dans *Toulouse. Les délices de l'imitation* (IFA 1986 : 109-119), pour une appréciation plus complète des alignements effectués par Virebent puis Vitry.

lampes à huile pour l'éclairage des rues, les Capitouls ordonnèrent le badigeonnage en blanc en blanc de toutes les façades, mesure qui améliora le rendement de l'éclairage », indique Coppolani (1954 : 90), mais la réglementation ne va pas être appliquée immédiatement, la plupart des bâtiments ne sont blanchis que la première moitié du XIX^e siècle (Arlet 1994 : 138), et en 1842 sont installés les premiers réverbères à gaz (Arlet 1994 : 42). C'est aussi l'époque où sont créés les premiers trottoirs, « la ville et le propriétaire s'en partagent les frais. La rue des Marchands bénéficie la première de ces blanquettes qui assurent le bonheur des piétons, à condition qu'elles soient propres » (Arlet 1994 : 257-259)⁴⁸⁸. Dans ce but, on commence également à la fin des années 1830 à asphaltier les chaussées et à nettoyer les rues par un service de balayeurs publics, bientôt munis de machines appelées balayeuses ; « la propreté et l'hygiène, voilà deux préoccupations récentes (...), les gens simples, comme les gens instruits et responsables, subodorent que la transmission des épidémies a quelque chose à voir avec les mains sales » (Arlet 1994 : 39-40). Cette montée en puissance des idées hygiénistes, conjointe à celle de la bourgeoisie, entraîne de profondes mutations dans l'exercice des échanges urbains, et révèle une évolution des sensibilités.

Cette évolution protéiforme a été admirablement décrite et interprétée par Alain Corbin dans *Le Miasme et la jonquille* (1986), où il montre en particulier que le pavage, et donc a fortiori le goudron, permet d'isoler « de la souillure du sol ou de la putridité des nappes aquatiques », « l'usage des trottoirs, importé d'Angleterre et qui ne se développera en France que très lentement, ressortit au même impératif », ou encore que « crépir, enduire, peindre, blanchir les murs (...), c'est se cuirasser contre le miasme » (Corbin 2008 : 135). L'évolution des sensibilités se traduit en outre par la création ou la réforme de nombreuses institutions nouvelles. A la suite de Michel Foucault⁴⁸⁹, Alain Corbin insiste sur « le rôle déterminant de l'hôpital dans la définition des normes nouvelles » ; lieu d'entassement, il est, avec la prison, un des « laboratoires des nouvelles stratégies » hygiénistes (Corbin 2008 : 151, 156). Ainsi, Toulouse se dote de nouvelles structures hospitalières en rénovant les hôpitaux de la Grave et de

⁴⁸⁸ Cette rue est, en l'absence des percées haussmanniennes qui n'interviendront qu'environ un demi-siècle plus tard, « une des plus fréquentées de la ville », selon le *Journal de Toulouse* du 8 janvier 1834 (Arlet 1994 : 140).

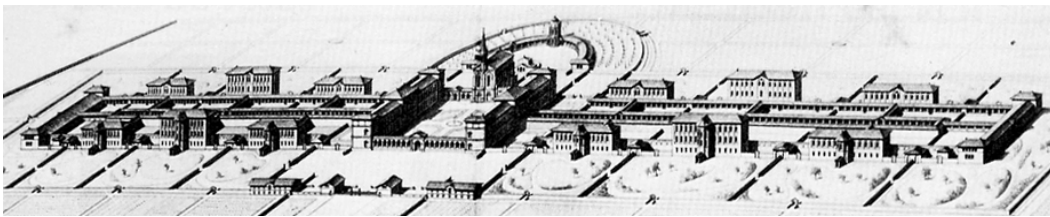
⁴⁸⁹ Notamment dans *Les machines à guérir, aux origines de l'hôpital moderne* (1979).

l'Hôtel-Dieu. La « longue croisade des hygiénistes » débute par la question de la bonne ventilation des salles : l'élévation des plafonds et l'ouverture régulière des fenêtres constituent les premières mesures pour lutter contre les miasmes, explique Frexinos, dans *Les Hôpitaux de Toulouse. Mille ans d'histoires* (2001 : 97). Ces mesures sont bientôt suivies de l'installation d'un système plus élaboré de chauffages permettant une meilleure circulation de l'air. La gestion de l'eau était également une préoccupation importante pour les hygiénistes : la proximité de la Garonne était de nature à en faciliter l'approvisionnement, à l'aide d'une pompe hydraulique actionnée par une roue, et aussi, un peu plus en aval, à permettre l'évacuation des eaux usées. Dernière mesure enfin, la mise en place du programme « un lit par malade », sans rideaux et en fer, pour éviter toute infection (Frexinos 2001 : 98-99). Toutes ces mesures, qui vont devenir paradigmatiques pour l'ensemble du corps social, sont analysées plus en détail par Corbin (2008).

Dans la même lignée est inauguré, au début de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'asile de Braqueville. Sur une surface de plus de 25 hectares, il apparaît comme un « ensemble pavillonnaire modèle, véritable chef du rationalisme architectural », selon Odile Foucaud (IFA 1986 : 145)⁴⁹⁰. « La ville nouvelle des aliénistes » est conçue par Esquié d'après les principes thérapeutiques établis par Esquirol, originaire du Toulousain, et deux de ses disciples locaux, Delaye et Marchant : pour Esquirol, l'hôpital doit être un véritable « instrument de guérison » ; « le hangar semi-circulaire des ateliers ponctués en son centre par un château d'eau, et tous les autres bâtiments de service offraient les mêmes caractéristiques que toutes les autres parties de l'établissement : la prédominance marquée des éléments de circulation, et le règne de l'arc cintré allié à une symétrie axiale absolue » (IFA 1986 : 150). Il s'agit donc d'une architecture très fonctionnelle dont le plan vise à ré axer la déviance, en vue de la remise en circulation des personnes internées, après avoir au préalable strictement séparé les divers types de pathologies, ainsi qu'hommes et femmes, dans des pavillons différents, soit quatorze pavillons au total de part et d'autre de l'administration centrale. L'asile étant situé à une distance relativement importante de l'agglomération toulousaine de l'époque, il faut souligner la périphérisation de ce

⁴⁹⁰ « Deux articles accompagnés de nombreuses planches lui furent consacrés dans la revue d'architecture la plus importante de cette époque : *La Revue générale de l'Architecture et de Travaux publics* », précise Foucaud (IFA 1986 : 150).

traitement psychiatrique, jusqu'alors effectué dans de très mauvaises conditions à l'hôpital de la Grave. Un peu plus tard, dans les années 1860, Jean-Jacques Esquié construit également la prison Saint-Michel, en reprenant les « principes de séparation des différentes classes de détenus dans différents corps de bâtiments », multipliant l'utilisation de « signes désuets tels que mâchicoulis, meurtrières, parapets crénelés » donnant à la prison une image étrange et rationnelle à la fois (IFA 1985 : 197)⁴⁹¹. « A l'intérieur des quartiers de détention, chauffage, ventilation, salle de bains, cabinet pour le médecin et la pharmacie, assurent (...) l'hygiène, la santé, la propreté et un confort rare alors chez les particuliers » (Foucaud 2000 : 62)⁴⁹². Une dialectique fonctionnaliste entre circulation et enfermement caractérise ces deux bâtiments, dialectique qui au cœur des représentations hygiénistes de l'époque, et dont nous ne nous sommes toujours pas départis.



Plan de l'asile (IFA 1985 : 204).

Plus généralement se manifeste dans l'espace urbain une nouvelle génération d'équipements dont la finalité touche de près ou de loin les mêmes obsessions hygiénistes, au sens large. Urbain Vitry est le principal architecte de ces nouvelles constructions. Il conçoit l'Ecole de Médecine (1837), et dresse le plan du cimetière de Terre Cabade qui entraîne la translation des anciens cimetières en 1840. Les abattoirs sont quant à eux regroupés et éloignés du centre ; les nouveaux bâtiments sont édifiés de 1828 à 1831 par Vitry, en aval de l'hôpital de la Grave (1831) ; « la construction est surtout remarquable par l'architecture du bâtiment central et sa grande ouverture « thermale » » (IFA 1985 : 196). Une Ecole vétérinaire est fondée en 1828, qui est, avec celles de Maison-Alfort et de

⁴⁹¹ L'hôpital psychiatrique est lui aussi caractérisé par cet éclectisme : « Moyen Age pour la chapelle, les classicismes italien (la double hauteur d'arcades) et français (la composition) pour l'administration, le pittoresque pour les pavillons des malades, sans compter les modèles toulousains omniprésents » (Foucaud 2000 : 66).

⁴⁹² C'est une prison de type philadelphe, permettant la surveillance panoptique à partir de son « cœur fonctionnel et moral » (Foucaud 2000 : 60) ; voir *Surveiller et punir* de Michel Foucault.

Lyon, l'une des trois seules écoles de ce type en France. A travers toutes ces nouvelles institutions, l'hygiénisme trouve donc d'importants relais pour nettoyer la ville de ses insalubrités. Cependant cette époque est également celle de la montée de l'utilitarisme. Aussi, « la crainte du miasme se double de la hantise de la perte », et « la désodorisation de l'espace public (...) passe désormais par la récupération, la valorisation, l'utilisation du déchet » ; « la volonté d'assurer la bonne marche de la physiologie sociale de l'excrétion, le souci d'enregistrer les hommes et les biens et d'assurer leur circulation forment un tout », explique Corbin (1986 : 171-173). Une « chimie de l'immondice » se développe alors, où « l'excrément humain se trouve promu au rang de matière première de l'industrie chimique » (Corbin 1986 : 177).

Toute une économie spécifique se met ainsi en place, propre à enrichir certains entrepreneurs grâce à la saleté générée par la ville. Sabine Barles, dans *L'invention des déchets urbains* (2005), mentionne, par exemple, que Blanchard et Château, qui traitent à Toulouse les vidanges de 10 000 à 12 000 personnes s'installent (...) à Paris dans une fabrique de deux cent ouvriers dont ils récupèrent les excreta, lesquels, traités au phosphate (...), sont simultanément désinfectés et transformés en (...) engrais » (Barles 2005 : 77). Cette activité paraît contraster, mais en réalité s'avère parfaitement complémentaire, avec la culture de violettes. En effet, celle-ci, introduite en 1854 dans la banlieue Nord de l'agglomération toulousaine⁴⁹³, « se plante (...) sur un sol artificiel gavé de fumier et d'engrais chimiques » précise Coppolani (1963 : 98). La valorisation économique des déchets, qu'ils doivent au rejet croissant de leur puanteur, s'allie donc concrètement et symboliquement avec la culture florale. La violette, « objet d'un véritable culte » (Corbin 1986 : 115, 120) au moment où s'instaure une « nouvelle alliance de la femme et de la fleur » (Corbin 1986 : 259), est un des emblèmes de l'identité toulousaine ; et ce n'est sans doute pas un hasard si la ville, qui a la tenace réputation d'être sale, s'engage si pleinement dans la voie de l'hygiénisme. C'est tout le mérite de la démarche d'Alain Corbin que de nous

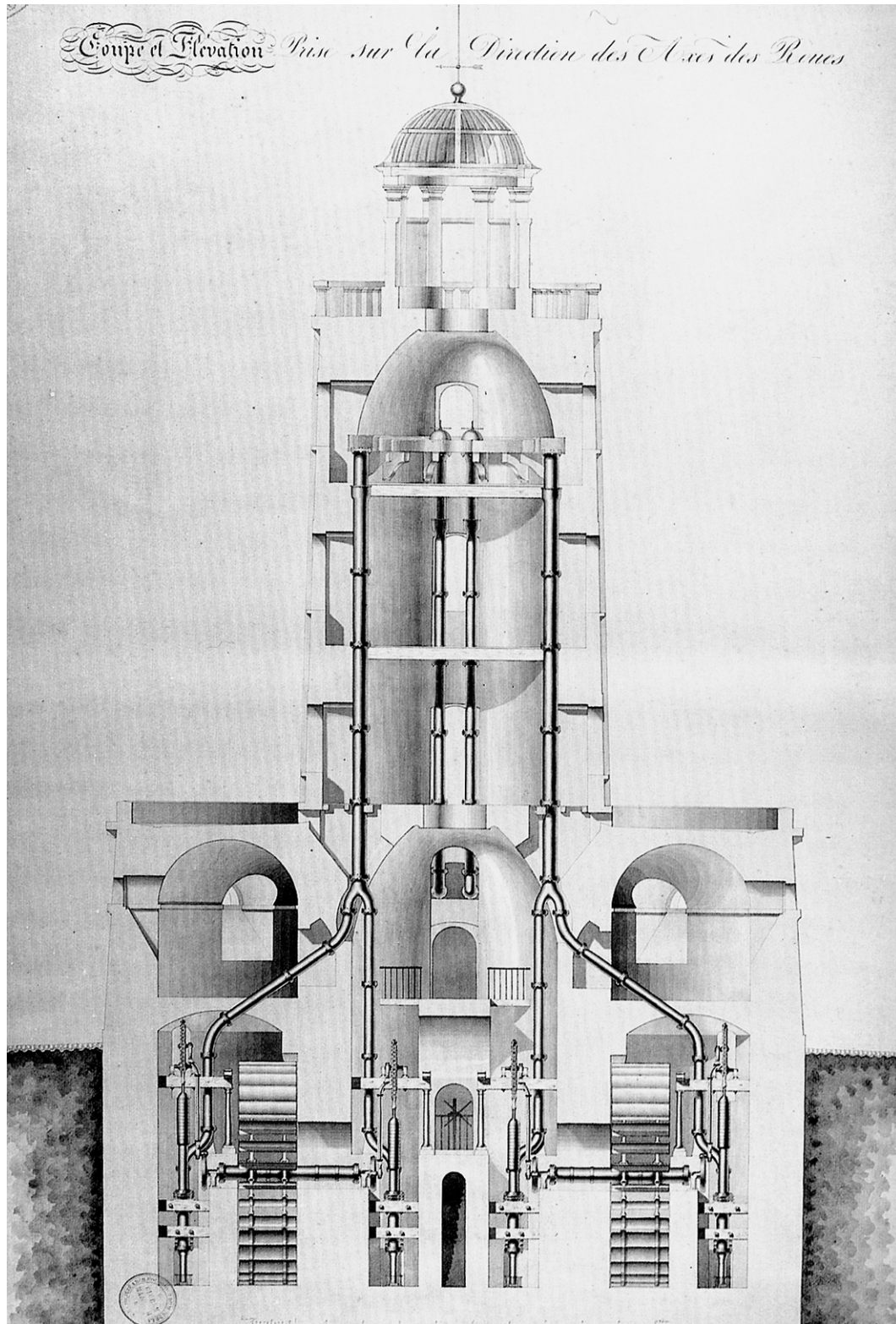
⁴⁹³ Se reporter aux paragraphes de Jacques Arlet, « Les violettes de Toulouse, une réussite exemplaire » (400 producteurs de violettes autour de 1900), dans *Toulouse à la Belle Epoque* (1999 : 288-290).

avoir permis, par son histoire de l'odorat⁴⁹⁴, de porter notre attention sur la cohérence de cette évolution qui semble, en apparence seulement, ambivalente. L'hygiénisme comme échange accorde le primat aux transports de l'émotion, suscités par les doux effluves sucrés du parfum de violettes, et à la circulation généralisée des effluents urbains.

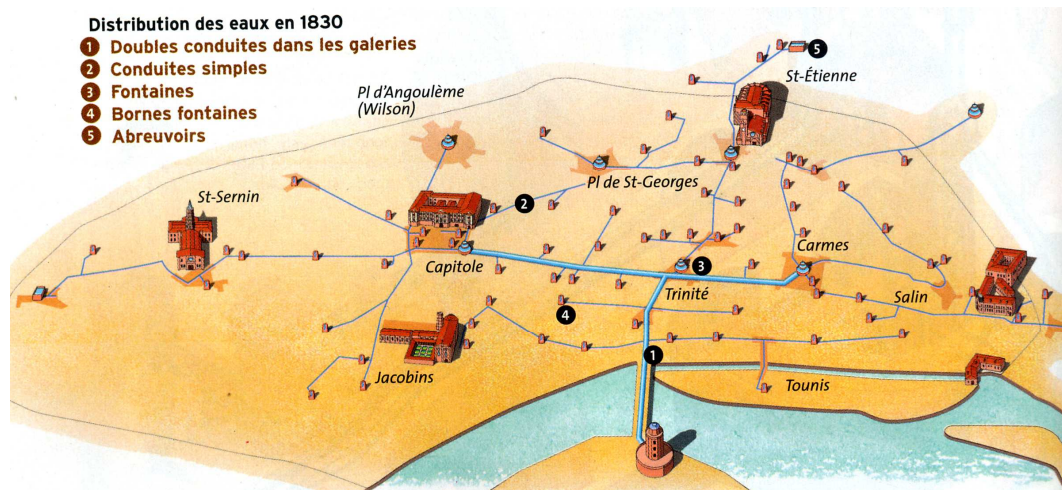
Le plan d'adduction d'eau adopté par Toulouse dans les années 1820 est sans conteste le meilleur exemple de ce souci hygiéniste de mise en circulation. D'ambitieux travaux débutent en 1823, comprenant la construction d'un château d'eau, sur la rive gauche de la Garonne près de la prairie des Filtres dont le nom même indique ses vertus, et d'un réseau de canalisations distribuant celle-ci dans la ville. « Réalisés en fonte, les tuyaux permettent l'alimentation des quinze fontaines et soixante-quinze bornes-fontaines, réparties dans la ville ». « L'enthousiasme des citoyens pour ces petits monuments utilitaires encourage la mairie à installer de véritables fontaines là où ne s'élevaient que des bornes-fontaines de pierre grise », « grâce à des pétitions, et par leur participation financière, les habitants des places Rouaix et Salengro dotent respectivement, leurs places de fontaines, en 1828 et 1852 » (IFA 1985 : 190-195). Ainsi, *La conquête de l'eau*, décrite par Jean-Pierre Goubert (1986), fait de Toulouse « l'une des premières grandes cités françaises à bénéficier d'une amenée et d'une distribution d'eau modernes », « cela grâce au legs de Laganne, son ancien capitoul, décédé en 1789 » ; « elle en profita pour se doter des derniers perfectionnements techniques » : une machine hydraulique située dans le château d'eau, « combinaison de pompes aspirantes et refoulantes ». « Devançant la plupart des autres cités de son importance, Toulouse ne se contente pas d'une distribution publique. Elle envisage immédiatement la mise en place d'un réseau de distribution aux particuliers », « elle fonde alors un service technique composé d'un ingénieur et de deux fontainiers à partir de 1829 » ; « cette situation enviable

⁴⁹⁴ « L'odorat informe pleinement sur ce grand rêve de désinfection et sur les intolérances nouvelles ; il dit, mieux que les autres sens, (...) la sacralisation de la femme, la symbolique du végétal ; il autorise une nouvelle lecture de ces grands événements de l'histoire contemporaine que sont l'ascension du narcissisme, le repliement sur l'espace privé, la destruction du confort sauvage, l'intolérance de la promiscuité » écrit Corbin en conclusion du *Miasme et de la jonquille* (1986 : 340-341). Voir aussi, pour compléter ce dossier, l'étude de Roger-Henri Guerrand sur *Les lieux. Histoire des commodités* (1985, La Découverte), ainsi que les travaux de Georges Vigarello, en particulier *Le propre et le sale* (1985), sans oublier la fondamentale étude anthropologique de Mary Douglas, *De la souillure* (1981, Maspéro).

qui procure théoriquement aux Toulousains 80 litres d'eau par habitant et par jour dès 1829 ne dure pas (...), face à un essor démographique important, les ressources, elles, n'augmentent pas » (Goubert 1986 : 211-212). Une course poursuite va alors s'engager entre besoins et infrastructures.



La machinerie complexe du château d'eau (Foucaud 2000 : 85).



Le réseau⁴⁹⁵ d'eau dans l'espace urbain (Capitole info).

Deux nouvelles vagues de mesures, vers 1880 puis vers 1930, vont être nécessaires pour approvisionner la ville⁴⁹⁶, dont la population ne cesse d'augmenter, en eau potable pour chacun. L'usage privé de l'eau annonce sa future privatisation, de don du ciel, l'eau va devenir produit, source de profit, une nouvelle « image du monde » (Goubert 1986 : 269-271). Cette évolution n'est pas sans analogies avec la façon dont la romanisation a modifié la conception et l'usage de l'eau, la transformant d'objet de culte chez les Tectosages en un produit de consommation courante, permise par les aqueducs, dans les thermes romains. Ces derniers exercent d'ailleurs une indéniable fascination sur certains architectes des bâtiments de l'époque : celui des thermes de Luchon évidemment, mais aussi l'asile construit par Esquié (Foucaud 2000 : 66). Rome continue, au XIX^e siècle, d'être la référence quant à la qualité de son eau, et Stendhal, pourtant très dur envers la ville rose qui a une tenace réputation de saleté, écrit ainsi que « l'eau de Toulouse non seulement a la beauté suprême de l'eau que l'on boit à Rome, elle en a aussi la légère et agréable odeur » (Goubert 1986 : 213). Les premiers réseaux romains fournissent un référent à la constitution des réseaux urbains de la modernité⁴⁹⁷, mais entretemps, des recherches scientifiques ont contribué à renouveler en profondeur l'idée des relations entre centre et périphérie : les découvertes d'Harvey à propos de la circulation sanguine.

⁴⁹⁵ On passe ainsi d'une conception en ligne à une conception en réseau, comme le montre, à la suite de Goubert, Gabriel Dupuy dans *L'urbanisme des réseaux* (Armand Colin, 1991 : 39).

⁴⁹⁶ En revanche le réseau d'égouts laisse à désirer, et va rester longtemps quasi inexistant.

⁴⁹⁷ L'analogie entre la romanisation et cette première moitié du XIX^e siècle peut également être explorée en ce qui concerne l'architecture générique décrite plus haut.

Ces découvertes, présentées par Harvey en 1628 dans *De motu cordis*, mettent en évidence le rôle du cœur comme pompe faisant circuler le sang. Richard Sennett, dans le chapitre « Les corps en mouvement. La révolution d'Harvey » de *La chair et la pierre* (2002) montre bien l'impact du nouveau paradigme de l'échange exposé par Harvey sur des économistes comme Adam Smith ou sur les urbanistes du XVIII^e siècle, dont les projets trouvent leur aboutissement au siècle suivant. Ainsi, « les urbanistes des Lumières voudraient que la ville, dans sa conception même, fonctionne comme un corps sain, à la peau nette, circulant librement » ; « les rues ne sont plus conçues dans l'optique d'une cérémonie se dirigeant vers un objet, comme à l'époque baroque ; au contraire, le mouvement devient lui-même une fin en soi » ; « une cité aux artères et aux veines où l'écoulement est fluide, où les gens circulent comme des globules ». Avec la découverte d'Harvey, la centralité du cœur s'amenuise : s'il affirme que celui-ci est « le point de départ de la vie, il estime que le sang est la vie même » (Sennett 2002 : 191-196). Cela marque une étape vers la conception polycentrique de la ville⁴⁹⁸. Cependant, des obstacles à une circulation sans entraves demeurent. La destruction des remparts, décidée en 1808, ne débute qu'en 1826 ; et l'influence prégnante de l'octroi les remplace à certains égards. Le rôle de cette barrière, sur lequel insiste Pinol (2003, 2 : 16), a des effets territoriaux complexes, favorisant lui aussi à sa manière l'éclatement urbain par la formation de faubourgs⁴⁹⁹. L'octroi participe globalement à reconduire la hiérarchie socio-spatiale existante, car c'est un « impôt indirect, peu démocratique, très critiqué par les « républicains » » ; ce « bienheureux octroi » pour les finances locales, provisoirement aboli pendant la Révolution, n'est supprimé qu'en 1948 (Arlet 1994 : 35-37). Malgré tout, la prépondérance des fonctions circulatoires trouve d'autres voies par lesquelles s'exprimer.

En effet, le nombre de ponts augmente sensiblement pendant cette première phase de modernisation. La construction du pont Saint-Michel en 1844 est révélatrice de

⁴⁹⁸ Cette conception anime par exemple le plan de L'Enfant pour Washington (Sennett 2002 : 197).

⁴⁹⁹ Elle « accroissait sensiblement le prix des produits de consommation courante. Pour lui échapper, une partie de la population pauvre se fixa hors des barrières établies » ; « par la suite, le périmètre fut étendu », et « au-delà de chacune des barrières qui coupaient les routes se forma un petit faubourg isolé, séparé de l'agglomération principale par une bande de champs large de plusieurs centaines de mètres ». « La présence de ces noyaux détachés aussi bien sur le Calvignet où n'existait aucune muraille (...) montre bien que c'est la barrière fiscale et non le mur qui a provoqué ce phénomène » explique Coppolani (1963 : 259-260).

l'agrandissement de l'agglomération ainsi que de l'affaiblissement du monopole de son centre quant aux échanges urbains. « Jusqu'au début du XIX^e siècle, le Pont-Neuf avait suffi sans problèmes au trafic tant urbain qu'interurbain qui devait l'emprunter pour franchir la Garonne. Mais à partir de 1820 environ, la croissance de la population (...), et l'extension de la ville en surface firent désirer la possibilité de liaisons directes entre les quartiers périphériques qui se développaient » explique Coppolani, dans *Les ponts de Toulouse* (1992 : 40). Le pont de Blagnac, inauguré un mois après celui de Saint-Michel, illustre l'accroissement des relations de Toulouse avec l'extérieur (Coppolani 1992 : 49) ; accroissement également exemplifié par la multiplication des ponts sur les canaux, ceux-ci sont onze de plus de 1830 à 1914, et les ponts Matabiau et Guilhméry sont respectivement élargis vers 1830 et reconstruits en 1845 (Coppolani 1992 : 101). Dans le centre lui-même, le pont Saint-Pierre, décidé en 1836, est achevé en 1852, permettant le passage des animaux et une meilleure connexion entre les routes d'Auch d'une part, et d'Albi et de Montauban d'autre part (Coppolani 1992 : 51). Un rapport rédigé en 1843 au sujet de l'emplacement de ce pont a amené Urbain Vitry à émettre une idée promise à un grand avenir : faire le tour de la ville, « première idée d'une rocade entourant la totalité de la ville ancienne », prolongeant le parcours des boulevards ; cette idée a ensuite trouvé sa réalisation avec le quatrième pont sur la Garonne, le pont des Catalans dont le conseil municipal évoque la construction à la suite de la grande crue de 1875, emportant les ponts Saint-Michel et Saint-Pierre (Coppolani 1992 : 60). « Le cadre dans lequel la ville s'enfermait depuis la fin du Moyen Age apparaît désormais périmé. Les nouveaux ponts lancés sur la Garonne orientent vers le fleuve un plan qui lui avait été jusque-là quasiment indifférent. Une ville nouvelle s'annonce », montre Coppolani (1954 : 141) dans sa thèse.

L'extension de la surface bâtie, l'orientation nouvelle que lui confèrent les infrastructures récemment mises en place, ainsi que les projets et bâtiments nouveaux décrits au cours de ces dernières pages autorisent Jacques Arlet à affirmer, dans *La vie à Toulouse sous Louis-Philippe*, que la ville est alors « un grand chantier », et qu'elle « s'embellit avec continuité, efficacité et modestie » (Arlet 1994 : 140). Pourtant, Jean Coppolani est pour sa part plus mesuré, et écrit, dans *Toulouse, étude géographie urbaine*, que « dans l'espace de plus d'un demi

siècle qui sépare la Révolution de la construction des chemins de fer, il est visible que Toulouse tâtonne, à la recherche d'un destin et d'un équilibre »⁵⁰⁰ ; même si « grâce à son réseau de transport et aussi grâce à sa position et à la persistance de courants traditionnels de circulation dans une région qui évolue lentement », « sa fonction régionale se trouve ainsi consacrée et entretient sa croissance » (Coppolani 1954 : 141). Bien que cela ait incontestablement favorisé l'entrée en modernité de l'agglomération, et en ait représenté une étape importante, c'est toutefois un bilan assez mitigé pour une ville comprenant un si grand nombre d'habitants pour l'époque. Pourquoi une telle divergence d'appréciation entre Coppolani et Arlet ? La réponse est à chercher dans l'évolution économique, – « première moitié du XIX^e siècle si décevante » dans ce domaine, selon Coppolani (1954 : 141) –, d'une ville qui ne paraît pas avoir pris le tournant de la Révolution industrielle, et semble de ce fait en retard sur le mouvement général.

Toulouse, « industrielle sinon industrielle » (Arlet 1994 : 29)

La profonde transformation des structures productives qu'a connue l'économie occidentale n'aurait ainsi pas ou peu touché Toulouse et son environnement régional, restés au stade préindustriel et vivant de ses revenus accumulés dans la terre au cours des siècles d'Ancien Régime. Tel a été le point de vue des contemporains de cette époque. Les termes théoriques expliquant le moindre développement de la région ont ensuite été fixés par deux économistes de premier plan dans des articles publiés à la même période dans les *Annales du Midi* : François Crouzet en 1959, dans « Les origines du sous-développement économique du Sud-ouest » ; et André Armengaud en 1960, dans « A propos des origines du sous-développement industriel dans le Sud-ouest »⁵⁰¹. D'après Crouzet il n'est « peut-être pas téméraire d'avancer qu'au XVIII^e siècle, le Sud-ouest n'était pas sensiblement moins industrialisé que le reste de la France » (Crouzet 1959 : 72). Ainsi à Toulouse, Colbert avait contribué à la création par l'Etat des manufactures royales des poudres (1667) et des tabacs (1674), ces derniers étant cultivés dans le bassin de la Garonne. Toutefois, ces manufactures «

⁵⁰⁰ Le chapitre consacré à cette période dans la *Nouvelle histoire de Toulouse* est intitulé par Georges Fournier « Entre nostalgies et aspirations nouvelles » (Taillefer 2002 : 199-221).

⁵⁰¹ Voir la contribution d'Armengaud à l'ouvrage collectif dirigé par Crouzet, Gascon et Léon, *L'industrialisation en Europe au XIX^e siècle : cartographie et typologie* (Paris, CNRS 1972).

prenaient la succession d'établissements privés, – ce qui les fit même assez mal accueillir –, et elles n'employaient pas beaucoup de monde. Par ailleurs, Colbert encouragea les industries textiles. Sur son impulsion, capitouls et Parlement rendirent obligatoires la culture des muriers et l'élève des vers à soie. Dans l'île de Tounis furent installés des ouvriers venus de Tours, ville qui pratiquait la soierie » (Wolff 1974 : 310). Après un succès relatif de ces étoffes au cours du XVIII^e siècle, l'activité va décliner, mais cependant « la trentaine de manufactures textiles en activité à la veille de la Révolution emploient, sur place et dans les environs, 5 à 6 000 ouvriers » recense Taillefer, dans *Vivre à Toulouse sous l'Ancien Régime* (2000 : 210). La production de tabac, utilisant des feuilles en provenance d'horizons plus lointains et variés, continua quant à elle jusqu'après la seconde Guerre Mondiale, et « en 1807, il y avait à Toulouse sept manufactures de tabac employant au total 316 ouvriers et produisant 1 800 tonnes de tabac » (Wolff 1974 : 437) (Coppolani 1963 : 200). En dépit des investissements effectués par l'Etat et des essais infructueux d'industrialisation pendant la Révolution, au XIX^e siècle⁵⁰², Toulouse n'apparaît pas comme une ville industrielle. Que s'est-il donc passé au début de ce siècle pour que la ville et sa région ne s'engagent pas dans la mutation de ses structures productives ? Selon Crouzet et Armengaud, la raison déterminante réside dans la psychologie sociale, Armengaud allant jusqu'à écrire dans son article, portant plus spécifiquement sur le Toulousain, qu'on ne peut « pas dire que le Sud-ouest ait manqué sa Révolution industrielle, il ne l'a même pas tenté » (Armengaud 1960). La faute en revient aux élites locales et à leur mentalité, ce que nous avons déjà amplement décrit dans la partie précédente.

Reste à mieux saisir ce qui a motivé ces élites à adopter cette attitude économique face au changement. C'est ce que permet un autre article des *Annales du Midi*, publié il y a quelques années par Jean-Michel Minovez, et revenant sur ce débat à partir d'un exemple, « Les manufactures royales de draps fin du Midi toulousain et leurs entrepreneurs au XVIII^e siècle » (Minovez 2000). A l'instar de celles de Toulouse, « la création des manufactures de La Terrasse et d'Auterive représente une belle illustration du volontarisme d'Etat. Sans la politique colbertiste menée par la monarchie et les Etats de Languedoc, face à la carence de l'initiative privée, ces deux établissements n'auraient pas vu le jour. Toutefois, (...) il a fallu le génie

⁵⁰² Voir (Taillefer 2002 : 231).

de la famille Marcassus pour atteindre un niveau de perfection de la fabrication » (Minovez 2000 : 39). Cette famille se désengage cependant assez rapidement après avoir rencontré des difficultés. En fait, « le déclin avait commencé bien avant la Révolution » (Minovez 2000 : 37) ; « pas plus que les soubresauts de la conjoncture, les nouvelles théories d'économies politiques ne semble avoir eu d'impact sur les entrepreneurs des manufactures et ne peuvent être rendues responsables d'une évolution des mentalités qui auraient poussé les manufacturiers à abandonner l'industrie pour redéployer leurs capitaux (...). C'est pour se conformer au modèle social du propriétaire terrien, (...) que les marchands-fabricants entreprennent la constitution de domaines fonciers qui leur permettent en outre de bénéficier de la hausse de la rente foncière au XVIII^e siècle » ; « ce qui l'emporte, ce n'est pas tellement la victoire des idées de la physiocratie que le pragmatisme des propriétaires fonciers » poursuit Minovez (2000 : 32-33)⁵⁰³. La manufacture n'est en ce sens qu'un simple tremplin dans des parcours individuels d'ascension sociale.

Ces analyses de Minovez, peuvent être prolongées par celles développées dans son ouvrage, *L'impossible croissance en Midi toulousain? Origine d'un moindre développement (1661-1914)* (1997)⁵⁰⁴. Il y montre comment à côté de la manufacture textile gravite de nombreux ateliers artisanaux, offrant aux paysans du haut bassin de la Garonne, comme de ceux de l'ensemble de la province du Languedoc⁵⁰⁵, la possibilité de compléter leurs maigres revenus par une double activité. « Ainsi, la manufacture royale de la Terrasse qui possède l'entreprise drapière la plus concentrée de la région n'emploie que 150 personnes dans ses ateliers, les 2 600 restantes travaillant hors des bâtiments (...) et résident dans des communes voisines » (Minovez 1997 : 63). La production, lorsqu'elle ne dépend

⁵⁰³ « Préférant reporter leurs capitaux dans la rente foncière rémunératrice et sans grand danger, les marchands-fabricants par des placements sûrs peuvent espérer assurer la pérennité de la fortune constituée, protégeant le patrimoine familial des aléas de la conjoncture et des mutations des structures de l'aventure industrielle » (Minovez 2000 : 33). « Comme les laboureurs enrichis ont besoin de se défaire de la glaise qui colle à leurs sabots, les marchands-fabricants cherchent à dissimuler l'odeur du suint et la couleur bleue de leurs ongles » (Minovez 2000 : 33). (Pour plus de détails, voir aussi *L'impossible croissance en Midi toulousain?* (Minovez 1997), et l'article des *Annales du Midi* de G. Bernet, « Jean Giscard, marchand drapier toulousain » (1979).

⁵⁰⁴ A compléter également par *Société des villes, Société des champs en Midi toulousain sous l'Ancien Régime* (1997), du même auteur.

⁵⁰⁵ Minovez s'appuie sur la thèse de Dutil, *L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien Régime (1750-1789)* (Paris, 1911), pour généraliser le cas étudié à l'ensemble de la province (Minovez 1997 : 62).

pas de la manufacture d'Etat, est contrôlée par des marchands-fabricants qui acheminent les étoffes depuis les petites villes de la région jusqu'aux plus grands centres, et en particulier à Toulouse et à ses foires. Cette ramification va ensuite se trouver majoritairement absorbée par la famille Marcassus⁵⁰⁶, dont nous venons d'esquisser le parcours, celle-ci entraînant avec elle une partie de ce monde du travail à domicile. Les recherches de Minovez sur l'activité industrielle régionale s'inscrivent avec originalité dans le cadre de la problématique de la « proto-industrialisation ». Ce concept, popularisé par Mendels en 1972 dans un article pionnier du *Journal of Economic History*⁵⁰⁷, permet de rendre compte d'une phase précédant l'industrialisation proprement dite, suscitant des conditions favorables à cette dernière, en articulant de façon complexe villes et campagnes, comme le résume Patrick Verley dans son analyse des « acteurs et facteurs » de *La Révolution industrielle* (1997 : 406-418)⁵⁰⁸. L'étape dans le processus d'industrialisation que constitue la proto-industrie n'est pas sans présenter des homologues avec la structure de la ville préindustrielle, où la concentration des activités productives est faible, et où le travail à domicile joue un grand rôle, du fait du coût relativement peu important des technologies utilisées.

L'homologie trouve sa raison d'être dans le mouvement qui a orienté ces activités vers les campagnes : la main d'œuvre bon marché fait de ce jeu de balancier une forme de délocalisation de proximité⁵⁰⁹. Aussi, la flexibilité qu'autorise ce mode de production dispersée implique qu'il ne soit pas toujours aisément discernable, et qu'au fond il soit difficile de le qualifier d'urbain ou de rural. « La préindustrie, malgré son originalité, n'est pas un secteur aux frontières nettes. Avant le XVIII^e siècle, elle se dégage encore mal de la vie agricole omniprésente qui la côtoie et parfois la submerge » ; et « c'est la pauvreté qui souvent mène la préindustrie par

⁵⁰⁶ Par cette absorption et « après la fermeture en 1713 de l'entreprise établie à l'hôpital de Toulouse (...), on peut considérer que Marcassus exerce dans le Midi toulousain un véritable monopole de la production drapière fine destinée à l'exportation » (Minovez 1997 : 128).

⁵⁰⁷ « Le vocable fut lancé en 1969 par Franklin Mendels dans une thèse sur la Flandre au XVIII^e siècle » selon Jean-Pierre Rioux (1989 : 26).

⁵⁰⁸ La proto industrie serait un « mode de production de la transition dont l'évidence ruinerait maintes spéculations antérieures sur le 'take-off' ou la révolution industrielle elle-même » ; « on a constaté que la proto-industrialisation n'avait eu ses chances qu'en des régions où avait pu s'établir une délicate et instable symbiose entre une agriculture déjà spécialisée, un artisanat urbain et rural sollicités par des « marchands-fabricants » et une capacité d'accès à des marchés étrangers à la région » indique, quant à lui, Rioux dans sa synthèse sur *La révolution industrielle* (1989 : 26-27).

⁵⁰⁹ Voir sur ce point les remarques stimulantes de Maunier, dans *L'origine et la fonction économique des villes*.

la main » explique Braudel (1979, 2 : 265, 267). Si elle n'est pas comparable à celles de Castres, Carcassonne ou Nîmes, la fabrication de textile n'est pas absente de Toulouse, et la relative pauvreté de la ville lui a probablement conféré un avantage comparatif lui permettant d'attirer ou de maintenir une production de ce type, bien qu'assez peu nombreuse et concurrencée par celle du Nord de la France. « En 1764, des Lyonnais, Liotard père et fils, fondèrent à Toulouse une fabrique d'étoffes de soie pour meubles », et divers tissus ; « en 1788, ils occupaient 260 ouvriers, avec 45 métiers, et vendaient leurs produits jusqu'à Paris, La Rochelle, Bordeaux et Bayonne » (Wolff 1974 : 355-357). A l'époque c'est le label de manufacture royale qui donnait le droit de faire circuler les étoffes dans tout le royaume sans payer de taxes, mais à côté de ces fabriques existent de nombreux artisans. Après la Révolution française, ce monde des artisans continue à subsister dans des domaines variés⁵¹⁰. En 1847, « plus de mille entreprises se partagent les quatre mille six cent cinquante-sept salariés du bâtiment ou les deux mille quatre cent soixante de l'habillement. La persistance des compagnonnages, et jusque sous la Seconde République du vocabulaire des corporations, est typique de ce milieu plus proche de l'artisanat que de la classe ouvrière » décrit Fournier (Taillefer 2002 : 202), confirmant les vues de Braudel, selon lequel « il n'y a pas de passage naturel et logique de la manufacture à la fabrique » (Braudel 1979, 2 : 263). L'une et l'autre constituent des voies parallèles qui peuvent se croiser, en empruntant les détours, ou les raccourcis, de la proto-industrialisation.

En effet, « la manufacture possède toujours, outre ses ouvriers rassemblés, des ouvriers dispersés dans la ville où elle se trouve, ou dans la campagne proche, tous travaillant à domicile » ; et « on pourrait penser que la manufacture provigne ainsi du dedans vers le dehors, au fur et à mesure qu'elle grossit. Mais c'est plutôt l'inverse qui serait vrai, si l'on pense à la genèse même de la manufacture. Elle est souvent, en ville, l'aboutissement de réseaux de travail à domicile, le lieu où, en dernière instance, s'achève le processus de production » (Braudel 1979, 2 : 288). « Le travail à domicile aboutit ainsi à des réseaux d'ateliers corporatifs ou familiaux, liés entre eux par l'organisation marchande qui les anime et les domine. Un historien écrivait justement : « la dispersion n'était au fond qu'une apparence ;

⁵¹⁰ Ce sont les industries alimentaires qui concernent le plus d'ouvriers toulousains : « six mille cinq cents, pour plus de deux mille entreprises, les plus importantes étant les moulins du Bazacle et du Château » (Taillefer 2002 : 202).

tout se passait comme si les métiers à domicile avaient été pris dans une invisible toile d'araignée financière dont les fils auraient été tenus par quelques négociants » (Braudel 1979, 2 : 278)⁵¹¹. Se profile à travers ce système productif, archaïque par bien des aspects, des traits d'une étonnante modernité. Comme le montre Verley, « le recours à la proto-industrie limitait les problèmes sociaux de l'industrialisation » (Verley 1997 : 417) ; car « utiliser le travail à domicile, c'est avoir la liberté d'ajuster la production à une demande très variable sans réduire au chômage les ouvriers qualifiés de la manufacture. Cette demande varie-t-elle, il suffit de donner un peu plus ou un peu moins de travail à l'extérieur. Mais, de toute évidence, il faut aussi que les profits d'une manufacture soit assez réduits, son avenir relativement incertain, pour qu'elle ne se suffise pas à elle-même et préfère plonger à demi dans le *verlagsystem*. Non par goût, sans doute, mais par nécessité – pour tout dire, par faiblesse » (Braudel 1979, 2 : 290)⁵¹². Il est toutefois difficile de trancher aussi nettement que ne le fait Braudel la question de savoir si la proto-industrialisation est un symptôme d'impuissance ou une preuve d'adaptabilité accrue.

L'ambivalence de ce type de système productif, la difficulté à le caractériser de rural ou d'urbain, font de la proto-industrie un caméléon théorique. Selon l'historien Pierre Jeannin, il s'agit « « Janus à deux faces » dont la logique « a pour effet soit d'enclencher un processus de paupérisation, de non-croissance, soit de préparer la percée du nouveau système porteur de la croissance » », rapporte Jean-Pierre Rioux dans *La révolution industrielle* (1989 : 28). Aussi ce dernier préconise une certaine prudence : « ce ne fut ni une étape obligatoire ni un archaïsme condamné ; pas davantage la preuve qu'aurait pu surgir une « alternative » historique à la production de masse. On se gardera donc de majorer ou péjorer rétrospectivement la proto-industrialisation » (Rioux 1989 : 29). Il n'empêche, sans céder aux tentations de toute explication téléologique ou *a posteriori*, l'esprit de la sous-traitance qui l'anime ne peut manquer de faire penser à certains des systèmes productifs estimés aujourd'hui, après la crise du modèle fordiste, comme les plus dynamiques. A titre de comparaison, il suffit de

⁵¹¹ Braudel cite François Dornic et son étude sur *L'industrie textile dans le Maine* (1955 : 307).

⁵¹² Le « *verlagsystem* » est le terme allemand pour désigner ce type de système productif, parfois également appelé en anglais le « *domestic system* » ou « *putting out system* ».

songer par exemple à la « Troisième Italie », avec ses petites entreprises⁵¹³, modèle décrit par Giacomo Becattini à la fin des années 1970, ou à celui de « spécialisation flexible » introduit par Michael Piore et Charles Sabel en 1984, modèles présentés notamment par Carlo Trigilia dans son ouvrage de *Sociologie économique* (2002 : 185-190)⁵¹⁴. La proto-industrie n'est pas sans rappeler non plus, *mutatis mutandis* et toutes proportions gardées, la complexe architecture industrielle d'Airbus, externalisant une partie de sa production chez une myriade d'entreprises sous-traitantes. Ces comparaisons sont instructives quant à l'ambivalence de la proto-industrialisation, elles permettent de laisser ouverte la question de sa faiblesse, ou au contraire, de sa capacité à se montrer réactive, voire innovante. Le cas toulousain présente dans ce débat un grand intérêt. En effet, « Toulouse a conservé et développé un artisanat d'une grande qualité et d'une extraordinaire variété. On faisait de tout à Toulouse, des carrosses aux buffets d'orgue, et il me plaît de croire que ce sont les arrières-petits-fils de ces carrossiers qui ont construit les Latécoères et les Airbus avec le même souci de perfection » écrit Arlet, dans *La vie à Toulouse sous Louis-Philippe* (1994 : 267)⁵¹⁵. Une telle continuité est somme toute assez improbable, mais elle donne à penser sur les voies multiples que peut suivre une économie urbaine.

Il n'y a pas lieu pour autant de pousser trop loin la comparaison entre la proto-industrie et les formes les plus récentes d'industrialisations. Le contexte économique du XIX^e siècle comporte certaines spécificités qui le différencient du contexte actuel. Ainsi Paul Bairoch montre, dans *Victoires et déboires* (1997), à quel point ce type du système productif est la conséquence d'un protectionnisme de fait, résultant des « avantages des coûts de transport élevés pour la première phase de la révolution industrielle » : ceux-ci « favorisaient l'éclosion d'entreprises petites et disséminées à travers le pays au moment où les possibilités techniques et financières ne donnaient pas d'avantages à une concentration » (Bairoch 1997, 1 : 356). C'est la raison pour laquelle « il y a une double erreur à

⁵¹³ Au XIX^e siècle, les villes italiennes comme Bologne ou plus encore Milan sont d'ailleurs caractérisées par un important développement de ces activités proto-industrielles, qui représentent plus de la moitié des emplois (Pinol 2003, 2 : 68-69).

⁵¹⁴ Nous reviendrons sur cette thématique dans le chapitre prochain.

⁵¹⁵ « Ce n'est pas par hasard que les fabriques de carrosserie y prospèrent : avec un trafic journalier d'une soixantaine de diligences et d'importants charrois, on estime à mille huit cents le nombre de chevaux attelés chaque jour » rappelle Fournier (Taillefer 2002 : 202).

se préoccuper uniquement des secteurs de pointe de la Révolution industrielle (Rostow 1960). En effet, les industries moins spectaculaires, celles qui approvisionnaient directement les consommateurs en nourritures, en vêtements et en logements, étaient alors, et étaient destinées à le rester, plus importantes que le groupe des anciennes ou des nouvelles industries » remarquent Lees et Hohenberg (1992 : 255). En outre, l'impression d'une forte croissance au XIX^e siècle est quelque peu battu en brèche par Bairoch, dans *Mythes et paradoxes de l'histoire économique* (1999), qui loin de nier « ce tournant fondamental de l'histoire », rappelle que si les 0,9 à 1 % de croissance représentent « un formidable bond en avant » en comparaison des 0,1 à 0,2 % pour la période de 1500 à 1800, « les économistes des années soixante ou quatre-vingt considèrent pourtant comme faible un taux atteignant 2,5 % » ; ce mythe tient en partie au fait que « les premiers stades de la croissance économique ont été décrits par des superlatifs : « révolution industrielle », « décollage », « Prométhée délivré » (Bairoch 1999 : 197)⁵¹⁶. L'industrialisation du XIX^e siècle, que ce soit sous la forme de l'usine ou sous celle des ateliers dispersés, demande donc à être relativisée.

Le cas toulousain ne déroge pas à cette relativisation. Et d'ailleurs, « à toutes les époques de son histoire, Toulouse a eu des industries, ou du moins des activités productrices secondaires, et les créations d'industries n'y ont pas été moins nombreuses qu'ailleurs. C'est que des circonstances favorables à l'industrie y ont toujours existé » : carrefour routier, puis ferroviaire, besoins propres de la ville dont la population est importante, et surtout l'immigration, « facteur décisif » selon Coppolani (1963 : 175-176). Les immigrés représentent un réservoir de main d'œuvre, pas toujours peu qualifiée, et que la précarité de leur situation n'amène en général pas à développer un esprit trop revendicatif. Mais ils sont en outre à l'origine de nombreuses initiatives industrielles : « au XVI^e siècle, la papeterie fut introduite par des Angoumoisins, la soierie par des Italiens ; au XVIII^e siècle, les manufactures de coton ou de soie sont l'œuvre d'hommes originaires de Lavour, Castres, Carcassonne ou Nîmes » ; « la céramique fut

⁵¹⁶ « L'expression de « révolution industrielle » semble être apparue pour la première fois sous la plume d'Arnold Toynbee (...), en 1884, dans un article intitulé *Lectures on the Industrial Revolution in England*. Le terme de « décollage » fut forgé par Rostow en 1960, dans son livre *Les étapes de la croissance économique (...)* et *Prométhée délivré* est le titre original de l'ouvrage de David Landes paru en 1964 et traduit sous le titre *L'Europe technicienne : révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours* » (Bairoch 1999 : 197).

apportée en 1796 par deux Provençaux (...), la métallurgie du XIX^e siècle par deux Ariégeois (...), et un allemand (...), auxquels succéda un homme du Massif central » ; « dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la chaussure fut introduite par des Béarnais, la bonneterie par un Basque (...) et un Catalan (...), la fabrication du papier à cigarettes par un Angoumoisain (...), la brulerie des cafés par un Lorrain », recense ainsi Coppolani (1963 : 176). Pour mettre en œuvre ces initiatives, Toulouse ne dispose pas de charbon, principale source d'énergie au XIX^e siècle. Cependant, celui-ci n'est pas l'unique potentiel énergétique, et Toulouse bénéficie d'une source d'énergie dont elle sait depuis longtemps tirer profit par ses moulins⁵¹⁷ : l'énergie hydraulique, dont Denis Woronoff a bien montré comment elle est « la chance de l'industrie française » (Woronoff 1997 : 30-31). Révélatrice de ce rôle moteur du fleuve, « la grande inondation du 23-24 juin 1875 détruisit, endommagea ou paralysa 70 usines ou ateliers occupant environ 4 000 ouvriers » (Coppolani 1963 : 177). Avec le canal, la Garonne est un facteur de dispersion des activités industrielles, dispersion qui, répondant à celle de l'habitat, n'est toutefois pas totale⁵¹⁸.

Les voies d'eau, comme source d'énergie et comme moyen de communication, invitent à décrire le tissu industriel toulousain à travers la métaphore de la capillarité. Cela à double titre car, outre la dissémination, la production proto industrielle est également capable de se montrer dynamique et réactive face un marché de plus en plus sensible à des modes toujours plus éphémères, en particulier dans le domaine de l'habillement. Spécialiste de cette période et de ce thème, Jean-Marc Olivier insiste sur cette dimension dans la *Nouvelle Histoire de Toulouse* (2002). Ce faisant, il contribue à renouveler en profondeur la perception que la plupart des historiens, – à la différence de l'urbaniste et géographe Jean Coppolani, évaluant les industries locales avec davantage de justesse –, avaient pu

⁵¹⁷ Ceux-ci ont d'ailleurs constitué l'un des facteurs décisifs de *La révolution industrielle du Moyen Age*, mise en évidence par Gimpel ; et ils sont à l'origine de la société anonyme décrite plus haut.

⁵¹⁸ « Le territoire non citadin de Toulouse n'était pas le lieu le plus propice au développement du travail domestique à façon. Les règlements corporatifs y restaient valides, alors que l'attraction des quartiers de la cité ne pouvait manquer de s'exercer » indique Hanne (2003 : 538). Sur le regroupement en petits « noyaux de développement », en particulier les ports du canal, voir (Coppolani 1963 : 260).

avoir de l'économie toulousaine du milieu du XIX^e siècle⁵¹⁹. Du « monde de la boutique émergent quelques capitaines d'industrie plus entreprenants, qui organisent la production sur une échelle nouvelle en profitant de la liberté d'entreprendre » ; ceux-ci « réalisent d'importants gains de productivité en divisant la confection du produit en différentes étapes simples. Ils réduisent aussi leurs couts de production en employant des femmes, des enfants et des petits paysans qui acceptent des salaires très modestes »⁵²⁰ ; « ce système se révèle très efficace pour la réalisation d'objets légers, facilement transportables, et demandant une grande valeur ajoutée manuelle afin d'échapper à la concurrence des grandes usines mécanisées », explique Olivier (Taillefer 2002 : 226-227). Ainsi, prospèrent à Toulouse des secteurs comme la chapellerie, qui compte alors quinze fabriques de chapeaux de feutres occupant 1 122 ouvriers et vendant « dans tout le Midi, aux colonies et en Espagne » (Coppolani 1954 : 207), la chaussure⁵²¹, ou encore la fabrication de chemises. « En 1859 fut fondée la chemiserie Manuel, industrie qui vendait directement sa production au détail à Toulouse, à Paris et même à New-York », mentionne Coppolani (1963 : 202). Cette production prend le relais du traditionnel commerce des draps, qui décline au cours du XIX^e siècle.

Il faudra longtemps avant que ce système productif disparaisse de l'économie urbaine toulousaine, montrant par là son adaptabilité aux nouvelles conditions du marché. Jean-Marc Olivier poursuit sa réflexion dans un article consacré à « L'industrie dispersée dans la ville : le cas toulousain au fil du XIX^e siècle » (2006). Il y souligne comment une « explosion de la production sans commune mesure avec l'accroissement de la population locale » est permise par une « féminisation » de la main d'œuvre à domicile grâce à la machine à coudre (Olivier 2006). Sa diffusion « dans les années 1850-1860 prouve à nouveau que mécanisation et artisanat ne sont pas incompatibles » affirme Denis

⁵¹⁹ Pourtant, la thèse de droit d'Espinasse, intitulée *L'ouvrière à l'aiguille à Toulouse, étude d'économie sociale*, et publiée en 1906 (Privat), contenait de précieuses indications, en mesure d'aiguiller justement ces historiens sur l'importance de ce secteur et de ses modes de production. Arlet en donne quelques éléments (Arlet 1999 : 279-280). Voir, en outre, l'article de Jean Bastié, « L'industrie de la confection à Toulouse », dans la *Revue de géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest* (1954). Il y aurait eu à cette époque environ 800 usines et 15 000 ouvriers, soit 40 % de la population active, selon Arlet (1996 : 123).

⁵²⁰ Se reporter également à la description qu'en donne Coppolani (1963 : 204), à la suite d'Espinasse qui déplorait ces conditions de travail miséreuses qu'il souhaitait améliorer.

⁵²¹ Employant 7 000 ouvriers et supplantant en partie l'industrie du chapeau (Arlet 1999 : 281).

Woronoff, dans son article sur la « Naissance de l'industrie », qui rappelle à cette occasion que « la proto-industrie n'est pas forcément synonyme de stagnation technique » (Woronoff 1997 : 35-36). Cette organisation est adoptée dans les métiers du luxe, « et plus généralement dans tous ceux qui requièrent un savoir-faire très spécifique » (Woronoff 1997 : 35). Ainsi en va-t-il par exemple de l'ameublement, qui à Toulouse connaît une belle réussite à cette époque. « La copie d'ancien, mise à la mode depuis le Second Empire, s'affirme comme une spécialité toulousaine. Les meubles s'écoulaient jusqu'à Paris, Londres et Vienne, en plus du marché espagnol »⁵²², précise Olivier (Taillefer 2002 : 229). En définitive, ce dernier montre donc bien comment, « stimulées par l'essor de la consommation sous le Second Empire, les industries dispersées de la carrosserie, de la chapellerie, des chaussures, des meubles et de la confection tournent résolument le dos aux méthodes artisanales sans entrer dans l'ère de l'usine. L'atelier et le travail à domicile perdurent en se renouvelant. Fondée sur une division du travail de plus en plus poussée, une mécanisation légère et une réactivité très forte à la demande, ce système de production éclatée fabrique rapidement et à faible coût des objets très variés pour des marchés de plus en plus éloignés ». « Ainsi, le territoire paisible d'une capitale provinciale peut cacher derrière ses boutiques aux façades immuables, une petite révolution dans l'organisation de la production. Bénéficiant des acquis de 1789, le monde de l'artisanat toulousain se mue en véritable vivier de petits entrepreneurs tentant leur chance tout au long du XIX^e siècle » (Olivier 2006). Sans doute Jean-Marc Olivier se montre un peu trop enthousiaste, mais ses recherches ont le mérite de faire contrepoids de façon justifiée à l'image négative dont Toulouse était affublée.

Cependant, la structure économique toulousaine décrite ci-dessus est loin de faire exception au processus d'industrialisation qui caractérise majoritairement l'économie française du XIX^e siècle. Olivier reconnaît lui-même que « Toulouse s'inscrit dans la tradition française des productions à forte valeur ajoutée manuelle, qui se passent du développement d'un système usinier et bancaire : l'activité de la succursale de la Banque de France reste modeste. Mais ce constat n'est pas celui d'un échec de la révolution industrielle, dû à une absence totale

⁵²² Il est possible de noter une fois encore le succès de Toulouse dans « les délices de l'imitation ». Sur cette industrie du meuble, voir aussi (Arlet 1999 : 282-285).

d'esprit d'entreprise » (Taillefer 2002 : 234)⁵²³. En fait, le terme de « révolution industrielle » est relativement impropre à qualifier l'évolution économique nationale. En effet, « l'industrie française trouve une voie originale. Elle s'adosse à un énorme et passif marché rural, tardivement irrigué par la circulation moderne, mais qui ne connaît pas de brutales variations » ; « pour reprendre le mot d'E. Le Roy Ladurie, il y aurait eu en France « amorçage de la croissance sans bouleversement technologique », par utilisation habile, mais empirique des possibilités anciennes » explique Rioux (1989 : 113, 44). Toulouse illustre parfaitement ce démarrage progressif et continu, qui, en l'absence de véritable « *take off* », ne correspond pas à la description que donne Rostow des *Etapas de la croissance économique* (1963)⁵²⁴. Ce sont les villes qui « auraient constitué des pôles de croissance et de soutien pour l'agriculture », plutôt que l'inverse, contrairement à l'argumentation rostowienne (Rioux 1989 : 43)⁵²⁵. Plus tard, vers la fin du XIX^e siècle, « les industries d'équipement deviennent enfin motrices, le pays est entré alors dans l'ère industrielle, très vraisemblablement parce que les rapports ville-campagne ont changé. Les marchés urbains, foyers de consommation, gonflés par l'exode rural, commandent la croissance » ; « le rôle positif de l'Etat, si orgueilleusement souligné sous le second Empire, aurait été faible ; la taille des firmes, jugées trop petites face aux entreprises anglaises, n'intervient guère ; le chemin de fer aurait surtout permis de maîtriser le marché rural, aurait eu un rôle commercial et financier, plus qu'industriel » (Rioux 1989 : 115)⁵²⁶. Cette description convient bien au cas toulousain, celui-ci n'étant pas attardé, se situant finalement dans la lignée de l'évolution nationale prise globalement ; mais il nous reste maintenant à évaluer l'impact de la mise en place du réseau ferré sur Toulouse, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

⁵²³ « Sur les marchés internationaux, ces produits haut de gamme sont la meilleure chance de l'industrie française » ; ne pouvant lutter contre la concurrence britannique pour ce qui est du textile ordinaire, « elle a su transformer une contrainte en atout », précise Woronoff (1997 : 38-39). Cette dernière formule s'applique à merveille pour décrire l'évolution de l'économie toulousaine.

⁵²⁴ Le célèbre texte de Rostow, paru en 1960 à Cambridge, a été traduit en français trois ans plus tard. Pour une présentation synthétique de son contenu, se reporter à (Verley 1997 : 447-452).

⁵²⁵ Selon Denis Richet, « là, dans les pores de la société traditionnelle, croissent les activités du travail et du grand trafic...Là, les acquisitions sont définitives. La ville irrigue peu à peu la campagne, et c'est dans ses murs qu'il faut chercher les secrets de cette « accumulation primitive » que Marx croyait rencontrer dans l'expropriation des cultivateurs » (Rioux 1989 : 43).

⁵²⁶ Jean-Pierre Rioux reprend la chronologie et les conclusions proposées par Maurice Lévy-Leboyer dans « La croissance économique en France au XIX^e siècle » (*AESC*, juillet-août 1968 : 788-807).

Transports, communications et transformations urbaines

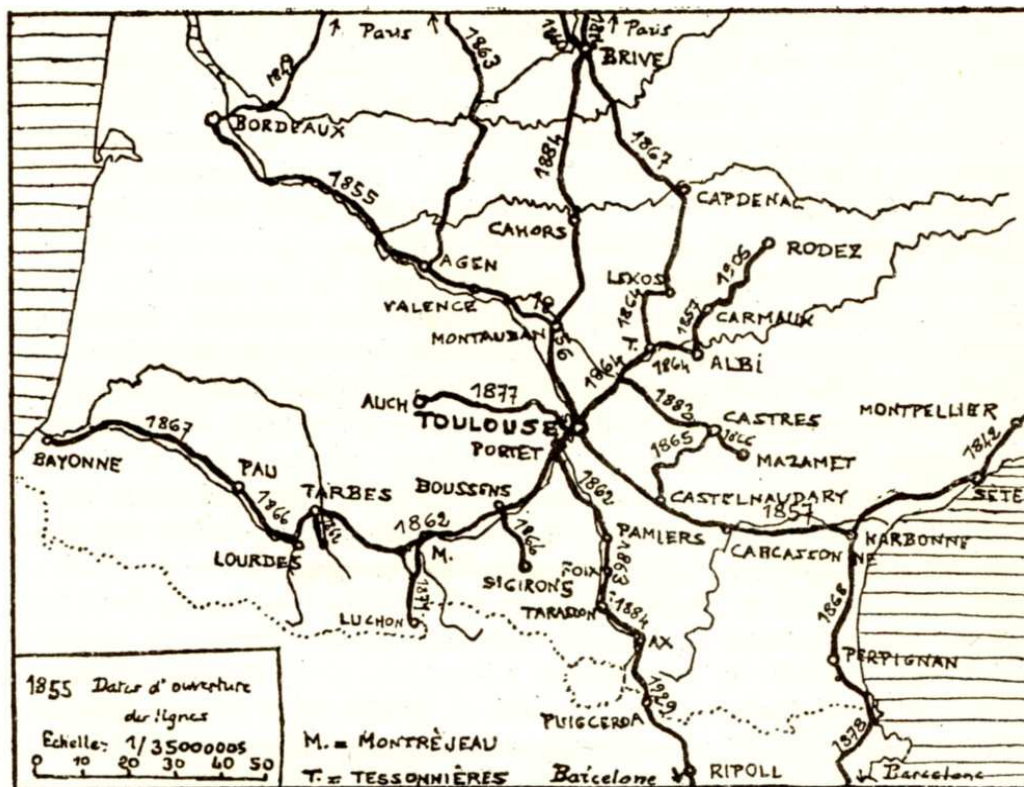
Malgré l'amélioration des routes aux XVIII^e et XIX^e siècles, et le rôle accru du canal dans le transport des marchandises, Toulouse était jugée par ses contemporains comme mal desservies par les transports. Ce jugement n'est pas infondé puisqu'au milieu du XIX^e siècle il ne faut pas moins de cinquante-cinq heures pour se rendre à Paris, vingt-sept pour Marseille, dix-huit pour Bordeaux, et, « pour couvrir la distance Toulouse-Castres (75 kilomètres), huit heures étaient nécessaires en été, dix en hiver ». Aussi, « en 1836, la municipalité réclame la construction d'une voie ferrée de Toulouse à Bordeaux, la loi de 1842, en prévoit la construction, mais la crise économique de 1846 entraîne l'ajournement des travaux. Ceux-ci sont enfin entrepris, sous l'impulsion des frères Pereire en 1853. La ligne atteint Toulouse le 16 octobre 1856, elle est inaugurée en grande pompe. Le 22 avril 1857 fut réalisée la liaison Bordeaux-Sète. Deux trains, conduits chacun par un des frères Pereire (...) se croisèrent à Toulouse » relate Godechot (Wolff 1974 : 456-457). Appuyés par une aide de quarante millions de francs versés par l'Etat, « les Pereire, originaires de Bordeaux, proches des milieux saint-simoniens et fondateurs du crédit mobilier en 1852, appliquent ici leur vision du développement économique et social » (Taillefer 2002 : 237). Idéalistes⁵²⁷, ils n'en sont pas moins intéressés ; concessionnaires des canaux qu'ils s'étaient fait attribuer, ils les défavorisèrent systématiquement par une politique tarifaire qui finit par économiquement les couler (Wolff 1974 : 457). L'arrivée du chemin de fer marque également celle d'un capitalisme de niveau national, favorisant certaines familles, comme les Pereire. En effet, « la construction des réseaux fut rapide parce que les groupes financiers se jetèrent sur les chemins de fer pendant la phase où ils rapportèrent beaucoup d'argent » explique Verley (1997 : 440). Un jeu complexe s'établit entre des intérêts particuliers capitalistes et celui de l'Etat, jeu sur lequel il faudra revenir à propos des transformations urbaines que constitue l'haussmannisation. Il faut souligner dès à présent comment des acteurs comme les frères Pereire sont présents sur tous les tableaux de ces transformations polymorphes, notamment à Marseille, comme le rapporte Marcel Roncayolo (Aguilhon 1998 : 113). Tout laisse à penser que si les percées étaient intervenues

⁵²⁷ « En inaugurant cette voie ferrée, ils ont le sentiment d'accomplir une mission civilisatrice et laissent éclater leur joie qui se propage dans toute la région toulousaine » (Taillefer 2002 : 237).

plus tôt à Toulouse, avant que les Péreire ne connaissent des déboires, ceux-ci auraient été partie prenante de l'opération urbanistico-financière. Avec l'implantation des chemins de fer, une nouvelle ère urbaine s'annonce, où les flux des voyageurs et des marchandises et ceux de l'argent s'affirment davantage.

Toutefois, s'il augmente notablement les vitesses, le réseau ferré modifie peu le semis urbain. A la suite de Denise Pumain⁵²⁸, Paul Bairoch rappelle le rôle relativement restreint des chemins de fer, ces derniers renforçant dans la majorité des cas les centres urbains existant, n'ayant qu'un impact limité sur leur évolution démographique (Bairoch 1985 : 361). Une ville comme Toulouse est tout à fait dans ce cas de figure. Les transports par trains y empruntent les chemins tracés par les routes, que nous avons décrits précédemment. « Les chemins de fer n'ont fait que reprendre les dessertes assurées par les Messageries Royales, qui dès 1588 avaient relié Toulouse à Paris, Bordeaux et Lyon pour arriver en 1850 à une cinquantaine de lignes de diligences et de malles-postes » (Coppolani 1963 : 133). Le réseau ferré vient appuyer le rôle de redistribution, de « plaque tournante », déjà joué par les routes. « La ville bénéficie à cet égard de sa position centrale dans le Midi, plus avantageuse à cet égard que celles de Montpellier et de Bordeaux » (Coppolani 1963 : 140). L'ouverture des lignes à vocation régionale dans les années 1860 parachève localement la suprématie toulousaine. Par les chemins de fer, « la région toulousaine jusque-là assez vaguement délimitée et constituée en a acquis une cohésion et une précision bien supérieures à ce qu'elles étaient auparavant » affirme Coppolani (1954 : 147). « Porte d'entrée et de sortie ; en matière de circulation, que ce soit celle des hommes, celle des choses ou celle de la pensée, Toulouse est l'intermédiaire nécessaire » (Coppolani 1963 : 146). Pendant la vingtaine d'années qui suit, c'est la ligne directe vers la capitale nationale qui va focaliser toutes les attentions. « La liaison avec Paris est celle qui bénéficie de la meilleure technique », « arrêts intermédiaires et même rentabilité (certains trains entre Toulouse et Paris sont souvent aux trois quart vides entre Cahors et Limoges) sont sacrifiés à l'objectif majeur : assurer dans les moindres délais » le transport des voyageurs entre les deux villes, indique Coppolani, (1963 : 131). La centralisation régionale reproduit celle à l'échelle de la nation.

⁵²⁸ Dans son article « Chemin de fer et croissance urbaine en France au XIX^e siècle » (*Annales de géographie*, 1982 : 529-549).



La progressive mise en place du réseau ferré se superpose à celui des routes (Coppolani 1954 : 146).

Toutefois, il aurait pu en être autrement. Le nouveau réseau aurait ainsi pu amoindrir Toulouse dans ses prérogatives régionales. En effet, cette dernière a « réussi à capter ce nouveau vecteur d'échanges, alors que Montauban aurait pu lui être préféré pour des raisons techniques et géographiques » ; et il faut d'ailleurs se prémunir de « l'illusion tenace qui voudrait que la seule réalisation d'une infrastructure de transport suffise à créer la prospérité » (Robert Marconis) » (Taillefer 2002 : 237). Les conséquences économiques de l'implantation du réseau des chemins de fers vont se révéler être à double tranchant. « L'arrivée du train accélère le déclin de la rente foncière. La concurrence devient plus sévère, puisque les céréales circulent à moindre coût », et « l'exode rural, facilité par les progrès des transports, s'amplifie, privant de main d'œuvre les grands propriétaires toulousains » explique Olivier (Taillefer 2002 : 238). Marconis est pour sa part plus catégorique ; selon lui cette arrivée, « attendue comme le salut, eut des effets désastreux : apportant les produits de la grande industrie fabriqués à moindre coût dans d'autres régions, il soumit à rudes épreuves les industries locales, mal armées face à cette concurrence, ruinant dans

bien des cas le petit artisanat rural. En un sens, l'isolement que l'on dénonçait s'avérait, a posteriori, relativement protecteur » (Marconis 1996 : 365-366). Les choses sont cependant moins unilatérales, et nous avons déjà mentionné avec Bairoch les aspects positifs de ce protectionnisme induit. Dans la plupart des changements de régime des échanges, il existe des gagnants et des perdants, les uns adoptant de nouvelles attitudes pour tenter de se conformer aux nouvelles manières de réussir, et les autres au contraire se maintenant avec rigidité ou dignité dans un éthos économique séculaire. Le reflux de la rente foncière et la perte d'influence de la noblesse⁵²⁹ impliquent ce type d'évolution. « La terre est délaissée, la bourse attire nombre de grandes familles qui se lancent dans l'achat de titres (...). D'autres consomment les nouveaux produits de luxe apportés par le chemin de fer. L'industrie locale connaît un certain renouveau, en particulier les petits ateliers dispersés qui recrutent des bras parmi les nouveaux arrivants. Le bilan global, difficile à établir, demeure donc incertain », comme le montre Olivier (Taillefer 2002 : 238). L'impact du nouveau mode de transport n'est pas seulement d'ordre économique, il implique aussi des transformations sociales⁵³⁰, voire psychiques⁵³¹, protéiformes. Le « désenclavement réussi », selon la formule de Jean-Marc Olivier (Taillefer 2002 : 236), permis par le réseau ferré, concerne les comportements urbains dans leur ensemble, et il n'est que le prélude à bien d'autres désenclavements de natures diverses.

Une dialectique commence alors à se faire jour : celle entre transports collectifs et transports individuels. La nouvelle vitesse agglomère et distingue à la fois, forme la société comme masse, et individualise les personnes par l'avènement de la strate du capitalisme qu'elle constitue. Le train est donc ambivalent. « La marque historique du chemin de fer consiste en ceci qu'il représente le premier – et sans doute aussi le dernier, jusqu'aux grands paquebots – moyen de transport à former des masses. La diligence, l'automobile, l'avion ne transportent les voyageurs

⁵²⁹ « En 1854 les familles nobles représentaient 9,3 % des déclarations et 23,5% des fortunes déclarées à la suite des décès. En 1864, ces chiffres descendaient à 6,5 % (...) et 17,7 % » (Arlet 1996 : 298).

⁵³⁰ Le chemin de fer favorise notamment le développement du tourisme, et des « trains de plaisir » lui sont ainsi spécialement dédiés (Arlet 1996 : 93).

⁵³¹ Comme le décrit par exemple le beau livre de Ian Hacking sur *Les fous voyageurs* (2002, Les empêcheurs de penser en rond). Ceux-ci, sans doute fascinés par les possibilités offertes par le nouveau mode de transport, montent dans des trains et se déplacent d'une ville à une autre, recueillis d'hôpitaux psychiatriques en hôpitaux psychiatriques.

qu'en petit nombre », remarque judicieusement Walter Benjamin, dans *Paris, capitale du XIX^e siècle* (2002 : 618)⁵³². Autres transports contribuant, à un moindre degré, à la formation de la société urbaine : les omnibus puis les tramways. Ces transports urbains sont d'après Bairoch, une « nécessité tardive », car le « problème des transports des personnes à l'intérieur d'une ville ne se pose (...) qu'à partir d'une certaine taille relativement élevée », et même une ville traditionnelle de 100 000 habitants permet facilement les déplacements à pied, estime-t-il (Bairoch 1985 : 361-362). Toulouse dépasse ce seuil de population vers la moitié du XIX^e siècle, et s'était doté en 1836, une dizaine d'années après ses débuts parisiens, de deux lignes d'omnibus selon les deux grands axes nord-sud et est-ouest ; « chaque voiture comportait 10 places assises, la place coûtait 5 sous » (Arlet 1994 : 260-261). Il s'agit du premier transport en commun, et s'il est bien plus démocratique⁵³³ que les fiacres, une centaine à Toulouse à la même époque et dont le tarif était d'environ un franc de l'heure, Bairoch calcule que le trajet d'omnibus représentait l'équivalent d'une heure du salaire du manœuvre urbain, et n'était donc réellement accessible que pour les classes moyennes et supérieures (Bairoch 1985 : 364). En outre, du fait de la médiocrité de la plupart des chaussées, le voyage était chahuté et plutôt lent ; et « la construction de la gare hors ville (...) fit sentir la nécessité de liaisons relativement rapides avec le centre urbain » précise Coppolani (1963 : 319). Une solution est alors adoptée, de façon assez tardive et partielle, en 1887 : les tramways à cheval ; solution intermédiaire que Firmin Pons, le patron de ces transports, envisagea bientôt de remplacer par des tramways électriques, réussissant à convaincre la municipalité au début du XX^e siècle (Arlet 1999 : 311-313)⁵³⁴. Ceux-ci remportent un grand succès populaire, et après un vaste chantier, l'ensemble du réseau est électrifié en 1910, et comprend des services de nuit et des lignes vers les banlieues. Les transports collectifs urbains colonisent le temps et l'espace, ils encouragent « l'étirement de la surface bâtie »⁵³⁵, favorisant une « extension sélective » en fonction du développement du réseau, comme celle du faubourg des Minimes (Coppolani

⁵³² Si l'on considère les stades comme des moyens de transport à leur manière (le transport c'est aussi l'émotion comme l'indique son étymologie), ceux-ci sont, à l'instar des trains, de puissants outils de formation des masses.

⁵³³ Mérite vanté à Toulouse par le *Journal* : « le mélange de toutes les classes de la société n'a aucun inconvénient dans les omnibus (...). La plus grande politesse y règne » (Arlet 1994 : 261).

⁵³⁴ Arlet s'appuie sur l'étude très complète menée par Christian Lacombe et Pierre Malterre, *Omnibus, tramways et autobus de Toulouse* (1983, Editions du Cabri, Breil-sur-Roya).

⁵³⁵ Voir aussi (Bairoch 1985 : 365).

1963 : 260). Ces transports collectifs ont donc des effets paradoxaux : en commun, ils permettent à chacun de se loger dans des maisons individuelles, et de la sorte, distendent les territoires urbains de l'échange.

L'individualisme trouve différentes façons de s'épanouir par ces nouvelles manières de se déplacer et de communiquer plus vite. L'un des symboles de la vitesse est alors la bicyclette. Celle-ci apparaît dans le paysage urbain dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elle est d'abord davantage utilisée pour les compétitions sportives que pour les déplacements ou les promenades. Ainsi, une première course de Toulouse à Villefranche-de-Lauragais est 1870, où Clément Ader⁵³⁶, personnage central de cette période, inventeur du vélocipède à roues caoutchoutées et futur inventeur de l'avion, remporte la seconde place (Arlet 1999 : 359). « Transport privé, un moyen de liberté, de mobilité, d'indépendance pour la grande masse », comme le montre Gabriel Dupuy, dans *Les territoires de l'automobile* (1995), la bicyclette est une « initiation pour tous au déplacement mécanique rapide sur route, à la disposition intégrale de son conducteur », et par la suite, « c'est justement l'expérience de la bicyclette (...) qui répand le désir de l'automobile » (Dupuy 1995 : 22-23). Le comportement parfois anarchique de ses usagers ressemble par bien des traits à celui qui va caractériser de nombreux automobilistes. En effet, Arlet rapporte, dans *La vie à Toulouse à la Belle Epoque*, qu'« en ville les cyclistes en prennent à leur aise » ; « je lis dans *La Dépêche* (...) du 29 mars 1898 (...), et je croyais que c'était écrit aujourd'hui : « nous avons maintes fois protesté contre le sans-gêne des cyclistes qui préférant les trottoirs (...) aux chaussées caillouteuses ont pris (...) l'habitude déplorable de se promener et de courir à fond de train sur les emplacements réservés aux malheureux piétons » ». Bon marché, le vélo est plébiscité par les classes populaires du début du XX^e siècle, ce que révèle le doublement du nombre des marchands (de 30 à 60) entre 1905 et 1910, selon Arlet (1999 : 358-359).

Dans le domaine des communications, englobant celui des transports, apparaissent de nouvelles technologies qui augmentent, chez les plus riches, les relations individuées. « Dès 1853, le télégraphe optique de Chappe est doublé par le télégraphe électrique de Morse entre Paris et Toulouse. Ce service est ouvert au

⁵³⁶ Clément Ader est né en 1841 à Muret, près de Toulouse, ville où il a effectué ses études et où il meurt en 1925 (Wolff 1984 : 202-203).

public, mais les tarifs sont prohibitifs, l'expédition d'une dépêche à Paris coûtant l'équivalent de trois journées de travail d'un ouvrier », avant que les prix ne baissent (Taillefer 2002 : 238-239). Le téléphone lui succède et approfondit l'individualisation des usages. Dans son article qu'elle lui consacre, Catherine Bertho explique comment c'est un « moyen de communication qui brise les hiérarchies et permet à tout moment à n'importe qui de pénétrer chez n'importe qui » (Bertho 1997 : 282). Inventé en 1877, il n'est introduit qu'une quinzaine d'années plus tard à Toulouse. Jean-Claude Boyer montre, dans « Les débuts du téléphone en France, en Angleterre et aux Pays-Bas 1879-1892 » (Lepetit 1987 : 197-208), que sa diffusion est un révélateur, et qu'« il existe un « profil » peu favorable, qui peut concerner des villes relativement bien placées dans la « hiérarchie » démographique : il s'agit notamment des anciennes capitales peu touchées par l'industrialisation, comme Toulouse et Angers, qui devront attendre 1891, ou Maastricht, qui ne sera équipée qu'après 1897 » (Lepetit 1987 : 204-205). En dépit de son coût élevé, Toulouse compte une centaine d'abonnés en 1894, une ligne interurbaine vers Paris est mise en service avec l'aide de la chambre de commerce. Il est surprenant que Clément Ader, originaire de la région, et s'intéressant au téléphone « dans l'espoir de trouver des fonds pour financer ses recherches sur les avions » (Bertho 1997 : 278)⁵³⁷, n'ait pas davantage agi en faveur de son développement local.

Avec un léger temps de retard, Toulouse adopte donc toutes ces nouvelles inventions qui modifient en profondeur l'environnement urbain. La « fée électricité » commence à être utilisée pour l'éclairage dans la seconde partie du XIX^e siècle (Arlet 1996 : 100). La diffusion de ces nouvelles inventions a aussi des conséquences sur la production. « Le travail à domicile connaît un second souffle avec la distribution de l'électricité dans la ville à partir de 1888. L'éclairage artificiel autorise le prolongement de la journée de travail en période de commandes urgentes, très caractéristiques des métiers de la mode. Le réseau électrique procure aussi l'énergie capable d'animer de petits moteurs domestiques. Enfin le téléphone réduit les handicaps de la dispersion. Le marchand-fabriqueur

⁵³⁷ Après des études d'ingénieur à Toulouse, il participe comme cheminot à la construction de la voie ferrée vers Bayonne dans les années 1860. Il commercialise le « théatrophone », permettant de faire écouter des opéras partout, et dépose pas moins de sept brevets sur les téléphones. C'est lui qui invente aussi le mot 'avion' (Arlet 1996 : 330-334).

peut accélérer ou réorienter l'activité de ses différents ateliers », explique Jean-Marc Olivier (Taillefer 2002 : 230). L'accélération du temps par la vitesse permise par ces nouvelles techniques participe à urbaniser davantage encore l'environnement global en générant de nouveaux besoins, et par là même, en accroît la dépendance humaine aux services urbains. Cet effet de *feed back* esquissé par Paul Bairoch⁵³⁸, implique l'augmentation du « nombre (...) d'emplois urbains spécifiques : conducteur de tramway, allumeur de réverbères ; releveur de compteurs d'eau, de gaz et d'électricité ; installateur de ces équipements, etc. » (Bairoch 1985 : 370). La compagnie de transport urbain de Firmin Pons, ou celle de chemins de fer, constituent de bons exemples de cette augmentation, employant l'une et l'autre plus de 1 000 personnes vers 1910.

Les transports, et par extension l'ensemble des communications, ont été à Toulouse, en l'absence d'industries lourdes, les fers de lance de sa mise en modernité. « Le capitalisme est entré dans le Midi toulousain avec la voie ferrée, et avec lui les idées nouvelles et les modes parisiennes » ; « la nouvelle gare est construite en pierre et dès les années 1860 elle accueille deux mille passagers par jour, dont plusieurs dizaines se rendant à Paris. Une volonté de rénover Toulouse sur le modèle la capitale s'affirme alors » (Taillefer 2002 : 239). C'est le début de l'haussmannisation de la ville, et l'une des « collisions entre l'histoire locale et l'histoire de la nation » (IFA 1985 : 7). Comme le montre Roncayolo, l'haussmannisation vise « au même titre que la politique des réseaux ferrés, à réduire les obstacles et les frottements » ; « l'échange se substitue à l'usage dans le nouveau projet urbain, car logements, maisons, immeubles et terrains sont entrés depuis longtemps dans les mécanismes marchands » ; « gares, entrepôts, hôtels, grands magasins, halls d'exposition, bourses » alimentent « cette immense fabrique à échanger des valeurs » (Agulhon 1998 : 107-108). A Toulouse, le mouvement des échanges n'est évidemment pas aussi important qu'à Paris, mais il justifie tout de même, après des hésitations et dans des proportions revues à la baisse par rapport au projet initial élaboré par Vitry en 1833, la construction d'une nouvelle bourse de commerce. Celle-ci est achevée en 1840, d'après les plans des

⁵³⁸ L'électricité, le téléphone, etc., sont les « exemples marquants du développement au cours du XIX^e siècle d'industries dont la vocation essentielle était de satisfaire des besoins purement urbains » ; de la sorte, « l'industrialisation favorise l'urbanisation et la ville favorise l'industrialisation » (Bairoch 1985 : 370) ; voir aussi le Liminaire.

architectes Raynaud et Bonnal, « sur l'emplacement étriqué de l'ancienne en état de ruine » (IFA 1985 : 138-141), « pastichant la façade parisienne de l'Académie royale de musique édiflée (...) en 1820 » (Wolff 1984 : 239). Le destin de ce projet donne le ton, et nous permet de mieux comprendre le contexte de « l'haussmannisme acclimaté à Toulouse » (Foucaud 2000 : 99) : le percement de nouvelles rues, à l'image des aménagements parisiens, mais aux gabarits bien moindres, en plein cœur de la ville héritée du Moyen Age.

Si l'haussmannisation de Toulouse dans la seconde moitié du XIX^e siècle doit beaucoup à son modèle parisien, il convient néanmoins de la resituée dans une évolution plus longue et plus locale de l'urbanisme depuis le XVIII^e siècle, évolution dont nous avons tracé les linéaments et analysé les enjeux. En effet, « on a souvent tendance à considérer que les idées de grandes percées sont propres au second Empire. L'histoire de Toulouse nous prouve le contraire » : des projets dès 1740, puis en 1776 ; « cependant, si les projets existent au XVIII^e siècle, leur réalisation ne suit pas. Cette différence entre le XIX^e siècle et les siècles précédents peut s'expliquer à travers l'émergence de deux phénomènes nouveaux : d'une part l'extension des pouvoirs de la commune en matière d'expropriation (...); d'autre part, la constitution à partir de 1860 de grandes sociétés immobilières susceptibles de concentrer suffisamment de capital pour faire aboutir la réalisation des projets et en tirer profit » explique Thierry Corre, dans *Les délices de l'imitation* (IFA 1986 : 122). L'idée d'aérer la ville pour prévenir les maladies, et en particulier les épidémies de choléra qui continuent à sévir (frappant Toulouse en 1854 puis réapparaissant en 1883), n'est pas neuve non plus. Le courant hygiéniste exerce, comme nous l'avons vu, une puissante influence sur les opérations urbaines effectuées à Toulouse depuis le début du siècle. L'idée de favoriser le commerce par la circulation était déjà défendue par Mondran dans son plan d'urbanisme. La force de l'haussmannisation est de reprendre toutes ces idées avec une cohérence et des moyens plus importants par la technique de la percée. Avec elle, davantage encore qu'avec les simples plans d'alignement, « la ligne droite réconcilie ainsi le point de vue de l'embellissement, celui de l'hygiène et enfin l'intérêt du commerce », écrit Marcel Roncayolo qui poursuit, « la percée n'est pas exclusivement une forme topographique ; une manière de dessiner les voies et le parcellaire ; elle répond à

un calcul, elle déclenche un processus » (Aguilhon 1998 : 99, 115). Les opérations d'urbanismes d'inspiration haussmannienne engagent à plusieurs titres de nouvelles temporalités urbaines : celles des usages, marqués par la plus grande vitesse des flux permise par les nouveaux moyens de transports⁵³⁹, mais aussi celles des projets et de leurs implications économique-financières.

Plusieurs propositions se succèdent avant que les autorités municipales finissent par opter pour l'une d'entre elles. D'abord, en 1854, celle de Jean Bonnal, – l'un des architectes de la bourse –, d'une avenue reliant la gare à la place du Capitole, dont « la particularité réside dans sa conception charnière entre les principes urbanistiques du XVIII^e siècle ; perspective, ordonnancement de façades régulières, tracés rectilignes, vastes carrefours aménagés en place, arcades au rez-de-chaussée, et les impératifs de l'industrialisation : liaison chemin de fer / centre ville, utilisation du métal pour la construction des façades » (IFA 1986 : 123). Ces dernières, dans le projet de Bonnal, étaient en fait de deux types selon leur localisation : en matériaux traditionnels pour le centre ancien et à structures métalliques apparentes pour les faubourgs. Cette typologie (...) assimile un peu l'architecture des faubourgs à celle des colonies » (Foucaud 2000 : 99). L'haussmannisation va poser en de nouveaux termes la question de la ségrégation à l'échelle de l'agglomération urbaine. « Unité ou division de la ville ? » : autant que d'homogénéiser celle-ci, l'haussmannisation « renforce les dissymétries acquises ou amorcées (...), comme si des courants plus puissants entraînaient la croissance ou l'affectation des espaces et amenaient le volontarisme à n'être qu'accompagnement » montre Roncayolo (2002 : 223-227) à propos de l'évolution de Paris. Alors que dans d'autres villes de provinces comme Marseille ou Bordeaux, où les projets d'inspiration haussmannienne sont d'une ampleur plus grande, ce questionnement garde toute sa pertinence⁵⁴⁰, à Toulouse, la faiblesse relative de la bourgeoisie locale lui confère une acuité plus limitée mais non négligeable. Les aménagements y suscitent, comme cela était prévisible, un « embourgeoisement du centre et le déplacement des plus pauvres vers la banlieue » (Taillefer 2002 : 241) ; les projets y sont portés par et pour la

⁵³⁹ Et aussi, elles « favorisent l'installation de l'eau courante, d'égouts collecteurs et de l'éclairage par le gaz puis l'électricité » (Taillefer 2002 : 241) ; ces opérations sont donc les vecteurs d'une réticularisation croissante de la ville par l'urbain.

⁵⁴⁰ Les réponses sont variées, comme l'expose Marcel Roncayolo à partir de l'exemple marseillais.

bourgeoisie. Ainsi, c'est celui d'Urbain Maguès, – ingénieur des Ponts et Chaussées et directeur de la Compagnie des canaux, filiale de la compagnie des Chemins de Fer du Midi des frères Pereire, et donc agent de ceux-ci –, qui finit en 1864 par obtenir l'assentiment de Campaigno, maire de Toulouse et ami intime de l'Impératrice. « Imposé par le pouvoir central et ses agents locaux, préfet et maire, à une opinion nettement hostile, ce projet ne devra sa réalisation qu'à la constitution d'un groupe d'intérêt dont les liens avec la cour impériale ne sont plus à démontrer » ; et « il semble que bien plus que des points de vue esthétiques, et sans doute autant que les question de circulation, la spécialisation et le commerce aient été les moteurs de ces transformations, que l'on ait réalisé des percées pour y construire des grands magasins, des banques et des immeubles de rapport autant que pour faciliter la traversée de Toulouse » (IFA 1986 : 129).

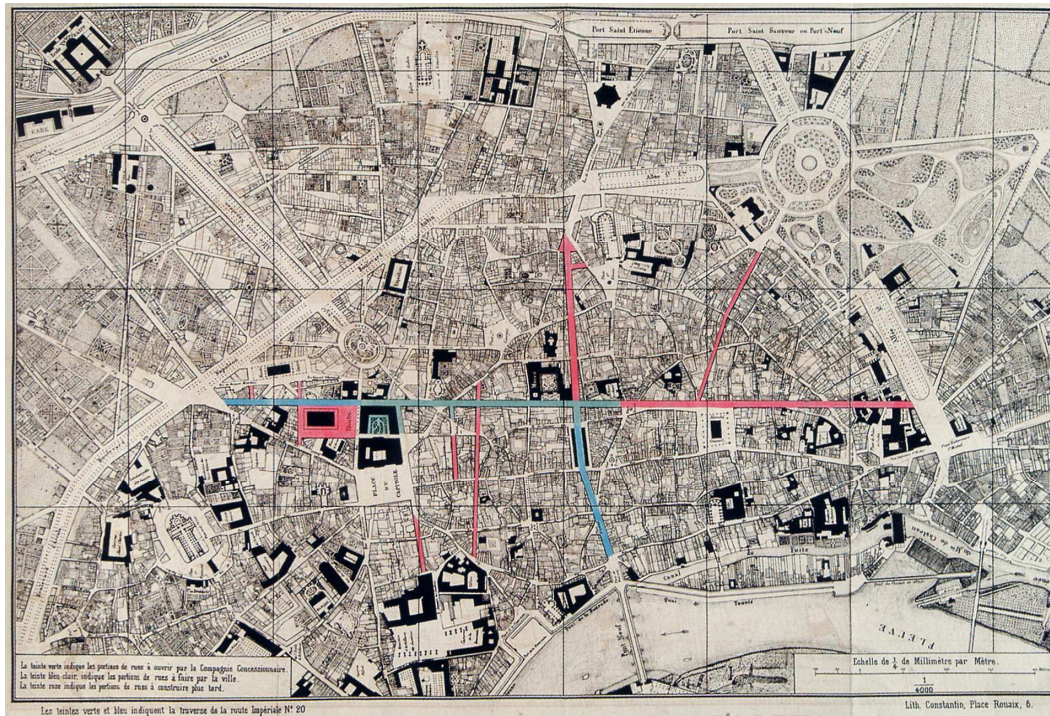
Approuvé par le conseil municipal⁵⁴¹ du 26 mars 1864, et bénéficiant d'une subvention octroyée par le ministère des Travaux Publics l'année suivante, les travaux commencent. « En 1868 et 1869 sont acquis les terrains du premier tronçon. On y élève en 1871 les premières maisons et en 1873 la chaussée est terminée. En 1879 les immeubles sont achevés. Le long des parcelles longues et étroites, les façades (...) s'élèvent sur cinq étages » (IFA 1986 : 125). Les percées haussmanniennes sont d'abord baptisées rue Longitudinale et rue Transversale, puis la défaite de 1870 amena à les appeler des noms des régions perdues, rues de d'Alsace-Lorraine et de Metz. Elles reconstituaient « avec une largeur que l'on jugeait alors proportionnée aux besoins nouveaux de la circulation (16 mètres, dont 4 mètres de trottoirs), le *decumanus* et le *cardo* de l'ancienne ville romaine », comme le remarque Coppolani (1954 : 302). En fait, à la suite des débats, oppositions et critiques, dont celles de l'architecte Jacques Esquié, au sein du conseil municipal devenu républicain, les 25 mètres de largeur (comme à Paris, Lyon, Marseille), initialement prévus par l'ingénieur Urbain Maguès, sont réduits à des dimensions plus quelconques. Le conflit politique révèle également une recomposition des métiers de l'urbanisme. En effet, à partir de 1855, l'ensemble des services municipaux concernant ces questions, jusque là placés sous l'autorité d'un architecte, est scindé en deux entités distinctes : l'ingénieur prend en charge

⁵⁴¹ A une seule voix de majorité, ce qui montre bien la méfiance et les inquiétudes des Toulousains.

les travaux publics et l'architecte les constructions⁵⁴². « Une lutte de préséance apparaît entre ces deux corporations, les architectes se désignant comme des hommes de l'art alors que les ingénieurs qui avaient reçus une formation technique se considèrent comme des hommes de sciences. Cette confrontation va trouver son apogée dans la querelle » entre Maguès et Esquié (Bordes 2005 : 266). Le milieu professionnel de l'urbanisme va rester marqué par ces divisions.

Toujours est-il que ce conflit retarde la mise en chantier et enlèvent une partie de l'ampleur du projet. « Si l'ambition était grande, la réalisation le fut moins » ; « la rupture d'échelle, si elle paraît évidente dans le gabarit des rues (...) qui reste somme toute assez modestes par rapport aux réalisations parisiennes, (...) la hauteur des édifices qui, bien que supérieurs en nombre d'étages au bâti environnant, ne dépasse pas l'ampleur des constructions plus anciennes qui bordent la place du Capitole ou la place Wilson » (IFA 1986 : 128-129). Les nouvelles rues tranchent malgré tout nettement avec le reste de l'environnement urbain par leur couleur. La brique y voudrait imiter la pierre. Déjà commencée avec les immeubles badigeonnés en blanc, l'occultation de la brique, jugée trop rurale, s'accroît. « La Ville rose se farde de blanc », grâce à un nouveau procédé : « l'utilisation (...) d'argile pauvre en oxyde de fer et sa combinaison avec la chaux permettent d'obtenir une brique jaune pâle », « posé avec des joints très fins, ce matériau donne l'illusion d'un appareil en pierre de taille » (Taillefer 2002 : 243-244). La suite du programme va connaître des infléchissements, la brique faisant sa réapparition dans le prolongement de la rue d'Alsace-Lorraine entrepris au tout début du XX^e siècle. Comme si elle signifiait par son nom le retour à un style plus local, la rue du Languedoc présente une structure irrégulière afin d'éviter la démolition l'hôtel Lasbordes ; et « à part l'immeuble de la Caisse d'Epargne (1909) en pierre de taille avec toit en ardoise, les maisons nouvelles ont presque toujours une façade en briques rouges avec quelques ornements en pierre qui sont l'œuvre d'architectes toulousains » (IFA 1986 : 126). Ces derniers ont eu, selon Coppolani, le « bon goût » d'employer le matériau traditionnel dans les nouveaux bâtiments, « ce qui les met en harmonie avec les vieux hôtels qui les avoisinent » (Coppolani 1954 : 304). Toulouse a ainsi apporté une réponse mesurée à la rupture préconisée par les principes haussmanniens.

⁵⁴² « L'ingénieur (...) se substitue à l'architecte », insiste Roncayolo (Aguilhon 1998 : 105).



Projet des percées proposées par Maguès : en bleu, celles à réaliser par la ville et par la Compagnie Concessionnaire, elles correspondent à la traversée du centre par la route Impériale N° 20 ; et en rose, celles devant être effectuées ultérieurement, qui ne seront terminées que trois à quatre décennies plus tard (Bordes 2005 : 267).

L'haussmannisation est une mise en mouvement ; c'est une étape importante dans l'histoire de la globalisation des villes, et dans celle, conjointe, de l'avènement de l'urbain. En effet, pour la première fois des grandes opérations d'urbanisme sont à ce point fondées sur un pari : celui de la croissance urbaine. Fuite en avant qui repose sur la confiance en une montée des prix du foncier rentabilisant ces opérations, l'haussmannisation fait entrer le sol urbain dans la sphère du crédit. Par un compromis plus ou moins tacite entre les gestionnaires des villes et ceux de la grande finance, elle place l'avenir entre les mains de ces derniers. En effet, elle « crée un déséquilibre financier entre l'administration et les propriétaires : ces derniers captent une plus-value foncière qui correspond à un déficit public », comme l'explique Benevolo, dans *La ville dans l'histoire européenne* (1993 : 216) ; ce qui conduit à une exacerbation de l'opposition public/privé, car « la rente foncière, qui extrait la richesse de sphère publique pour l'accumuler dans la sphère privée, accentue le contraste entre les deux espaces » (Benevolo 1993 : 218). Cependant, il s'agit d'un urbanisme charnière par rapport à la suprématie d'un urbain sans rivages : « la ville haussmannienne fondée sur la répartition du

sol entre l'administration et la propriété foncière est l'ultime traduction schématique du thème récurrent de l'histoire européenne » : « l'équilibre entre le contrôle collectif et l'initiative individuelle » (Benevolo 1993 : 239). De là des articulations différenciées et spécifiques à chaque cas urbain⁵⁴³, selon que la balance penche plutôt d'un côté ou de l'autre. Mais ce qui caractérise l'ensemble des cas, c'est le primat des flux sur les stocks. La meilleure preuve de ce primat est l'implantation de nombreux hôtels au sein ou à proximité des opérations d'haussmannisation : « dans la mise en valeur de nouveaux quartiers ou de nouvelles rues, le caravansérail tient la place que le XVIII^e siècle accordait au théâtre », écrit Roncayolo (Agulhon 1998 : 106-108). Le cas toulousain confirme cette constatation, et autour de la rue Alsace-Lorraine, de la place du Capitole à la place Lafayette (Wilson), il y a « une bonne quarantaine d'hôtels de standing », tandis que dans la rue elle-même se situe, au 31, l'hôtel Tivollier, « de grande renommée », avec « ascenseur hydraulique et éclairage électrique (...) dans toutes les chambres » (Arlet 1999 : 373-374). Dans le même ordre d'idée, au lieu du théâtre prévu par Maguès, c'est la poste centrale qui, en 1886, est implantée entre la rue Alsace-Lorraine et le Capitole. Symboles de l'accroissement des mobilités, l'haussmannisation suppose une importante mobilisation de capitaux, mobilisation qui doit être adoubee par les pouvoirs publics.

L'évolution de l'équilibre entre la municipalité et les mouvements du capital de cette phase de globalisation est à la fois un facteur explicatif majeur et un révélateur des conditions de réception des principes haussmanniens à Toulouse. En effet, si le projet de Maguès n'a pas connu toute l'ampleur souhaitée c'est en grande partie parce que dès sa mise en application à la fin des années 1860, son financement est contesté. Le traité passé en 1864 avec le Crédit foncier et industriel, banque belge bruxelloise, est dénoncé et « finalement annulé en Conseil d'Etat quatre ans plus tard pour opérations irrégulières et comptes frauduleux » (IFA 1986 : 129). « La banque devait récupérer ses fonds en vendant les immeubles construits par elle (...), mais le gouvernement français intervint, imposa d'autres conditions, moins avantageuses pour la banque qui finalement perdit plus qu'elle ne gagna dans cette affaire » (Wolff 1974 : 460-461). Les

⁵⁴³ Roncayolo esquisse quelques points de comparaison entre Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux (Agulhon 1998 : 91-92).

conséquences économique-financières de la guerre perdue en 1870 ont également contribué à retarder les travaux. Ces retards et hésitations se lisent dans le tracé de la rue de Metz, celle-ci changeant deux fois de direction ; sa construction, laissée aux initiatives privées, a été « beaucoup plus lente que celle de la rue d'Alsace-Lorraine : la dernière maison n'a été terminée qu'en 1931 » (Coppolani 1954 : 303)⁵⁴⁴. Après les premiers déboires judiciaires, la municipalité opte pour une politique prudente. « La mairie recourt donc à l'emprunt pour financer ses grands travaux, mais sans excès, préférant souvent différer l'achèvement de certains chantiers plutôt que de s'endetter au-delà du raisonnable. Cette gestion rigoureuse doit beaucoup au pragmatisme d'Honoré Serres, qui contrôle le budget de la ville entre 1888 et 1905. Cet homme des grands bouleversements urbains est aussi un amoureux du vieux Toulouse », dont il souhaite protéger la personnalité en créant une commission spécifique en 1901 » (Taillefer 2002 : 243-244). Aussi, « il faut se défaire de l'idée que l'on a eu besoin de faire appel à des architectes parisiens pour « meubler » les nouvelles rues ouvertes (...). Il y eut des « étrangers », en particulier des Grenoblois, mais c'étaient des entrepreneurs et ils n'intervinrent que pour la rue de Metz, à la demande (...) des promoteurs et des banquiers belges » (Arlet 1999 : 263). Toulouse n'a pas été qu'un réceptacle passif d'une haussmannisation imposée de l'extérieur. Cette dernière a dû composer avec un environnement local qui, sous de nombreux aspects, lui était assez peu favorable. Mais comme le processus d'entrée en modernité était déjà relativement avancé, les opérations urbaines sont acceptées après quelques retouches, et en retour, celles-ci viennent le catalyser.

Nouveaux commerces entre les hommes, les choses et l'argent

Les nouvelles percées, modifiant l'image de la ville, accentuent le rayonnement régional de Toulouse. « Dans les campagnes proches, mais aussi dans les villes situées dans un rayon de 100 à 150 kilomètres, on prit l'habitude se rendre à Toulouse des achats exceptionnels, fréquenter des services rares et se frotter à une modernité qui fascinait ou inquiétait » (Marconis 1996 : 368). Les rues haussmanniennes vont métamorphoser la structure de l'appareil commercial local.

⁵⁴⁴ Aussi, compte tenu de cette temporalité, les styles architecturaux des bâtiments y seront beaucoup plus variés que ceux de la rue d'Alsace-Lorraine.

Conséquence directe des percées, le marché couvert Esquirol, situé sur le tracé de la rue de Metz, est démoli en 1892. Il est remplacé par trois halles, dont deux marchés couverts de type Baltard (Carnes et Victor Hugo), en verre et métal. Celui des Carnes est construit par Galinier, qui est aussi l'architecte des chemins de fer. Cette dispersion, qui correspond aux croissances de la population et des échanges marchands, est conjuguée à une nouvelle polarisation commerciale par les axes créés. Celle-ci, dont la rue Saint-Rome, ancien *cardo* puis Grand'Rue médiévale, était le centre de d'attraction, connaît une translation en direction des rues de Metz et plus encore d'Alsace-Lorraine, qui devient le nouvel axe commercial principal. Il s'effectue, comme le montre Coppolani dans *Toulouse, étude de géographie urbaine*, une « discrimination dans les commerces : la foule élégante se porta vers la nouvelle Grand'Rue plus large, plus claire, plus à la mode pour tout dire, et cette nouvelle voie reçut les magasins de luxe – jusque-là fort rares d'ailleurs – qui se créent alors à Toulouse à l'imitation de ceux de Paris. Cette nouvelle Grand'Rue se trouva aussi favorisée par le transfert de la Poste centrale » (Coppolani 1954 : 302-303). A l'instar de cette dernière, la rue Alsace-Lorraine est le lieu privilégié de localisation des futurs grands magasins. Ils vont symboliser les nouvelles manières de consommer tout autant que des modes nouveaux de relations humaines.

Ils traduisent et incitent à un accès plus démocratique à des produits et services qui étaient réservés aux seules élites. Reflétant une « banalisation des niveaux de vie », selon l'expression de Lees et Hohenberg (1992 : 363), ils participent à générer et à élargir une culture de consommation, qui n'était jusqu'alors qu'embryonnaire⁵⁴⁵. « L'acculturation des populations solvables aux niveaux idéaux bourgeois fut vraiment l'œuvre des grands magasins », affirme René Péron, dans le chapitre qu'il leur consacre dans *Les boîtes* (2004 : 105). Bien sûr les plus pauvres sont exclus, non de droit mais de fait, de ce théâtre des achats ; cependant même les moins fortunés des petits bourgeois sont conviés à s'y représenter. Comme le remarque avec pertinence Michael Miller, dans l'analyse du grand magasin parisien *Au Bon Marché, 1869-1920, le consommateur apprivoisé* (1987 : 155), « devenir bourgeois avait toujours été (...) une question

⁵⁴⁵ En effet, auparavant celle-ci n'était pas inexistante comme l'a bien montré Daniel Roche, dans son *Histoire des choses banales* (1997, Paris, Fayard).

de consommation, mais jamais cet aspect n'avait pris cette évidence et jamais à des prix qui en rendait l'accès comparativement aisé » (Miller 1987 : 155). Aussi, cette évolution commerciale pose sous un autre angle la question de la ségrégation qu'aurait opérée l'haussmannisation dans l'espace urbain. Certes avec « les démolitions haussmanniennes, c'est la sociabilité populaire qui a perdu les lieux privilégiés et des références topographiques. Encore faudrait-il prouver que cette sociabilité n'évolue pas sous d'autres forces » s'interroge Roncayolo (Agulhon 1998 : 132). Le développement du salariat ou une mobilité plus aisée permise par les nouveaux moyens de transports ne restent pas sans conséquences sur le commerce et ses sociabilités. Un monde qui les avait animées pendant de nombreux siècles ne tarde pas à disparaître des plus grandes villes, celui des foires. Les commerces de nouveautés accélèrent leur déclin, et à Toulouse, la dernière foire franche se tient en 1881 (IFA 1985 : 28).

A cette date, la ville ne possède pourtant pas encore de grand magasin à proprement parler, mais déjà une transformation suffisamment profonde du commerce et des modes de vie enlève à ces foires, qui avaient caractérisées la capitale de cette région rurale, leur utilité et leur profitabilité. Depuis quelques décennies les formes commerciales se modernisent : « les premiers Magasins de Nouveautés apparaissent à Toulouse sous la Monarchie de Juillet : la Maison Lapersonne date de 1832 » (Coppolani 1954 : 172) ; et « entre 1863 et 1869 s'installent sept grands bazars » (Arlet 1996 : 340). Il faut cependant attendre la fin du siècle pour voir l'émergence de grands magasins, alors que dans les autres agglomérations de tailles comparables (Lyon, Le Havre, Reims, etc.), ceux-ci ouvrent vers le milieu du XIX^e siècle. Ainsi, « Toulouse paraît en retard sur le mouvement général : ce n'est qu'en 1900 que s'ouvre la Maison universelle concurrencée quatre ans plus tard par une initiative parisienne, Au Capitole » (Agulhon 1998 : 485)⁵⁴⁶. Il faut toutefois souligner comment cette première génération représentée localement par la Maison universelle, très en retard donc, est vite rattrapée par l'arrivée de l'extérieur, d'une seconde génération, celle du grand magasin Au Capitole. Sa construction « s'est étalée de 1893 à 1904 » ; il s'agit d'une « construction métallique de bonne allure, avec grandes baies,

⁵⁴⁶ D'autres villes connaissent une installation des grands magasins plus tardive encore, comme à Rennes seulement après 1920 (Agulhon 1998 : 570).

rotonde, et surtout ascenseur et tapis roulant (escalator !) pour la première fois » (Arlet 1999 : 288). Mentionnons également le succursaliste L'Epargne, « société anonyme d'alimentation et d'approvisionnement », créée en 1898, dirigée par les frères Eugène et Emile Cénac (Wolff 1984 : 185), et remarquons que dans le commerce comme dans l'industrie, « la plupart des créateurs ne furent pas des Toulousains (...) : Cénac, le fondateur de l'Epargne, était Ariégeois, et la Maison Magnant est venue d'Angoulême » (Coppolani 1954 : 200), en plus d'Au Capitole, fondé par le groupe Paris-France. Cette nouvelle génération de commerces va mettre à mal les formes commerciales traditionnelles toulousaines.

Le petit commerce indépendant n'en pâtit pas immédiatement car l'expansion de l'espace urbain et la diversification des besoins lui donnent sa chance pour un moment. C'est pour lui, comme l'explique Yves Lequin, un temps entre « âge d'or » et « résistance » : « en gros, de 1870 à 1939, le nombre de boutiques double en France », « passant de un à deux millions et, évidemment dans les seules agglomérations urbaines » ; « proches de la modernité étaient ces Espagnols, si nombreux au XIX^e siècle, parmi les épiciers de Toulouse » (Agulhon 1998 : 569-572). Ces boutiquiers forment les bataillons de la petite bourgeoisie. Surtout dans une ville comme Toulouse où il y a peu de gros capitaines d'industrie, « pendant un long XIX^e siècle, ce sont (...) des artisans et des petits commerçants qui bénéficient de la progression des échelons moyens », note Lequin (Agulhon 1998 : 574). Malgré tout, une évolution implacable paraît condamner à long terme ce milieu des artisans indépendants. Etudiant le cas toulousain, Ronald Aminzade y montre, au XIX^e siècle, « l'impact localisé des grandes mutations de l'économie nationale, la menace qu'elles font peser sur une certaine manière de travailler, de vivre, de penser, les solidarités et les luttes de résistance qu'elles suscitent et qui ressemblent si fort à une lutte de classe. Vain combat » (Agulhon 1998 : 567)⁵⁴⁷. Avec le recul de ce groupe social traditionnel se profile également une rupture relationnelle. En effet, « du petit producteur individuel à son client (...) l'œuvre est moins une quantité de travail accumulé qu'un lien personnel de dépendance ou de réciprocité en réponse à des besoins hétérogènes » rappelle Jean-Pierre Daviet, qui poursuit en décrivant comment « le monde artisanal garde la trace de

⁵⁴⁷ Lequin se réfère au livre d'Aminzade, *Class, Politics and Early Industrial Capitalism. A Study of Mid-Nineteenth Century in Toulouse* (New York 1981).

l'échange symbolique entre des personnes en rapport direct (...) : c'est un circuit court, ou apparemment court, de l'offre à la demande, un échange de sens autant que des objets » ; « il ne faut ni l'oublier, ni l'idéaliser » (Daviet 1997 : 245). Si certains commerçants ne parviennent pas à s'adapter à cette évolution, d'autres vont vite comprendre le changement et en tirer partie, quitte à délaisser le mode de mise en relation des hommes et des choses qui les avait fait vivre, pour se lancer dans la gestion complexe d'une nouvelle économie relationnelle et émotionnelle.

L'histoire de la famille Labit, à présent moins célèbre pour le premier grand magasin toulousain qu'elle a fondé que pour le musée des arts asiatiques⁵⁴⁸ qui porte son nom, illustre de façon très suggestive le passage du monde relativement restreint et local des modestes artisans toulousains à ceux à l'échelle planétaire de la distribution commerciale rationnelle et des globe-trotters voyageant au gré de leurs fantaisies. Le père, Antoine Labit était propriétaire d'un bazar rue Saint-Rome, « la prospérité de ses affaires lui permit bientôt d'ouvrir un second magasin à l'angle de la rue Lafayette et de la toute nouvelle rue Alsace-Lorraine (...). Là, le jeune garçon ne cessait de s'émerveiller au contact des objets insolites et peut-être rêvait-il déjà de ses futures destinations sur les immenses atlas du rayon des livres », relate Philippe Hugon, dans *Histoires vécues et insolites de Toulouse* (1996 : 205). Ambitieux, Antoine Labit envoya, en 1880, son fils Georges étudier le métier à l'école de commerce de Paris puis dans une maison de négoce. Mais celui-ci se laissa vite entraîner à « une vie de collectionneur, multiplia les conquêtes... Le jeu, les sorties, les rencontres, allaient rapidement grever la maigre rente allouée par son père » (Hugon 1996 : 206). Sa prodigalité contribua à tendre les relations avec son père, qui de ce fait n'était pas pressé de le voir revenir à Toulouse. Georges Labit commença alors une vie de voyage, « l'alibi était trouvé, il irait chercher de nouvelles marchandises pour le « Magasin universel », et de l'Angleterre au Japon, en passant par la Chine et la Laponie, il écumerait les villes et les ports » (Hugon 1996 : 206)⁵⁴⁹. Ses trouvailles connurent un vif succès dans la ville rose. Il ramena aussi des centaines de clichés photographiques, et bientôt, avec l'aide financière de son père qui vit sans doute là l'occasion de consacrer sa réussite, il fit construire un musée, inauguré en 1893,

⁵⁴⁸ Avec celui de Lyon, ce musée est le seul en province qui leur soit consacré (Wolff 1984 : 186).

⁵⁴⁹ Pour plus de détails sur sa vie trépidante et controversée, se reporter à *Georges Labit, un globe-trotter toulousain*, de Lefèvre (1994, Editions Daniel Briand).

avant même l'ouverture du grand magasin comme tel. Ces parcours familiaux croisés confirme la remarque de Walter Benjamin qui montre, dans *Paris, capitale du XIX^e siècle*, qu'il y a « des relations entre le grand magasin et le musée, le bazar servant de moyen terme. L'accumulation des œuvres d'art dans le musée rapproche celles-ci des marchandises » (Benjamin 2002 : 432). Si les relations entre le père et le fils Labit ont été souvent tumultueuses, la fantasmagorie propre à cette époque, et que Benjamin a su dévoiler avec tellement de clairvoyance, se révèle capable de conjuguer modernité commerciale et postmodernité touristique-ethnographique. D'ailleurs, le musée bâti dans un style mauresque est l'œuvre de l'architecte Jules Calbairac qui a également conçu d'importants immeubles, tel les 48, 48 bis et 50 rue de Metz, en brique et béton, et qui plus tard va diriger « la construction du premier immeuble toulousain en béton armé, rue des Arts en 1912, où toutefois ce procédé novateur est masqué par un revêtement de briques » (Taillefer 2002 : 246). Calbairac avait commencé sa carrière en décorant gratuitement en 1891 la rue Alsace-Lorraine pour le compte du comité des commerçants (Foucaud 2000 : 136). Des parcours, en apparence divergents, se recoupent donc ainsi à l'intersection produite par les nouvelles formes de l'échange marchand.



Au centre de l'agglomération, au milieu de la nouvelle rue Alsace-Lorraine trône en face du jardin du Capitole, la Maison universelle, premier grand magasin (Bordes 2005 : 262).

Les percées haussmanniennes, en se superposant à la voirie tortueuse héritée du Moyen Age, engendrent un maillage des rues qui permet d'obtenir « la plus grande longueur de façades (...), et le plus grand nombre d'angles qui favorisent le commerce », explique Benevolo (1993 : 219). Ces derniers sont traités avec le plus grand soin pour attirer l'attention du chaland. « Les grandes rotondes d'angle, qui remplacent les angles coupés de la période précédente, rythment la rue ; le décor sculpté s'y concentre ainsi que sur les portes. Citons celles du grand magasin Labit (...), réalisé par Ambialet, aux cariatides engainées allégoriques de la modernité (le Cinéma, le Télégraphe) et aux toitures (...) à grandes lucarnes aux frontons sculptés », indique Odile Foucaud (2000 : 100). Les passants sont ainsi invités à poursuivre leur déambulation jusqu'à l'intérieur du magasin. Innovations commerciales majeures, l'entrée est libre et les prix fixes indiqués « sur tous les objets permettent au visiteur de se renseigner et de comparer lors même qu'il n'achète pas » ces « articles d'utilité et de fantaisie », comme le mentionne la publicité vantant les qualités de la Maison Universelle (Bordes 2005 : 262). Aussi, le grand magasin ne diffère pas seulement de ses devanciers par ses seules dimensions, il adopte un nouveau système de vente⁵⁵⁰ ; « le prix ne varie plus d'après la tête du chaland, ni en fonction des talents respectifs du vendeur et de l'acheteur pour le marchandage », comme l'écrit René Sédillot, dans son *Histoire des marchands et des marchés* (1964 : 381). Le nombre impressionnant d'articles proposés plonge vraisemblablement les clients peu habitués à un tel choix dans un sentiment de perplexité mêlé d'émerveillement. « Objets, denrées, biens, produits, marchandises, richesses : le vocabulaire économique du XIX^e siècle hésite » remarque Daviet dans *La société industrielle en France, 1814-1914. Productions, échanges, représentations* (1997 : 221). L'embarras des consommateurs est alors pris en charge par le grand magasin « réunissant des assortiments complets » (Bordes 2005 : 262), qui ne sont pas sans similitudes avec les catalogues comme manuels de savoir vivre étudiés par Miller dans *Au Bon Marché, 1869-1920, le consommateur apprivoisé* (1987 : 165-168). L'offre de commodités va être démultipliée Au Capitole.

⁵⁵⁰ Par leurs innovations commerciales favorisant la « dépersonnalisation », « les grands magasins vont remplacer le traditionnel face-à-face client/commerçant par un face-à-face client/marchandise », synthétise Philippe Moati, pour montrer « la contribution des grands magasins à l'émergence d'une distribution de masse, dans *L'avenir de la grande distribution* (2001 : 32).

GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

ENTRÉE
LIBRE

Au Capitole

ENTRÉE
LIBRE

TOULOUSE

LIVRAISONS PAR SERVICES AUTOMOBILES
ASCENSEUR ET TAPIS ROULANT



TÉLÉPHONE
à la disposition des Clients

Les plus importants de la Région



Vendant le Meilleur Marché

A l'extrémité Nord de la rue Alsace-Lorraine, Au Capitole, grand magasin bénéficiant des dernières avancées technologiques (publicité parue en 1906 dans le bulletin numéro 3 du Syndicat d'Initiative de Toulouse et de la Haute-Garonne).

L'implantation à Toulouse en 1904 du grand magasin Au Capitole marque une nette montée en gamme, le nouveau commerce distançant largement ses concurrents. Son « architecture en pierre et en fer rappelle en plus petit celle des Galeries Lafayette de Paris. Tourné surtout vers la vente d'articles de belle qualité et même de luxe, le Capitole devint vite le grand magasin de la clientèle bourgeoise, tandis que les autres maisons gardaient la clientèle plus modeste ; le lundi de grands déballages de soldes sur les trottoirs attiraient les paysans qui y retrouvaient leurs habitudes des marchés ruraux » (Coppolani 1954 : 173). Si « les grands magasins inculquent un nouveau rapport à la dépense » comme le décrit Péron (2004 : 103), il s'agissait pour les plus luxueux d'entre eux de susciter le

désir au-delà du besoin, de rendre manifeste les appétences réprimées par la culture de l'épargne. L'étymologie du mot 'luxe', « du latin *luxus*, qui signifie débauche, excès », comme le rapporte à la suite d'Alain Rey, Thierry Paquot dans son *Eloge du luxe* (2005 : 15-16), montre que c'est « quelque chose de déraisonnable », une luxation de la stricte utilité⁵⁵¹. Pour autant, il n'en a pas moins sa logique spécifique, le social et le symbolique y primant le pur économique. « Le luxe a gardé la valeur fonctionnelle du *potlach*, créateur de rang. Le luxe détermine encore le rang de celui qui l'étale, et il n'est pas de rang qui n'exige un appareil », écrit Georges Bataille, interprétant de façon très personnelle l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss, dans le chapitre sur « La société de consommation » de *La Part maudite* (Bataille 1976 : 78). Le luxe se démocratise et le jeu des convoitises et des jalousies s'élargit à la petite bourgeoisie. Les différences de classes se brouillent quelque peu parce qu'elles se font plus subtiles. L'articulation entre économie symbolique et commerce des apparences se complexifie avec l'essor de ces nouvelles formes d'échange marchand.

Les grands magasins, surtout ceux haut de gamme, reflètent et amplifient de profondes transformations des relations entre les hommes et les femmes. Ces dernières sortent davantage, se parent avec davantage de soin, et jouent un rôle nouveau dans l'économie domestique. « Le commerce urbain de mode amorçait une transformation de la condition de la femme. Désormais, et cela dans des couches sociales de plus en plus modestes, c'était elle qui allait prendre en charge la direction de la culture familiale ; maîtresse de l'intérieur (...), c'était elle à présent qui ouvrait sa famille à un extérieur qui n'était pas celui de l'homme » (Agulhon 1998 : 485). La femme devient « la consommatrice rituelle des biens que le mari produit », selon la formule de Veblen, dans sa *Théorie de la classe de loisirs* (1970 : 56). Cette évolution a été remarquablement décrite par Zola, qui avec lyrisme relate « les effets d'une politique commerciale qui vise à « surprendre » au sens fort du terme⁵⁵² des femmes protégées d'elles-mêmes par

⁵⁵¹ Lire en outre sur ce sujet l'article de Thierry Paquot, « Utilité de l'inutile ? », dans *Les Temps Modernes* (1998 n°602 : 109-120).

⁵⁵² Jacques Derrida dans *Donner le temps* montre comment dans les complexes méandres du « don, il s'agit comme toujours de prendre, d'arraisonner, de harponner. De prendre et plus tôt de surprendre. Nous avons remarqué que le plaisir est pris, proportionné à la sur-prise et, par-dessus tout autre plaisir, à celui de la surprise causée. Surprendre l'autre, fût-ce par générosité et en lui donnant trop, c'est avoir barre sur lui, dès lors qu'il accepte le don » (Derrida 1991 : 186).

des habitudes de contrôle et de bienséance. Voici ces femmes « pâles de désir » devant les soieries dont l'éclat est à l'image des plaisirs défendus, les voici « prises dans le débordement d'un pareil luxe avec l'irrésistible envie de s'y jeter et de s'y perdre » », commente Jeanne Gaillard dans la préface d'*Au Bonheur des dames* (1980 : 14-15)⁵⁵³. Cela inquiète nombre de contemporains qui craignent de voir les économies domestiques déséquilibrés par des achats trop dispendieux, et d'ailleurs à cette époque se développe une kleptomanie mondaine, témoignant d'impossibilités pécuniaires à répondre à une offre pléthorique et tentatrice, tout autant que d'incapacités à dominer d'irrépressibles pulsions d'acquisition.

La relation nouvelle s'instaurant avec les choses et l'argent n'est cependant pas l'apanage des femmes. Les hommes aussi succombent à la nouvelle économie de la dépense. Moins sans doute dans les grands magasins que dans les grands cafés, dont, à Toulouse, une bonne partie est détenue par une société anonyme dont « les dirigeants avaient un but très simple et très clair, « faire marcher le commerce » au centre de la ville », comme le rapporte Arlet (1999 : 371-372). L'intérieur de ces cafés, « où se mêlent stucs, cuivres, céramiques et grandes glaces », s'inspire de l'architecture exubérante du grand magasin Au Capitole (Taillefer 2002 : 246). Leur chic contribue à la ségrégation relative opérée par les grands magasins⁵⁵⁴. Ces grands cafés sont regroupés autour de la place Lafayette, où sont organisées par leurs patrons les premières projections cinématographiques dès 1896, un an seulement après l'expérience des frères Lumières (Taillefer 2002 : 259). Les cafés et leur économie sont ainsi la clé d'un *entertainment* urbain, promouvant « la consommation d'imaginaire », comme l'exprime Lequin (Agulhon 1998 : 485)⁵⁵⁵. Contrairement à ce l'on pourrait penser, le développement des cafés toulousains n'entraînent pas trop d'alcoolisme, « Toulouse est une des grandes villes de France où il y a le moins d'alcooliques », se classant au 17^e rang en la matière

⁵⁵³ Elle cite la page 141 de cette édition établie par Henri Mitterand. « Il est significatif (...) que le rayon de la lingerie apparaisse à Zola comme un vaste cabinet dans lequel une multitude de femmes, sous le coup du désir, auraient abandonné leurs sous-vêtements », écrit Corbin, à propos d'un autre passage du *Bonheur des dames*, dans *Les filles de noce* (1982 : 309).

⁵⁵⁴ Les cafés s'opposent aux « baloches » occitanes et populaires des faubourgs comme Saint-Cyprien, d'où proviennent les « fléous », bandes de fils d'ouvriers et d'artisans qui prennent le tramway sans payer et déambulent au centre-ville en reluquant les filles et en se moquant des bourgeois en patois, comportements incivils suscitant à l'occasion rixes et bagarres (Arlet 1999 : 402).

⁵⁵⁵ « C'est dans un café des boulevards que les Lumières donnent les premières séances publiques de cinématographe en décembre 1895 » (Agulhon 1998 : 485).

selon Arlet (1999 : 395). On y boit du vin bien sûr, mais aussi, surtout pendant l'été, de la bière dont une bonne partie est produite localement par les six brasseries en activité en 1900 (Arlet 1999 : 396)⁵⁵⁶. La douce ivresse de ces loisirs consommés aux terrasses des cafés marque les débuts d'une nouvelle culture des loisirs urbains.

Une autre consommation indique plus encore la modification de la relation au temps : l'augmentation de la consommation de cigarettes qui, souvent, accompagne ces divertissements dans les cafés. On y fume un tabac également produit localement ; mais cette fois, la formule de Veblen est inversée puisque les cigarettes, dont Napoléon III a lancé la mode, sont fabriquées par des femmes qui représentent 90 % des employés aux salaires élevés de la manufacture des tabacs (Taillefer 2002 : 233). Ce travail laborieux paraît contraster avec la consommation de fumée, produite par le fumeur. Dans « La limite de l'utile », fragment d'une version abandonnée de *La part maudite*, préparant sa théorie de la dépense, Bataille écrit afin d'étayer celle-ci que « la diminution générale du gaspillage est si peu certaine qu'à son encontre on peut alléguer la prodigieuse consommation de tabac », « pas de gaspillage plus banal ni plus constamment lié à l'écoulement du temps » ; « aucune occupation n'est moins saisissable », « il est pourtant dans cet usage une sorcellerie cachée : qui fume est en accord avec les choses (les choses que sont le ciel, un nuage, la lumière). Il importe peu qu'un fumeur le sache : le tabac le libère un instant du besoin d'agir », « la fumée s'échappant doucement de la bouche donne à la vie la liberté, l'oisiveté qu'on voit aux nuages » (Bataille 1976 : 224-225). Bataille décèle dans l'acte de fumer un exemple paradigmatique de ces surplus énergétiques qui nous somment de gaspiller⁵⁵⁷. Sans suivre l'interprétation qu'en donne Georges Bataille, mais en s'essayant à son tour à l'analyse ardue des questions du don et de l'échange, Jacques Derrida se livre, dans *Donner le temps* (1991), à un commentaire de *La fausse monnaie* de

⁵⁵⁶ Sur la brasserie toulousaine, « fondée par des Alsaciens immigrés » au début du XIX^e siècle, et dont l'entreprise Montplaisir occupe la première place à partir du début du suivant, voir aussi (Coppolani 1954 : 223).

⁵⁵⁷ « Cet excès encombrant, dans notre aveuglement, nous le gaspillons en fait moins qu'il ne nous gaspille. L'existence individuelle lie à cette inconscience sans doute ce qu'elle a de plus profond : une délicatesse auprès de laquelle une affirmation du « grand siècle est fade (...). Elle place l'élégance dans l'usage du tabac – où elle est fumée » (Bataille 1976 : 229).

Baudelaire, dans lequel il ne manque pas de s'arrêter puis de revenir⁵⁵⁸ sur l'incipit de ce texte que constitue le bureau de tabac. Avec subtilité, Derrida montre, par d'autres voies que celles empruntées par Bataille, que la consommation de tabac n'est qu'en apparence « une consommation pure et luxueuse, gratuite et donc coûteuse, une dépense à fonds perdu qui procure un plaisir » (Derrida 1991 : 138)⁵⁵⁹. « La réinscription du tabac dans le cycle économique de l'échange – contrat, don/contre-don, alliance – suit nécessairement le mouvement incessant de réappropriation d'un excès par rapport au système du simple besoin naturel et à l'équivalence circulaire entre ce besoin dit naturel et le travail ou la production qui lui correspond. Mais cet excès (...) ne signifie pas que le passage au symbolique suspende le mouvement économique. Le tabac est un symbole de ce symbolique » ; « il semble consister (...) en une dépense purement somptuaire dont il ne reste rien (...). Mais qu'il n'en reste rien (...) ne signifie pas, au contraire, qu'il n'en reste rien de symbolique » (Derrida 1991 : 143-144). L'accroissement de l'usage du tabac va indirectement révéler le jeu des échanges et des alliances nouvelles qui se nouent dans les lieux de distractions que sont les cafés et ses abords. « Si la fumerie symbolise alors en effet le symbolique (...), elle le fait entre hommes », mais « on le soupçonnera très vite : si la femme paraît absente de ce récit, son exclusion pourrait bien organiser la scène et en rythmer le temps » (Derrida 1991 : 147, 134).

A proximité immédiate de ces grands cafés se situent les allées Lafayette, « ramblas » toulousaines, lieu de promenade privilégié des fins d'après-midi, du dimanche et des jours de fête, (Arlet 1999 : 374-375) ; non loin de là, entre les allées Lafayette et le boulevard Carnot, c'est l'envers du décor : le quartier du commerce amoureux tarifé. « Les dames de petite vertu débordent sur les allées Lafayette à partir de 8 heures du soir », « des nuées de câlineuses, en toilette de bataille, s'abattent sur les passants, s'abattent sur les passants, coupent leur marche (...), les invitent avec insistance. (...) Les femmes mariées et les jeunes filles s'exposent à être prises pour ce qu'elles ne sont pas » rapporte Arlet dans

⁵⁵⁸ L'écriture de Derrida, parsemée de suggestives digressions qui se structurent en circonvolutions afin de déconstruire une difficulté conceptuelle, rend difficile le fait d'en extraire un passage.

⁵⁵⁹ Tout aussi infidèle que Bataille à ses références, Derrida les utilise cependant bien davantage et les inclut à son texte ; c'est pourquoi, pour qui souhaiterait développer cette anthropologie du don/échange du tabac, le travail de Derrida est un précieux point d'appui : il repère en effet les passages le concernant dans les œuvres de Mauss, de Lévi-Strauss ou encore de Serres.

Toulouse à la Belle Epoque (1999 : 376-377). C'est là l'une des conséquences de l'haussmannisation. En effet, comme le met en lumière Corbin en un paragraphe intitulé « Ville extravertie et femme-spectacle » dans *Les filles de noce* (1982), elle entraîne une transformation de la « physionomie de la ville et des comportements des citadins » : « c'est alors que la fille sort de l'ombre ; désormais elle recherche l'éclairage qui fera ressortir son maquillage ; elle se montre ; elle circule inlassablement »⁵⁶⁰ ; « ce transfert des prostituées vers le centre apparaît alors un phénomène général dans les grandes cités » (Corbin 1982 : 301-302). « Les brasseries à femmes attirent particulièrement l'attention dans les années 1880, où l'on dénonce leur développement à Lyon, Marseille, Toulouse », « vitrines un peu voyantes d'une prostitution sauvage et somme toute banale dans laquelle baigneraient les relations des citadins » (Agulhon 1998 : 318-319). Renommée pour ses concerts, Toulouse l'est aussi comme plaque tournante des chanteuses de charme (Corbin 1982 : 256). On assiste aussi au développement des maisons de rendez-vous où « la rencontre entre les partenaires s'accompagne d'un simulacre de séduction », et où « la décoration et l'ameublement sont certes luxueux, mais sans clinquant ; tout ici a pour but d'évoquer l'hygiène et le confort bourgeois » (Corbin 1982 : 258-260). Le recrutement des femmes s'adonnant à l'amour vénal est composite, mais il est possible d'y repérer des traits communs, en particulier l'aspiration insatisfaite d'ascension sociale qui pousse domestiques, ouvrières de l'aiguille⁵⁶¹, demoiselles de magasin, à se livrer à ce commerce leur permettant de s'habiller et de se chausser comme les dames qu'elles souhaiteraient devenir.

Cependant, l'offre prostitutionnelle n'est pas que le fait de ces femmes ne disposant pas de l'appui d'un homme, appui sans lequel il est difficile de s'intégrer dans la société urbaine de l'époque⁵⁶² ; elle concerne, ce qui est

⁵⁶⁰ « Jamais on n'avait tant montré que dans la ville de la seconde moitié » du XIX^e siècle ; « les expositions s'y multiplient et l'on connaît le rôle qu'elle joue dans la conjoncture prostitutionnelle ; les vitrines des grands magasins sont elles-mêmes des expositions » ; « s'inaugure le primat du visuel dans la sollicitation sexuelle » (Corbin 1982 : 302). Voir aussi le roman de Zola, *Nana*.

⁵⁶¹ Il est intéressant de remarquer que ces deux catégories dont nous avons montré le rôle de passeur culturel dans la partie précédente, se retrouvent à présent dans une autre forme de passe.

⁵⁶² A la suite d'Haussonville, Corbin insiste sur le cas des « non classées », « jeunes filles qui, nées dans un milieu populaire ont fait l'effort pour s'élever au dessus, sans y avoir encore réussi », la solitude et la fragilité de ces maitresses de piano ou de ces institutrices les exposent au risque de se laisser prendre dans les rouages du commerce des maisons de rendez-vous (Corbin 1982 : 310).

nouveau, des femmes mariées. « Dans la ville extravertie, au sein de laquelle elle circule désormais au grand jour, l'épouse bourgeoise peut se livrer plus facilement que par le passé à l'adultère. La visite au magasin lui fournit un alibi incontrôlable ; les lieux de circulation se trouvent transformés en lieux de rencontres anonymes », explique Corbin (1982 : 309-310). En ce sens, il n'est pas anodin que le grand magasin toulousain Au capitole soit équipé du téléphone. En effet, ses « débuts luxueux valent au téléphone une image ambiguë : d'un côté c'est un instrument sérieux pour hommes d'affaires pressés », « de l'autre, au service des particuliers, il sert au bavardage des femmes riches et aux messages amoureux ». « Toute une part de la littérature grivoise, caractéristique de la « Belle Epoque », fait du téléphone l'instrument des conversations à l'insu des maris et des rendez-vous clandestins. Sur d'innombrables cartes postales, il est le véhicule privilégié des mots doux et des aveux amoureux tantôt naïfs, tantôt franchement licencieux » (Bertho 1997 : 281-282). Plus profondément ce sont la condition de la femme et ses relations avec l'homme qui se transforment de façon protéiforme. L'un des meilleurs symboles de l'évolution de la condition féminine est le progressif abandon du corset à partir de 1906, abandon qui doit être mis en perspective avec « les progrès du féminisme, le développement de l'adultère, l'instauration puis la diffusion du divorce, la revendication du droit à l'union libre », etc. (Corbin 1982 : 313-314).

Un même processus associe désaffiliation et individualisation, générant de nouvelles modalités de mises en relation des êtres humains ; ce qu'un observateur contemporain de ces bouleversements comme Georg Simmel a su décrire avec finesse dans *Philosophie de la modernité* (2004). Il y montre qu'il s'agit d'une modernité fondamentalement ambivalente dont la coquetterie articulant les relations entre les femmes et les hommes fait figure d'exemple privilégié. « Mouvement du don et du refus dans le rythme enjoué d'une alternance continuelle », la coquetterie féminine est l'un des ressorts d'un rapport amoureux qui peut être vécu sur mode de l'aventure, unissant « la force conquérante et le don gracieux qu'on ne peut forcer » (Simmel 2004 : 152, 224-225), et qui amène les hommes à adopter une attitude « où aucun Oui n'est violemment désiré et aucun Non redouté » (Simmel 2004 : 160). « C'est pourquoi si le fait d'avoir et ne pas avoir en même temps est la forme de manifestation immanquable de

l'érotisme, ou même sa base ultime, la coquetterie en distille le pur extrait (...) sous la forme du jeu », indique Simmel, qui précise que « la coquetterie n'est pas du tout un art de la prostituée » (Simmel 2004 : 164-166). Il n'empêche, des contaminations existent et les distinctions se font moins nettes. « Sous l'effet de l'évolution des structures économiques, la sensibilité masculine évolue ; (...) les rapports tendent à se pimenter de sentiments », « l'érotique prend le pas sur le génital » ; « le portrait-robot de la prostituée se brouille » et « du même coup le portrait de l'épouse bourgeoise s'estompe lui aussi » ; « le destin de Madame Bovary, métamorphose de la petite bourgeoise en femme qui tente d'assumer ses pulsions sexuelles, est exemplaire et répand l'inquiétude », écrit Corbin en conclusion de son étude sur la prostitution (Corbin 1982 : 481-482). Ainsi, certaines formes de dominations établies se déhiérarchisent et se recomposent en de nouvelles mobilités relationnelles, au sein desquelles la présence de plus en plus prégnante de l'argent, manière caractéristique de payer la prostituée⁵⁶³, participe à affranchir à bon compte ceux qui en sont pourvus et accélère le rythme des transactions.

Les transformations des relations des hommes entre eux et avec les choses s'inscrivent en effet dans une monétarisation croissante des échanges, monétarisation qui implique une bancarisation de la vie économique. « Dans la France préindustrielle, la masse monétaire, pratiquement toute métallique, représentait un quart du PIB, alors que l'on atteint environ 30 % en 1840, 60 % en 1913, reflet du grand nombre de transactions auxquelles donne lieu la formation de richesse. La monnaie de 1840 était à 80 % métallique. Elle l'est encore à 60 % au début des années 1890. Celle de 1913 ne l'est plus qu'à 33 % », indique Daviet (1997 : 204). Si Toulouse fait preuve d'un certain dynamisme commercial, que ce soit celui des grands magasins, des cafés ou celui de l'amour tarifé, il n'en va pas de même en matière financière. « Avant 1840, Toulouse ne comptait guère que des « changeurs et prêteurs ». Seule la banque Courtois, fondée au XVIII^e siècle

⁵⁶³ Se reporter sur les paragraphes de *Philosophie de l'argent* où Simmel évoque le cas particulier du paiement de la prostituée (Simmel 1999a : 473-479) ; mais surtout aux suggestives remarques de Benjamin qui écrit dans *Paris, capitale du XIX^e siècle* : « l'amour que l'on a pour la prostituée est l'apothéose de l'identification à la marchandise » ; « certes, l'amour de la prostituée s'achète. Mais il n'en va pas de même de la honte de son client. Celle-ci cherche une cachette pour ce quart d'heure et trouve la plus géniale : l'argent. Il y a autant de nuances dans la manière de payer que l'art d'aimer, indolentes ou rapides, furtives ou brutales » ; (Benjamin 2002 : 528, 510).

faisait figure de véritable banque. Leur grande affaire était l'arbitrage intérieur, qui, en raison de la circulation, encore difficile, assurait de beaux bénéfices. Ils travaillaient à court terme » et « leurs services n'atteignaient d'ailleurs qu'une clientèle étroite. Les notaires et les usuriers drainaient encore les économies de la plupart des épargnants » (Wolff 1974 : 457). La faiblesse bancaire de la ville s'explique par le nombre relativement peu important de grosses fortunes, même si celles-ci sont en augmentation. « Sous le Second Empire, on peut dépasser deux millions, comme à Toulouse, où l'on est parti de plus bas, 500 000 francs entre 1820 et 1850 » ; cependant la moyenne des successions laisse apparaître une certaine médiocrité, celle-ci étant « globalement stagnante » au cours du XIX^e siècle ; Toulouse fait figure de bon exemple d'une ville peu en relation avec les grands dynamismes financiers de l'époque (Agulhon 1998 : 496-497). Malgré tout, comme l'haussmannisation, ceux-ci finissent par toucher la ville. « La date essentielle est sans doute 1867 : alors fut fondée la succursale toulousaine de la « Société générale pour favoriser le commerce et l'industrie ». Grâce à son organisation perfectionnée, elle devait populariser le crédit (...). Après 1870, d'autres grandes banques de crédit installent à Toulouse des succursales : Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte (...) et Banque nationale de crédit industriel (1907). Mais bien que Toulouse tienne toujours, par sa population, le quatrième ou le cinquième rang, dans la liste des villes françaises, la succursale de la Banque de France ne vient qu'au 16^e rang (après Bayonne, Angers, Cambrai et Valenciennes) pour le chiffre de ses opérations » (Wolff 1974 : 458). Toutefois, au début du vingtième siècle, les banquiers se hissent en tête des déclarations de succession, loin devant les quelques industriels (Arlet 1999 : 394).

Les raisons d'une telle faiblesse toulousaine par rapport à d'autres places d'affaires sont anciennes, mais les structures économiques et sociales de l'urbanisation du début du XIX^e siècle constituent un tournant, qu'à l'instar de la grande industrie, les deux phénomènes étant assez fortement corrélés, les élites locales n'ont pas su prendre. C'est ce que montre la diffusion des caisses d'épargne au cours de cette période étudiée par Bernard Lepetit, dans « Réseau urbain et diffusion de l'innovation dans la France préindustrielle : la création des caisses d'épargne 1818-1848 », dans *La ville et l'innovation* (1987). Lepetit oppose une France septentrionale à celle méridionale où les caisses d'épargnes

connaissent un nombre important de démarrages difficiles : ainsi à Toulouse, plus de deux ans et demi séparent l'ordonnance d'autorisation de l'ouverture de la caisse (Lepetit 1987 : 149). « La nouveauté pénètre moins en profondeur la société locale dans la France du sud que dans celle du nord. Toutes villes confondues, on compte soixante-sept livrets pour mille habitants d'un côté de la frontière et quarante trois de l'autre, cinq ans après l'ouverture d'une caisse d'épargne » (Lepetit 1987 : 150). Dans le Sud, « le retard à innover, la plus grande lenteur à généraliser l'innovation renvoient à une circulation plus lente, car plus fractionnée dans l'espace, de l'information » ; « ici, le terme d'armature urbaine convient. Au nord, celui de réseau urbain avait déjà un sens. Le caractère cumulatif des processus novateurs fait de cette différence plus qu'un écart qualitatif. Il l'établit en fait de structure. Unifié, l'espace national de cette fin d'époque préindustrielle est aussi un espace des fonctionnements différenciés, gros des déséquilibres futurs du développement régional », explique Lepetit (1987 : 153-154). La distinction qu'il opère entre armature urbaine/réseau urbain n'est pas propre aux circulations financières, et s'applique également à d'autres moyens transports : « de Lyon à Beaucaire, de Bordeaux à Narbonne, de Limoges à Toulouse (...), de fait, les routes sont sans lacunes. Mais ailleurs, c'est le mitage du réseau qui domine » ; « faute d'un ensemble cohérent des relations, les villes du Sud obéissent encore à la logique d'accumulation qui est celle des armatures urbaines » (Lepetit 1988 : 297-299). Si la mise en réseau plus tardive de villes méridionales leur permet une suprématie régionale qui ne souffre d'aucune contestation, celles-ci sont en revanche davantage exposées à des flux les surplombant, alors que la structure réticulaire offre une forme d'assurance relative face à eux. L'opposition entre armature urbaine/réseau urbain recoupe celle, plus générale et plus philosophique, entre pouvoir et puissance. Contrairement aux apparences, un pouvoir accaparant sans restes représente une situation de fragilité potentielle, tandis que de puissants réseaux présentent une garantie de stabilité plus grande lorsque des chocs conjoncturels ou structurels en viennent à les déséquilibrer.

Le devenir de la finance toulousaine va confirmer cette déficience constitutive. Comparativement, l'organisation du secteur textile, tissu de petites entreprises se rapprochant à Toulouse, comme nous l'avons vu, d'une organisation en réseau, va

bien mieux résister dans le temps aux aléas de la modernisation. Ainsi, au cours de la première moitié du XX^e siècle, on assiste à un « affaiblissement progressif des banques locales au bénéfice des grandes banques nationales », « d'une dizaine en 1950 », les banques toulousaines passent à 3 en 1961, et la banque Courtois, devenue société anonyme en 1919, est rattachée à au groupe de l'Union Parisienne ; « succursales ou maisons locales », elles « recrutent toutes leur clientèle dans les mêmes milieux et s'adonnent à peu près aux mêmes opérations » : « les capitaux toulousains s'intéressent toujours beaucoup moins à l'industrie qu'à la terre ou à la construction » (Coppolani 1963 : 112-114). Conséquence de cette médiocrité, la bourse est la dernière de celles de province (Coppolani 1963 : 114). Comme ses homologues provinciales, son déclin va nettement s'accroître après la Deuxième Guerre mondiale : « au début du XX^e siècle, les six qui subsistent n'assument guère plus que 10 % des échanges de valeur, mais c'est encore important par rapport aux années 1950, où leur part tombera à 1,5 %. A Nantes, à Bordeaux, à Marseille, à Toulouse, elles orientent avant tout avec prudence les placements » (Aguilhon 1998 : 515). Les milieux d'affaires locaux exercent cependant, via la chambre de commerce, une influence sur les institutions économiques de la ville ; et, plus tardivement qu'ailleurs⁵⁶⁴, une école de commerce est créée à Toulouse en 1903, afin de former d'attirer des jeunes « qui, sans elle, auraient fait des études de droit ou de médecine » (Arlet 1999 : 296-297). Cela ne va pas être un rempart suffisant face un capitalisme de plus en plus globalisé qui va destituer ces élites de leurs prérogatives sur l'économie et le commerce toulousain.

L'un des symboles de ce passage de témoin est la disparition de la « Maison universelle » avec la crise de 1929. « Comme le Printemps de Toulouse, le Paradis des Dames et quelques autres » (Coppolani 1963 : 79), entre 1930 et 1932, « cinq maisons sur huit » (Coppolani 1954 : 173) n'ont pas été en mesure de traverser cette épreuve faute de capacités financières suffisantes. « La période 1920-1940 a surtout été marquée par l'arrivée des magasins dits « à prix uniques » : Monoprix (1933) puis Lanoma (1935 ; disparu en 1946) par la Société des Galeries Lafayette, Printafix (1934), par la Société Paris-France, cette dernière occupant les locaux de la Maison Universelle, ex-Bazar Labit, qui était une affaire locale. De

⁵⁶⁴ Plus tard que dans les grands ports français mais aussi qu'à Dijon (Arlet 1999 : 296).

même une succursale du Bon Marché de Paris était venue en 1927 se substituer à une autre affaire locale, Le Gaspillage. Ainsi, se renforçait la mainmise des grands groupes nationaux sur le commerce toulousain de détail » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 45). Ce dernier comporte une autre spécificité qui va ultérieurement être mise à mal dans la seconde moitié du XX^e siècle : l'abondance des succursalistes qui, « apparus dans le dernier quart du XIX^e siècle, représentent en effet à Toulouse 11% du total des magasins d'alimentation, contre 2,5 % pour toute la France », au début des années 1960 d'après Coppolani (1963 : 84). Le plus prépondérant d'entre eux est L'Épargne, fondée en 1898 par un fabricant de sandales, Cénac. Grossiste dominant sans partage le commerce de détail dans un rayon de 100 à 150 kilomètres autour de Toulouse, et dans une moindre mesure celui du Sud-ouest, c'est le quatrième plus important succursaliste de France, devancé par Casino, avec qui il a « certains intérêts communs » (Coppolani 1954 : 178-180), et qui va finir par l'absorber financièrement. Lentement mais sûrement, en l'espace d'environ un demi-siècle, un capitalisme de niveau national va ainsi avoir raison de celui qui avait émergé à Toulouse au cours d'une première phase de modernisation.

A travers cette évolution, c'est l'identité toulousaine qui est remise en cause. Yves Lequin décrit ce « patriotisme local moins évident », et se demande « à quel point se sent-on lyonnais, marseillais ou toulousain, quand on tire son pouvoir et sa richesse d'intérêts économiques dispersés aux quatre coins du pays, voire du monde ? (...) A Toulouse en 1911, il n'y a que 7% de valeurs languedociennes parmi les actions de la bourgeoisie autochtone, alors qu'à la fin de la monarchie de Juillet, on donnait de très loin la préférence aux affaires locales » (Agulhon 1998 : 523). Une partie des élites, qui ont un mode vie de moins en moins local, commencent à migrer vers la capitale, et en ce sens, il est significatif que Jacques Arlet termine son ouvrage sur *Toulouse à la Belle Époque*, par un chapitre concernant les Toulousains de Paris (Arlet 1999 : 409-423). Ceux-ci, gravitant pour la plupart dans le milieu politique⁵⁶⁵ plus dans celui des affaires, se constituent en une association appelée « La Luscrambo », puis en 1897, l'« Association des Toulousains de Paris ». Son fondateur, Pedro Gailhard, né à

⁵⁶⁵ « A Paris, si l'on veut arriver à quelque chose, il faut être de Toulouse », était-il écrit en 1905 dans le numéro 229 du journal satirique *l'Assiette au Beurre* (Arlet 1999 : 409).

Toulouse en 1848, fils d'un cordonnier, a été le directeur de l'opéra de Paris entre 1899 et 1907, s'était fait construire un immeuble au 46 rue Alsace-Lorraine, et s'installait l'été à Luchon, où il avait acheté une villa à un anglais de Paris, relate Arlet (1999 : 414-416). Ce mode vie, parmi d'autres, illustre le développement de la résidence multiple, et l'influence grandissante des Toulousains dans les mondanités parisiennes. Il ne semble pas Toulouse ait beaucoup bénéficié de la présence de ces personnalités originaires de la région, parfois de premier plan comme les frères Sarraut, si ce n'est dans l'ascension isolée et souvent éphémère de tel ou tel au poste de ministre. Toutefois, toutes les réussites toulousaines ne s'évaporent pas et ne passent pas nécessairement par la capitale comme en témoigne celle d'Ozenne (1814-1895). Issu d'une modeste famille normande, il s'installe à Toulouse et ouvre un petit commerce de bonneterie ; ensuite son succès est assez rapide, devenant directeur au Crédit agricole en 1868, et il accède à différents postes de responsabilité (conseil municipal, chambre de commerce) ; puis il fonde le conseil des prud'hommes, comme le retrace sa biographie écrite par Paul Féron, *Théodore Ozenne, mécène toulousain* (1999). En effet, contrairement, aux Toulousains de Paris, Ozenne adopte à tel point la ville méridionale qu'après avoir encouragé par tous les moyens sa prospérité économique, il lui lègue toute sa fortune, – en retour celle-ci donnera son nom à la dernière des percées haussmanniennes –, et fait donation à Toulouse de l'hôtel d'Assézat pour y abriter les sociétés savantes : « un palais des congrès avant la lettre », selon la formule de Jean-Marc Olivier (Taillefer 2002 : 263)⁵⁶⁶. Cependant, ces sociétés savantes font figures de creuset culturel conservateur, élitiste et archaïque.

Vers une culture du progrès

La modernisation culturelle de Toulouse n'est donc l'œuvre de ce mécène local, qui pourtant a dépensé beaucoup d'énergie pour promouvoir le développement des sciences et des arts. Les sociétés savantes, palliant jusqu'à un certain point les lacunes en matière d'institutions universitaires, nous y reviendrons, touche peu le plus grand public au regard d'un nouveau moyen d'information en plein essor : la

⁵⁶⁶ « En 1899 Toulouse peut accueillir dans son nouveau « palais des académies » le premier congrès national des sociétés savantes organisé en dehors de Paris » (Taillefer 2002 : 263).

presse. Ainsi, à Toulouse, ce ne sont « pas moins de dix quotidiens dans les années 1880-1885 » qui paraissent chaque jour, puis « *La Dépêche* se taille une place à part, avec un tirage de 180 000 à la veille de la guerre de 1914-1918, avec, chose unique en province, quatre articles de fond au moins dans chaque numéro, avec ses bureaux à Paris et, bien entendu son réseau de correspondants » (Agulhon 1998 : 482). Ses « informations, très complètes, étaient nombreuses et rapides », ses « bureaux étaient reliés à Toulouse par un fil spécial qui, à partir de 1902, put transmettre simultanément quatre télégrammes. Elle disposait de correspondants permanents en Algérie, à Londres, Vienne, Barcelone, Madrid » précise Godechot (Wolff 1974 : 483). Le progrès qu'incarne ce nouveau média correspond aussi à un modèle économique nouveau, celui d'une grande entreprise commerciale, « ce qu'aucun journal de province n'était encore » ; « la publicité, qui se fait envahissante, assure d'appréciables bénéfices et achève de donner à « *La Dépêche* », dès 1900, une physionomie des journaux de la deuxième moitié du XX^e siècle » (Wolff 1974 : 483-484). Lancée le 2 octobre 1870 par l'imprimeur Joseph Sirven⁵⁶⁷ pour donner des nouvelles de la guerre, il vend le titre à un banquier parisien en 1878, qui le revend lui-même à des journalistes toulousains, aidés par Remi Sans ; c'est ce dernier, qui n'est pas un journaliste de métier mais un négociant ariégeois, qui confère au journal l'organisation économique et commerciale esquissée plus haut (Arlet 1999 : 78). *La Dépêche* est une société anonyme à partir de 1880, propriétaire de l'immeuble où résident ses services, sa bibliothèque et son imprimerie installée tout près⁵⁶⁸. C'est donc « une affaire qui tourne et qui gagne de l'argent » (Arlet 1999 : 77). Grâce à sa chronique locale, de ses douze éditions concernant vingt-quatre départements, le journal parvient à fidéliser un lectorat fidèle qui s'abonne.

Intermédiaire culturel, *La Dépêche* est un exemple particulièrement intéressant des tensions entre local et national/global qui tenaillent l'identité toulousaine à cette époque. En effet, l'écart est grand entre les lecteurs de la région, désireux de s'informer de nouvelles de proximité ou de suivre le feuilleton⁵⁶⁹ et qui garantissent la rentabilité et la pérennité du titre, et ceux de toute la France, plus

⁵⁶⁷ Celui-ci devient maire en 1884, jusqu'en 1888.

⁵⁶⁸ « A partir de 1902, l'imprimerie du journal *La Dépêche* est capable de tirer 40 000 exemplaires à l'heure, grâce à ses nouvelles machines », selon Arlet (1999 : 77).

⁵⁶⁹ Celui-ci couvrait 10 % de la superficie du journal (Wolff 1974 : 484).

occasionnels, qui s'empresstent d'acheter le journal pour connaître les avis des grandes plumes que sont Jaurès⁵⁷⁰ ou Clémenceau⁵⁷¹ sur telle ou telle question. Faiseur d'opinion, *La Dépêche* présente une « une dualité, voire une ambiguïté », reflétant cette contradiction : « sur les plans local et régional, elle est très réservée devant la moindre innovation économique, sociale, culturelle », alors que « sur le plan national, elle est, au moins jusqu'en 1936, le soutien de l'avant-garde politique » ; « contraste étonnant entre la qualité des collaborateurs qui fournirent les « grandes signatures », et la médiocrité des candidats que *La Dépêche* soutint et fit le plus souvent élire dans la région soumise à son influence »⁵⁷², pointe Jacques Godechot dans sa préface à *La Dépêche. Journal de la démocratie*, d'Henri Lerner (1978 : X). Puissance politique, elle participe à lier les destins toulousains à ceux de la capitale, et joue un rôle d'ascenseur politique dans le processus décrit plus haut. Ainsi, à Paris « les nouveaux locaux sont inaugurés en février 1900 par plusieurs ministres au 4, rue du Faubourg-Montmartre » (Wolff 1984 : 180), ils sont dirigés par Maurice Sarraut, appelé à un avenir national comme fondateur du parti républicain radical et radical-socialiste, dont il prend la présidence en 1926, et international en tant que délégué de la France à la Société des Nations en 1924.

Ainsi, même si elle a perdu ses grandes plumes au début du XX^e siècle, *La Dépêche* « pesa dans toutes les combinaisons ministérielles des années vingt, et Maurice Sarraut aurait pu, s'il n'avait préféré encourager Gaston Doumergue⁵⁷³, accéder à la présidence de la République en 1924 », indique Rémy Pech (Taillefer 2002 : 275). Malgré tout, en proie à des difficultés financières dans ces années là, et pour éviter le rachat par Maurice de Rothschild, le quotidien dut faire entrer dans son capital comme principal actionnaire le maire de Valence d'Agen, Jean-Baptiste Chaumeil, « puissant entrepreneur de travaux publics » qui « introduisit

⁵⁷⁰ Pour de plus amples renseignements sur la présence de Jaurès à Toulouse, se reporter à l'article de Madeleine Reberieux, « Jaurès et Toulouse (1890-1892) », dans les *Annales du Midi* (1963).

⁵⁷¹ *La Dépêche* est un journal suffisamment ouvert pour que des opinions divergentes s'y manifestent. Ainsi, Clémenceau n'hésite-t-il pas débattre avec Jaurès à travers les colonnes du quotidien, ou à émettre des idées dreyfusardes contraires à celles d'Arthur Huc, le rédacteur en chef (Arlet 1999 : 89-90).

⁵⁷² Pour des exemples de cette influence, se reporter par exemple à ceux que rapporte Wolff (1984 : 182) ; dans un journal concurrent, un opposant va jusqu'à affirmer qu'elle « choisissait les candidats non pas d'après la valeur et le mérite, mais en raison de la servilité dont ils faisaient preuve à son égard ».

⁵⁷³ Doumergue est originaire de Tournefeuille, une commune de la banlieue toulousaine.

son neveu Jean Baylet, qui put faire ses classes auprès du patriarche Arthur Huc » (Taillefer 2002 : 275). Ce dernier, venu des milieux radicaux parisiens, est la figure tutélaire de *La Dépêche* ; codirigeant le journal avec Rémi Sans, c'est lui décide de la ligne éditoriale, et publie de nombreux articles (environ 2000), parfois sans les signer de son nom. Comme l'écrit Arlet, « les opinions d'Arthur Huc et celles de son journal (...), se confondent souvent », anticlérical, pourfendeur de la « réaction », anticolonialiste, mais aussi antisémite et raciste, comme le prouve son attitude au moment de l'affaire Dreyfus, antiféministe, alors que par ailleurs il a des sympathies pour les socialistes (Arlet 1999 : 81-84), bref ses opinions épousent un éventail suffisamment large pour susciter l'adhésion et suffisamment tranchées pour alimenter la polémique. A l'image de Toulouse, *La Dépêche* n'en demeure pas moins plutôt modérée, proche du parti radical et de la Franc-maçonnerie, en dépit d'apparences anticonformistes.

Largement hégémonique, *La Dépêche* possède tout de même des concurrents de moindre envergure : *Le Télégramme*, journal républicain modéré qui tire à 40 000 exemplaires, est plus centriste sur le plan national, mais plus critique vis-à-vis de la municipalité radicale socialiste d'Honoré Serres, maire de Toulouse de 1895 à 1905 ; *Le Messager de Toulouse* est plus à droite, même s'il est assez peu politisé ; et enfin, *L'Express du Midi*, « organe quotidien de défense sociale et religieuse », est quant lui monarchiste et catholique, son influence n'est pas négligeable, le journal tirant à 80 000 exemplaires (Arlet 1999 : 99-105). Et plus à gauche ? En fait, *La Dépêche*, notamment grâce aux articles du jeune Jaurès, profite du vide laissé par la disparition de *L'émancipation*, le journal d'Armand Duportal (Wolff 1974 : 483). Rebelle dès son plus jeune âge (Hugon 1996), Duportal devint le rédacteur en chef de ce journal en 1848, publiant de violents articles contre Louis Napoléon, ce qui lui valut d'être déporté en Algérie, effectuant ensuite des tentatives de retour à Toulouse, entrecoupées de séjours en prison, jusqu'à la fin des années 1860, où il y fut nommé préfet. Sa participation à la Commune le demis rapidement de ses fonctions ; jugé puis acquitté en 1873, il fut élu député quatre ans plus tard, siégeant à l'extrême gauche de l'hémicycle. Cependant, d'une manière générale, la culture de contestation n'est pas très marquée à Toulouse. Ainsi, la Commune ne dure que trois jours et s'effectue sans effusion de sang, les grèves sont assez peu nombreuses, ce qui s'explique par la

structure économique et sociale d'une ville qui ne compte que très de grandes entreprises : « dans la Ville rose les grandes grèves de la Belle Epoque se déroulent plutôt dans une ambiance bon enfant, comme celle des « tabateuses » de la manufacture des tabacs en 1902 » (Taillefer 2002 : 256). Il y a donc un certain paradoxe à ce qu'après des résultats médiocres au cours des années 1880, un mouvement socialiste réussisse à s'implanter et s'unifier vers la fin du XIX^e siècle. Pourtant, Albert Bedouce parvient à réunir les six petits partis socialistes toulousains⁵⁷⁴, stratégie qui s'avère payante en 1906 lorsque les partis républicains se présentent aux élections en ordre dispersé : en tête au premier tour, il est élu maire grâce au désistement des autres listes (Taillefer 2002 : 255-256). C'est le début d'un socialisme toulousain⁵⁷⁵, davantage gestionnaire⁵⁷⁶ qu'émeutier, influencé par le réformisme de Jaurès.

Les forces politiques progressistes accompagnent une démocratisation des pratiques culturelles dont les patrons des grands cafés ont su tirer profit avec le cinéma. Les halls des journaux accueillent des expositions de jeunes artistes : Huc est un amateur d'art⁵⁷⁷, et en organisa une première en 1894, puis, « il y eut en 1896, dans les locaux de *La Dépêche*, une deuxième exposition consacrée aux arts décoratifs, mais pour la peinture moderne, il faudra aller la voir soit dans les salons du Capitole, dans le cadre des expositions de l'Union artistique, soit dans les locaux du journal Le Télégramme, qui prendra brillamment le relais de *La Dépêche* dans ce domaine » (Arlet 1999 : 216). L'Union artistique, qui ne comprend pas que des peintres locaux, est placée sous la protection de la mairie ; elle permet aux Toulousains de voir des tableaux de Delaunay, Derain et Picasso, dans la première décennie du XX^e siècle (Arlet 1999 : 218). Cependant, petit à petit, la production et la diffusion d'œuvres modernes s'essouffent. « Ce qui étonne, c'est qu'au moment où le milieu artistique toulousain devenait timide et peu inventif, où la municipalité ne prêtait qu'une attention lointaine aux arcanes

⁵⁷⁴ La création en 1908 du quotidien *Le Midi socialiste*, « qui tire environ à 12 000 exemplaires, consolide leur position. Ce journal était le premier quotidien socialiste régional de France », précise Godechot (Wolff 1974 : 490).

⁵⁷⁵ Les socialistes sont battus en 1908, puis triomphalement élus aux municipales de 1912, rassemblant 42 % des suffrages exprimés, puis aux législatives de 1914.

⁵⁷⁶ Toute une série de mesures concrètes caractérise par exemple le mandat socialiste de 1906 à 1908 : la création d'une école primaire supérieure de filles, les employés ont obtenu la journée de huit heures, et enfin la « bedoucette », poubelle qui symbolise un meilleur ramassage des ordures.

⁵⁷⁷ Avec Albert Sarraut, ils ont notamment encouragé Toulouse-Lautrec, mais globalement, « ils stimulèrent peu la création toulousaine », selon Rémy Pech (Taillefer 2002 : 298).

de la création, nombre de critiques et de responsables locaux aient continué à vanter « Toulouse Palladienne », « Toulouse mère des arts », « Toulouse ville d'art » ... Ville d'art certes mais conservatoire des œuvres du passé. Dès ce moment, en effet, Toulouse vécut sur une réputation, usurpée » ; c'est « un trait spécifique à la vie des arts plastiques à Toulouse qui perdura de la fin du XIX^e siècle à 1939 : l'inintérêt pour toute tendance « d'avant-garde » » ; aucun peintre ou sculpteur ne partit d'une approche conceptuelle et non plus perspective de la représentation. Tous refusèrent la fragmentation, la géométrie, les matériaux hétérogènes de l'abstraction post-cubiste, les déformations de l'expressionnisme, ou le symbolisme littéraire du surréalisme » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 67). Un des exemples de cette pusillanimité est la décoration de la salle de réception du Capitole, la salle des Illustres, confiée par la municipalité à des artistes exclusivement toulousains et proches des milieux radicaux. « Dans leur style pompier, mais efficace, ils réalisent de vastes compositions historiques évoquant le passé glorieux de Toulouse » (Taillefer 2002 : 264)⁵⁷⁸. La ville est surtout renommée pour sa scène musicale, scène qui draine un public populaire grâce aux subventions municipales, et qui se prolonge jusque dans la rue où les Toulousains n'hésitent pas à faire partager leur goût du chant. Cet auditoire socialement varié est aussi un auditoire de connaisseurs⁵⁷⁹ particulièrement « friand de nouveautés » ; « les grands succès parisiens sont souvent montés dès les années suivantes à Toulouse » (Taillefer 2002 : 258). Par leurs tempéraments et leurs sensibilités, les Toulousains favorisent ainsi certaines voies de la modernité.

La relation à la modernité n'est toutefois pas quelque chose d'inné. C'est le fruit d'un processus complexe au sein duquel une large part revient à l'éducation sous ses multiples formes⁵⁸⁰, et c'est pourquoi les expositions jouent un si grand rôle. Pédagogie du progrès par l'émerveillement, elles permettent au plus grand nombre de mesurer les avancées techniques réalisées, avancées qui ne sont pas encore inscrites dans leur quotidienneté. C'est le cas de la photographie où à Toulouse,

⁵⁷⁸ « La salle des pas perdus est entièrement réservée à Henri Martin. Ce paysagiste néo-impressionniste, ami du maire Honoré Serres, n'hésite pas à représenter Jean Jaurès parmi les promeneurs des bords de Garonne » (Taillefer 2002 : 264).

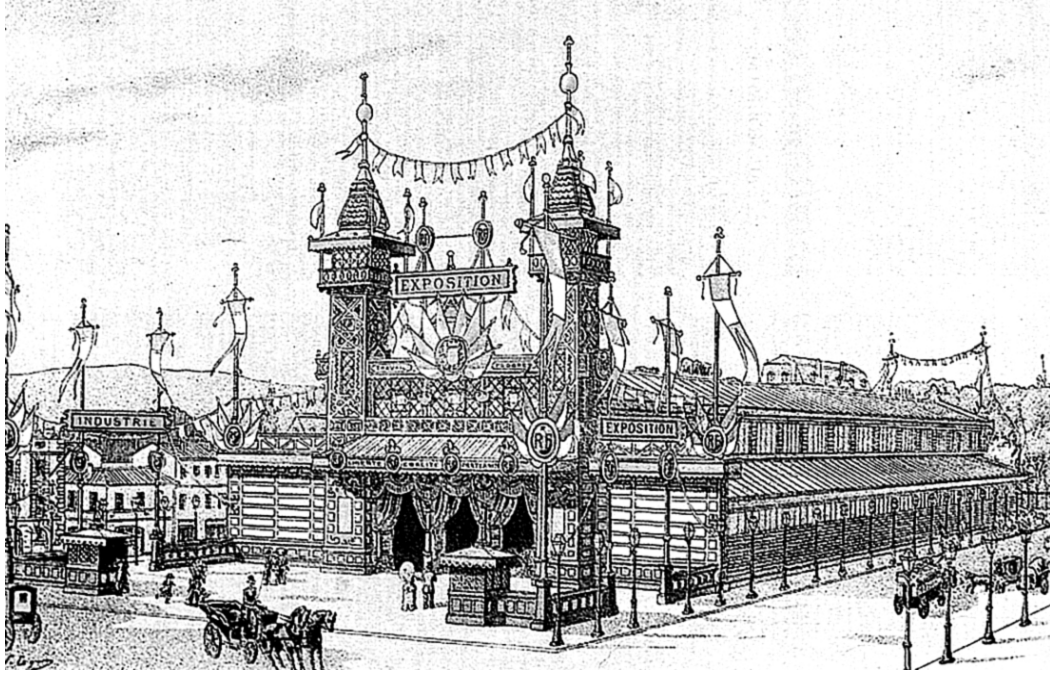
⁵⁷⁹ « La moindre fausse note déclenche la colère du parterre. Parfois le commissaire de police doit intervenir avec la troupe et organiser un vote, ou faire évacuer la salle » (Taillefer 2002 : 258).

⁵⁸⁰ C'est évidemment l'un des enjeux majeurs de la lutte entre l'Église et les courants anticléricaux si virulents à Toulouse, où ils sont relayés par *La Dépêche*.

dès le milieu du XIX^e siècle, des démonstrations sont effectuées ; un demi-siècle plus tard, des cours de photographies sont dispensés à la faculté des sciences, l'observatoire participe à l'exécution d'une carte photographique du ciel, et en 1901, la ville accueille l'Exposition internationale de photographie (Taillefer 2002 : 265-266). Ainsi, « bercée par les poèmes et la musique, la métropole languedocienne se passionne aussi pour l'essor des techniques » affirme Jean-Marc Olivier, citant l'exemple de Clément Ader et de ses premiers essais de cerf-volant et de dirigeable mû par la vapeur (Taillefer 2002 : 266). Il s'agit cependant d'une passion socialement construite. Dans une ville pas spécialement en avance sur son temps comme Toulouse, les expositions internationales⁵⁸¹ de 1887 et 1908 constituent des événements de première importance ; « les Toulousains peuvent y contempler un tableau des progrès techniques qui emportent le monde dans une transformation toujours plus rapide », écrit Godechot (Wolff 1974 : 456). Elles offrent une ouverture sur le monde à des populations qui n'ont toutes l'occasion d'utiliser les chemins de fer pour voyager. « La Société de géographie, fondée en 1882, organise des conférences sur les pays lointains et des excursions dans les Pyrénées ; elle fait réaliser une carte monumentale de la chaîne, en relief et en couleur, de onze mètres sur quatre, qui suscite l'admiration des visiteurs de l'Exposition internationale » de 1887 (Taillefer 2002 : 263). « Étendue sur 15 hectares », autour du Grand Rond, la promenade conçue par Mondran, celle de 1908 permet aux industriels⁵⁸², artisans et artistes d'exposer leurs créations (Arlet 1999 : 297-299), dans une atmosphère festive de kermesse. Comme l'a bien en évidence Benjamin, ces expositions, « centres de pèlerinage de la marchandise-fétiche », sont « une école où les foules écartées de force de la consommation » ont « accès à une fantasmagorie où l'homme pénètre pour se laisser distraire », ce qui « les prépare ainsi au travail de la publicité » (Benjamin 2002 : 50-51, 219). Ces analyses sont sans doute un peu excessives concernant les relativement modestes expositions toulousaines, mais ces dernières n'en sont pas moins des parcs d'attractions où la pédagogie sert de prélude au commerce des nouveautés.

⁵⁸¹ 'Internationales', le qualificatif est quelque peu exagéré, car « les exposants sont essentiellement toulousains, parisiens et bordelais », précise Olivier à propos de celle de 1908 (Taillefer 2002 : 239)

⁵⁸² On peut y voir, entre autres, « les appareils d'éclairage Delgam, les moteurs à essence Carolis et fils, la robinetterie de cuivre Bessières, les turbines hydrauliques Bonnet, les machines à écrire Fourment », etc. (Arlet 1999 : 299).



Exposition internationale de 1887 : « pavillons d'architecture métallique masquée extérieurement par un habillage très coloré » (Foucaud 2000 : 89, 86)

Le souci plus grand porté à l'éducation de tous fournit à un commerce toulousain bien connu l'occasion de prospérer : les éditions-librairies Privat. Fondée en 1839, celles-ci ont connu un passage à vide du fait de la publication extrêmement onéreuse de *l'Histoire générale de Languedoc* à la fin du XIX^e siècle, et c'est l'essor des manuels scolaires et la multiplication des guides touristiques qui sauve l'entreprise, comme le montre l'article de Jacques Vedel, « Etude d'une clientèle : la maison Privat de Toulouse (1839-1934) » (1964). « En 1900, 221 établissements scolaires sont clients de Privat ; et 162 libraires, dont l'un, à Périgueux, cède même à la maison toulousaine le droit de fournir directement le lycée » ; « en 1897, Paul Privat est devenu libraire de l'Université », indique Wolff (1984 : 186). Preuve de cette expansion commerciale, l'entreprise déménage dans la rue des Arts dans des locaux plus grands. Mais il a fallu de nombreuses décennies avant que la scolarisation ne touche les masses. Pendant longtemps en effet, seule l'élite avait accès à la culture savante. Cet accès s'effectuait à travers des cercles fermés par une sociabilité sélective. Ainsi, « Toulouse n'est pas restée à l'écart du formidable engagement manifesté par les élites provinciales du XIX^e siècle pour les sociétés savantes, puisque ce ne sont pas moins d'une vingtaine de groupements de nature différente (culturelle,

professionnelle, ...), cultivant des domaines disciplinaires variés, qui ont vu le jour de 1867 à 1865 » ; celles-ci répondent à « un certain nombre de besoins non satisfaits », dont celui de se retrouver entre pairs et plus encore l'absence de véritable université, explique Caroline Barrera, dans *Les sociétés savantes de Toulouse au XIX^e siècle (1797-1865)* (2003 : 421-424). La souplesse de ces organisations est un des facteurs de leur durabilité, sans pour autant permettre une démocratisation du savoir, ni générer un milieu très propice à l'innovation.

Déchue de son rôle universitaire par la Révolution, Toulouse retrouve quelques uns de ses attributs en matière d'enseignement supérieur avec la création des Facultés par Napoléon. Toutefois, mis à part celle de droit qui est la deuxième de France par le nombre de ses étudiants (environ 500), celles-ci comptent peu de professeurs, et seuls sept étudiants par an obtiennent la licence de lettres et trois celle de sciences (Arlet 1994 : 156-163). La renaissance universitaire toulousaine va être le fruit de la III^e République, comme le souligne John Burney, dans *Toulouse et son université. Facultés et étudiants dans la France provinciale du XIX^e siècle* (1988). L'Etat républicain impulse d'importantes réformes visant à développer l'enseignement supérieur, mais ni lui ni la municipalité n'étaient alors très enclins à accorder les moyens de leur financement. « La question de l'aide aux Facultés toulousaines prit une coloration politique dans les années 1870 : fallait-il consacrer des fonds à des travaux d'urbanisme ou préférer l'avenir de Toulouse en développant ses institutions culturelles, débat que le caractère non industriel de la ville n'aidait guère à trancher » (Burney 1988 : 276). *A posteriori*, il est possible de considérer que la ville a fait le bon choix à long terme, mais aussi à court terme. Si Toulouse était bien évidemment incapable de rivaliser avec Paris, « les Facultés jouèrent certainement un rôle accru dans l'enseignement et dans l'interaction avec l'économie locale » ; et elles « fournirent à une peu nombreuse mais importante catégorie sociale l'exemple des effets positifs des principes républicains et des récompenses que l'on pouvait attendre du gouvernement de la III^e République » indique Burney (1988 : 278, 281). Un cercle vertueux se met en place entre ces gouvernements et la nouvelle conception de l'enseignement supérieur. En fait, « les idées des réformateurs sont partagées par une bonne part des républicains, dont certains sont eux-mêmes universitaires » explique Michel Grossetti, dans *Science, industrie et territoires* (1995 : 45). La

décision étatique de transformer le système des Facultés sans prendre en charge les travaux de réfection des locaux suscite une compétition entre les villes, avec en ligne de mire l'idée que celles « qui auront fait le plus d'efforts seront bien placées pour se voir dotées de centres universitaires (Grossetti 1995 : 46-47). L'enjeu est à l'époque assez mineur, mais les effets cumulatifs engendrés par cet investissement initial va, comme nous le verrons par la suite, se révéler être d'une importance capitale pour le développement futur de l'économie toulousaine.

Un début de rééquilibrage s'opère entre la Faculté de droit et les autres disciplines enseignées⁵⁸³, rééquilibrage qui signifie et va entraîner un profond changement des mentalités toulousaines puisque les études juridiques, conjointement au rôle conservateur joué par la propriété terrienne, concouraient principalement⁵⁸⁴ à la reproduction des élites locales. Redonner voix et crédit à la science et aux lettres est une manière d'ouvrir les horizons toulousains à l'avenir et au monde, de potentiellement les inscrire dans une culture du progrès. Ainsi, « les étudiants profitent des multiples initiatives prises en leur faveur. Ils participent aux nombreux échanges avec Madrid, Barcelone, Saragosse et Burgos ; les premiers agrégés d'espagnol sont presque tous toulousains » ; « la faculté des lettres abrite le principal centre français d'étude du monde hispanique » (Taillefer 2002 : 261). La proximité géographique avec l'Espagne explique cette affinité, en revanche l'anglais est quant à lui négligé, – la chaire de langue et littérature anglaise n'est créée qu'en 1909 –, mais des enseignements nouveaux sont dispensés tels la géographie, l'histoire contemporaine⁵⁸⁵ en 1897, ou encore la philosophie sociale en 1901, et des cours de français pour les étudiants étrangers (Arlet 1999 : 117). Conformément aux instructions ministérielles, de nouveaux locaux universitaires sont construits, et compte tenu de l'augmentation du nombre de leurs étudiants, les réalisations les plus importantes concernent les facultés de médecine et des

⁵⁸³ En 1900, « la faculté de droit (...) avait plus de 1 000 étudiants (...), la faculté de médecine près de 700 (...), les sciences et les lettres respectivement 256 et 188 étudiants », d'après Arlet (1999 : 110).

⁵⁸⁴ La faculté de droit, notamment par ses spécialistes de droit international, contribue malgré tout à la renommée de Toulouse, et se modernise elle aussi en intégrant les sciences économiques et sociales à son cursus (Arlet 1999 : 113-115).

⁵⁸⁵ « Autre spécialité toulousaine, l'archéologie préhistorique, dont l'enseignement n'existait nulle part ailleurs en France » au début du XX^e siècle (Arlet 1999 : 117).

sciences. En 1891 est inauguré par le président Sadi Carnot⁵⁸⁶ un nouveau bâtiment, à la façade toute en pierre, abritant la faculté de médecine et de pharmacie ; dix ans plus tard, il apparaît déjà trop petit, et l'immeuble voisin est acheté pour servir d'annexe (Arlet 1999 : 125-126). Sur les allées Saint-Michel où se sont déroulées les expositions internationales, la faculté des sciences est édifiée dans l'alignement et de façon concomitante (1887-1888). Majoritairement en brique et dans un style plus fonctionnel, elle montre de la sorte son infériorité hiérarchique par rapport à celle de médecine, comme le décrit Foucaud (2000 : 68-69). Pourtant, cette prédominance urbaine des professions libérales médicales sur les scientifiques et les ingénieurs va être battue en brèche au cours du XX^e siècle, ces équipements universitaires ne représentant qu'une étape dans la mise en modernité de Toulouse.

Dans le processus de structuration de l'économie locale, les orientations prises dans cette fin du XIX^e siècle sont grosses de retombées futures. En particulier, comme y insiste Grossetti (1995 : 41-48), le devenir technopolitain de l'agglomération toulousaine ne peut être appréhendé sans le resituer dans l'histoire plus que centenaire de la faculté des sciences. Après avoir sommeillé à l'ombre des sociétés savantes, on assiste en effet à un « extraordinaire développement de la faculté des sciences entre 1887 et 1910 », « le nombre de chaires double, passe de 8 à 16 », celui des étudiants est multiplié par 7 (de 91 à 668), « les étudiants étrangers arrivent : ils sont 170 en 1910 ; il n'y en avait aucun en 1887. Les femmes arrivent aussi », avec 18 étudiantes en 1910 » (Arlet 1999 : 120). L'élargissant de son public, qui confère à la ville une vocation nouvelle, s'accompagne d'une significative internationalisation : vers 1910-1930, Toulouse accueille 10 à 11 % du nombre total des étudiants en Sciences en France, dont 55 % d'étrangers en 1929, recense Burney (1988)⁵⁸⁷. L'attractivité toulousaine repose en grande partie sur ses instituts de sciences appliquées, destinés à former des techniciens et des ingénieurs de haut niveau. Leur succès nécessite la construction, à l'angle du Grand Rond, d'un nouveau bâtiment,

⁵⁸⁶ Jaurès, qui est alors le maire adjoint à l'Instruction publique, prononce à cette occasion un discours.

⁵⁸⁷ « En 1910 il y a 16 étrangers en droit, 17 en médecine, 163 aux sciences, 24 aux Beaux-Arts, etc. (...). Les plus nombreux sont russes (...) puis viennent les Bulgares, les Espagnols, les Egyptiens, les Argentins, les Turcs, les Allemands et les Italiens. Les Russes ont fondé une Ligués des étudiants russes et un restaurant » (Arlet 1999 : 121).

mitoyen de la faculté de sciences, trop exigüë pour les accueillir. Ces instituts de chimie agricole et industrielle, d'agronomie et de physique appliquée (devenant en 1907 l'Institut électrotechnique), ont été créés à Toulouse⁵⁸⁸ à la fin du XIX^e siècle par Paul Sabatier, normalien puis prix Nobel de chimie en 1912, qui développe une conception « très pragmatique, utilitariste du travail scientifique » (Burney 1988 : 69). Alors qu'on lui a proposé de prendre la succession de Berthelot au Collège de France, il préfère rester à Toulouse où il est doyen de la faculté des sciences, prouvant par là qu'une grande œuvre scientifique pouvait être accomplie en province⁵⁸⁹. Toulouse eut en tout cas la chance de conserver ce scientifique de premier plan, visionnaire quant aux relations entre industries et universités, car ces sciences appliquées sont promises à un avenir très rentable.

Le tissu industriel toulousain jouit avec ces nouvelles institutions d'un terreau technologique et humain pour se constituer sur de nouvelles bases. Un volontarisme politique local tente de donner un véritable souffle à la création d'industries car « privée de charbon, Toulouse se trouve (...) bien pourvue des sources d'énergie plus modernes et bien plus souples » (Coppolani 1963 : 179). La reconversion en 1890 de la minoterie des moulins du Bazacle en centrale hydroélectrique est un symbole de l'évolution des moyens énergétiques dont peut disposer la ville (Taillefer 2002 : 232). La création du futur institut électrotechnique va appuyer la transformation en cours. « La demande locale n'émane pas comme à Grenoble d'un tissu industriel en expansion. Elle est plutôt l'expression de la conviction, partagée alors par l'essentiel des acteurs locaux, que l'hydroélectricité va enfin permettre un essor industriel de la région », explique Grossetti (1995 : 53). L'arrivée en 1906 des socialistes à la municipalité vient la renforcer. En effet, le maire Albert Bedouce, favorable au soutien de l'enseignement supérieur local, est un « farouche partisan du développement industriel. En tant que conseiller municipal, il avait proposé de construire un « palais de l'industrie » et une « zone franche » où les entreprises pourraient s'implanter » (Grossetti 1995 : 53). Aussi, il soutient Charles Camichel, jeune normalien professeur d'électricité industrielle et proche des socialistes, dans le

⁵⁸⁸ Pour une comparaison avec les autres villes importantes dans ces domaines (Lyon, Grenoble, Nancy), se reporter à *Science, industrie et territoires* de Grossetti (1995 : 48-52).

⁵⁸⁹ « Je suis l'ami fidèle et dévoué de Toulouse, le Toulousain d'adoption bien décidé à le demeurer toujours », c'est ainsi qu'il se présenta lors de son intronisation à l'académie des Jeux floraux » (Arlet 1999 : 120-121).

projet de mise en place d'un institut électrotechnique, projet qui aboutit en 1907. « L'argumentation du maire pour défendre ce projet est intéressante parce qu'elle associe un discours classique sur l'émancipation ouvrière à des considérations sur le développement économique local qui ont des résonances très actuelles » (Grossetti 1995 : 54). Finalement, l'impact immédiat de l'institut va être assez limité. L'électricité, provenant des barrages pyrénéens en plus de celle de la centrale toulousaine, va davantage être utilisée « pour les chemins de fer plus que pour l'industrie » (Grossetti 1995 : 122). Cependant, la « filiation électricité-sciences de l'ingénieur est certainement une clé de la compréhension de la genèse des systèmes locaux d'innovation » ; et « de l'électricité vient aussi le parallèle entre Grenoble et Toulouse » : « une condition géographique (...) commune – une grande ville universitaire proche d'une chaîne montagneuse – débouche au moment de l'essor de l'hydroélectricité sur un même projet de développement économique » (Grossetti 1995 : 284)⁵⁹⁰. Certes, Toulouse va connaître un essor industriel bien moindre que celui de l'agglomération dauphinoise, mais nous retrouverons cette comparaison tout au long du XX^e siècle.

C'est le premier conflit mondial qui donne le véritable « coup de fouet à l'industrialisation », selon la formule de Rémy Pech : « le nombre total d'ouvriers recensés dans les usines et ateliers toulousains passa de trente mille en 1914 à quatre-vingt mille en 1918, dont douze mille femmes et neuf mille « coloniaux » en provenance d'Afrique et d'Indochine »⁵⁹¹ ; « aux ruraux déracinés de l'Ariège et du Tarn s'étaient ajoutés les réfugiés des zones de combat et des étrangers, Belges ou Catalans d'Espagne pour la plupart, attirés par les salaires versés » ; « ainsi furent lancés à grand renfort de commandes et souvent de capitaux d'Etat les secteurs qui dominant encore aujourd'hui l'industrie toulousaine » (Taillefer

⁵⁹⁰ Toutefois, « si l'usage de la force hydraulique y est une tradition ancienne, les Pyrénées sont largement devancées par les Alpes dans l'utilisation industrielle de l'énergie hydroélectrique » ; plusieurs raisons à cela : « il n'existait guère dans la région d'industries susceptible rapidement cette énergie et éventuellement d'en financer la production », et « le principal centre urbain et industriel, Toulouse, est beaucoup plus éloigné des Pyrénées que Grenoble ne l'est des Alpes », entraînant des frais considérables de transport du courant. Symbole le plus éclatant de cette différence de potentiels entre les deux régions, Aristide Bergès, pionnier de l'hydroélectricité et industriel ariégeois, choisit les Alpes pour développer ses projets (Grossetti 1995 : 122-123).

⁵⁹¹ Ce sont les deux grandes innovations, selon Godechot. « En mars 1916, la Société des Tramways remplace par des femmes les hommes mobilisés, ou ceux qui préfèrent travailler dans les industries d'armement. On les emploie même comme conductrices, malgré les appréhensions des voyageurs ! Puis ce sont les P.T.T., l'enseignement, les banques, les journaux et la poudrerie qui embauchent des femmes ». Mais ces dernières ne sont pas assez nombreuses et « il faut faire appel à la main d'œuvre étrangère » (Wolff 1974 : 499).

2002 : 269). Favorisée par sa situation géographique loin du front et de ses bombardements, Toulouse est incontestablement dynamisée par la guerre⁵⁹², malgré la perte de plus de cinq mille de ses jeunes et une population vieillissante (Taillefer 2002 : 268). Mais si la guerre réussit à faire tourner la machine économique locale, c'est que, comme souvent dans le débat entre croissance endogène et croissance exogène, celle-ci était suffisamment en état de marche auparavant. Les industries traditionnelles de l'habillement et de la chaussure, dont nous avons vu la vitalité, sont mises à contribution pour équiper les soldats. « Les industries d'armement, déjà présentes avant la guerre, ont pu se développer sur des espaces vierges, concédés par la municipalité en bordure de Garonne (...) à proximité des quartiers peuplés qui pouvaient fournir les effectifs ouvriers indispensables. La faculté des sciences formait les ingénieurs pour les encadrer efficacement » (Taillefer 2002 : 269). Les usines métallurgiques, comme celle Amouroux produisant des machines agricoles, « reçoivent aussi des commandes militaires et s'agrandissent » (Wolff 1974 : 499). Surtout, l'économie de guerre va révéler des vocations, et en particulier celle de Latécoère, qui va marquer les débuts de l'industrie aéronautique toulousaine.

Originaire de Bagnères de Bigorre, après des études de droit à Toulouse puis L'École centrale, Pierre Latécoère reprend l'entreprise familiale (menuiserie et immobilier pour les hôtels des stations thermales des Pyrénées) à la mort de son père en 1905, et diversifie ses activités, signant en 1911 son premier grand contrat : la fabrication de 1 500 wagons pour la Compagnie du Midi (Grossetti 1995 : 125). Une année plus tard, il installe à Toulouse sa première usine qui emploie 100 personnes ; ensuite, avec l'aide d'une connaissance de son père (Noguès, le député radical de Bagnères), il obtient pendant la guerre des commandes de production d'obus, jusqu'à ce qu'en 1917, le ministère de l'Armement lui confie la construction de plus d'un millier d'avions de reconnaissance biplaces Salmson (Grossetti 1995 : 125-126). Novice en la matière, l'administration l'entoure d'une équipe comprenant, entre autres, Moine,

⁵⁹² La ville est à tel point dynamisée qu'en dépit des circonstances, une atmosphère presque euphorique s'empare des rues : « les cinémas, les théâtres, les music-halls font recette », « les grands magasins (...) n'ont jamais eu autant de clients », « les cafés sont bondés, bien que les orchestres, depuis le 2 août 1914, y soient interdits » ; les Toulousains tirent profit du contexte économique, et « les versements aux caisses d'épargne l'emportent sur les retraits à partir du premier trimestre de 1917 » (Wolff 1974 : 500).

un ingénieur Art et Métiers, et Dewoitine, un technicien issu de l'école Bréguet. Il crée une deuxième usine dans le quartier de Montaudran qui, « en octobre 1918, occupe 800 personnes et sort six avions par jour » (Wolff 1984 : 348). Après la guerre, il tente de convaincre le gouvernement de l'intérêt d'une liaison aérienne avec l'Amérique du Sud, qui lui renvoie une fin de non recevoir, et c'est donc sans son aval qu'il se lance dans la formidable aventure que l'on connaît grâce aux romans de Saint-Exupéry : en 1919, « la liaison directe avec Rabat était assurée, en mai 1923 elle atteignait Dakar », et « c'est le 14 novembre 1927 qu'était assurée la ligne Toulouse-Rabat-Dakar-Natal-Rio-Buenos Aires », « seule ligne transatlantique » de l'époque (Wolff 1974 : 502). Ainsi, Latécoère réussit la reconversion de son entreprise vers l'aviation civile⁵⁹³ pour des lignes commerciales, et notamment l'Aéropostale bénéficiant du soutien financier de l'Argentin Bouilloux-Laffont. *Success story*, l'ascension de Latécoère est celle d'un entrepreneur technicien extérieur aux grandes familles toulousaines, peu en relations avec les milieux scientifiques locaux, – « les constructeurs d'avions n'ont pas besoin des spécialistes de l'électricité ou de la chimie pour dessiner leurs machines » –, avec lui, « l'industrie aéronautique décolle toute seule », comme l'écrit Grossetti (1995 : 127, 122). Ou presque, car dépendante lors de sa création des commandes étatiques, assez isolée localement, elle est déstabilisée par la crise 1929, et va progressivement retourner dans le giron militaire au cours des années 1930. Néanmoins, l'élan est donné, Toulouse fait désormais figure de métropole industrielle, et la croissance de son agglomération est alors en passe de devenir un problème aussi important que sa situation économique.



De gauche à droite : Latécoère, Moine ; les pilotes Guillaumet, Saint-Exupéry et Mermoz ; ainsi que Daurat, le directeur de l'exploitation (Capitole info).

⁵⁹³ Il se spécialise également dans la fabrication d'hydravions (Wolff 1984 : 348).

Nouvel urbanisme, nouvelle politique urbaine

La première guerre mondiale entraîne une immigration massive de réfugiés ou de personnes venues travailler pour l'industrie de guerre, populations qui s'installent définitivement à l'issue du conflit. Ainsi, bien que les décès soient très excédentaires sur les naissances, le nombre d'habitants passe « de 150 000 en 1914 à 175 000 en 1921 » (Wolff 1974 : 501). Cette augmentation, qui s'effectue à un moment où la construction est presque stoppée du fait du besoin de main d'œuvre pour les activités directement utiles à l'effort de guerre, pose très rapidement le problème du logement. En effet, seules 195 maisons sont construites entre 1915 et 1921 ; cependant cette lacune est comblée en une quinzaine d'années : à Toulouse, le problème du logement est réglé à partir de 1934, et au total, le nombre de maisons s'y accroît de 23 769 en 1911 à 36 982 en 1946, précise Coppolani (1963 : 264). Mais cette urbanisation correspondant à de nouvelles dynamiques de peuplement s'effectue de façon assez chaotique. Il s'agit d'une « expansion désordonnée » ; comme le décrit Coppolani dans *Toulouse au XX^e siècle*, « à la poussée par tentacules filiformes suivant les routes se substitua un étalement en tache d'huile entre les routes » ; « après avoir été entre 1865 et 1914 un des grands moteurs de l'extension urbaine, les transports en commun sont maintenant à la remorque de celle-ci » (Coppolani 1963 : 260-261, 324). Cette « expansion totalement spontanée, que les municipalités absorbées par le remodelage du centre laissèrent s'opérer sans contrôle, devait s'accroître encore après 1920 » ; s'engage alors une « course aux terrains » qu'entraîna l'abandon presque total de l'immeuble collectif et la multiplication en surface des pavillons isolés » (Coppolani 1963 : 261)⁵⁹⁴. Une urbanisation dévoreuse d'espace commence à partir de cette période à submerger la ville ; par ce mitage, Toulouse entre pleinement dans l'ère de l'urbain généralisé.

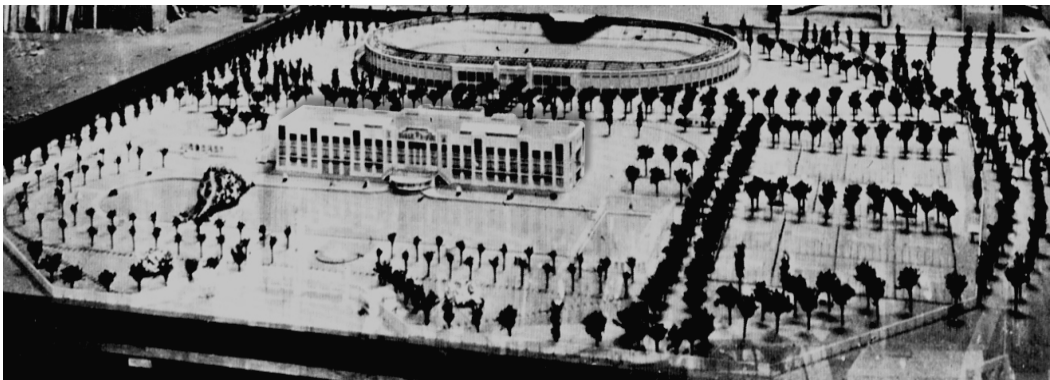
Le règlement de la question du logement ouvre une crise de l'habiter toulousain qui se poursuit jusqu'à nos jours. L'agglomération informe peine à donner une cohérence identitaire à des urbanités de plus en plus disséminées. Plus que d'une

⁵⁹⁴ « Les conditions nouvelles faites aux propriétaires par les lois sur les loyers arrêterent toute construction de maisons de rapport : on compte à peine dans cette période une dizaine d'immeubles collectifs privés » ; « jamais on ne voit abattre une maison individuelle pour la remplacer par un immeuble collectif » (Coppolani 1963 : 265).

perte d'identité, – car jamais figée, une identité urbaine ne peut être perdue ou gagnée –, une « tolosanité » en forme de pot pourri s'établit sur un flou artistique et stylistique, permettant à chacun de se retrouver chez soi, mais rendant problématique l'être en commun. Le lotissement est alors la « forme privilégiée de croissance » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 85-90). Afin de diminuer le moins possible la surface de terrain vendue, « les lotisseurs ont en général réduit au minimum l'espace occupé par les voies en multipliant les impasses et les rues coudées, ne se souciant jamais que de la circulation locale de leur lotissement » (Coppolani 1963 : 289). L'habitat qui compose ces espaces urbains est de style très éclectique, répondant à une demande dont les goûts sont culturellement assez imprécis. « Ce sont les villas basquaises, et dans une moindre mesure les mas provençaux, qui vont se multiplier dans les quartiers pavillonnaires. L'absence d'un modèle local au bénéfice de l'exotisme de pacotille de la basquaise a sans doute trois causes. La première, la plus importante, c'est l'engouement des Toulousains pour la Côte basque. La seconde c'est la coïncidence du type basque et de la façade pignon (...). La troisième raison c'est peut-être le rejet délibéré de la part d'une population d'employés, d'ouvriers, de ses proches origines rurales » ; « il est évident que ce quiproquo pittoresque va à contresens de la doctrine régionaliste. Mais où est le régionalisme toulousain ? » s'interroge Jean-Loup Marfaing (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 106). Il va falloir plusieurs décennies, et l'appui du pétainisme, avant que celui-ci ne se structure en doctrine architecturale, et devienne le prêt à penser pour toute construction au centre historique. L'effacement progressif de la pratique de l'occitan suscite des tentatives de maintien par des mouvements littéraires, tel l'Escola occitana qui développe également des actions éducatives, et de toute une presse en langue d'oc, en particulier d'almanachs populaires (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 52). Si « la langue est l'abri de l'être », pour qui souhaite, à l'instar d'Heidegger, « habiter en poète », alors la disparition de cette langue vernaculaire millénaire est significative du passage à une autre civilisation et à une nouvelle existentialité.

Le développement des techniques de communications transforment en profondeur les modes de vie. « Premier média de masse », la télégraphie sans fil (TSF) est « précocement représentée à Toulouse » : « Radio-Toulouse, installée en 1925 rue d'Alsace », diffuse dans les foyers de tout le Sud de la France des émissions de

variétés et d'humour, entrecoupées par la « réclame » (Taillefer 2002 : 277). La modernité ne se donne pas seulement à entendre de façon privée par les postes de radio au design évoquant les paquebots, elle se montre également en images reçues collectivement dans les cinémas qui supplantent de plus en plus des spectacles populaires traditionnels comme les « baloches ». Aussi, ce n'est pas par hasard que l'un des principaux cinémas toulousains, le cinéma Variétés conçu par Robert Armandary en 1931, soit l'un des bâtiments qui emblématise le mieux l'architecture moderniste (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 160-161). Bien sûr, cette dernière n'est pas totalement absente des logements individuels⁵⁹⁵, mais elle s'exprime davantage dans des équipements publics porteurs d'une idéologie forte. Le projet de l'architecture moderniste, dont Le Corbusier est le représentant français, est tout à la fois d'unifier les masses et de les faire circuler. On assiste alors à une nouvelle vague d'hygiénisme. A Toulouse, dans les années 1920-1930, « en matière d'hygiène, les réalisations seront considérables : bain-douches, tout-à-l'égout, distribution de l'eau potable, construction de l'usine d'épuration. Mais la réalisation la plus prestigieuse fut le Parc général d'hygiène et des sports dans lequel sera construit la plus grande piscine d'Europe » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 81). Ce vaste complexe de 25 hectares, incluant aussi un grand stade de 40 000 places (achevé qu'en 1952), est conçu par Jean Montariol, l'architecte de la ville. Comme dans la plupart de ses constructions (écoles, bibliothèque municipale, etc.), il adopte un « style « français », savante alliances des règles classiques et des plus sobres effets ornementaux du vocabulaire art déco » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 191). La monumentalité du projet témoigne d'une volonté d'éduquer les masses populaires aux joies hygiénistes et ludiques de la pratique sportive.



Maquette du complexe sportif (Toulouse 1920-1940 1991 : 184).

⁵⁹⁵ Des villas à toit terrasses sont parfois construites par les mêmes architectes, tel Armandary, que les villas basquaises décrites précédemment.

Une dialectique entre efforts collectifs, un temps aérés et régénérés par des loisirs sportifs ou culturels, et exploit de performances individuelles, lors de compétitions de plus en plus médiatisée, fait du sport un enjeu important de la concurrence entre les villes. Ainsi, grâce à ces installations sportives, Toulouse devient « une pépinière d'athlètes, la natation étant particulièrement illustrée par Alfred Nakache », qui triomphe aux Jeux olympiques de Berlin en 1936 (Taillefer 2002 : 278)⁵⁹⁶. Le Stade toulousain, fondé au début du XX^e siècle, confère à Toulouse le statut de « capitale incontestée du rugby français », par ses cinq titres de champion de France dans les années 1920, par la vingtaine de joueurs qu'elle fournit à l'équipe nationale, et par son stade Ernest Wallon rénové en 1921, et pouvant accueillir vingt-cinq mille spectateurs, « temple des finales de championnat de France », selon l'expression de Rémy Pech (Taillefer 2002 : 278).

Si le rugby attire des couches de populations socialement hétérogènes, et qu'il vaut à Toulouse d'être le lieu d'édition à partir de 1929 du *Midi olympique*, unique hebdomadaire consacré uniquement à ce sport, il n'a cependant pas le rôle de modèle urbanistique joué par le Parc municipal des sports. En effet, ce dernier est alors « le symbole de la modernisation de Toulouse », et suscite « l'admiration de nombreux visiteurs étrangers » (Taillefer 2002 : 274). Il est caractéristique de cette période de « maturité de l'architecture sportive », où ce type de projet est même « un des référents de l'aménagement urbain », surtout pour les municipalités socialistes et communistes, comme le décrit Jean-Pierre Augustin, retraçant la « constitution des lieux sportifs en France » dans *Géographie du sport* (2007 : 122-125). La construction du stade Gerlan à Lyon par l'architecte-urbaniste Tony Garnier, surnommé le « Jaurès de l'urbanisme », est sans doute le meilleur exemple d'un modernisme architectural mis au service d'une municipalité de gauche, dirigée par Edouard Hériot. Ces nouveaux équipements polarisant les populations ouvrières contribuent à engager un « mouvement de décentralisation des services d'intérêt général » (Coppolani 1963 : 264)⁵⁹⁷. D'ailleurs, de façon très révélatrice, dans le cas du Parc toulousain, « la maîtrise d'ouvrage et le financement de la première tranche de travaux qui comprend la

⁵⁹⁶ Nakache y serre la main d'Hitler ; quatre ans plus tard, il est dénoncé par un de ses concurrents jaloux, et est envoyé en camp de concentration parce que juif (il est originaire de Constantine).

⁵⁹⁷ Le parc municipal des sports est « équidistant du centre et des nouveaux quartiers ouvriers » (Taillefer 2002 : 274).

réalisation des piscines d'été sont confiés à l'OPHBM » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 190). Le nouvel urbanisme sportif est le lieu géométrique d'une nouvelle politique urbaine, notamment en direction des couches populaires.

Les années 1920-1930 sont marquées par « un nouvel interventionnisme », où « à la différence de l'haussmannisation, l'intention est bien de reprendre l'organisation urbaine de l'extérieur », explique Roncayolo (Agulhon 1998 : 139). Les municipalités apportent leur réponse à la crise de l'habitat par le logement social. L'office public d'habitations de la ville de Toulouse crée en 1921, commence à avoir une influence réelle avec l'arrivée en 1925 des socialistes à la mairie, puis avec la loi Loucheur de 1928 (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 117). Il permet la construction de dix groupes d'immeubles collectifs et de huit cités-jardins (Coppolani 1963 : 265). « Approximativement 2 000 logements seront construits par l'Office de 1925 à 1940. C'est peu au regard de la crise du logement et au nombre de constructions réalisées dans la même période ; mais c'est une période laboratoire durant laquelle seront expérimentées des solutions innovantes » sur le plan architectural et urbanistique, selon Paulette Girard (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 82). Certes, le terme de « cité-jardin » employé par l'office est assez impropre compte tenu du faible nombre de lots, et de l'élaboration restreinte de la dimension paysagère, toutefois ces lotissements publics, inspirés par Montariol, constituent un réel effort d'organisation de l'espace urbain en comparaison de la production privée (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 121-123). Plus proches du centre de l'agglomération, les immeubles collectifs HBM tranchent par leur gabarit et leur architecture moderne, elle aussi conçue par Montariol, avec le reste du bâti. Un de ces groupes d'immeubles se distingue nettement des autres par son emplacement et par son architecture : l'ensemble du Grand-Rond. Edifié cette fois sous la direction d'Armandary, avec un soin plus grand et une esthétique plus avant-gardiste⁵⁹⁸ que les autres groupes, situé en plein cœur de l'espace urbain planifié par Mondran au XVIII^e pour les promenades de la bonne société, cet ensemble d'Habitations à Bon Marché Améliorées représentent la vitrine d'un Office municipal désireux de montrer la bonne intégration des classes moyennes en gestation à la vie urbaine.

⁵⁹⁸ Thierry Mandoul suggère que cet ensemble parait inspiré du Hof viennois (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 127).

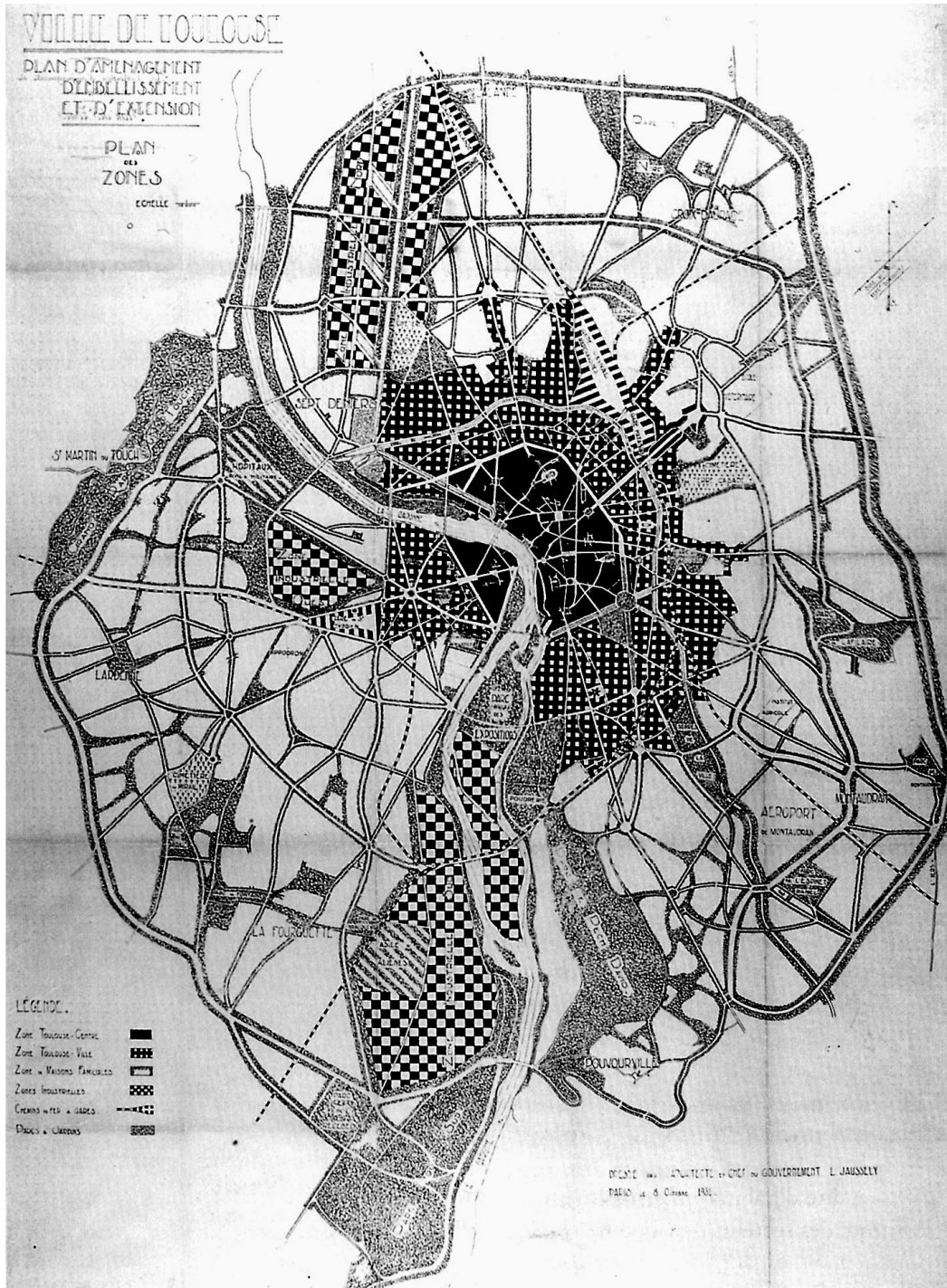
Cette politique urbaine bénéficie d'un contexte favorable, car celui-ci est de nature à générer tout autant une sociologie électorale adhérant à ses prérogatives que des ressources fiscales lui permettant de mener à bien ses projets. La stabilité de la municipalité, SFIO de 1925 à 1940, ainsi que l'essor économique, participent donc à faciliter les transformations urbaines. « Comme le note Bruno Vayssière, s'il existe « d'un côté le club fermé des congrès mondiaux spécialisés et l'internationalisation progressive du débat sur la ville moderne, qui restent très lents à se diffuser... A l'opposé certains courts-circuits municipalistes ont créé de nouvelles opportunités plus directes » ». La volonté de s'attacher une clientèle électorale fidèle, un « fort dirigisme local personnalisé par le maire Etienne Billières, le développement du mouvement ouvrier lié à la création de nouvelles entreprises (ONIA, aviation...) », voilà de bonnes conditions pour une « œuvre municipale » que le maire (...) présentera au XXXI^e congrès du parti socialiste SFIO en 1933, insistant autant sinon plus sur les infrastructures (voirie, éclairage public, etc.) que sur les grands équipement (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 79). En effet, il s'agit pour lui d'afficher une « modernité tempérée », afin de ne pas effrayer une société urbaine locale restée conservatrice par bien des aspects, et de souligner le caractère pratique et quotidien d'une modernisation apportée à tous. Le socialisme municipal, qui est enjeu majeur pour la SFIO, entend faire la preuve de sa capacité gestionnaire. « La mairie devient soit directement, soit par l'intermédiaire des régies, un des principaux employeurs de la ville, (...) le contrôle municipal s'étend à des domaines de plus en plus divers » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 80)⁵⁹⁹. Bref, « un socialisme municipal efficace », est venu remplacer l'équipe composite, alliée à la droite, conduite par le radical Paul Feuga, dont la « faconde clientéliste, immortalisée par le surnom de « *Tòcamanetas* » indéfiniment repris ensuite pour maints politiciens du cru »⁶⁰⁰; (Taillefer 2002 : 271). La gouvernance urbaine des socialistes s'éloigne donc jusqu'à un certain point⁶⁰¹ de l'immémorial clientélisme toulousain, mais le souci de rationalité demeure assez timoré au regard du défi urbanistique posé : la

⁵⁹⁹ Le personnel municipal est passé de 1 900 en 1924 à 2 900 en 1935, constituant « une pépinière importante de militants et un relais efficace entre le maire et l'électorat » (Taillefer 2002 : 275).

⁶⁰⁰ « Ce sobriquet anodin dénonçait en fait l'inaction d'une municipalité incapable de s'attaquer au problème du logement comme d'accompagner la reconversion des industries de guerre » (Taillefer 2002 : 271).

⁶⁰¹ Celle-ci est toutefois « tempérée par *La Dépêche* » (Taillefer 2002 : 274), entremetteur au centre de l'échiquier politique local, ce qui laisse donc penser que le jeu des relations et des services, notamment avec le niveau national (voir supra), a continué à perdurer malgré tout.

municipalité ne donne pas entièrement sa confiance à l'urbaniste de renommée internationale qu'elle a sollicité ; pourtant, par son plan directeur, Léon Jaussely aurait pu, car à l'époque il n'était pas encore trop tard, juguler l'incohérence du développement de l'agglomération et lui donner une infrastructure globale qui lui aurait été bien utile un demi siècle plus tard.



Plan d'urbanisme proposé par Jaussely en 1928 (Bordes 2005 : 302).

A la suite des lois Cornudet de 1919 et 1924, la ville de Toulouse est dans l'obligation de procéder, comme toutes les villes de plus de 10 000 habitants, à un plan d'aménagement et d'extension. Né à Toulouse en 1875, Jaussely, qui participe aux débats théoriques de cette période d'émergence de l'urbanisme comme science, et qui garde un contact tout au long de sa vie avec sa ville d'origine⁶⁰², est tout naturellement appelé par la municipalité pour dresser ce plan. En effet, il jouit d'une réputation prestigieuse, et « en juin 1905, alors qu'il vient de gagner le concours pour Barcelone, la municipalité toulousaine pour féliciter « l'enfant du pays » organise un grand banquet » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 27). En outre, la compétence de Jaussely en matière de planification a eu l'occasion de s'exprimer dans une ville de taille comparable : Grenoble en 1925. Le voilà donc parfaitement préparé pour effectuer le plan de Toulouse qu'il connaît bien. Enseignant à l'École des hautes études urbaines, il préconise aussi, préalablement à l'élaboration de tout plan, la constitution d'un « dossier des cités », comprenant des études statistiques, historiques et géographiques ; et la définition des potentiels et de la zone économique d'influence de l'agglomération (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 29-31)⁶⁰³. Penseur et praticien de l'urbanisme, il propose pour Toulouse, en utilisant le principe du zonage, de nouvelles percées dans une logique radiocentrique. Il entend également calibrer tous les réseaux de transport (canaux, routes, chemins de fer, et aéroports) à l'échelle du rayonnement régional de l'espace urbain, et souhaite réserver de vastes surfaces récréatives plantées d'arbres pour former des « coulées vertes » à travers l'agglomération, en plus des cités-jardins. Bien que s'inspirant d'illustres prédécesseurs comme Cerdà, ou de contemporains Stübgen, Unwin, et Hénard, il est donc plutôt en avance sur son temps, et ses choix vont être assez mal reçus par les Toulousains.

Le plan de Jaussely est d'abord accepté par le conseil municipal en 1930 et transmet le projet au Préfet, mais « attermoiments, renvois d'une administration à l'autre, polémiques acerbes de P. Mesplé au nom des Toulousains de Toulouse

⁶⁰² « Il réalisa pour la municipalité la porte d'entrée de l'exposition Toulouse-Barcelone de 1907, le monument aux Morts (...), pour la Dépêche du Midi le d'exposition de la rue Alsace-Lorraine », ainsi que « le bureau de poste du quartier St-Aubin » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 26).

⁶⁰³ « Pour Barcelone, c'est (...) son ouverture maritime, ses industries, pour Grenoble la houille blanche et le tourisme » qui représentent, selon lui, les atouts de ces villes ; tandis que dans le cas d'Ankara, pour laquelle il participe à un concours en 1927, « il remet en question le choix de cette ville comme capitale en raison du manque de matières premières et de réseaux de dessertes qui grèveraient l'avenir industriel de la ville » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 31).

(...) font que le 2 mars 1940 le plan n'est toujours pas approuvé » (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 83). Il faut souligner que le tracé de Jaussely n'y allait pas de main morte avec le tissu urbain ancien, ne sauvegardant que quelques monuments historiques isolés de leur contexte par les nouvelles voies prévues. Même un spécialiste des questions urbanistiques comme Coppolani juge avec sévérité son projet : « le plan que la ville fit dresser en 1926-28 par Léon Jaussely, en exécution des premières lois d'urbanisme, resta un brillant exercice d'architecture dans la tradition haussmannienne, qui dépeçait littéralement l'agglomération, parcourue en tous sens par des avenues de 25 à 75 mètres de large qui ne tenaient aucun compte de la structure antérieure des quartiers. Il n'eut d'ailleurs aucune suite effective, sinon un ou deux tracés non coordonnés de voies nouvelles » (Coppolani 1963 : 400). « Le dernier rêve de Jaussely », n'a donc pu être exaucé⁶⁰⁴ ; ses plans « tant français qu'étrangers, n'ont jamais été appliqués, comme d'ailleurs la plupart des plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension issus de la loi Cornudet. Il paraît pourtant difficile de faire le procès de Jaussely pour son irréalisme », à l'aune des problèmes urbains actuels, estime Rémi Papillaut (*Toulouse 1920-1940* 1991 : 24, 35). En particulier, son projet « prévoyait six nouveaux ponts, trois ponts doubles en amont du pont Saint-Michel, trois ponts simples en amont du pont des Catalans. Presque tous ces ponts figurent sur les plans successifs de Nicod et Badani et sur le S.D.A.U. actuel, mais jusqu'ici trois seulement ont été réalisés », note Coppolani au début des années 1990, dans *Les ponts de Toulouse* (1992 : 66). Charles Nicod, qui avait participé avec Jaussely au concours pour l'extension de Berlin où ils ont obtenu le second Prix, propose au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale un plan bien moins ambitieux, reprenant bon nombres de solutions suggérées par son aîné. En dépit de son caractère excessif, car insuffisamment respectueux du parcellaire existant, Jaussely a donc été un précurseur, et un visionnaire quant à l'urbanisation future.

La période qui s'étend des années 1920 jusqu'au début des années 1950 est un moment charnière où les problématiques de la modernité, tant du point de vue économique que social, et celle de l'urbain généralisé se posent dans toute leur acuité, mais où leur perception n'est pas encore complète. Les échanges citadins continuent de concerner de nombreux aspects de la vie locale, tandis que les

⁶⁰⁴ Malade, Jaussely meurt en 1932.

échanges urbains imprègnent désormais l'ensemble des dimensions de la quotidienneté et de ses territoires. La métaphore cinématographique du fondu enchaîné permet de décrire le passage entre ces deux mondes qui coexistent et s'interpénètrent. Les « toulousaines », habitat traditionnel témoignant des racines rurales de la ville de Toulouse, côtoient la marée pavillonnaire qui envahit les marges de l'agglomération, mais commencent à faire figure de trace. La « personnalité collective bien accusée, synthèse et quintessence d'une région encore très autarcique dans son économie et traditionnelle dans ses genres de vie » tend à être recouverte par « le brassage des populations par les deux Guerres Mondiales, qui a triplé en cinquante ans la proportion des Toulousains d'origine extra-régionale et fait de la langue d'oc une relique, comprise seulement d'une petite minorité et dont l'usage est presque totalement perdu », auquel succède un patois local, le « français toulousain »⁶⁰⁵, indique Coppolani (1963 : 422-423).

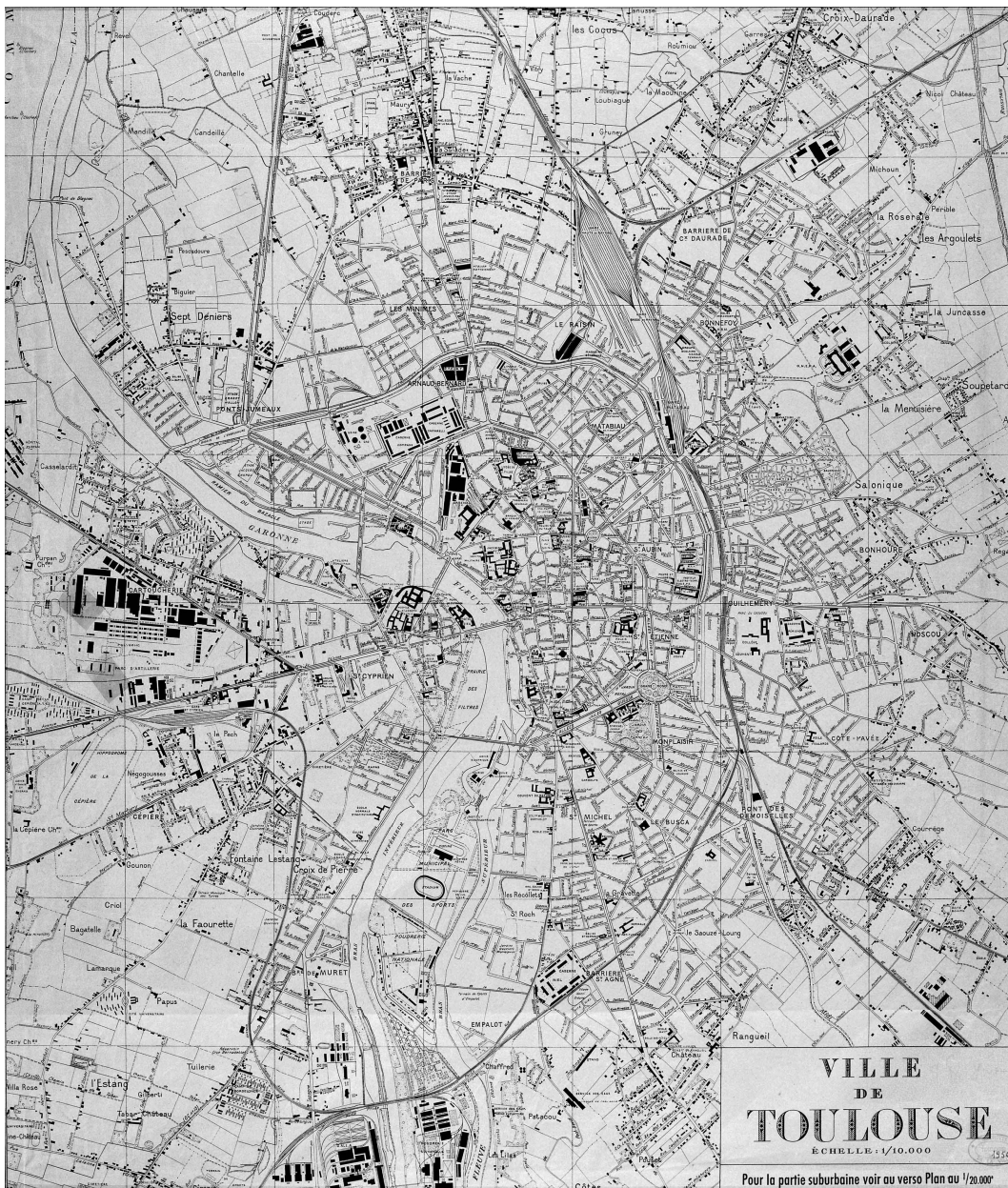
La structure de l'économie toulousaine exprime également cette transition. Au lendemain du deuxième conflit mondial, Coppolani s'inquiète déjà de la part prépondérante des industries d'Etat⁶⁰⁶, l'aéronautique ayant été nationalisée par le Front populaire en 1936. Cependant, ces industries ne représentent pas encore un nombre si important que cela d'emplois⁶⁰⁷, surtout au regard du très grand nombre d'artisans et de petites entreprises, rappelle Coppolani (1954 : 234). Aussi écrit-il que « Toulouse a ainsi réalisé spontanément le type de la ville aux activités équilibrées que les techniciens de l'aménagement du territoire songent aujourd'hui à réaliser pour éviter le retour des crises de misère qui frappent toute une région lorsque l'activité fondamentale dont elle tire sa subsistance cesse d'être prospère » (Coppolani 1954 : 236). La variété de ces activités constitue une assurance, mais comporte aussi des faiblesses et révèle des archaïsmes. Cet « échantillonnage » confère à l'économie toulousaine un caractère « analogue à celui qu'on rencontre dans des centres moyens (...) tels que Poitiers, Pau ou Perpignan (...), qui fabriquent « un peu de tout » pour les besoins de leurs habitants et de ceux de leur

⁶⁰⁵ « Riche d'expressions d'origine occitane », et de son accent si particulier, « cette langue « patoisante » est presque immédiatement compréhensible pour un Parisien, un Lillois ou un Nantais, à la différence de l'occitan qui est une langue totalement distincte. Encore ce français local est-il lui-même en train de perdre bien de ses traits originaux » (Coppolani 1963 : 423).

⁶⁰⁶ « Étrange et paradoxale imprudence au pays où l'on avait jamais mis « tous ses œufs dans le même panier » », pointe, quelques années plus tard, Roger Brunet (1974).

⁶⁰⁷ Celles-ci sont alors « une activité importée ou mieux surimposée, dont les éléments ne font pas encore bien corps avec la cité » (Coppolani 1963 : 241).

zone d'influence » (Coppolani 1963 : 237). « Cette phase atteint son apogée au lendemain de la première Guerre Mondiale », du fait d'une « clientèle paysanne dont l'esprit routinier et le manque de disponibilités restreignaient les achats » (Coppolani 1963 : 241). Progressivement, cet ancien monde va disparaître de façon définitive, jusqu'à ce que la postmodernité de la fin du XX^e siècle en réutilise certains éléments à des fins commerciales. Le cas toulousain illustre bien comment les transformations opérées par la modernité, pourtant apparues avec précocité, ont mis longtemps à totalement se substituer aux traditions citadines.



Sans compter la partie suburbaine qui figure au verso, cette carte de Toulouse en 1950 montre comment, multipliant les ponts et les lotissements, l'agglomération s'est dilatée de façon chaotique (Archives Municipales).

- Le décollage : des bénéficiaires des décentralisations aux réceptions et initiatives toulousaines

Vers une politique d'aménagement du territoire favorisant Toulouse

La modernisation économique de Toulouse doit beaucoup à l'arrivée d'activités et de « matière grise importée », selon l'expression de Rémy Pech, décrivant cette transformation comme « l'incubation d'une métropole régionale » (Taillefer 2002 : 287), via la politique volontariste de l'Etat. Cependant, une telle greffe n'a pu prendre qu'avec le concours du contexte toulousain⁶⁰⁸. Quelqu'en soit l'échelle, l'échange est un dialogue à deux termes, la donation suppose la réception⁶⁰⁹. « Par le dynamisme propre de ses capitaines d'industrie, la créativité de ses chercheurs, la technicité de ses ouvriers, Toulouse avait su motiver des engagements de plus en plus importants de l'Etat pour devenir la capitale incontestée de l'aéronautique et de l'espace en France et aujourd'hui en Europe » (Taillefer 2002 : 289). La vie économique toulousaine n'est pas « qu'une sorte d'appendice des activités parisiennes » : « que les politiques étatiques, sous différentes formes depuis le début du siècle, aient fortement participé à la croissance toulousaine, plus que toute autre ville française, est indéniable », « mais que le 'local', en l'occurrence certains segments de la société locale, n'ait pris aucune part dans ce rapport centre-périphérie serait nier toute capacité d'action de la part des agents locaux », montre bien Guy Jalabert, dans *Toulouse, métropole incomplète* (1995 : 11). Ainsi, « le 'milieu' scientifique, depuis le début du siècle, et certains des gestionnaires en charge de la cité, administratifs et politiques, ont de leur côté œuvré pour le développement local et n'ont pas été absents de prises de décision concernant le développement scientifico-industriel de l'agglomération. Non seulement en utilisant les réseaux sociaux qu'ils ont pu constituer au niveau national, mais en sachant attirer des investissements extérieurs » (Jalabert 1995 : 11). Cela confirme les vues de Marcel Roncayolo, pour qui ce seraient « les hommes politiques plus que les politiques » qui au plan

⁶⁰⁸ En effet, « tout dépend de la qualité de la greffe. Toulouse et Montpellier en indiquent les réussites possibles », estime Marcel Roncayolo (2001 : 56).

⁶⁰⁹ Les réflexions de Georges Bataille (1976 : 159-179), en débat avec François Perroux à ce sujet, sur le plan Marshall fournissent un bon exemple de pensée de l'échange appliquée à un phénomène contemporain et à l'échelle macro.

local auraient été décisifs (Roncayolo 2001 : 208)⁶¹⁰. La localisation des activités économiques ne s'effectuent pas dans un espace abstrait, simple produit de rationalités technocratiques ou de théories économiques, mais dans des territoires animés par des hommes sans lesquels tout projet de développement se trouve dépourvu de signification, et donc d'efficience.

Pour pouvoir être assumé par la société urbaine locale, une dynamique de croissance doit, de préférence, répondre à une attente préalable. L'aide extérieure s'apparente alors à un tuteur, qu'à long terme, il est possible et même souhaitable de retirer. Les relations entre Toulouse et l'échelon national correspondent, en ce qui concerne le XX^e siècle, jusqu'à un certain point à ces remarques. En effet, la politique de l'Etat va prendre, en partie, le relais de la disparition d'une Toulouse immémoriale. Ainsi, « quelque chose d'essentiel a disparu entre 1920 et 1960 : cette fonction de Toulouse « seconde capitale de la France », substitut de Paris trop lointain pour une bonne partie du Midi, qui avait été pendant des siècles son caractère le plus constant et la cause fondamentale de son développement » ; nécessité de « nouvelles sources de richesses pour remplacer celles qu'elle a perdues », être « en France la capitale de quelque chose – et même de quelques choses », « ce qui implique une décentralisation non seulement de l'industrie mais de toutes les activités nationales », implore Coppolani, dans *Toulouse au XX^e siècle* (1963 : 422-424). En fait, l'intermède de Vichy a procuré à la ville l'impression frelatée de pouvoir récupérer cette fonction sur le mode des traditionnels échanges citadins⁶¹¹. « La définition d'une « zone non occupée » dont Toulouse était le centre pouvait donner l'illusion d'un possible retour au statut de capitale. C'est pourquoi (...), le maréchal Pétain fut reçu triomphalement le 7 novembre 1940, avec des manifestations folkloriques et culturelles qui semblaient consacrer un retour à la ville rurale et patriarcale du siècle précédent » (Taillefer 2002 : 279)⁶¹². Ce passéisme de pacotille n'était pas viable pour assurer

⁶¹⁰ Il cite l'exemple de Chaban-Delmas à Bordeaux : « dans ses visages urbains comme dans son développement économique, Bordeaux tient certainement, beaucoup plus qu'à sa situation de métropole d'équilibre et de carrefour autoroutier, à la présence continue de M. Chaban-Delmas, homme influent et Premier ministre » (Roncayolo 2001 : 208).

⁶¹¹ Le gouvernement de Vichy entendait opérer une « restauration des provinces » (Wakeman 1997 : 57).

⁶¹² « L'Académie des Jeux Floraux, qui accueillait ses plus ardents partisans, le reçut solennellement et lui accorda – fait unique dans son histoire – le titre de « protecteur » » (Wolff 1974 : 509).

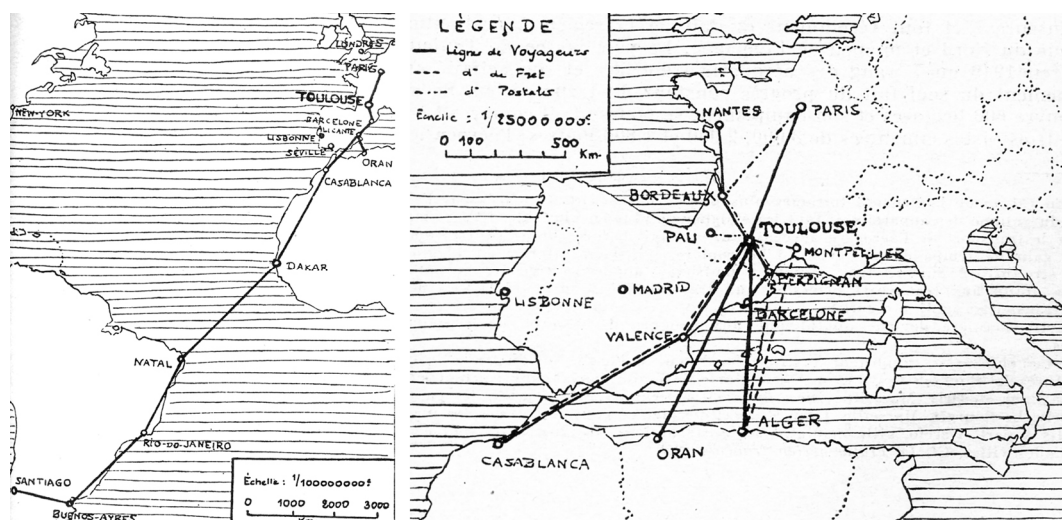
l'avenir de Toulouse dans le monde des échanges urbains ; car avec l'entrée en modernité, « la dimension régionale ne suffit plus à maintenir une grande ville », écrit Coppolani (1963 : 147). « Si les Toulousains, anciens ou nouveaux, se bornaient à rêver au charme du passé en attendant passivement une aide extérieure, celle-ci risquerait d'aller à d'autres plus entreprenants » (Coppolani 1963 : 430). L'aide apportée vient, comme l'a montré l'exemple des implantations universitaires à la fin du XIX^e siècle qui constitueront un atout si décisif pour la ville, couronner des efforts effectués antérieurement.

Les Toulousains, d'adoption plus que de naissance, n'ont pas manqué de contribuer à orienter favorablement les destinées de leur ville, comme en témoignent les actions de Sabatier ou Latécoère en ce sens. « Si canaux et surtout chemins de fer ont été imposés par le rôle économique et même politique de Toulouse et n'ont guère fait que suivre des tracés traditionnels fixés par la nature ou consacrés par l'histoire, la fonction présente de Toulouse dans le réseau aérien national et même européen a son origine dans une initiative individuelle : celle de Latécoère qui choisit Toulouse, où il avait ses ateliers, comme point de départ de la liaison postale dont il voulait faire l'essai en 1918 » ; « certes, dans les conditions de la navigation aérienne d'alors, une liaison France-Afrique du Nord ne pouvait guère se concevoir que par le littoral méditerranéen, en évitant les dangers de la voie maritime tout en bénéficiant d'un ciel généralement dégagé », « Toulouse avait ainsi sur Marseille l'avantage d'un trajet plus court, et sur Bordeaux l'avantage de la proximité de la Méditerranée » ; « mais Perpignan ou même Montpellier auraient présenté les mêmes avantages, si un promoteur s'y était trouvé » (Coppolani 1963 : 126). La trajectoire de l'industrie aéronautique toulousaine a donc partie liée avec celle de Latécoère. Décrivant l'« histoire de couple avec Paris » de l'aéronautique toulousaine, Pierre Beckouche montre, dans *La nouvelle géographie de l'industrie aéronautique européenne* (1996), l'intérêt qu'avait Latécoère à installer « des bureaux à Paris afin de faciliter ses contacts avec l'administration », et à utiliser les « réseaux tissés dans la capitale à l'occasion de son passage par l'Ecole Centrale » (Beckouche 1996 : 146). En effet, il ne pouvait, sans ces appuis, mener ses projets à bien.

Il restait également à convaincre une oligarchie locale assez rétive au changement. La réussite des industries aéronautiques et chimiques dans les années 1920-1930, bien que liées à l'Etat, pouvaient difficilement s'effectuer sans leur concours. Cependant, « après quelques réticences, les bourgeoisies commerçantes et industrielles de Toulouse comprirent quel parti elles pouvaient tirer, en termes de commande directes et de pouvoir d'achat distribué aux personnels, de ces nouvelles industries dont les salaires élevés avaient, dans un premier temps et par peur de la contagion, effarouché leurs comptables. Aussi la chambre de commerce, alors porteuse de projets de développement régional conçus par l'ancien socialiste révolutionnaire, devenu manager et planificateur, Hubert Lagardelle, appuya-t-elle en définitive ces décisions grosses d'avenir... » (Taillefer 2002 : 270). La Chambre de commerce se trouve alors au centre d'un dispositif de lobbying mené conjointement avec d'autres institutions : la municipalité bien sûr, mais aussi *La Dépêche*, les instances départementales, ainsi que celles de la région, récemment créées en 1918. Comme le montre Rosemary Wakeman, dans *Modernizing the provincial city, Toulouse 1945-1975* (1997), cela marque le début d'un régionalisme rénové, celui de la IX^e région économique, mis au service d'un projet de mise en valeur de l'économie toulousaine (Wakeman 1997 : 56-57). Les actions conjuguées d'entrepreneurs d'exception et d'institutions toulousaines participent ainsi au développement local d'une région longtemps considérée incapable d'initiatives modernisatrices.

Toutefois, le niveau national va assez vite récupérer le contrôle du secteur aéronautique toulousain : les lignes aériennes vers le Maghreb, mises en place par Latécoère, sont assurées par Air France à partir de 1933, transformant le site toulousain en un centre de réparation et de révision ; puis l'Etat sauve de la faillite la compagnie créée par Dewoitine en la nationalisant en 1937, tandis que la société de Latécoère est reprise par Dassault. Ces décisions, qui s'inscrivent dans le programme de nationalisation du Front populaire, provoquent « d'importantes répercussions », car elles sont accompagnées « d'un plan de décentralisation de l'industrie aéronautique, alors concentrée dans la région parisienne » ; « en 1940, les usines d'aviation de Toulouse venaient au premier rang des employeurs avec 14 000 ouvriers » (Wolff 1974 : 505). Ces choix de localisation doivent être replacés dans le contexte géopolitique de la fin des années 1930. « Les mêmes

causes produisant les mêmes effets, l'approche du second conflit mondial relança les « décentralisations stratégiques » vers le Sud-ouest français. Dans les conditions de l'époque, les usines qui s'y trouvaient semblaient hors d'atteinte des bombardiers allemands, dont le rayon d'action ne dépassait pas 400 kilomètres » (Marconis 1996 : 370). Une fois encore, l'économie de guerre va contribuer à l'essor industriel toulousain. Mais la défaite française ne devait pas susciter la même effervescence que pendant la Première Guerre Mondiale. Les industries aéronautiques locales furent utilisées par la machine de guerre nazie : « soixante-treize usines ou ateliers toulousains étaient au début de 1944 classées « S », c'est-à-dire tenus de livrer au moins 70 % de leur production à l'occupant, moyennant de nombreux avantages, parmi lesquels l'exonération du travail obligatoire en Allemagne pour le personnel » (Taillefer 2002 : 280). Un bombardement allié, le 6 avril 1944, dévasta le site de production de Montaudran. A la Libération, des purges furent organisées dans ces entreprises aéronautiques, qui s'étaient compromises en collaborant avec les Nazis (Wakeman 1997 : 63). C'en était fini, pour un temps, du rôle pionnier joué par la ville en matière aérienne. Perdant dès 1936 la tête de la ligne d'Amérique du Sud, « Toulouse n'a pas pu conserver longtemps cette fonction qui dépassait trop sa situation réelle sur le plan mondial », « mais elle en a gardé, dans l'infrastructure aérienne de la France, une place de choix » ; « il lui manque cependant d'authentiques liaisons internationales » remarque Coppolani (1963 : 126-127, 129)⁶¹³.



Les lignes aériennes en 1939 et en 1951 (Coppolani 1954 : 249).

⁶¹³ « Il ne reste plus grand-chose du rôle pionnier que joua Toulouse avant-guerre dans le trafic aérien international : sur 1 555 009 passagers embarqués ou débarqués à Blagnac en 1982, les vols internationaux n'en ont emmené que moins d'un quart » (Coppolani 1984 : 59).

L'impact de la Seconde Guerre Mondiale est donc plus ambivalent que celui, largement positif, de la guerre 1914-1918. La puissance toulousaine est ressortie relativement diminuée, tant sur le plan industriel que sur celui de son influence politique, d'une période troublée pendant laquelle la ville a d'abord eu du mal à choisir son camp. « Une des raisons de la lente mise en marche de la résistance à Toulouse réside dans l'attitude de la presse » (Wolff 1974 : 511). Les quotidiens ont en effet adopté une attitude plutôt complaisante vis-à-vis du gouvernement de Vichy. Alors qu'à Limoges « Le populaire du Centre » préféra disparaître, à Toulouse « Le Midi socialiste » choisit le ralliement », « « La Dépêche » et « La Garonne » signèrent en 1943 avec le gouvernement de Vichy des « contrats de confiance » qui les dispensaient de la censure préalable, en échange de quoi ils s'engageaient à suivre « l'orientation, et à appuyer de la façon la plus active la politique du gouvernement » » (Wolff 1974 : 508, 511)⁶¹⁴. Toutefois, parallèlement à cette pleutrerie intéressée, s'organisèrent des réseaux de résistance notamment avec l'aide des francs-maçons⁶¹⁵, des réfugiés italiens ayant fui le fascisme⁶¹⁶ et des républicains espagnols arrivés en nombre après la Guerre Civile. Rémy Pech insiste sur le « foisonnement d'une résistance à tonalité politique et éthique, où les universitaires toulousains, tels les littéraires Pierre Bertaux, Paul Dottin, Daniel Faucher, Raymond Naves (...), furent rejoints par des collègues réfugiés comme les sociologues Raymond Aron et Georges Friedman, les philosophes Georges Canguilhem, Vladimir Jankélévitch et Albert Lautman » (Taillefer 2002 : 280)⁶¹⁷. L'occupation allemande à partir de 1942 contribua à durcir les oppositions, ce qui conduisit l'archevêque Saliège à prendre la défense des juifs par humanisme, ou encore la les groupes de résistants à multiplier les attentats. « Aussi la Libération, marquée par le départ précipité le 19

⁶¹⁴ La ligne éditoriale de *La Dépêche* n'empêcha nullement l'assassinat en 1943 par les miliciens de l'un de ses directeurs, Maurice Sarraut, jugé insuffisamment soumis au régime de Vichy.

⁶¹⁵ En particulier, l'instituteur Jean Chaubet, « révoqué en raison de son appartenance maçonnique », a été à l'origine du groupe Froment, qui en liaison avec Londres, fut le « premier réseau de renseignement et de fabrication de faux papiers ». « Les Frères Lion, imprimeurs et francs-maçons, assurèrent l'impression de nombreux documents clandestins » (Taillefer 2002 : 281).

⁶¹⁶ Il faut citer l'antifasciste Silvio Trentin, libraire à Toulouse depuis 1935, très actif dans la Résistance, avec son mouvement de tendance socialiste Libérer et Fédérer.

⁶¹⁷ « Ces grands esprits, dont plusieurs payèrent de leur vie leur courageux engagement, surent entretenir dans la jeunesse estudiantine et une partie de la bourgeoisie toulousaine un climat de défiance, puis de contestation à l'égard d'un régime qui sapait systématiquement les fondements de la démocratie sans apporter aucun soulagement matériel à une population entassée et chichement ravitaillée », rapporte Rémy Pech (Taillefer 2002 : 280-281).

about 1944 d'une armée allemande qui s'était rendue coupable de multiples exactions (...), fut-elle bien accueillie » (Taillefer 2002 : 283). Toulouse, « cité refuge, puis plaque tournante de la résistance »⁶¹⁸ était donc bien préparée à l'action réorganisatrice du Comité local de Libération, celui-ci n'avait qu'à « prolonger et approfondir la tradition du socialisme municipal, tout en anticipant les nationalisations et les lois économiques qui furent ensuite votées par les assemblées constituantes » (Taillefer 2002 : 284-285). A la tête d'une coalition représentant les différents courants de la résistance, le nouveau maire socialiste Raymond Badiou procéda à la réquisition des entreprises qui avaient travaillé pour les allemands, ainsi qu'à la municipalisation des régies de transports, de distribution de gaz et d'électricité⁶¹⁹, jetant les bases d'un renouveau possible.

Il s'agissait pour le nouveau pouvoir institué de redonner à l'économie toulousaine un rôle majeur au niveau industriel. En dépit de son discours du retour à la terre et à ses valeurs, le régime de Vichy avait lui aussi cette ambition. « L'industrialisation du Sud-ouest » était un « thème souvent repris par les journaux », « mais, malgré la découverte d'un peu de gaz naturel et de pétrole » dans la région, elle « ne progressa pas faute de main d'œuvre et de matière première » (Wolff 1974 : 509-510). De surcroît, « l'opposition des milieux ouvriers s'était manifestée par un refus quasi général des syndicats toulousains d'adhérer à la Charte du travail » (Taillefer 2002 : 281). La notion de 'modernisation', associée aux idées de révolution nationale et de régénération, n'était pas absente du discours officiel émanant du gouvernement de Vichy. Elle y était articulée à une volonté de « restauration des provinces », « à la fois au sens culturel et économique », discours hybride mélangeant les références des folkloristes sur les régions « naturelles » de France, et celles des doctrines néo-régionalistes sur les zones économiques d'influence organisées par une ville centrale, comme l'explique Rosemary Wakeman (1997 : 58-60). Les leviers institutionnels, chambre de commerce et IX^e Région Economique, continuaient donc à être actionnés par le régime de Vichy. A la Libération, qu'allaient-ils devenir ? « La chambre de commerce de la ville, sous la direction de Gabriel

⁶¹⁸ Godechot a cependant raison de rappeler que Toulouse n'a pas été une « capitale de la résistance » comme Lyon ou Grenoble (Wolff 1974 : 510).

⁶¹⁹ Rosemary Wakeman décrit plus en détail ce mouvement de « retour à la collectivité » sur un mode autogestionnaire (1997 : 64).

Barlangue (qui servait aussi comme président de la IX^e Région Economique) établit des commissions spécialisées sur l'aviation, le tourisme et les transports pour planifier le développement de la métropole toulousaine » ; et, pour retrouver son rôle de capitale de l'aéronautique, la chambre de commerce et le conseil municipal de la ville reprennent le projet de 1938 de construction d'un aéroport international à Blagnac, qui va être inauguré en 1953 (Wakeman 1997 : 64). Le résistant, devenu commissaire de la République, Pierre Bertaux, « arguant que la région n'était pas une institution vichyste » (Wakeman 1997 : 65), disait en 1946, en quittant sa charge, regretter « que soit mis un terme à une expérience de régionalisation dont l'efficacité avait, selon lui, fait ses preuves » (Taillefer 2002 : 285)⁶²⁰. L'idée de la région comme outil de modernisation traverse donc certains clivages, par ailleurs très profonds, pour ensuite s'évanouir quelque peu, malgré le retour de préfets de région en 1948, jusqu'à ce que la V^e République mette en place, une décennie plus tard, une politique d'aménagement du territoire.

La région comme espace économique de référence est une thématique introduite en France au début du XX^e siècle par le géographe Paul Vidal de la Blache et par l'économiste et historien Henri Hauser, ce dernier pilotant la constitution des Régions Economiques au sortir de la Première Guerre Mondiale, tandis que les travaux de Vidal de la Blache servirent de fondement à l'aspect moderniste de la politique régionale vichyste (Wakeman 1997 : 54-56, 58). Celle-ci ne doit pas être oubliée dans l'histoire de la géographie économique en France car elle représente une étape importante, et parfois occultée, dans la constitution d'une pensée de l'aménagement du territoire. Un théoricien aussi novateur pour l'analyse spatiale de l'économie que François Perroux a eu un rôle loin d'être négligeable au cours des années 1940. « Aux cotés du régime de Vichy, il multiplie les offres de services (...), à tel point que le chef de cabinet du chef de l'Etat français, Henri du Moulin de Labarthe, le désigne comme l'un des inspirateurs des idées économiques et sociales du maréchal Pétain », comme le rapporte Isabelle Couzon (2003 : 83), dans un article très instructif retraçant le parcours intellectuel et

⁶²⁰ Pierre Bertaux n'est pas un cas isolé dans la défense de l'idée de région, puisque par exemple Raymond Aubrac, Commissaire à Marseille, a initié le premier conseil économique régional en novembre 1944, comme le rapporte Rosemary Wakeman (1997 : 65).

politique de Perroux⁶²¹. Son engagement s'explique par son attachement à un idéal communautaire qu'il va recycler ensuite dans son soutien à une construction européenne fédéraliste. Pendant la période de Vichy, Perroux commence à développer une pensée prônant les décentralisations industrielles, et il intronise Jean-François Gravier, – qui publiera *Paris et le désert français* en 1947, ouvrage qui va avoir une influence significative sur la politique d'aménagement du territoire et notamment sur celle menée en faveur de Toulouse⁶²² –, dans les différentes institutions dans lesquelles il occupe des responsabilités (Couzon 2003 : 85)⁶²³. La pensée visant le rééquilibrage du territoire français est ainsi assez largement tributaire des travaux effectués sous l'égide du gouvernement de Vichy⁶²⁴. Ce n'est pas un hasard non plus si *La Dépêche du Midi*, rebaptisée après trois ans d'interruption après la Libération, prend dans les 1950-1960, « la défense de l'économie régionale, qu'il s'agît par exemple du Concorde ou des mines de Decazeville menacées » (Taillefer 2002 : 286). Une continuité, symbolisée notamment par le parcours de Perroux, existe donc entre les idées de développement local émises avant la Deuxième Guerre Mondiale, la pensée d'une région comme outil de la modernisation économique exprimée pendant la période de Vichy, et la mise en place d'une politique de décentralisations industrielles.

Outre son intérêt conceptuel indéniable, remettant en cause une conception banale de l'espace⁶²⁵, la théorie de Perroux des « pôles de croissance », publiée dans

⁶²¹ Il est un membre du mouvement *Esprit* à partir de 1934, où il « compte parmi les plus fervents partisans de solutions autoritaires, aussi bien en matière d'organisation de l'économie que dans la refonte des institutions politiques » (Couzon 2003 : 83).

⁶²² « L'essentiel de la philosophie de l'opération Ranguel-Lespinet est contenu dans *Paris et le désert français* », affirme Lucien Sfez dans l'analyse des décentralisations à Toulouse à laquelle il se livre dans *Critique de la décision* (1992 : 491) (voir infra). En effet, comme le cite Sfez, Gravier n'écrit-il pas : « l'élément qui détermine le plus directement la croissance économique régionale est la présence d'un centre universitaire et spécialement d'un centre scientifique », « la concentration à Toulouse des organes directeurs de l'aviation française (...) permettrait une décentralisation plus complète des usines parisiennes ».

⁶²³ Isabelle Couzon détaille ces institutions qui travaillent en étroite collaboration avec la Direction générale à l'équipement national (DGEN), et précise que Perroux a rencontré Gravier au sein du comité de rédaction de la revue *Civilisation* en 1939 ; « à la demande de François Perroux, Jean-François Gravier rédige un ouvrage (...) publié aux Presses Universitaires de France dans la collection « Bibliothèque du peuple » fondée et dirigée par François Perroux depuis 1941 » ; Gravier apparaît ainsi comme un épigone de Perroux, appliquant ses modèles (Couzon 2003 : 85).

⁶²⁴ « Evoquant la dispersion des activités industrielles, François Perroux cite l'ouvrage collectif de Gabriel Dessus, Pierre Georges et Jacques Weulersse intitulé *Matériaux pour une géographie volontaire de l'industrie française*, publié en 1949 », et qui « synthétise l'ensemble des travaux réalisés pendant l'Occupation à la DGEN sur la décentralisation industrielle » (Couzon 2003 : 92).

⁶²⁵ Perroux bat en brèche l'idée selon laquelle « les hommes et les choses » se situeraient dans « un espace, en les concevant comme des objets matériels contenus dans un contenant », « cette

L'économie du XX^e siècle en 1961, est capitale pour comprendre quel a été l'esprit qui a animé les décisions de décentralisation des activités industrielles au cours des années 1960-1970. En effet, Perroux indique comment une « industrie motrice » peut favoriser l'émergence d'un « pôle de croissance », cela faisant inmanquablement penser au cas des vagues de décentralisations de l'industrie aéronautique à Toulouse. « L'apparition d'une industrie nouvelle, la croissance d'une industrie existante, se diffusent, par les prix, par les flux, par les anticipations. Au cours de plus longues périodes, les produits d'une industrie ou d'un groupe d'industries profondément transformés et parfois à peine reconnaissables par comparaison à leurs ébauches initiales, permettent de nouvelles inventions qui donnent naissance à de nouvelles industries » ; « des profits, au lieu d'être formés par les décisions de chaque firme touchant son débit et ses achats de services, sont induits par le débit et les achats de services d'une autre firme » explique Perroux (1961 : 179-182). Ces réflexions vont trouver leur illustration dans la croissance toulousaine pendant la seconde moitié du XX^e siècle. Grâce à une « industrie motrice » générant « un pôle industriel complexe » « géographiquement aggloméré et en croissance », « l'agglomération industrielle urbaine suscite des types de consommateurs à consommations diversifiées et progressives (...). Des besoins collectifs (logements, transports, services publics) émergent et s'enchainent. Des rentes d'emplacement viennent s'ajouter aux profits d'affaires. Dans l'ordre de la production, des types de producteurs : entrepreneurs, travailleurs qualifiés, cadres industriels se forment, s'entre-influencent, créent leur tradition et éventuellement participent d'un esprit collectif », poursuit Perroux (1961 : 188). Le développement de l'économie toulousaine a suivi, à moyen terme, le processus décrit par la théorie de Perroux, et nous pouvons mesurer à quel point elle a bénéficié de l'implantation de « firmes motrices », via la politique d'aménagement du territoire⁶²⁶.

François Perroux n'entendait pas seulement être un théoricien au fait des transformations les plus contemporaines des dynamiques économiques, il voulait faire de sa pensée économique une science utile aux hommes d'action. Dans ce

conception centrale du « contenant » et du « contenu est contredite de toutes parts par la vie moderne, spécialement sous ses aspects économiques » (Perroux 1961 : 160).

⁶²⁶ La création de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) en 1963, est un des instruments de cette politique.

but, il créa en 1944 l'Institut de science économique appliquée (ISEA) afin de promouvoir ses recherches. L'un de ses disciples, Jacques Boudeville, membre de l'ISEA, va prolonger et appliquer ses analyses (au prix de quelques simplifications) à des cas concrets de planifications économiques régionales. Il n'hésite pas à affirmer, dans *Les espaces économiques* (1970), que la science économique régionale est arrivée dans ces toutes dernières années, à un stade de développement qui lui permet de fonder rationnellement une politique » (Boudeville 1970 : 120)⁶²⁷. Ainsi, il « importe de repérer les pôles urbains de développement et de mesurer l'impact régional de leurs industries motrices » ; cependant Boudeville met en garde contre certaines politiques qui pourraient s'avérer stériles en précisant que « l'utilisation de l'infrastructure des agglomérations existantes en perte de vitesse peut être moins économique à long terme que l'équipement des nouveaux pôles de croissance » (Boudeville 1970 : 27). « Sans doute, certaines industries sont relativement libres quant à leur localisation : telles sont les industries chimiques, plastiques, la mécanique de précision et les pièces détachées. Mais ces activités dont la réunion peut créer des centres ou axes de polarisation nouveaux, ne doivent à aucun prix être handicapées dans l'intention de conserver certains équipements surannés », indique Boudeville (1970 : 96). Malgré ces remarques qui, dans une certaine mesure, paraissent la condamner⁶²⁸, Toulouse « eut la chance d'être choisie à la fois comme métropole d'équilibre et comme chef-lieu administratif de la plus vaste des régions françaises, plus étendue que la Belgique ou la Suisse, avec ses huit départements » (Marconis 1996 : 372). La capitale régionale retrouve ainsi pleinement des attributs qu'elle avait perdus avec la Révolution, et se voit placée dans des conditions favorables pour accueillir des activités industrielles majeures qui lui ont longtemps fait défaut.

La décentralisation est aussi une œuvre de réhabilitation symbolique, qui s'appuie sur un langage d'images, langage qui au demeurant va être ensuite réutilisé d'une façon moins différente qu'il n'y paraît par le marketing urbain. Lucien Sfez, dans *Critique de la décision* (1992), insiste sur cette dimension, s'exprimant avec une

⁶²⁷ Des tensions entre les théoriciens de cette science économique régionale et les géographes existent néanmoins, comme le décrit Couzon (2003 : 96-99).

⁶²⁸ A l'époque le Nord-est de la France semblait certes économiquement plus dynamique, mais ses infrastructures déjà amorties ne lui ont pas permis de faire face aux restructurations industrielles, alors que les investissements nouveaux dans l'agglomération toulousaine seront plus porteurs.

terminologie s'inspirant de la psychanalyse et à présent un peu désuète, pour décrire comment les implantations décidées par l'Etat, véritable « politique symbolique » selon lui, répondent à un « investissement libidinal historique » « liée à la perte d'un objet », « Toulouse ressentant la perte de son temps héroïque, après la grande période où les aviateurs prestigieux prenaient leur vol (période l'aéropostale) suscite ce fantasme d'un retour (...); « dans le vide l'absence rentie se dessine l'objet souhaité : une autre aéropostale, une autre ère de grandeur, un second envol » (Sfez 1992 : 457-461)⁶²⁹. Si ces analyses ont quelque chose d'excessif, elles n'en ont pas moins une part de vérité quant à la manière dont s'est effectivement déroulé le processus de décision. « Le fait qu'il faudrait décentraliser des éléments du secteur aéronautique à Toulouse n'a jamais été discuté et aucune autre localisation n'a été envisagée, ce en quoi Lucien Sfez (...) voit l'effet du mythe de Toulouse capitale de l'aéronautique » ; il n'a complètement tort puisqu'il « semble que le mythe ait été sciemment réactivé par les services de la préfecture » ; le responsable de son service économique affirmait : « nous restions très en retrait par rapport à Marseille, Bordeaux ou Saint-Nazaire. Nous avons dit « nous allons faire jouer les sentiments. Nous allons nous accrocher à ce mythe de Toulouse, à cette épopée : Mermoz, Saint-Exupéry » », relate Grossetti (1995 : 78). Plus tard, les technopoles vont, à leur tour, jouer avec ce « maniement du pouvoir symbolique du langage » aux « vertus performatives », montre Yann Dalla Pria, dans *Comment naissent les districts technologiques ?* (2008 : 282-283). Une telle communication stratégique crée des continuités là où des impasses semblaient difficilement contournables.

La période allant de la Libération aux années 1960 représente une croisée des chemins dans le processus de modernisation de la ville. Si celle-ci avait manqué le rendez-vous de la décentralisation, il est peu probable que l'économie urbaine locale ait été à même d'engendrer des ressources permettant son développement *sui generis*. Toutefois, la politique d'aménagement n'a fait qu'accompagner et stimuler un redéploiement plus général des activités économiques à travers le monde. Comme le rappelle Marcel Roncayolo, « le regain de vitalité des capitales provinciales françaises précède la législation des métropoles d'équilibre, et le

⁶²⁹ Dans un style bachelardien, Sfez signale aussi la puissance évocatrice, la part du rêve, que charrie ce qui touche à l'aérien (Sfez 1992 : 458).

succès des villes moyennes est bien antérieur aux contrats qui (...), commencent à les lier à l'Etat » ; « ces réalisations voyantes ne font que masquer – ou si l'on préfère révéler – le mouvement de déhiérarchisation de la croissance urbaine » (Roncayolo 2001 : 201-202). Les décentralisations sont une étape décisive qui, comme échange, lient et donc contraignent. « Le choix de Toulouse comme l'une des huit métropoles d'équilibre définies en 1963 était à la fois une décision préparant les actions de l'Etat pour le futur et la reconnaissance d'un potentiel patiemment accumulé par les acteurs successifs de la scène politique et économique d'une région à l'appellation hésitante : Languedoc occidental, Sud-est Aquitain, puis finalement Midi-Pyrénées (1960). Dans la collaboration souvent conflictuelle entre Paris et Toulouse, cette période allait marquer une consécration définitive de la capitale régionale, mais aussi une perte d'autonomie évidente d'acteurs régionaux sans cesse obligés de rechercher alliés et appuis pour se concilier les bonnes grâces des grands décideurs nationaux. Forte de ce savoir-faire et prenant conscience des enjeux, Toulouse emprunta alors, non sans hésitations ni renoncements, et parfois sous la contrainte, le chemin d'un développement économique qui devait fixer son destin » (Taillefer 2002 : 286). L'économie toulousaine est alors tournée vers une capitale nationale qui lui sert de relais en direction de l'économie mondiale, mais dont elle est de plus en plus dépendante. C'est le revers de sa montée en puissance.

De nombreux indicateurs témoignent du caractère assez subalterne du pôle de croissance toulousain. « Le lien ombilical qui relie Toulouse à Paris se manifeste avec force dans la structure des déplacements par avion : l'essentiel du trafic de Blagnac se fait avec la capitale, témoignant des liens de dépendance de Toulouse à l'égard de celle-ci » écrit Colette Zytnicki en conclusion du chapitre sur « L'affirmation d'une métropole (depuis 1971) » (Taillefer 2002 : 322). Les activités économiques qui se sont créées, très sensibles à la conjoncture mondiale, sont largement tributaires « de l'extérieur, tant sur le plan des décisions que sur celui des marchés » (Taillefer 2002 : 313). La décentralisation de la production est certes un élément moteur de l'économie locale, mais la direction des firmes n'est que rarement implantée à Toulouse. « Les sièges sociaux des entreprises déconcentrées (CNES, CITEC) demeurent à Paris. Le volume de crédit que la succursale locale d'une banque peut délivrer sur place est encore très limité, et dès

qu'un dossier atteint quelque importance, référence est faite aux services centraux parisiens », indique Coppolani, dans l'étude qu'il a menée en 1984 avec Guy Jalabert et Jean-Paul Lévy sur *Toulouse et son agglomération* (1984 : 132). « A la fin des années quatre-vingt, la grande majorité des commandes au sein de l'industrie aéronautique de Midi-Pyrénées étaient passées depuis l'Ile-de-France, ce qui montre la persistance de l'effet « siège » et le poids de Paris » (Beckouche 1996 : 182). Les transferts d'emplois en direction de l'économie toulousaine ne se limitent d'ailleurs pas aux seules activités industrielles. Toulouse est « plus que jamais une ville administrative » ; « parmi les attributs de cette métropole relais, les services publics sont non seulement l'élément le plus important, mais aussi celui qui s'est le plus accru depuis vingt ans » (Coppolani 1984 : 79). Les emplois relevant de l'Etat, et donc de la capitale, constituent une part prépondérante de la redistribution⁶³⁰ opérée par la politique d'aménagement du territoire.

Établissement	Secteur	Début période	Localisation	Effectifs 1994
CNES	Espace	1960	Toulouse SE	2 200 (avec filiales)
ENSA plus CERT	Aérospatial Ens. Rech.	1960	Toulouse SE	600
ENAC	Aviation Ens. Form.	1960	Toulouse SE	500
INRA	Rech. Agron.	1970	Auzeville SE	400
Centre Calcul Agriculture	Administrat.	1970	Auzeville SE	80
Centre Gest. des Douanes	Administrat.	1970	Toul.-Mirail	180
DT Télécom.	Serv. Tech.	1970	Blagnac Ouest	600
Météorologie	Adm. Rech. Ens.	1980	Toul.-Mirail	800
Air Inter	Administr.	1990	Toul.-Mirail	550
Air France	Gestion	1990	Toul.-Mirail	375
Dir. Navig. Aérienne	Serv. Tech.	1990	Toul.-Mirail	450
CNRS	Gestion Rech.	1990	Toulouse SE	200
SCESS	Agric. Rech.	1990	Auzeville SE	130
France Télécom.	Administ.	Prévu	Toulouse	(300)

Les activités décentralisées venues de la région parisienne (Jalabert 1995 : 13).

⁶³⁰ Laurent Davezies a raison de souligner, dans *La République et ses territoires* (2008), comment ces « transferts publics de revenus » constituent une « circulation invisible des richesses ».

Entre ambivalences du retard toulousain relatif et constitution d'une économie urbaine moderne

Le visage de l'économie urbaine toulousaine va être profondément transformé par les décentralisations, mais la mutation va, d'un côté, être plus lente qu'on le pense généralement, et de l'autre, puiser de différentes manières dans les ressources, tant réelles que relevant de l'imaginaire, offertes par un paysage économique hérité en voie de disparition. Le retournement partiel de l'usage de la notion de région, de la référence passéiste à un outil de la modernisation, est, comme nous l'avons vu à la suite de Rosemary Wakeman (1997), un des meilleurs exemples de ce phénomène. Toutefois, les effets de ce retournement vont mettre un certain temps à s'effectuer, et ils vont se heurter au poids de structures économiques et sociales locales qui participent de l'identité toulousaine. Il est frappant de constater que les échanges citadins traditionnels perdurent tant bien que mal jusqu'à une période très récente. Ainsi, « dans la médiocre conjoncture générale, l'industrie toulousaine fait plutôt bonne figure grâce au succès de l'Airbus et à l'expansion maintenue de l'électronique. Faut-il penser que Toulouse est devenue une grande ville industrielle ? Ce serait oublier qu'en 1975, avec moins de 33 % de la population active dans l'industrie, elle se situait au dernier rang des métropoles françaises, et que, plus récemment, de 1977 à 1981, le secteur secondaire, bâtiment exclus, n'a apporté que 811 emplois nouveaux (...) alors que le secteur tertiaire privé en ajoutait 12 625 » (Coppolani 1984 : 50-51). En effet, « ce n'est qu'après 1975 qu'a commencé à se constituer à Toulouse un complexe aérospatial qui groupe à présent une dizaine d'établissements » (Coppolani 1984 : 48). Activité de toujours, « le commerce n'est plus la première source de richesse de Toulouse, cette place étant prise par l'industrie »⁶³¹ seulement en 1957 ; et à cette date, « malgré les progrès de l'industrie, ce sont encore d'une part des produits de l'agriculture, d'autre le part le ravitaillement de la population et les besoins de la construction qui tiennent la première place » dans les activités commerciales de la ville (Coppolani 1963 : 119). Alors que les petits commerçants et artisans s'étaient fort bien adaptés aux conditions imposées par la modernité, participant activement au dynamisme économique toulousain comme nous l'avons vu, ils

⁶³¹ Ces données sont à nuancer du fait de la pertinence très relative de la classification.

étaient pourtant en un sens déjà menacés. A son apogée pendant les années 1920, ce monde est cependant loin d'avoir disparu après la Seconde Guerre Mondiale, et continue à être l'un des principaux centres de gravité de l'identité toulousaine.

Les boutiquiers, travailleuses à domiciles, fabricants de meubles, etc., forment avec environ 16 000 personnes, la proportion la plus importante des actifs toulousains. Leurs échoppes et ateliers sont, selon Rosemary Wakeman qui étudient leur survivance après-guerre dans un chapitre intitulé « La ville comme bazar : tradition, modernisation et culture économique dans les années 1950 », bien plus nombreux et « bien plus concentrés dans les vieux quartiers de Toulouse que dans la plupart des capitales provinciales » (Wakeman 1997 : 161, 148). Attachés à leur métier et à leur voisinage, les artisans sont un « pivot symbolique » de la culture urbaine locale (Wakeman 1997 : 151). Ces larges pans de la société toulousaine ont aussi une influence prépondérante sur la coloration politique locale. A la chambre de commerce, bien sûr, mais également à travers le sponsoring de courses aériennes ou de matchs de rugby, ce groupe social est porteur d'une certaine tradition toulousaine ; indépendants, sans pour autant disposer de fortunes considérables, les petits patrons et les salariés isolés adoptent une attitude politique que l'on peut qualifier de « gauche réactionnaire », une forme de « culture populiste d'opposition », leur adhésion à la gauche n'étant qu'une « composante privilégiée de leur identité occitane » (Wakeman 1997 : 152-153)⁶³². Ils constituent un réservoir électoral majeur du socialisme municipal des années 1920-1930, orientation politique reconduite après la Libération. « Bien que le socialisme soit internationaliste par idéologie, à Toulouse il était souvent l'expression d'une extension plus zélée du radicalisme » ; « politiquement progressiste et socialement conservateur, les travailleurs et le « petit peuple » soutenaient le socialisme comme défense de leur monde d'artisans plus qu'en vue d'une lutte des classes internationale » précise Rosemary Wakeman (1997 : 46).

⁶³² Cette identité méridionale se vit elle-même bien souvent, et à Toulouse plus qu'ailleurs semble-t-il, sur le mode d'une contestation qui s'exprime notamment par des joutes verbales avec une « débauche de décibels ». Ces artisans incarnent ainsi, pendant une bonne moitié du XX^e siècle, l'un des traits permanents d'une identité toulousaine décrite par Christian Cau comme « L'abécédaire d'une certaine contestation » (Roubaud 1991 : 16-21). Une activité répandue était, « jusqu'à l'invasion de la ville par l'automobile et la pollution, d'observer le voisin, l'étranger, pour alimenter la critique. Il était de bon ton, les soirs d'été, de s'installer sur le trottoir, devant sa porte, pour « prendre le frais », en fait pour disséquer l'allure, les vêtements, les paroles des passants ». Ainsi « espanchait »-on pendant des heures (de l'occitan « *espinchar* », c'est-à-dire lorgner, épier, regarder du coin de l'œil) » (Roubaud 1991 : 20).

Au cours des années 1950, alors que la France connaît une expansion économique, Toulouse subit une vague de désindustrialisation. Des entreprises emblématiques disparaissent, telles les chemises Manuel, dont nous avons vu le succès commercial au chapitre précédent, ou encore, en 1957, l'historique Maison Amouroux qui fabriquait des machines agricoles ; aussi, « la prolifération des micro-ateliers était une réponse à la fois traditionnelle et valide aux conditions économiques » défavorables, explique Rosemary Wakeman (1997 : 159-161). Cependant, les revenus et les niveaux de vie sont les plus bas des villes de province, seules les exportations textiles vers l'Afrique du Nord⁶³³ sauvent ce secteur essentiel d'une crise plus profonde (Wakeman (1997 : 162-164). L'équilibre séculaire de la société toulousaine est donc au bord de la rupture.

Dans ce contexte, le plan d'urbanisme de Nicod qui est l'héritier, sans en avoir l'ambition, de celui de Jaussely, n'a pas constitué un facteur favorisant. Préparé en 1942 puis appliqué à partir de 1947, il entend contenir la poussée démographique de la ville et densifier celle-ci. Surtout, fidèle en cela au plan de Jaussely, il promeut une stratégie plutôt non industrialisante, de façon à limiter l'attractivité de l'agglomération toulousaine afin qu'elle ne capte pas davantage la population de sa région en plein marasme démographique. « La vocation de Toulouse est d'être une capitale économique, administrative et intellectuelle, et non un grand centre industriel : il faut donc simplement prévoir l'expansion normale des industries existantes sans en ajouter d'autres », rapporte Coppolani (1963 : 402). En outre, « les principales entreprises industrielles de Toulouse étant des affaires nationalisées (...), payent à Paris leurs impôts principaux et la ville se trouve ainsi privée d'importantes ressources financières alors que le nombreux personnel de ces entreprises lui impose de grosses dépenses de logement et d'équipement » (Coppolani 1963 : 403). La municipalité se désarmait donc elle-même avec ce plan reconduit jusqu'au début des années 1960, plan prévu pour 400 000

⁶³³ « Les relations commerciales de Toulouse étaient traditionnellement orientées vers le marché colonial de la « zone franc » en Afrique du Nord » ; la chambre de commerce ayant par exemple organisé une Exposition Coloniale en 1931 dans ce but (Wakeman 1997 : 218-219, 56). Coppolani (1963) cite à plusieurs reprises les produits exportés ; et il faut se souvenir des lignes aériennes figurant ci-dessus en direction de l'Algérie alors française. Au moment de l'indépendance de celle-ci, un véritable pont aérien est mis en place pour permettre le rapatriement de 100 000 citoyens français, « dont un quart devait se fixer définitivement dans la ville » (Wolff 1974 : 515). Ensuite une immigration de travail a conduit une importante population musulmane à venir s'installer à Toulouse. Il y aurait ainsi toute une étude à mener sur les relations de Toulouse avec le Maghreb, et en particulier l'Algérie, depuis le XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

habitants, chiffre inchangé par rapport à l'hypothèse émise par Jaussely en 1928. « Le successeur de Badiou à la mairie, Louis Bazerque, fit adopter en 1962 un plan totalement différent », « pour lui, Toulouse devait devenir un grand centre industriel, une « métropole à vocation européenne » » (Wolff 1974 : 518). Quels que soient les changements de cap des planifications successives, l'urbanisation continue quant à elle sa progression du fait d'un essor démographique qui, après avoir marqué une pause, dépasse les prévisions et déborde les limites communales. Le bâtiment est un secteur qui lui aussi emploie une myriade de 5 à 6 000 travailleurs indépendants, construisant à peu près autant de logements chaque année à la fin des années 1950, l'un des taux les plus haut de France, selon Rosemary Wakeman (1997 : 161). Mais malgré ce « boom de la construction », le chômage atteint son plus haut niveau pendant la décennie (Wakeman 1997 : 161-162). Le tissu de micro-entreprises, qui avait fait la force de l'économie toulousaine par sa flexibilité et sa réactivité pendant la première phase de modernisation (1850-1940)⁶³⁴, apparaît de plus en plus comme un défaut structurel à l'origine de son sous-développement.

Les actions conjuguées de la politique d'aménagement du territoire et des Plans impulsés par l'Etat ont alors eu pour finalité de moderniser et de rationaliser les systèmes productifs. Le Fonds de Développement Economique et Social (FDES) et des réformes fiscales ont instauré un environnement financier favorisant l'émergence d'industries de type fordiste. Les petits patrons étaient indirectement lésés par ces nouvelles dispositions, ce qui a suscité leur courroux : « la réaction à Toulouse fut immédiate », « en juin 1954, 3 000 artisans, boutiquiers, et petits industriels » organisèrent une manifestation au stade municipal de Toulouse pour protester contre cette politique (Wakeman 1997 : 171). Ce contexte ne pouvait qu'alimenter la propension locale à la culture d'opposition. La plateforme idéologique autour du socialisme et du radicalisme commença cependant à se fissurer sous le poids de la mutation socio-économique. C'était là « la contrepartie de l'ambiguïté sociale et de l'instabilité économique qui caractérisait la culture vernaculaire pendant les années 1950 », analyse Rosemary Wakeman (1997 :

⁶³⁴ Grâce à ce tissu, « au plus fort de la crise de 1929, Toulouse n'a jamais connu un chômage comparable à celui qui affectait Lille ou Saint-Etienne » (Coppolani 1963 : 237).

172). Le pessimisme⁶³⁵ et l'altération de la cohérence du monde des artisans indépendants contribuèrent à élargir le spectre politique. Cela permit évidemment au mouvement poujadiste d'effectuer une percée aux élections législatives de 1956, celui-ci recueillant 13 % des suffrages dans le centre de Toulouse et jusqu'à 20 % dans certains quartiers, sans pour autant parvenir à faire élire des conseillers municipaux (Wakeman 1997 : 175). L'imperceptible dissolution des échanges citoyens, ainsi que la perte d'influence des élus socialistes toulousains dans le jeu politique national laissaient le champ libre au dirigisme étatique impulsé par le général De Gaulle et son gouvernement⁶³⁶. L'un des symboles urbains de cette transformation est la destruction du quartier Saint-Georges, destruction programmée depuis longtemps, mais qui marque le début de la gentrification du centre historique de l'agglomération par une partie des cadres travaillant dans les entreprises décentralisées, s'y substituant aux artisans⁶³⁷.

Un projet de plus grande envergure manifeste davantage encore la modernisation à l'œuvre : la décision en 1960 du maire Louis Bazerque d'implanter au Mirail, à huit kilomètres du centre, un gigantesque ensemble urbanistique destiné à recevoir 100 000 habitants sur la rive gauche de la Garonne, jusque là toujours défavorisée. Avec l'aide de l'Etat, « une zone d'urbanisation prioritaire (ZUP) de six cent quatre-vingts hectares, dont deux cent cinquante d'espaces verts, fut définie. Vingt-trois mille logements étaient prévus, dont seulement dix mille furent effectivement construits » et le quartier « ne compta jamais plus de 40 000 habitants » (Taillefer 2002 : 293) (Wakeman 1997 : 125-133). La modernisation à marche forcée que constituait ce projet ambitieux, mené sous la houlette de l'architecte de renommée internationale Georges Candilis⁶³⁸, n'a pas réussi à avoir raison de l'habiter traditionnel et de ses héritiers pavillonnaires. Les initiatives urbanistiques de Bazerque allaient trop à l'encontre des anciens soutiens à la

⁶³⁵ « Les résultats d'une enquête réalisée en 1963 (...) auprès des commerçants indépendants isolés (n'appartenant pas à un groupement) nous apprennent que 46 % d'entre eux attendaient des transformations importantes dans le commerce pour les prochaines années, 56 % estimaient la disparition du commerce indépendant inévitable et 69 % affirmaient catégoriquement que leurs enfants ne seraient pas commerçants ! », indique Philippe Moati, dans *L'avenir de la grande distribution* (2001 : 44).

⁶³⁶ Toulouse reste néanmoins une des villes les plus antigauillistes du pays (Wakeman 1997 : 111).

⁶³⁷ « Le curetage du vieux quartier Saint-Georges fut sans doute trop systématique dans sa conception et trop lent dans sa réalisation, éveillant de tenaces rancunes dans l'électorat populaire, qui eut le sentiment d'une dépossession », estime Rémy Pech (Taillefer 2002 : 296).

⁶³⁸ « Les plus grandes firmes françaises de travaux publics étaient sollicitées pour la réalisation » (Taillefer 2002 : 293).

politique socialiste qu'étaient les petits commerçants et artisans. De plus en plus impopulaire et en porte-à-faux vis-à-vis de son électorat, Bazerque fut nettement battu aux élections municipales de 1971 par la liste de droite modérée, comportant des personnalités classées à gauche, conduite par Pierre Baudis. Cette victoire, qui allait ouvrir un long règne, traduit une recomposition des sensibilités politiques. Baudis « freina l'urbanisation du Mirail en abandonnant le concept de dalle et en autorisant des lotissements pavillonnaires » ; et il « réorienta les investissements municipaux sur le centre-ville, à la satisfaction des commerçants » (Taillefer 2002 : 298). A première vue de façon paradoxale, il capitalisa donc des voix qui jusqu'alors se dirigeaient à Toulouse vers le centre-gauche⁶³⁹ ; mais en fait, cet électorat était depuis longtemps plus proche des idées de droite que de celle d'une gauche divisée devenue incapable de susciter plus longtemps l'adhésion des artisans irrémédiablement fragilisés par sa politique modernisatrice. Le centre-droit a tiré parti de cette erreur stratégique et a su drainer un électorat profitant pleinement de la modernisation en cours⁶⁴⁰. De la sorte, il est habilement parvenu à sociologiquement synthétiser les avantages et inconvénients du retard toulousain.

Parallèlement à cette évolution politique complexe qui ne résout pas en profondeur les difficultés d'une mutation nécessairement douloureuse, la modernisation gagne des territoires peu urbanisés, déplaçant et débordant la problématique de la commune centrale de l'agglomération. La transformation du système productif vers le fordisme s'accompagne d'une relocalisation des activités économiques et provoque un changement des modes de vie urbains. Le commerce traditionnel est, à plusieurs niveaux, le grand perdant de ce bouleversement protéiforme. Au milieu des années 1970, les petits patrons ne représentent plus que 18 % de la force de travail, tandis que 50 % travaille dans les industries aéronautiques et chimiques ; et alors que les ateliers et magasins contribuaient à 70 % des ventes de la ville, ce chiffre tombe en 1975 à moins de

⁶³⁹ « La direction du plus important service d'aide sociale de France avait renforcé l'image du leader de la liste de droite chez les plus démunis » (Taillefer 2002 : 297).

⁶⁴⁰ Bazerque, avoué et important propriétaire immobilier, était à la tête d'une équipe municipale, qui à la différence de celle à laquelle elle succède, a marqué un retour en force des professions libérales et indépendantes ; sa politique urbaine était en porte à faux vis-vis de sa clientèle électorale. En revanche, la municipalité animée par Baudis, socialement du même type, comprenait une part plus importante de cadres (quatre ingénieurs) (Jalabert 1995 : 167).

50 % (Wakeman 1997 : 246). Certains parviennent à s'adapter en mécanisant leur production, notamment dans le secteur de la confection, mais la « conversion des mentalités » (Wakeman 1997 : 228-249) ne touche qu'une poignée des petits patrons⁶⁴¹. Si la très forte concentration des commerces dans un périmètre compris entre boulevards et Garonne, regroupant les trois-quarts des artères marchandes de la ville, « distinguait Toulouse des autres capitales provinciales », cette concentration commence à s'éroder au cours des années 1960 avec l'étalement de l'agglomération et une diminution de la population du centre⁶⁴² ; érosion entamée par la diffusion des points de vente du succursaliste L'Epargne, qui comptait alors vingt-cinq magasins le long des routes principales sortant de la ville (Wakeman 1997 : 251-252). Néanmoins, cela ne comblait que peu le vide commercial des communes limitrophes de Toulouse qui ne comptaient que 240 commerces, pour la plupart vieillots, pour leurs 37 000 habitants. Cette lacune appelait une révolution commerciale de nature à irriguer ces nouveaux territoires urbains.

Au fordisme des modes de production ne tarda pas à répondre un fordisme des modes de distribution⁶⁴³. Entre 1969 et 1974, une première vague d'ouverture d'hypermarchés voit la création de cinq enseignes. Le département de Haute-Garonne s'est alors doté d'un des plus denses réseaux commercial de ce type, tandis que le nombre de boutiques passe à Toulouse de 8 500 à 7 300 à la fin des années 1960, et en 1975 il n'en reste plus qu'environ 3 000 (Wakeman 1997 : 252-253). La rupture est brutale, et elle révèle une adaptation tardive mais rapide aux transformations affectant l'ensemble de l'économie française depuis une décennie. En effet, les hypermarchés peuvent être considérés comme « l'avatar commercial du fordisme »⁶⁴⁴ comme l'a bien montré Philippe Moati dans

⁶⁴¹ Cela reflète les clivages internes d'un groupe social qui perd en homogénéité, mais aussi l'étonnante capacité de résilience de ce mode de production (Wakeman 1997 : 248-249).

⁶⁴² A cette période, la population du centre historique baisse, passant de 41 000 en 1962 à 30 600 en 1975, les résidents du centre ne représentant plus qu'un quart des habitants de la commune et seulement 6 % de ceux de l'agglomération (Wakeman 1997 : 250).

⁶⁴³ « La plupart du temps, on insiste peu sur l'articulation entre ces trois systèmes : celui de la production, celui de la consommation et celui des valeurs. Elle est pourtant essentielle. On ne peut aboutir à l'un ou l'autre des stades de chacun de ces systèmes sans que cela ne se fasse en concordance avec les évolutions des deux autres systèmes », ceux-ci sont « liés, solidaires et complémentaires, souligne Robert Rochefort, dans *La Société des consommateurs* (2001 : 39).

⁶⁴⁴ « L'expression « usines à vendre », qui se diffuse dans le courant des années 1960 pour désigner le commerce en grandes surfaces, est révélatrice de la transposition au sein de la sphère de la distribution de la logique industrielle de production de masse ». « L'abandon du terme « commerce » au profit de « distribution » ne traduit pas seulement la volonté de rompre avec l'image du commerçant peu scrupuleux », il correspond à « une mutation profonde de la fonction

L'avenir de la grande distribution, et « en se localisant à la périphérie des villes, la grande distribution a épousé les formes de la géographie associée » à la généralisation du nouveau mode de production (Moati 2001 : 23, 15). Ainsi, se constituent de nouvelles polarités au sein de territoires urbains élargis. Dans un article intitulé « Commerce et aménagement urbain : le cas de l'agglomération toulousaine », Michel Idrac explique que « ce sont les implantations de grandes surfaces qui structurent véritablement l'agglomération, à proximité du réseau futur de voirie rapide dont elles anticipent largement la réalisation » (Idrac 1979). La nouvelle géographie commerciale et urbaine suscite les convoitises. Aussi, « le combat contre les formes de commerce traditionnel laisse progressivement la place à une concurrence directe entre grandes surfaces », et s'engage alors une « course aux ouvertures » : « il s'agit tout d'abord, pour chaque distributeur, d'être le premier à occuper les emplacements offrant les meilleurs potentiels, dont on craint après l'adoption de la loi Royer, un accès plus difficile », relate Philippe Moati (2001 : 61-62). Le cas du Mirail illustre parfaitement les enjeux urbains de l'instauration de ces polarisations. Dans son plan originel, Candilis prévoyait l'installation de commerces variés pour donner à la ville nouvelle l'allure d'une urbanité traditionnelle, mais c'est finalement un hypermarché confié au succursaliste L'Epargne qui fut choisi. Non content d'avoir vu sa proposition refusée, Carrefour décida alors d'implanter « le plus grand supermarché d'Europe » non loin de là, le long de la Nationale 20, sur un emplacement bien mieux situé par rapport à l'ensemble de zone de chalandise de la rive gauche de la Garonne⁶⁴⁵, contribuant ainsi à plomber le développement commercial de L'Epargne, devenu Géant-Casino, enclavé dans un quartier d'habitat encore en construction (Wakeman 1997 : 131)⁶⁴⁶. Au milieu des années 1970, le retard toulousain est donc à peu près comblé en matière d'offre commerciale moderne⁶⁴⁷.

du commerce » ; « selon la formule de Benoun et Héliès-Hassid : « le commerce revend, la distribution écoule » », rapporte Philippe Moati (2001 : 45-51).

⁶⁴⁵ Tellement bien situé que deux ans après l'ouverture du Carrefour en 1972 à Portet-sur-Garonne, Leclerc implanta à son tour un hypermarché à quelques kilomètres à Roques-sur-Garonne.

⁶⁴⁶ Le Géant-Casino du Mirail, inauguré en 1970, se retrouvait encadré par deux hypermarchés : le Carrefour de Portet s'ajoutait à L'Escale de Purpan ouvert la même que le centre commercial du Mirail. Aussi son rayonnement se limita de ce fait à approvisionner le quartier.

⁶⁴⁷ Il faut toutefois noter l'absence de centre commercial régional, *mall* à la française dont le premier exemple, Parly 2 ouvert en 1969, a longtemps été un cas isolé (se reporter à « l'adaptation

Cependant, l'une des principales décentralisations effectuées au cours des années 1960 et au début des années 1970, celle du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), avait révélé une attractivité toulousaine très relative. Les équipements urbains de l'agglomération étaient certes en nette augmentation, mais ils demeuraient incomparablement moins nombreux que ceux de Paris et sa région. Installé à Brétigny en 1962, le CNES était situé à proximité du premier hypermarché ouvert à Sainte-Geneviève-des-Bois un an plus tard. Le Sud-est de l'agglomération toulousaine, zone où devait s'implanter l'institution, n'était pas pourvu d'équipement commercial, en dépit d'un projet le long de la route de Narbonne mentionné par Rosemary Wakeman (1997 : 253). L'étroitesse du marché du travail et le manque de logement étaient des griefs propres à dissuader les personnels d'accepter la décentralisation forcée. « Les Parisiens transplantés considéraient Toulouse comme un désert culturel, manquant non seulement des aménités sophistiquées de la capitale mais même des services urbains basiques » pour la classe moyenne supérieure, « les chercheurs se plaignaient que leur épouse avaient des difficultés à trouver un bon emploi » ; le CNES « prédisait qu'environ 40 % des employés se résigneraient à trouver un emploi dans le secteur privé plutôt que de s'implanter à Toulouse » (Wakeman 1997 : 142-143). Ce flagrant manque d'enthousiasme des salariés de l'institution décentralisée obligea la direction du CNES à « utiliser des menaces de licenciement et offrir des avantages matériels (voyages de reconnaissance payés, primes d'installation, de déménagement, prêts, etc.) », « une cellule est créée pour gérer les implantations résidentielles » ; toutefois, « les personnes originaires du Sud-ouest sautent sur l'occasion de revenir dans la région (...) ; on trouve dans le même cas des provinciaux ne supportant plus la vie en banlieue de Paris » (Grossetti 1995 : 80). Dans un premier temps, la constitution, au bénéfice des décentralisations, d'une économie urbaine moderne ne s'effectue donc pas sans difficultés.

Ensuite, les choses vont évoluer plus favorablement, Toulouse va se doter d'une image plus attrayante. Elle va même parvenir à retourner certaines des

tâtonnante des « *regional shopping centers* » aux réalités françaises » décrite par Péron (2004 : 31-35)). A Toulouse, il y eut des projets en ce sens, mais qui n'aboutirent pas. Le site de Balma-Grammont, où s'est installé le Mammouth en 1969, devait initialement comprendre un bowling, des courts de tennis et une piscine ; et celui de Portet, pompeusement baptisé « Horizon 2000 », incluait un théâtre, des *nightclubs*, un centre de conférence, ainsi qu'un zoo, mais « l'utopie de la consommation suburbaine tourna court », comme le relate Rosemary Wakeman (1997 : 252).

caractéristiques de son retard en atout. Ainsi, « l'intimité et la jovialité d'une ville « bonne enfant » » ont alors permis d'accréditer un discours promouvant un modernisme à visage humain (Wakeman 1997 : 257). Ce type de discours répond à des aspirations plus générales de différents groupes sociaux tendant à privilégier les agglomérations moyennes pour échapper aux affres de la très grande ville (Roncayolo 2001 : 202). Cette tendance s'applique également aux entreprises elles-mêmes. En effet, comme le montrent Lees et Hohenberg, « les facteurs de localisation ont évolué. Ils prennent, en effet, en compte le souci de l'environnement global pour offrir une bonne qualité de vie aux techniciens et aux dirigeants », cela impliquant d'heureuses « conséquences pour les lieux centraux, négligés pendant les fortes vagues d'industrialisation. A plus long terme, de tels endroits devinrent doublement attractifs en associant les agréments et les liens de communication du système des lieux centraux aux charmes dus au fait qu'ils avaient été négligés par le développement industriel. Les richesses culturelles et esthétiques du passé étaient ainsi préservées de la pollution, des spéculations et de la forte congestion » (Hohenberg 1992 : 273-274). L'une des manifestations les significatives de la dynamique nouvelle est l'extension du recours aux banques, le fait est à souligner, car la ville a toujours été mal pourvue dans ce domaine. Ainsi, « l'arrivée à Toulouse d'une population nouvelle et d'entreprises plus modernes, l'existence, du fait de l'élévation du niveau de vie, d'une masse considérable de capitaux mobilisables, et peut-être surtout les besoins grandissants de crédit issus du boom de la construction, ont entraîné, entre 1960 et 1970, l'arrivée de banques d'affaires, toutes parisiennes, dont la présence est l'un des éléments de l'intégration complète de l'économie toulousaine, jusque-là largement provinciale, aux grands courants économiques de la France et de l'Europe » (Coppolani 1984 : 68)⁶⁴⁸. Enfin et surtout, certaines des modalités d'un développement endogène du système productif commencent à se mettre en place, comme en témoigne l'expansion du CNES, qui à partir des années 1970, va s'appuyer sur un recrutement de plus en plus local.

L'économie urbaine toulousaine débute alors son décollage. Si, de la même manière que « jamais un pays ne peut rassembler seul les conditions d'une révolution industrielle dans le cadre du XX^e siècle » (Rioux 1989 : 16), il n'est pas

⁶⁴⁸ Dans le même temps, la bourse de Toulouse ferma néanmoins ses portes (Coppolani 1984 : 67).

aisé pour une agglomération de s'industrialiser de son propre chef, la réunion grâce à des aides extérieures d'une partie des facteurs propices à une telle évolution peut lui permettre de devenir capable de voler de ses propres ailes. Toutefois, ce processus s'effectue sur un temps beaucoup plus long que celui pendant lequel l'assistance est réalisée. En amont, le bon déroulement du soutien présuppose un contexte susceptible de lui faire bon accueil, tandis qu'en aval, les conséquences de l'aide apportées peuvent ne pas être immédiates, et ne s'apprécier que des années plus tard. Ainsi, comme le montre Michel Grossetti à partir des cas de Toulouse, mais aussi de Grenoble et de Nancy, « les mesures d'aménagement du territoire des années 60 ont souvent renforcé les situations acquises » (Grossetti 1995 : 39-40). En particulier, les structures universitaires conçues au début du XX^e siècle ont été un atout important pour ces villes, ne serait-ce qu'en offrant aux entreprises désireuses ou contraintes de s'installer une main d'œuvre compétente et prête à l'emploi. Or ces structures requièrent un « temps semi-long et qui fait intervenir à certaines époques les effets de la demande industrielle locale », car « on ne crée pas si rapidement une université ou même une école d'ingénieur et la plupart des grands pôles actuels se sont construits dans la durée », insiste Grossetti (1995 : 24). En effet, la formation d'un milieu innovateur est souvent le fruit de ces patientes accumulations préalables.

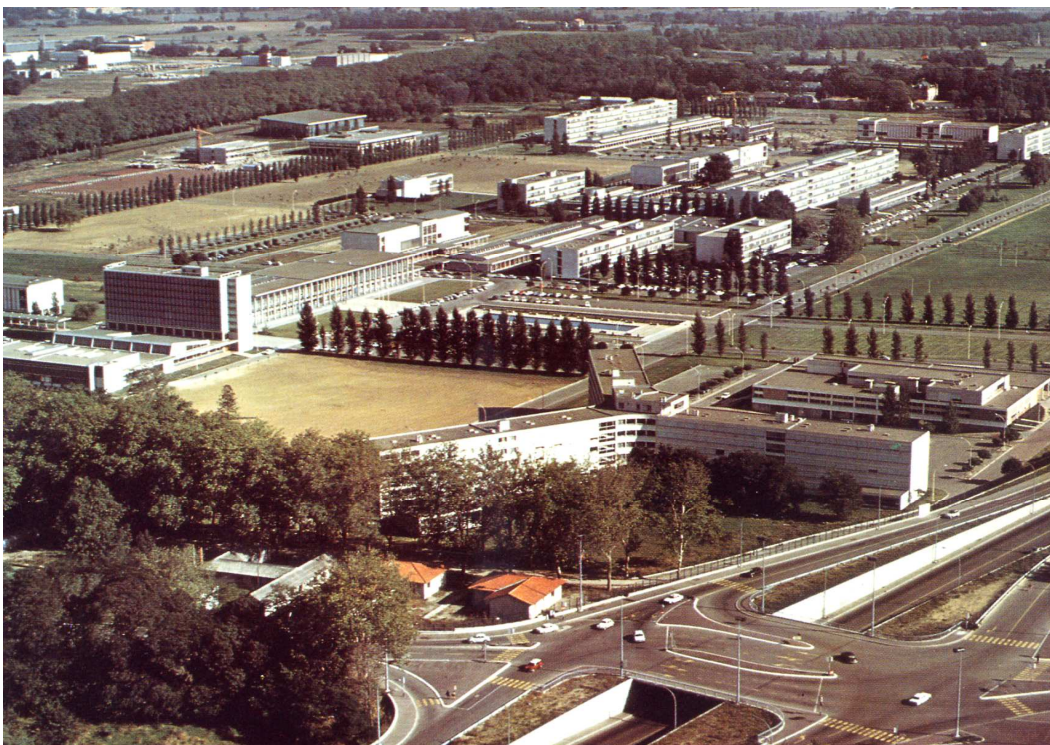
Dans ce registre, le poids des réseaux sociaux des universitaires est décisif, puisque ce sont ces réseaux qui, prenant la suite des initiatives visionnaires de Paul Sabatier et de Charles Camichel, ont suscité l'arrivée d'enseignements nouveaux. Comme le décrit Guy Jalabert, « la période qui va de 1945 à 1975 voit le développement de nouvelles disciplines appliquées : informatique, automatique, génie chimique, nucléaire » ; « durant toute cette période des années 1950-1960, les universitaires et chercheurs toulousains nouent des relations avec leurs homologues qui occuperont des postes de décision dans les instances ministérielles, participent aux différents colloques de réflexion sur le devenir de l'université (...). Ainsi, tel Doyen de la Faculté des Sciences est camarade de promotion de tel directeur des enseignements supérieurs, avant de le devenir lui-même, et de favoriser la création, à l'image de Lyon, d'un INSA (Institut National de Sciences Appliquées), dirigé par l'un de ses anciens élèves » (Jalabert 1995 : 46). L'essaimage local passe par les influences exercées au niveau national.

« Ainsi J. Lagasse (Toulouse) et R. Perret (Grenoble) sont-ils les seuls universitaires constamment présents dans les comités de la délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) au cours des années 60 » (Grossetti 1995 : 65). « Ces acteurs peuvent occuper successivement ou simultanément des positions aussi bien au plan local qu'au plan national, ou que dans le déroulement de leur carrière, ils ont pu constituer un réseau de connaissance de pairs fondé sur l'appartenance à une même vision de la science et de la technique, ou du développement économique, susceptible d'être ranimé et de constituer la base d'appui à partir de laquelle seront sinon prises, du moins influencées, les décisions. La formation des territoires doit beaucoup à l'existence de réseaux sociaux où les liens individuels s'articulent aux relations institutionnelles » (Jalabert 1995 : 48)⁶⁴⁹. « Ce n'est donc pas un hasard si seront localisées ou se maintiendront à Toulouse entre 1965 et aujourd'hui les activités spatiales et l'aéronautique et que se développera l'un des premiers pôles du génie logiciel en France. Le vivier de l'université et de la recherche leur fourniront les personnels de plus en plus qualifiés nécessaires à leur fonctionnement » (Jalabert 1995 : 47). Le développement du génie chimique, rendu tristement célèbre par l'explosion de l'usine AZF en 2001, mérite également d'être mentionné, car il révèle l'ouverture internationale des références toulousaines. Selon Grossetti, c'est à Toulouse qu'il est introduit en France en 1949 : « Joseph Marie Cathala avait effectué dans les années 30 un séjour à l'université Laval à Québec où il avait rencontré des spécialistes américains du domaine », revenu à Toulouse en 1936, il tente sans succès de créer un institut, avant de partir en Grande-Bretagne pendant la guerre, « recruté par des services de recherches britanniques », puis, à nouveau de retour à Toulouse, ses démarches finissent par aboutir (Grossetti 1995 : 71). Le tropisme anglo-saxon n'est donc pas absent d'un jeu de va-et-vient qui ne se limite pas aux réseaux nationaux.

Le modèle américain va surtout se faire sentir lorsqu'il va s'agir de construire de nouveaux bâtiments universitaires. Le besoin en devenait assez pressant car on

⁶⁴⁹ Le parcours de Lagasse est à ce titre très révélateur : il fonde en 1955 le Laboratoire de Génie Electrique, qui se transforme en Laboratoire d'Automatique et d'Analyse des Systèmes (LAAS) en 1965 ; par la suite il est l'un des fondateurs du département des Sciences Pour l'Ingénieur du CBNRS en 1974, « avant de devenir Directeur de la Recherche chez Renault, puis aujourd'hui, conseiller écouté des acteurs institutionnels locaux (...) et membre du conseil d'administration de la banque (...) Courtois », relate Jalabert, qui cite d'autres exemples (1995 : 46).

assiste à une importante augmentation du nombre des étudiants, celui-ci doublant à Toulouse entre 1958 et 1963 (Wakeman 1997 : 135). Cette augmentation est générale, mais « les facultés des sciences, en particulier Toulouse et Grenoble, sont les premières à ressentir le manque de place » ; en 1958, un projet toulousain est soumis au ministère, le directeur des constructions universitaires l'accueille très favorablement, et dit au doyen de la faculté : « Votre projet sera le premier (...), ce sera un projet pilote (...), faites quelque chose de bien et ensuite cela servira pour tous les autres » (Grossetti 1995 : 75). La plupart des scientifiques de l'époque ayant eu l'occasion de faire des séjours à Berkeley, Stanford, Harvard ou au M.I.T., « la principale référence architecturale est constituée par les campus américains avec leurs espaces verts », (Grossetti 1995 : 75). A son tour, le site universitaire toulousain de Rangueil, auprès duquel sont installés à Lespinet plusieurs écoles décentralisées (l'Ecole Nationale Supérieure d'Aéronautique, et l'Ecole Nationale d'Aviation Civile) et le CNES, va devenir le « modèle de technopolis » à la française, une « icône sacrée », écrit même Rosemary Wakeman (1997 : 133, 139). Se profile en tout cas un axe de développement économique-urbain de l'agglomération promis à une extension considérable au cours des décennies suivantes, axe propageant l'urbanisation toulousaine sur des territoires ruraux, appuyé en cela par la transformation de la route de Narbonne en autoroute.

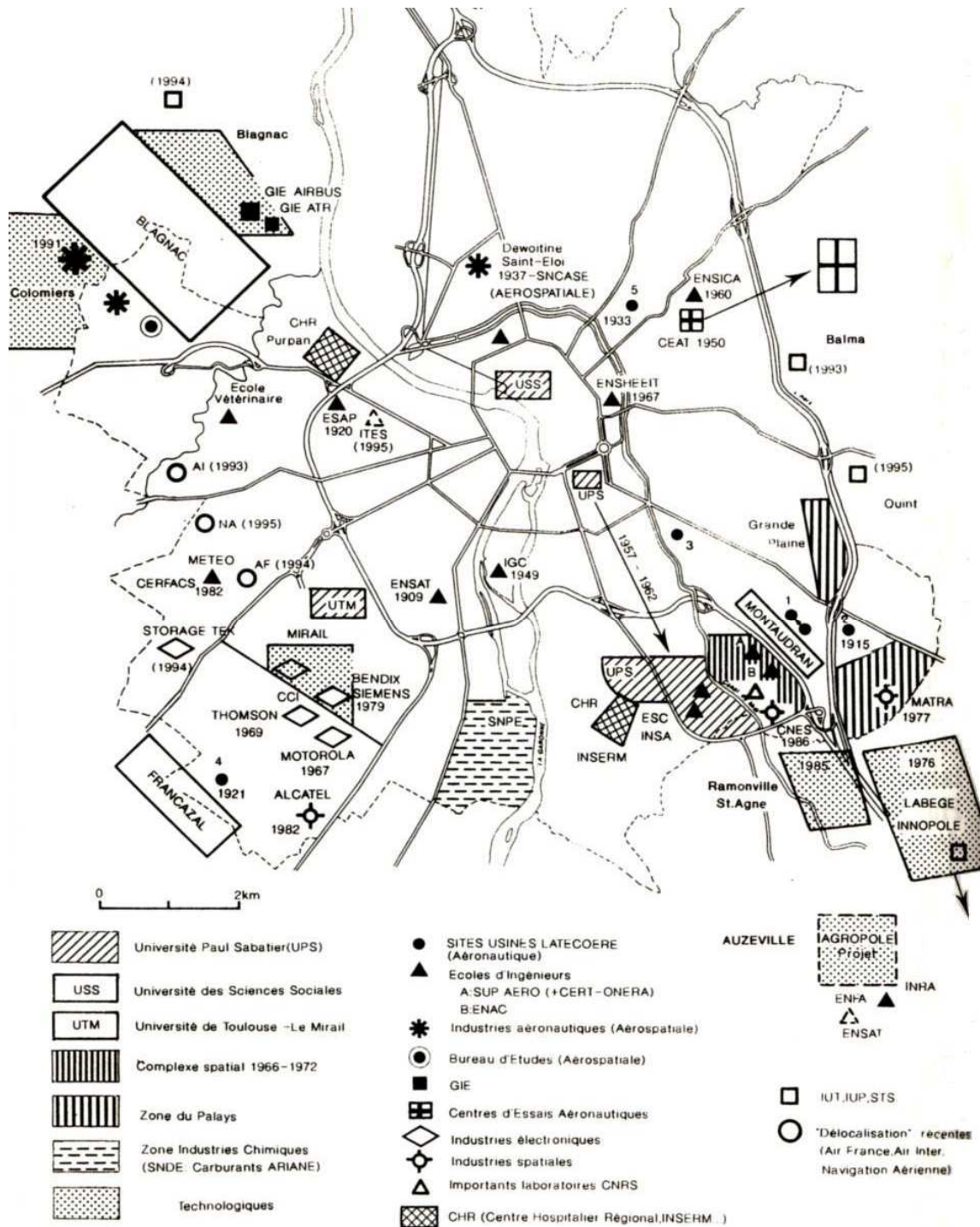


Le complexe scientifique de Rangueil (Brunet 1974 : 19).

Le pôle scientifique de Rangueil marque le début d'un éclatement de l'agglomération, la centralité citadine étant de plus en plus concurrencée par des points d'attraction dispersés dans l'aire urbaine. Sa réussite contraste avec l'échec du projet du Mirail qui allait dans le même sens, mais qui ne bénéficiait pas d'un soutien économique équivalent. A l'époque le quartier ne comptait pas encore d'université, celle-ci ne va s'y implanter que cinq ans après mai 1968, ni d'employeurs à proximité, les entreprises décentralisées ne viendront qu'un peu plus tard. Aussi, le maire s'employa à combler cette lacune. « Bazerque sut séduire en 1966 le patron du grand groupe américain Motorola, leader mondial des semi-conducteurs, qui cherchait un site pour fixer deux mille emplois, en lui vantant les filières de formation technique dispensées dans les écoles et universités toulousaines, en faisant valoir les potentialités en main d'œuvre féminine d'exécution, et surtout en lui proposant un grand terrain nivelé la veille avec les engins du chantier immobilier voisin. Il lui en démontra l'accessibilité en faisant dégager par la police, le jour de sa visite, les artères traversées par le cortège officiel » (Taillefer 2002 : 295). « En balance avec Genève et Lyon », Bazerque ne ménagea pas ses efforts pour faire venir Motorola à Toulouse, allant jusqu'à confier à sa femme, en compagnie de celles de directeurs d'institutions scientifiques, le soin d'emmener les femmes des patrons de l'entreprise américaine faire un tour des destinations touristiques régionales (Albi, Cordes, etc.) (Grossetti 1995 : 133-134). En dépit de ses incertitudes conjoncturelles, « la révolution électronique » était pour l'économie urbaine toulousaine une solution à sa nécessaire diversification, afin de la rendre moins dépendante du bon vouloir étatique (Wakeman 1997 : 205-209). La proximité spatiale de l'usine Motorola avec le Mirail ne permit cependant pas, pour des raisons sociologiques, de procurer un travail aux habitants du nouveau quartier. Malgré tout, symbolisant la modernisation de la fin des années 1960, l'électronique remplace, avec de meilleurs salaires, la confection pour les femmes employées à domicile (Coppolani 1984 : 41). Il y a une certaine ironie à voir la politique gaullienne, visant à dégager l'économie française de la tutelle étatsunienne, être complétée par l'implantation d'industries de pointe américaines⁶⁵⁰, pour compenser la trop

⁶⁵⁰ En effet, le recours à la puissance technologique américaine s'effectue également dans le secteur de l'informatique : « en 1957, les Toulousains s'adressent directement à IBM qui leur propose un accord très avantageux (en fait la machine est donnée, seuls les frais d'entretien sont à

forte prépondérance des décentralisations. Cette double paternité va se donner à lire dans l'évolution du paysage urbain toulousain pendant la fin du XX^e siècle.



« Les localisations universitaires et industrielles » (Jalabert 1995 : 66).

la charge de la faculté) pour l'installation d'un IBM 650 » (Grossetti 1995 : 67). L'ordinateur « made in U.S. » a alors une longueur d'avance sur les calculateurs français. Un programme gouvernemental, la Compagnie Internationale pour l'Informatique (CII), est lancé en 1969 pour y remédier. La CII, qui sera reprise par Thomson à la suite de son échec commercial, s'installe elle aussi aux environs du Mirail, sans que, de la même manière qu'avec Motorola, ne s'établisse de lien économique.

D'une nouvelle sociologie économique au redéploiement des territoires urbains de l'échange

Les conséquences contemporaines de la mise en place d'une économie toulousaine moderne sont multiples. Deux d'entre elles, assez largement corrélées, vont retenir notre attention : le profond renouvellement de la société urbaine locale et la reterritorialisation des échanges au sein d'une aire urbaine en expansion rapide. Ces évolutions concomitantes vont converger notamment dans la constitution de nouveaux modes de sociation au service d'un système productif toulousain en voie de se structurer de façon plus autonome. Les nouvelles approches développées par la sociologie économique⁶⁵¹, dans la lignée notamment des études de Granovetter (2000), offrent la possibilité d'une analyse fine de cette nouvelle réalité. C'est là tout l'intérêt des travaux de Michel Grossetti, dont une partie a été regroupé dans *Science, industrie et territoire* (1995), ouvrage sur lequel nous nous sommes déjà amplement appuyés. Ses interrogations permettent de saisir dans le détail l'articulation entre les parcours individuels et la géographie économique d'une technopole en gestation. Ainsi, il se demande « quel est l'impact spécifique des relations de face à face dans les échanges sociaux ? Comment se construisent les réseaux interpersonnels dans le milieu des ingénieurs et cadres d'une agglomération ? Comment ces réseaux sont-ils connectés à des réseaux plus vastes liés ou non aux domaines techniques ? » (Grossetti 1995 : 17). L'originalité de sa démarche tient à ce qu'elle ouvre la « boîte noire » que l'économie spatiale qualifie en général « d'atmosphère » propice aux innovations, atmosphère résultant de la coprésence d'entreprises sur un même site. Or, « si rien n'exclut a priori qu'il existe des systèmes locaux de références ou de valeurs communes, ils ne sont pas pour autant nécessaires à l'existence d'effets de proximité. En tout cas il faut éviter de les postuler comme solution toute faite au

⁶⁵¹ Philippe Steiner, dans son synthétique essai sur *La sociologie économique*, a toutefois raison de souligner que ces nouvelles approches ne sont, au fond, pas si neuves que cela : « Durkheim (l'échange généralisé), Simiand (le salaire), Halbwachs (le consommateur), Pareto (le protectionnisme, l'entrepreneur) et Weber (l'origine du comportement rationnel) » avaient, dès le début du XX^e siècle, jeté les bases d'une compréhension sociologique des phénomènes économiques (Steiner 1999 : 29). Sur le renouveau de cette branche de cette discipline, se reporter également à l'ouvrage des chercheurs québécois Benoit Levesque, Gilles Bourque et Eric Forgues, *La nouvelle sociologie économique* (2001, Desclée de Brouwer), qui comparent les approches françaises et américaines.

problème », remarque Grossetti⁶⁵², qui rappelle que bien souvent « les institutions scientifiques sont les grandes absentes des travaux sur les systèmes locaux d'innovation » (Grossetti 1995 : 19-20), alors qu'en fonction de certaines de leurs caractéristiques, en particulier en sciences appliquées, elles peuvent jouer un rôle important non seulement en favorisant la création d'entreprises, mais aussi en générant des passerelles formelles et informelles⁶⁵³ entre celles-ci. Le cas toulousain est un exemple singulièrement probant de développement économique qui ne doit pas son origine ni sa croissance qu'aux forces du marché.

L'histoire de la politique d'aménagement du territoire et des décentralisations est là pour nous prouver à quel point le démarrage industriel est redevable à l'Etat et aux réseaux sociaux des acteurs locaux. Ces derniers continuent à influencer sur l'évolution de l'économie urbaine toulousaine, de façon différenciée selon les divers secteurs de pointe qui la compose : le spatial, l'électronique, l'informatique, et enfin l'aéronautique que nous laisserons provisoirement un peu de côté, afin de la traiter plus spécifiquement compte tenu de sa prépondérance. Parmi ces activités, l'informatique est domaine riche d'enseignement car elle est un langage universel que tous les autres secteurs utilisent. Grâce à un substrat porteur, – « laboratoires d'informatique et d'automatique, donneurs d'ordre du secteur aéronautique et spatial qui demandent un niveau d'exigence élevé (...), instituts de formation » –, les sociétés de génie logiciel ont connu un fort développement à partir du début des années 1980, dont « le jeu des collaborations ne se limite pas à une simple régulation par l'offre et la demande », selon Grossetti (1995 : 183). En effet, « l'implantation de ces sociétés nées de la recherche, et dont beaucoup sont dans le vaste secteur des services, dépend beaucoup plus des logiques sociales de création et des ressources de développement que des contraintes liées au marché » (Grossetti 1995 : 149)⁶⁵⁴.

⁶⁵² En effet, dans une étude effectuée dans un esprit très proche de celles de Grossetti et intitulée *Comment naissent les districts technologiques ?* (2008), Yann Dalla Pria bat en brèche l'idée répandue que « la seule proximité géographique suffit, comme par magie, à encourager les échanges économiques et sociaux attendus » (Dalla Pria 2008 : 36). De la proximité géographique à la proximité socio-économique, il y a un fossé qui ne peut être franchi que par des explications de nature sociologique et/ou historico-institutionnelles.

⁶⁵³ « L'opposition formel/informel diffère de la distinction faite habituellement par les économistes entre relations marchandes (donnant lieu à une transaction financière) et relations non marchandes », précise Grossetti (1995 : 266).

⁶⁵⁴ Deux chercheurs créent chacun une entreprise innovante, IGL et Vérilog, puis recrutent certains de leurs étudiants (Grossetti 1995 : 136-137).

Cela met en évidence le poids économique de ce que l'on appelle les effets d'environnement, autant dire les qualités urbaines des territoires.

Une telle dynamique vaut encore plus pour les petites entreprises, dont celles décrites ci-dessus sont un cas typique, que pour les grandes. Comme le montre Philippe Moati dans *L'entreprise du XXI^e siècle* (2002), ces petites entreprises, – « très dépendantes du territoire » en même temps qu'elles apportent « une contribution décisive » à ses « performances économiques » –, sont implantées sur un site donné davantage pour des raisons de convenance personnelles qu'à partir de critères strictement économiques ; ce qui, du fait de leur qualité de vie, explique le « fort dynamisme entrepreneurial » des métropoles du Sud de la France en général, et de Toulouse en particulier⁶⁵⁵ (Moati 2002 : 183-184, 193-196). Aussi, « de nombreux économistes se rendent compte aujourd'hui que, si les externalités ont un statut résiduel dans la théorie traditionnelle (tout ce qui échappe au marché), elles sont en réalité omniprésentes dans l'économie réelle », souligne Pierre Veltz, dans *Mondialisation, Villes et Territoires* (2000 : 73). Jean Rémy insiste également, dans l'analyse qu'il fait de *La ville phénomène économique*, sur ce pouvoir d'attraction des externalités : « une des caractéristiques essentielles de la ville pour la vie économique est, à notre avis, le fait qu'elle multiplie les économies externes ne passant pas par des relations de marché » (Rémy 2000 : 209). Ainsi, « l'économie la plus avancée fonctionne de plus en plus à l'extra-économique » ; « plus ouverte, l'économie devient aussi plus relationnelle », « les innovations, par exemple, naissent surtout des liens entre producteurs et utilisateurs des technologies, du frottement entre cultures techniques et commerciales » (Veltz 2000 : 11-12). Ce frottement, c'est le grain des territoires urbains au sein desquels congruent des dynamiques hétérogènes.

La relation de service porte le sceau de ce frottement et de cette hétérogénéité car, par son ambivalence, elle gradue le curseur de la marchandisation des interdépendances urbaines. A cheval entre production et consommation, entre marchand et non-marchand, elle peut être un révélateur pertinent d'un *Nouvel esprit du capitalisme* qui engendre « une nouvelle anthropologie fondée non pas (...) sur une propension universelle à échanger des objets, mais sur une

⁶⁵⁵ Le taux de création d'entreprises de Haute-Garonne, avec 8,6 % en 1999, égale celui de l'Île de France (Moati 2002 : 193-195).

propension (...) à faire des liens », affirment Luc Boltanski et Eve Chiapello (1999 : 212). La relation de service traduit également la mise en place d'une économie où l'information prend le pas sur les choses⁶⁵⁶. « Élément commun des activités urbaines tertiaires ou de service », l'information « est un bien intangible qui n'a pas de volume et qui ne se manifeste qu'à travers son échange ou son transfert », remarquent Lees et Hohenberg (1992 : 386)⁶⁵⁷. Le volume et la spécificité de ces échanges augmentent avec la technologisation des activités économiques. Comme celles-ci ont connu une croissance importante au cours des années 1980, cela a conféré une structuration particulière à l'économie urbaine locale. En effet, « ce qui distingue Toulouse de la plupart des autres métropoles régionales, c'est son système productif dont l'orientation vers la recherche-développement a permis l'émergence de marchés de sous-traitance pour des services technologiques », montre Jean-Marc Zuliani, dans sa contribution à l'ouvrage collectif *Services et métropoles* (1998a : 268). Ces derniers, dans leur majorité, se rassemblent près « des services bancaires, informatiques et comptables », ce qui « conduit à la formation de regroupements localisés d'établissements de services qui sont autant de fournisseurs pour d'autres entreprises prestataires situées à proximité. Les échanges entre firmes tertiaires prennent ainsi une dimension polarisée en raison de la proximité spatiale existant entre les prestataires fournisseurs et les prestataires utilisateurs de services courants ou qualifiés » (Zuliani 1998a : 260). La notion prestation de service est ambiguë, désignant tout aussi bien un service gracieux qu'une vénale servilité. L'étymologie de 'prestation' est à ce propos éclairante : le mot est issu du latin *praestare* « mettre à disposition de », ou encore « faire qu'une qualité soit offerte (à la vue, au service de quelqu'un) » ; comme le précise Benveniste, « ces emplois préparent évidemment celui de *praestare pecuniam alicui*, mettre de l'argent à la disposition de quelqu'un, le lui *prêter*. Mais on comprend que dans cette acception spécialisée, *praestare* se soit dit d'abord, et pendant longtemps du *prêt sans intérêt* : fourniture gracieuse, témoignage de bienveillance, et non opération

⁶⁵⁶ Celles-ci ne perdent pas pour autant toute importance, la tertiarisation de l'économie ne fait pas disparaître son caractère industriel. En fait, comme Georg Simmel l'avait bien pressenti dans sa *Philosophie de l'argent* (1999a), cette évolution correspond à la fois à plus matérialisation et à une plus grande spiritualisation.

⁶⁵⁷ « Le travail physique dur étant progressivement remplacé par les machines, l'activité humaine se tourna plus directement vers l'information. De plus en plus, travailler signifiait lire, rencontrer, expliquer, contrôler, concevoir, décider convaincre » (Hohenberg 1992 : 262).

financière » (Benveniste 1969 : 196). La prestation de service renvoie donc en dernier ressort à une économie symbolique, et interroge les imbrications entre logiques marchandes et non-marchandes⁶⁵⁸, et entre logiques spatiales et sociales.

La notion d'encastrement, conceptualisée par Granovetter (2000 : 75-114) afin de penser comment la vie économique moderne continue⁶⁵⁹ à être encadrée (« *embedded* ») dans le social, s'avère très pertinente pour décrire la façon dont le tissu productif local est configuré et adossé aux réseaux sociaux⁶⁶⁰. « Qu'il s'agisse d'entreprises, d'administrations, les entreprises doivent de plus en plus construire des partenariats multiples », cette construction « s'effectue par tâtonnements », et, « lors de ce processus, les organisations mobilisent toutes les ressources de leurs membres », explique Grossetti (1995 : 269). Différents « modes d'articulation » peuvent exister : du lien personnel direct entre sommets hiérarchiques des organisations, en passant par des représentations collectives assurant entre elles des communications formalisées, jusqu'à une subtile la capillarité⁶⁶¹ propice à la circulation d'information, ou encore par l'intermédiaire d'un individu isolé réalisant l'interface par son appartenance conjuguée ou successive à deux organisations (Grossetti 1995 : 271-273). Ces mises en relations questionnent aussi les rapports entre secteurs publics et privés, et en particulier l'apport du monde de la recherche universitaire à celui des firmes. En fait, comme le montre Grossetti, « tout se passe comme si la recherche publique n'était pour les entreprises qu'une ressource parmi d'autres, utilisable lorsqu'elle est disponible mais à laquelle il est toujours possible de substituer d'autres formes de soutien aux activités de recherche » ; « par contre pour les laboratoires des disciplines les plus orientées vers les applications industrielles, les entreprises offrent des ressources non substituables » (Grossetti 1995 : 168). Ce lien

⁶⁵⁸ « Le développement cumulatif des services révèle l'importance des logiques relationnelles non marchandes qui régissent le développement des prestataires pour l'apport d'informations et l'accès aux creusets d'expertise », écrit Zuliani en conclusion d'un article portant sur la même thématique (Zuliani 1998b : 45). Il est l'auteur d'une thèse intitulée « La mutation du système productif des services marchands de haut niveau dans l'agglomération toulousaine : enjeux et acteurs » (1995).

⁶⁵⁹ S'appuyant sur les travaux de Polanyi pour développer cette notion, Granovetter en prend le contrepied en indiquant que cet encastrement est à la fois moins fort dans les sociétés précapitalistes que Polanyi ne l'avait pensé, et demeure bien plus prégnant dans les sociétés modernes que ce dernier ne l'avait affirmé dans *La grande transformation* (1983). Se reporter sur « La construction sociale des relations marchandes », au chapitre que lui consacre Philippe Steiner à partir d'études récentes (Steiner 1999 : 44-73).

⁶⁶⁰ Voir aussi (Dalla Pria 2008).

⁶⁶¹ Nous retrouvons là la métaphore de la capillarité décrite plus haut.

complexe et déséquilibré amène à se demander quel a été l'impact économique réel de la politique d'aménagement du territoire. Si l'on étend la notion d'encastrement à l'urbanité, alors dans quelle mesure l'université scientifique ou le CNES sont-ils parvenus à s'encastrenter dans l'agglomération toulousaine ?

Que de chemin effectué entre la création du campus de Rangueil ou la décentralisation du Centre national d'études spatiales à Lespinet pendant les années 1960, et la densification de leurs relations avec les entreprises locales. Le « processus de rapprochement beaucoup plus chaotique et incertain qu'on ne le croit en général », souligne Grossetti, comprend deux périodes nettement distinctes : « entre 1945 et 1975, les relations sciences-industries ne fonctionnent pas », « les tentatives de transfert échouent et l'implantation d'établissements industriels classiques ne résout rien » ; en revanche, « après 1975, l'articulation science-industrie se construit » (Grossetti 1995 : 26, 132). Cependant, la construction reste longtemps fragile et Lucien Sfez, dans *Critique de la décision* (1992), conclut dans le courant des années 1970⁶⁶² à un échec relatif de l'encastrement de Rangueil-Lespinet, insistant notamment sur le peu de retombées économiques de la décentralisation du CNES⁶⁶³. En dépit de la sévérité de son jugement d'ensemble, il note toutefois une différence sensible entre les deux sites contigus : « il est curieux de constater combien la Faculté des sciences de Rangueil livre une image opposée à celle de Lespinet » ; « le trajet entre par la rive du canal du Midi et l'avenue de Rangueil est sinueux, bouillonnant, humain », « pas de rupture, la transition entre la ville et la nouvelle faculté étant assurée par nombre de constructions récentes », « elle semble avoir sa place dans le tracé de la ville » ; « Lespinet prend dès lors le caractère d'une mauvaise imitation de Rangueil ou bien celui d'une excroissance anormale », « sans doute, pour une fois a-ton vu grand, mais en créant un mode inappropriable », « pas de piétons, les distances sont à la dimension des machines » (Sfez 1992 : 502)⁶⁶⁴. En

⁶⁶² Sfez reprend un article qu'il avait publié en 1976 avec Anne Cauquelin, dans les *Annales de la recherche urbaine*.

⁶⁶³ « Université/industrie : la surface d'inscription n'était pas identique. D'où des hiatus, des incompatibilités, des refus qui n'ont pu être surmontés » écrit Sfez (1992 : 448).

⁶⁶⁴ « Tout, à Lespinet, évoque la majesté, qu'il s'agisse de la voirie, large, silencieuse, bordée d'arbres et de pelouses, doublée d'allées piétonnières, de l'urbanisme aéré, mais glacial en sa conjugaison construction-espace vert ; de l'architecture assez basse des bâtiments » ; « l'espace est ici, compartimenté à tel point que le badaud n'éprouve jamais le sentiment d'être « dans » le complexe mais entre » les différentes institutions qui y sont localisées, décrit Sfez (1992 : 502).

fait, ce type d'insertion urbaine correspond à d'autres territoires que ceux de la citadinité pédestre, ce qui, à l'ère de l'urbain généralisé, préjuge de moins en moins de son encastrement potentiel, les échanges s'y déployant avec d'autres moyens et à une autre échelle spatiale.

En outre, il était sans doute trop tôt pour estimer l'incapacité des activités installées à Lespinet à générer des liens avec d'éventuelles entreprises environnantes, celles-ci n'allaient s'y implanter que postérieurement. En la matière, le « décollage s'est effectivement produit plus tard, dans les années 80, à partir du moment où l'industrie spatiale française s'est elle-même développée (...), c'est-à-dire avec Ariane (démarrage du programme en 1974, premier tir en 1979) », et « l'arrivée de grands centres d'études de Matra (1979) et d'Alcatel 1982) » (Grossetti 1995 : 135)⁶⁶⁵. En définitive, ce sont l'informatique et l'industrie des satellites qui ont « permis de créer enfin une articulation entre la sphère scientifique et le monde industriel » (Grossetti 1995 : 139). Il y a un certain paradoxe à ce que ces deux secteurs, – technique de maniement d'un langage abstrait et impersonnel, pour l'un, et recherche du déplacement le plus lointain, pour l'autre –, aient été précisément ceux par lesquels la proximité concrète se soient nouée ; paradoxe aussi à voir les satellites générer indirectement des polarités urbaines qui, auparavant périphériques, deviennent de nouveaux centres de gravité pour l'agglomération. Plus récemment, l'exemple des « systèmes embarqués », « expression qui désigne une sorte de produit générique, susceptible d'être présent dans l'aéronautique, les satellites ou l'électronique automobile », analysé par Michel Grossetti, Jean-Marc Zuliani et Régis Guillaume dans un article intitulé « La spécialisation cognitive » (2006b), démontre que des liens transversaux se créent entre divers secteurs d'activités, sur la base de ce que ces auteurs appellent un « système local de compétences » : « avec l'évolution des techniques et des organisations productives, la caractérisation par le produit final devient de moins en moins pertinente », de la sorte, certains ingénieurs peuvent allègrement circuler à travers un marché du travail ainsi flexibilisé.

Mutadis mutandis, l'Innopole de Labège, que nous appréhenderons plus en détail par la suite, comporte certains points communs avec Lespinet.

⁶⁶⁵ Avec Noordwijk aux Pays-Bas et Ottobrun en Allemagne, le site toulousain est parmi les trois centres de recherche les plus importants en Europe pour l'espace (Wakeman 1997 : 139).

Il s'agit à présent de décrire les spécificités de ce marché du travail toulousain en voie de « technopolisation », processus dans lequel l'histoire récente de la structuration du pôle scientifique, les réseaux sociaux qui pour une part en émanent, et les aspirations des personnels concernés (principalement cadres et ingénieurs) ont une importance toute particulière. Comme nous allons le voir, « l'accumulation de logiques de polarisation permet de comprendre pourquoi le marché toulousain de l'emploi est relativement moins tendu que d'autres et pourquoi les salaires y sont plus faibles »⁶⁶⁶ (Grossetti 1995 : 208). En effet, le marché du travail est une « institution sociale » ainsi que le décrit Philippe Steiner dans son essai sur *La sociologie économique* (1999), qui montre à la suite d'Akerlof⁶⁶⁷ que par exemple des entreprises peuvent payer prix supérieur au prix du marché, idée à première vue « contre-intuitive pour un économiste », le contrat de travail étant alors assimilable à « un échange partiel de dons » (Steiner 1999 : 64-66). A Toulouse, c'est un cas de figure inverse dans lequel certains personnels qualifiés préfèrent sacrifier une partie de leurs prétentions salariales afin de rester sur place. On y assiste à un phénomène croisé de mobilité professionnelle et d'immobilité géographique, où les cadres circulants font le choix de la sédentarité (Grossetti 1995 : 213-217)⁶⁶⁸. Dans un contexte où « la valeur technologique ne se limite plus au diplôme », ce qui parfois favorise « les petites structures faiblement hiérarchisées, par rapport aux grands établissements dont la hiérarchie repose fortement sur les diplômes » (Grossetti 1995 : 215), les ingénieurs et cadres techniques évoluent de plus en plus d'une entreprise à l'autre au gré des aléas de leur carrière. Ce « jeux des parcours individuels » qui débouche sur un « phénomène de territorialisation du marché du travail » est la conséquence de l'influence du pôle scientifique toulousain : « le système scientifique local fonctionne en soi comme pôle d'attraction et de socialisation des futurs ingénieurs, techniciens et cadres dont les recherches d'emploi se font le plus souvent en priorité dans le marché du travail local, quelque soit leur origine géographique », précise Grossetti (1995 : 185-188). Les institutions scientifiques

⁶⁶⁶ C'est le cas aussi à Grenoble.

⁶⁶⁷ Philippe Steiner se réfère à *An Economic Theorist's Book of Tales. Essay that Entertain the Consequences of New Assumptions in Economic Theory* (1984), d'Akerlof.

⁶⁶⁸ Grossetti s'appuie sur les travaux d'Alain Tarrus, en particulier *Les fourmis d'Europe* (1992, L'Harmattan), et fait ressortir des entretiens qu'il a menés l'impact de « la famille contre la mobilité géographique » (Grossetti 1995 : 216-217).

universitaires, résultat d'un patient effort de structuration dont les bénéfiques ont mis plusieurs décennies à se faire sentir, jouent un rôle de carrefour pour l'emploi.

L'insertion professionnelle n'obéit pas qu'à une abstraite adéquation entre l'offre et la demande. Les études de Granovetter⁶⁶⁹ ont bien montré comment les réseaux sociaux sont un facteur privilégié dans la recherche d'un travail. Dans le bassin d'emploi technopolitain toulousain, ces réseaux sont très liés à l'articulation entre la recherche et l'industrie ; à tel point que « le système scientifique court-circuite le marché du travail », d'après Grossetti (1995 : 206). Après avoir accueilli des personnels décentralisés, ce système forme essentiellement une population venue de la région ou du grand Sud-ouest. Bien que le taux diminue avec le niveau d'étude, cette population représente 54 % des techniciens et 43 % des ingénieurs de deux parcs technologiques de Toulouse ; « les ingénieurs et chercheurs ne constituent donc pas un groupe exotique coupé des populations locales, mais une couche moyenne parmi d'autres en partie constituée de descendants d'agriculteurs ou de petits fonctionnaires de la région » indique Grossetti (1995 : 190)⁶⁷⁰. Ce dernier fournit de nombreux exemples de parcours professionnels de personnes refusant « refusant de partir à Paris », ou de personnes adoptant des stratégies de « contournement » afin de revenir à Toulouse d'une manière ou d'une autre⁶⁷¹ lorsque l'opportunité se présente (Grossetti 1995 : 198-201). L'influence des études sur les parcours biographiques est telle que celles-ci font figure de seconde nature pour les jeunes venus de d'autres régions : « tout se passe comme si la socialisation locale produite par la phase des études supérieures était de force comparable à celle qui s'appuie de surcroît sur un enracinement familial »⁶⁷², l'un et l'autre pouvant se recouper par les alliances matrimoniales car les années étudiantes sont une période favorable pour trouver un conjoint (Grossetti 1995 :

⁶⁶⁹ Voir notamment son fameux *Getting a job* (1974, Harvard University Press), et aussi son article publié en 1988 sous le titre « The Sociological and Economic Approaches to Labor Market Analysis. A Social Structural View », traduit en français et inclus dans *Le Marché autrement* (Granovetter 2000 : 149-191).

⁶⁷⁰ Il s'agit en fait majoritairement de cadres moyens, aux salaires peu mirobolant, ayant réalisé un parcours universitaire dans des écoles de prestige relatif, dont les enseignements sont plus techniques que théoriques (ENSI, INSA, etc.), mais c'est une population en ascension sociale (Grossetti 1995 : 220).

⁶⁷¹ Ces détours, souvent par la région parisienne, permettent d'améliorer le CV et de revenir dans de meilleures conditions sur le marché du travail toulousain.

⁶⁷² Encore une fois, il en va de même à Grenoble, où la population des cadres scientifiques est composée de nombreux anciens élèves des écoles locales (Grossetti 1995 : 191).

202-203)⁶⁷³. Cela participe à faire converger des éléments variés, mêlant la possession d'un bien immobilier, l'accès à l'information sur le plan professionnel via des réseaux sociaux d'anciens camarades, mais aussi l'affectif, éléments qui tendent tous à la pérennisation d'un établissement dans l'aire urbaine toulousaine.

La dimension affective de l'implantation de cette population est à relever car elle témoigne de l'ancrage symbolique opérée pendant les années de jeunesse, années qui deviennent un nouvel originaire identitaire. Se crée alors une proximité émotionnelle fondatrice : « faire des études quelque part (...) conduit à associer une ville à la mémoire d'évènements forts sur le plan émotionnel, mémoire fonctionnant parfois sur le mode nostalgique, ce qui renforce l'attachement aux lieux où ces évènements ont été vécus » explique Grossetti (1995 : 260). Ce faisant, il en vient ainsi à invalider partiellement la célèbre thèse de Granovetter sur « la force des liens faibles »⁶⁷⁴ : « les relations entre anciens condisciples sont à la fois fortes et efficaces professionnellement » ; « il est parfaitement possible d'articuler liens forts permettant des mobilisations importantes avec des liens faibles (collègues de travail par exemple) assurant une ouverture sur le monde », affirme Grossetti (1995 : 262-263). En effet, « réseaux d'anciens élèves, relations construites au cours d'un passage dans la même entreprise, tous les systèmes relationnels sont mis à contribution pour rechercher du travail ou trouver le candidat idéal pour un poste qui s'ouvre » ; « dans les entreprises, c'est souvent par le biais de ceux qui viennent de l'université que passent les contacts informels ». « Si le monde professionnel est plutôt structuré en plusieurs sous-systèmes, la sociabilité hors-travail s'organise au sein d'un milieu relativement homogène »⁶⁷⁵. « Par ailleurs il serait erroné de penser qu'au sein d'un sous-système technologique donné, les gens passent leur temps à échanger des informations d'une organisation à l'autre. Tout ce qui concerne l'information

⁶⁷³ En effet, « la présence d'une épouse issue de la région explique en grande partie (...) le désir » de ne pas quitter Toulouse ; « on sait qu'au sein des couples c'est souvent avec la famille de la femme que les liens sont les plus réguliers, ce qui renforce les facteurs d'enracinement pour les hommes venus faire des études » (Grossetti 1995 : 203, 207).

⁶⁷⁴ « Les liens faibles, souvent dénoncés comme source d'aliénation pour les individus, apparaissent ici au contraire comme des instruments indispensables aux individus pour saisir certaines opportunités qui s'offrent à eux, ainsi que leur intégration au sein de la communauté ; au contraire, les liens forts, qui engendrent cohésion sociale, se traduisent par une fragmentation de l'ensemble social » (Granovetter 2000 : 72).

⁶⁷⁵ « L'homogénéité des relations est encore plus importante en ce qui concerne les niveaux d'études, voire même les types d'études » (Grossetti 1995 : 248).

scientifique proprement dite est limité pour l'essentiel à des échanges ponctuels, courts, engageant peu les partenaires de la relation » (Grossetti 1995 : 244-247). Quand le besoin rend nécessaire l'utilisation d'une relation, alors celle-ci passe du stade informel à une contractualisation plus formalisée, la confiance servant de levier décisif lors de ce passage.

La nouvelle sociologie économique qui découle du redéploiement des territoires toulousains de l'échange appelle une philosophie urbaine de la confiance. Concentration spatiale, l'urbanisation implique d'un autre côté une forme de distanciation des relations interhumaines. Comme l'a bien mis en évidence l'anthropologue Ulf Hannerz dans *Explorer la ville*, « les liens plus étroits entre citadins se font et se défont plus rapidement qu'ailleurs », « les sociétés urbaines accordent aux citadins l'occasion appréciable d'avoir des relations acquises et non pas seulement assignées » ; « en ville, certaines des relations les plus importantes sont celles qu'on n'a pas encore » (Hannerz 1983 : 150, 298). Aussi, avec ce processus de fragilisation des liens, ceux-ci se font plus précieux et la confiance devient un garant de plus en plus fondamental de toute relation. L'une des meilleures descriptions de ce rôle charnière est sans doute celle donnée par Georg Simmel, qui écrit dans *Sociologie* : « la confiance est (...) un état intermédiaire entre le savoir et le non-savoir sur autrui. Celui qui sait tout n'a pas besoin de faire confiance, celui qui ne sait rien ne peut raisonnablement même pas faire confiance » (Simmel 1999b : 356)⁶⁷⁶. Dans ces conditions, on comprend aisément comment des relations informelles d'anciens élèves peuvent être mobilisées sur ce mode, car, sans relever de cercles plus étroits comme celui de la famille, elles sont une base suffisamment solide pour nouer une confiance professionnelle et accélérer la formalisation. Quand il s'agit de recruter un nouveau salarié, la confiance qui se diffuse dans ces réseaux sociaux est un incomparable gage de

⁶⁷⁶ « Les quantités de savoir et de non-savoir qui doivent se combiner pour que devienne possible la décision individuelle fondée sur la confiance – voilà ce qui distingue les époques, les domaines d'intérêts, les individus. L'objectivation de la culture a établi des distinctions très nettes dans les différents quanta de savoir et de non-savoir nécessaires à la confiance. Le commerçant moderne qui entre en relation d'affaires avec un autre commerçant ; le chercheur qui entreprend une collaboration avec un autre chercheur (...) – tous ceux là savent sur leur partenaire, à quelques exceptions ou insuffisances près, exactement ce qui est nécessaire pour la relation qu'ils veulent établir », poursuit Simmel (1999b : 356). Se reporter, pour aller plus loin dans la compréhension de cette notion, à *L'éloge de la confiance*, écrit par un spécialiste de la pensée de Simmel, Patrick Watier (2008, Belin), sans oublier les analyses stimulantes de Benveniste qui, dans *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, retrace la passionnante généalogie du couple *fides/credo*.

qualité pour l'employeur, souligne Philippe Steiner (1999 : 82)⁶⁷⁷. A partir des travaux de Neuville⁶⁷⁸, il montre « l'oscillation entre confiance et opportunisme qui règne dans un contexte de partenariat » ; « c'est une situation de solidarité limitée qui est la plus favorable », « un opportunisme ne mettant pas en danger la confiance établie » ; toutefois, « l'existence des réseaux sociaux n'est pas une condition suffisante pour que la structure sociale favorise l'activité économique », ceux-ci peuvent au contraire handicaper sa bonne marche (Steiner 1999 : 90-94). A l'image de la confiance qui en constitue un ferment, la vie d'une économie urbaine est complexe et ambivalente.

Une trop grande densité des réseaux sociaux, une confiance trop exclusive, ne sont pas sans inconvénients. Le cas toulousain en prouve ainsi certains effets pervers. En effet, si pour une part ces réseaux encouragent l'enracinement local, cela peut ensuite devenir pénalisant pour les entreprises qui s'appuient sur eux. Grossetti ne manque pas de mentionner ce travers : « un système d'action local, lorsqu'il atteint un certain niveau de cohésion, peut devenir une quasi-organisation parasitant les organisations existantes » ; « c'est le revers de la médaille du local et plus généralement de toutes les entités sociales permettant d'accroître les coopérations » (Grossetti 1995 : 274). Il cite ainsi le cas d'ingénieurs refusant des mutations sur d'autres sites de Matra, ou de la rareté du nombre de personnels du CNES acceptant de partir à Brétigny ou à Kourou, organisation dont « la direction a fini par s'inquiéter de l'importance des recrutements locaux au point de mettre en place une politique destinée à les limiter » (Grossetti 1995 : 274-275). De ressource, un réseau social peut se transformer en filet dans lequel s'empêtrant les échanges en raison des méfaits d'un copinage trop poussé. Il participe alors à l'accroissement des clivages sociaux entre ce qui en sont bénéficiaires et ceux qui en sont exclus. Nous retrouvons là, sous un jour nouveau et avec des méthodes quelques peu différentes, la grammaire scientifique se substituant à celle du droit, l'un des traits communs aux strates successives des territoires toulousains de

⁶⁷⁷ Sur « l'importance de la question de la qualité », voir la page que lui consacre Philippe Steiner (1999 : 71).

⁶⁷⁸ Jean-Pierre Neuville a écrit deux articles sur lesquels s'appuie Steiner : l'un intitulé « la stratégie de la confiance. Le partenariat industriel observé depuis le fournisseur », publié dans *Sociologie du travail* (1997), l'autre, « la tentation opportuniste. Figures et dynamique de la coopération interindividuelle dans le partenariat industriel » dans la *Revue française de sociologie* (1998).

l'échange : le clientélisme. Le procédé est identique, mais les vecteurs sociaux et spatiaux y ont de toutes autres coordonnées, en raison notamment de mobilités qualitativement incomparables.

En effet, la multiplication de l'offre de transports, et plus encore l'augmentation de leur vitesse, ont un impact majeur sur la société urbaine locale. Ainsi, à la suite des études de Fischer⁶⁷⁹, Grossetti a mené une autre enquête sur l'espace des réseaux sociaux dans l'agglomération toulousaine, publiée dans un ouvrage collectif intitulé *La ville aux limites de la mobilité*, d'après laquelle il montre que si « les liens « forts » résistent mieux à l'éloignement que les liens « faibles », « ceux les plus favorisés, qui ont plus de relations en général, et plus de relations entre eux, sont aussi plus nombreux à avoir des liens distants et donc une plus grande ouverture sur des ressources non locales » ; « tout se passe comme si le développement des moyens de déplacement et de télécommunication produisait des effets similaires à ceux qu'avaient amenés l'urbanisation. L'affaiblissement des contraintes physiques sur les interactions produit des relations plus homophiles, donc plus ségrégatives » (Grossetti 2006a : 85, 88-89). Aussi, ceux qui réussissent dans ce contexte « sont à même de frayer les liens les plus riches d'opportunité, ceux qui feront s'étendre au mieux le réseau, et qui sont définis, dans une large mesure, par la distance qu'ils surmontent. Tous les liens ne se valent pas. La grandeur d'une connexion dépend du degré d'après lequel elle a mis en place une médiation permettant de supprimer une distance », expliquent Boltanski et Chiapello (1999 : 175). En fait, cette évolution s'inscrit dans la dynamique plus globale de l'urbain généralisé où la géométrie relationnelle n'est plus directement dépendante de la spatialité citadine, tout en s'adossant plus que jamais sur les différentes échelles d'un voisinage électif.

Une tendance apparemment contradictoire du point de vue théorique, mais pas de celui des usagers, voit l'urbanisation contemporaine d'un côté s'abstraire de plus en plus des formes de la ville héritée, et de l'autre se territorialiser en fonction d'une proximité choisie dont les contours vont à la fois se marquer davantage et échapper aux planifications. Cette nouvelle cartographie de la valeur confère à des sites inédits une importance cardinale et révèle ce que l'urbain a toujours été :

⁶⁷⁹ Grossetti se réfère à *To dwell among Friends* (1982, Chicago University Press), de C. Fischer.

avant tout un mode de mise en relation. Melvin Webber, auteur dans les années 1960 de *L'urbain sans lieu ni bornes*, est sans doute l'un des observateurs à avoir le mieux et le plus tôt compris comment l'urbain se distingue conceptuellement de la ville, en nous invitant « à considérer les communautés urbaines comme des systèmes processuels étendus dans l'espace, et dans lesquels les urbains interagissent avec d'autres urbains, où qu'ils puissent être » (Webber 1996 : 110). De la sorte, l'urbain n'est plus alors « un centre serti dans la campagne environnante, mais une zone de condensation spécifique autour des points de croisement – échangeurs – desdites voies de communication. Habiter ne désigne plus ici résider mais – virtuellement ou actuellement – communiquer (dont le circuler est l'aspect le mieux connu). Le citoyen-résident est un abonné à ces points nodaux de l'espace-réseau ; sa résidence, un branchement sur ce réseau », décrit dans ces mêmes années 1960, Georges-Hubert de Radkowski (2002 : 146). De telles analyses ont été exprimées de façon similaire à la même époque par Françoise Choay, affirmant dans *Espacements* que nous vivons désormais dans un espace de connexion, qu'elle appelle à présent espace de branchement (Choay 2003 : 11, 114). Longtemps restée latente, la mutation à l'œuvre a été à Toulouse particulièrement manifeste parce qu'elle est intervenue avec une grande rapidité au cours des années 1970, sous l'influence du renouvellement sociologique et sous le poids d'une croissance démographique qui s'étale de plus en plus au sein d'une aire urbaine qui ne cesse de s'élargir.

Le segment de la société toulousaine formé par la nouvelle élite des ingénieurs et cadres techniques a été le parangon de cette transformation, c'est pourquoi nous l'avons analysé avec autant d'attention, alors qu'il ne représente qu'une relativement faible proportion de la population toulousaine. Au moins autant que leur activité professionnelle, – l'électronique, l'informatique, l'aéronautique et l'aérospatial ayant au premier chef contribué à la nouvelle spatialisation humaine et à ses représentations –, leur mode de vie a été dans les années 1970 le signe avant coureur de la diffusion d'un modèle suburbain qui va se généraliser par la suite. Rosemary Wakeman fournit ainsi quelques exemples de résidents du nouveau quartier de Rangueil qui ne se rendent qu'en de rares occasions dans le centre historique de Toulouse, pour dîner au restaurant ou voir un film au cinéma, préférant demeurer dans l'entre-soi de leur banlieue ; les plus aisés choisissent

quant à eux de s'installer dans de somptueuses villas situés sur les coteaux (Wakeman 1997 : 143-144)⁶⁸⁰. Ce mouvement vers la proche périphérie puis vers les confins de l'agglomération est suivi par les autres couches de la population et va être ininterrompu jusqu'à nos jours. Si de 1954 à 1968, la population de la ville de Toulouse augmente de 38 %, passant de 268 863 à 370 796 habitants, ensuite elle stagne ou diminue légèrement, tandis que les communes de ce que l'on appelle alors la banlieue, voient leur part progresser jusqu'à atteindre 44,8 % d'une Zone de Peuplement Industriel ou Urbain (ZPIU) qui en 1982 compte 631 497 personnes ; et sur l'ensemble de la période (1954-1982), la croissance de « l'unité urbaine », c'est-à-dire l'agglomération en un sens plus restreint, est avec 74,3% l'une des plus fortes de France, dépassée seulement par celles de Grenoble (106,6 %) et de Nice (79,1 %) (Coppolani 1984 : 19). L'incertitude même des périmètres de comptabilisation témoigne de la difficulté à appréhender la déferlante urbaine qui gagne des communes jusque là rurales. La succession rapide de sigles vite périmés, pour nommer ou planifier l'agglomération, est le symptôme d'une crise des représentations, d'une difficulté à dire et à penser ce qui définit les contours et les contenus de l'urbain.

Comme nous l'avions déjà relevé à la fin du chapitre précédent, l'expansion urbaine au delà du noyau historique s'est effectuée sur un mode plutôt anarchique, les lotissements ayant été laissés à l'initiative privée. Si l'on analyse l'évolution du logement au cours du XX^e siècle, on remarque à quel point les grands ensembles n'ont été qu'une parenthèse urbanistique d'assez courte durée. Ainsi, avant la Deuxième Guerre Mondiale, « la carence des municipalités a laissé en général chaque lotissement pousser dans plus totale indépendance vis-à-vis de ses voisins, si bien que les faubourgs modernes de Toulouse offrent l'aspect d'un puzzle de petites unités fermées qui ne peuvent se relier » ; « la circulation générale de la ville en est réduite à utiliser uniquement à utiliser le réseau ancien des routes et des chemins qui a été construit pour un tout autre rôle que celui que les lotissements l'appellent à jouer et qui ne tarde pas se montrer trop peu dense et trop étriqué. L'existence des rues fermées n'a pas que des inconvénients dans des quartiers essentiellement résidentiels, mais il y en a ici beaucoup trop, et les voies principales trop rares sont menacées d'engorgement, tandis que les habitants des

⁶⁸⁰ Ces cadres lisent par exemple *Le Monde* plutôt que *La Dépêche* (Wakeman 1997 : 143).

lotissements sont souvent contraint à d'interminables détours pour gagner le centre de la ville » (Coppolani 1963 : 289-290). Si le succès actuel des résidences fermées est la conséquence des mutations décrites ci-dessus, il n'en a donc pas moins des racines bien plus profondes dans l'histoire de la modernité⁶⁸¹ qu'on le pense en général. Ces racines se situent à l'intersection de la multiplication fractale de formes urbaines autistes et d'une économie du bâtiment qui y a tout intérêt. Ce secteur est à Toulouse singulièrement pléthorique. A la fin des années cinquante, « ce sont au moins 20 000 personnes actives » qui en vivent, précise Coppolani qui souligne la « fièvre de la construction » ; et avec « 32 % des salariés de l'industrie, situation presque comparable à celle de villes résidentielles comme Nice », il s'inquiète du « déséquilibre menaçant pour l'économie toulousaine » que fait planer une telle proportion car cette branche est théoriquement dépendante de la bonne santé des autres branches (Coppolani 1963 : 182, 237). Cependant, perpétuant peut-être la relation à la terre instaurée tout au long de son histoire, le bâtiment fait figure de spécialité toulousaine.

La conséquence de cette propension, relativement indépendante de la vitalité de l'économie urbaine toulousaine, à la construction tous azimuts, est la dilatation de la surface bâtie. « Au lendemain de la Libération, l'agglomération toulousaine s'étendait sur près de 3 000 ha, peuplés d'environ 230 000 habitants ; sa densité ne dépassait pas 75 personnes à l'ha – le quart de celle de Paris intra muros – tandis que sa voirie atteignait des dimensions démesurées : 736 km dont 682 à la charge exclusive de la commune, chaque citoyen devant payer 2 m 74 de voirie, alors qu'un bordelais n'en paye que 1 m 06 et un parisien 0 m 39 » (Coppolani 1963 : 266). Naturellement, les autorités municipales tentèrent de remédier à cette situation grevant les finances locales. « La municipalité, désireuse de garder sur son territoire le maximum de « matière imposable » » (Coppolani 1963 : 413), sélectionna un certain nombre de zones, dont la Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP) du Mirail. C'est l'apothéose d'une politique des grands ensembles qui avait débutée par « un urbanisme contraint » visant à remplacer les immeubles détruits par le conflit mondial et à accueillir l'augmentation de la population⁶⁸² ; le

⁶⁸¹ En deçà de la modernité, les hôtels particuliers de la Renaissance offrent un point de comparaison plus lointain dans le temps.

⁶⁸² « Sur trente-trois mille immeubles, seuls trois cent vingt-trois avaient été détruits par les bombardements alliés (...), mais cinq mille autres étaient sinistrés à des degrés divers », et

signe le plus visible de cette époque, pendant laquelle Badiou est un maire qui doit composer avec une majorité hétéroclite (avec le MRP et les radicaux), est l'édification de grands immeubles verticaux dont la blancheur tranche avec le reste du bâti (Taillefer 2002 : 289-290). Lui succéda « une audacieuse politique d'expansion », menée par Bazerque, souhaitant « passer du Toulouse de la Renaissance à la renaissance de Toulouse » notamment avec le Mirail ; mais parallèlement à ces initiatives toulousaines, les promoteurs commencèrent à chercher des terrains en périphérie de l'agglomération (Taillefer 2002 : 291-292). Dans les communes limitrophes, la valeur foncière grimpa de 800 %⁶⁸³, tandis qu'à l'Ouest de Toulouse, Colomiers lança un programme de développement urbain sous l'égide de son maire socialiste Eugène Montel qui décida la construction de 4 000 logements et l'implantation de zones industrielles : à la fin des années 1960, la commune pouvait se targuer de compter 16 000 habitants et 7 000 emplois (Wakeman 1997 : 122-123). Concurrencée et essuyant les échecs relatifs des opérations urbaines du Mirail⁶⁸⁴ et du centre ville (Saint-Georges), la volontariste politique urbanistique toulousaine finit par courber l'échine, l'arrivée de Baudis à la tête de la municipalité signant la fin de la parenthèse des grands ensembles.

Au final, les seuls grands ensembles qui poursuivirent leur croissance ont été les grands ensembles commerciaux. Après une pause au milieu des années 1970, effet partiel de la loi Royer, les hypermarchés ont continué leur processus de densification de l'appareil commercial suburbain. Un vaste centre Leclerc ouvre dans le Sud-est de l'agglomération à Saint Orens en 1977, un Casino l'année suivante à Fenouillet au Nord de Toulouse, suivi en 1979 d'un Euromarché de plus petite taille à Colomiers ; et au début de la décennie suivante, Carrefour s'implante à Labège⁶⁸⁵, à proximité de son concurrent de Saint Orens et surtout

« l'entassement des nouveaux venus avait accru l'insalubrité des quartiers populaires du centre » (Taillefer 2002 : 289).

⁶⁸³ Se reporter à l'article de Jalabert, « Spéculation foncière et urbanisation dans la banlieue toulousaine » (1971, *RGPSO*), où celui-ci indique toutefois que cette augmentation n'atteint pas les niveaux de certaines agglomérations comme celle de Nice.

⁶⁸⁴ Petite cité modèle et rivale de sa grande voisine (Taillefer 2002 : 291), Colomiers parvint à réussir son dessein de ville nouvelle, là où le Mirail, situé à quelques kilomètres, dut se résigner à n'être qu'un quartier.

⁶⁸⁵ Un Intermarché et un autre Leclerc de tailles modestes sont inaugurés en 1983 à Cugnaux et à Rouffiac ; pour toute cette chronologie des installations des hypermarchés, voir l'article de Daniel

dans le prolongement de Rangueil et du CNES, zone en plein développement économique et urbain, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir. Cette multiplication des hypermarchés dans la première couronne de l'agglomération toulousaine est évidemment la résultante de la croissance de l'habitat et des industries dans ces communes et autour d'elles, mais aussi de la banalisation de la voiture individuelle⁶⁸⁶. En effet, comme le relève Philippe Moati dans *L'avenir de la grande distribution*, « le taux de motorisation des ménages français passe ainsi de 38 % en 1963 à plus de 60 % dix ans plus tard, et à près de 70 % à l'aube des années 1980 » (Moati 2001 : 54). Le centre historique lui-même doit s'adapter à cette nouvelle donne. Espérant à tort favoriser son dynamisme commercial et afin d'éviter son engorgement par les automobiles compte tenu de son gabarit d'ancien *cardo* puis Grand'rue médiévale, la rue Saint-Rome est piétonnisée en 1975. Plus spectaculaire encore, les marchés couverts de style Baltard des Carmes et de Victor Hugo sont remplacés par des bâtiments en béton armé destinés à servir principalement de parkings, ne laissant qu'un rez-de-chaussée disgracieux aux fonctions commerciales. « *No parking, no business* »⁶⁸⁷, un échange prime dès lors sur l'autre : la mobilité et ses nécessaires stationnements prévalent sur l'approvisionnement quotidien. Les achats alimentaires s'effectuent désormais de façon moins fréquente mais en plus grande quantité⁶⁸⁸ dans des hypermarchés conçus pour un accès motorisé, les coffres des automobiles permettant le transport de marchandises plus nombreuses et plus pondéreuses.

De la même manière que la propension à construire et habiter dans des maisons individuelles, l'usage de la voiture apparaît également comme une spécialité

Weissberg et Virginie Deffaux, « Commerce et urbanisme commercial. Le cas de l'agglomération toulousaine » (1999, *Sud-Ouest Européen*).

⁶⁸⁶ « Entre 1965 et 1980, la société française voit l'éventail des taux d'équipement automobile se resserrer considérablement et significativement : en 1980, celui des employés et des ouvriers (respectivement 75,4 % et 80,4 %), et celui des salariés agricoles eux-mêmes (72,6 %) ont rejoint et dépassé le taux d'équipement initial des cadres moyens en 1965 (71,8 %), lequel – en 1980 de 90,2 % - a rejoint puis dépassé le taux d'équipement initial des cadres supérieurs et professions libérales (88,6 % en 1965), ou des patrons de l'industrie et du commerce (72,8 % en 1965), tous deux plafonnant en 1980 à 93,6 et 91,1. Le procès de banalisation du bien automobile a même gagné le taux de multi-équipement », selon Paul Yonnet, dans *Jeux, modes et masses* (1985 : 266).

⁶⁸⁷ Cette formule célèbre est de Bernard Trujillo, dont les séminaires de Dayton aux Etats-Unis ont été notamment suivis par Fournier et Defforey, les fondateurs de Carrefour (Péron 2004 : 30).

⁶⁸⁸ « L'accroissement de la dimension des logements et la généralisation de l'équipement en réfrigérateurs améliorent de manière sensible les capacités de stockage », rappelle Philippe Moati, qui précise que « de 40 % des ménages équipés d'un réfrigérateur en 1963, on passe à près de 80 % dès 1970 et 95 % en 1980 » (Moati 2001 : 54).

toulousaine. La proportion des déplacements automobiles est considérable : malgré l'amélioration du service d'autobus, celui-ci « n'assure que 20 % des déplacements des Toulousains – le taux le plus bas de France en matière de transports collectifs – le réseau étant, il est vrai, difficile à organiser dans une banlieue démesurément étendue et un centre aux artères relativement étroites », notent, au début des années 1980, Coppolani, Jalabert et Lévy (1984 : 124). L'évolution ultérieure va encore amplifier ce phénomène. « De 1978 à 1990, la part des voitures particulières dans l'ensemble de ces déplacements est passée de 48 à 64 % », et « avec un taux d'actifs par ménage inférieur aux autres agglomérations françaises (...), le nombre de véhicules par ménage est plus élevé (1,2 contre 0,95 à Lyon, ou 0,91 à Lille) », « 60 % des ménages disposent de deux véhicules ». « Si jusqu'en 1980 les trafics internes à Toulouse demeuraient majoritaires, les flux ville-centre périphérie secondaires, les échanges entre communes périphériques encore faibles, la situation est totalement différente quinze ans plus tard » : les Toulousains se déplacent de plus en plus vers les communes alentours, « les flux entre zones périphériques s'accroissent fortement d'année en année (plus 150 % en dix ans) » (Jalabert 1995 : 117-119). Tous ces indicateurs témoignent d'un processus conjugué d'étalement de l'agglomération et de motorisation individualisée de la mobilité. Comme l'écrivent de façon suggestive Lees et Hohenberg, « le développement (...) de la combustion interne, largement appliqué aux moyens de transport urbain, a agi comme un dissolvant de la trame urbaine plutôt que comme un ciment » (Hohenberg 1992 : 407).

S'engage alors la destitution du noyau de la ville de sa vocation millénaire à la centralité urbaine. Déjà, dans les années 1930-1950, « le centre historique commence (...) à cesser d'être le point d'attraction exclusif de la totalité des habitants de Toulouse : cependant la prédominance d'un centre unique reste encore un des fondamentaux de la vie urbaine » de l'agglomération, indique Coppolani, dans *Toulouse au XX^e siècle* (1963 : 264). L'exemple de l'évolution de la fréquentation du Pont-Neuf est, du fait de son passé et de son emplacement, un excellent révélateur de la moindre centralité du cœur historique : s'il est « resté jusqu'en 1930 au moins, le pont le plus fréquenté et le plus animé de Toulouse », « dès 1966, il était moins fréquenté que le pont Saint-Michel et le pont des Catalans », « c'est l'extension de la ville et de sa banlieue à partir de 1950 qui

l'ont réduit à la fonction de pont urbain, lien principal entre les deux rives de la ville ancienne et passage important pour les lignes de transport en commun. La réorganisation du réseau des routes nationales l'a réintégré dans la voirie communale », relate Coppolani, dans *Les ponts de Toulouse* (1992 : 38-39). Un peu en amont, dans l'axe des remparts devenus boulevards, c'est le pont Saint-Michel, conçu par l'ingénieur Freyssinet et inauguré en 1961, qui devient l'un des principaux outils du passage entre les deux rives. Un comptage en 1988 y enregistre plus de 54 000 véhicules, sans que d'éventuels problèmes de saturation ne paraissent le menacer (Coppolani 1992 : 48). Et pour cause, une bonne partie du trafic s'effectue sur les ponts des rocade, dont la mise en service débute dans les années 1970 (Coppolani 1992 : 72-76). Avec l'automobile, les territoires urbains de l'échange sortent du cadre que lui avaient assigné les mobilités citadines⁶⁸⁹.

En effet, la voiture permet à ses utilisateurs un changement d'échelle de leur bassin de vie, qu'il s'agisse de leur production, de leur consommation ou de leur résidence. *Les territoires de l'automobile* marquent, selon Gabriel Dupuy « la fin des villes et des campagnes », libération d'une territorialité nouvelle qui ouvre la possibilité à chacun⁶⁹⁰ de chausser « les bottes de sept lieues », et de susciter « un sentiment d'autonomie et de pouvoir sur le temps » (Dupuy 1995 : 110-113)⁶⁹¹. Ce sentiment n'est pas qu'une simple conséquence collatérale de l'usage de la voiture particulière mais est au cœur de son plébiscite social. Comme le montre Paul Yonnet dans le chapitre qu'il lui consacre dans *Jeux, modes et masses*, « si c'est par l'automobile qu'augmente la mobilité générale de la population (...), ce n'est pas en raison d'une technologie intrinsèque (...), c'est en raison des caractères intrinsèques qui s'attachent au déplacement automobile et l'ont fait préférer à d'autres. Celui-ci s'instaure en dehors des circuits de mobilité collective (...), il s'analyse comme accès privé à la mobilité dans l'espace public » (Yonnet 1985 : 278-279). L'on comprend ainsi pourquoi l'attrait pour l'automobile entre à

⁶⁸⁹ L'une des descriptions les plus complètes du « passage de la ville pedestre à la ville motorisée » est sans doute l'ouvrage de Marc Wiel, intitulé *La transition urbaine* (1999, Mardaga).

⁶⁹⁰ Une des caractéristiques majeures de la voiture individuelle est d'augmenter la potentialité des choix, et ainsi de favoriser la formation d'une ville à la carte se substituant à la ville au menu, selon la métaphore proposée par Marcel Roncayolo dans *La ville et ses territoires* (1997 : 233).

⁶⁹¹ La loi de Zahavi a mis en évidence que les budgets-temps de déplacement sont assez stables au cours de l'histoire, cependant avec la motorisation automobile, la distance des trajets est bien plus importante, impliquant un nouvel espace géographique « mieux représenté par les graphes, les isochrones et les anamorphoses que par la cartographie traditionnelle » (Dupuy 1995 : 131).

ce point en résonance, et à Toulouse plus que dans les autres grandes agglomérations françaises, avec celui pour la maison individuelle. L'un et l'autre renvoient à une pulsion pour l'appropriation. « L'automobile est un espace territorial, à la fois en tant que propriété à défendre et en tant que zone personnelle à protéger contre l'intrusion d'autrui », souligne Dupuy (1995 : 114)⁶⁹². *Mutatis mutandis*, la voiture individuelle semble avoir un rôle anthropologique comparable à celui joué par la terre pendant de nombreux siècles dans l'histoire urbaine de Toulouse. Une différence notable les distingue toutefois : alors que la relation à la terre pendant l'Ancien Régime reconduisait l'opposition complémentaire entre la ville et ses campagnes, l'automobile et la marée pavillonnaire induisent un dépassement de ces catégories au profit d'un urbain diffus aux contours territoriaux plus indécis.



Symbolisant l'intrusion de l'automobile dans tous les pores de la ville, les dessous du Capitole sont transformés en parking, annihilant pour ce faire les vestiges archéologiques de l'antique Tolosa (Bordes 2005 : 339).

⁶⁹² « La file de circulation, l'espace qui précède ou qui suit le véhicule en mouvement, la sortie du garage sur la rue, la place de stationnement occupée ou même simplement guignée, bien que relevant du domaine public, sont considérés par l'automobiliste comme des espaces qui lui appartiennent en propre », poursuit Gabriel Dupuy (1995 : 115).

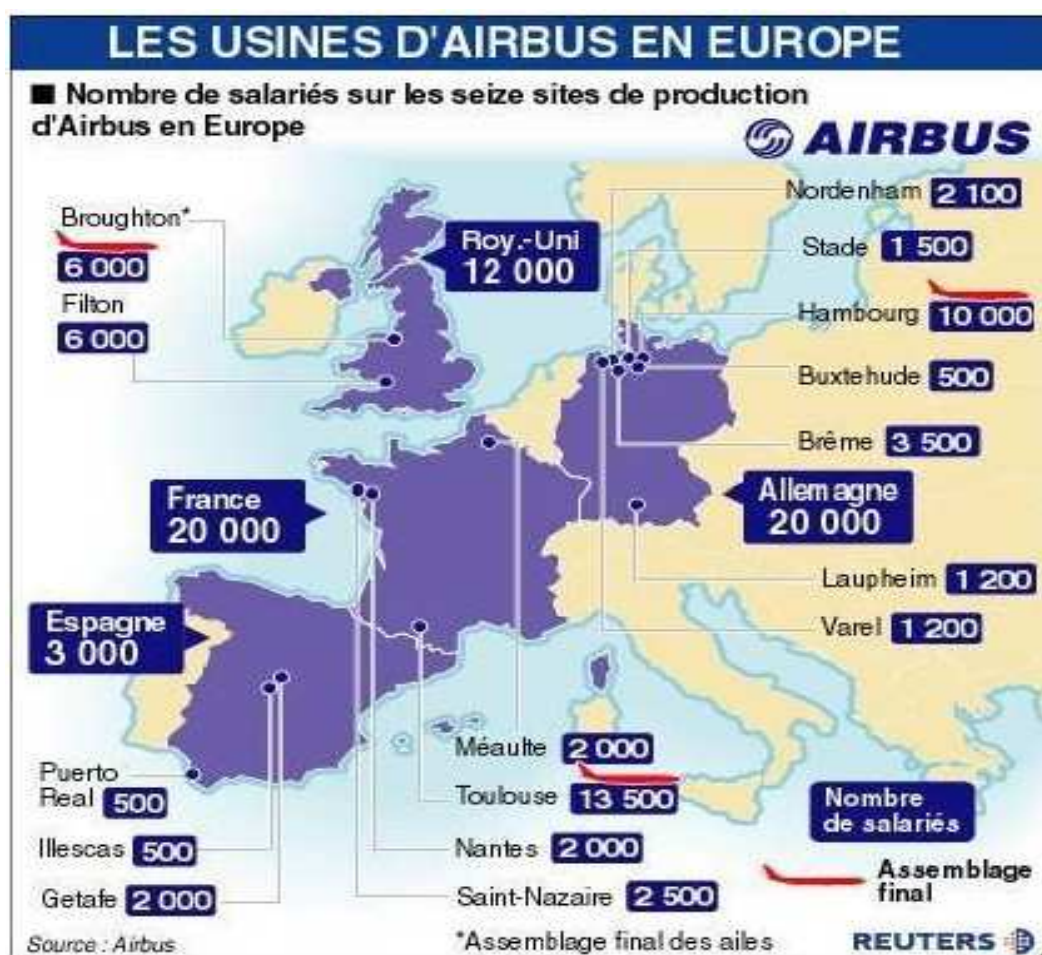
Internationalisation industrielle et culture urbaine globalisée

Les redéploiements internes aux territoires toulousains de l'échange s'articulent à leur nouvelle inscription au sein des flux économiques mondiaux depuis 1970. De capitale provinciale assez anonyme en dépit d'épisodes assez glorieux, Toulouse est désormais perçue et reconnue au niveau international grâce aux avions Airbus, consortium européen créé en 1971, comprenant Matra Aérospatiale, le constructeur allemand DASA, l'espagnol CASA et l'anglais British Aerospace⁶⁹³. L'expression « Toulouse capitale de l'aéronautique et de l'espace » est souvent avancée pour signifier l'importance acquise par l'agglomération dans ces secteurs. Certes, ce qualificatif ne relève pas que d'un auto-satisfecit local, puisque « de l'avis des partenaires enquêtés en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, Toulouse est bien le centre le plus complet en Europe de l'activité aéronautique » et qu'il en va de même pour « la plate-forme spatiale toulousaine (...) représentant 40 % de l'activité du secteur en France et 25 % de l'UE », rapporte Jalabert (1995 : 69, 72). Toutefois, la réalité de la part toulousaine dans ces productions est à relativiser quelque peu. En effet, dans *La nouvelle géographie de l'industrie aéronautique européenne. Entre monde et nation*, Pierre Beckouche rappelle que « la première région aéronautique européenne est sans conteste l'Ile-de-France, loin devant le Sud-est anglais et la Bavière », « Midi-Pyrénées et l'Aquitaine arrivent en sixième et huitième position, mais elles sont au deuxième et troisième rang pour la part de l'aéronautique dans l'emploi local » ; « en termes de croissance de l'emploi Midi-Pyrénées fait partie des régions dynamiques des années quatre-vingt, le record de croissance revenant au Nord et Sud allemands » (Beckouche 1996 : 105). C'est donc par le processus de concentration des activités dans l'agglomération toulousaine, plus que par le nombre de personnes en valeur absolue qu'elle implique, qui participe à lui conférer cette image de capitale⁶⁹⁴. Cet aspect qualitatif est renforcé par l'implantation en 1974 du siège d'Airbus à Blagnac, commune limitrophe de Toulouse. C'est pourquoi, « entre 1982 et 1990, la Haute-Garonne a capté davantage d'emplois de conception que

⁶⁹³ Il faut citer également le groupement franco-italien (Aérospatiale et Alenia) ATR (Avion de Transport Régional) créé en 1981 et dont les bureaux sont situés également à Blagnac.

⁶⁹⁴ Il en va *grosso modo* de même dans le secteur spatial, lié au programme spatial européen et dont 10 000 salariés dépendent à Toulouse. « Bien que la fabrication des lanceurs se fasse à Bordeaux ou dans la région parisienne, la ville est largement impliquée dans la recherche et la production » (Taillefer 2002 : 310).

l'Ile-de-France, et c'est encore plus net pour l'ensemble gestion-commerce-marketing, qui sont des fonctions de siège » (Beckouche 1996 : 156). En outre, le fait que le montage final d'une bonne partie des avions soit effectué à Toulouse, qu'ils y soient essayés et vendus, donne l'impression qu'ils y sont construits. Malgré tout, Airbus n'est que très récemment parvenu à devenir un sérieux concurrent l'américain Boeing⁶⁹⁵. Au bénéfice d'un marché intérieur très demandeur, les Etats-Unis comptaient, au milieu des années 1990, « à eux seuls 40 % du marché aéronautique mondial », « Mac Donnell emploie 40 000 personnes à Los Angeles, sans parler de Boeing à Seattle » (Beckouche 1996 : 43, 105). Toulouse n'est quant à elle qu'une composante, si importante soit-elle, d'une division du travail aéronautique à l'échelle européenne. En revanche, localement, à travers ses effets induits sur la sous-traitance et sur l'ensemble de l'économie urbaine toulousaine, l'industrie aéronautique est capitale.



Airbus, une industrie européenne dispersée.

⁶⁹⁵ « Pour la première fois en 1994, ses commandes ont égalé celles de Boeing. Mais le retard est grand : entre 1980 et 1992, le consortium européen n'a vendu que 14 % des avions civils mondiaux contre 57 % au constructeur de Seattle » (Beckouche 1996 : 44).

En conséquence, Toulouse est plus que jamais exposé à une conjoncture mondiale à laquelle elle était restée presque indifférente depuis l'époque des succès commerciaux du pastel. Un retournement de celle-ci peut engendrer des déboires pour l'ensemble de l'agglomération, aussi les Toulousains se montrent particulièrement attentifs à ses moindres soubresauts. Ainsi, « la crise des transports aériens, les restrictions des crédits de l'Europe spatiale, les difficultés du secteur électronique ont à partir de 1991 commencé à affecter l'économie locale. L'annulation, le report ou l'arrêt des commandes d'avions par les compagnies aériennes mondiales a contraint l'Aérospatiale à réduire ses rythmes de production (...). Selon un schéma classique, le rapatriement de sous-traitances et la diminution des travaux confiés à l'extérieur entraînent pour des partenaires très spécialisés (...) des difficultés financières, une réduction de plan de charge, des licenciements, des rachats », etc. explique Jalabert, dans *Toulouse, métropole incomplète* (1995 : 78)⁶⁹⁶. Cependant, l'industrie aéronautique de l'agglomération paraît avoir été moins que d'autres touchée par la récession causée notamment par la guerre du Golfe de 1991. En dépit du départ de Dassault en 1989, elle est parvenue à absorber ses 1 500 salariés, et « la Haute-Garonne est le seul des grands départements aéronautiques à avoir résisté à la crise ouverte depuis 1990, insiste Beckouche (1996 : 149). Toulouse est devenu est un point nodal crucial du système aéronautique européen, ce qui lui offre une garantie que n'ont pas des sites plus annexes et plus directement impliqués dans la production. Dépendante, l'économie urbaine toulousaine est, par le jeu même des interdépendances globalisées, suffisamment nécessaire et irremplaçable afin que tout soit fait pour éviter de la pénaliser trop durement, ce qui nuirait à l'ensemble du système.

La complexité des échanges internationalisés de l'aéronautique et de l'espace est telle qu'elle comporte, jusqu'à un certain point seulement, des effets correctifs à ses propres incohérences. Les investissements des grandes firmes de ces secteurs sont trop lourds pour qu'ils s'évanouissent totalement en cas de coup dur. En outre, celles-ci ont intégré ces risques globaux à leurs perspectives d'évolution. « Ce qui fait la spécificité de la vague contemporaine d'internationalisation réside dans la profondeur de son impact sur les modes de fonctionnement des marchés et

⁶⁹⁶ Par un effet domino, le cercle vicieux atteint ensuite également des secteurs comme le bâtiment ou les commerces de gros et de détail.

des processus concurrentiels, à travers la diffusion des stratégies « globales » parmi les grandes entreprises », remarque Philippe Moati (2002 : 99)⁶⁹⁷. De ce fait, elles ne peuvent faire cavalier seul, et doivent prendre en compte leurs clients et leurs fournisseurs en alternant, au gré des circonstances, pressurisation financiero-temporelle et partenariats. Aussi, « l'opposition entre un monde de petites entreprises flexibles et innovantes, support principal de la territorialisation de l'économie, et un univers rigidifié des grandes firmes engluées dans des modèles de production de masse, et indifférentes aux territoires, me paraît radicalement fausse. Ces deux mondes sont de plus en plus imbriqués l'un dans l'autre » affirme Veltz (2000 : 12). Cela n'empêche pas les rapports de force d'exister, bien au contraire, ceux-ci se font jour dès qu'une situation de crise touche la grande entreprise qu'elle répercute aussitôt sur ses subalternes. C'est pourquoi, « dans de nombreuses grandes firmes multinationales, le nombre de fournisseurs directs a connu une chute drastique, au profit de grands fournisseurs capable de s'intégrer à l'organisation globale de leurs clients et au détriment des petits fournisseurs locaux » ; « mises à mal par les mutations de leur environnement économique et social, les grandes entreprises sont engagées depuis une vingtaine d'années dans un processus de restructuration et de mise en œuvre de nouvelles pratiques organisationnelles » ; « l'externalisation apparaît comme un moyen d'éviter des engagements irréversibles en faisant porter une part de l'aléa sur des partenaires extérieurs à l'entreprise »⁶⁹⁸, décrit Philippe Moati, dans *L'entreprise du XXI^e siècle* (2002 : 101-106). L'incertitude croissante de l'avenir transforme les réseaux de sous-traitance en une franchise assurantielle⁶⁹⁹.

Les deux grands secteurs basés à Toulouse appréhendés confirment chacun à leur manière ces constats. « Le pôle spatial toulousain s'est structuré autour du CNES qui a joué un rôle dynamiseur, a impulsé tant à l'amont qu'à l'aval un système complexe de relations entre recherche, firmes, marchés internes et externes à l'agglomération. Ce système ne pouvait, compte-tenu de la nature des marchés, que se positionner à l'échelle planétaire. En même temps, à travers le jeu d'acteurs individuels passant de l'une à l'autre des structures, animant des réseaux noués à

⁶⁹⁷ C'est la raison pour laquelle il est « sans doute plus adéquat d'adopter le terme de « globalisation » pour désigner la phase contemporaine du processus de mondialisation », poursuit-il, à juste titre (Moati 2002 : 99).

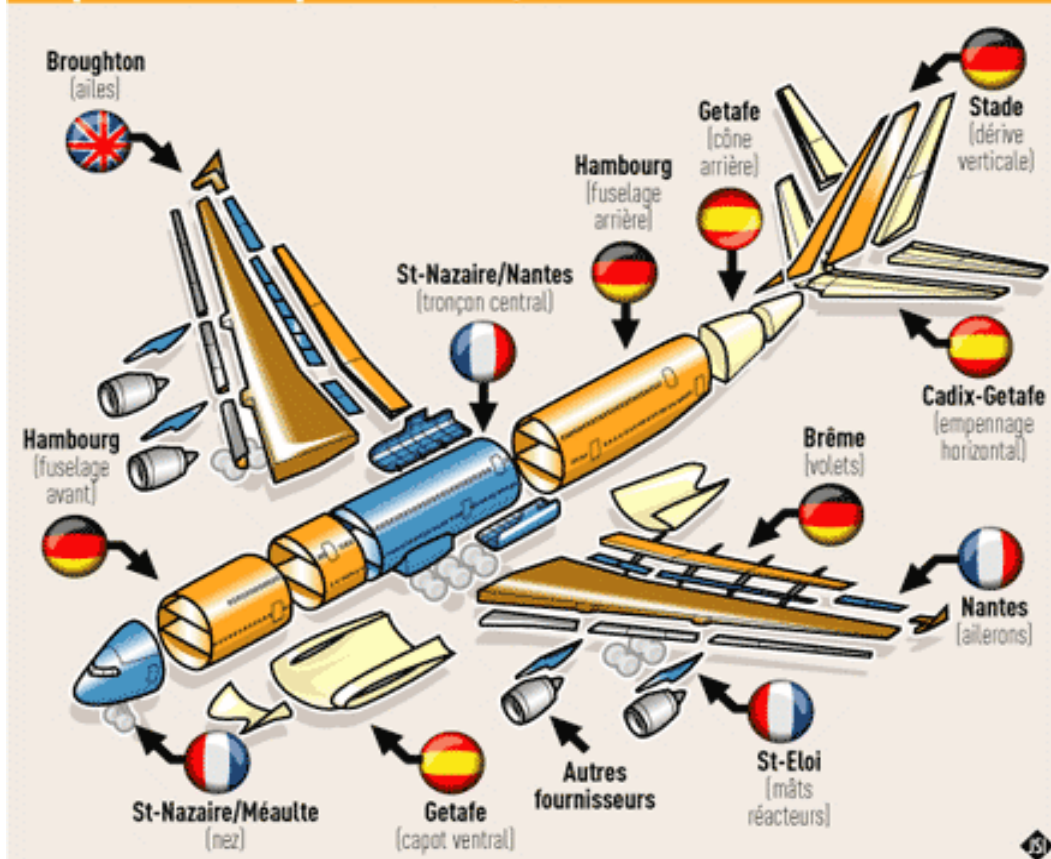
⁶⁹⁸ « La structure en réseau se révèle plus malléable que la structure intégrée » (Moati 2002 : 104).

⁶⁹⁹ Voir le chapitre « Vitesse, incertitude et assurances » (Veltz 2000 : 223- 244).

la fois localement et internationalement, joue une proximité physique et sociale essentielle à son fonctionnement » (Jalabert 1995 : 75). Cela, nous l'avons amplement analysé ci-dessus, illustre l'imbrication et la complémentarité entre grande et petites entreprises. Le cas de l'aéronautique toulousaine l'exemplifie également mais selon des modalités différentes, car son marché est plus vaste que celui des satellites, et l'organisation institutionnelle et industrielle de la maison-mère est pour le moins alambiquée⁷⁰⁰. « Structuré selon un schéma d'intégration verticale de filière productive, et d'association horizontale de partenariat consortial », Airbus « positionne Toulouse à la rencontre de ces deux processus » (Jalabert 1995 : 70). Cependant, ce lieu de rencontre est aussi celui où vient s'exprimer de nombreuses tensions générées par les divergences d'appréciation entre les différents partenaires et sites du groupe. « Plutôt que d'un mouvement continu vers des structures industrielles de plus en plus transnationales, l'aéronautique européenne s'est constituée comme un puzzle à géométrie variable, dont les contours communautaires ne sont pas garantis même dans l'aviation civile, et dont l'agencement reste tributaire de stratégies nationales », précise Beckouche (1996 : 193). Les Anglais de British Aerospace n'hésitent pas à jouer leur carte solo, tandis que le couple franco-allemand, qui est dans le même temps l'un des fers de lance de la construction européenne en général, traverse des périodes de chauds et de froids, antagonismes réveillés parfois par l'ambivalente relation d'échange/partage entre les sites d'Hambourg et de Toulouse. La stratégie industrielle d'Airbus est donc parasitée par des considérations de diplomatie européenne. « La fabrication des avions est organisée selon des circuits extrêmement complexes, variant d'une version à l'autre » (Jalabert 1995 : 70), subissant de fréquentes renégociations de façon à ne froisser aucun des partenaires. Si Airbus est incontestablement une réussite témoignant de la capacité de différentes nations européennes à collaborer à un projet commun, les surcoûts et retards occasionnés par la dispersion des sites de production n'en demeurent pas moins un problème structurel de l'organisation. En attendant, Toulouse voit son ciel traversé à intervalles réguliers par un avion-cargo, la « baleine » et plus récemment le Beluga, chargé du transport des pièces en vue de l'assemblage final.

⁷⁰⁰ En comparaison, l'organisation de l'industrie spatiale est plus simple avec d'un côté Astrium, fusion de Matra avec l'anglais Marconi Space, et Alcatel Espace, allié à l'italien Alenia, l'allemand DASA et l'américain Space Loral, et de l'autre le CNES, qui bénéficie de la présence en son sein de l'activité recherches et programmes de l'ESA (Agence Européenne de l'Espace).

Le puzzle européen de l'A 380



Les échanges aéronautiques européens (r) assemblés à Toulouse.

De plus, commercialement, Airbus est dans l'obligation de ne pas rester cantonné au cadre européen. Ce n'est pas dans ce cadre que se joue principalement le marché mondial. Il s'agit alors pour le groupe d'adopter une « stratégie de pénétration des marchés en échange de compensations industrielles », et ainsi « la Grèce, l'Australie (Asta), Singapour, le Canada (groupe Bombardier), la Pologne, et désormais la Chine dans une usine située au Sud de Pékin, participent à l'usinage des pièces ou à la fabrication de sous-ensembles » (Jalabert 1995 : 71)⁷⁰¹. Ces délocalisations déguisées ont ensuite permis aussi de contourner le problème d'un Euro fort, gênant les exportations. *In fine*, il y a quelque chose d'usurpé à voir dans les avions Airbus des produits strictement européens. Il est de plus en plus difficile de calculer le solde commercial d'un avion, en raison notamment de la sous-traitance en cascade. L'industrie française n'est pas aussi gagnante qu'elle s'en donne l'air lorsque les présidents de la République

⁷⁰¹ Au sein même d'Airbus, « sont mises en place des bases de dessertes des clients pour les services après-vente, à Washington et à Singapour par exemple » ; « des bases d'exploitation sont réparties dans une trentaine de pays où sont stockées des pièces détachées » (Jalabert 1995 : 70).

successifs vont vendre des avions à l'étranger. « Pour une participation de 38 % dans le consortium, seul le tiers du chiffre d'affaire revient à l'industrie française, et cette part varie beaucoup d'un avion à l'autre, compte tenu surtout de la motorisation », « sur les A310 et A330 motorisés en Pratt & Whitney, la part américaine l'emporte même sur la part française » rapporte Beckouche (1996 : 83)⁷⁰². Les frontières se font donc plus floues, sans que pour autant de véritables multinationales se forment. Les coproductions et collaborations partenariales teintées de compétition sont privilégiées du fait de la sophistication des produits. Il en va de même avec les sous-traitants, Airbus souhaitant « traiter désormais avec peu de partenaires de premier niveau chargés du processus complet de fabrication de sous-ensemble, maître de leur propre sous-traitance et du contrôle qualité, et ainsi de réduire le temps de fabrication final », tout en assumant les risques financiers (Jalabert 1995 : 71). Des partenaires historiques doivent se conformer à ce dispositif relationnel, à l'instar de Latécoère, symbole de l'aéronautique toulousain, relégué au rang de simple sous-traitant d'Airbus mais aussi de Boeing, et aujourd'hui en proie à des difficultés. Toutefois, la firme européenne ne peut se désintéresser complètement de leur sort, elle ne peut remplacer un sous-traitant, *a fortiori* local, du jour au lendemain et doit donc veiller à leur bonne santé économique.

A ces entreprises aéronautiques et spatiales de plus en plus internationalisées s'ajoute la présence à Toulouse d'un certain nombre de firmes étrangères, dont l'importance est moindre mais qui ne sont pas négligeables à l'échelle de l'agglomération. Une partie de la sous-traitance aéronautique est venue, depuis l'Amérique du Nord, l'Allemagne ou l'Angleterre, s'installer près du site toulousain d'Airbus (Rockwell-Collins, Rhor, Sperry, General Connectors, BF Goodrich, etc.). Dans les secteurs de l'électronique et de l'informatique, Motorola avec 2000 salariés, Siemens avec 1 400, ou encore Storage Tek implanté au milieu des années 1990 avec 400 personnes, complètent le tableau d'une économie urbaine majoritairement tournée vers le monde anglo-saxon (Jalabert 1995 : 39-40). La recherche spatiale étant quant à elle en échange constant avec la NASA⁷⁰³,

⁷⁰² Réciproquement, « la valeur du Boeing 767 générée par des fournisseurs européens, japonais et canadiens » est par exemple estimée à 30% (Beckouche 1996 : 63).

⁷⁰³ « Le CNES, où travaillent en permanence une cinquantaine de chercheurs d'autres pays, reçoit la visite de 3 000 étrangers », « la dizaine de colloques internationaux qui s'y tiennent chaque

Matra ayant fusionné avec le britannique Marconi et communiquant par un système de visioconférence, accentuent l'usage de l'anglais, qui est aussi la langue des échanges commerciaux, celle de la programmation informatique, et bien entendu celle pratiquée au sein d'Airbus. « Les hôtes du hall d'accueil interrompent leur papotage toulousain pour répondre au téléphone dans un anglais bien appris », comme le décrit un article d'un numéro de *Géo* entièrement consacré à Toulouse (*Géo* 1989 : 136). Les échanges européens de la firme aéronautique ont entraîné dans leur sillage l'arrivée d'un fort contingent de personnels en provenance du Royaume-Uni et d'Allemagne⁷⁰⁴, auxquels s'adjoignent des résidents temporaires. C'est là l'un des traits spécifiques de l'immigration à Toulouse et dans sa région. En effet, Florence Laumière, auteure d'une thèse intitulée « Le processus d'internationalisation des métropoles régionales : l'exemple de l'agglomération toulousaine » (1995), indique que leur nombre est en forte progression au cours des années 1980 dans le département de la Haute-Garonne, les Allemands passant de 675 en 1981 à 1550 dix ans plus tard, et les Anglais de 616 à 1319 ; c'est peu au regard des 6 à 8 000 Espagnols, Portugais, Algériens ou Marocains⁷⁰⁵ (Laumière 1995 : 142-144), mais leur pouvoir d'achat confère aux Anglo-saxons une influence bien plus notable qu'à ces derniers. De surcroît, leur origine non méditerranéenne les distingue plus nettement des autres composantes de la population toulousaine.

Cependant, l'implantation de ces élites de la globalisation ne suffit pas à métamorphoser la provinciale métropole toulousaine. La domination exercée par la liaison aérienne avec Paris est écrasante avec ses deux millions de passagers en 1993, alors que celle avec Londres en transporte environ 200 000, soit un peu plus que celle avec Lyon (164 000), et les nouvelles lignes mises en place par Airbus avec Hambourg et Bristol, 24 000 et un peu plus de 8 000, tandis que la ligne avec New York a rapidement fermé (Laumière 1995 : 326-336). Une étude présentée

année, la présence d'une unité de tests de satellites (...) attirant en permanence de tous horizons 150 personnes séjournant de trois à dix-huit mois en font un lieu quelque peu cosmopolite » (Jalabert 1995 : 73).

⁷⁰⁴ L'article mentionné ci-dessus a pour titre « Jours tranquille dans l'Airbus Valley ».

⁷⁰⁵ Les Espagnols et Portugais sont en très forte et légère diminution (respectivement de 16 625 à 6 872, et de 6 800 à 5 832 ; les Italiens passant de 8 585 à 4 285), et les Algériens et Marocains connaissent de sensibles augmentations (de 7 855 à 8 457, et de 3 660 à 6 411 ; les Tunisiens, de 1 655 à 2 437) (Laumière 1995 : 142). Tous ces chiffres sont à relativiser par les naturalisations.

en 1989 par Roger Brunet et L'équipe du GIP Reclus⁷⁰⁶ conclut à une « internationalisation spécialisée et limitée » de l'agglomération toulousaine (Laumière 1995 : 101). Cet avis semble partagé par le directeur de l'école allemande, M. Schuffelhauer, qui déclare : « Toulouse n'est pas encore une ville européenne ; il ne suffit pas de se battre pour abriter l'assemblage d'un siège d'avion, voire un grand projet, pour devenir européen. L'infrastructure doit suivre. Si le lycée est international, c'est plus en raison de la nationalité des élèves qu'à cause des structures. (...). A Toulouse, je dois le constater, il n'y a pas de véritable mouvement européen » (*Géo* 1989 : 136)⁷⁰⁷. Cependant, l'impact des salariés anglo-saxons d'Airbus dans le développement d'une offre spécifique de services et de commerces (pubs, club de cricket, librairies, etc.), en particulier dans l'Ouest toulousain (Blagnac⁷⁰⁸, Colomiers) où réside la majorité de ces personnes, n'en demeure pas moins significatif (Laumière 1995 : 207). L'exemple le plus éclairant est la création d'écoles destinées à accueillir leurs enfants. Ainsi à Colomiers, Dasa et le ministère des Affaires Etrangères allemand ont soutenu dès 1978 la mise en place d'une école maternelle et primaire, puis d'un collège, filière qui s'est intégrée au lycée international ouvert en 1987 (Laumière 1995 : 358)⁷⁰⁹. Ce remarquable modèle d'intégration n'a pas été suivi par les anglophones.



Etablissement scolaire abritant un cursus totalement anglophone à Colomiers.

⁷⁰⁶ Cette équipe comprenant Denise Pumain et Thérèse Saint-Julien ; l'étude s'intitulant *Les villes européennes* (1989, *La Documentation Française*).

⁷⁰⁷ En fait, « l'Europe a bien plus marqué l'économie de la ville qu'elle n'a modifié sa façon de vivre », « le mobilier urbain, l'affichage et les panneaux de signalisation ignorent encore les langues étrangères, alors que vingt mille ressortissants de la CEE vivent à Toulouse et dans ses environs », explique l'auteur de l'article de *Géo* (1989 : 136).

⁷⁰⁸ Logiquement, la commune de Blagnac s'est jumelée avec celle de Buxtehude, autre site d'Airbus, située dans la banlieue d'Hambourg.

⁷⁰⁹ C'est, en France, la seule école allemande, de la maternelle au lycée, en dehors de Paris.

La globalisation culturelle ne s'effectue toutefois pas uniquement par des chemins aussi directs que ceux qui, via l'internationalisation des industries toulousaines, ont amené ces institutions à voir le jour. Elle est un phénomène plus diffus qui affecte l'ensemble des populations urbaines à des degrés divers. Les pubs créés par les Britanniques n'accueillent pas que leurs compatriotes, et ceux-ci n'aspirent pas qu'à boire un breuvage provenant de leur contrée, appréciant autant sinon plus déguster un magret de canard accompagné de vins du Sud-ouest, l'une raison de leur attrait pour la région, mais pouvant tout aussi bien prendre plaisir à aller dîner dans un restaurant asiatique. Une recombinaison plurielle des affinités, celles-ci étant de plus en plus électives que subies ou transmises, brouille les pistes identitaires. Les effets de la globalisation se conjuguent avec ceux de l'urbanisation des mœurs⁷¹⁰. Des commerces de l'imaginaire alors mettent en scène dans le kaléidoscope urbain la « mobilité imaginée » de certains objets, dont la consommation « comporte métaphoriquement celle d'autres lieux et d'autres cultures » ; ces objets, qui perdent jusqu'à certain point « leur valeur d'échange au profit d'une charge émotionnelle », possèdent « une biographie culturelle », montre John Urry dans *Sociologie des mobilités* (2005 : 76-77). Entre autres facteurs, la démocratisation du tourisme participe à susciter chez les consommateurs ces nouvelles attentes d'exotisme de proximité. Il ne faut pas oublier que, dans ce domaine, « le groupe FRAM créé en 1949, est le témoin d'une réussite locale, qui en fait le 3^e voyageur français » (Jalabert 1995 : 81), et que ses bureaux sont situés au premier étage de l'immeuble dans lequel était le premier grand magasin toulousain, tenu à l'époque par Antoine Labit, le père du célèbre globe-trotter (Cf. supra). Aussi « l'internationalisation n'est pas que le fait de l'industrie. Elle touche le commerce de manière plus visible et lisible et marque les pratiques consommatoires des résidents, sans doute avec un temps de retard sur des grandes villes ou des centres portuaires plus cosmopolites », « il devient plus difficile de manger un bon cassoulet ou des tripous à l'aligot que des nems ou du couscous », note Jalabert (1995 : 133). Quoi qu'il en soit, l'une des caractéristiques majeures de la globalisation est de réduire à néant toute prétention

⁷¹⁰ « Chaque agglomération multiplie avec sa taille le nombre de ses références culturelles et, en multipliant pour chaque individu le nombre de ses appartenances possibles, diminue l'incidence ou la signification de chacune d'entre elles sur son mode de vie et accroît la tolérance », écrit Nicolas Herpin à propos de « L'urbanisation des sous-cultures », dans *Sociologie de la consommation* (2004 : 96).

à l'authenticité ; et celle qui paraissait être le socle identitaire de cette région rurale a « elle-même été subsumée et marchandisée » (Wakeman 1997 : 264). Dans ce processus, l'un des caps décisifs a été, dans les années 1950-1960, la fin de l'immigration régionale, fonds démographique et culturel mis en minorité par des vagues successives de peuplements d'origines variées.

Plus diverse, Toulouse n'est pourtant pas devenue un melting-pot au sens plein du terme. Davantage que d'une internationalisation de ses habitants, il conviendrait d'envisager les effets cumulés de la « parisianisation » impliquée par l'afflux dans les années 1980 de personnes issues du Bassin parisien, de l'« européanisation » engendrée par Airbus et les échanges Erasmus⁷¹¹, à quoi se mêle une « méditerranéisation » liée à la superposition des strates d'immigrations ibériques et italiennes, puis nord-africaines, mais également à la demande confusément exprimée en ce sens par les groupes sociaux concernés par les deux premiers effets. Et encore, ce schéma, évidemment un peu simplificateur, laisse de côté les nombreuses petites minorités (africaine, turque, laotienne, sud-américaine, etc.) venues s'établir à Toulouse. Il existe ainsi dans l'aire urbaine une mosaïque de communautés, à la cohésion interne plus ou moins forte. A la différence d'agglomérations de tailles supérieures, aucune n'émerge véritablement dans le paysage du centre urbain élargi au point d'y constituer un quartier ethnique, cette dimension ne faisant que pointer ici ou là, à l'instar d'Arnaud Bernard, lieu phare de la présence maghrébine⁷¹². Dans le cœur historique de Toulouse et parfois surnommé la « petite Casbah », ce pseudo-quartier ne représente en réalité qu'un morceau de place et l'intersection de quelques rues adjacentes. A quelques centaines de mètres de là, il va de même pour le tronçon de rue abritant une amorce de concentration de commerces asiatiques. Rien de comparable avec Barbès ou Belleville à Paris. Plus instructif est le cas de la communauté juive toulousaine, l'une des plus importantes de province après celles de Marseille et de Lyon. En effet, la structuration historique du semis des synagogues dans l'agglomération rend bien compte du processus d'urbanisation dispersée. Ainsi, après avoir accueilli de nombreuses personnes originaires d'Afrique du Nord

⁷¹¹ Ville universitaire, Toulouse est une destination attractive pour les étudiants européens, ainsi que pour ceux des pays du Sud désireux d'effectuer un troisième cycle (Laumière 1995 : 279-286).

⁷¹² Celle-ci est évidemment pléthorique dans les quartiers de logements sociaux du Mirail et de Bagatelle ; mais ces quartiers, aux marchés pleins de vitalité et à l'habitat dégradé, sont rarement l'objet de visites par des populations extérieures, hormis celle des forces de l'ordre.

pendant les années 1960 dans le quartier des Arènes, situé entre le Mirail et le centre-ville, la présence juive s'est progressivement reterritorialisée au sein de l'aire urbaine, celle-ci comprenant aujourd'hui environ une dizaine de lieux de culte disséminés dans la commune centrale et dans celles de la proche périphérie⁷¹³. La plupart de ces lieux de culte sont de dimensions assez modestes (l'exemple le plus significatif étant celui du pavillon transformé en synagogue à Tournefeuille), à l'exception notable du récent et vaste centre communautaire⁷¹⁴ discrètement localisé derrière les allées Jean Jaurès. D'une manière générale, chaque groupe social particularisé possède un ou deux points urbains de référence⁷¹⁵, sans jamais que ces espaces ne soient nettement apparents⁷¹⁶.

Du puzzle d'Airbus à celui de l'agglomération toulousaine ? Ce serait excessif, et ce qui frappe surtout, c'est l'étonnante faculté de l'identité urbaine locale à la malléabilité, disposition générique qui lui permet d'assimiler des éléments dissemblables, et qui explique pour une part la faiblesse relative des affirmations communautaires. Pour illustrer cette « capacité de l'environnement vernaculaire à l'absorption », Rosemary Wakeman donne l'exemple du Mac Donald qui côtoie un café au style fin-de-siècle sur une place du Capitole « célébrant la qualité poreuse de la ville » (Wakeman 1997 : 272). Il y a peu, ce café a été remplacé par une parfumerie de la chaîne Sephora, tandis que la place du Capitole accueille de plus en plus fréquemment des animations commerciales, symptôme de la perte de son aura. La capacité toulousaine d'absorption a peut-être atteint une certaine limite. Elle a longtemps résisté. Jean Coppolani, Guy Jalabert et Jean-Paul Lévy pouvaient écrire au milieu des années 1980 : « l'appareil commercial de Toulouse a ainsi été profondément modifié depuis 1960, mais, somme toute, plus par l'addition de formes nouvelles que par une mutation totale ; si le petit commerce

⁷¹³ Il en va de même pour les trois écoles confessionnelles et les six commerces cachés.

⁷¹⁴ Celui-ci, inauguré il y a une dizaine d'années, se situait auparavant dans un immeuble plus visible, mais d'une superficie moindre. Sur l'histoire de ce centre communautaire, se reporter à la thèse de Colette Zytnicki, « Les Juifs à Toulouse entre 1945 et 1970. Une communauté toujours recommencée » (1998, Toulouse).

⁷¹⁵ C'est également vrai pour les Espagnols, les Portugais, ou encore les Latino-américains, en particulier les Argentins. Après les arrivées pour des raisons politiques de quelques individus isolés, ceux-ci ont immigré en plus grand nombre, au bénéfice de leur nationalité européenne, pendant la période d'effondrement économique de leur pays au cours des années 1990.

⁷¹⁶ Le culte musulman, jusque là relégué dans des caves, commence à accéder à une visibilité plus forte avec, outre ses quatre mosquées des quartiers de grands ensembles, la future grande mosquée, projet toujours en construction et tardant à aboutir faute de financements, localisée au bord du périphérique près du nouveau casino de Toulouse.

de quartier recule, il ne paraît pas condamné à disparaître complètement, et telle ou telle maison spécialisée dans la librairie, la pâtisserie ou les nouveautés garde son siège et sa réputation d'avant 1914 » (Coppolani 1984 : 67). Une décennie plus tard, citant le rachat de la librairie Privat, la fermeture du centenaire magasin Sicre « Au Pont Neuf », Jalabert notait la « fin de vieilles dynasties commerciales qui ont pu symboliser la permanence des structures locales du négoce », ne subsistant dans cette catégorie que le célèbre café Le Père Louis, fondé en 1889 (Jalabert 1995 : 128). Ce café existe toujours aujourd'hui, et même prospère. Pourquoi un tel distinguo vient-il valoriser certains commerces emblématiques et en disqualifier définitivement d'autres ?

La réponse tient sans doute au rôle des cadres et des classes moyennes supérieures dans l'évolution des formes de consommation. En effet, dans la « nouvelle constellation sociale », « les cadres exercent un magnétisme particulier » (Wakeman 1997 : 267-268). Par leur pouvoir d'achat, leur style de vie, et leurs aspirations hédonistes, ils orientent la demande de l'ensemble de la société urbaine. Moins homogène qu'il y a une trentaine d'années⁷¹⁷, cette catégorie en forte augmentation tout au long de l'histoire récente de l'agglomération toulousaine pèse de tout son poids sur les évolutions des localisations, des esthétiques, et des types de commerces. Cela vaut bien sûr pour les nouveaux pôles de consommation installés dans les communes de la première couronne, mais aussi pour le renouvellement des usages consommatoires du centre historique, celui-ci abritant une fraction non négligeable de ces classes moyennes supérieures. La multiplication des restaurants et des cafés thématiques montre comment sa vocation est de plus en plus exclusivement ludique, espace par excellence des « achats-plaisir », dimension d'agrément qui n'est pas absente des nouvelles zones commerciales. De la sorte, alors qu'il était « encore condamné par la plupart des spécialistes il y a quelques années, le centre ville témoigne de réelles capacités d'adaptation », malgré des « handicaps structurels importants » (stationnement et flux logistiques difficiles, morcellement de la propriété, et individualisme des commerçants), explique Philippe Moati, dans *L'avenir de la grande distribution* (2001 : 224-225). « L'idée d'une opposition fondamentale

⁷¹⁷ Sur cet homogénéité, se reporter par exemple au célèbre ouvrage de Pierre Bourdieu, *La distinction* (1979, Minuit), et surtout à l'étude de Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social* (1982, Minuit).

entre commerce de centre-ville et commerce de périphérie commence à reculer au profit d'une meilleure compréhension de leurs spécificités et de leur complémentarité » ; et partout, on assiste à une « fragmentation de l'appareil commercial, par « spécification » croissante des sites, c'est-à-dire leur spécialisation autour de certaines catégories de produits (ce qui est loin d'être nouveau), de certaines cibles de clientèles, d'occasions d'achat ou d'immatériels » (Moati 2001 : 227, 230). Dans ce contexte, l'offre de consommation proposée par le centre historique n'est pas dépourvue d'atouts, et a pleinement sa carte à jouer dans le processus actuel de recomposition marchande.

En effet, plus finement que d'autres secteurs de l'aire urbaine, le centre historique constitue un « support attractif des politiques de segmentation/différenciation », et est très propice au développement « d'enseignes hyperspécialisées, lesquelles d'ailleurs exploitant généralement des points de vente de petite taille s'accommodent parfaitement des contraintes et du coût du foncier », le centre-ville fournissant « un environnement extérieur original qui peut apporter un soutien significatif aux efforts de différenciation de l'enseigne » ; « le cadre y est plus favorable au shopping qu'à l'achat pratique » et jouit « d'une image de convivialité et d'authenticité qui est en phase avec le nouvel immatériel de consommation » (Moati 2001 : 228). Cela entraîne pour les hyper-centres des conséquences dans deux directions divergentes : d'une part, l'implantation des grands groupes de distribution et des chaînes franchisées, révélateur d'un regain d'intérêt à son égard⁷¹⁸, et conférant à certaines rues, telles les rues Saint-Rome et Alsace-Lorraine que nous analyserons en détail dans la partie suivante, des airs de galeries marchandes à ciel ouvert ; d'autre part, l'apparition d'une nouvelle génération de commerces indépendants, aiguillons de tendances toujours plus insaisissables. Dirigés par des entrepreneurs créatifs, ces commerces de petits et moyens formats sont mieux à même que ceux dépendants des grandes firmes, qui malgré leurs spécialistes en marketing restent souvent un peu pataudes ne serait-ce que pour des raisons d'investissements, de coller au plus près des exigences de

⁷¹⁸ Et aussi d'une forme de « crise » liée à la relative saturation des nouveaux pôles commerciaux suburbains, et la fin d'un certain régime de croissance pour la grande distribution, comme l'a bien montré Philippe Moati (2001).

consommateurs urbains moins massifiés⁷¹⁹ et moins dociles, et donc plus difficiles à cerner et à satisfaire⁷²⁰.

Face à cette complexité accrue, des secteurs de centres historiques s'orientent dans la vente d'équipements très spécifiques pour les loisirs et la culture. C'est là l'infrastructure commercialo-urbaine du phénomène communément appelé « boboisation », cas particulier de celui plus large de gentrification. L'évolution récente du quartier de la Bourse, compris entre le Capitole et la Garonne et dévolu jusqu'il y a quelques années au textile en demi-gros, en fournit un bon exemple. De nombreuses boutiques spécialisées (*streetwear*, vente de musiques très ciblée, etc.), d'autres plutôt haut de gamme (épiceries fines, bio, salons de thé, fripes de luxe, etc.) s'y sont implantées, et sont la preuve que le centre historique peut être commercialement innovant, et ce, même en l'absence d'un packaging global promouvant le quartier comme un tout. De cette façon, ces magasins développent des stratégies qui les apparentent à celles du commerce électronique. Celui-ci, « potentiellement porteur d'approches très différentes du commerce » comme l'indique Philippe Moati dans *Nouvelles technologies et modes vie*, permet notamment d'apporter « une information très complète sur chacun des produits vendus », « la personnalisation de l'accueil des visiteurs », « l'enrichissement de la relation avec la clientèle » (Moati 2005 : 147-149), qualités qui caractérisent indéniablement les boutiques décrites ci-dessus. La comparaison va plus loin car « la possibilité de fédérer une clientèle dispersée dans l'espace peut rendre viable des sites hyperspécialisés, travaillant sur des niches à partir d'une offre très profonde que seuls, dans le monde physique, des points de vente localisés au cœur de grandes agglomérations peuvent aborder » (Moati 2005 : 154). Vente en ligne

⁷¹⁹ Se reporter sur cette évolution à l'étude de Bernard Lahire sur *La culture des individus* (2004, La découverte).

⁷²⁰ A juste titre, Philippe Moati a particulièrement insisté sur ces points dans sa communication intitulée « Quelles perspectives pour le commerce urbain ? » au colloque « in²o commerce », organisé par la CCI de Toulouse le 28 mars 2007 (et auquel j'ai assisté). « Enigme du consommateur-sphinx », brillamment décrite par Michel De Certeau dans *L'invention du quotidien* (1990 : 53). A sa suite, Renaud Sansolani va jusqu'à parler de *Non-consommateur*, soulignant comment le « décloisonnement » des pratiques culturelles et des générations engendrent des personnages hybrides au regard des anciens modèles de consommation : « des adultes qui dorment avec le doudou de leur enfance et conservent une attitude infantile ; des séniors qui font du roller sur les quais de Seine, le lecteur MP3 sur les oreilles ; des femmes quadragénaires qui portent les jeans de leur fille ; etc. » (Sansolani 2006 : 182). Polymorphe et réflexif, l'acheteur urbain est de plus en plus le coproducteur de sa consommation, un « consomm'acteur ». Sur cette tendance, se reporter notamment aux analyses de Robert Rochefort sur *Le consommateur entrepreneur* (1997, Odile Jacob), analyses partiellement reprises (Rochefort 2001 : 259-270).

et vente physique peuvent ainsi se rejoindre dans l'hyperspécialisation. La librairie Ombres Blanches, locomotive commerciale du quartier de la Bourse, l'a bien compris et propose un site très détaillé qui complète son vaste magasin aux vendeurs très compétents. Cet exemple du quartier de la Bourse n'est pas généralisable à l'ensemble des commerces indépendants des centres villes, car il marque l'importance des fonctions métropolitaines, celles-ci apparaissant comme la condition *sine qua non* de leur survie dans une culture urbaine globalisée.

Plébiscitées par la recherche urbaine pendant les années 1990 pour décrire certains aspects de la globalisation sur les territoires, les notions de « métropole » et de « métropolisation » traduisent les inquiétudes et les incertitudes concernant l'inscription économique des échelons urbains intermédiaires et supérieurs dans les flux internationaux, et leurs effets locaux et régionaux. C'est pourquoi, à l'instar d'autres anciennes capitales provinciales de populations équivalentes, Toulouse a fait l'objet de nombreuses études sous cet angle, et au premier chef, l'analyse panoramique menée par Guy Jalabert, symptomatiquement intitulée *Toulouse, métropole incomplète* (1995), ou encore les deux derniers chapitres de la *Nouvelle histoire de Toulouse* (2002), « l'incubation d'une métropole régionale » et « l'affirmation d'une métropole », et les numéros de *Sud-Ouest Européen*, « Bordeaux/Toulouse, approches métropolitaines » (n°2, 1998, et n°4, 1999). Dès la première ligne de son introduction au premier numéro comparatif, Jalabert n'hésite pas exprimer son embarras : « le vocable métropolisation ne recouvre pas un concept clairement établi » (Jalabert 1998 : 1). L'ambiguïté de ces notions est en fait déjà présente dans le sens classique attribué au terme 'métropole' ; comme le rapporte Marcel Roncayolo dans *Lectures de ville*, « la métropole peut être ainsi la ville-relais d'une autorité supérieure ou la source principale de cette autorité. Mais rien ne dit que dans cette hiérarchie les mécanismes sont nécessairement de même nature » ; en effet, dans le premier cas, « les métropoles quadrillent plus qu'elles n'impulsent » (Roncayolo 2002 : 144, 142). Il en va d'ailleurs des « métropoles d'équilibre », sélectionnées par le pouvoir central pour tenter précisément le passage d'un statut subalterne à un rôle moteur. Une agglomération urbaine qui est bel et bien une métropole, c'est-à-dire étymologiquement une « ville mère », ne semble guère avoir besoin de s'interroger sur son identité. Mais la phase actuelle de globalisation a rendu les

choses moins nettes. « La notion d'un « commandement » métropolitain sur l'ensemble des activités de sa zone d'influence, très présente dans les monographies de réseaux urbains régionaux des années 1960-1970, s'est atténuée avec la concentration des entreprises et la multiplication des relations en réseaux », écrit Denise Pumain dans le *Dictionnaire La ville et l'urbain* (2006 : 183). La notion de « métropolisation », utilisée par exemple par des auteurs analysant ces évolutions économique-territoriales comme Beckouche (1996) ou Veltz (2000), pallie jusqu'à un certain point ces difficultés théoriques en mettant l'accent sur la dimension processuelle. La métropolisation serait donc une échelle mesurant les réussites et les inégalités, échelle dont le terme 'métropole' constituerait l'indice incontestable de succès.

Au-delà de l'effet de mode, à présent quelque peu estompé, autour de ces notions, celles-ci ont eu le mérite de souligner la concurrence croissante depuis une vingtaine d'années entre les agglomérations et en leur sein. « Réalités dans le temps ou label d'avenir ? », s'interrogeait à bon droit Marcel Roncayolo à propos de la notion de métropole ; finalement, avec elle, « c'est la capacité de quelques villes françaises à entrer dans le réseau des villes européennes qui est aujourd'hui testée », « la métropole paraît moins l'expression d'une région qu'une cité susceptible de négocier son insertion dans un réseau élargi » (Roncayolo 2002 : 141, 149). Largement dépassées par les « villes globales », au sens que Saskia Sassen (1997) a donné à cette notion, ou par les grandes capitales, les agglomérations en question, touchées par la métropolisation plus que ne la maîtrisant, cherchent par l'obtention de ce label, décerné par des classements plus ou moins scientifiques ou autoproclamé par les responsables locaux, à ne pas se retrouver hors circuits. Il y a donc une part de prophétie auto-réalisante à invoquer ce qualificatif⁷²¹, et peu ou prou, aidé par les nouvelles territorialisations de l'économie, cela n'a pas été sans efficace. « A Toulouse, à Lille, ou même à Montpellier ou à Nantes, au fil des années, des vocations extraverties se sont éveillées. Elles dépassent les vieilles attractions locales. Il ne s'agit plus de primautés urbaines régionales (...). Aujourd'hui, ces identités métropolitaines

⁷²¹ Autant véhiculée par la recherche que par le monde médiatico-politique, la notion de métropole charrie cette double influence. Ce n'est pas propre à cette notion, et Yann Dalla Pria mentionne comment, plus récemment, il en va de même pour le concept de *cluster*, qui est l'une des composantes de la métropolisation, le concept lancé par l'économiste Michael Porter s'attirant ainsi les critiques ainsi de certains chercheurs (Dalla Pria 2008 : 284-285).

s'affirment comme un alliage subtil d'économie mondiale, d'art de vivre à l'échelle humaine et d'édilité médiatique bien contrôlée », remarque Marcel Roncayolo, dans *La ville aujourd'hui. Mutations urbaines, décentralisation et crise du citadin* (2001 : 742). Il existe ainsi un marketing urbain spécifique à ce type d'agglomérations françaises soucieuses de se montrer compétitives, et qui tente de compenser la relative faiblesse de leur population (entre 500 000 et un million d'habitants) ou leur puissance économique assez limitée face à des rivales européennes mieux armées et au rayonnement plus évident.

Cependant, un tel recours au marketing a quelque chose de paradoxal car il vient également suppléer une dilution des identités citadines dans une culture urbaine globalisée dont chaque entité doit se définir sur le mode publicitaire. Ainsi, « c'est au moment où les organisations territoriales perdent leur dessin physique, la netteté de leurs contours, de leurs caractères et de leurs hiérarchies, qu'un retour à l'archétype s'accomplit » ; « gigantesque interville », où « l'on se classe à coups de labels et de symboles, où le territorial s'efface derrière des logos, où le paysage se transforme en image de marque », dépeint Marcel Roncayolo, dans *La ville et ses territoires* (1997 : 215). Plus que le renouveau d'un immémorial référentiel citadin, le marketing urbain est un révélateur, parmi d'autres, de « la mort de la ville » et du « règne de l'urbain », sur lesquels insiste avec raison Françoise Choay : « la ville, comme lieu traditionnel de l'usage et de l'échange sous toutes leurs formes, disparaît rapidement », « ce que les médias conviennent de désigner sous ce nom est devenu un objet d'échange », « une marque, incidemment consacrée par la géographie, qui répercute ensemble des noms de firmes, d'architectes ou de politiciens, sous le 'logo' de mégastructures hardiment publicitaires » ; « la promotion de cet objet qui remplace un lieu absent s'appelle désormais 'marketing urbain' » (Choay 2006 : 165-198, 153). Les décideurs municipaux doivent en prendre acte. « Le marketing semble être une réponse de la ville aux forces qu'exerce la communication, par ses acteurs et ses discours, sur la ville », affirme Muriel Rosemberg qui, dans *Le marketing urbain en question* (2000), distingue ce dernier du marketing des villes. En effet, dans le contexte actuel de « société de communication », « la ville ainsi soumise à un discours qui ne procède pas d'elle (auquel nous proposons de réserver l'appellation de marketing urbain) est contrainte à l'adoption de pratiques de marketing, c'est à

dire un discours qui revêt la forme contemporaine de la communication » (Rosemberg 2000 : 67). Dans ce concours d'images et de slogans, Toulouse est toutefois restée bien plus en retrait que Montpellier la « surdouée », Nantes « atlantique », ou Lille « cœur de l'Europe ». Pourquoi cela ? Sans doute en raison de la prudence avisée du journaliste Dominique Baudis, le maire qui l'a gouverné de 1983 à 2001, mais surtout parce que sa médiatisation passe par d'autres voix que celles des politiques. Si la municipalité a lancé quelques formules, c'est une publicité de l'Aérospatiale qui s'est imposée comme icône marketing : « Toulouse pourrait s'écrire avec deux ailes », s'exclamait-elle, sur fond de toits en tuile.

Le marketing urbain excède donc celui de la municipalité, et si cette dernière opte pour une stratégie circonspecte, ce peut être aussi par manque d'audace ou par peur de mécontenter ses citoyens, *mezza voce* permettant toute latitude sonore au tapage médiatique du marketing. Puisque « la ville doit « se vendre », les élus sont peu enclins à proposer des projets urbains ou territoriaux, source potentielle de hausse d'impôts, de contentieux et parfois de conflits avec l'électeur. Ils accepteront donc facilement des produits clé en main », explique David Mangin, dans sa description des « logiques du marketing urbain » à l'œuvre dans *La ville franchisée* (2004 : 160). La pusillanimité municipale, préférant laisser à d'autres le soin de proposer des initiatives, s'associe alors à un laisser-faire teinté de conservatisme. L'un des domaines décisifs de ces enjeux est évidemment la culture. Celle-ci est de plus en plus « mobilisée pour le développement économique », « pendant la décennie 1980, les villes ont environ doublé leurs dépenses culturelles », précise Patrick Le Galès, dans son ouvrage sur *Le retour des villes européennes* (2003 : 314-315). En effet, c'est par la culture que les métropoles accèdent à la reconnaissance, et elle est particulièrement prisée par les nouvelles élites sociales. Pierre Baudis l'avait bien compris et, dans les années 1970, « activa une politique culturelle propre à séduire les « nouveaux Toulousains » (Taillefer 2002 : 298). Toutefois ensuite, son fils l'a simplement entretenu, sans impulser de nouveaux projets. Le contraste est saisissant avec Montpellier, dont la mégalomanie de son maire Georges Frêche a été à l'origine de nombreuses manifestations culturelles d'envergure, tels le Festival de Radio-France, Montpellier Danse, etc. Au cours des années 1990, Toulouse a essayé de combler son retard, mais entre-temps la frilosité de la municipalité a fait fuir la

compagnie Royal de Luxe, qui allait rencontrer de grands succès par la suite, la compagnie étant jugée esthétiquement dérangeante par les autorités municipales (Jalabert 1995 : 137). Plus récemment, ces dernières ont fait appel à Olivier Poivre d'Arvor, le frère du présentateur de télévision, pour organiser à partir de 2004 un « Marathon des mots », festival littéraire accueillant des écrivains prestigieux, et piloter la candidature de Toulouse au titre tant convoité de capitale culturelle européenne⁷²². L'épisode « Toulouse 2013 » s'est soldé par un échec, Marseille ayant été choisie, témoignant des difficultés toulousaines à crédibiliser à l'échelon supérieur ses initiatives de développement culturel.

En revanche, sa réputation en matière musicale n'a quasiment jamais faibli. Si « pendant longtemps le milieu culturel toulousain a présenté une double face : élitiste et populaire » (Coppolani 1984 : 71-72), l'offre musicale toulousaine a tendu à voir cette dichotomie s'accroître. Célèbre pour son opéra, que la baguette de Michel Plasson a hissé au rang de scène musicale internationalement reconnue, Toulouse attire des mélomanes venus de loin et suscite les convoitises des musiciens et chefs d'orchestre. Mais alors que le bel canto drainait un public socialement hétéroclite, les fastes de l'opéra du Capitole sont à présent réservés à un public élitiste. Dans les représentations du plus grand nombre, Toulouse c'est avant tout Nougaro, l'enfant du pays. Son parcours incarne à lui seul le passage à une culture urbaine globalisée : « fils de Pierre Nougaro, baryton adulé du Capitole adulé des Toulousains, Claude Nougaro a opéré un syncrétisme subtil entre les musiques africaines, brésiliennes et afro-américaines, tout en créant des textes chaleureux » chantés avec l'accent toulousain (Taillefer 2002 : 301). Derrière Nougaro, les groupes phares de la scène locale, puis nationale, ont reflété chacun à leur manière certaines des différentes composantes de l'évolution de l'identité toulousaine. Ainsi en va-t-il de Gold dont les synthétiseurs symbolisent la montée en puissance technologique de l'agglomération dans les années 1980 : « propulsé au hit-parade en 1984 », le groupe a notamment « réussi à percer grâce aux studios d'enregistrement toulousains », « comme Polygone, installé à Odysse depuis mars 1988, et qui, avec ses deux studios quarante-huit pistes et surtout l'un des rares synclaviers de France (le synthétiseur le plus perfectionné)

⁷²² Sur l'impact de cette manifestation, se reporter à *Penser la ville par les grands événements* (Masboungi 2004).

peut rivaliser avec les meilleurs centres d'enregistrement européens » (*Géo* 1989 : 141). Plus tard, le groupe des Fabulous Troubadours « occitanisent le rap » (Taillefer 2002 : 315). Et enfin, Zebda offre l'image d'une Toulouse tolérante intégrant ses minorités par son caractère festif, en « tombant la chemise », comme le chante le refrain d'un des tubes du groupe, repris en boucle au moment où la France célébrait la génération « black, blanc, beur », victorieuse de la coupe du monde de football au début de l'été 1998. Il a toutefois fallu vite se rhabiller car la participation de ses leaders d'origine maghrébine, via la liste « motivé-e-s », aux élections municipales de 2001, a contribué à la non-victoire de la gauche, alors que Baudis ne se représentait pas, une bonne partie des Toulousains ne souhaitant apparemment pas voir des « Arabes » siéger au Capitole. La culture urbaine globalisée touche plus la consommation que la politique.

Les lieux de cette consommation culturelle se territorialisent de façon plus fragmentée. Leur diffusion s'individualise, les moyens de communication (radios, chaînes de télévision, et aujourd'hui internet) permettant à chacun de se voir proposer un panel élargi de choix qu'une télécommande ou un clic déterminent. Les domiciles sont ainsi devenus les espaces potentiels, et souvent privilégiés, de cette consommation culturelle. Cependant, la présence dans une agglomération d'équipements culturels concourt à son attractivité. Le centre historique, avec ses monuments, ses musées, ses salles de spectacle, etc. jouissait de l'exclusivité de l'offre de divertissements. Mais ce monopole s'est érodé avec l'étalement urbain et l'apparition de nouveaux pôles de consommations diverses, et notamment culturelles. Sûre de son fait, la municipalité de Toulouse a tardé à réagir. A la fin des années 1980, « il a fallu que ce soit une commune de dix-sept mille habitants comme Blagnac qui crée Odyssud pour que la région puisse accueillir certains spectacles grâce à une salle de neuf cent cinquante places » (*Géo* 1989 : 140). Ce mouvement de desserrement des implantations d'équipements s'est ensuite amplifié. Des communes résidentielles, et il y a peu considérées comme périphériques, ont vu de nouvelles salles de spectacles ouvrir récemment leurs portes, tels le Phare à Tournefeuille, ou le Bikini à Ramonville, dans le prolongement du parc technologique du canal. Les cinémas constituent un meilleur exemple encore de ce phénomène. En effet, ainsi que l'a bien montré Françoise Solignac-Luans dans sa thèse sur « L'évolution de la centralité et

l'émergence de polarisations nouvelles dans les espaces urbains : le cas de l'agglomération toulousaine », les multiplexes sont, à l'instar des centres commerciaux près desquels ils se localisent en général, des éléments particulièrement structurants ; et l'installation de cinémas de ce type à Labège participe, entre autres facteurs, à lui conférer des attributs de centralité (Solignac-Luans 1995 : 313). Au tournant des années 1990-2000, Toulouse s'est employée à faire face à cette concurrence polymorphe en se dotant de toute une série de nouveaux équipements à vocation culturelle : un Zénith, une médiathèque, un musée d'art contemporain (logé dans les abattoirs rénovés pour l'occasion), alors qu'il en existait déjà un de moindre ampleur, financé par la région, à Labège depuis une dizaine d'années. Situés en bordure du centre historique, ces deux derniers lieux esquissent un élargissement de son périmètre, tandis que le nouveau Théâtre National de Toulouse (TNT), vise à redonner un dynamisme à son cœur.

Malgré tout, les différents bâtiments mentionnés ci-dessus pèchent par leur architecture, qui sans être un ratage complet, passe assez inaperçue. Spécialiste d'histoire de l'art et de celle de Toulouse, Bruno Tollon s'interroge à juste titre : « la vitalité de Toulouse va de soi, mais son architecture rend-elle compte aujourd'hui d'une politique d'envergure ? Tout se passe comme si le poids de son patrimoine historique, qu'elle est loin de toujours respecter, la paralysait dans ses ambitions les plus novatrices » (Roubaud 1991 : 48). Pourtant, l'éclat architectural des édifices de cette nature est une des pierres angulaires du marketing urbain. Les édiles les plus hardis se lancent ainsi dans de vastes projets urbains à grand renfort de communication et d'architectes de renommée mondiale. Ces derniers, s'apparentant beaucoup à des grands couturiers avec leur signature et leurs produits dérivés, donnent une notoriété à ce type de projet par le prestige de leur griffe, notoriété dont bénéficie la ville par ricochet, et qui induit bien souvent un tourisme architectural, comme le décrit Hans Ibelings dans *Supermodernisme, l'architecture à l'ère de la globalisation* (Ibelings 2003 : 28-30). Pourquoi quasiment rien de tout cela à Toulouse ? Dominique Baudis s'en explique : « en matière d'architecture, je refuse de céder au effets de mode, éphémères par définition, mais qui marquent la ville pour longtemps. Certains maires font appel à des architectes encensés aujourd'hui mais qui risquent d'être remis en cause par un effet de ressac. Personnellement je préfère faire travailler des architectes

toulousains qui ont une sensibilité très profonde de la ville » (Roubaud 1991 : 69). Cependant à force de ne pas vouloir faire de vagues par crainte du « ressac », ces bâtiments emblématiques ne viennent pas compenser une esthétique urbaine toulousaine qui s'enlise dans une certaine médiocrité, noyée par une marée de pavillons et d'immeubles à l'architecture néo-régionale kitsch.

La retenue de Dominique Baudis, à bien des égards justifiée au vu des grandiloquentes réalisations architecturales de certains maires au premier rang desquels Georges Frêche à Montpellier, masque en réalité une gestion plus que précautionneuse des deniers publics. En effet, la ville de Toulouse s'est lancée dans une politique de désendettement qui passe par la réduction des dépenses municipales et la privatisation de régies comme celle de l'eau. Ce transfert de compétence va enrichir, au détriment des citoyens toulousains, la Compagnie Générale des Eaux (CGE) qui, par une multitude de services – distribution et assainissement de l'eau donc, mais aussi participation à la télévision locale, restauration pour des entreprises dont Airbus et chaînes de restaurants, hôtellerie et agence de voyages, location de véhicules, concession des parkings de la ville, immobilier, etc. – devient un acteur majeur de l'économie urbaine locale et du quotidien de tout un chacun⁷²³. Les finances municipales s'en trouvent soulagées, le taux d'endettement passe de 21 à 7 % de 1988 à 1993, et la mairie ne manque pas de communiquer à ses administrés un article du journal *Les Echos* de 1994, classant Toulouse comme la moins endettée des cent premières villes françaises (Jalabert 1995 : 182). Toutefois, la relative avarice municipale a de fâcheuses conséquences sur ses projets urbains. Ainsi, pour des questions de coût, la construction du centre des congrès de Compans Caffarelli, initialement confiée à un architecte parisien, s'est vue attribuée à un cabinet toulousain, mais dans une « configuration réduite tant en nombre de places qu'en ambition architecturale » ; « pendant ce temps, l'Innopole de Labège construisait sa propre structure, Diagora, aidé par le Conseil Général » (Jalabert 1995 : 138). Une compétition entre des instances institutionnelles politiquement opposées se donne à lire dans le paysage urbain toulousain. Aux mains de majorités de gauche, la région Midi-Pyrénées et le département de Haute-Garonne manifestent l'importance de leurs prérogatives par l'édification d'imposants bâtiments. Le résultat est plutôt réussi

⁷²³ Jalabert fournit un schéma montrant l'emprise tentaculaire de la CGE (Jalabert 1995 : 179).

en ce qui concerne l'hôtel de région, largement plus discutable pour celui du département. Pour le coup, c'est un architecte de renommée mondiale qui conçoit ce dernier bâtiment, puisqu'il s'agit de l'américain Robert Venturi. Celui-ci semble avoir bien retenu *L'enseignement de Las Vegas* (1987), et propose une architecture éclectique, utilisant un vocabulaire appuyé et hors d'échelle, qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle de Ricardo Bofill à Montpellier. Avec une pointe d'ironie⁷²⁴, Venturi affirme avoir été, « dans le cas de l'Hôtel du département de Toulouse », « enchanté par la vitalité « multicouches » du quartier » et « intrigué aussi par la brique rose de Toulouse », apprenant « les conventions de ce bâtiment à partir des bâtiments du centre historique et du voisinage », rapporte Françoise Blanc dans son article « L'Hôtel du département de Toulouse. Une architecture américaine ? » (Blanc 2008 : 75). L'édifice marque le recours d'une institution toulousaine en mal de reconnaissance au marketing d'une architecture générique « glocalisée », exception au sein d'une agglomération qui négocie son insertion dans la culture urbaine globalisée par des voies moins politiques.



Le bâtiment du Conseil Général dont les portes monumentales évoquent l'ancienne barrière de l'octroi qui existait à cet endroit (Soulé de Lafont 2004 : 146).

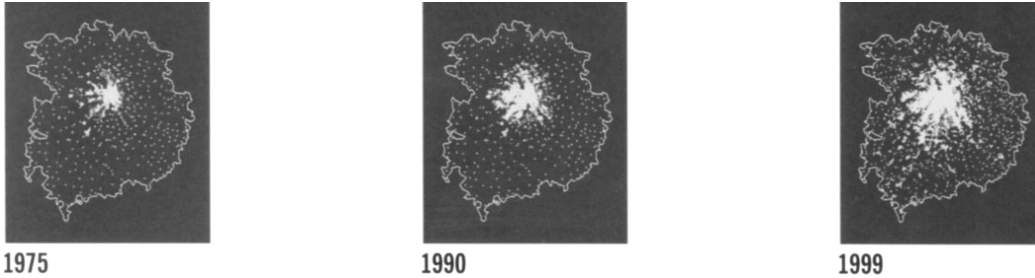
⁷²⁴ « Le maniérisme est un ordre où l'on peut dire : vous reconnaissez un ordre, ensuite vous cassez cet ordre, et vous terminez avec une signification qui peut être complexe, dissonante et ambiguë », écrit Venturi à propos de son édifice toulousain (Blanc 2008 : 72).

Si, selon la célèbre formule de Bodin, « il n’y a de richesses que d’hommes »⁷²⁵, leur gouvernance urbaine reste encore assez indécise

Toulouse a sans doute moins besoin que d’autres agglomérations de se constituer une image de marque car elle n’a qu’à laisser jouer le charme de son espace urbain et la croissance économique l’animant qui, conjointement, participent à attirer chaque année de nombreux nouveaux venus. Un afflux considérable de population, 230 300 personnes sont arrivées en provenance du reste de la France, fait qu’aujourd’hui « un habitant sur quatre est un « nouveau toulousain » », précise l’Agence d’Urbanisme et d’Aménagement du Territoire de l’aire urbaine de Toulouse, après analyse du recensement de 1999 (AUAT 2002 : 56). Prenant en compte les déplacements domicile-travail, cette dernière désignation traduit l’extension d’un périmètre urbain de plus en plus difficile à définir à l’ère de l’urbain généralisé. Toujours est-il que l’aire urbaine de Toulouse compte à présent presque un million d’habitants, la cinquième plus peuplée de France, sur une superficie de 4 000 km² (comprise dans un cercle d’un rayon de 35 km), la plus vaste des grandes agglomérations de province, formée par 342 communes dont 34 ne sont pas situées dans en Haute-Garonne, même si, *grosso modo*, l’aire urbaine correspond à la moitié nord du département. Au cours de la période 1990-1999, le taux de croissance annuel de la population a été de 1,5 %, le deuxième le plus élevé derrière celui de Montpellier (1,9 %), ce qui témoigne de sa très forte attractivité. Cependant cette croissance n’a pas touché de façon uniforme tous les territoires, la commune de Toulouse gagnant environ 30 000 personnes, soit à peu près autant que la couronne périurbaine, et deux fois moins que la banlieue, première couronne de 72 communes selon la définition de l’AUAT (2002 : 54). Des soldes migratoires sociologiquement différenciés voient 54 % des nouveaux arrivants s’installer à Toulouse, surtout des étudiants et cadres supérieurs, 31 % en banlieue, élèves de la faculté de sciences ou des écoles d’ingénieur du Sud-est toulousain ainsi que des jeunes couples avec enfant, tandis que 15 % optent pour la couronne périurbaine, principalement des familles, ces deux derniers secteurs

⁷²⁵ La formule exacte est « il ne faut jamais craindre qu’il y ait trop de sujets, trop de citoyens : vu qu’il n’y a de richesse, ni force que d’hommes » ; elle figure dans *Les six livres de la République* écrits en 1576 et publiés à Lyon en 1593 (Dockès 1969 : 96). Bodin, qui a vécu à Toulouse quelques années aux environs de 1552, y a-t-il été impressionné par l’afflux de population pendant cette période de prospérité ?

incluent également des proportions importantes de cadres supérieurs, notamment par les migrations intra-urbaines. Les conséquences de ces divers mouvements de populations sur la gouvernance urbaine sont multiples : ils contribuent à complexifier la donne électorale, et modifient les poids respectifs des différents acteurs politiques au sein d'une aire urbaine en recomposition.



1975 1990 1999
Un peuplement urbain toulousain qui se dilate et se diffuse rapidement dans toute l'aire urbaine, en particulier au cours de années 1990 (AUAT 2002 : 17).

Arrêtons-nous d'abord sur cette extraordinaire attractivité toulousaine. Elle signe un retournement anthropologique majeur car si tout au long de son histoire, Toulouse a accueilli des migrants, les raisons de leur venue n'étaient pas homologues à celles de la majorité de ceux qui, à présent, choisissent de venir s'établir dans la ville rose. En effet, si l'on met à part les dynamiques de peuplement propres à la proto-histoire et à l'Antiquité, Toulouse a principalement vu arriver des populations démunies, fuyant leur lieu de départ plus que désirant s'implanter dans la ville. Celle-ci est l'espace traditionnel où se déverse un exode rural qui concernait surtout⁷²⁶ des paysans pauvres, et elle est aussi un refuge pour des personnes en proie à des difficultés politiques, religieuses, en plus de celles économiques. Ces personnes arrivent en général avec peu de moyens, et doivent repartir de zéro une nouvelle vie⁷²⁷. Le XX^e siècle a vu se succéder de nombreuses vagues de migrations de ce type à Toulouse : antifascistes italiens, républicains espagnols, Belges, Juifs et résistants, fuyant les conflits majeurs du siècle ; rapatriés d'Algérie à la suite de l'indépendance, puis immigrés de la décolonisation, etc. Une immigration de cette nature existe encore, mais ni elle ni l'exode rural n'y représentent plus de significatifs contingents. Dorénavant, l'établissement dans l'agglomération toulousaine résulte d'un régime inédit

⁷²⁶ Mais pas uniquement, comme nous l'avons vu au Moyen Age et à la Renaissance (voir supra).

⁷²⁷ Une exception particulièrement remarquable est l'exemple du marrane Jean Bernuy, célèbre marchand de pastel, arrivé à Toulouse avec de l'argent et un solide réseau d'affaire.

d'attractivité urbaine qui éclaire sous un jour nouveau la formule de Jean Bodin, car la richesse ne provient plus uniquement de la simple présence de personnes soucieuses de travailler pour s'en sortir et que la ville consent à accepter, mais de migrants qui débarquent avec un bagage important auxquels l'agglomération tend les bras. Parce qu'elle ne recouvre plus la même réalité, le sens même de la notion d'attractivité urbaine s'en trouve profondément modifié.

Les décisions étatiques de décentralisations constituent la période charnière dans cette inversion de l'aimantation exercée par Toulouse. Souvenons-nous du mécontentement des salariés du CNES, contraints de venir s'y établir à la fin des années 1960. Mais ensuite, « les « décentralisés », comme on les appelle parfois, hommes et entreprises, étaient moins réticents à s'implanter dans une métropole qui leur offrait un niveau de services correct, s'améliorant d'année en année, dans un environnement régional agréable », indique Robert Marconis, dans « Midi-Pyrénées : déclin et renouveau » (1996 : 373). Cette attractivité nouvelle n'est pas propre au cas toulousain. En fait, « la période d'après-guerre a été particulièrement favorable aux villes des systèmes de lieux centraux, plutôt délaissées par l'urbanisation industrielle » ; alors qu'aucun grand centre industriel ne figure parmi les agglomérations dynamiques de l'Europe d'aujourd'hui, les capitales régionales ne sont « désormais plus de simples étapes dans un mouvement migratoire sélectif et progressif en direction de la métropole », elles ont « largement délaissé leur côté provincial », décrivent Lees et Hohenberg, dans *La formation de l'Europe urbaine* (1992 : 428). Nous retrouvons ici par exemple la comparaison esquissée avec Grenoble, ville dont la monographie urbaine de Raoul Blanchard, publiée en 1911, a offert un point d'appui indirect à celle de Coppolani *Toulouse, étude de géographie urbaine* (1954). L'une et l'autre ont connu des trajectoires relativement similaires au cours des deux derniers siècles, et apparaissent aujourd'hui comme les championnes des technologies de pointe et de la croissance urbaine. « Des activités rares, d'enseignement et de recherche, ont remis en valeur un lot de villes anciennement marquées par la présence d'un parlement, d'un gouvernement de province, d'une généralité ou d'une université » ; « non sans ironie, on pourrait penser que le postindustriel fleure bon l'Ancien Régime et que, somme toute, les changements urbains apportés par le XIX^e siècle et l'industrie, eux-mêmes modérés, sont plutôt mis entre parenthèses.

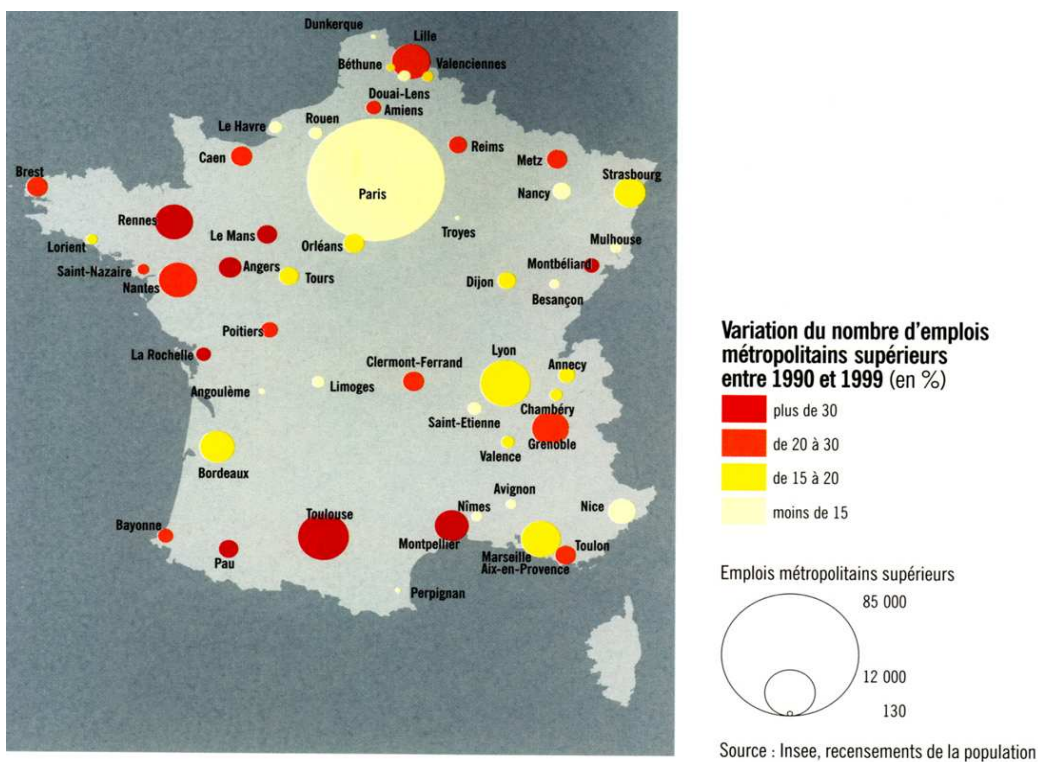
L'ordinateur, la blouse blanche, l'amphi relaient le barreau et la robe », remarque, un brin amusé, Marcel Roncayolo (2001 : 58). Cette seconde jeunesse est le fruit de l'articulation entre recherche et industries innovantes, articulation analysée précédemment, dont seules les conséquences nous intéressent ici.

L'éclosion d'un système productif moderne n'a pas été immédiate, mais une fois la dynamique engagée, elle entraîne avec elle des effets bénéfiques en cascade. A présent Toulouse fait partie, – avec Paris, Lyon, Grenoble et Montpellier –, du nombre restreint des villes comprenant plus de 10% d'emplois métropolitains supérieurs (AUAT 2002 : 108). Ces emplois, en forte progression entre 1990 et 1999 (voir ci-dessous) tirent la croissance toulousaine. Les cadres et chefs d'entreprise représentent 18 % des salaires de l'aire urbaine et concentrent 32 % de la masse salariale totale (contre 13 et 26 % pour la France), et sans eux, le niveau de revenu annuel moyen, de 18 400 euros et de 2,5 % supérieur à la moyenne française, serait inférieure à cette dernière (AUAT 2002 : 126). Cela n'empêche pas les inégalités et les disparités de condition (entre hommes et femmes par exemple), bien au contraire. « L'un des paradoxes de l'agglomération toulousaine est de voir se multiplier les emplois nouveaux – l'augmentation du nombre des emplois salariés privés a été de 12 % entre 1993 et 1998 – tandis que le taux de chômage dépasse les niveaux nationaux (14,5 % des actifs en 1999). Ce paradoxe met au jour un des problèmes les plus aigus de la technopole, à savoir l'accentuation des inégalités sociales qui se caractérise (...) par une répartition de plus en plus différenciée de la population dans la ville » (Taillefer 2002 : 313)⁷²⁸. Ainsi, les salariés les mieux rémunérés résident dans ce que l'AUAT appelle la banlieue, c'est-à-dire la première couronne élargie, où le salaire moyen est de 19 400 euros contre 17 900 à Toulouse et 17 300 dans la couronne périurbaine (AUAT 2002 : 126). Au-delà de cette différenciation assez prévisible, la grande chance de l'agglomération toulousaine réside dans sa jeunesse⁷²⁹ et dans la qualité de son système éducatif. La tranche d'âge 20-40 ans est particulièrement importante (AUAT 2002 : 62) ; Toulouse est « la seconde ville universitaire du

⁷²⁸ Sur ce processus se reporter notamment à Veltz (2000 : 42-46).

⁷²⁹ « Rajeunissement et reprise de fécondité ? C'est le cas par exemple des nouvelles zones industrielles – Toulouse par exemple » indique Marcel Roncayolo (2001 : 30). Cependant, le solde naturel, d'environ 13 pour mille, ne contribue que pour un tiers à son développement alors qu'il explique la croissance des autres agglomérations françaises, sauf Montpellier (AUAT 2002 : 54).

pays. La plus importante concentration d'étudiants en province est aussi un grand pôle de recherche et de formation des ingénieurs. L'importance du nombre des étudiants s'explique essentiellement par l'absence dans l'académie d'un pôle secondaire et par la scolarisation très importante de la population régionale, avec un taux élevé de poursuite d'études supérieures longues » (Grossetti 1995 : 107). Avec 35 % de titulaires du baccalauréat, l'aire urbaine de Toulouse se situe juste derrière Paris (36 % des Franciliens ...), et devant Lyon (31 %), Bordeaux (29 %) ; cette répartition est identique pour les diplômés du supérieur (14,8 % pour Toulouse, 16,9 % pour Paris, 12,4 % pour Lyon, etc.) (AUAT 2002 : 120). Ce haut niveau de formation de la population toulousaine constitue sa richesse.



Une métropole qui attire et crée des postes de cadres (AUAT 2002 : 109).

Si cette population singulièrement qualifiée est la chance de Toulouse, réciproquement, celle-ci « ressent le fait d'y vivre comme une chance », selon Colette Zytynicki (Taillefer 2002 : 322). C'est là le second volet de l'attractivité toulousaine. Les néo-Toulousains n'y viennent et n'y restent pas que pour des raisons économiques. D'après un journaliste de *Géo*, ces néo-Toulousains sont « ses meilleurs attachés de presse », « à l'image de ceux de Meiosys, une start-up composée à 95 % de non-Toulousains », « au moment de son rachat par IBM, ils ont posé comme condition non négociable de ne pas quitter Toulouse » (*Géo*

2004 : 171). Dans un essai publié récemment, s'inspirant de la théorie de la base qui est un avatar du concept énoncé par Sombart de « ville de consommation » (voir supra), l'économiste Laurent Davezies insiste énormément sur le fait que ce type d'attractivité, qu'il baptise « économie résidentielle », compte autant sinon plus que la compétitivité des territoires, ceux qui réussissent le mieux étant évidemment les territoires « productivo-résidentiels » « qui arrivent à combiner développement productif et attraction-rétention de revenus résidentiels », (Davezies 2008 : 52-53, 88, 65). L'économie urbaine toulousaine est vraiment dans ce dernier cas de figure, et c'est qui explique son tel succès⁷³⁰. Interrogeant des ingénieurs venus à Toulouse par choix délibéré, Michel Grossetti rapporte ceux qui ne viennent en raison d'une progression dans la carrière, s'y établissent du fait d'une « attirance pour le Sud en général », pouvant s'associer à « un refus de Paris », ces personnes soulignant la facilité de la vie toulousaine : « en une après-midi, à Toulouse, on est dans des endroits que les Parisiens ne voient que pendant les vacances » (Grossetti 1995 : 204-205). Le mot est lâché, « les vacances », l'un des enjeux de cet héliotropisme est l'idée sous-jacente d'un tourisme à l'année.

Une intuition de Coppolani entrevoyait dès le début des années 1950 comment le relatif retard toulousain, évoqué à plusieurs reprises dans cette thèse, pourrait se muer en atout. « Cet inachèvement, cet archaïsme dans l'évolution urbaine sont parmi les traits majeurs de la physionomie de Toulouse. Peut-être contribuent-ils d'ailleurs à la séduction que la ville continue d'exercer sur les immigrants d'origines très diverses : le rapprochement des formes les plus raffinées de la vie urbaine, dans cette ville de science et d'art, et d'un rythme de vie encore villageois, n'est pas sans donner à Toulouse, avec certains côtés de son climat, une atmosphère de douceur de vivre » (Coppolani 1954 : 360). Pourtant, dans le même temps il déplorait la faiblesse du tourisme véritable, et même d'un tourisme d'étape alors que selon lui un touriste lettré, artiste, archéologue aurait besoin d'au moins huit jours pour visiter Toulouse, Coppolani imputant cette faiblesse aux « déficiences de l'édilité et de l'urbanisme », à l'inexistence d'une « propagande bien faite » qui persuaderait « qu'il faut avoir vu Saint-Sernin », etc. (Coppolani

⁷³⁰ Davezies évoque pourtant Toulouse avec un certain dédain : « il faut se réjouir du succès actuel de villes comme Toulouse, Nantes ou Rennes. Mais est-ce bien prudent d'imaginer un changement d'attelage, en pleine compétition mondiale, entre les chevaux de trait que constituent nos grandes métropoles et les quelques poneys que constituent ces villes ? » écrit-il par exemple, déclassant à plusieurs reprises Toulouse au statut d'aire urbaine de seconde division (Davezies 2008 : 83-84).

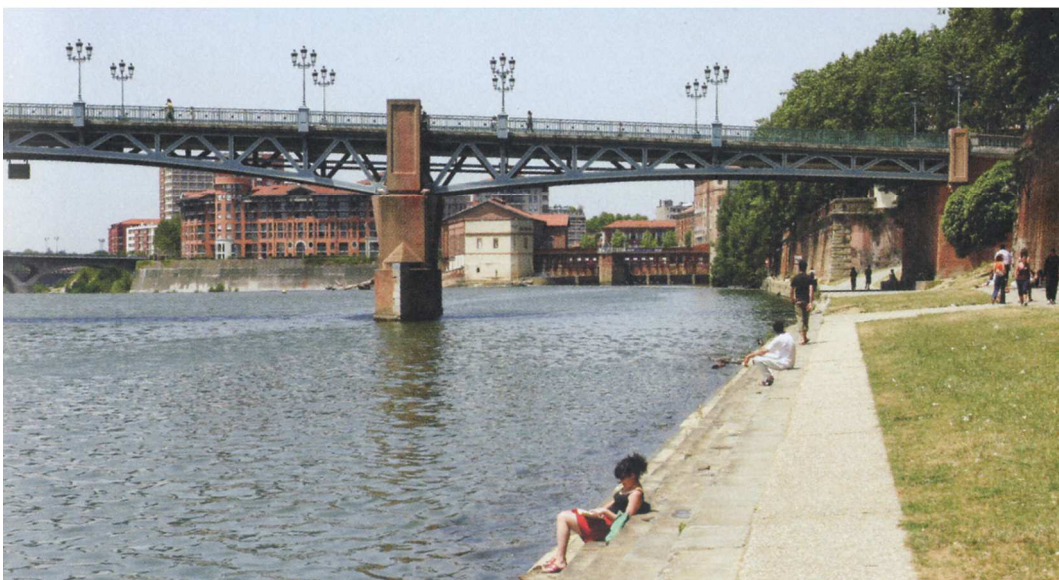
1954 : 253). Le manque d'équipement rebuterait également le visiteur, et le tourisme serait ainsi pour Toulouse à l'état de « une richesse latente » (Coppolani 1963 : 110-112), malgré le Syndicat d'Initiative, fondé en 1906, quinze ans après celui de Grenoble, le plus ancien de France (Coppolani 1954 : 252). Certes, de la même manière qu'en ce qui concerne l'énergie hydraulique, Toulouse ne présente pas de proximité avec des sites aussi remarquables que ceux qui environnent l'ancienne capitale du Dauphiné, mais son paysage régional est pittoresque tandis que mer et montagne sont accessibles à moins de deux heures. A l'instar de ceux de Grenoble, les ingénieurs toulousains ont donc à leur portée, en plus des attraits de leur ville, des destinations d'un tourisme de proximité.

Ces aspects n'apparaîtront pourtant qu'à partir des années 1970. La relation au fleuve, qui a constituée l'un des fils conducteurs de notre enquête sur les territoires toulousains de l'échange, illustre la prise de conscience intervenant à ce moment là. Source d'énergie plus que lieu de villégiature, Pierre Baudis envisagea de transformer les berges de la Garonne en voies rapides, comme à Paris. C'est alors que se créa un comité de défense et que commença à germer l'idée de leur aménagement en espace de loisirs. De station d'épuration naturelle, la prairie des Filtres devint un vaste parc au cœur du centre historique. Les arrivées de Dominique Baudis et de son adjoint Philippe Dufetelle (écologiste tendance Brice Lalonde) à la mairie prolongèrent ce processus en lançant l'opération « Garonne, les retrouvailles » : nettoyage des berges, réfection du port de la Daurade, création d'une promenade, développement des loisirs nautiques et du tourisme fluvial⁷³¹, mise en lumière des quais, héritage de l'urbanisme du XVIII^e siècle, et des bâtiments bordant le fleuve, etc. Une partie de ces derniers sont affectés à de nouvelles vocations, le château d'eau accueille une galerie de photographie, l'usine des eaux héberge le théâtre Garonne⁷³², l'arsenal de Saint des Cuisines est rénové en auditorium et salle de danse, et les abattoirs en musée d'art contemporain, que jouxte un nouveau jardin avec accès au fleuve. La Garonne se mue ainsi en nouvel axe de développement culturel, – dont la cohérence est encore loin d'être achevée –, et en vecteur d'une balnéarisation d'une ville plus terrienne que fluviale. Cette balnéarisation suppose en outre une évolution

⁷³¹ Voir aussi l'évolution des usages du canal du midi (Coppolani 1984 : 58).

⁷³² Celui-ci, récemment rénové, propose une programmation plus avant-gardiste que le TNT.

des représentations du climat, moins agréable qu'il n'en a la réputation (coups de froid importants en hiver, printemps pluvieux, étés trop chauds), et des pratiques qui en découlent, les Toulousains ayant auparavant l'habitude de se protéger d'un soleil parfois trop fort⁷³³. A présent, la nouvelle population toulousaine peut assouvir son « désir du rivage », désir dont Corbin a si bien montré la genèse dans *Le territoire du vide* (1990), et se promener ou bronzer au bord de l'eau. Cette métamorphose de l'*otium* urbain, la municipalité n'a eu qu'à l'accompagner.



La transformation des usages des berges du fleuve et le nouveau pont Saint Pierre au style rétro, inauguré en 1987 (Quesney 2007 : 184-185).

⁷³³ Coppolani remarquait ainsi la « « dissymétrie » de l'avenue des Champs-Élysées, où presque tous les cafés et les vitrines les plus fréquentées se trouvent du côté ensoleillé l'après-midi. C'est une dissymétrie exactement inverse qu'on peut noter sur la place du Capitole et le boulevard de Strasbourg, où les terrasses des cafés s'étendent presque toutes sur le ou les côtés ombragés à ce même moment » (Coppolani 1954 : 371).

La « touristication » de Toulouse doit également beaucoup au fait, qu'agglomération de taille moyenne, elle offre les avantages d'une métropole tout en continuant à susciter une certaine image de la province. Ce processus joue à plein car 19 % des néo-Toulousains viennent de la région parisienne (AUAT 2002 : 56). Cela vaut également jusqu'à un certain point pour la vitalité économique. « Une ville d'une certaine dimension peut être considérée comme une valeur productive en soi » (Hohenberg 1992 : 264), et doit donc passer le cap d'un minima en deçà duquel elle n'acquiert pas ce statut ; mais « tout se passe comme si, en ce qui concerne les relations science-industrie, les économies d'agglomération devenaient négatives au-delà d'un certain seuil », indique Grossetti (1995 : 285). Cela revient à poser la question, chère à Paul Bairoch, de la taille optimale des agglomérations (Bairoch 1985 : 442-443)⁷³⁴. Un cercle vicieux risque ainsi de s'instaurer puisque la croissance même de Toulouse en vient à diminuer les conditions qui l'ont permises. « Toulouse repousse les murs », et « doit trouver des aménagements à sa mesure » ; « rien d'étonnant à ce que les transports soient au cœur du débat. Car pour continuer à attirer les cadres, il faut mériter sa réputation de ville douce à vivre », met en garde un article du journal *Le Monde* (6 mars 2008). L'agglomération pourra-t-elle combler le temps perdu du fait de l'installation tardive des lignes de métro (1993 et 2007), et l'avance irrémédiable prise par l'automobile dans les déplacements intra urbains ? Sans doute pas. La motorisation des Toulousains est une des plus élevées de France avec 1,2 voitures ; depuis 1978, le nombre de déplacements a été multiplié par deux dans le pôle urbain (Toulouse + banlieue) et par quatre dans la seule banlieue, soit une augmentation encore plus rapide que celle de la population, sans parler de la couronne périurbaine (AUAT 2002 : 47). L'une des spécificités de l'aire urbaine toulousaine est d'avoir conservé une forte concentration de l'emploi dans sa commune centrale (60 % à Toulouse contre en général moins de 40 % dans les aires urbaines comparables) (AUAT 2002 : 94), ce qui, conjugué à un étalement en constante progression⁷³⁵, interdit aux transports en commun toute primauté. Toutefois, l'usage exclusif de l'automobile entraîne de nombreuses nuisances (engorgements du périphérique qui a connu une hausse de sa

⁷³⁴ Bairoch a consacré un ouvrage à cette question : *Taille des villes, conditions de vie et développement économique* (1977, EHESS).

⁷³⁵ Equivalente à celle de Bordeaux, la densité de l'aire urbaine de Toulouse est particulièrement faible, deux fois moindre que celles de Lyon ou de Marseille (AUAT 2002 : 66, 72).

fréquentation de 20 % en cinq ans, selon l'AUAT) ; et la dissociation plus importante qu'ailleurs entre lieux de travail et de résidence complique la mise en place d'une gouvernance commune à ces territoires.

Le « tourisme à l'année » ne favorise guère l'implication politique des usagers d'une urbanité toulousaine éparpillée. Certes, « par leur nombre, leurs compétences, leurs réseaux de relations, les cohortes d'ingénieurs, de techniciens et de cadres attirés dans cette ville pour y mettre en œuvre cette dynamique technopolitaine contemporaine constituent un atout peut-être essentiel pour assurer sa pérennité. Cela suppose qu'ils en manifestent de façon offensive la volonté, ce qui devrait les conduire à s'investir davantage dans les sphères de la décision politique », exhorte Marconis (1996 : 375). Cependant les territoires du politique coïncident de moins en moins avec ceux de l'économie « productivo-résidentielle ». Analysant le « personnel politique » des municipalités successives de Toulouse, Jalabert écrit qu'on « aurait pu s'attendre (...) à voir plus d'ingénieurs, de cadres techniques ou scientifiques dans une ville dite technopole » ; « en fait, la configuration résidentielle de ces catégories les conduit plus à intervenir dans la gestion de certaines banlieues qu'à Toulouse même » (Jalabert 1995 : 168). Ainsi le Sud-est toulousain avec Labège et le SICOVAL (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Hers), ainsi que Blagnac et Colomiers grâce à la taxe professionnelle apportée par Airbus, ont su réunir les conditions d'une harmonieuse adéquation entre sociologie électorale et représentation politique qui leur a permis de mener à bien des projets urbains à l'échelle de leur territoire. Nous y reviendrons dans la partie suivante. Ces territoires ne constituent qu'une fraction minime de l'aire urbaine toulousaine, et sont des exceptions qui n'ont que peu intérêt à partager leur riche part du gâteau urbain. A cela vient s'ajouter un clivage politique entre ces zones dirigées par la gauche ou le centre-gauche et la municipalité toulousaine de centre-droit. C'est pourquoi l'agglomération a eu le plus grand mal à se doter de structures de concertation. Aussi, « l'histoire de la planification urbaine récente de Toulouse apparaît comme celle des attentismes et des remises en question permanentes » (Coppolani 1984 : 116-117). « L'urbanisation de l'agglomération a été brutale et désordonnée, faute d'une concertation précoce et rigoureuse. Les plans d'urbanisme n'ont été mis en place, non sans mal d'ailleurs, que depuis les années quatre-vingt. Le premier

schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme a été approuvé en 1982, mais pas forcément respecté depuis. Un autre s'élabore peu à peu, tentant de rééquilibrer une agglomération tentaculaire. La difficulté à penser un avenir commun parmi les communes de l'agglomération, la faible résistance opposée par les autorités compétentes aux pressions d'une croissance rapide de la population et des activités économiques expliquent en partie l'aspect souvent anarchique du peuplement » (Taillefer 2002 : 308). Toutefois, un nouveau concept introduit dans le champ des sciences politiques pourrait permettre d'y remédier : la gouvernance.

Le temps d'une planification étatique⁷³⁶, et peut-être même celui de l'intercommunalité au sens strict, paraissent aujourd'hui bel et bien révolus. Il s'agit d'imaginer de nouveaux *modus vivendi* politiques à la mesure de l'urbain généralisé. En ce sens, *La condition urbaine* impose « un travail de couture à la fois horizontal, transversal et vertical » indique Olivier Mongin, en s'appuyant sur les travaux des italiens Alberto Magnaghi et Bernardo Secchi (Mongin 2005 : 291). C'est là l'une des manières pour la ville européenne de résister aux forces qui la décomposent, voire autoriser leur « retour », selon le scénario que propose Patrick Le Galès (2003). Dans cette perspective, celui-ci met en avant le concept de gouvernance : « à la différence du gouvernement, la gouvernance exprime précisément l'idée d'une transformation de et dans l'action publique. Elle rend compte de l'irruption de nouveaux acteurs et de l'invention de nouvelles modalités de coordination, des défis posés à l'action publique et plus généralement des enjeux de la régulation économique politique et sociale » (Le Galès 2003 : 326). La gouvernance est un concept qui répond aussi à la nouvelle sociologie économique décrite ci-dessus, et tente de prendre en compte la nouvelle urbanité, conséquence de la dilatation des aires urbaines. Elle correspond à des échanges plus horizontaux et plus transversaux, laissant plus de part aux

⁷³⁶ « En matière de gestion publique territoriale, la « modernité » n'a concerné qu'une brève période, de la fin des années 1950 au milieu des années 1970. Elle est marquée par la constitution du territoire comme objet des politiques publiques et par la définition de niveaux territoriaux d'administration compatibles avec ce projet. Cette modernité a deux caractéristiques : mettre le territoire et les structures créées pour en assurer l'administration au service du dessein national d'aménagement, les régions, les communautés urbaines et autres districts étant davantage conçus comme des relais efficaces de l'intervention étatique que comme des autorités nouvelles de gouvernement local ; affaiblir les positions des notables locaux » ; « tout se passe aujourd'hui comme si les modernes avaient changé de camp » (Estèbe, Jaillet 1999 : 13-14).

expressions de la société civile⁷³⁷. Malgré tout le concept de gouvernance reste assez flou, et il serait amusant de comparer cette évolution de la gouvernance urbaine européenne avec les impératifs de la « bonne gouvernance » imposés aux régimes africains..., car comment distinguer nettement cette gouvernance d'une forme réactualisée d'un clientélisme rendu plus efficace ? La gouvernance témoigne d'une pensée faible, mais par sa faiblesse même, autant descriptive que prédictive, elle semble être assez adaptée à l'émiettement urbain.

La gouvernance n'est donc pas un remède miracle, mais la bouée de sauvetage d'un faute de mieux. Le processus de structuration intercommunale du cas toulousain est un exemple particulièrement probant de cet aveu d'impuissance, synonyme d'indécision relative. Philippe Estèbe et Marie-Christine Jaillet, dans un article intitulé « L'agglomération toulousaine a-t-elle jamais été moderne ? Les formes du pouvoir local à l'épreuve des mutations urbaines » (1999 : 5-14), en retracent l'histoire récente : « le thème de l'agglomération et de sa structuration ne resurgit dans le débat politique local qu'à l'occasion des campagnes électorales ou dans les joutes partisans qui opposent régulièrement le conseil général (de gauche) à la mairie de Toulouse (passée à droite en 1971) » ; dans les années soixante-dix, « plus on agite la question d'une structuration formelle de l'agglomération, moins celle-ci prend forme ; en revanche, un système informel de régulation politique commence à s'établir, qui constituera la base du compromis des années quatre-vingt-dix » (Estèbe, Jaillet 1999 : 7-8). Finalement, « l'intercommunalité, comme on a pu le voir dans l'agglomération toulousaine, ne vient pas, comme un point de suture, arrêter l'hémorragie d'un morcellement territorial infini pour introduire une rationalité supérieure, elle joue plutôt le rôle d'un acteur intermédiaire », affirment Estèbe et Jaillet (1999 : 13). Cependant, celui-ci est pris entre plusieurs feux que ses composantes ont contribué à allumer. Autant que les choix de localisation des entreprises, « dans le cas de Toulouse, les rivalités entre les principales communes de l'agglomération constituent également un élément explicatif de l'organisation du territoire urbain » ; « la rationalisation du système de gouvernance urbaine de Toulouse, bien que souhaitable afin de gérer au mieux l'allocation des investissements publics, semble politiquement

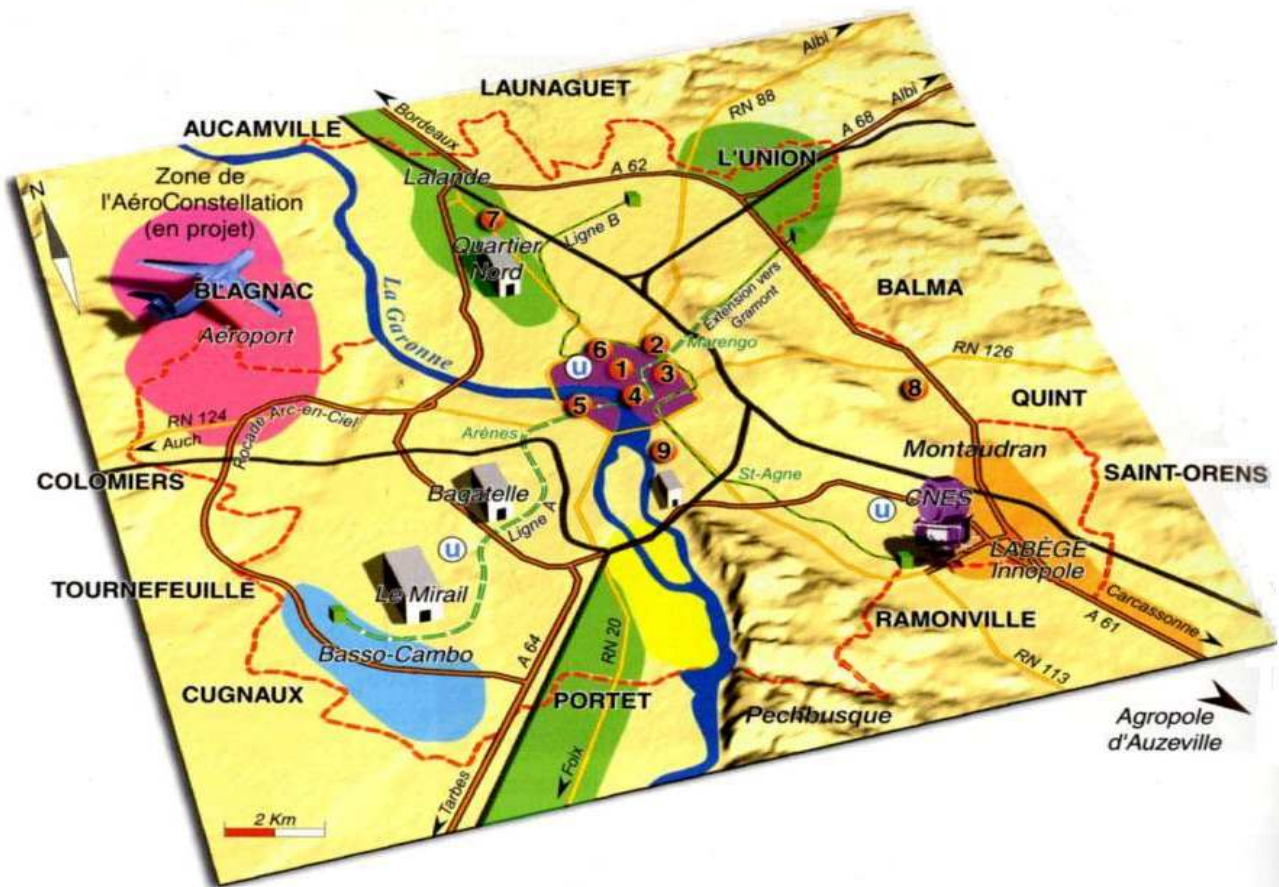
⁷³⁷ « Cela refléterait-il un « nouvel esprit des institutions » comparable au « nouvel esprit du capitalisme » ? s'interroge Yves Sintomer (Le Galès 2003 : 373), sans doute en référence à l'ouvrage de Luc Boltanski.

difficile à réaliser », constate Frédérique Leriche, dans « Acteurs publics, localisation des activités et polynucléarisation des espaces urbains : l'exemple de Toulouse » (1998 : 8-9). La « concurrence foncière organisée par les pouvoirs publics, coûteuse pour les contribuables, mais bénéfique aux entreprises » qui se voient proposés des terrains bons marchés (Leriche 1998 : 14), laisse à penser que les instances politiques locales adoptent un comportement économique, alors que dans le même temps, une entreprise comme Airbus pousse, via Blagnac, à la constitution d'une institution métropolitaine capable d'organiser les infrastructures dont elle a besoin. La gouvernance est ainsi le produit d'une époque de confusion des genres dans les territoires urbains de l'échange.

Les choses vont-elles changer avec l'arrivée au printemps 2008 de Pierre Cohen, socialiste et ancien maire de Ramonville, membre important du SICOVAL, à la tête de la municipalité de Toulouse, celui-ci réconciliant sous la même bannière d'une gauche gestionnaire, des communes auparavant politiquement opposées ? Là encore, la comparaison avec Grenoble, où « les classes moyennes de gauche de la recherche, de l'université, de l'hôpital et de la culture fournissent les bataillons d'un réseau associatif très vivant qui se retrouve derrière une gauche plus écologiste et gestionnaire qu'ailleurs » (Le Galès 2003 : 273), pourrait s'avérer pertinente. Mais d'autres configurations socio-politiques eussent été possible quand l'on pense par exemple à Hambourg, autre ville d'Airbus, où s'est mis en place une coalition entre écologistes et CDU. Néanmoins, l'enjeu de la gouvernance urbaine ne réside plus uniquement dans le cadre restreint du montage politico-institutionnel entre la commune centrale et les principaux pôles qui l'entourent. Les territoires urbains de l'échange ont toujours une longueur d'avance sur ceux du politique, car c'est à l'échelle d'une aire urbaine élargie que se déclinent les urbanités toulousaines. Marie-Christine Jaillet, Lionel Rougé, et Christine Thouzellier, montrent dans un article sur « Les modes de vie des navetteurs toulousains installés aux franges de l'aire urbaine » comment ceux-ci participent à « l'émergence de nouvelles figures de l'urbanité » : pour des raisons financières ou de simple agrément, ces personnes se caractérisent par « une dilatation de leur espace de vie, privilégiant, non pas la proximité mais la qualité de l'offre de services », expérimentant « au quotidien une nouvelle économie de vie valorisant l'expression de l'individualité et de l'autonomie » (Jaillet, Rougé,

Thouzellier 2006 : 161-173). Toute une série d'études récentes, regroupées dans un ouvrage collectif intitulé *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières* (2005), font ressortir ces traits qui correspondent bien souvent à des stratégies d'évitement différenciées socialement. La contribution de Lionel Rougé, « Les nouvelles frontières du périurbain : accession à la propriété en maison individuelle et pratiques résidentielles des ménages toulousain », décrit l'implantation de couches inférieures des classes moyennes, fuyant les grands ensembles, dans des lotissements choisis au hasard et dont ils se retrouvent captifs ; celle de Lydiane Brevard, « L'espace périurbain : un espace de nouvelles pratiques sociales et spatiales et générateur de fractures locales fortes », explique comment ces fractures sont autant sinon plus entre les différentes générations de périurbains qu'entre ces derniers et les autochtones ; et enfin celle de Stéphanie Raymond, « Des risques de marginalisation aux risques de gentrification : espaces ruraux convoités et inégalement accessibles », établit une comparaison entre les coteaux du Tarn et une vallée du Nord de la Californie, territoires tous deux successivement touchés par des vague d'installations de néo-ruraux puis de populations à fort pouvoir d'achat. Face à la flambée des prix liée à une progressive raréfaction de l'offre de logements à Toulouse et dans les communes alentours, tous ces exemples témoignent de la diffractation grandissante des territoires résidentiels vers les confins de l'aire urbaine sur un mode ségréatif. C'est pourquoi, comme l'indique un article d'Hacène Belmessous dans un numéro d'*Urbanisme* dévolu aux « enclaves résidentielles » (2004), ces zones lointaines deviennent aussi le terrain de chasse des promoteurs immobiliers désireux d'y établir des résidences fermées. Ces dernières se multiplient à un rythme frénétique dans toute l'agglomération toulousaine. Elles marquent l'entrée dans une nouvelle ère pour le politique et l'être-ensemble.

PRINCIPALES ZONES D'ACTIVITÉS ET NOUVEAUX SITES URBAINS



Ligne de métro		1	Centre Compans-Caffarelli / Palais des Sports
Ligne de métro en projet		2	Médiathèque
Limite de Toulouse		3	Gare SNCF
Route nationale		4	TNT-Théâtre de la Cité
Autoroute		5	Musée d'Art moderne et contemporain
Voie ferrée		6	Conseil général
Zone d'entrepôts, de commerces et de PMI		7	Marché d'intérêt national
Pôle aéronautique		8	Cité de l'espace
Pôle spatial et de technologies de pointe		9	Conseil régional
Pôle électronique			Université
Pôle chimique			Zone de grands ensembles (habitat social dominant)
Centre-ville			

Une agglomération multicéphale : nouvelles centralités d'une vaste aire urbaine (Taillefer 2002).

L'urbanité toulousaine depuis les années 1980,
terrains thématiques d'investigations :

1.22 *'The occitan dream'* : nouvelles polarisations et nouveaux imaginaires territoriaux

- Décollage ou décollement de l'agglomération ?
Styles de vie technopolitains

Blagnac, terre d'envol d'Airbus et usine de montage urbanistique

Labège Innopole : Carrefour, l'échangeur de l'informatique

- Relation 'toulousanité'/campagne : un malentendu auto-réalisant

Tournefeuille et Basso Cambo : la rocade Arc-en-ciel, Utopia de l'électronique et des résidences fermées

Le manège enchanté du marché forain du dimanche matin à Saint Aubin

- Commerce central en son axe principal (Nord/Sud) :
pérennité d'un flux

Cardo(s) : de la rue Saint Rome à la rue Alsace (percée « haussmannienne »)

Présentation

En quoi l'urbanité toulousaine actuelle est-elle porteuse d'exemplarité quant à l'urbain généralisé ? Par son étalement (l'une des plus faibles densités urbaines de France) sur des territoires, il y a peu, très marqués par leur ruralité, le développement de l'agglomération toulousaine paraît emblématique. Il s'appuie sur un essor démographique considérable (14 000 habitants de plus par an dans l'aire urbaine de 1990 à 1999 et 19 000 de 1999 à 2004). Du fait de leur urbanisme horizontal, les « suburbies » toulousaines font figures, par leur ampleur et leur rayonnement, d'exemples caractéristiques de la diffusion de l'urbain généralisé dans le paysage des villes européennes, même si le phénomène se retrouve partout mais sans doute avec un peu moins de netteté. La singularité du cas toulousain réside dans la rapidité de ce phénomène, amorcé depuis longtemps mais qui s'est accéléré au cours de la période postérieure à celle de l'urbanisme des grands ensembles. « Une agglomération dilatée, fractionnée parfois à

l'extrême, multipolarisée, tel est aujourd'hui le portrait de Toulouse », écrit Colette Zytnicki (Taillefer 2002 : 307). Les terrains d'investigation choisis visent donc à comprendre comment les échanges s'exercent et façonnent ce nouveau contexte, à mettre en relief l'urbanité spécifique de ces nouveaux territoires en gestation et à en saisir les conséquences sur la ville héritée. Toulouse, c'est « airbusville » comme le titrait *Newsweek* dans un dossier de juillet 2006 consacré aux dix agglomérations les plus dynamiques du monde. La zone aéroportuaire (aéroport et sites majeurs de production, à cheval sur les communes de Blagnac et de Colomiers, principalement) est donc un espace incontournable de toute investigation des territoires toulousains de l'échange. En effet, la firme européenne constitue le principal moteur de l'économie de l'agglomération. Son image de métropole dynamique a partie liée avec les bons résultats de l'entreprise. Toutefois, l'attractivité de l'agglomération toulousaine ne dépend pas uniquement de la bonne santé de son industrie aéronautique et de ses effets induits. Ce qui charme les cadres salariés de ces activités séduit également une population plus large, désireuse de bénéficier d'un certain art de vivre toulousain, comme en témoigne un numéro spécial de *Géo*, intitulé « Toulouse mode de vie » (2005).

S'adossant à un passé pluriséculaire, cette tolosanité est largement reconstruite, tant la rupture est nette entre la capitale régionale d'une province agricole et l'hypermoderne Cité de l'espace se frayant un chemin dans les réseaux de la globalisation. Urbanité consommée et fantasmagorique, la tolosanité contemporaine constitue une sorte d'*occitan dream*, conciliation improbable, sur fond d'héliotropisme, de régionalisme et de style de vie *high tech*. Simple étape d'un tourisme de passage, Toulouse est surtout une destination du tourisme d'affaire (pour 70% des visiteurs d'après P. Verger, le directeur de l'office, dans une interview au *Point*, n° 1759, juin 2006), mais plus encore un espace dévolu à un tourisme à l'année où il paraît possible de travailler dans une atmosphère détendue qui rappelle les vacances. Ainsi l'extension de l'aire urbaine toulousaine s'accompagne d'une transformation paysagère, à grand renfort de palmiers et de piscines. De nombreuses zones vertes sont l'occasion d'une pratique sportive ou champêtre au bord de lacs artificiels ou de cours d'eau. Les usages de la « ville héritée » (Wiel 1999) changent, sa partie centrale devient un pôle de loisirs et de commerce parmi d'autres. Toutes ces évolutions reposent la question des liens

entre production et consommation dans la formation d'une esthétique urbaine, esthétique qui est le ferment de l'attractivité et le cérémonial de l'échange symbolique. L'étude des formules de politesse est révélatrice des valeurs de cette esthétique urbaine. Ainsi, des expressions comme 'avec plaisir', 'profite bien', ou 'tranquille'⁷³⁸, que j'ai constaté être utilisées à Toulouse plus qu'ailleurs, révèlent un hédonisme qui se voudrait convivial, où chacun y trouverait son compte ('les bons comptes font les bons amis' !) en toute sécurité. La clôture des résidences fermées, celles-ci sont une grande spécialité toulousaine⁷³⁹, semble au premier abord contraster d'un point de vue cosmologique avec l'aérien et le spatial comme symboles d'ouverture. Ce paradoxe anthropologique n'est pourtant qu'apparent.

Les échangeurs et les centres commerciaux sont les vecteurs de nouvelles polarisations urbaines. La motorisation des vies urbaines modifie en profondeur les échelles des territoires des échanges. La magie de l'*occitan dream* est celle des grandes surfaces : pour consommer bien sûr⁷⁴⁰, mais aussi pour se déplacer, produire⁷⁴¹ ou demeurer. L'autoroute est un canal décisif de la diffusion discontinue de l'urbain. Des pôles d'échanges se territorialisent en fonction de ces axes et les rocade jouent alors le rôle de centre de gravité de l'agglomération, quant aux péages, ils font office de portes. L'*edge city* de Labège Innopole illustre à merveille cette géographie économique avec son centre commercial, son centre de congrès et ses activités tertiaires de pointe. Quasi enclave à accès autoroutier située à proximité du péage de Toulouse Sud, elle trouve son pendant de l'autre côté de l'échangeur du Palays avec le parc technologique du canal. Ces dispositifs engendrent une urbanité où les échanges circulent à plusieurs vitesses : l'économie des inégalités s'articule à ces mobilités différenciées. La dénommée rocade Arc-en-ciel reflète cette ségrégation opérée par les infrastructures de transport. En effet, le mot rocade, – issu du persan '*ruh*', désignant un mythique et

⁷³⁸ L'usage du mot provient peut-être d'un occitanisme conscient ou non, puisque '*tranquillo*' fait partie du parler toulousain, d'après Bernard Morenx et Robert Razou, dans *Les mots de Toulouse* (2000 : 560), Toulouse, PUM. Cet usage ressemble en tout cas beaucoup à celui du '*tranquile*' en italien, de la même manière que l'expression 'avec plaisir' s'apparente au '*con piacere*'.

⁷³⁹ Selon François Madoré, « c'est à Toulouse que la fermeture atteint son paroxysme, touchant près de la moitié (46 %) de la production locale », l'agglomération faisant figure de « principal foyer émetteur de l'innovation » dans ce domaine, sous l'impulsion du groupe Monné-Decroix (Madoré 2004 : 45).

⁷⁴⁰ Le Carrefour de Portet-sur-Garonne, avec ses 25 000 m², a été pendant longtemps le plus vaste de France, et l'un des plus grands d'Europe (voir supra).

⁷⁴¹ L'usine de montage de l'Airbus A 380 est présentée comme la plus grande d'Europe.

gigantesque oiseau de proie, avant de passer au vocabulaire des échecs (c'est la tour), puis au registre militaire (via l'action de roquer) pour décrire le contournement d'une ligne de front – est un terme ambigu puisque cet axe raccourcit plus qu'il ne détourne et devient de la sorte une voie principale et en aucun cas secondaire. Cette rocade Arc-en-ciel est ainsi une route directe reliant la zone aéroportuaire au secteur de Basso Cambo (électronique, Météo France et résidences fermées) et à la banlieue résidentielle de Tournefeuille. Elle constitue un doublon huppé de la rocade ouest, qui traverse les cités mal famées du Mirail, et est davantage encombrée. Pouvoir aller rapidement travailler ou rentrer vite chez soi est un facteur décisif quand on souhaite vivre dans le cadre verdoyant d'une campagne devenue l'évocation d'un imaginaire urbain.

L'*occitan dream*, dans sa composante occitane, repose sur l'idée d'une harmonie immémoriale entre Toulouse et ses campagnes. Le commerce et ses architectures puisent dans cet imaginaire teinté de régionalisme, que ce soit pour vendre du logement, une place de cinéma ou des fruits et légumes. Le phénomène s'applique autant aux commerces de périphérie qu'à un marché forain de centre ville, avec des modalités un peu différentes. Le parking est plus compliqué et plus onéreux au centre historique, mais son cachet reste inégalé et son ambiance décontractée difficilement imitable. L'opération « Vélô Toulouse », le « vélib » local au nom occitanisé par l'accent sur le « o », est plébiscité par nombre de Toulousains ; il offre un mode déplacement doux à la mesure de la tranquillité recherchée. Les chaînes de magasins ont bien cerné ce pouvoir séducteur du centre historique, et, en dépit d'un prix du foncier plus élevé, y tiennent boutique, prestige oblige. Le centre ville sert aussi de produit d'appel pour l'ensemble de l'agglomération. La pérennité de sa fréquentation ne doit néanmoins pas occulter le caractère relativement anti-citadin de l'*occitan dream*. Fuir la ville, sa densité et la promiscuité qui en découle, revient cependant à diffuser l'urbanisation⁷⁴². L'*occitan dream* est, malgré lui, un rêve d'urbain généralisé

Il n'est pas si aisé de faire de ce type de terrains des objets exotiques, réquisit de toute démarche anthropologique, tant ils ont été prompts à imprégner nos pratiques et nos représentations. Dans ces conditions, il est indispensable de les

⁷⁴² « Le refus de la ville moderne crée la ville moderne » (Degoutin 2006 : 239).

appréhender d'une manière oblique afin qu'ils perdent leur familiarité. Un usage décalé des territoires urbains toulousains de l'échange implique une approche délibérément inhabituelle. Puisque la moitié des terrains choisis est conçue pour un accès automobile, une façon instructive d'y parvenir est d'accomplir le déplacement jusqu'à eux en marchant⁷⁴³, tel un arpentage avec un arpent désuet. Cela permet de les aborder à revers, avec un rythme ralentissant et approfondissant l'observation. Ce regard distancié est alors favorable à des prises de vues photographiques⁷⁴⁴ qui constituent un bloc notes visuel et nourrissent la réflexion. En outre, la fatigue entraînée par l'excursion pédestre donne à voir les pôles commerciaux comme de luxuriantes oasis où il fait bon se ressourcer ; mais la frugalité consommatoire est de rigueur pour que le raid demeure infamilier et l'attention soutenue⁷⁴⁵. D'une manière générale, les jeux de l'échange doivent être envisagés avec le plus grand sérieux. Une enquête, même quelque peu impressionniste, s'inspirant entre autres de l'anthropologie de l'échange, doit appréhender chaque transaction, achat ou conversation, avec une conscience aiguë. Cela vaut a fortiori dans le contexte du centre historique où ce sont précisément les significations symboliques des échanges, bien davantage que leur cadre⁷⁴⁶, qui se sont transformées.

En ce sens, les terrains sont davantage des thèmes territorialisés par les échanges que des lieux d'où ceux-ci proviendraient. Les contours des terrains sont donc flous, et parfois géographiquement discontinus⁷⁴⁷ ; ils s'organisent à partir de questions qui trouvent une résonance particulière à des moments et des endroits donnés, s'incarnant dans certaines institutions. A chaque question correspond deux terrains complémentaires de façon à fournir des éclairages pluriels sur un phénomène convergent, à montrer différentes facettes de l'exercice des échanges

⁷⁴³ « Marcher dans la ville est une opération simple. En revanche, il est beaucoup plus complexe de réussir à en identifier les caractères changeants et de les faire émerger » rappelle Bernardo Secchi (2006 : 115).

⁷⁴⁴ En l'absence de référence dans la légende, les photographies sont de moi. J'ai cherché à faire ressortir le bleu du ciel autant que possible car il fait toujours beau pour l'*occitan dream*.

⁷⁴⁵ Il faut distinguer ici ces excursions urbaines de la dérive situationniste car, si les excursions laissent une place à l'aléatoire, elles ont un objectif bien déterminé.

⁷⁴⁶ Cependant, il faut souligner que le cadre, architectural et urbain, participe lui aussi à la signification symbolique de l'échange.

⁷⁴⁷ « L'espace de l'agglomération est fragmenté et contrasté, avec des zones concentrant beaucoup plus que d'autres les couches sociales correspondant à notre population, mais aucune de ces zones n'a suffisamment d'homogénéité et d'autonomie pour qu'on puisse en faire le cadre spatial des analyses », indique le sociologue Michel Grossetti (1995 : 255).

dans l'agglomération. Le choix des terrains s'est effectué après avoir sillonné les communes de Toulouse et de la première couronne à pied. N'ont été retenus que les territoires spatio-temporels qui expriment le mieux à la fois l'évolution de l'agglomération toulousaine et sa spécificité à l'échelle européenne. D'autres territoires d'enquêtes, et donc d'autres problématiques, s'avèrent présenter un intérêt évident quant à l'urbain généralisé : les franges de l'aire urbaine. Toutefois celles-ci sont d'un accès plus difficile d'un point de vue pédestre, précisément du fait de leur caractère éparpillé, et s'éloignent trop du « croissant dynamique Nord-ouest/Sud-est » (Taillefer 2002 : 312). En outre, les centres commerciaux, espaces paradigmatiques des territoires urbains de l'échange, ne se situent pas dans cet urbain diffus, mais à l'interface entre ce dernier et la « ville héritée ». En effet, il ne faut pas non plus négliger le centre historique qui joue un rôle renouvelé dans l'appareillage commercial de l'agglomération multipolarisée. En 1963, Coppolani affirmait : « l'originalité de Toulouse réside surtout en trois points : la présence de grands magasins et de commerces de grand luxe ou très spécialisés, marque de la grande ville ; le rôle considérable joué par les marchés de plein air, trait à la fois méditerranéen et rural, qui témoigne d'un certain archaïsme dans les structures et les habitudes ; enfin la place très importante tenue par le succursalisme dans la vente au détail » (Coppolani 1963 : 78-79). Trente ans plus tard, « la capitale de Midi-Pyrénées avec un ratio de 820 m² de surfaces pour 1 000 habitants (uniquement les magasins supérieurs à 400 m²) doublait la moyenne nationale » (Weissberg 1999 : 38)⁷⁴⁸. Que s'est-il passé en quelques décennies dans l'urbanité commerciale toulousaine ? Les « boîtes » (Péron 2004) ont-elles tout balayé par leur implantation ? Loin s'en faut ; une recomposition plus globale et plus subtile associe aujourd'hui les consommations post et hypermodernes, celles s'effectuant dans les nouvelles polarités urbaines à celles du centre historique ; et les terrains choisis comportent un certain nombre de recoupements dans leurs usages urbains.

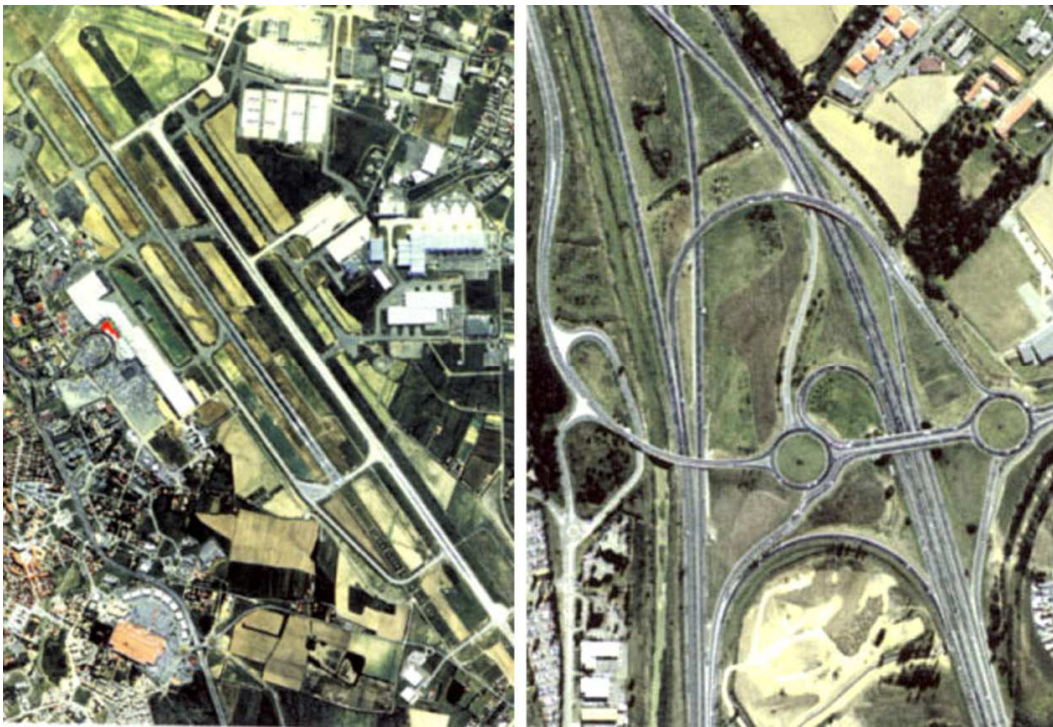
⁷⁴⁸ Un tableau intermédiaire de l'évolution de l'appareil commercial est fourni par les pages qui lui sont dévolues dans *Toulouse et son agglomération* (Coppolani 1984 : 60-65).

-1 : Décollage ou décollement de l'agglomération ? Styles de vie technopolitains

L'échangeur du Palays et l'aéroport de Toulouse Blagnac sont ici les deux centres de gravité de ce questionnement sur le développement économique et les processus d'autonomisation territoriale. A chacun de ces deux centres sont associés des activités *high tech* et des centres commerciaux. Des styles de vie spécifiques y sont aisément décelables par une observation à certaines heures et en certains lieux : lorsque les infrastructures routières sont saturées aux entrées et aux sorties des sites de production, matin, midi et soir ; au moment des repas dans et autour des centres commerciaux. Il est alors facile de s'apercevoir que ce ne sont pas des banlieues périphériques, mais des pôles structurants de l'agglomération⁷⁴⁹. Leurs usagers peuvent très bien ne vivre que d'eux, et ne se rendre qu'en de rares occasions au centre historique. Ces urbanités de pointe revêtent néanmoins des formes différentes à Blagnac et à Labège. Dans les deux cas, il s'agit d'interroger la relation production/consommation, relation qui se donne à voir ici et là dans un même territoire, ce qui n'est pas si fréquent. Elle s'articule de façon très directe à une autre thématique, celle associant les transports aux technologies. Il faut souligner le rôle des transports militaires dans le développement des deux zones. Labège et Blagnac se situent sur le tracé d'anciennes voies romaines (vers Narbonne et vers Lectoure), routes qui servaient davantage au transport des troupes qu'à celui des marchandises ; avec la modernité, les activités qui s'y sont déployées ne sont pas sans lien avec l'armée, puisque l'aéronautique et le spatial procède notamment d'une demande militaire. La fonction défensive de l'agglomération toulousaine ne s'oppose donc pas à sa mise en relation, et au contraire cette fonction s'appuie et confère son ampleur à des axes architectoniques qui structurent Toulouse depuis sa création. Rosemary Wakeman préconise deux manières pour arriver à Toulouse : en venant du Sud, par la route de la Méditerranée, celle qui a présidé à la fondation de la ville ; et, de Paris, en avion, en survolant l'agglomération, laissant apparaître la couleur rose du centre historique (Wakeman 1997 : 11-17). Ces deux modes de transports génèrent

⁷⁴⁹ « Les communes de Labège et Blagnac forment ce que l'on peut nommer des néo-centres. Elles abritent des sièges sociaux d'entreprise, des centres commerciaux et leurs annexes, des établissements productifs, des centres de formation et d'enseignement, des équipements culturels et des infrastructures de congrès. Elles prennent pleinement part à la recomposition de la centralité urbaine en devenant de nouveaux pôles d'attraction et de convergence », confirme Françoise Solignac-Luans (1995 : 267).

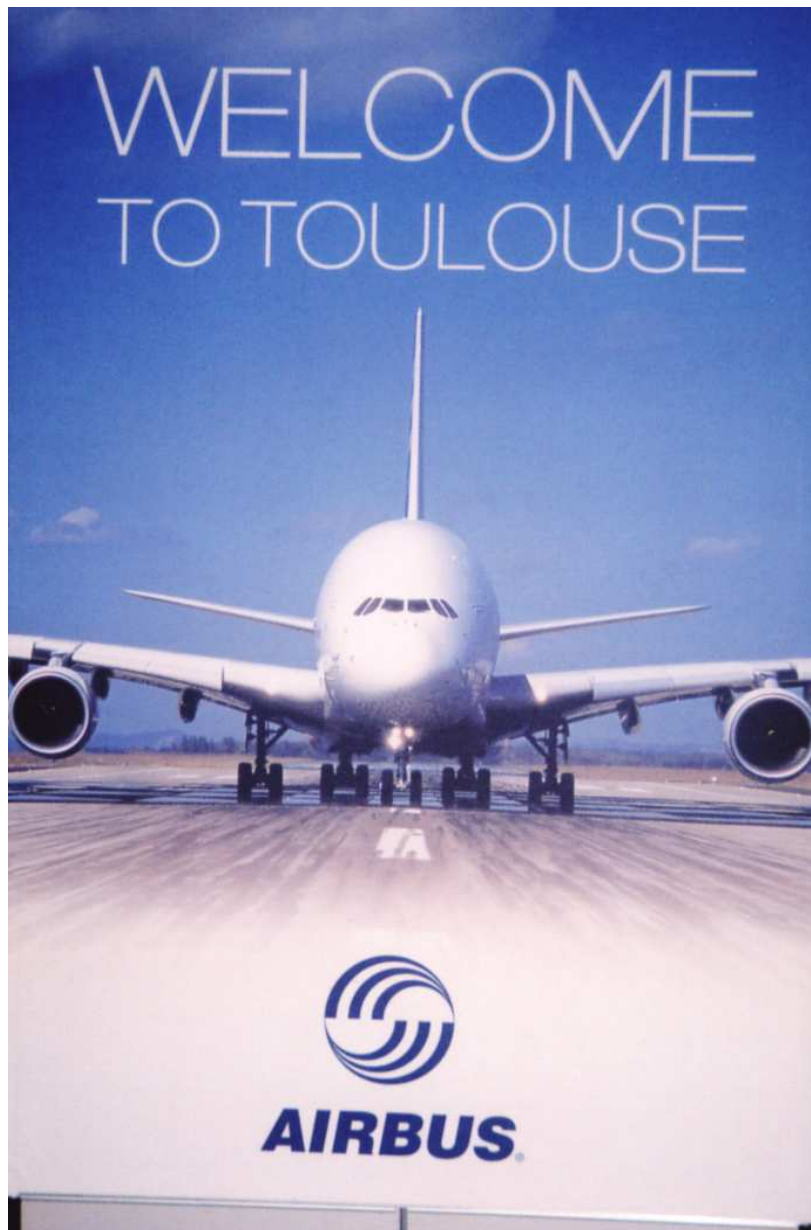
chacun des nœuds des territoires toulousains de l'échange, nœuds dont la démesure de leur emprise au sol illustre le changement d'échelle des mobilités.



Photos aériennes de l'aéroport et de l'échangeur du Palays (AUAT 2002 : 41).

Ces deux nœuds interrogent les relations entre porte et échange à l'ère de l'urbain généralisé. La notion de porte contient en elle-même une dimension implicite d'échange. En latin, port et porte sont le masculin ('*portus*') et le féminin ('*porta*') d'un mot unique désignant le passage, et plus particulièrement celui à travers les murailles d'une ville, par opposition à '*fores*' qui est celui à travers les murs d'une maison ; le mot 'port' ne se spécialise dans son sens maritime qu'au XI^e siècle, exception faite de son emploi indiquant les cols pyrénéens (Rey 2004 : 2851). Nous avons déjà insisté sur cette symbolique de la porte, et sur la manière dont elle confère un sens aux échanges citadins, mais il est opportun de se souvenir qu'au Moyen Age, qu'à la suite de l'usage du mot '*portus*' dans la langue administrative de l'Empire romain, le port désigne « non point un port de mer, mais un endroit clôturé servant d'entrepôt aux marchandises » ; ces lieux d'étape et de transit, où à la différence des foires les échanges sont ininterrompus, vont se multiplier avec la renaissance commerciale et urbaine du X^e siècle, à telle enseigne que dans les langues anglo-saxonnes le mot 'port' en vient à servir à nommer la ville elle-même, ainsi que la rapporte Pirenne dans *Les villes du Moyen*

Age (1992 : 106-107). Plus profondément, en tant qu'il échange sans cesse, l'humain peut être appréhendé à l'aune de cette notion. « La porte devient alors l'image du point frontière où l'homme, en permanence, se tient ou peut se tenir », comme le suggère Simmel (1988 : 165). Une étude qui s'intéresse à l'anthropologie des échanges urbains doit donc accorder la plus grande attention à ces points cardinaux que sont l'aéroport⁷⁵⁰ et l'échangeur, et c'est à bon droit que ces derniers sont les portes d'entrée de notre enquête.



Affiche de bienvenue à Toulouse (en anglais) présentée à l'aéroport.

⁷⁵⁰ Un anthropologue « des mondes contemporains » comme Marc Augé s'est attaché à décrire ce type d'espaces, mais peut-on s'en tenir à l'idée que ce sont des « *Non-lieux* » (Paris, 1992) ?

Pour des raisons évidentes, l'image de Toulouse se joue, pour une part, à l'aéroport de Blagnac. Le poids des activités aéronautique et d'Airbus sont tels qu'en dépit d'un trafic aérien relativement limité, – car avec six millions de passagers par an (3,8 pour le trafic national et 2,1 pour celui international,) ce n'est que le sixième aéroport français –, l'aéroport se doit d'être une devanture apprêtée ; un peu comme la gare d'une grande ville du XIX^e siècle où des trains étaient fabriqués, ou dans laquelle en tout cas ils jouaient un rôle économique majeur⁷⁵¹. Créé en 1939, l'aéroport de Blagnac est doté en 1978 d'une nouvelle aérogare (l'actuel Hall B) capable de recevoir 2 millions de voyageurs. La forte croissance du trafic, en particulier avec Paris puisque le chemin de fer ne reliant les deux agglomérations qu'en cinq à six heures, conduit à la construction de deux terminaux supplémentaires (les Halls A et C), l'ensemble formant un bâtiment en demi-cercle à l'architecture moderniste. Cette esthétique est importante en ce qu'elle donne au visiteur venant à Toulouse pour la première fois l'impression d'une métropole dynamique et cohérente. Mais les 8,5 millions de passagers prévus à l'horizon 2015 amènent les responsables à ne pas en rester là et à décider l'agrandissement de la structure aéroportuaire⁷⁵², engageant des travaux de 2006 à 2009 afin d'offrir de meilleures prestations aux clients (nouveau Hall D et réaménagement du Hall B, amélioration du traitement des bagages et de l'accueil des enfants non accompagnés, parkings avions). L'innovation la plus visible consiste en la création de deux espaces consacrés au shopping, l'un de 1.600 m² de boutiques en *Duty free* dans le nouveau terminal, et l'autre par l'extension des commerces existants dans un cadre architectural reconçu (672 m²), personnalisant les vitrines par la colorimétrie, le graphisme et la lumière. Le développement de la fonction commerciale de l'aéroport se manifeste par l'inauguration en 2007, après 600 000 euros d'investissements, de 12 enseignes (au lieu de 5) qui proposent leurs produits et services aux voyageurs pressés. La principale originalité tient, en plus de la bijouterie, dans la présence d'une galerie d'art. La galerie marchande aéroportuaire est aussi un lieu privilégié pour acheter des cadeaux-souvenirs à la dernière minute : ramener de l'aéroport des produits d'un terroir élargi (Ducs de Gascogne, L'Occitane), ou un maillot du Stade Toulousain, dans la boutique du

⁷⁵¹ Dans les villes françaises, on peut songer par exemple à Lille et à sa gare de Lille-Flandres.

⁷⁵² Voire l'implantation d'un nouvel aéroport vers une zone plus éloignée de Toulouse, projet suscitant de nombreuses polémiques, et qui sans être abandonné, est en suspens ; le site de Blagnac ayant l'avantage de son image construite par la proximité d'Airbus.

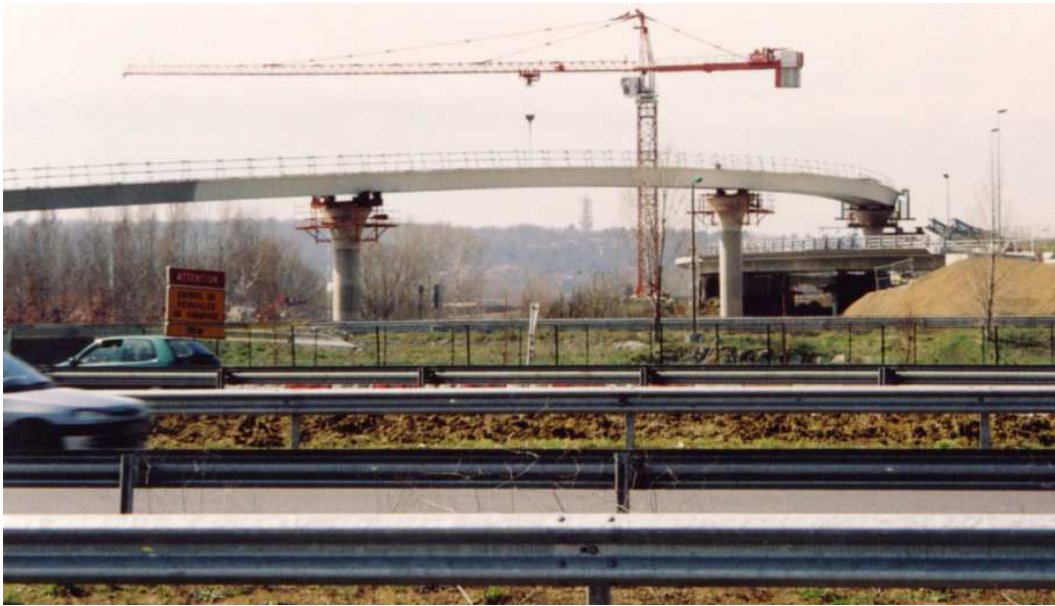
club de rugby du même nom... La porte d'entrée ou de sortie aérienne de l'agglomération vend de l'imaginaire toulousain.

Il n'en va pas ainsi de la porte autoroutière. Bien qu'un projet de Port Lauragais, « à vocation touristique (aire de repos, port fluvial et centre culturel Riquet) » (Coppolani 1984 : 58), semble avoir été envisagé auprès de l'échangeur de Labège, il n'a jamais vu le jour. La porte autoroutière ne présente aucune image forte de Toulouse, autre que celle de son paysage mité par les entreprises et dominé par la colline de Pech David, comme si l'échangeur était le symbole d'une certaine neutralité axiologique. Cela paraît rejoindre les considérations poético-philosophiques de Michel Serres qui, dans son *Atlas* (1994), écrit à propos de l'échangeur : « quittons donc le droit chemin : quand nous voulons changer de direction, sur une autoroute, nous sortons par échangeur. En forme de trèfle à plusieurs feuilles, de courbure, de raquette, d'entrelacs aux fils noués, ses virages de rosace nous feraient tourner la tête, de sorte que, sans panneaux indicateurs, nous perdrons notre route initiale sans trouver celle que nous désirons emprunter. Désirez-vous prendre à gauche ? Allez sur la droite ! Je viens d'appeler cela contre-sens ou faux sens. Il en est souvent ainsi en mathématiques, où, pour obtenir un invariant, il faut chercher des variations subtiles et souvent croisées dans des lieux divers : alors, o merveilles, la somme des torsions variées de détail tombe sur la constante globale et droite. Immobile et animant des mouvements de rotation, le manège ou carrousel de l'échangeur n'a-t-il aucun sens ou tous les sens ? En lui et par lui, nous en choisissons un parmi d'autres possibles. (...) Ici, un bouquet de courbes apparaît, vu de près, sur le même lieu, où l'on peut, en tournant, partir vers d'autres directions : toutes ? Excellamment nommé, l'échangeur verse-t-il vers l'universel ? (...) Qui sommes-nous, lorsque nous passons sur cet échangeur ou nœud routier ? Des échangeurs vivants, des bouquets de sens. (...) Entre le même et l'autre, le loin et le proche, nous l'expérimentons en nos transports, il existe un tiers lieu universel : immense monde transparent où circulent les échanges, axe espace blanc où la distance supprime son écart par la liaison, où les mouvements paraissent en repos, nœud de fils, échangeur de routes, hésitation avant de traduire, moment suspendu des changements de phase, mélange, alliage, métissage... ce monde forge-t-il le métal, trame-t-il le tissu, nourrit-il la chair de l'humanité... » (Serres 1994 : 27-30). Transparence de

l'échangeur pour Serres, le nœud autoroutier n'en constitue pas moins un sérieux obstacle pour ses usagers, et en ce sens, retrouve la fonction de porte urbaine.

A la différence de l'aéroport de Blagnac, l'échangeur du Palays et le péage qui le jouxte jouent un rôle intra-urbain, ce qui rapproche davantage encore ce double sas des portes de ville, car celles-ci comportaient une fonction intercitadine, que la campagne entrecoupait, et interne à l'agglomération qui débordait toujours un peu de ses murailles, un peuplement venant se fixer au niveau des portes. A une échelle toute autre, l'échangeur et le péage du Palays : une nouvelle porte Narbonnaise ? La question mérite d'être posée. « Fonction de porte que celle des échangeurs ? », se demande Marielle Fauré dans un article intitulé, « Les portes de ville à Toulouse : terminologie ancienne, réalité actuelle » (1999). « Dans bien des cas, sans aucun doute pour l'utilisateur qui doit les franchir aux heures de pointe. Le cas de l'échangeur du Palays (...), au contact de trois communes, en est l'illustration la plus discutée aujourd'hui » ; « le péage sur l'autoroute ne permet d'écouler au-delà de la frontière toulousaine les flux de résidents qui quittent la ville vers la périphérie sud-est, celle qui selon l'INSEE s'est le plus accrue récemment. Néo-porte bloquée aux heures de pointe... alors que la fonction de l'échangeur est celle d'un franchissement fluide », le péage étant quant à lui un « nouvel octroi » (Fauré 1999 : 56, 60). Il faut souligner que l'échangeur du Palays, « bien qu'aménagé en double rond-point », « cumule les trafics de sortie et d'entrée de l'autoroute, de desserte du centre-ville, des quartiers et banlieues du Sud-est, du trafic interbanlieues, des échanges entre zones d'activités installées de part et d'autre de ce carrefour (20 000 emplois) » (Jalabert 1995 : 120). Bien plus que ce qu'il pouvait distribuer. Aussi, les pouvoirs publics se sont employés à résoudre ce problème. Après 5 ans de travaux et avec 4 millions d'euros financés dans le cadre du plan Etat-Région, associant aussi le Département, la communauté d'agglo, le Sicoval et ASF, un « toboggan » est mis en service le 28 septembre 2007, « le bouchon du Palays a sauté » (*La Dépêche*, 21 novembre 2007). Il ne reste plus aux automobilistes qu'à s'amuser avec ce cadeau très cher payé⁷⁵³.

⁷⁵³ Le trafic est passé de 43 000 véhicules en 2005 à 54 000 en 2007. Il y avait jusqu'à une demi-heure de bouchon, celui-ci remontait parfois sur 8 km pour accéder à Labège, l'échangeur du Palays était devenu « le plus important point noir de l'agglomération ». Mais la somme dépensée pour le gommer représente l'équivalent des deux tiers de la participation cumulée des collectivités locales à la régie de transport public toulousain (Tisséo) ; de quoi laisser songeur...



Le « toboggan » en construction, il permet de glisser directement de la rocade vers Labège, grâce à lui l'échangeur va moins faire figure de goulot d'étranglement.

De telles prodigalités publiques répondent au souci de satisfaire l'électeur motorisé, mais témoignent également du poids des voitures dans l'économie toulousaine. Combien faut-il d'automobiles et de vies particulières pour construire un avion ou une navette spatiale ? Il serait ainsi possible de construire une « marchandise-étalon » faite d'automobiles et d'ordinateurs suivant la méthode proposée par l'économiste hétérodoxe Piero Sraffa dans *Production de marchandises par des marchandises* (Sraffa 1999), tant l'économie urbaine toulousaine repose sur les déplacements de ses salariés en voiture individuelle, et tant les facteurs de production baignent dans l'informatique. En effet, comme le montrent les cartes ci-dessous, Blagnac et Labège génèrent de nombreux flux automobiles (86 et 89% des actifs travaillant dans ces communes s'y rendent en voiture particulière, et effectuent en moyenne 9,9 et 11,5 km), surtout en provenance de l'Ouest toulousain pour l'un et du Sud-est pour l'autre, notamment car ce sont des territoires productifs très mal connectés aux réseaux des transports collectifs, même s'il existe des projets de tramway (ligne E en cours de réalisation, devant desservir le nouveau quartier Andromède) et de prolongement de la ligne B du métro (depuis Ramonville vers Labège Innopole). La part importante du service aux entreprises (28 et 41%) indique implicitement le recours massif à des sociétés sous-traitantes, en particulier dans le secteur informatique. Certains ingénieurs SSII ont ainsi été amenés à travailler dans une

commune puis dans l'autre. Cependant la comparaison esquissée ici entre les deux pôles n'est pas possible à tous les niveaux : Blagnac compte bien plus d'habitants, et son entreprise phare, Airbus, est bien plus médiatique, que les nombreuses petites et moyennes entreprises de Labège, qui est surtout la tête de pont du SICOVAL, communauté de communes du Sud-Est toulousain ; tandis que Blagnac est presque une communauté de communes à elle seule, et sa population assez aisée est toutefois socialement plus mixte qu' autour de Labège.

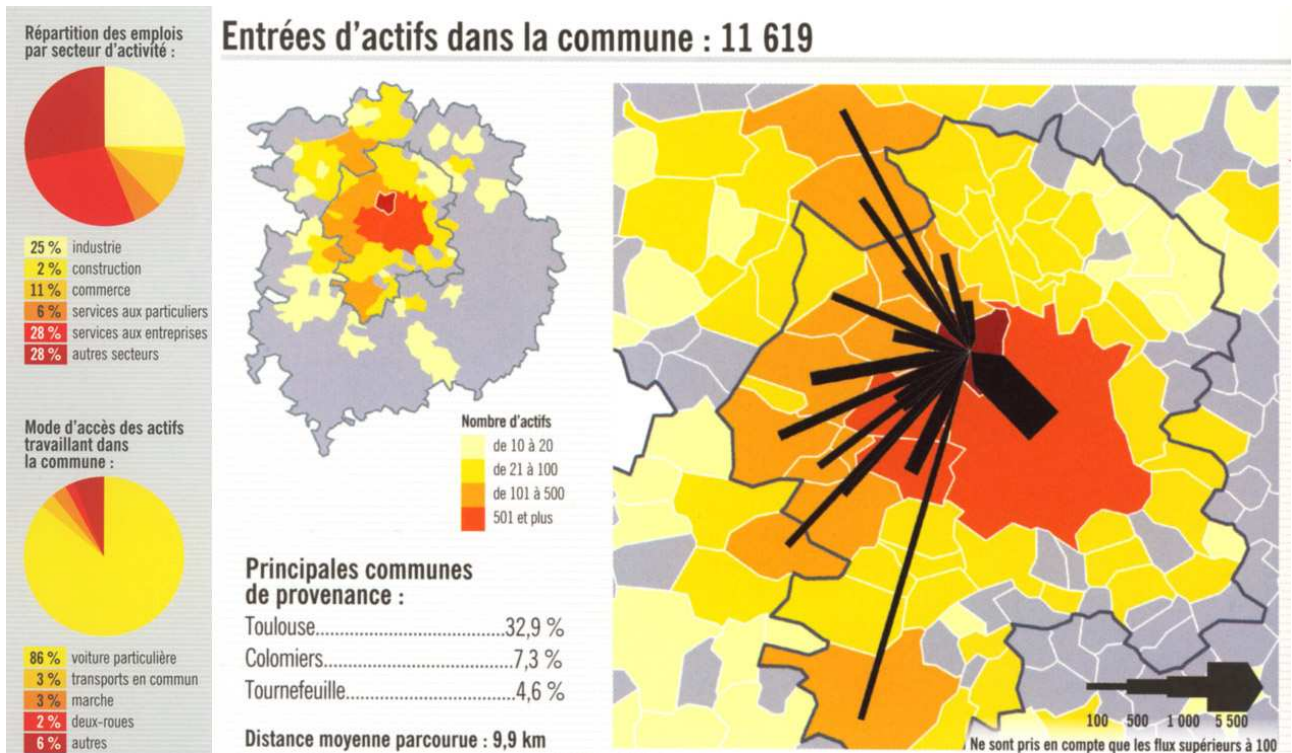


Combien de voitures pour un avion ?

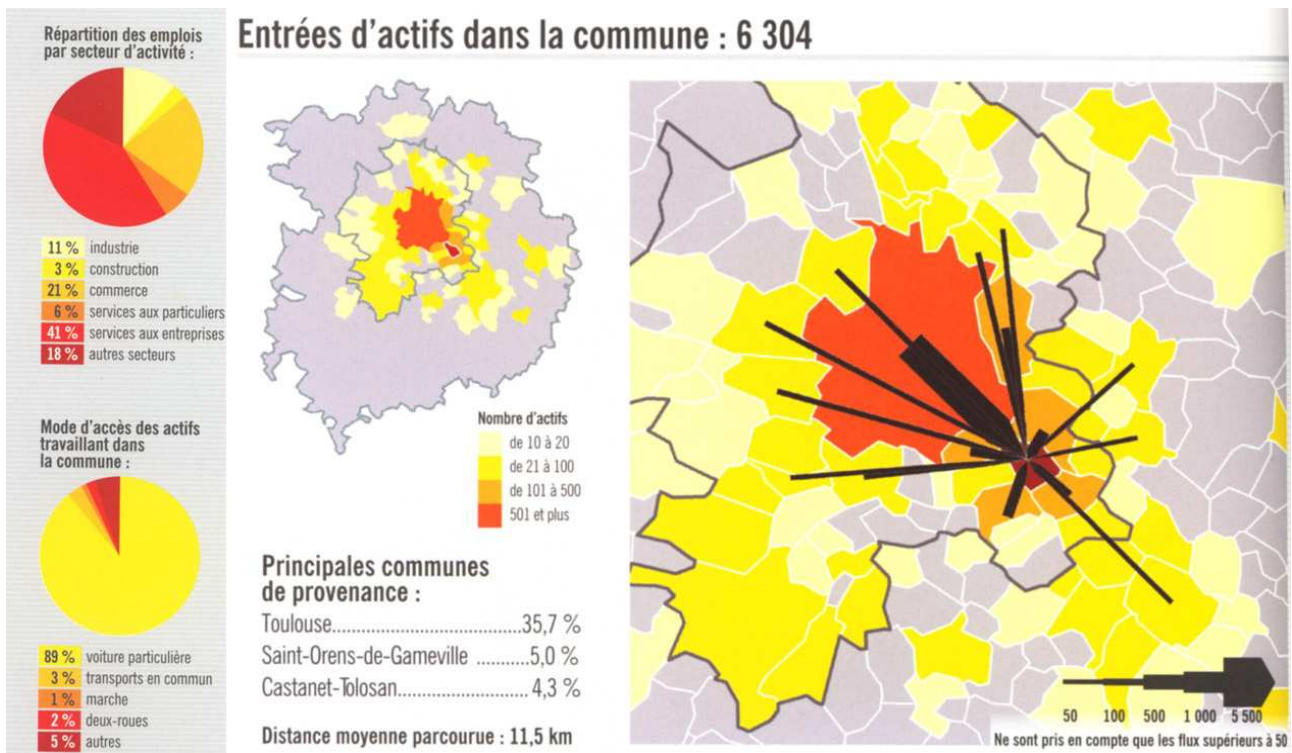


En route vers l'Astrium ? Ou coincés dans un bouchon de l'échangeur du Palays ?

Des pôles productifs très dépendants de l'automobile

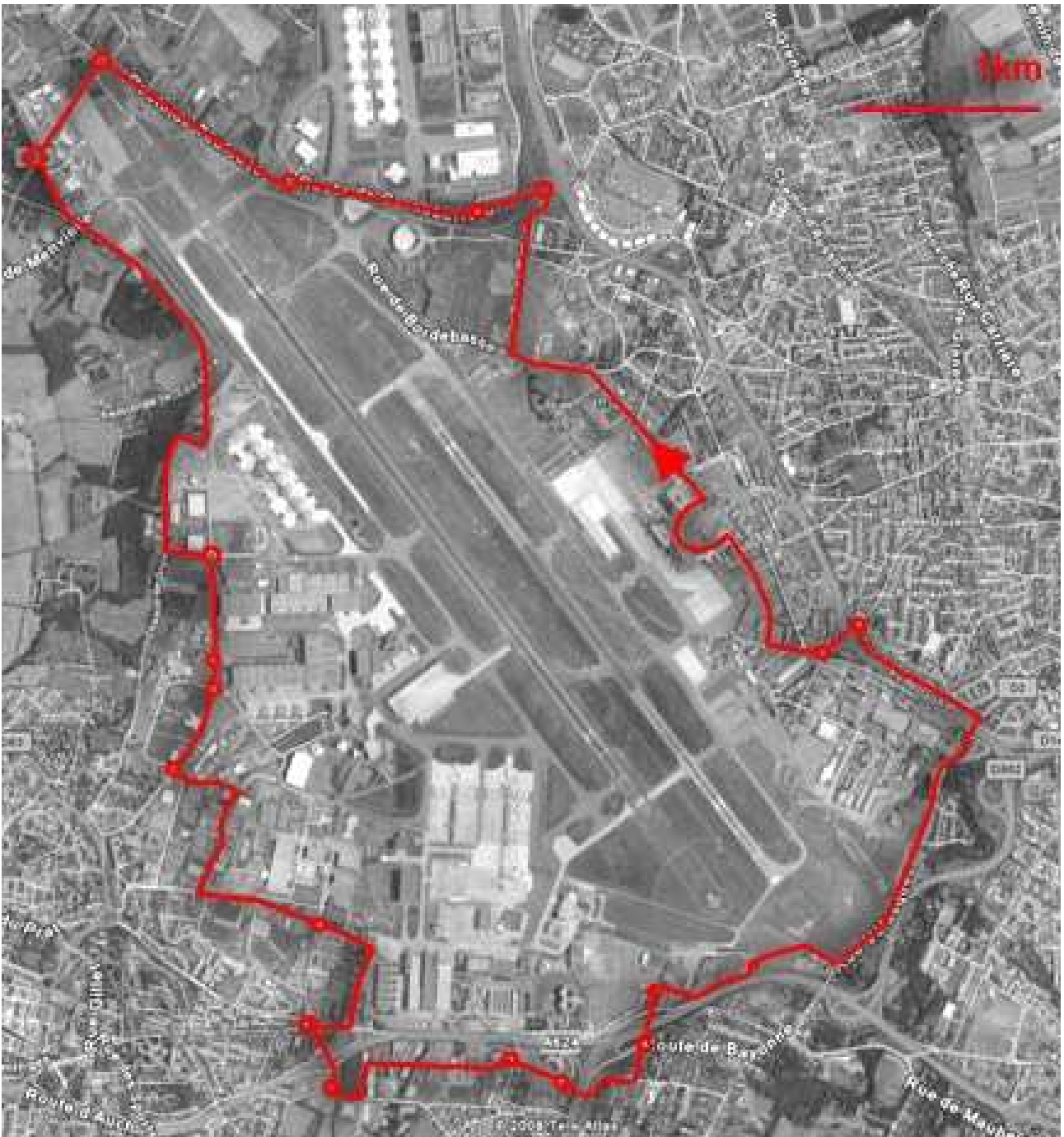


Blagnac (AUAT 2004 : 26)



Labège (AUAT 2004 : 46)

Des métriques aériennes et automobiles aux rayonnements pédestres
autour de l'aéroport de Blagnac



Le tour de la zone aéroportuaire à pied (en rouge) (carte établie à partir de « Google earth »). Ce qui se situe à l'intérieur de ce périmètre n'est pas accessible aux piétons non autorisés. Ce tour est très long, environ 18 kilomètres, et évidemment la voirie n'est pas du tout conçue pour ce type d'usage urbain, aussi un bon tiers du parcours s'effectue aux bords de routes sans trottoirs.

L'originalité du site aéroportuaire blagnacais est l'association des pistes commerciales et des installations de production et d'essais aéronautiques. Cette spécificité confère aux pistes un rôle d'organisation de l'ensemble d'un site beaucoup plus vaste qu'un aéroport classique. Si les pistes donnent leur cohérence aux territorialités aéronautiques, seules quelques personnes, en particulier les pilotes d'avions, la perçoivent. Pour les autres, – voisins, divers usagers de l'aéroport, etc. –, la zone aéroportuaire forme un bloc homogène infranchissable et difficile à contourner. Ma démarche a donc été de tenter de me réapproprier par les marges la cohérence territoriale de cette zone. Pour cela, je me suis très largement inspiré de ce que Michel De Certeau appelle, dans *L'invention du quotidien* (1990), les « énonciations piétonnières ». S'appuyant sur la pensée philosophique de Wittgenstein, De Certeau entreprend une comparaison entre les pratiques langagières et les pratiques urbaines : « l'acte de marcher est au système urbain ce que l'énonciation (le *speech act*) est à la langue ou aux énoncés proférés », « le marcheur transforme en autre chose chaque signifiant spatial », « il crée ainsi du discontinu, soit en opérant des tris dans les signifiants de la « langue » spatiale, soit en les décalant par l'usage qu'il en fait » ; « la marche affirme, suspecte, hasarde, transgresse, respecte, etc., les trajectoires qu'elle « parle » ». « Au système technologique d'un espace cohérent et totalisateur, « lié » et simultané, les figures cheminatoires substituent des parcours qui ont une structure de mythe, si du moins on entend par mythe un discours relatif au lieu/non-lieu (ou origine) de l'existence concrète, un récit bricolé avec des éléments tirés de dits communs, une histoire allusive et fragmentaire dont les trous s'emboîtent sur les pratiques sociales » (De Certeau 1990 : 148-154). Cette manière de procéder et de penser le cheminement a servi de vade-mecum à mes pérégrinations, aussi bien celles autour de la zone aéroportuaire que les autres.

Compte tenu de la longueur du parcours, le point de départ revêt une assez grande importance car il détermine très en amont les horaires de passage à tel ou tel endroit. Or, la présence humaine visible en ces différents points, en général très faible, dépend pour beaucoup du moment de la journée. Deux points de départ sont ainsi les plus favorables : depuis Colomiers, le matin, de façon à arriver de l'autre côté, près de l'aéroport et/ou du centre commercial vers midi ; ou l'inverse, en partant depuis cette dernière zone (flèche), à la même heure ; une autre variante

consiste à arriver en fin de matinée, et en trainant un peu, le tour est achevé en fin d'après-midi. Le parcours assez monotone, comprenant d'interminables lignes droites très pénibles pour une métrique pédestre, laisserait penser que celui-ci ne réserve aucunes surprises, et pourtant ces périple en ont révélé quelques unes. La première d'entre elles, confirmant les remarques ci-dessus à propos du port, est l'assiduité avec laquelle des badauds observent le départ des avions, le midi au moment de la pause du repas ou en fin d'après-midi, sans doute ou après le travail, à la manière dont parfois certains habitants des villes portuaires regardent les allées et venues des bateaux le long de la jetée. Non loin de l'aéroport des personnes d'âges variés se donnent ainsi rendez-vous pour prendre l'apéritif, manger un hamburger, ou fumer un joint. De ce point de vue privilégié, mais évidemment extrêmement bruyant, un panorama magnifique sur les Pyrénées sert, par temps clair, de toile de fond au décollage des avions. Le centre ville de Toulouse, situé dans une cuvette, en est totalement absent. Cela procure une impression étrange, celle d'une nappe urbaine assez peu dense dont l'aéroport serait le vecteur. Mais peut-être est-ce une vision de Toulouse pas aussi improbable que cela, une agglomération gravitant autour d'un centre absent. Ce ne sont les usages urbains des gens du voyage, qui pendant un temps campaient à proximité, qui le démentiront. En continuant le parcours, on emprunte ensuite un corridor, passant sous un pont, qui traverse le vaste périmètre. On aboutit, en bout de piste, à un centre de rétention administrative, où des immigrés susceptibles d'être expulsés sont enfermés dans une cage grillagée de toutes parts : justice expresse pour un renvoi imminent en charter. Non loin de là, une villa isolée, avec piscine, dont le propriétaire a voulu monnayer l'emplacement avec Airbus lors de l'extension des pistes : pot de terre contre pot de fer, il n'a pas obtenu gain de cause et son bien immobilier ne vaut aujourd'hui plus grand-chose, se situant à moins de cinquante mètres des installations aéroportuaires. Un peu plus loin, arrivant vers Colomiers, on se rapproche de bâtiments récemment construits, immobilier d'entreprises au style résolument moderne, portant des noms rappelant la dimension européenne du consortium aéronautique (Jean Monnet), et devant lequel resplendit un palmier (voir page suivante) ; tandis que de l'autre côté, c'est-à-dire à l'intérieur du périmètre de la zone aéroportuaire, se trouve, près de la vaste usine Clément Ader, un vieux Concorde muséifié... La fin du tour (en bas à droite sur le plan ci-dessus) ne comporte, quant à elle, rien de notable à signaler.

*Vers un californisation du paysage urbain de l'aéronautique toulousaine :
du « Parc Jean Monnet » à « Green park ».*



*Un pavillon devant l'un des immeubles d'Airbus à Colomiers :
symbole des échelles de la tolosanité.*

Blagnac et son urbanisation (urbanisme ?) maîtrisée : la zone « AéroConstellation » et le projet urbain « Andromède »

Un autre parcours possible est celui qui mène non pas, via le corridor, vers la partie Ouest, mais qui se poursuit vers le Nord où se trouvent un territoire de projets en gestation, appelé « AéroConstellation », qu'il s'agit de présenter. Initialement nommé « Blagnac Constellation » (Weiknedt 1996), l'implantation de l'usine d'assemblage de l'Airbus A380 lui a donné des ailes. Cette usine, baptisée Jean-Luc Lagardère, a des dimensions colossales : 490 mètres de long, 250 de large (soit vingt fois la place du Capitole), c'est l'un des plus grands bâtiments de construction aéronautique civile du monde. La zone d'activités de 260 hectares qui l'entoure a été aménagée en un temps record, moins de 2 ans. En effet, elle a fait l'unanimité au sein de la classe politique qui a mobilisée des fonds importants (150 millions pour l'Etat comme pour le Grand Toulouse, 50 pour le conseil général, et 15 pour le conseil régional). Son inauguration en grande pompe, le 15 octobre 2004, a accueilli plus de 5 000 visiteurs impressionnés par son gigantisme. Bientôt un musée dédié à l'aéronautique va pérenniser cet attrait pour le tourisme industriel, qui a fait ses preuves avec la Cité de l'Espace et sa fusée Ariane trônant au bord du périphérique toulousain, et présenter « l'arbre généalogique d'Airbus » (*Le Point*, n° 1759, juin 2006), selon Bernard Keller, le maire de Blagnac depuis 1997, qui a dirigé de 1985 à 1996 le service communication d'Aérospatiale. L'opération urbanistique et industrielle AéroConstellation signe un fort accroissement de la prépondérance d'Airbus dans le paysage local. On assiste à un doublement du nombre d'emplois dans l'aéronautique à Blagnac entre 2000 et 2006. Un nouveau lycée, le lycée Saint-Exupéry destiné à recevoir 1 500 élèves, ouvre à la rentrée 2004, et dispense un enseignement lié à l'industrie aéronautique. Situé au cœur de ces projets, il est « résolument associé à l'image et aux réalités futuristes de la ville », écrit Alquier, dans *Blagnac. Des bords de Garonne à l'AéroConstellation* (2006 : 85), un livre à la gloire de la commune. En effet, comme l'exprime Keller, Blagnac se veut être un « laboratoire du futur » (*Le Point*, juin 2006), mais si tel est le cas, alors notre avenir sera plutôt bruyant, et la communication autour du « développement durable » ne sera qu'un alibi au service d'une industrie énergétivore.



Les contradictions flagrantes entre la logique de développement economico-urbain et celle de la préservation d'un environnement que le trafic aérien ne peut que menacer toujours davantage.



En fait, le projet AéroConstellation est un des emblèmes identitaires d'une population blagnacaise, et plus largement toulousaine, dont la relation avec tout ce qui touche à l'aéronautique et au spatial se noue sur le mode affectif. C'est pourquoi, comme me l'a expliqué lors d'un entretien le géographe Pierre Weiknedt, spécialiste de Blagnac, « ce qui pourrait ailleurs être perçu comme une nuisance insupportable est ici accepté : les avions sont silencieux, surtout s'ils sont produits localement », ajoutant avec une pointe d'ironie, « à Blagnac, on entend la tondeuse du voisin mais pas les avions » (Weiknedt, entretien). De là, une mauvaise foi caractérisée vient contaminer la plupart des discours concernant l'aéronautique. Cette mauvaise foi atteint parfois des sommets : « le site AéroConstellation est symbole de technologies très avancées implantées dans un écrin de nature respectée. L'équation de l'union de la vitrine technologique du XXI^e siècle et d'une gestion environnementale réussie réfléchi a trouvé une application réussie. La qualité de vie blagnacaise liée à la préservation de la nature n'a pas été sacrifiée sur l'autel de la croissance des activités économiques. A tel point que rapaces, canards, aigrettes et autres hérons cendrés se sont appropriés

les plans d'eau créés aux abords de l'usine et ne paraissent pas effrayés outre mesure par la puissance et l'envergure des machines qui sortent des hangars » (Alquier 2006 : 87). « Vitrine technologique » selon les propres dires de Keller, AéroConstellation est une image de la réussite qu'il ne faut pas ternir.

A cette vitrine technologique correspond une vitrine urbanistique, Andromède. Au pays des superlatifs, il s'agit bien entendu de la plus vaste zone d'habitat de l'agglomération (210 hectares, dont un tiers d'espaces verts) avec 3700 logements pour 10 000 habitants prévus. Elle comprend également, deux crèches, trois écoles, une maison de retraite, 70 000 m² de bureaux, une gendarmerie, quelques commerces, etc. L'opération urbanistique, conçue par Jean-Claude Garcias après une étude de définition, souhaite être une référence en matière de mixité. Si la presse locale la médiatise, même des magazines nationaux grand public comme *Télérama* s'en font l'écho, titrant élogieusement un article à son sujet : « C'est beau, une ville », « pour en finir avec les lotissements de petits pavillons 'chacun chez soi', la ZAC Andromède, près de l'usine A 380, mise sur la densité et l'espace public » (*Télérama* n°2839, juin 2004). « Prenons de la hauteur. Du hublot d'un Airbus, par exemple », nous invite le journaliste de l'hebdomadaire, « à part l'hypercentre de Toulouse, ce ne sont que miettes de maisons semées au petit bonheur, entre roclades et voies rapides, comme un effritement progressif et irrémédiable de l'idée même de la ville, compacte, solidaire, civique. On est au royaume du chacun chez soi, avec clôture, jardin, piscine, gros chien, 4x4. Sans oublier la deuxième voiture, indispensable » (*Télérama*, juin 2004). Pour Andromède, qu'un tramway doit desservir, l'urbaniste Garcias a désiré rompre avec cette conception de l'urbanité, bannissant les impasses en raquette, au profit d'un maillage de rues droites permettant d'assurer la fluidité. La mixité sociale, inscrite au cahier des charges (20 % de logements locatifs aidés), se réalise peu ou prou par la cohabitation au sein d'un même îlot de grands appartements de standing avec vue à l'arrière desquels les logements sociaux occupent des maisons mitoyennes. Enfin, la dimension écologique du nouveau quartier est présente tant aux niveaux des bâtiments, qui doivent respecter la norme 'HQE', que de la voirie puisque Andromède n'aura pas de trottoirs mais des sols perméables, l'eau de pluie dégringolant des gouttières suivant des rigoles bordées de buisson avant de

s'épandre dans une « zone humide », tandis que le principal espace public, auquel s'ajoute des esplanades plantées d'arbres, est une coulée verte.

Bref, voilà une opération urbaine qui semble avoir tout pour plaire. D'après Bernard Keller, « aujourd'hui, Blagnac apparaît en quelque sorte comme laboratoire de ce que deviendra l'aire urbaine toulousaine : autour d'un noyau villageois attractif, la ville a conservé son patrimoine historique tout en développant AéroConstellation (...), où nous sommes en train d'édifier la ville pour plusieurs générations » (*Le Point*, juin 2006). Ainsi, avec Andromède la périphérie ferait figure de « territoire d'innovation » (Weiknedt, entretien), et Blagnac de commune modèle à l'échelle de l'agglomération, voire au niveau national. Toutefois, les choses ne sont pas si simples, et à bien des égards, l'un et l'autre ne peuvent rester que des exceptions. De l'aveu même d'Alain Garès, le directeur de la SEM Blagnac Aéroconstellation, un tel modèle est impossible à reproduire ailleurs ; elle n'est qu'une goutte d'eau car « pendant ce temps-là, l'agglomération de Toulouse continue de s'étaler et consomme vingt fois plus de foncier que cette opération modèle bien maîtrisée », « la vraie vie est ailleurs... »⁷⁵⁴. En outre, la commune de Blagnac dispose d'une fiscalité qui l'autorise, davantage qu'une autre, à voir venir et à mener des projets urbains plus mûrement réfléchis. En effet, en 1995, le budget de Blagnac, qui a environ 20.000 habitants, représente l'équivalent de celui dont dispose normalement une ville de 45 000 habitants, selon Weiknedt (entretien). Aussi, avec intelligence, les élus blagnacais n'ont, au cours des dernières décennies, jamais adopté la politique d'orthodoxie budgétaire de Toulouse (voir supra). Ils se sont efforcés de développer leur commune sans griller d'étapes, ni céder à la facilité. Alors que « les promoteurs se bousculent à la porte d'Andromède », « les élus souhaitent saisir cette opportunité pour imposer une concurrence sur la qualité urbaine » (Weiknedt, entretien). Cela attire les clients potentiels. On assiste d'abord à la « ruée vers la ville du futur » de « 900 candidats pour habiter Andromède », cependant « un souffle de déception est passé lorsque les tarifs ont été évoqués », avec « seulement 14 maisons à 150 000 euros » (*La Dépêche*, 22 mars 2006). Ensuite, avec les difficultés d'Airbus, l'engouement est retombé. Andromède n'obtiendra sans doute pas le succès escompté, mais Blagnac a le temps pour elle.

⁷⁵⁴ Alain Garès est cité dans *Urbanisme*, Hors série n°24 « Les valeurs de la ville » (2004 : 46).



La présentation du nouveau quartier, avec à l'arrière plan l'énorme usine de montage de l'A 380.



Dispositif aux lignes aériennes publicisant le projet Andromède⁷⁵⁵.

⁷⁵⁵ Il a été réalisé par un jeune et ambitieux architecte, qui a soutenu pendant une longue et pénible discussion en fin de soirée chez des connaissances communes, que Koolhaas est le seul grand penseur de notre époque.



Style de vie d'une nouvelle Babylone (?) à vendre clés en main.



Les rêves du Petit prince réalisés...

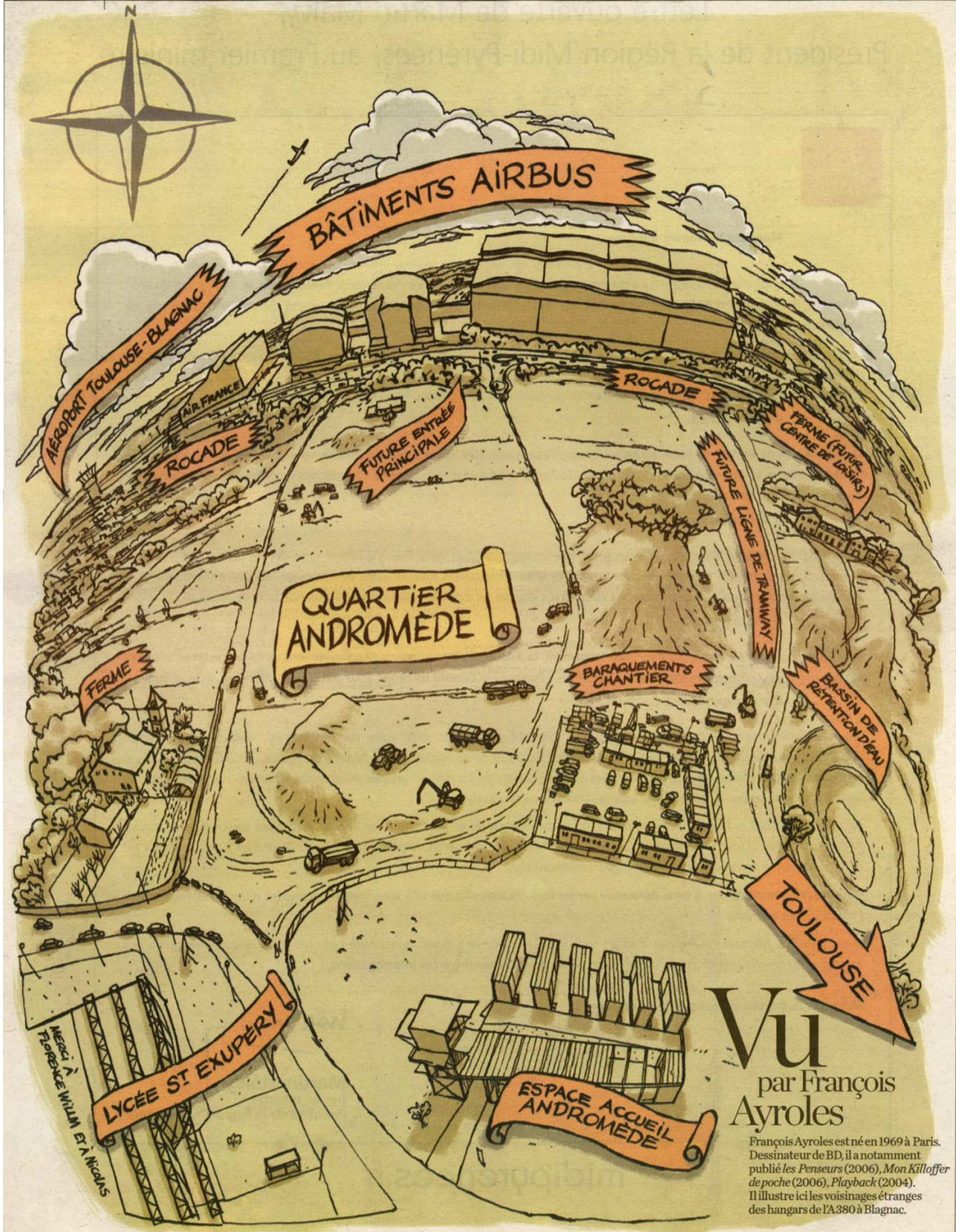
- Isolation par l'extérieur avec double mur ventilé
- Pompe à chaleur air-eau avec planchers chauffants et rafraîchissants
- Production d'eau chaude sanitaire solaire



Quand la haute qualité environnementale s'associe au palmier, symbole de la globalisation des paysages. Il représente, avec l'olivier, le goût de notre époque d'une méditerranéité tropicalisée plantée sous toutes les latitudes.

Présentés comme des projets immobiliers modèles, écologiquement corrects, modernes et/ou « ethniques » (« le Grand Patio », « les jardins andalous », « les Terrasses et Riads de Babylone », etc.) les résidences thématiques d'Andromède sont néanmoins commercialisées par les promoteurs parmi les autres types de produits, résidences fermées y compris. « Nous aimerions que les habitants d'Andromède puissent vivre à la bonne distance les uns des autres, « Ni trop près, ni trop loin » comme le dit Claude Lévi-Strauss », affirmaient quant à eux les urbanistes lauréats ⁷⁵⁶. Ainsi, les intervalles entre des résidences plus ou moins fermées sont-ils espacés par une nature reconstituée et théoriquement protégée. L'objectif de réduction de l'émission de gaz à effet de serre n'a pas été retenu : officiellement parce que les trois objectifs choisis (gestion des eaux pluviales et des sols, économies d'énergie, confort thermique) étant « réalistes, atteignables, et compatibles avec la demande sociale, on en attend un effet pédagogique (...). L'hypothèse d'une difficile compatibilité entre la réduction de l'émission de gaz à effet de serre et la consommation, fût-elle relativement réduite, de l'A380, ne peut cependant pas être écartée », indique sobrement Pierre Weiknedt (entretien).

⁷⁵⁶ Rapport de présentation du projet Andromède, 20 novembre 2003.



« Les voisinages étranges des hangars de l'A380 » (Libération).

Blagnac, partie intégrante de la société urbaine toulousaine ou succursale communautaire d'Airbus ?

La singularité de Blagnac pointée plus haut amène à s'interroger sur son statut dans l'agglomération et sur sa structure sociale interne. Hormis Toulouse, Blagnac est sans doute la seule commune de l'aire urbaine dont le nom soit un tant soit peu connu au niveau mondial. Ancêtre d'AéroConstellation, « l'appellation 'Blagnac Constellation' a été préférée à d'autres telles 'Nord Ouest Toulousain' à la suite d'une étude de communication faisant clairement apparaître la qualité de l'image de Blagnac, connue au plan international pour la modernité aéronautique. Plusieurs entreprises (...) installées ailleurs, tiennent pour cela à avoir une boîte postale à Blagnac » (Weiknedt 1996). Malgré une population incomparablement moins importante qu'à Toulouse, 20 000 contre 400 000, Blagnac est dans le sillage d'Airbus et jouit de ce fait d'une importance particulière. Cette importance, qu'en premier lieu elle doit à son industrie, est renforcée par la faiblesse de l'intercommunalité dans l'agglomération toulousaine. Si Toulouse, au sens large, est « un nain politique et un géant économique » (*Le Point*, 22 avril 2004), alors Blagnac est l'une des communes où peut se résorber ce grand écart. Lorsque les entreprises aéronautiques ont besoin d'infrastructures, elles se tournent nécessairement vers Blagnac qui devient un partenaire incontournable pour les autres communes et se trouve ainsi en position d'intermédiaire. C'est ce qui s'est passé en 1991, quand, dans l'obligation de s'entendre pour accueillir le siège d'Air Inter, Toulouse, Blagnac et Colomiers passent un premier accord, d'où va naître en 1997 un District aux compétences minimales » (Weiknedt, entretien). Un processus similaire s'effectue avec AéroConstellation. En effet, c'est ce projet titanesque qui « a imposé la création en 2001 de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse » (Weiknedt, entretien). Économiquement puissante, Blagnac joue donc un rôle moteur pour l'instauration de l'intercommunalité, rôle facilité par sa coloration politique : c'est un fief du radicalisme, mouvement à géométrie variable qui évolue au fil du temps⁷⁵⁷. Cela permet à sa municipalité de s'allier à

⁷⁵⁷ « En 1944, Jean-Louis Puig devient maire et le restera jusqu'à sa mort en 1965 ; membre du parti Radical-socialiste, il est à la tête d'une municipalité que domine l'ancienne société villageoise ». « En 1965, à la mort de J.L. Puig, quelques semaines avant les élections municipales, son fils Jacques est porté aux commandes par l'équipe sortante. Il est encore en fonction en 1996 sous l'étiquette (...) 'Radical', à la tête d'une équipe couvrant (...) l'échiquier politique » (Weiknedt

la gauche socialiste au conseil général, tout en s'en distinguant suffisamment pour être un interlocuteur moins polémique avec Toulouse, dirigée par le centre droit jusqu'en 2008. Blagnac est l'aiguilleur d'un ciel politique toulousain contrasté.

Outre l'installation des activités aéronautiques, ce n'est sans doute pas un hasard si Blagnac en est arrivé à ce rôle d'arbitrage. C'est quasiment la seule commune de la périphérie toulousaine qui ait une histoire digne de ce nom, ce qui la différencie nettement de sa jumelle et voisine Colomiers, qui abrite également Airbus, mais qui est une ville nouvelle. Blagnac entretient une relation originale à Toulouse depuis l'Antiquité : avec la présence de la voie romaine vers Lectoure, un peuplement s'y était fixé, et selon la légende, Saint-Exupère, l'un des premiers évêques de Toulouse, s'y était fait construire une maison. Pendant le Moyen Age le village de Blagnac faisait partie des possessions des Comtes de Toulouse jusqu'en 1098, date à laquelle ces derniers en firent don au chapitre de Saint-Sernin, première mention du nom de la commune dans l'histoire. En 1271, elle entre, avec l'ensemble du comté de Toulouse, dans le domaine royal, mais 36 ans plus tard, Philippe le Bel l'échange avec le surintendant des finances de la sénéchaussée de Toulouse ; après quoi, elle passe aux mains de la famille de Voisins qui prend le titre de baron. A ce moment là, Blagnac compte déjà 720 habitants, un château, une enceinte, et est le chef-lieu d'une importante baronnie (Alquier 2006 : 10-12) ; ensuite la Révolution lui attribue la fonction de chef-lieu de canton. « Centre d'un riche terroir agricole et ville de bord de Garonne, elle s'étend dès le XVIII^e siècle au-delà de ses remparts », puis « connaît au XIX^e siècle l'histoire urbaine classique d'une bourgade moyenne : plan d'alignement, projet de percée, nouvel hôtel de ville » (Weiknedt 1996). De 1850 à 1950, Blagnac s'équipe aussi d'un pont, du télégraphe, d'une gare, d'une ligne de tramways, et enfin dans les années 1930 un aérodrome est aménagé, point de départ de l'expansion aéronautique actuelle. Cependant, comme nous venons de le voir, Blagnac est passée tout au long de son histoire d'une entité à une autre, tout

1996). La population nouvelle est démographiquement majoritaire par rapport à celle originaire de Blagnac dès les années 1970, mais ce sont les élections de 2001 qui vont traduire dans la vie politique locale cette évolution. Les municipales interviennent dans un contexte troublé. Bernard Keller se représente, mais il ne s'agit pas d'un « sortant » classique : simple conseiller municipal en 1995, il succède en 1996 à Puig, accusé de corruption et inéligible. En 2001, allié au principal opposant à ce dernier, Keller est à la tête d'une liste d'union de la gauche, face aux fidèles de l'ancien maire et à une liste de droite (Weiknedt, entretien).

en continuant son propre développement, ce qui l'a peut-être lointainement prédisposée à ses fonctions politiques et économiques d'aujourd'hui.

Néanmoins, depuis les années 1970-1990, le destin de Blagnac a pris une tournure qui la place dorénavant sous les auspices d'Airbus davantage que de toute autre entité. 70 % des Blagnacais travaillent directement ou indirectement pour le secteur aéronautique. Selon Keller, lui-même salarié d'Airbus, « ils forment une seule et grande famille », « le tutoiement est immédiat, même avec les grands patrons » (*Le Point*, 22 mars 2007). La césure entre le noyau urbain et la zone aéroportuaire, séparation autrefois marquée par des champs et à présent signifiée par une voie rapide, tend à s'estomper. « Airbus Industrie a successivement étendu l'emprise de son siège » qui « a symboliquement franchi la voie rapide et s'étend peu à peu du côté ville » (Weiknedt 1996). Réciproquement, au gré d'opérations urbaines qui elles aussi mettaient l'accent sur la mixité et les espaces publics (la ZAC du Ritouret, d'une centaine d'hectares, de 1975 à 1985 ; et la ZAC Grand Noble I puis Grand Noble II, plus de deux cent hectares, 1985-2000)⁷⁵⁸, la zone urbanisée se rapproche de celle des activités aéroportuaires et aéronautiques. Cette « fusion-acquisition » urbaine a désormais pour centre de gravité la voie rapide qui se prolonge vers AéroConstellation et Andromède, symétrie axiale ou effet de miroir interrogeant ce qui distingue encore Blagnac d'Airbus. Les salariés de l'entreprise semblent se caractériser par un style de vie très spécifique les amenant à vivre presque en vase clos et à avoir leur propre jargon⁷⁵⁹. « La plupart d'entre eux vivent Airbus, mangent Airbus, habitent Airbus et se marient même parfois Airbus », décrit le journaliste du *Point*, les « airbusiens » étant selon lui l'une des « tribus » toulousaines ; « Airbus, c'est une véritable petite ville », s'exclame le président D'Airbus France, Jean-Marc Thomas », qui « traite d'égal à égal avec les élus locaux de l'agglomération » (*Le Point*, 22 mars 2007).

⁷⁵⁸ Ainsi, comme l'explique Pierre Weiknedt, il s'agit d'un « choix stratégique opéré dès le début des années 70 participant d'une vision cohérente du développement urbain et fondé sur le mode de gestion administrative rappelant les "dépenses productives" Haussmanniennes ». A Grand Noble, « la forme urbaine et architecturale est essentiellement la transcription d'une volonté d'"équilibre" d'"harmonie" "de "consensus" partagée par le Maire, (dont le rôle semble décisif), les services techniques et les architectes conseils de l'AUAT » (Weiknedt 1996).

⁷⁵⁹ Les barrières linguistiques disparaissent progressivement au sein de l'entreprise européenne « au profit d'un jargon technique en français, typique de la nouvelle langue Airbus » : « le futur centre de livraison des avions porte (...) le nom de *delivery center* et la première sortie de l'A 380 est restée dans l'histoire collective comme la « cérémonie du *roll-out* » » ; « il y a un patois Airbus, confirme Bernard Keller » (*Le Point*, 22 mars 2007).

Compartiment social et urbain à part dans la vie toulousaine, Airbus déborde largement Blagnac, mais y a localement une influence monopolistique.

L'ambitieuse politique blagnacaise d'équipements culturels avec Odysud, ou sportifs avec la patinoire olympique, notamment, est rendue possible par les importantes ressources fiscales apportées par l'entreprise aéronautique. Ces équipements à vocation d'agglomération ne sont bien entendu pas exclusivement destinés aux « airbusiens », – ceux-ci disposant via leur comité d'entreprise et à des prix défiant toute concurrence, d'installations sportives, d'une médiathèque, et d'une salle de spectacles Nougaro –, toutefois, Odysud par sa programmation et la patinoire par la satisfaction d'un désir de glisse, répondent à une demande locale pas comme les autres. Dans l'aire urbaine toulousaine, les Blagnacais sont des privilégiés, et, *primus inter pares*, les « airbusiens » sont les plus choyés d'entre eux. D'ailleurs « l'appellation 'airbusien' a d'abord servi à distinguer les salariés du constructeur des nombreux sous-traitants qu'ils côtoient au quotidien, au sein même de l'entreprise. Le terme, un peu jalouxé, est synonyme de 'privilégiés', en raison des avantages refusés aux salariés extérieurs, comme l'accès à la cantine. Chez Airbus, tout dépend du badge. Le port de ce petit bout de plastique est le premier signe distinctif des airbusiens. Sans lui, impossible de passer les postes de garde installés devant chaque entrée des différents sites toulousains du groupe » (*Le Point*, 22 mars 2007). Alors que, d'après Pierre Weiknedt, l'absence de résidences fermées à Blagnac résulte d'une décision politique, il est possible de se demander dans quelle mesure Airbus ne fonctionne pas comme celles-ci à une échelle macro, et dont la commune de Blagnac serait un cheval de Troie un peu plus poreux. La passerelle privative au-dessus de la voie rapide est une illustration parmi d'autres de cette logique de fermeture. Malgré tout, à la jonction des deux mondes emboîtés que sont Blagnac et Airbus, au milieu de la ZAC Grand Noble, « non prévu dans le plan initial mais espéré de longue date par la municipalité », un très vaste centre commercial Leclerc est venu s'implanter en 1993 avec sa galerie marchande et ses grandes surfaces satellites (Weiknedt 1996) auxquelles s'est ensuite adjoint un multiplexe. A égale distance de l'aéroport et de l'ancien village, c'est le nouveau centre de Blagnac, le point d'articulation entre communauté de production et société de consommation.



Le centre commercial pour servir la communauté Airbus.



Piste d'atterrissage des consommateurs, à présent transformée en parking géant.

Dynamiques de polarisations commerciales :

Leclerc à Blagnac et Carrefour à Labège

Les centres commerciaux de ces nouvelles polarités toulousaines offrent de précieux points de comparaison. La particularité de ces deux centres commerciaux ne repose pas sur leur superficie, l'un et l'autre étant de taille assez modeste, mais sur le ciblage de leurs clientèles, bien spécifiques dans les deux cas, ciblage auquel correspond une esthétique mieux définie que dans un centre commercial quelconque. Si la temporalité des dates d'ouverture les différencie d'une décennie, la Carrefour de Labège ayant ouvert ses portes en 1983, leurs travaux de rénovations et d'agrandissements s'effectuent de manière contemporaine, ce qui renforce leur comparabilité : leur réaménagement porte principalement sur la construction de nouveaux parkings qui s'insèrent dans l'architecture préexistante. Les trajectoires urbaines des deux pôles toulousains se croisent : de la production à la consommation pour Blagnac et de la consommation à la production pour Labège. En effet, alors que le Leclerc est la conséquence de l'« airbusation » de Blagnac, « l'Innopole de Labège a dû son démarrage à l'installation, préalable à toute autre activité, d'un hypermarché Carrefour, et une partie du parc n'est qu'un ensemble commercial, les aménageurs de l'Innopole ayant utilisé les apports négociés de la grande surface comme base financière du reste de la zone » ; « Carrefour a depuis localisé sur ce site (...), l'une des cinq directions nationales de France qui a compétence sur l'ensemble des magasins au Sud d'une ligne La Rochelle-Avignon », rapporte Guy Jalabert (1995 : 125). Ainsi, par l'aéronautique, Blagnac est orienté vers le monde anglo-saxon, et l'esthétique architecturale de son centre commercial se veut résolument moderniste, tandis que celui de Labège, exprimant un désir de méridionalité, s'apparente à celle d'un pavillon distendu dans des proportions improbables (voir photographie infra). Ce qui rapproche cependant les deux centres commerciaux est le pouvoir d'achat de leurs habitués, bien supérieur à celui des autres zones de chalandise de l'agglomération, Tournefeuille excepté, nous y reviendrons dans le prochain terrain. Cela est par exemple confirmé par une des vendeuses de « Photo service » ayant travaillé dans plusieurs centres commerciaux de l'aire urbaine toulousaine, dont ceux de Blagnac et de Labège, et d'après laquelle le centre commercial Leclerc et celui animé par Carrefour à Labège ont une clientèle bien plus aisée

qu'ailleurs, ce qu'indique également la présence dans les deux galeries marchandes de la bijouterie Swarovski. Il faut toutefois noter la plus grande homogénéité de la clientèle de « Labège 2 », tandis qu'à Blagnac, la plus grande mixité sociale de la commune et de ses voisines, conduit au Leclerc des consommateurs plus variés, plus d'anglo-saxons évidemment, dont certains sont de simples techniciens, mais aussi plus de personnes d'origine maghrébine, c'est là le résultat des efforts de la politique municipale blagnacaise en ce sens.

Revenons un peu en arrière dans le temps pour comprendre comment ces deux centres commerciaux ont été appréciés au moment de leur ouverture ou un peu après. La meilleure sonde pour ce faire est le dossier « Où va l'urbanisme commercial ? », réalisé par la revue *Urbanisme* en 1994, soit un an après l'ouverture de Leclerc à Blagnac et une dizaine d'année après celle de Carrefour, dossier dans lequel l'un et l'autre sont analysés. C'est la même journaliste, Véronique Boisdon, qui écrit les articles concernant les deux pôles toulousains. Le premier article s'intitule « Labège : les élus face aux promoteurs », et commence ainsi : « des briques en façade, des tuiles sur le toit, de la lumière naturelle dans la galerie marchande... Quand il ouvre ses portes le 1^{er} mars 1983, le Carrefour de Labège contraste avec le style « boîte à chaussures » de la majorité des hyper et supermarchés de l'époque. Le mérite de ce bâtiment très bas et longiligne, ressemblant de loin à ces fermes qui surplombent les collines du Lauragais voisin, ne revient pas pourtant aux promoteurs commerciaux » (Boisdon 1994a : 45). En effet, c'est le fruit d'un bras de fer entre les élus de la communauté de communes du Sicoval et les promoteurs, « le syndicat intercommunal impose une architecture de qualité qui influencera toute la zone d'activités » ; « l'un des patrons de Carrefour de l'époque pressent que le consommateur veut désormais faire ses courses dans un environnement de qualité » ; le centre commercial fait alors figure, en matière d'urbanisme commercial, de « modèle pour toute l'agglomération » (Boisdon 1994a : 45). Cette description n'est pas sans rappeler celle à propos de l'opération urbanistique Andromède à Blagnac⁷⁶⁰, à la différence près qu'à Labège, les élus font monter les enchères à partir de rien, si ce n'est la

⁷⁶⁰ De la même manière que pour Andromède, « la négociation architecturale ne s'est pas arrêtée avec le concours », « tant que le projet ne nous a pas convaincu, nous avons demandé aux architectes de revoir leur copie, en menaçant régulièrement de confier le projet à Auchan, bête noire de Carrefour », explique le président du Sicoval (Boisdon 1994a : 45).

rente de situation d'un emplacement si proche d'une autoroute qui, en 1976, moment où se décide l'implantation du centre commercial, n'est encore qu'en projet. Toujours est-il qu'avec cette stratégie lucrative, le Sicoval réussit à créer une zone viabilisée sans déboursier un centime. Si le démarrage a été un peu lent, une décennie après son ouverture, le centre commercial a fêté son succès en multipliant par deux la surface de sa galerie marchande, et les champs qui l'entouraient se sont transformés en technopole.

Pour sa part, le Leclerc de Blagnac est arrivé longtemps après l'implantation des entreprises ; ce n'est pas lui qui a donné le ton, il s'est adapté pour répondre à la demande locale en se fondant dans le paysage local. Inauguré en 1993, conçu par l'architecte Pierre Brunerie, « il paraît sortir d'une bande dessinée futuriste » selon Véronique Boisdon ; « de loin, ce centre commercial ressemble à un secteur d'entreprises : toutes les façades, celles de l'hyper comme celles des enseignes spécialisées implantées en bordure de parking, sont en aluminium et verre. Seules les enseignes lumineuses et les énormes auvents des trois entrées de l'hypermarché et de sa galerie marchande viennent rompre cette uniformité très inspirée de la principale activité du voisinage : l'aéronautique » (Boisdon 1994b : 47). Le bâtiment est entièrement géré par ordinateur, et le parking souterrain est éclairé par la lumière du jour, tandis que la décoration intérieure en bois et granit pondère l'aspect *high tech* de l'ouvrage, ce qui en fait d'après Boisdon, un lieu « propre, rassurant et pratique ». A présent, le centre commercial Leclerc est en train d'être rénové et agrandi par le cabinet Cardette et Huet, les architectes de l'usine de montage de l'A 380 et de bon nombre des bâtiments majeurs du secteur : l'usine Clément Ader, qui les a lancés, l'hôtel haut de gamme Radisson, mais aussi les renovations du stadium de Toulouse et de celui de rugby, le stade Ernest Wallon⁷⁶¹. En juillet 2008, une passerelle reliant le nouveau parking (3 500 places)⁷⁶² à la galerie marchande en cours d'extension (fin des travaux prévus pour le printemps 2009) est ouverte, passerelle qui n'est pas sans présenter certaines similitudes avec celle qui relie un avion d'un terminal d'aéroport. Ainsi, le centre commercial blagnacais s'agrandit de façon proportionnelle au

⁷⁶¹ Souvent comparé à une cathédrale, on ne songe pas suffisamment à ce qui rapproche un centre commercial d'un stade, dans l'histoire de la modernité et de la consommation de masse.

⁷⁶² Du haut de ce parking, le point de vue sur l'ensemble du secteur est comparable à celui d'une tour de contrôle de l'urbanisation blagnacaise.

mastodonte AéroConstellation et à la prometteuse zone de chalandise que va potentiellement constituer Andromède avec ses 10 000 habitants escomptés.

L'apparence du centre commercial Leclerc s'en trouve profondément modifiée puisque c'est désormais le parking qui fait office de façade et d'enseigne, affichant un dégradé du bleu au vert, reprenant les couleurs de la signalétique routière, tel un panneau géant visible depuis la voie rapide. Ces couleurs sont aussi celles de la commune de Blagnac, le bleu du ciel sillonné par les avions, et le vert de la nature blagnacaise. D'une manière générale, on assiste à un effacement de la plupart des enseignes de la zone commerciale au profit d'une certaine sobriété, discrétion imposée par la municipalité, comme si la seule véritable enseigne de la commune ne peut être qu'Airbus, les autres devant rester en retrait. Les parkings des deux centres commerciaux prolongent et accentuent les esthétiques promues dès leur ouverture. Alors que le nouvel espace de stationnement de Labège s'est construit horizontalement, dans la continuité du centre commercial, celui de Blagnac surplombe et oblitère presque totalement la perspective sur le Leclerc et sa galerie marchande (seule une entrée existante a été maintenue), permettant un accès direct, fonctionnel et efficace depuis la voiture individuelle jusqu'aux commerces. Hédonisme et grands espaces pour Labège, modernité et gigantisme pour Blagnac. A l'instar du Sicoval, Labège 2 se veut aussi plus écologique : tri sélectif, à l'intérieur et à l'extérieur du centre, nettoyage avec des produits d'entretien écologiques, chaudières basse consommation, et une étude est actuellement menée pour poser des panneaux solaires sur le toit ; tout cela n'excluant en rien la dimension *high tech* : grâce à la fibre optique, le wifi va prochainement être en libre accès à tous les clients du centre commercial, dont la superficie, de 44 600 m² aujourd'hui, va être augmentée de 3 500 m² supplémentaires d'ici fin 2008. Carrefour s'étale de manière à accueillir les nombreux employés d'une zone en plein dynamisme économique, zone dont l'enseigne est à l'origine, et dont elle demeure le principal centre de vie. Le meilleur moyen de s'en rendre compte est de se poster à l'une de ses entrées à l'heure de la pause de midi pour observer les allées et venues des salariés des entreprises alentours, habillés en costume, et profitant de ce temps mort pour effectuer quelques achats, ou déjeuner dans la galerie marchande, et même parfois les deux en même temps, poussant le caddy, le sandwich à la bouche.



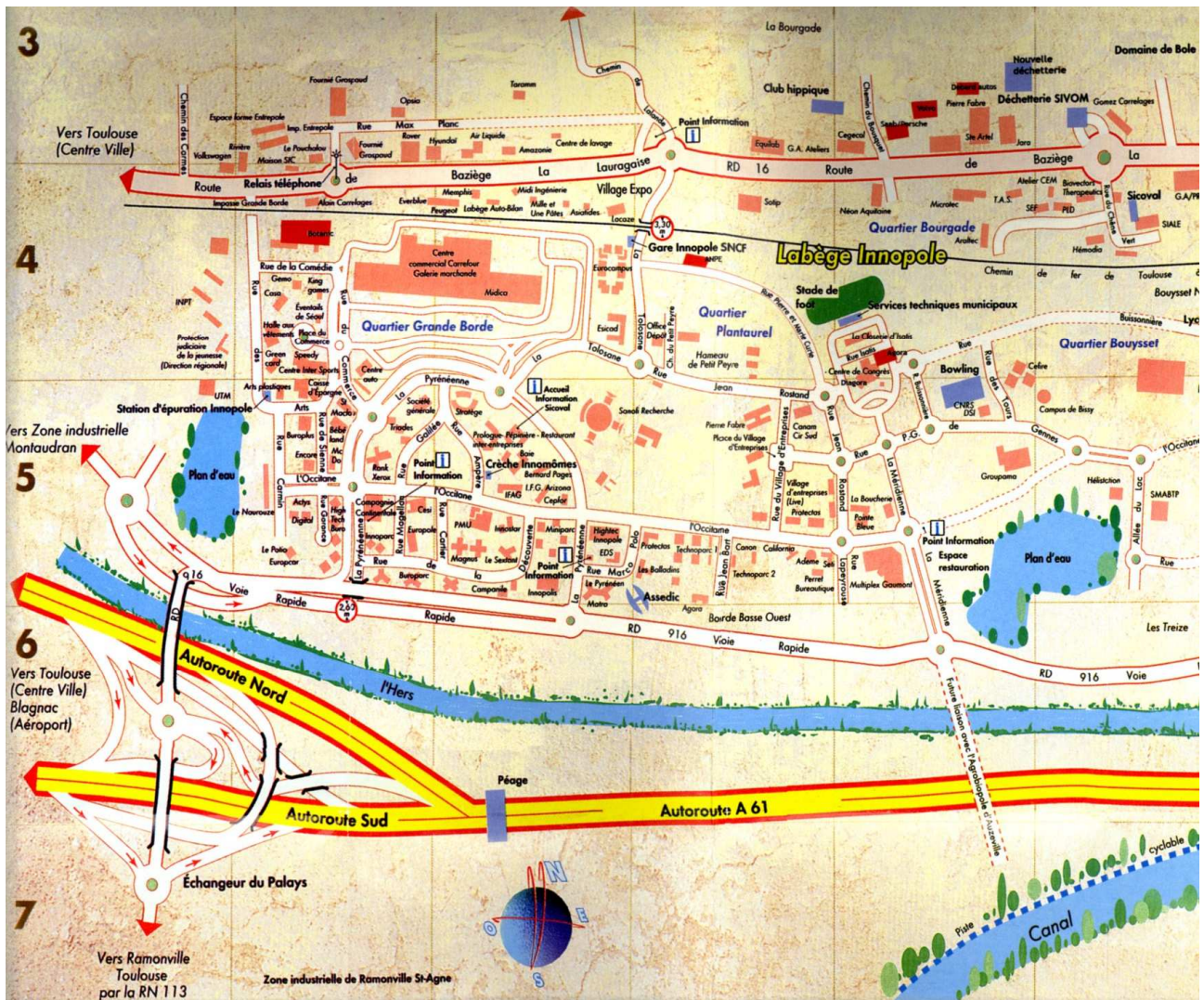
L'entrée d'un « mas toulousain », non celle du centre commercial Labège 2.



Par un effet de mise en abyme, le « mas toulousain »⁷⁶³ est vendu dans la galerie marchande.

⁷⁶³ L'appellation « mas toulousain » est loin d'être d'origine contrôlée, puisqu'un mas est en principe un habitat provençal et non pas toulousain. Mais peu importe quand on éprouve un irrésistible désir de méridionalité.

Labège, l'urbanité horizontale.



Plan de Labège Innopole, bande horizontale Ouest/Est qui être découpé en séquences successives : d'abord l'échangeur comme accès quasi unique, conférant à ce territoire un caractère d'enclave relative, ensuite une zone commerciale où Labège 2 et son Carrefour jouent le rôle moteur (quartier Grande Borde), puis une juxtaposition d'entreprises de tailles diverses dans des espaces paysagers, et enfin un pôle récréatif avec un cinéma multiplexe, un bowling, des restaurants thématiques et un plan d'eau. Cette séquence est encadrée au Nord et au Sud par des voies de circulation, de natures différentes : au Sud, l'autoroute, qui apparente Labège à une station service d'un genre nouveau, et dont les effluves sonores embaument l'ensemble de la zone, et le Canal du Midi, qui permet à des joggers ou des cyclistes de se promener ; l'Hers intervient comme seconde coupure, en plus de l'autoroute, entre la technopole et son environnement ; à l'intérieur de l'Innopole, des axes principaux relie les séquences évoquées plus haut entre elles ; plus au Nord, le train de Toulouse vers Narbonne passe mais ne propose que de rares haltes en gare, car ici, l'automobiliste est roi, ce que confirme la route de Bazziège, tout en haut de ce plan, qui compte de nombreux et luxueux concessionnaires.

Labège n'était qu'un très modeste village lorsqu'au cours des années 1980 elle vit se développer à l'autre extrémité de la commune un territoire dédié à la consommation et aux technologies de pointe. Malgré la rapidité avec laquelle ce dernier territoire s'étend en direction du bourg (celui-ci ne figure pas dans le plan ci-dessus et est situé un peu plus à l'Est), la discontinuité entre l'un et l'autre reste patente. Aussi, l'Innopole ne s'appuie pas sur une identité villageoise reconstruite mais inaugure une urbanité inédite qu'aucun clocher ni même équipement symbolique fort tel Airbus à Blagnac ne vient structurer, si ce n'est le centre commercial. C'est un pur plan d'immanence raccordé à l'autoroute, spécimen caricatural de ce que Françoise Choay appelle l'espace de branchement dans *Espacements* (2003 : 11), et approvisionné par Carrefour. Tentant, au début des années 1990, de décrire ce qui n'est « pas vraiment une ville, pas non plus une zone industrielle », Catherine Sabbah présente ainsi Labège comme une « esquisse de ville » : « bienvenue dans un monde meilleur. Un monde aseptisé, aux arbres taillés, aux pelouses paysagères, à l'herbe tondue et aux carrefours bien aménagés. Un monde de travail qui respire la santé économique et un certain ennui » ; « tertiaire, recherche, informatique, seule l'industrie propre est acceptée »⁷⁶⁴, « en dix ans la campagne s'est parée de miroirs et de béton » ; hormis la plaque d'immatriculation et l'accent toulousain, « le visiteur pourrait se croire n'importe où en France », note-t-elle dans son article sur Labège du dossier « Technopoles : des villes en filigrane » de la revue *Urbanisme* (Sabbah 1993 : 30). Une étude menée en 1991 sur l'« innopolitain » montre que celui-ci était alors, mais cela n'a pas beaucoup changé depuis, majoritairement masculin (60,9 %), jeune et diplômé, et que la moitié des innopolitains sont cadres ou ingénieurs, etc. ; mais « au-delà du portrait robot, un constat : l'Innopole est trop homogène pour être une ville » (Sabbah 1993 : 31). En effet, le qualificatif de ville est particulièrement inadéquat pour appréhender Labège, et le terme de 'technopole' est un peu trop économicisant et ne met pas assez en lumière les pratiques urbaines dont l'Innopole est un support qui ne relève pas uniquement du technologique. Le cas Labège est un bon exemple de la difficulté qu'il y a à *Nommer les nouveaux territoires urbains* (2001), exercice auquel se sont livrés

⁷⁶⁴ « Nous avons refusé la place à une grande entreprise, parce que sa présence impliquait des stocks de tuyaux visibles et donc polluants pour le site », indique le directeur du Sicoval (Sabbah 1993 : 31).

dans un ouvrage collectif intitulé de la sorte des chercheurs comme Nick Oatley, dans « L'apparition de l'*Edge (of) City* : Quels mots pour les « nouveaux » espaces urbains ? », ou encore Germain Adell et Xavier Capodano dans « Dire les nouveaux territoires : du stigmatisme la banlieue à l'ubiquité du paysage ». Ainsi, Labège fait inmanquablement penser à l'*edge city* conceptualisée par Joel Garreau⁷⁶⁵, – qui n'est pas une bordure (*edge*) marginale de la société, mais qui constitue « le bord (*edge*) tranchant de la nouvelle formation des villes » (Oatley 2001 : 30) –, produite ici par les « pionniers » de l'intercommunalité du Sicoval.

L'Innopole réunit presque toutes les composantes, à l'exception du logement, de ce qui usuellement confère de l'urbanité à un espace. D'année en année, la densification du site par les entreprises et les pratiques de leurs salariés participent à asseoir la polarisation hors sol exercée par la zone. « Pourquoi ne pas imaginer que dans une quarantaine d'années, ou moins on se retrouve dans un quartier d'affaires, très dense, qui serait à Toulouse ce que La Défense est à Paris », se plaisait à imaginer le directeur d'une des sociétés implantée sur l'Innopole (Sabbah 1993 : 32). La comparaison n'est pas dépourvue d'intérêt⁷⁶⁶, et à la verticalité des tours de La Défense correspondrait l'horizontalité de l'immobilier d'entreprise de Labège. L'un et l'autre sont la résultante de la mise en place pendant les années 1980 d'un « marché d'offre, impulsé et dominé par tous les agents de la filière de production qui ont spéculé sur l'immobilier de bureau (promoteurs, investisseurs, commercialisateurs) » ; « les deux plus importants marchés de banlieue, Labège et Blagnac, ont représenté à eux seuls 60 % de la production totale réalisée hors de la commune de Toulouse », indique Eric Crouzet dans « La production de bureaux et la recomposition des espaces tertiaires métropolitains : le cas de l'agglomération toulousaine » (1998 : 49-50)⁷⁶⁷. Cependant, de la même façon qu'à Blagnac, et sans doute à la différence de La Défense, le développement urbain a été à Labège savamment contrôlé : « les aménageurs affirment n'avoir jamais cédé aux promoteurs ni à la spéculation foncière », « pas de gratuité des terrains, pas d'exonération de taxe professionnelle » (Sabbah 1993 : 31). L'Innopole « a pris

⁷⁶⁵ La notion est conceptualisée dans *Edge City. Life on the New Frontier* (1991, New York).

⁷⁶⁶ Notamment quand l'on pense aux employés de bureaux du site parisien se rendant le midi dans le centre commercial.

⁷⁶⁷ Entre 1971 et 1996 : 100 000 m² de « bureaux sans spécifications » ont été créés à Labège, chiffre équivalent à celui de Blagnac pour les « bureaux rattachés à l'exercice d'une activité industrielle » (le siège d'Airbus en représente la moitié) (Crouzet 1998 : 62).

soin de son apparence en mettant en valeur la personnalité architecturale de ses entreprises », et « si la zone « compte quelques grand noms de la haute technologie, avec Elf-Sanofi, les Laboratoires Pierre Fabre, Thomson CSF, les petites entreprises sont très nettement majoritaires (65 % des entreprises de la zone ont moins de 10 salariés) » (Leriche 1998 : 13). Le parc immobilier se compose donc essentiellement de bâtiments génériques, modulables (cf. photo), destinés à accueillir ce fourmillement de petites entreprises innovantes. Le Sicoval se charge quant à lui de proposer des animations diverses afin de favoriser la création d'entreprises, via sa pépinière Prologue, ou de susciter des clubs d'échanges⁷⁶⁸ pour accroître les relations entre elles. Evidemment, l'informatique, très présente sur le site, est au cœur de ces démarches organisationnelles. Riche de plus de 200 entreprises impliquées dans les TIC, le Sicoval soutient de nombreuses initiatives qui concourent à une meilleure diffusion de ces technologies auprès des acteurs économiques implantés sur son territoire ; partenaire de la « Mêlée numérique », à l'initiative des rendez-vous de « l'heure de l'apéri'TIC », le Sicoval a également décidé d'investir dans la création d'un réseau de fibre optique Très Haut Débit qui desservant à partir de 2008 tous les bâtiments. L'urbanisme horizontal est redoublé par la valorisation des dynamiques relationnelles horizontales. Toutefois cette dernière est plus sociale que spatiale. Lors d'un rendez-vous fixé avec l'un de mes interlocuteurs (Marc) devant l'entreprise qui l'emploie, j'ai ainsi demandé où elle se localisait à des personnes travaillant à proximité, et celles-ci se sont révélées incapables de me préciser comment y parvenir. L'horizontalité est donc sélective, ne relevant dans le paysage urbain que les informations directement utiles et pas l'aléatoire qui caractérise pourtant l'urbanité, ainsi que l'a montré Hannerz (1983 : 154)⁷⁶⁹. Pas « d'effet cafétéria » non plus, les échanges s'effectuent par des canaux plus subtils, parfois numériques, et pas forcément au sein de l'Innopole : « les parcs d'activité ne constituent nullement des espaces de socialisation autonomes », insiste Grossetti (1995 : 249-254), même si ces territoires tendent à s'autonomiser au sein d'un urbain généralisé dont ils sont les nouveaux vecteurs.

⁷⁶⁸ Ces organisations concernent aussi le commerce comme le montre le Club Innopole Commerce (3 000 emplois), présidé par le directeur du Carrefour, dont le but est de « rassembler les synergies des différents commerces » et développer les relations avec le Sicoval (*La Dépêche*, 23 juin 2005).

⁷⁶⁹ En effet, « le flair (*serendipity*), le fait de découvrir quelque chose par hasard alors qu'on en cherchait une autre, est peut-être une aptitude que privilégie la vie urbaine » (Hannerz 1983 : 154).



Une modularité de l'immobilier d'entreprise au diapason.



Un forum au bord d'un rond-point au milieu des champs : le nouveau front d'urbanisation.



Un sourire réservé aux usagers de l'Innopolis.

La douce aliénation des ingénieurs SSII.

Parmi les entreprises que compte Labège, un sous groupe est particulièrement caractéristique des modalités relationnelles qui s’y déploient, il s’agit des SSII (sociétés de service en ingénierie informatique). Celles-ci « travaillent en sous-traitance ou en collaboration avec les grands donneurs d’ordres. Ce secteur emploie à peu près quinze mille personnes » dans l’agglomération toulousaine (Taillefer 2002 : 311). Il comprend surtout des nouveaux venus, plutôt jeunes, et souvent très qualifiés. Après 1975, on assiste en effet à une augmentation très rapide du nombre des informaticiens, « cette augmentation étant due en partie à un phénomène général, et en partie à la dynamique de développement des SSII induite par l’industrie des satellites très consommatrice d’informatique » (Grossetti 1995 : 197). Ces sociétés d’informatique sont le parangon d’une flexibilité servicielle qui répond à des besoins technologiques croissants, et ses salariés sont des intérimaires qu’elles distribuent dans des entreprises tierces en fonction des prestations requises. Puisque ces ingénieurs SSII ont un rôle si déterminant dans l’économie des technopoles et parce que leur forme de salariat a un statut si spécifique, il est instructif de s’appesantir un instant sur leur mode de vie et sur leurs aspirations. Une bonne manière de les appréhender serait de mener à leur sujet une étude dans le style⁷⁷⁰ avec lequel Siegfried Kracauer a décrit *Les employés* (2000) dont il était le contemporain pendant les années 1920 à Berlin. D’ailleurs, certaines des remarques de Kracauer concernant les employés de son temps paraissent, *mutadis mutandis*, pouvoir s’appliquer à la couche sociale des ingénieurs SSII. Ainsi en va-t-il du « teint moralement rose »⁷⁷¹ : « sa moralité doit être teintée de rose, son teint rose empreint de moralité », « on les associe étroitement de façon à ce qu’ils se neutralisent », « mélange aimable et gentil, et plus la rationalisation progresse, plus ce maquillage rose moral gagne du terrain » (Kracauer 2000 : 45). Les ingénieurs SSII que j’ai pu côtoyer avaient eux aussi ce côté doucereux. Comme ces employés, « ils souhaiteraient donner libre cours à

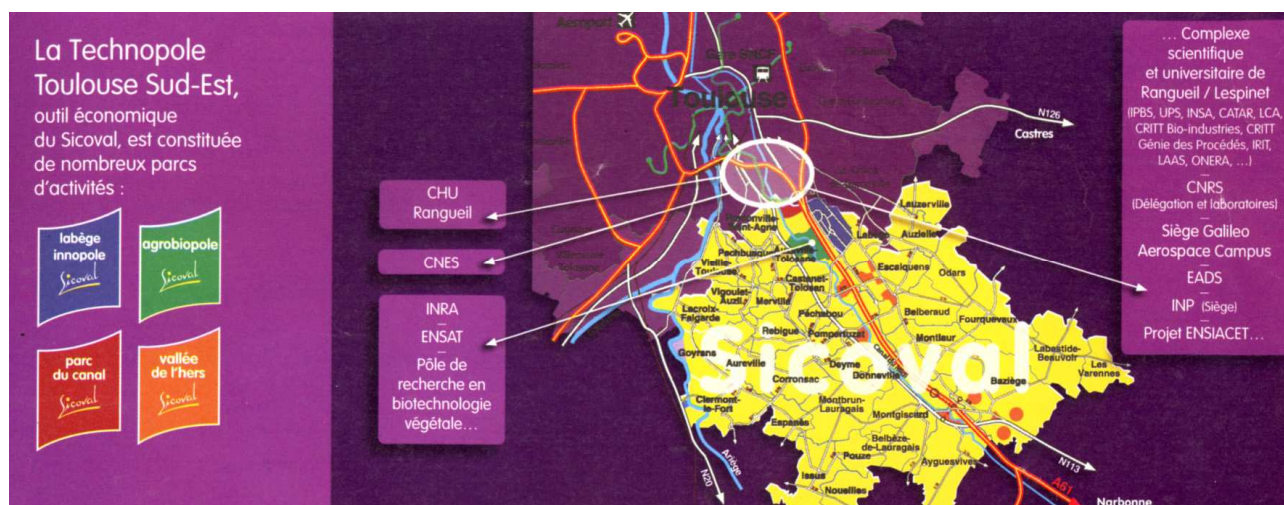
⁷⁷⁰ « A l’intérieur de chaque chapitre des matériaux hétérogènes coexistent, bouts de dialogue, citations, descriptions, commentaires, de sorte que leur mise en forme est en même temps leur interprétation. Par ce procédé les chapitres ne cessent de se renvoyer les uns aux autres. Ils se complètent, s’approfondissent, s’éclairent mutuellement » écrit Nia Perivolaropoulou dans sa présentation de l’étude de Kracauer (2000 : 14).

⁷⁷¹ « Cet assemblage de concepts éclaire d’un seul coup un quotidien fait de vitrines décorées, d’employés salariés et de journaux illustrés » (Kracauer 2000 : 45). Il suffirait de substituer ces trois termes par ‘fun shopping’, ‘ingénieurs SSII’ et ‘sites internet interactifs’.

leurs propres sentiments ; ils se dressent contre un système qui veut commander leur existence, mais c'est le système qui les tient » (Kracauer 2000 : 105). De façon relativement similaire, variable d'ajustement des systèmes productifs de haute technologie, l'ingénieur SSII est un tantinet révolté ; et, bénéficiant d'une rémunération de cadre pour un travail de technicien supérieur, il est assez fréquemment frustré par cette condition professionnellement peu valorisante.

Il lui reste alors la consommation de loisirs comme dérivatifs. Comme tout le monde me direz-vous ; mais son pouvoir d'achat supérieur à la moyenne et l'instabilité de sa situation ont tendance à moins limiter son appétence. Alors que Kracauer mentionnait déjà l'existence d'un « employé-bohème » à la vie nocturne parfois dissolue (Kracauer 2000 : 108), la journée de travail achevée, les ingénieurs SSII s'adonnent à l'occasion à un noctambulisme qui les conduit dans les concerts et les nombreux bars d'une ville festive comme Toulouse ; « beaucoup de sport », « activités culturelles tous azimuts pour tous (cinéma, café-théâtre, etc.) », notait Grossetti dans son enquête (1995 : 223). Quelques exemples de personnes rencontrées : Patrick, français du Maroc et enfant gâté par une jeunesse dorée, vit dans la même rue que moi, et travaille à Labège ; habillé en petit cadre propre pendant son activité diurne, le soir venu, il revêt un accoutrement plus cool, et sort retrouver ses amis ; sa copine médecin partant travailler dans un hôpital parisien, il souhaite s'insérer dans une colocation afin de pouvoir pratiquer sa « vraie » passion, la musique. Marc est quant à lui un jeune et sympathique ingénieur habitant au centre historique et se rendant en vélo à son travail, il a effectué des missions dans les trois principaux pôles d'activités analysés : Labège, Blagnac, Basso Cambo ; quelques temps célibataire et fêtard, il rencontre une professeur avec qui il souhaite acheter un bien immobilier pour s'installer « à la campagne », loin de l'agglomération et peut-être changer d'activité pour ce faire ; mais ses collègues aspirent davantage au standing des résidences fermées des communes jouxtant Toulouse (en particulier aux alentours de Tournefeuille, proche de Basso Cambo), ou à l'habitat plus ou moins dispersé du Sud-est toulousain. Le bassin d'emploi est très demandeur de leur compétence, aussi, malgré l'instabilité de leur situation, les ingénieurs SSII s'approchant de la trentaine entendent devenir propriétaires et s'établir, comme ceux qui, une génération avant eux et avec d'autres horizons idéologiques, ont fondé le Sicoval.

Le Sicoval ou l'entre-soi de gauche :
De la militance à la tentation sécessionniste.



La similitude des couleurs (violet) vient suggérer le lien entre styles de production (c'est la couleur de la plaquette de Sicoval éco) et de consommation : « une ambiance à part, un mélange de décontraction et de respect du consommateur », selon la communication de Carrefour.

Vie économique, histoire générationnelle, et territorialisation des parcours résidentiels s'entrecroisent pour expliquer la mise en place de ce que d'aucuns considèrent comme le bon élève de l'intercommunalité toulousaine : le Sicoval. « L'accumulation d'activités scientifiques et de recherche a permis (...) le développement d'un espace de type technopolitain, où la nature et le style de travail d'entreprises d'où la classe ouvrière est quasi absente, sont marqués d'abord par l'échange d'informations, par la recherche de l'innovation, et moins par la hiérarchie organisationnelle de la grande entreprise. Là les réseaux imbriqués ont simultanément conduit développement économique et aménagement urbain, donnant naissance à l'une des formes les plus originales de

coopération intercommunale », résume Jalabert (1995 : 75). En effet, dans l'agglomération toulousaine, « en matière d'intercommunalité, le seul évènement marquant de la période se révèle être la création, en 1974, du Syndicat Intercommunal des Coteaux et de la VALlées de l'Hers (SICOVAL), réunissant quatre puis six petites communes de la banlieue. Il sera le premier à élargir son activité à l'urbanisme, à l'aménagement et au développement économique. Mais cette structure ne prendra véritablement une stature politique dans l'agglomération qu'au début des années quatre-vingt, avant de faire progressivement référence tant au niveau local qu'au niveau national »⁷⁷², décrivent Philippe Estèbe et Marie-Christine Jaillot (1999 : 7). Regroupant aujourd'hui 36 communes, 65 000 habitants (2000 habitants supplémentaires chaque année), 800 associations, 3 000 entreprises, et plus de 30 000 emplois, le Sicoval est un acteur qui compte d'autant que comme nous l'avons vu la construction de l'intercommunalité dans l'agglomération toulousaine a été plus que poussive, chaque commune voulant conserver la manne financière dont elle a la charge. Au contraire, très tôt le Sicoval a su mettre en place un système, faisant ensuite école, de péréquation de la taxe professionnelle entre les communes adhérentes. C'est notamment ce système qui a permis l'éclosion de l'Innopole.

La création du Sicoval traduit en fait l'histoire d'une génération, celle des premiers ingénieurs et universitaires de Rangueil-Lespinet parvenant à l'âge des responsabilités dans les années 1970-1980 et s'investissant progressivement dans les rouages de la vie locale du Sud-est toulousain, secteur de l'aire urbaine où une majorité d'entre eux a élu domicile. L'un des leaders de cette génération est Claude Ducert, un ingénieur qui devient maire de Labège dès 1971⁷⁷³. Son équipe de néo-résidents remplace une municipalité de propriétaires locaux, qui projetait de créer des lotissements ; la ligne de Ducert est claire : « contrôler l'urbanisation, ne pas laisser se multiplier les lotissements, zones d'activités, équipements dans l'ensemble des communes du secteur », mais « équilibrer la croissance, organiser

⁷⁷² Un article comme celui de Sylvie Groueff, « le Sicoval entre ruralité et urbanité », relatant une journée de réflexions et de rencontres organisée par le Sicoval, le 22 avril 2004, sur le thème « la ville à la campagne », et rassemblant des élus et des professionnels venus des quatre coins de l'hexagone, témoigne de la stature nationale acquise par le syndicat intercommunal du Sud-est toulousain (Groueff 2004 : 51-55).

⁷⁷³ Il devient ensuite député et conseiller général, mais après quelques péripéties électorales, il lâche son poste de maire au début des années 1990 pour se consacrer exclusivement au Sicoval.

l'espace de manière à obtenir les meilleures dessertes, un équilibre travail-habitat (...) préserver espace rural et espaces verts » et fonder « un centre secondaire de secteur » (Jalabert 1995 : 71), ce que va devenir Labège Innopole. Il s'agit d'un « pari peut-être un peu fou pour échapper aux clichés traditionnels des banlieues, pour créer un pôle à la fois attractif pour les entreprises et attrayant pour les habitants », comme l'indique une plaquette de promotion du Sicoval (Grossetti 1995 : 236-237). Ce rêve, indéniablement l'une des composantes de l'*occitan dream*, est porté par la génération désignée ci-dessus, génération qui commence alors à avoir une influence prépondérante sur la politique locale : « entre 1977 et 1989, beaucoup de communes du Sud-est ont basculé entre les mains de représentants de notre population d'ingénieurs et de cadres », note Grossetti (1995 : 228). Ce dernier dresse un tableau schématique des phases successives de son engagement : d'abord, l'implantation dans des lotissements construits par des municipalités « traditionnelles » (agriculteurs, commerçants, voire maire promoteur) ; ensuite l'engagement associatif pour résoudre des problèmes concrets de la vie quotidienne (eau, crèches, associations de parents d'élèves, équipements sportifs, etc.), besoins nouveaux auxquels les municipalités en place ne satisfont qu'incomplètement ; et enfin présentation d'une liste étiquetée à gauche pour renverser ces dernières (Grossetti 1995 : 236). Encore une fois, ce schéma comporte certaines ressemblances avec ce qui s'est passé dans l'agglomération grenobloise à la même époque⁷⁷⁴. A première vue, l'expérience politique de cette génération est un succès, son implication dans la vie locale montre son souci de bien faire, d'harmoniser qualité de vie et croissance économique, et semble ainsi être un modèle à suivre par toutes les collectivités locales. Ainsi, à bien des égards, « le cas du Sicoval (...) pourrait être considéré comme exemplaire, tant au plan d'une analyse théorique sur le rôle des réseaux sociaux dans la formation de territoires spécifiques, que dans celle d'un prototype

⁷⁷⁴ La comparaison avec Meylan, technopôle près de Grenoble, tient de part en part ; par contre si l'on confronte les agglomérations toulousaine et grenobloise, les choses sont plus complexes. A Grenoble, l'accession au pouvoir d'Hubert Dubedout se rapproche de ce schéma, celui-ci perd la mairie en 1983, au moment où cette population migre vers les communes limitrophes ; à Toulouse, les scientifiques, dont bon nombre sont originaires de la région, pèsent sur la politique de développement local, et partagent, – par delà leurs divergences d'opinions –, avec les représentants institutionnels des notables toulousains la volonté de « valorisation de l'identité locale », mais les scientifiques ne figurent quasiment pas au sein du conseil municipal toulousain (si ce n'est aujourd'hui avec Pierre Cohen, ancien maire de Ramonville). En fait, la population en question s'est directement localisée vers le secteur Sud-est (Grossetti 1995 : 228-236).

de développement, utilisant les ressources juridiques et financières de l'intercommunalité », « pourrait, car les conditions sociales dans lesquelles cette expérience se déroule ne sont guère réunies que dans certaines banlieues » qui ont connues une évolution économique similaire (Grenoble, Sud-ouest de Paris), souligne Jalabert (1995 : 171)⁷⁷⁵. Il est, à mon sens, possible d'aller beaucoup plus loin dans la critique des limites du modèle Sicoval : la rançon de son succès est la constitution d'un espace urbain de l'entre-soi, fut-il politiquement classé à gauche.

L'itinéraire idéologique et territorial suivi par cette génération révèle les effets pervers inhérents à tout engagement sur un mode partiel et insuffisamment réflexif. Les représentations que les personnes se font de leur agir en viennent alors bien souvent à être contredites par certains aspects de leurs pratiques ou par les conséquences de celles-ci⁷⁷⁶. Au départ, cette génération est pleine de bons sentiments qui s'investissent dans de nobles causes, ou à tout le moins dans des causes utiles. En effet, « l'analyse des trajectoires de plusieurs élus ou responsables institutionnels (...) révèle l'importance relative des mouvements militants tels que le groupe « Vie nouvelle » (un mouvement de chrétiens de gauche né après la deuxième guerre mondiale autour de la revue *Esprit*) et les mouvements associatifs : FCPE (fédération de parents d'élèves), de l'UFC (union fédérale des consommateurs), de l'Union féminine civique et sociale ou d'Amnesty International » (Grossetti 1995 : 237). Cette propension de ces élites scientifiques à s'associer pour défendre certaines convictions n'est pas immédiatement synonyme d'un engagement politique sous sa forme traditionnelle. « Ce qui caractérise ces élus, outre leur spécialité professionnelle, c'est leur parcours souvent en marge des partis politiques, même s'ils s'y intègrent à un moment ou à un autre » (Grossetti 1995 : 236). Ces chercheurs scientifiques

⁷⁷⁵ « Selon les remarques d'un chercheur étranger à qui était présenté le Sicoval », celui-ci représenterait un cas typique de « gestion flexible post moderne » rapporte Jalabert (1995 : 173).

⁷⁷⁶ Un exemple particulièrement probant de ce phénomène est le parcours biographique de l'inventeur des *Malls*, Victor Gruen. Amateur de théâtre de cabaret et militant socialiste pendant sa jeunesse à Vienne, c'est en idéaliste qu'il pense le « *Mall* » comme solution à l'étalement commercial des « *strips* » et au manque de liens sociaux dans les « *suburbs* ». S'il s'inspire des centres villes, notamment européens, il contribue à les vider de leurs commerces. Gruen s'érige alors en promoteur des plans de revitalisation des cœurs de nos cités, mais, ce faisant, il les « suburbanise ». Le *Mall* est à présent partout, ce qui est loin de satisfaire Victor Gruen. Aigri, il s'en retourne retrouver l'urbanité viennoise dont il est resté nostalgique. Critiquant la société américaine, il aura pourtant largement participé à la transformer par ses « shopping *Malls* ». Cet exemple laisse penser qu'il existerait une affinité particulière entre une certaine gauche et la culture de consommation associée aux *malls*, et ce n'est d'ailleurs peut-être pas un hasard si Carrefour s'est trouvé au démarrage du projet de l'Innopole mené par le Sicoval.

et ces ingénieurs utilisent en fait le levier de la politique locale pour exprimer leurs propres convictions d'une croissance économique fondée sur le potentiel scientifico-technologique. « Il est clair que ces projets de développement sont en accord profond avec leur identité professionnelle et sociale puisqu'ils valorisent la science, la technique, et ceux qui les produisent et les mettent en œuvre, eux-mêmes en définitive » (Grossetti 1995 : 238). En bons philanthropes, ces cadres scientifiques œuvrent ainsi, assez directement, à leur propre service.

Le Sicoval procède donc d'une conception de la solidarité qui, sans être fausse, est jusqu'à un certain point vidée de son contenu par le mouvement socio-territorial le sous-tendant. « Une certaine gauche non marxiste s'est forgé de nouveaux projets autour de la valorisation de la science et de l'innovation. Le fait que les parcs technologiques polarisent des populations de cadres et contribuent à la fragmentation du tissu urbain n'a pas échappé aux plus actifs de ces élus qui s'efforcent d'y associer un développement de l'habitat social » et des emplois moins qualifiés (Grossetti 1995 : 238-239). Toutefois, la logique discriminante enclenchée, ne serait-ce que par le coût du foncier⁷⁷⁷, est trop puissante pour pouvoir la juguler a posteriori. « Parmi les 20 communes dont le revenu imposable est le plus élevé, 17 se trouvent dans le quadrant Sud-est » (Jalabert 1995 : 99). Entre 1982 et 1990, dans ce compartiment de l'aire urbaine toulousaine, « une croissance essentiellement composée de cadres et professions intellectuelles et supérieures et surtout la diminution relative de tous les autres groupes socioprofessionnels distinguent cet espace comme particulièrement ségrégatif », précise Corinne Siino dans « Evolutions du marché du travail et modalités de la métropolisation de l'agglomération toulousaine » (1998 : 67)⁷⁷⁸. Dans ces conditions, la promotion d'une politique de développement distincte de celle d'une agglomération toulousaine n'arrivant pas à se doter d'une intercommunalité capable de redistribuer efficacement les richesses, a quelque chose de mesquin. Cette gauche aisée qui n'est plus territorialement solidaire des populations paupérisées adopte un comportement analogue à celui décrit par Mike Davis, dans *City of Quartz*, son essai sur *Los Angeles, Capitale du futur*, des démocrates urbains qui « ont cessé de représenter les intérêts spécifiques d'un

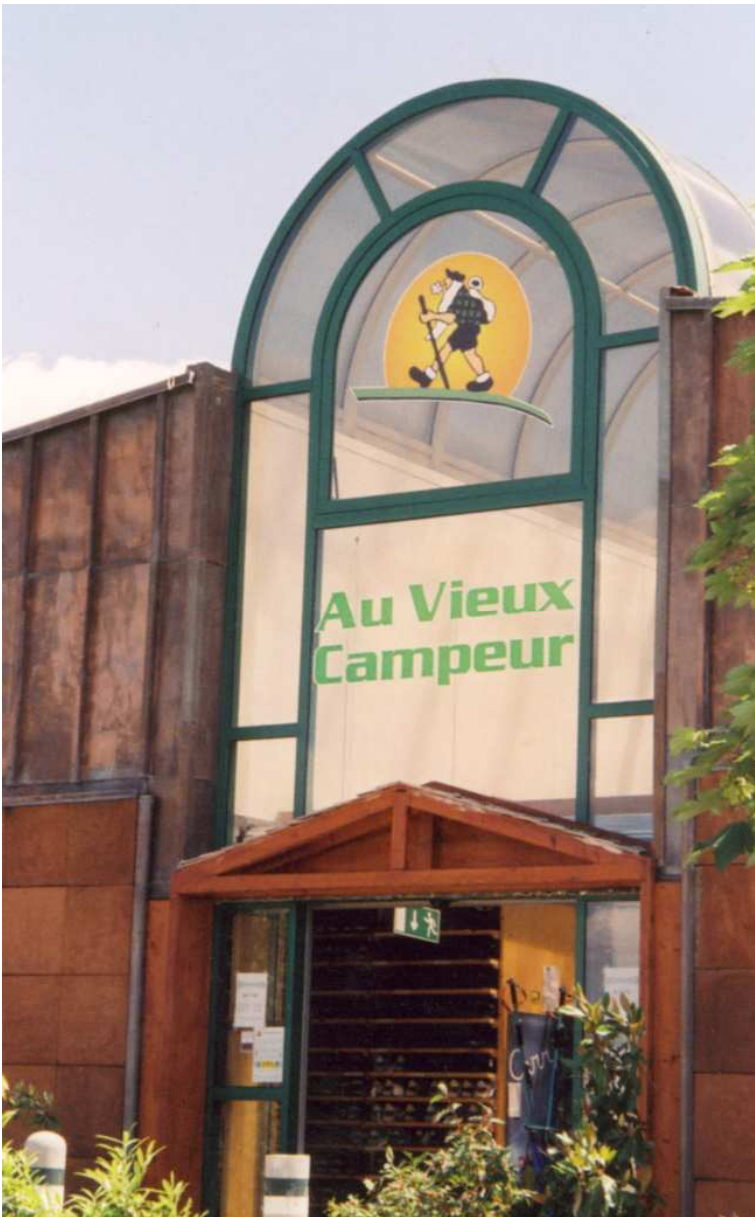
⁷⁷⁷ Le Sicoval réserve 60% de son territoire en espaces protégés ce qui fait monter les prix.

⁷⁷⁸ Le sud-est de l'agglomération compte, avec le centre historique, le plus fort taux de diplômés, comme l'on pouvait s'y attendre (AUAT 2002 : 121).

électorat populaire », et dont le leader Bradley « fricote » avec le « principal constructeur de centres commerciaux de Californie du Sud » (Davis 2000 : 123). La divergence avec Toulouse n'est donc pas seulement une question de clivage politique, mais relève de processus socio-économiques. « S'il ne paraît pas complètement utopique de rattacher un jour l'Innopole à une ville, ce ne sera sûrement pas Toulouse. Tout le développement du Sicoval témoigne d'une volonté assez fortement appuyée de se décoller de l'agglomération toulousaine » (Sabbah 1993 : 32). A la différence de Blagnac qui cherche, par ce qu'Airbus y a intérêt, à associer son décollage économique à une dynamique collective au sein de l'agglomération, celui du Sicoval s'accompagne plutôt de son décollement.

Ce démarquage socio-territorial est notamment aisément repérable à travers la très faible présence de populations immigrées pauvres à Labège, et par le fait que les personnes travaillant sur le site esquivent soigneusement les secteurs d'habitat social. Déjà en 1990, « l'étude réalisée sur l'Innopole (...) montre que la grande majorité de ses salariés réside dans les communes du sud-est et de l'est toulousain ou dans les quartiers centraux ou résidentiels du sud-est de la ville, évitant les quartiers du sud-ouest. La part de la population étrangère est beaucoup plus faible dans le reste de l'agglomération (3,9 %) qu'à Toulouse (8 %) et surtout, les ressortissants de la CE y représentent 61 % du total contre 28,4 % à Toulouse qui abrite l'essentiel des migrants autres qu'européens » (Jalabert 1995 : 93). Cela aboutit au paradoxe, en grossissant un peu le trait, d'une municipalité de centre droit (Toulouse jusqu'en 2008) qui « gère » les pauvres, tandis que la gauche se complait à choyer les couches supérieures de la société urbaine toulousaine. Le cas du Sicoval est sur ce point presque caricatural. La communication autour de la solidarité, – « Intercommunalité, qualité de vie, solidarité sont les valeurs qui fondent notre identité » proclame sa plaquette –, concerne celle entre les grandes et les petites communes **du** Sicoval, pas celle avec les personnes d'origine maghrébine du Mirail ; et le Sicoval a alors beau jeu de se targuer de sa « coopération décentralisée » avec deux collectivités en Afrique (Sénégal et Guinée). Le jugement porté au cours de ces derniers paragraphes sur l'Innopole et sur le Sicoval est cependant un peu sévère car il y a pire, et la génération des SSII qui succède à celle des élites scientifiques est sans doute moins intéressante, moins porteuse d'un idéal, plus apolitique, et plus centrée sur la consommation.

Labège Innopole : l'écologiquement correct d'une « ville camping ».



La ville camping et ses paradoxes : territoire urbanisé tel un campement nomade, avec ses bâtiments d'entreprises dis-posés comme des tentes, et près duquel séjournent des gens du voyage, Labège Innopole comprend l'une des rares implantations en province d'un magasin « Vieux Campeur »⁷⁷⁹, commerce hyperspécialisé proposant des articles haut de gamme et d'une technicité en général très élaborée (randonnée, escalade, etc.). Ce type de produit correspond assez bien à l'image de Labège, commune qui propose elle-même des chemins de randonnée, dans sa plaquette imprimée sur du papier 100 % recyclé.

⁷⁷⁹ La chaîne ne compte, en dehors de ses célèbres magasins de la rue des Ecoles dans le quartier latin à Paris, que quelques boutiques provinciales, le plus souvent situées dans des agglomérations relativement proches des massifs montagneux, comme c'est le cas à Toulouse par rapport aux Pyrénées.

L'Innopole n'est pas à Toulouse, il se situe dans un espace improbable dont les usagers auraient les pieds sur les pentes pyrénéennes et les mains tapotant le clavier d'un ordinateur. C'est ce que suggère la présence du Vieux Campeur à Labège. Celle-ci peut être comparée à l'exemple rapporté par Philippe Moati du « concept de « prairie » lancé par Décathlon près de Sophia Antipolis », « initiative innovante associant l'action d'un distributeur, l'intervention d'une collectivité et la participation d'associations. Le point de vente est implanté sur un site de 3 hectares, à proximité de l'autoroute A8. Au sein de ce site, ont été aménagés une salle de basket et une piscine municipale, un parcours de VTT, un mur d'escalade, une salle de fitness... Le magasin offre de nombreux services tels que la location de VTT, des ateliers de réparation, un bureau de guides pour les randonnées pédestres et des aires d'essai du matériel proposé... » (Moati 2001 : 233). Labège n'a pas développé de tel projet d'une manière formelle, mais s'esquisse une évolution similaire ; la comparaison se justifie également par le type d'activités des deux technopôles, ainsi que leur localisation près d'importants axes autoroutiers, tout en se situant dans des environnements méridionaux estimés agréables et « naturels » (bien qu'au bord d'autoroutes...), non loin de montagnes, et de la mer, dans le cas niçois. La présente étude se limitant à l'agglomération toulousaine, il serait néanmoins instructif de réaliser une recherche comparative plus systématique portant sur le style de consommation proposé sur les sites des technopôles français les plus dynamiques, ainsi que sur la Silicon Valley en Californie, pour tester davantage l'hypothèse selon laquelle ces activités *high tech* s'accompagnent de ces aspirations, à une vie sportive, en plein air, contrastant avec l'aseptisation des espaces productifs. Ce goût immodéré pour la pratique sportive est attesté par l'enquête menée par Grossetti auprès des Innopolitains : « beaucoup disent faire du sport (77 %) mais à peine plus d'un tiers (35 %) pratiquent dans le cadre d'une association sportive », « les sports les plus pratiqués sont la marche et le footing (37 %), le tennis (28 %), le ski (16 %), la planche à voile (12 %) (Grossetti 1995 : 222).

De toutes ces pratiques, l'une d'entre elles revêt une signification particulière à Labège, « la ville camping », c'est la randonnée. Pointe urbanisante d'un Sicoval qui se veut une réconciliation réussie des qualités urbaines et rurales, la randonnée est promue comme un trait d'union entre ces deux imaginaires. « Ensemble,

faisons un bout de chemin » nous invite le Sicoval info (septembre/octobre 2006). Proposant 260 kilomètres de sentiers, et projetant d'en aménager 410, co-organisateur des « randovals », la démarche du Sicoval est un bon exemple de ce que Jean-Pierre Augustin décrit comme « le sport au service du développement local », illustrant son propos par une analyse du rôle joué par les chemins de randonnées : puisque « le besoin social de nature s'accompagne d'une évolution des fonctions de la ruralité », « la campagne ordinaire et les chemins de randonnées sont promus au rang d'espaces publics » ; en effet, « les sentiers et chemins ruraux offrent un maillage très fin de voies publiques », et après une période de déclin, ils « connaissent aujourd'hui un regain d'intérêt (...) soutenus par les institutions officielles de l'Etat, les collectivités locales et les associations » (Augustin 2007 : 167-168). Cependant, cela occasionne parfois des conflits d'usage avec les riverains car certains promeneurs cueillent des plantes cultivées ou pénètrent dans les cours de ferme selon le Sicoval info (septembre/octobre 2006). Ces conflits ne concernent évidemment pas l'Innopole, mais la pratique de la randonnée peut parfois se poursuivre jusque sur les larges et verdoyantes allées, – celles-ci sont l'objet d'un traitement spécifiques bannissant désormais le désherbage chimique –, de l'immobilier d'entreprise *high tech*. Il m'est arrivé de rencontrer une fois une dame venue faire ses courses au Carrefour à pied, en chaussures de randonnée car elle avait effectué un assez long parcours. Après une discussion prolongée, cette personne, de condition relativement modeste et originaire des confins de la région parisienne, m'a expliqué qu'elle avait choisi de s'implanter à Labège à partir d'une recherche sur « Google earth », et voyant qu'il y avait du vert et pas de « barres », l'urbanisme des grands ensembles représentant pour elle un repoussoir absolu, elle a choisi de s'acclimater à la quiétude de l'urbanité horizontale et ne se rend quasiment jamais à Toulouse. Cette « frappe chirurgicale d'habitat » n'a en définitive rien de si étonnant, le plan des sentiers de randonnées et pistes cyclables est une vue aérienne de l'Innopole, zone qui doit notamment son essor à la demande en informatique pour satellites, tandis que l'IGN se trouve dans le parc d'activité qui se situe juste de l'autre côté de l'autoroute.

Ce qui se joue à Labège, plus encore que dans d'autres lieux, comme en témoigne l'exemple du choix de localisation de cette dame, ce sont les dynamiques de dé- et

de reterritorialisation⁷⁸⁰ propre à l'urbanité contemporaine. Ces dynamiques résultent en grande partie d'une mobilité généralisée qui se décline dans une géométrie tridimensionnelle (réseaux électroniques souterrains, déplacements automobiles, et contrôle satellitaire). L'horizontalité de l'Innopole est ainsi la conséquence de sa relation à l'autoroute. Sans elle, l'Innopole n'existerait même pas, et par elle Labège nomadise, flotte dans un espace urbain méridional dont les avenues appartiennent aux Autoroutes du Sud de la France (ASF). Cette nouvelle géographie a été très bien décrite par Michel Lebrun dans un polar publié en 1977 dont le héros principal est l'*Autoroute* : « Autoroutopolis » est ainsi « la ville la plus peuplée de France » ; et « l'Autoroute est notre aventure, notre inconnue. Interminable, elle serpente à l'infini, tel un tapis merveilleux qui déroule ses broderies de béton jusqu'à Samarcande. Parcourue de caravanes silencieuses, elle est parsemée d'oasis, de souks, de bazars, de caravansérails, qui font d'elle une ville interminable » (Lebrun 1993 : 101-102). A n'en point douter, Labège est une de ces oasis ou de ces caravansérails qui jalonnent notre planète bitumée. Tout le monde n'est cependant pas autorisé à camper à sa guise sur cette aire d'autoroute. Les véritables nomades, sédentarisés non loin⁷⁸¹, en ont été jusqu'à un certain point exclus. Les usages territoriaux de ces « gens du voyage » sont toutefois beaucoup moins cloisonnés que ceux des Innopolitains. Sur un mode contraint (et sans doute pénible) pour leur habitat car le parc de stationnement de leurs caravanes jouxte l'autoroute, les gitans s'approprient malgré tout Labège et ses abords d'une façon assez joyeuse pour certaines de leurs activités, et j'ai ainsi rencontré une fois une personne de cette communauté à la caisse de Carrefour où il avait acheté du matériel de pêche pour hameçonner le poisson du plan d'eau artificiel. Cette incongruité relative dans le paysage innopolitain est un clin d'œil amusant à la nomadisation à l'œuvre, mais l'habiter de la « ville camping » s'effectue d'une manière moins rustique et artisanale. Labège est devenu site important du tourisme d'affaire grâce à son centre de congrès Diagora ouvert en novembre 1992⁷⁸² et agrandi en 2004 avec l'espace Agora : plus de 100 000

⁷⁸⁰ La déterritorialisation ne va pas sans une reterritorialisation subséquente ; se reporter à *Mille plateaux* de Félix Deleuze et Félix Guattari (1980, Minit).

⁷⁸¹ « Le fait que Ramonville ait été l'une des rares communes de l'agglomération à accepter d'une aire aménagée pour nomades, dans un angle mort il est vrai, entre zone artisanale, canal et voie de déviation, n'a pas recueilli l'assentiment de toute la population » (Jalabert 1995 : 170).

⁷⁸² « Tout a commencé avec l'entreprise Sanofi qui a voulu organiser un congrès. Elle n'a pas trouvé dans l'agglomération de structure satisfaisante... Il n'y avait que l'Université Paul Sabatier

visiteurs en 2006, 500 manifestations par an de natures très diverses, et un chiffre d'affaire de 2,7 M d'euros. Des chaînes d'hôtels se sont implantées, et surtout une offre d'hébergement d'un genre nouveau apparaît à proximité de Diagona, une résidence de tourisme équipée pour recevoir une clientèle exigeante.



Le centre des congrès Diagona et son tourisme d'affaire défiscalisé.



qui avait un grand amphithéâtre... Les élus ont pris conscience de ce vide » rapporte en 1992, E. Brémaud, alors directeur de Diagona (Salignac-Luans 1995 : 266). Diagona a pris une longueur d'avance sur le centre des congrès construit à Toulouse quelques années plus tard.

Consommation, hédonisme et milieu aquatique

L'idée d'un tourisme à l'année, décrite dans la partie précédente, prend à Labège et dans le Sicoval une tonalité particulière. Plusieurs raisons à cela, dont certaines ont été mentionnées chemin faisant, mais l'une d'entre elles n'est qu'à première vue anecdotique : le climat du Sud-est toulousain est légèrement meilleur que dans le reste de l'aire, l'influence méditerranéenne s'y fait un peu plus sentir, et il m'est arrivé de nombreuses fois de partir de Toulouse avec un temps couvert puis d'arriver, douze kilomètres plus loin et non sans boudier mon plaisir, à Labège sous un ciel bleu. Cette différence de climat n'est pas simplement météorologique, elle est aussi émotionnelle. Une légende locale prétend qu'il existait à Labège une fontaine aux eaux guérisseuses. Celle-ci a semble-t-il débordé, et ses eaux vertueuses se sont répandues sur l'Innopole et ses salariés, immergeant les « jeunes pousses » SSII dans un bain de jouvence. Dans une agglomération où les tensions sont parfois vives, Labège apparaît comme une bulle de bonheur. Son centre commercial, et même l'Innopole dans son ensemble, ne sont pas sans rappeler certaines des remarques de Benjamin à propos des passages parisiens, tel celui du Panorama dans lequel « on avait au premier abord le sentiment de pénétrer dans un aquarium » ; « on aimerait découvrir un mythe des passages avec, au centre, une source légendaire, une source d'asphalte qui jaillirait »⁷⁸³ (Benjamin 2002 : 548, 427). L'Innopole est un espace de ressources, économiques bien sûr, mais également existentielles.

Un élément semble pourtant quelque peu manquer à son épanouissement : l'eau. Labège est une terre assez aride, en particulier lorsque souffle le vent d'autan qui assèche l'atmosphère. Aussi, les concepteurs de l'Innopole se sont attachés à corriger ce défaut présumé en créant des plans d'eau artificiels⁷⁸⁴ aux deux extrémités du parc technologique. En effet, « l'eau est investie du pouvoir mythique de laver de la saleté du lieu de travail », indiquait Kracauer, et c'est pourquoi les « piscines sont surpeuplées, sous la pression hydraulique du système

⁷⁸³ « Les brasseries où « la bière coule à flots » tirent leur existence de ce mythe des fontaines », poursuit Benjamin (2002 : 427).

⁷⁸⁴ Ville terrienne, Toulouse a cherché ces dernières décennies à gommer cette caractéristique par l'aménagement de nombreux plans d'eau artificiels. L'un des premiers a été le lac de la Reynerie au Mirail, afin de séduire ses nouveaux habitants ; le terrain suivant nous en fera découvrir un autre, non loin de là, le parc de loisirs de La Ramée, à côté de la rocade Arc en ciel.

économique » (Kracauer 2000 : 150). L'élément aquatique est riche de symboliques. Celles-ci ont été dévoilées avec finesse par Bachelard, dans *L'eau et les rêves* : « conditions objectives du narcissisme », « les eaux amoureuses », « l'eau maternelle et l'eau féminine », permettent « pureté et purification », une « morale de l'eau » ; ainsi « l'eau est la maîtresse du langage fluide, du langage sans heurt, du langage continu, continué, du langage qui assouplit le rythme, qui donne une matière uniforme à des rythmes différents » (Bachelard 2005 : 209). N'est-ce pas là l'une des stratégies mises en œuvre par l'urbanisme commercial ? La balnéarisation environnementale est un puissant levier du désir en général, et du désir d'achat en particulier. Si les univers commerciaux ont parfois été comparés à des paquebots, il est possible de poursuivre l'analogie, et de voir ses artères ou ses abords comme une jetée. Comme le montre Corbin dans *Le territoire du vide*, cette dernière est précisément « la mise en accord de l'espace et du désir » (Corbin 1990 : 298), d'un « désir du rivage » provenant d'un « dégoût de la ville, devenue gluante », « on attend désormais de la mer qu'elle calme les anxiétés de l'élite, qu'elle rétablisse les harmonies du corps et de l'âme, qu'elle enrayer la perte d'énergie vitale » (Corbin 1990: 74-76). Fuyant Toulouse et ses conflits sociaux, l'urbanité innopolitaine s'invente des plages et des rivages propices à une consommation détendue.



Présent également à Blagnac, entre le Leclerc et l'aéroport, le restaurant de poissons « la criée », est à Labège séparé d'« O Québec »⁷⁸⁵ par un palmier, ils sont situés près d'un plan d'eau artificiel dans une zone dédiée à des restaurants thématiques.

⁷⁸⁵ Ce « restaurant nature » qui propose une « cuisine typique et traditionnelle » (saumon de l'atlantique, brochet sauvage sauce crabe des neiges, etc.), accompagnée d'une animation musicale québécoise est en fait une chaîne dont le premier établissement fut créé dans les Pyrénées près de Saint-Gaudens en 1998, Labège est le second et rencontre un franc succès, et un troisième site a ouvert à Nantes en avril 2006.

Au stress supposé du travail technopolistique répond la relaxation proposée par une offre commerciale qui ne cesse de se diversifier et de s'affiner, près du lac artificiel avec le multiplexe et les restaurants thématiques comme nous venons de le voir, et plus encore dans le centre commercial. La devise du Carrefour Labège 2 est la « cool consommation » (cf. supra), tout un programme... Il existe peu de *malls* en France, et à l'instar de Parly II, décrit par Baudrillard dans *La société de consommation* comme une « éternelle combinatoire d'ambiances, dans un printemps perpétuel » (Baudrillard 1970 : 22-26), Labège 2 est le centre commercial toulousain qui, à l'heure actuelle, s'en rapproche le plus. Dans la galerie marchande où se trouvent quatre aires de repos, comme sur une autoroute, tout est fait pour faciliter la décompression du consommateur, et l'amener à passer à l'acte d'achat. « Dans votre centre commercial à dimension humaine, l'atmosphère conviviale, vivante, toute en douceur, ne laisse aucune place à la pression et au stress », proclame la communication de Labège 2. Des animations sont de temps à autres proposées en ce sens, comme des massages gratuits dispensés par des thérapeutes *new age*. Cela va dans le sens de ce que Robert Rochefort appelle, dans *La société des consommateurs*, un immatériel de « rassurance » (Rochefort 2001 : 141-170, 204) ; l'esthétique pavillonnaire de Labège 2 matérialise d'ailleurs assez bien ce nouveau souci du réconfort. La consommation thérapeutique s'appuie sur un langage émotionnel qui est lui-même de plus en plus présent dans la gestion des ressources humaines au sein des entreprises, comme l'a bien mis en évidence Eva Illouz, dans *Les sentiments du capitalisme* (2006). Cependant, l'atmosphère de Labège 2 ne se réduit pas à ces modalités de compensation d'une activité professionnelle nerveusement épuisante.

L'ambiance du centre commercial comporte également une dimension résolument hédoniste, voire lascive⁷⁸⁶. Le lien incestueux existant entre Labège 2 et les

⁷⁸⁶ Sur cette dimension, penser au film « *Cashback* » du britannique Sean Ellis (2004), et aussi au polar de Lebrun sur le *Géant*. Ce dernier fait figure de ville « où la convoitise trouve à chaque instant son assouvissement, où l'acte de regarder un objet, de le palper, de le saisir prend valeur de possession érotique ». L'un des personnages, Gaston Basile, souhaitant écrire un roman dont l'hypermarché « servirait de point de jonction entre différents personnages, hommes et femmes, et influerait par là même sur leur destin » a un « moment favori », « entre onze heures et midi trente » : « il y avait du monde, mais pas trop, pas au point d'être bousculé. Les clientes y arrivaient pomponnées comme des chevaux de parade, (...) épouses de cadre pour la plupart, et toutes prêtes à l'aventure, puisque leurs maris étaient absents jusqu'au soir ». Après bien des péripéties, le livre s'achève en une débauche sexuelle généralisée, dégoulinante et meurtrière (Lebrun 1996 : 132, 84, 388), dénouement vorace et orgiaque dans lequel le *Géant* est consommé.

entreprises adjacentes transforme la galerie marchande en scène où se déploient des jeux de séduction entre collègues potentiels de travail. C'est aussi un lieu de promenade ostentatoire pour des couples plutôt jeunes ou souhaitant le demeurer, et d'une certaine catégorie sociale. Habillés de vêtements banalement à la mode, – c'est le site de la première implantation toulousaine d' 'H & M' –, bien coiffés et parfumés, cette composante importante de la clientèle de Labège 2 témoignent d'un plaisir d'être là à peine dissimulé. Une certaine sensualité est donc de mise. L'un de ses points chauds est un café près duquel s'est installé 'Chantelle' : la première marque française de lingerie haut de gamme à l'échelle internationale a lancé ses propres boutiques et a choisi Labège pour son premier magasin dans le Sud-ouest ; l'espace de vente accompagne les envies de féminité de façon très personnalisée grâce à une « beauty room », un boudoir de 4m² accessible sur rendez-vous. Le style de vie de ces innopolitains, largement décollé de ceux des habitants du reste de l'agglomération, se nourrit aussi de rapprochements sexuels.



*Consommation, voyages, émotion*⁷⁸⁷ ...

⁷⁸⁷ « Dans *émouvoir*, il y a *mouvoir*, qui signifie un mouvement déstabilisateur, un *transport* en quelque sorte. La langue française du XVII^e siècle utilise l'expression *se transporter* pour, justement, qualifier un changement d'état, une émotion forte, une passion », précise Thierry Paquot, dans *Eloge du luxe* (2005 : 48). La consommation est très dépendante des transports...

-2 : La relation 'tolosanité'/campagne : un malentendu auto-réalisant

Alors que le terrain précédent concerne de nouvelles polarités issues de la technopolisation de Toulouse, le terrain abordé à présent touche quant à lui le cœur d'une identité toulousaine pluriséculaire : sa relation à la campagne⁷⁸⁸. Certes, le Sicoval est un territoire qui se veut faire le pont entre urbain et rural, mais son urbanité est, comme nous l'avons vu, très spécifiée, tandis que sa rusticité est très relative puisque les terres agricoles du Lauragais sont depuis très longtemps dans l'orbite toulousaine, apportant à la ville prospérité par son pastel et ses blés, et à l'urbain des espaces d'habitats privilégiés, en particulier sur les coteaux. Il ne s'agit donc pas d'un exemple archétypique de campagne toulousaine. Il m'a ainsi semblé plus opportun d'appréhender un trait aussi massif que la rurbanité toulousaine à partir d'exemples un peu plus quelconques. La rocade Arc-en-ciel et ses dessertes, en particulier celle vers Basso Cambo dont le nom témoigne de son ancien usage, ainsi que le marché du dimanche matin à Saint Aubin, autour de l'église du même nom, sont des portes d'entrée, en apparence assez banales, de la tolosanité vers l'imaginaire ruralisant de l'*occitan dream*. Une douce rêverie champêtre y embaume l'acte de consommer et le fait d'y résider. Auparavant capitale régionale d'une province agricole, ces deux territoires toulousains n'en sont pas un vestige mais une reconstitution destinée à authentifier la tolosanité aux nouveaux arrivants. Contrairement aux générations précédentes, ces néo-Toulousains sont venus pour la plupart de milieux urbains⁷⁸⁹. Acheter des légumes au marché, ou vivre dans un immeuble paré de briques, c'est se « naturaliser » toulousain. Ce « commerce de l'imaginaire », qui a des effets

⁷⁸⁸ Jusqu'il y a moins d'un demi-siècle, une partie du périmètre communal toulousain était lui-même campagnard, comme en témoignait la présence de plus de 3 000 hectares en terres labourables : « la grande superficie de la commune de Toulouse laisse encore la place à la culture sur son territoire. En 1954, le travail de la terre occupait 2 932 personnes actives, soit 2,8 % du total, plus que l'imprimerie, la chaussure ou la bonneterie », indiquait Coppolani au début des années 1960 (1963 : 94). Il faut souligner qu'il s'agissait pas d'une agriculture maraichère, celle-ci étant intrinsèquement urbaine, et que donc subsistait véritablement des pans de ruralité dans les interstices de la métropole régionale. Ce n'est plus le cas à présent.

⁷⁸⁹ Les nouveaux toulousains, sont ainsi venus « du Bassin parisien, pour près du cinquième des migrants dans les années quatre-vingt » (Taillefer 2002 : 307) Ce chiffre est identique la décennie suivante et auquel s'ajoute des personnes venues des régions voisines et de l'étranger. Or, « quelle que ce soit leur région d'origine, ces personnes habitaient le plus souvent déjà en 1990 en milieu urbain » (AUAT 2002 : 56).

territoriaux bien réels, interroge le lien entre temporalités de la consommation et signification de l'habiter à l'ère de l'urbain généralisé.

Le cas toulousain est singulièrement intéressant parce qu'il est paradigmatique du retournement opéré par l'urbanisation contemporaine. « Le temps de l'afflux de ruraux vers la métropole est maintenant bien terminé et c'est la métropole qui dilue sa population dans un espace de plus en plus étendu » (Coppolani 1984 : 110). L'urbanisation n'est pas qu'un phénomène spatial, elle affecte les cultures et les représentations, ce que Thierry Paquot, dans son essai sur *l'Homo urbanus*, a appelé « l'urbanisation des mœurs » (Paquot 1990). Ces mœurs ne se constituent pas *ex nihilo*, elles proviennent de trajectoires familiales faites de transmissions et/ou de ruptures qui n'obéissent pas à une schématique accumulation. L'histoire urbaine est ainsi également une histoire des générations qui ont habité et vécu dans des territoires donnés. C'est pourquoi il faut se montrer très attentif aux effets générationnels conditionnant ou amplifiant l'apparition d'une tendance urbaine nouvelle ou la formation d'une institution (Cf. Sicoval). Pour ce qui est du retournement mentionné ci-dessus, l'histoire générationnelle a une importance capitale. En effet, une ou deux générations après la toute fin de l'exode rural, le fait que les migrations deviennent exclusivement interurbaines ne peut que transformer radicalement une identité toulousaine jusqu'alors pétrie de ruralité. L'une des tendances de l'urbanité locale était précisément de contrecarrer cet aspect par un certain raffinement. Aujourd'hui, on assiste à une aspiration inverse : les Toulousains, et plus spécialement les néo-Toulousains, désirent s'approprier une rusticité que ni eux ni leur parents n'ont selon toute vraisemblance jamais connue. L'urbain généralisé rend cette quête territorialement impossible. « l'espace urbain, devenant un continuum, ne se distingue plus autant de l'espace rural. La différence s'amenuisant dans la réalité, elle se retrouve magnifiée dans l'imagination », remarque Jacques Le Goff, dans *Pour l'amour des villes* (1997 : 146). Lieu de commercialisation de la production agricole supposée provenir du pays, le marché forain est une interface qui charrie l'image d'un mixte de citadinité et de ruralité immémoriale. Aussi, c'est un fertile espace-temps consommatoire pour conjurer le travail de deuil que les urbains paraissent devoir effectuer à la suite de la mort des villes et des campagnes.

Les usages urbains d'un marché à la mode

L'urbanisation contemporaine a métamorphosé les usages sociaux des marchés. Ceux-ci servaient de point d'appui identitaire pour les déracinés de l'exode rural, ils apparaissent maintenant des lieux d'ancrage pour des urbains en mal d'authenticité. Evoquant les marchés, Coppolani pouvait écrire au début des années 1960 : « ce commerce tout analogue à celui des marchés ruraux de la région, est des éléments les plus marquants de ce que Toulouse garde de villageois dans ses aspects et son économie. (...). Les forains débitent surtout l'article bon marché apprécié par la clientèle paysanne qui retrouve dans la grande ville les habitudes de son chef-lieu de canton, et une partie de la clientèle ouvrière qui conserve ses mœurs campagnardes d'origine » (Coppolani 1963 : 84). Cette époque est dorénavant révolue, et le présent regain d'intérêt pour les marchés est au contraire lié à une forme de « sur-urbanité ». La différence entre ces deux usages est telle qu'il est possible d'y voir deux phénomènes distincts, sans solution de continuité. « Le marché forain, dont on se plaît à imaginer la permanence à travers les siècles, est (...) en réalité, dans sa forme actuelle, un phénomène bien moderne », explique à juste titre la regrettée Michelle De La Pradelle, dans *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché, en Provence ou ailleurs* (1996 : 32). Cet ouvrage est, à ma connaissance, l'une des seules études anthropologiques menées sur le sujet. Avec beaucoup de finesse dans la description et de pertinence dans l'analyse, il dévoile les contradictions et les ambivalences des marchés forains contemporains. Mon enquête urbaine va, au fil des pages suivantes, en reprendre les jalons car malgré les quelques divergences entre le marché de Carpentras et celui de Saint Aubin à Toulouse, en particulier du fait de la taille de ces deux agglomérations⁷⁹⁰, de nombreux points communs existent, à commencer par leur méridionalité, très réputée pour ce type de commerce, ou encore la profondeur historique sur laquelle se greffe leurs nouveaux usages urbains, ainsi qu'une composante parisienne de leur clientèle.

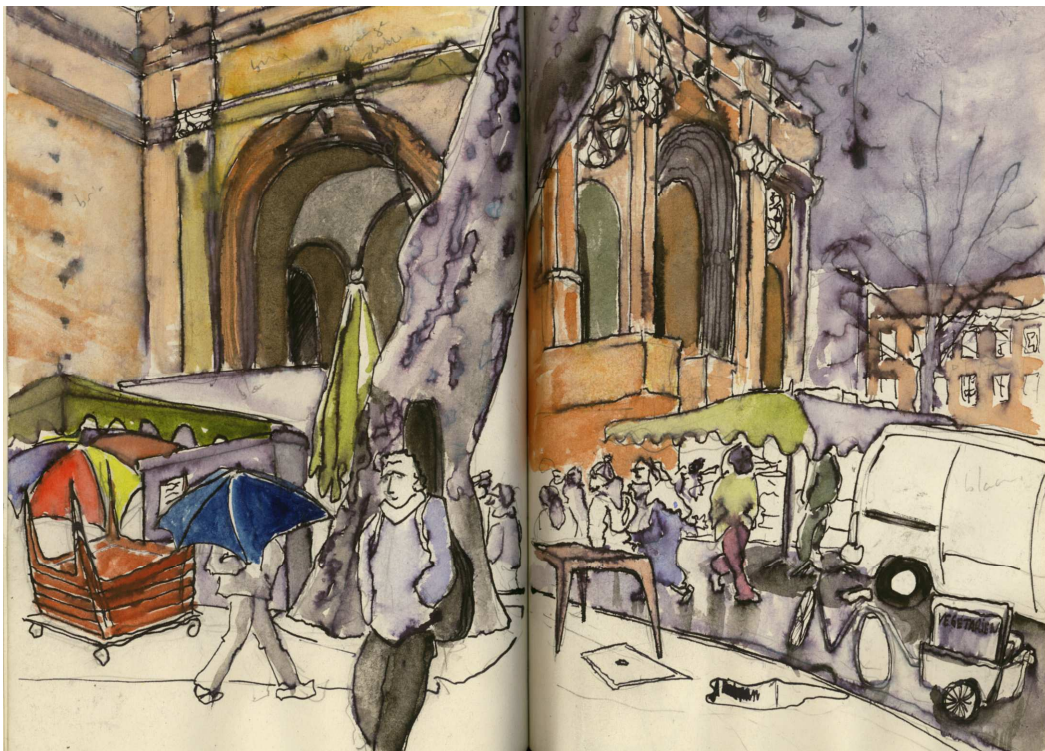
Le succès actuel des marchés n'est pas propre à Toulouse ou Sud de la France. Un observateur de l'évolution des formes de consommation comme François

⁷⁹⁰ Il n'y a qu'un seul marché forain à Carpentras et celui-ci est hebdomadaire, alors qu'à Toulouse, de nombreux marchés sont en concurrence les uns avec les autres.

Bellanger a bien souligné comment nous assistons à un « nouveau temps des marchés » : « directement associés par la très grande majorité des consommateurs à l'achat plaisir, les marchés connaissent aujourd'hui en France un nouveau dynamisme » ; « ils répondent aux demandes des consommateurs de trouver des commerces moins aseptisés que les grandes surfaces », « aspirations de valeurs écologiques développées par de nombreux citoyens stressés et répondent aux aspirations de valeurs écologiques développées par de nombreux citoyens stressés » » ; « le succès des marchés tient aussi au fait que ceux-ci s'adaptent aux nouvelles temporalités des consommateurs » ; le panier est trois fois plus cher le week-end (Bellanger 2001 : 176). Ce n'est pas un hasard si le marché de Saint Aubin est à ce point plébiscité par les Toulousains, il a lieu le dimanche matin, pendant que la majorité des commerces sont fermés. Mais cela n'épuise les raisons de sa réussite commerciale puisque d'autres marchés déploient leurs étals au même moment à moins d'un quart d'heure à pied : les puces à Saint Sernin, un marché alimentaire sur le boulevard de Strasbourg, et quelques stands sur la place du Capitole. « Vieux maintenant d'une trentaine d'années, le marché du dimanche de Saint Aubin s'est bien imposé et conserve une abondante clientèle » notaient Coppolani, Jalabert et Lévy au cours des années 1980 (1984 : 65). Sa date de création vient confirmer qu'il n'est pas nécessaire pour un marché d'être ancestral pour qu'il apparaisse comme tel : « tout marché, qu'il soit effectivement ancien ou de création très récente, « fonctionne » par définition au traditionnel » (De La Pradelle 1996 : 359), et les utilisations du mot 'vieux' et du verbe 'conserver' sont révélateurs de ce mode de fonctionnement. En fait, le marché de Saint Aubin ne « conserve » pas une clientèle, il l'attire grâce à son charme désuet reconstitué.

L'attrait de Saint Aubin ne cesse d'augmenter. Entre 2002, année au cours de laquelle je me suis installé à Toulouse pour mener les enquêtes et recherches relatives à cette thèse, et 2008, j'ai moi-même pu constater la montée en puissance de ce marché. Comme me l'a confié une jeune fille, aller le dimanche matin à Saint Aubin est pour elle « une sortie » du même ordre que celle qui peut l'amener la veille au soir dans un bar branché. L'exemple des bouquinistes est très significatif : ceux-ci ont fui le marché aux puces de Saint-Sernin, à présent dévolu aux commerces maghrébins, pour s'installer à Saint Aubin et y proposer une offre diversifiée de nature à satisfaire une clientèle cultivée. L'impression de proximité

que donne ce marché situé au centre d'un quartier-village est largement démentie par le fait que de nombreuses personnes n'hésitent pas à traverser toute l'agglomération pour venir y passer un moment agréable. C'est surtout le cas, comme c'est assez fréquent, lorsque le soleil est de la partie et qu'il fait bon siroter un café aux terrasses. Au moins quatre à cinq groupes de musiciens agrémentent une ambiance qui se termine en début d'après-midi sur une note indéniablement festive, la bière ou le vin blanc se substituant au café ; bref, c'est marché-spectacle, le *nec plus ultra* du *fun shopping*. « C'est, sans conteste, l'un des plus célèbres marchés de Toulouse et sa réputation n'est pas usurpée » : Saint Aubin est « intéressant par la présence de nombreux producteurs et de beaucoup de stands bio qui y sont installés » ; « si certains marchés de zone rurale sont parfois décevants par la qualité des produits issus de l'agriculture intensive, celui-ci, situé en plein centre ville, vous séduira autant par la très grande qualité des produits des légumes, des fruits, des fromages, du pain... que par la gentillesse de ses commerçants » affirme le *Guide des marchés de plein vent de Haute-Garonne* (2006 : 80). Autant de qualités qui drainent un public abondant et assez éclectique. Cet engouement n'a pas échappé au journaliste de *Géo* qui a réalisé le dossier sur « Toulouse, mode de vie » : « couples aux paniers d'osier, jeunes plutôt bobos ou plutôt babas, à l'évidence tout le monde aime ça » (*Géo* 2005 : 160).



L'ambiance décontractée du marché de Saint Aubin.

Le marché de Saint Aubin et ses paradoxaux processus d'authentification : du tourisme rural vers l'intégration urbaine

Le succès de Saint Aubin tient à sa convivialité qu'elle doit pour une part à son image plus rurale que celle des autres marchés. C'est dimanche, et donc c'est un peu comme si c'était les vacances, un moment pour s'extirper du quotidien et faire du tourisme de proximité. Saint Aubin est alors une destination toute désignée. « Le dimanche matin, au pied de l'église Saint Aubin, la campagne vient à la ville. Avec ses étals de légumes, ses volailles et ses lapins vivants que vendent une dizaine de paysans sous les regards ébahis (...), la place est celle d'un village », selon *Géo* (2005 : 160). Les urbains désireux de visiter la région mais n'en ayant pas le temps et/ou les moyens peuvent se rendre dans ce parc à thème périodique et gratuit. « Le marché campagnard authentique de Toulouse c'est celui de Saint Aubin », « les paysans y proposent avec l'accent, salades vertes et petits pois frais, tous les légumes de leurs jardins qu'ils étalent sur un matelas de paille où repose aussi savamment ficelée, la volaille de la basse-cour et le lapin dans sa panier d'osier. On y va aussi faire provision de l'identité du Midi-Toulousain », écrit Pawlowski, dans un livre sur les commerces toulousains (1996 : 97). Pour les néo-Toulousains, c'est l'occasion rêvée de se mettre en contact avec la « France profonde », qui caractérise encore certains secteurs de Midi-Pyrénées comme l'Aveyron dont certains produits sont dits provenir. La proximité, somme toute assez relative⁷⁹¹, de ces terroirs confèrent au Toulousain une garantie identitaire qu'il n'a qu'à moitié. En effet, c'est une zone de confluence et il y a finalement peu de produits ou de spécialités gastronomiques qui soient à proprement parler toulousaines, en dehors de la violette qui a été introduite vers la moitié du XIX^e siècle ou du cassoulet, dont les flageolets sont initialement originaires d'Amérique..., et de quelques autres denrées. L'identité locale se nourrit donc de cette dimension régionale qui procure à Toulouse un gage d'authenticité rurale.

Cependant, la réalité importe peu car un certain degré de vraisemblance suffit à enclencher un jeu subtil d'interactions entre marchands, parfois producteurs, marchandises et demande urbaine de ruralité. « Dans l'esprit des clients, c'est sur

⁷⁹¹ Ces secteurs sont tous à au moins une heure de Toulouse : le Gers, le Lot, les Pyrénées, et l'Aveyron, qui est pour sa part davantage tourné vers Paris du fait de sa filière migratoire.

le marché qu'on peut trouver le produit local ; mais réciproquement, il devient local parce qu'on vient le chercher là », remarque De La Pradelle (1996 : 191). C'est la demande qui oriente l'offre, et qui localise celle-ci, tandis que les produits agricoles locaux transitent par d'autres canaux et vers d'autres destinations. Pour ce qui est de l'économie urbaine toulousaine, la demande prime désormais nettement l'offre. « Toulouse apparaît comme un grand centre de produits agricoles, plus en raison de son importance en tant que métropole et carrefour régional que comme centre d'une région agricole ; à peine un cinquième du tonnage total manipulé par le marché est d'origine local, et le MIN de Lalande se présente bien plus comme un centre de commerce de gros spécialisé que comme un organisme au service de l'agriculture de la banlieue » (Coppolani 1984 : 39). Les flux de l'économie des produits alimentaires et ceux de leur échange symbolique ne se recoupent qu'en de rares occasions⁷⁹². L'essentiel du travail des marchands forains consiste alors à faire subir aux produits et à eux-mêmes des processus d'authentification de manière à mettre en adéquation ces flux disjoints. « Dans leur grande majorité, les produits du marché sont les mêmes et proposés au même prix qu'ailleurs. S'ils ont l'air d'être du marché, c'est affaire de forme ou de présentation : leur différence est l'effet d'une mise en scène et d'une mise en mots » ; « pour écarter l'idée qu'il puisse être de provenance industrielle, on joue aussi sur l'apparence du produit » ; et, « pour que le produit soit « typique », le vendeur doit l'être aussi » (De La Pradelle 1996 : 171, 187, 195). De là, en particulier dans des régions où il est traditionnellement marqué comme à Carpentras ou à Toulouse, l'importance de l'accent pour « faire couleur locale », ou encore de l'habillement qui parfois s'apparente à un déguisement en paysan. Au marché de Saint Aubin, sans doute parce qu'il est plus pris dans un contexte plus urbain que celui de Carpentras, ces processus d'authentification sont, sciemment ou non, assez lourdement appuyés.

L'aura du marché relève de cette métamorphose des produits ordinaires en biens singuliers, spécifiés de façon à ce que les chalands se l'approprient sur un mode différent de celui par lequel s'effectue la préhension de la marchandise en

⁷⁹² Ces contradictions entre marché-gare et marché forain ont été pointées par De La Pradelle, dans le cas de Carpentras, où à la différence de Toulouse, la production agricole locale est économiquement plus importante. Un exemple particulièrement significatif est celui des olives : celles vendues sur le marché sont achetées au MIN et viennent de Tunisie, tandis que celles issues du Comtat Venaissin sont devenues des produits de luxe exportés (De La Pradelle 1996 : 197).

supermarché. Le temps de délibération entre le geste de la main qui saisit, pour acheter ou pour vendre, et le paiement⁷⁹³ ouvre une béance symbolique qui laisse la place au marchandage de déployer ses atours. Si celui-ci a été complètement remplacé par la marchandising dans les supermarchés, le marchandage demeure sous-jacent, – voire effectif mais sur le mode de la dérision –, dans les transactions qui ont lieu dans les marchés forains (De La Pradelle 1996 : 255-265). Cette béance est, entre autres, permise par une disposition particulière des promeneurs sillonnant les travées, « l'art de prendre son temps » : « l'attitude de disponibilité consentie propre au marché explique sans doute qu'on ait souvent l'impression de peu y acheter et d'y aller plutôt pour le marché, alors qu'on reconnaît sans mal qu'à Auchan on achète beaucoup » ; « on y va l'esprit libre de tout besoin et donc prêt à y acheter n'importe quoi. On croit toujours y être par plaisir et on y achète comme par mégarde » (De La Pradelle 1996 : 110). De son côté, le marchand forain met en scène sa propre liberté. « Son activité doit apparaître davantage comme une passion que comme un labeur ; son souci de rentabilité doit disparaître derrière le spectacle qu'il prend plaisir à offrir » (De La Pradelle 1996 : 157). Ce jeu de dupes touche peu ou prou toutes les personnes se rendant au marché, ce qui le transforme en une entité globale qui fait jusqu'à un certain fi de ses différences internes. Le marché de Saint Aubin est en fait divisé en, au moins, deux parties bien distinctes : un des flancs de l'église est dévolu aux petits producteurs vendant ou pas du bio, tandis que sur l'autre flanc sont installés des forains plus classiques, revendant des fruits et légumes achetés au MIN et identiques à ceux de d'autres marchés et même des supermarchés, sauf qu'à Saint Aubin, ils y sont beaucoup plus chers. L'aura du marché subsume ces différences, pourtant importantes ; le plaisir d'être là semble ne pas avoir de prix.

Bien sûr, la distinction/confusion entre les deux côtés du marché entraîne des comportements et des stratégies différenciées : certains achètent uniquement des produits bio alors que d'autres panachent leur approvisionnement entre les deux, voire se contentent du côté « agriculture industrielle. Ce dernier comportement est à première vue totalement aberrant car il n'y a aucun intérêt économique à acheter

⁷⁹³ Sur cette thématique très importante pour l'anthropologie de la consommation, champ qui reste à constituer, se reporter à la section 3 du premier tome du *Vocabulaire des institutions indo-européennes*, section dans laquelle, après une analyse minutieuse de l'évolution sémantique des mots concernés, Benveniste établit une distinction entre l'achat et le paiement : « achat et vente sont une chose, le commerce proprement dit en est une autre » (Benveniste 1969 : 123-147).

des fruits et des légumes de qualité moyenne à des prix une fois et demi à deux fois plus chers que ceux, de qualité à peu près équivalente, vendus sur le boulevard de Strasbourg, réputé être « le moins cher de France » et accessible à moins de dix minutes à pied. Cependant, l'enjeu, quand l'on va à Saint Aubin, n'est pas de faire des affaires mais de participer à une cérémonie collective. Or se retrouver les mains vides, sans achats, c'est se mettre au ban, faute de trophée à exhiber à ses pairs. Aussi, il s'agit d'acheter quelque chose, quoi que ce soit et quel que soit son prix, un alibi en quelque sorte. D'une manière générale, le prix passe au second plan de l'acte d'achat. Comme le montre De La Pradelle, « le client ne marche pas au prix », et le marchand pas totalement non plus : « plutôt que « faire des prix » (...), le forain préfère généralement « faire un geste » ; « il « a la main lourde », il « arrondit » pour instaurer une relation personnelle et durable avec l'acheteur ou pour lui donner le plaisir de se voir reconnu comme un « bon client » » (De La Pradelle 1996 : 169). Des prix trop bas peuvent même susciter la méfiance des habitués. C'est notamment l'une des raisons pour lesquelles l'usage de la gouaille est plus fréquent chez les revendeurs que chez les petits producteurs. En effet, pratiquant des prix moins élevés, les revendeurs doivent les compenser par une débauche verbale feignant la proximité et l'attachement. Les clients habituels des petits producteurs ne s'adonnent pas à des bavardages de ce type, le verbe se fait moins tortueux, moins faussement naturel. De toute façon ce type de clientèle ne recule pas devant les prix très élevés pratiqués, et très variables d'un producteur à l'autre (presque du simple au double), les plus chers étant paradoxalement les plus abîmés ou ceux avec de la terre dessus. « Plus la campagne s'éloigne dans le temps et dans l'espace, plus le marché devient un lieu où le Nature est là, en pleine ville à portée de main (mais pas de toutes les bourses) » (De La Pradelle 1996 : 365). Comparable à un sacrifice, le prix de cette terre (surajoutée ?) est révélateur de l'inversion anthropologique opérée par la métamorphose de la ville de Toulouse, vivant en symbiose avec ses campagnes, en un site urbain hors sol⁷⁹⁴.

⁷⁹⁴ « Peu de villes en France gardent sans doute autant de liens avec la campagne et c'est de là que vient sans doute le taux encore peu élevé du coût de la vie. Celui-ci était proverbial vers 1900 malgré le nivellement des prix de détail qui se marquait déjà », écrivait au début des années 1950 Coppolani (1954 : 169). Les choses ont bien changé depuis, et « les coûts de consommation ne sont guère inférieurs à ceux des autres grandes villes » : dès 1990, « le coût de l'habillement y était le plus élevé de France », « et plus étonnant, celui des produits alimentaires la classait juste derrière Montpellier » (Jalabert 1995 : 100).



Des fruits et légumes « authentiques » vendus par des petits producteurs à des prix exorbitants : « small is beautiful » pour quelques « happy few ».

Avec l'urbain généralisé, l'imagerie rurale et/ou passéiste deviennent à la mode. Outre les produits alimentaires, certains objets proposés, – des ustensiles de cuisine en bois ou des presse-ails chromés, des articles de mercerie, des chaussettes en laine, certains vêtements, les casquettes et chapeaux, etc. – « évoquent des commerces en voie de disparition » ; « en toile de fond du marché, on croit lire la permanence d'un mode de consommation perçu comme plus rural et d'un autre âge » : « ces produits donnent l'impression d'être destinés à une clientèle qui continue d'entretenir un rapport traditionnel au marché » (De La Pradelle 1996 : 203, 207). De la sorte, ils servent de produits d'appel à l'authentification d'un marché immémorial où « les paysans vont acheter l'indispensable (...) en vendant des œufs, un pain de beurrés, quelques volailles ou légumes », si bien décrit par Braudel dans *Les Jeux de l'échange*, le deuxième tome de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (1979 : 42). En réalité, la plupart de ces produits sont fabriqués dans des pays émergents, et quand ce n'est pas le cas l'étiquette 'made in France' est d'ailleurs bien visible. Ils miment donc l'authenticité par leur présentation théâtralisée et alimentent une nostalgie d'un genre nouveau. Cette dernière n'est pas propre au marché comme celui de Saint Aubin, mais la nostalgie y est incontestablement plus facile à exploiter qu'ailleurs. Comme l'a montré l'anthropologue Arjun Appadurai dans *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, « l'effort pour inculquer la nostalgie est une caractéristique centrale des techniques marchandes modernes », une telle nostalgie « ne cherche pas en premier lieu à évoquer un sentiment auquel pourrait réagir les consommateurs qui ont réellement perdu quelque chose. Ces formes de publicité (...) apprennent plutôt au consommateur à souffrir de la perte de choses qu'il n'a jamais perdues » : « une nostalgie imaginée », c'est-à-dire « une nostalgie pour ce qui n'a jamais été » ; « cette nostalgie inverse donc la logique temporelle de la rêverie (qui apprend au sujet à imaginer ce qui pourrait arriver) et suscite des désirs bien plus profonds que ne pourraient le faire la simple envie, le désir d'imitation », explique Appadurai (2001 : 124)⁷⁹⁵. Ce dernier conclut ce chapitre intitulé « Consommation, durée, histoire » par une formule

⁷⁹⁵ « Farfouiller dans l'histoire est devenu un standard technique de la publicité (...) un moyen de s'appuyer sur l'authentique nostalgie de certains groupes d'âge pour des passés qu'ils connaissent en fait à travers d'autres expériences, mais aussi comme une façon de souligner le caractère éphémère inhérent au présent ». « Dans la mesure où la consommation a de plus en plus pour moteur le farfouillage dans des histoires imaginées, la répétition ne s'appuie pas simplement sur le fonctionnement de simulacres dans le temps, mais aussi sur la force des simulacres du temps »,

qui se rapporte plus directement encore au cas des marchés, en affirmant que « la consommation devient donc le lien privilégié entre la nostalgie pour le capitalisme et la nostalgie capitaliste » (Appadurai 2001 : 135). Si l'on suit la théorie de Braudel, il s'agirait plutôt d'une nostalgie pour une économie de marché qui articulait ville et campagne par ses rouages. Toujours est-il que, dans la phase actuelle de capitalisme et d'urbanisation généralisée, le marché forain fait paradoxalement figure d'avant-garde en utilisant cette « nostalgie imaginée ».

Les camelots font ainsi des tours de passe-passe avec les imaginaires temporels de leurs clients. Ils n'agissent pas de la sorte en raison d'une rouerie caractérisée, ils ne font que répondre la demande d'imaginaire « généalogisant » de ces acheteurs urbains qui n'ont pas connu le monde rural tel qu'il pouvait subsister il y a deux à trois générations. Echanger avec des commerçants âgés, habillés en bleu de travail, et parlant avec un accent à couper au couteau est pour les jeunes urbains une expérience de retour aux racines généalogiques potentiels, une manière de marcher « sur les pas des ancêtres », « un devoir » de mémoire transformant le marché en monument : « faire son marché devient un acte culturel, un témoignage hebdomadaire d'adhésion à l'esprit du lieu » « reprendre à son compte une tradition dont on se sent le dépositaire » (De La Pradelle 1996 : 339, 344). Le marché de Saint Aubin a été créé dans les années 1960, mais ses commerçants âgés et en tenue campagnarde sont une caution d'authenticité, ils paraissent prouver que ce marché est là tel qu'en lui-même depuis des siècles. « Tout autant que son image traditionnelle, c'est cette capacité du marché à faire événement dans les mémoires qu'il s'agit aujourd'hui de perpétuer » (De La Pradelle 1996 : 355). Certains des produits achetés sont particulièrement important d'un point de vue symbolique : le poulet et le pain. Ils jouent le rôle d'objets transitionnels, fleurant bon le parfum d'autrefois. Ramener un poulet du marché est alors un acte enracinant, et acquérir un morceau de pain rustique procure l'occasion de companionner un peu. Cependant, au pays des images passéistes, rien ne vaut le cliché photographique, que l'on peut développer chez soi grâce à la numérisation. C'est de loin, le produit le moins cher, du point de vue du rapport qualité/prix, que l'on peut ramener de son excursion au marché. Saint Aubin est ainsi l'un des

poursuit Appadurai. « Pratique sociale qui amène les individus au travail de l'imagination », « la consommation est la pratique quotidienne par laquelle la nostalgie et l'imagination sont tirées l'une et l'autre dans le monde de la marchandise » (Appadurai 2001 : 125-126, 131).

lieux les plus photographiés de Toulouse, et chaque dimanche il y a toujours au moins trois ou quatre candidats à la prise de vue, nouveaux flâneurs⁷⁹⁶ d'un tourisme rural en plein cœur de l'urbain. Ces touristes équipés d'un appareil photo, « tels des magiciens qui n'auraient même pas besoin d'effleurer les objets qu'ils transfigurent », correspondent tout à fait à l'interprétation que donne Günther Anders, dans *L'obsolescence de l'homme*, de leur soif d'acquisition : « pour remédier au défaut que constitue toute pièce unique dans l'univers des produits en série, (...) dont jusque là elle avait été exclue », les touristes recueillent des images ; « « recueillir » signifie aussi « apporter chez soi » « car, en reproduisant ces objets, ces magiciens peuvent désormais les « avoir ». Inutile de préciser ici qu'ils ne peuvent les avoir « qu'en effigie » » (Anders 2002 : 207)⁷⁹⁷. Ce mode d'acquisition basé sur la reproduction, m'a intrigué. Aussi, j'ai interrogé ces nombreux photographes amateurs⁷⁹⁸, comme s'ils étaient des voleurs, sur les raisons de leur geste, s'ils opèrent en d'autres lieux, etc. Leurs réponses sont presque toujours les mêmes : aucun n'éprouve de sentiment de culpabilité, Saint Aubin est leur lieu favori, et l'un d'entre eux, un jeune « routard », m'a expliqué qu'il affectionne surtout prendre en photo les rides des paysans...

Parce qu'il est une destination du tourisme rural, le marché de Saint Aubin est une étape obligée dans le parcours d'intégration des nouveaux toulousains, comme une sorte d'Ellis Island local : une porte s'entrouvant sur l'*occitan dream* et une machine à intégrer du néo-Toulousain⁷⁹⁹, trois petits tours de l'église pendant le marché, et on prend l'accent du pays... La consommation des icônes urbaines de la campagne permet de s'imprégner du passé rural de Toulouse, et de se situer dans son impossible prolongement. En ce sens, il n'est pas anodin que ce marché ait lieu dans un des anciens faubourgs car ceux-ci servaient précisément de sas intégrateur. Le plan du quartier de Saint Aubin porte la trace de cette ancienne

⁷⁹⁶ « Susan Sontag voit dans le photographe urbain amateur du XX^e siècle une version du promeneur solitaire », rapporte Urry (2005 : 67), à propos des flâneries fugaces contemporaines.

⁷⁹⁷ Se reporter aussi à « L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique », de Benjamin.

⁷⁹⁸ C'est un gage auquel je me suis soumis pendant de nombreux mois, avec la nécessité de ne pas revenir bredouille, ce qui, preuve de leur fréquentation récurrente, n'est jamais arrivé.

⁷⁹⁹ Lire la description que Pérec donne d'*Ellis Island*, comme « usine à fabriquer des Américains ». C'est selon lui « une usine à transformer des émigrants en immigrants, aussi rapide et efficace qu'une charcuterie de Chicago : à un bout de la chaîne, on met un Irlandais, un Juif d'Ukraine ou un Italien des Pouilles, à l'autre bout (...) il en sort un Américain » (Pérec 1995 : 16).

fonction⁸⁰⁰. Intégrer les nouveaux Toulousains signifie également intégrer les enfants. En effet, les jeunes couples avec enfant sont nombreux, et certains stands permettent aux parents de proposer à leur progéniture une sommaire pédagogie de la vie de campagne. C'est notamment le cas du coin des volailles où des poules vivantes leur offre le spectacle d'une ferme à la ville, coin dans le prolongement duquel un atelier musical est animé par un vieux messieurs avec ses marionnettes. Résumé reconstitué du passage du rural à l'urbain, le marché de Saint Aubin intègre les Toulousains dans l'espace de la ville et dans les âges de la vie.



*Eveil musical pour jeunes enfants, voilà de quoi ravir leurs parents soucieux
d'inculquer les vertus du marché à leur progéniture.*

⁸⁰⁰ Il « consiste en l'alignement des chemins maraichers et en la création de petites places à l'intersection de certaines voies » (IFA 1985 : 62)

Saint Aubin, échange social participant à former un espace public ou partage territorialisé de pratiques groupales entrecroisées?

Le rôle intégrateur du marché de Saint Aubin semble, en plus des raisons décrites ci-dessus, résulter de son statut d'agora moderne. A la différence des centres commerciaux, le marché en plein vent fait partie du domaine public et est donc libre d'accès à tous. Le mode de mise en relation des marchands avec leurs clients potentiels paraît également favoriser une certaine égalité formelle, tous étant « logés à la même enseigne », et ainsi effacer jusqu'à un certain point les hiérarchies sociales, au profit d'une « communauté concrète » (De La Pradelle 1996 : 242). Mais cette dimension communautaire n'est pas dénuée d'ambivalences, et la notion de « quartier-village », dans lequel cette communauté éphémère s'insère le temps d'une matinée dominicale, est tout autant ambiguë. Comme l'a bien mis en lumière Michelle De La Pradelle, « faire son marché, c'est aussi avoir de la ville un autre usage, la vivre comme un *melting pot* où se fondent, quelques heures durant, des groupes sociaux qui ne se communiquent pas d'ordinaire et que tout distingue par ailleurs » (De La Pradelle 1996 : 267). Toutefois, l'hétérogénéité sociale atteint sans doute son maximum dans le marché d'une ville moyenne comme Carpentras, et il n'en va pas de même dans les agglomérations plus grandes car le marché de quartier n'y concerne que certains segments bien déterminés de la société urbaine. Le marché de Saint Aubin est certes un pot-pourri réunissant diverses composantes de la société toulousaine, mais celle-ci n'est pas représentée dans son ensemble. En particulier, un partage des eaux paraît s'être effectué entre le marché de Saint Sernin qui est de plus en plus dévolu aux Maghrébins, et celui de Saint Aubin d'où ces derniers sont quasiment absents. Le succès croissant du marché de Saint Aubin le transforme en un lieu de prédilection de « bobos » toujours plus nombreux à Toulouse. De façon moins marquée, le quartier où se déroule le marché connaît aussi cette évolution.

Avant de revenir sur cette partition sociale à différentes échelles, il s'agit de décrire les effets engendrés par le dispositif institutionnel et par la promiscuité physique qui caractérisent tout marché forain et qui en font une esquisse d'espace public. Celui-ci n'est « pas une réunion d'experts, mais une cérémonie collective dont chacun est à la fois acteur et spectateur », « au nom de cette identité partagée

et sous couvert d'anonymat, on peut, transgressant les usages ordinaires, pratiquer une interconnaissance généralisée, aussi joyeuse que feinte » (De La Pradelle 1996 : 39)⁸⁰¹. S'instaure de ce fait une « microsociété utopique », un « appareil à produire de l'égalité à partir de cette matière sociale si diversifiée » (De La Pradelle 1996 : 245, 271). Plus que dans d'autres espaces de consommation, la foule et la manière par laquelle le marchand engage la relation avec les clients amènent ceux-ci à se retrouver sous les feux de la rampe du marché-spectacle. « Par une sorte de contrat implicite, chacun accepte, sur le marché, de faire de ses achats privés un objet de curiosité publique », « il est exclu de pouvoir acheter discrètement » (De La Pradelle 1996 : 291). Le marchand forain parle fort de façon à « provoquer un débat où chacun peut intervenir », faisant ainsi « de la vente un évènement collectif » : « acheter sur un marché, c'est s'exposer au regard des autres » (De La Pradelle 1996 : 293)⁸⁰². La publicisation des relations qui en découle contribue à faire tomber certaines barrières entre des clients socialement différenciés, les mettant potentiellement sur un pied d'égalité, par le biais de cette convivialité forcée. Cela génère, selon De La Pradelle, « un champ homogène d'interconnaissance où s'estompe la distinction des siens et des autres » ; « il s'agit de saluer le plus de gens possibles » « l'amitié n'est pas seulement largement distribuée, elle est aussi ostentatoire et expansive » (De La Pradelle 1996 : 310-311). L'habitué du marché s'attend évidemment à rencontrer des gens qu'il connaît à des degrés divers ; cependant, la spécificité de la rencontre avec un ami intime est recouverte par une communication verbale et gestuelle qui déhiérarchise la variété des cercles de connaissances. « On y traite à peu près de la même manière, sur le mode de la convivialité affichée et superficielle, son vieil ami d'enfance et le personnage anonyme », « tomber sur un ami au marché n'implique pas qu'on soit obligé d'y reproduire la relation qu'on a d'ordinaire », note De La Pradelle (1996 : 307-308). Ce qui prédomine dans les conversations est l'usage de lieux communs, carrefour relationnel qui permet à chacun de s'aménager un rôle de circonstance et de participer ainsi à la formation d'un espace public temporaire.

⁸⁰¹ Voir également les exemples de mises en scène développés dans l'article « Société du spectacle et approvisionnement », de Michelle De La Pradelle (1998, *Les annales de la recherche urbaine*).

⁸⁰² Cela crée des « situations d'enclassements », situation propres aux lieux publics, comme l'a bien décrit Erving Goffman dans *La mise en scène de la vie quotidienne* (1973, 2 : 145).

La meilleure preuve de la qualité particulière de la place de marché est la présence de personnels politiques distribuant des tracts, même en dehors de toute campagne électorale, et tentant d'ouvrir un débat avec les passants par l'utilisation d'une technique d'approche pas si éloignée de celle employée par les camelots. Le marché est un espace public qui cherche à activer un mythe de la province et du village de la « force tranquille » chère à François Mitterrand. Cette dimension est très prégnante à Saint Aubin car ce marché joue sur la fibre du sentimentalisme ruralisant des néo-Toulousains. C'est pourquoi il est davantage un lieu d'expression politique que celui de la place du Capitole parce que ce dernier véhicule moins l'image d'une France éternelle villageoise où tout le monde se connaît. Il n'est pas anodin qu'à Saint Aubin s'affiche tout un éventail des gauches toulousaines, de la plus radicale à la plus consensuelle. D'une certaine manière, il existe une idée traversant ces différents courants qui lie la contestation sociale à la mise en place d'un être-ensemble sur un mode désintéressé. Ce gauchisme de bon aloi tend à renforcer la convivialité perçue par de nombreux consommateurs. Mais n'oublions que nous sommes au marché, et malgré l'apparence désintéressée de la plupart de ces clients/sympathisants potentiels, une expérience de psychologie économique révèle leur indéfectible attachement à l'argent. L'expérience consiste à disposer une pile régulière de pièces de monnaie dans des points de passage du parcours des chalands et d'observer la manière dont ceux-ci se saisissent du « magot », ne remarquant pas le caractère surnaturel d'une pile aussi régulière... Quels que soient le milieu social ou l'appartenance politique des heureux gagnants, tous expriment leur plus grande satisfaction et félicitent leurs enfants quant ce sont eux qui découvrent le trésor. Derrière la façade anticapitaliste, il n'y a pas de petits profits pour ces idéalistes du dimanche.

Outre l'avantage concurrentiel que procure au marché de Saint Aubin le fait de se tenir en ce jour particulier où le reste de la vie commerciale tourne au ralenti, la signification anthropologique du dimanche lui confère un rôle social majeur : celui de combler un vide laissé désespérément vacant par la déchristianisation. A la suite de cette dernière le dimanche, qui scandait le rythme hebdomadaire, est devenu un jour très ennuyeux, d'autant plus ennuyeux que la consommation y est limitée. Dans ce contexte morose, le marché de Saint Aubin représente donc une aubaine inestimable. Il est d'ailleurs très symbolique que le marché se déroule

autour d'une église de Saint Aubin désertée. Une convivialité volontariste vient ainsi remplir un vide social et émotionnel. L'exemple le plus frappant de ce volontarisme est l'offre de câlins gratuits proposés par des activistes de l'affectivité sillonnant le marché et embrassant le premier venu. Un certain exhibitionnisme relationnel caractérise la sociabilité propre au marché. Il s'agit de parler à quelqu'un plus que d'avoir réellement quelque chose à se dire, ce qui importe c'est d'être en relation et de le montrer. Le « régime de la pseudo-confiance abolit fictivement les frontières de la sphère privée », et faire son marché devient « une activité domestique dans un lieu public » : « l'amitié généralisée » y brouille la séparation entre l'intime et la réserve que requiert habituellement l'espace public (De La Pradelle 1996 : 319, 309). Cela est rendu possible par le fait que le marché de Saint Aubin n'est pas un véritable espace public, mais une extension à géométrie variable du chez-soi, un salon en plein air dans lequel il n'y a pas d'invités indésirables, salon qui en retour permet d'authentifier que l'on est bien d'ici parce que l'on est avec. « Personne sur le marché ne croit réellement qu'on est entre égaux, mais affecter de l'être est une manière d'affirmer qu'on est entre soi. Si l'on accepte d'y faire l'impasse sur son identité sociale, c'est qu'on attend de lui la reconnaissance d'une identité locale » (De La Pradelle 1996 : 323). Les néo-Toulousains sont les premiers à se montrer zélés dans cette appropriation groupale et verbale. « Les « étrangers de l'intérieur » (...) usent évidemment de ces tactiques d'identification, quoique souvent de manière plus laborieuse. On multiplie par exemple les allusions laissant entendre qu'on s'y connaît » (De La Pradelle 1996 : 332). Ces stratagèmes ne concernent cependant pas tous les clients du marché, car tous ne recherchent pas le même niveau, ni le même type de reconnaissance.

Différents sous-groupes se côtoient à Saint Aubin, mais ne se mélangent qu'en de rares occasions. Une segmentation temporelle et spatiale distingue les zones du marché et les tranches horaires. Contrairement aux apparences, la morphologie spatiale du marché ne favorise pas tant que cela les rencontres aléatoires. La disposition circulaire des étals lui donne l'aspect d'un manège paraissant ouvrir un jeu probabiliste de rencontres. Mais par là même un circuit relativement imposé oriente la circulation et incite les habitués à avoir un usage sectorisé du marché de Saint Aubin. Ces habitués se rendent le plus directement possible vers le

commerce de leur choix, en évitant de se trouver pris dans une foule les obligeant à un quart de tour forcé. La meilleure stratégie, en général celle des personnes âgées, consiste en fait à effectuer ses emplettes avant onze heures, horaire après lequel le marché est littéralement envahi par une foule de personnes, plus jeunes et au comportement d'achat plus versatile, et plus tourné vers l'allée du bio. Le marché de Saint Aubin se transforme alors en « *after* » de leur soirée de la veille, et leur permet de « bruncher » sur le pouce. Certains s'assoient alors sur les marches qui surplombent le parvis de l'église et cohabitent avec des zonards imbibés, sans qu'aucun échange ne s'établisse avec eux. La différence d'ambiance notable après onze heures et surtout vers midi donne au marché des allures de procession dominicale où théoriquement le brassage social est à son apogée. Toutefois, c'est sans doute le moment où la population est la plus homogène : la moyenne d'âge oscille entre 22 et 45 ans et comprend principalement des étudiants, des « créatifs », et de jeunes couples avec enfant. En réalité, on ne fait presque jamais de véritables rencontres à Saint Aubin, on renforce les contacts que l'on a déjà établi par ailleurs, et les seules rencontres s'effectuent par le truchement du croisement des cercles d'amis. Malgré tout, la mythologie de la mixité reste tenace et est paradoxalement le plus puissant des facteurs de formation d'un entre-soi constitué de personnes s'en réclamant.



Fromages de chèvres de néo-ruraux et animation musicale de l'orgue de barbarie.

Une multitude de sous-groupes affinitaires se partagent l'espace du marché, chacun en ayant des usages spécifiques qui ne se recoupent pas tout à fait. Saint Aubin est probablement l'un des points de ralliement de Toulouse où l'on compte le plus de minorités : artistes marginaux, anarchistes, décroissants, homosexuels, Latinos, anglophones, touristes de passage, etc. à l'exception des Maghrébins et des Africains, sauf s'ils sont membres d'un couple mixte. La réunion de tous ces particularismes est une condition nécessaire mais non suffisante de la mixité. Cependant, une telle juxtaposition est un miroir aux alouettes qui attire de nombreuses personnes souhaitant, à l'instar de ces minorités, se sentir différentes. Elles ont un trait commun, celui de se définir, à des titres divers, comme alternatifs. Il est significatif que ces sous-groupes urbains achètent leur désir de campagne, outre chez les vieux paysans « typiques », auprès d'un autre sous-groupe alternatif : les néo-ruraux des années 1970, aujourd'hui reconvertis dans le bio. Une différence générationnelle les sépare, mais une même aspiration à fuir l'urbain, qui par ailleurs les fait vivre les uns autant que les autres, les rapproche le temps d'une transaction autour d'un fromage ou de légumes bios. Une même velléité, louable et légitime, de vivre une mondialisation qui n'opposerait pas local et global les anime. Je ne suis néanmoins pas persuadé que le marché à la mode d'un quartier-village en soit le socle le plus adéquat. L'ouverture sur le monde se contenterait alors d'y rimer avec la consommation d'« *empanadas* » argentins sur le marché ou avec l'achat de chaussures de randonnée dans le magasin Patagonia, qui vient d'ouvrir à proximité, avant de partir faire du trekking dans une montagne exotique, et d'articuler les différentes échelles d'un tourisme généralisé.

Saint Aubin est un quartier comme en suscite presque chaque agglomération européenne à partir d'une certaine population : autrefois populaire et qui le demeure un peu, un peu « ethnique », et de plus en plus branché. Toulouse peinant à franchir ce seuil critique, et comme nous l'avons vu tendant à étouffer toute affirmation communautaire, Saint Aubin ne peut être comparé à Belleville. Pourtant, son histoire et son actualité l'y apparente un peu, la touche rurale en plus. L'un et l'autre sont des quartiers qui se sont développés au cours de l'urbanisation du XIX^e siècle⁸⁰³. Saint Aubin n'a sans doute pas été le lieu

⁸⁰³ « Compris dans la couronne entre boulevards et canal », le quartier de Saint Aubin connaît « un développement décisif durant la première moitié du XIX^e siècle, la disparition des remparts ayant

d'insurrections comme Belleville en 1870, mais le quartier est également une Commune Libre, dont l'identité intra-toulousaine est bien marquée. « La vie paroissiale, celle de la « Commune Libre » animée par les commerçants du quartier, la baloche de septembre manifestent une vie de quartier très intense » ; « la population est formée d'éléments très divers », des petits commerçants/artisans et des ouvriers⁸⁰⁴, déjà des étrangers, et à l'époque assez peu de bourgeois, notait, au début des années 1960, Coppolani (1963 : 360-361). La Commune Libre de la Colombette (c'est sa rue principale), a été fondée au sortir de la Seconde Guerre Mondiale par une bande d'artistes qui avaient établi leur quartier général au bar des 2 Anes ; celui-ci est devenu le Café Populaire et est à présent gardé par des videurs postés à l'entrée..., ce qui n'empêche pas sa clientèle d'étudiants alcoolisés de répandre son urine sur les portes environnantes. Le quartier se donne des airs de village lors de sa foire de la Toussaint, tandis que depuis quelques années se multiplient les galeries d'art.



Le quartier-village s'affiche à la boulangerie de la place Saint Aubin.

rendu très facile la communication entre vieille ville et faubourgs », « l'exemple de la rue de la Colombette, une des principales du quartier, est caractéristique : elle passe de 36 maisons et 423 habitants en 1820, à 69 maisons et 1 096 habitants en 1856. En raison de cette densification, les propriétaires se mettent très tôt à spéculer sur les terrains et les immeubles ». L'embourgeoisement lié à la proximité de la place Villeneuve, amène les propriétaires à lancer des pétitions « demandant le déplacement des maisons de tolérance jugées dépréciatrices pour le voisinage ». « C'est en 1843, avec l'ouverture d'un concours pour la construction d'une église et la constitution du quartier en paroisse indépendante, que le développement trouve sa consécration » ; « avec ce projet d'église », il s'agit également de « créer une centralité dans le quartier avec la construction d'une grande place autour de l'église » (IFA 1985 : 174-177).

⁸⁰⁴ Nous retrouvons ici la population « gaucho-poujadiste » (18 % pour Poujade en 1956, et 55 % pour la gauche en 1962) décrite précédemment.

Du marché de quartier-village à l'urbanisation diffusée, les avatars d'une certaine conception de la campagne

La place Saint Aubin et son marché font figure d'idéaltype du village au cœur de l'urbain. Mais il s'agit d'une bulle fantasmagorique. « Quoique le marché ne soit que fictivement une survivance d'un univers défunt, on s'y comporte de telle manière qu'on a l'illusion d'y pratiquer une sociabilité d'autrefois : on crée du même coup, l'espace d'un matin, une enclave heureuse dans un monde de tensions, une terre d'asile où sont tolérées les fantaisies » ; « moins un lieu historique qu'une utopie », « le marché, c'est d'abord la ville rêvée », « vestige présumé de la cité perdue », comme le montre De La Pradelle (1996 : 369-371). Cette pulsion régressive consistant à vouloir retrouver la petite ville d'avant l'urbain généralisé est une fiction auto-réalisante qui se solde par la constitution d'une forme d'enclave. La recherche du terroir et de ses produits est jusqu'à un certain point synonyme de recherche du *cocooning*, voire du terrier (*burrowing*) selon l'américain Faith Popcorn, comme le rapporte Robert Rochefort dans *La société des consommateurs* (2001 : 180-183). C'est peut-être un peu excessif, mais il n'en demeure pas moins que le désir de terroir exprime un besoin de « rassurance » ; et aussi surprenant que cela puisse paraître, les phénomènes sociaux observés au marché de Saint Aubin sont en définitive assez homologues à ceux conduisant une bonne part de la population, en particulier dans l'Ouest toulousain, à l'auto-enfermement résidentiel : dynamique de l'entre-soi et idéalisation de la nature. Les aspirations contemporaines des urbains sont assez contradictoires et ce désir ruralisant peut émaner de personnes par ailleurs très impliquées dans des activités professionnelles ultramodernes. C'est par exemple le cas de nombreux 'décroissants', clientèle typique du marché de Saint Aubin comme du cinéma Utopia de Tournefeuille, où ils se sont réunis pour s'opposer à l'ouverture du centre commercial des Portes de Gascogne. Il y a parmi eux, « beaucoup de jeunes salariés, dont une grande majorité travaille dans le domaine des nouvelles technologies, et bien sûr, à Airbus », et qui d'un autre côté se montrent soucieux d'entretenir « avec le monde rural un rapport de proximité, débarrassé des grands circuits de distribution » (*Le Point* 22 mars 2007). Produire de la croissance à tout crin et promouvoir la décroissance par sa consommation...

Il existe ainsi un certain nombre de recoupements entre Saint Aubin, les terrains décrits précédemment⁸⁰⁵, et celui qui va être abordé dans les pages suivantes. Consommer bio, engagé et convivial, habillé de tenues vestimentaires décontractées, caractérise les adeptes du marché de Saint-Aubin comme ceux du cinéma Utopia de Tournefeuille. A Saint Aubin, l'un des marchands fabrique ses savons et cosmétiques à Tournefeuille et est également présent au marché de cette commune. Significativement, il dit être implanté dans le 'village' de Tournefeuille, ce qui montre la prégnance de cette idéologie du village. Le cinéma Utopia est un pont entre les deux terrains : celui du centre de Toulouse est situé à quelques centaines de mètres de Saint Aubin, et celui de Tournefeuille, avec son architecture postmoderne et néo-régionale, sa sociabilité, son marché bio du vendredi après-midi sur le parvis du cinéma, qui rappelle immanquablement un des secteurs du marché de Saint Aubin, le contexte banlieusard en plus. Le développement de lieux culturels est un instructif point de comparaison entre les deux terrains⁸⁰⁶. Tournefeuille compte également un autre marché qui se tient aussi le dimanche matin, et qui est socialement bien moins « *happy few* » que celui de Saint Aubin. Tournefeuille est une commune opulente, mais c'est aussi un pôle pour toute une partie de l'Ouest toulousain. Alors que la question de l'habitat n'a été envisagée qu'indirectement avec Saint Aubin, elle va être au centre de l'enquête menée à propos de ce terrain. Dans l'Ouest toulousain, l'urbanisation s'est substitué aux champs. Cependant, d'après *Géo*, « la haute technologie y côtoie la nature, la sociabilité villageoise et l'ouverture sur le monde » ; « certes la campagne a largement reculé face aux centres commerciaux et aux lotissements qui ont soudé Toulouse aux communes périphériques (...). Mais l'urbanisation prend ses aises, préférant les pavillons aux tours et aux immeubles. « L'utopie villageoise reste tenace chez les élus », confirme Nicolas Golovtchenko » (*Géo* 2005 : 162) ; quand elle n'est pas transmutée en urbanisation sécurisée.

⁸⁰⁵ Recoupements avec le terrain sur les styles de vie technopolitains : l'exemple des sirops 'Le goût des autres', produits à Baziège, dans le Sicoval, celui aussi des fromages de chèvre, etc. ; notons aussi la présence dans le quartier Saint Aubin d'une école d'ingénieur, l'ENSEEIH.

⁸⁰⁶ Saint Aubin se situe également près du TNT ; et, par ses musiciens et ses spectacles de rue, le marché constitue une offre culturelle. A Tournefeuille, il faut signaler l'ouverture d'une nouvelle salle de spectacle, « Le phare », dont la programmation n'a rien à envier aux salles toulousaines.

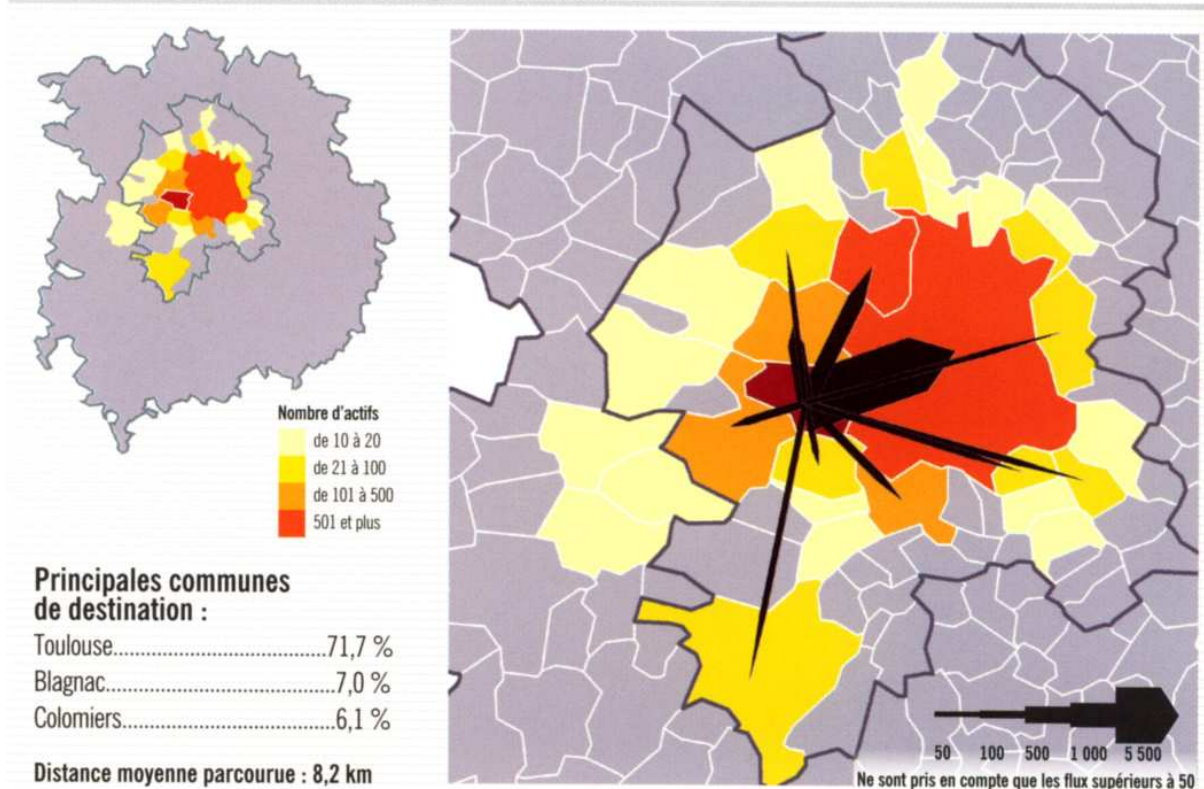


La rocade Arc en ciel (en rouge)⁸⁰⁷, et le périphérique (en bleu) ; entre les deux, le Mirail en bordure du périphérique, puis Basso Cambo et ses entreprises d'électronique (Motorola, etc.) ainsi que Météo France, enfin la commune résidentielle de Tournefeuille de l'autre coté de la rocade, avec son golf et son lac artificiel. La coulée verte du Touch et l'Aérospatiale complète le tableau.

⁸⁰⁷ Cette rocade a été ouverte plus rapidement que prévue pour satisfaire Storage Tek, entreprise que Toulouse a réussi à faire implanter à Basso Cambo, alors que Labège était en lice (Leriche 1998 : 14).

Tournefeuille, de la bourgade rurale au pôle résidentiel majeur
de l'Ouest toulousain

Sorties d'actifs de la commune : 7 644



Tournefeuille, commune résidentielle (AUAT 2004 : 40).

L'histoire de Tournefeuille, sans être aussi riche que celle de Blagnac décrite ci-dessus, n'est pas totalement dépourvue d'intérêt, et offre un exemple particulièrement probant de passage du rural à l'urbain. C'est « celle d'une petite localité agricole voisine d'une grande ville et donc influencée par certaines modifications des mentalités urbaines. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, ce village a connu un développement explosif pour devenir la troisième ville du département », résume Jean Rousseau dans *Promenade historique dans Tournefeuille* (2006 : 9). Remontons dans le temps pour mieux saisir son évolution sur la longue durée. Une salvetat comprenant 92 casaux est créée dans le secteur au XII^e siècle. Après le développement du commerce de pastel qui favorise les « faubourgs routiers » (Wolff 1974 : 246), le village se compose en 1600 d'une soixantaine de maisons, de 24 bordes, d'un château et d'un moulin. Puis la commune se spécialise dans la viticulture au XVIII^e siècle. Au

siècle suivant la population augmente peu, se stabilisant autour de 760 habitants. Il faut attendre les années 1920 et l'installation d'immigrés italiens comme producteurs laitiers pour qu'une augmentation du peuplement s'amorce (Rousseau 2006 : 19-56), celle-ci ne prenant véritablement son essor que dans les années 1960, et plus encore dans les années 1980. Aujourd'hui Tournefeuille compte plus de 25 000 habitants et presque plus aucun terrain à bâtir.

Tournefeuille fait partie des territoires de prédilection des classes moyennes supérieures en matière d'habitat depuis une trentaine d'années. En effet, « la construction de villas individuelles sur des parcelles de taille moyenne ou grande (de 800 à 5 000 m²) s'est localisée principalement sur les sites les plus agréables de la banlieue : coteaux du sud-est aux vastes horizons, communes de Tournefeuille et de Plaisance-du-Touch », écrivaient, au début des années 1980, Jean Coppelani, Guy Jalabert et Jean-Paul Lévy (1984 : 116). Alors que d'une manière générale, la banlieue Ouest n'est pas spécialement cossue, Tournefeuille se distingue par les hauts revenus de ses habitants : « exceptée à Tournefeuille, qui présente 35 % de cadres moyens et supérieurs dans sa population, le reste de cette banlieue est surtout le lieu d'élection des petits salariés, ouvriers ou employés, quoique la part des cadres augmente ici comme ailleurs, mais sans dépasser nulle part, en 1975, 25 % » (Coppelani 1984 : 107). A présent, la proportion de cadres semble s'être quelque peu tassée autour de 30 % du fait de l'urbanisation totale de la commune. 75 % des personnes y sont propriétaires de leur logement et le prix du foncier est devenu très cher, ce qui fait des Tournefeuillais des détenteurs d'un capital important. La commune comprend de nombreuses familles, notamment de trois enfants : 22 % des habitants ont moins de 18 ans, et elle possède le taux de scolarisation le plus élevé du département. Pour répondre aux besoins générés par la présence de ces familles, un lycée a ouvert en 2006. Le principal problème, – mais en est-ce vraiment un pour tout le monde ? –, est que la commune n'est plus guère en mesure d'accueillir de nouveaux habitants. La seule solution consiste dans la densification. La municipalité socialiste s'y efforce en créant quelques immeubles de logements sociaux et surtout en autorisant les promoteurs à construire de nombreuses résidences fermées. Rien ne distingue la politique urbanistique de cette commune longtemps dirigée par un notable, vice-président du conseil général, et « lié au milieu agricoles », d'après Jalabert (1995 : 169).



Vers une « californisation » ? Promotion immobilière et consommation insouciante.



Ou vers une utopie anticapitaliste ? Le cinéma Utopia, foyer de « résistance » altermondialiste, en particulier à travers le collectif des opposants au projet du centre commercial des Portes de Gascogne. C'est aussi le lieu à partir duquel s'exprime le souhait de rester au contact du monde rural et de manger des légumes de qualité. « Les Toulousains ont découvert le principe des AMAP (Association Pour le maintien d'une Agriculture Paysanne) lors du premier marché solidaire organisé au cinéma Utopia en décembre 2003 » (La Dépêche, 4 mars 2006). En outre, un marché bio se tient sur le parvis tous les vendredis après-midi.

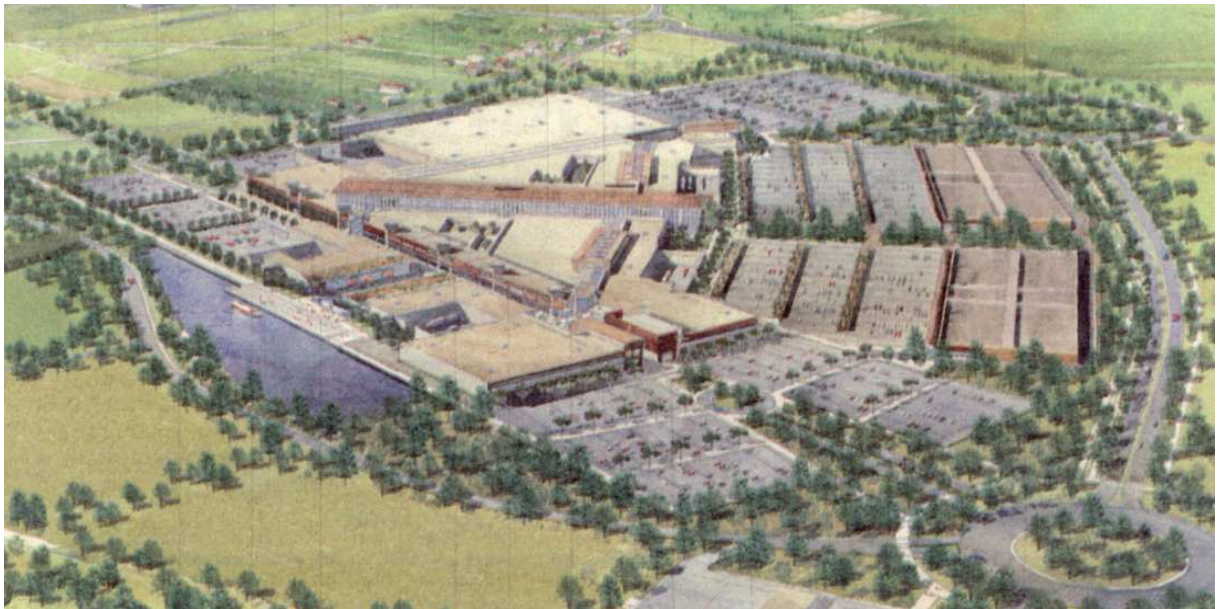


Présence de commerces indépendants haut de gamme (confiserie associée à un magasin de cadeaux, épicerie fine dans laquelle sont vendues les pâtes les plus chères de toute l'agglomération toulousaine, etc.) que l'on ne retrouve que dans les quartiers les plus huppés du centre historique. Il faut souligner l'attention portée à une certaine authenticité, comme l'indiquent les noms de ces boutiques : l'Épicerie d'Origine, Nature et Bien-être, La Maison Grange. Mais l'un des plus beaux commerces haut de gamme de la commune est la résidence hôtelière du promoteur Monné-Decroix Les Pins Galants, 81 appartements du T1 au T3 équipés de kitchenette et d'accès internet, un nombre important de services proposés (piscine, déjeuners, lingerie, voiture, babysitting), dans une bâtisse rénovée avec soin.

De la rue commerçante au *mall*



Tournefeuille au début du XX^e siècle (Bernard 2002 : 37), le village-route qui doit son développement notamment au trafic du pastel vers Bayonne au XVI^e siècle.



Le projet du « mall » des Portes de Gascogne, 100 000m² rassemblant 128 boutiques et plusieurs grandes moyennes surfaces spécialisées autour d'un hypermarché Casino, ainsi que la première implantation du Printemps dans la région. Associés au cabinet Altoon&Porter du promoteur du projet, les architectes locaux disent s'inspirer des bastides : chaque phase de globalisation a ses moteurs de développement pour le commerce.

Développant l'initiative de la municipalité de Plaisance-du-Touch relayée par la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, l'aménageur BEG a convaincu le groupe de promotion immobilière Simon Property, plus important propriétaire de *malls* aux Etats-Unis, de réaliser en partenariat un projet à la mesure du potentiel que recèle l'Ouest toulousain. A l'envergure de ce projet répond une vive mobilisation orchestrée par un collectif d'opposants se rassemblant au cinéma Utopia de Tournefeuille. Néanmoins ces derniers s'inscrivent également dans une dynamique urbaine qui rendait inéluctable une polarisation commerciale plus importante dans ce secteur de l'aire urbaine toulousaine. Destinées à occuper un terrain de 30 ha sur le plateau de la Ménude, les Portes de Gascogne renvoient à un imaginaire territorial d'une urbanité rurale, associant la qualité de vie d'un environnement attrayant aux industries *high-tech* toutes proches (Colomiers, Blagnac et Basso Cambo). Issus d'un territoire socio-économiquement favorisé, les opposants manifestent de manière paradoxale à la fois leur attachement aux valeurs suburbaines et à la préservation de la « nature », conciliation qui semble bien improbable. Pour partir à la conquête de l'Ouest toulousain, les promoteurs déploient quant à eux une imagerie « écologiquement correctes » qui n'est pas si éloignée de celle appréciée par les clients du multiplexe Utopia : 15 ha de parc paysager, collectage des eaux de pluie, etc. Evidemment, ce n'est qu'une façade masquant mal les contradictions inhérentes au projet puisque par exemple les voies de circulation « douces » aboutissent à un parking de 4 200 places...

Promoteurs comme opposants témoignent ainsi d'une urbanité toulousaine en évolution qui s'articule à une conception fantasmée du passé rural des alentours de la ville. C'est une des composantes essentielle de l'*occitan dream*. La dimension récréative du projet des Portes de Gascogne réside dans de multiples aménagements exhibant cette relation imaginée aux campagnes de la région toulousaine. Là encore les ficelles apparaissent vite. De la sorte il est proposé de se restaurer avec une cuisine du terroir autour d'un lac artificiel, de se promener dans un jardin aquatique à vocation pédagogique dès la sortie de l'échangeur de La Salvetat, de consommer de manière ludique dans un cadre architectural constitué de galets de Garonne, de bois et de terre cuite avant de s'engouffrer dans l'hyper Casino Magellan de 12 000 m². Cette identité néo-régionale reconstruite presque de part en part caractérise également le cinéma Utopia. Son l'architecture

postmoderne la rapproche d'une halle ou d'une école communale, à l'intérieur, un feu de cheminée donne à ses clients hivernaux l'impression d'être bien au chaud, chez eux, à converser près de la grande table en bois. La dynamique oppositionnelle des « anti-Portes de Gascogne » comporte des particularités locales, cependant ce type de mouvement n'est pas propre à Toulouse. « La contestation des projets urbains par différents groupes demeure un élément fort de mobilisations dans les villes, emmenée soit par des jeunes radicaux, soit par des bourgeoisie conservatrices » ; et parfois l'une s'alliant à l'autre pour la circonstance, comme à Norwich où à la fin des années 1980, « la création d'un centre commercial au pied de la cathédrale provoque la mobilisation de gentry terrienne (...) et des associations écologistes » (Le Galès 2003 : 267-268). Compte tenu du passé « gauchopoujadiste » du Toulouse des années 1950-1960, il n'est pas totalement surprenant de voir aujourd'hui la moyenne bourgeoisie gauchisante des clients de l'Utopia s'associer à de droitières associations de commerçants de Tournefeuille pour défendre le « petit », fut-il devenu riche.

Il n'existe cependant pas de filiation directe entre les deux générations d'opposants. Autant que continuation d'une tradition contestataire, le collectif contre l'ouverture du *mall* des Portes de Gascogne marque une « californisation » du contexte local. A l'implantation d'un centre commercial aux allures et aux capitaux américains répond une dynamique oppositionnelle de type « *nimby* ». Dans *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, Mike Davis a bien décrit ce qu'il nomme « La révolution des *nimbies* » (Davis 2000 : 137-202), révolution à laquelle s'apparente d'assez près la levée de boucliers localiste des « anti-Portes de Gascogne ». En effet, le « néologisme californien des années quatre-vingt exprime parfaitement cette incapacité à regarder plus loin que le bout de son quartier : *nimby*, c'est-à-dire « pas dans mon jardin (*not in my backyard*) » ; il s'agit d'un « fatras exotique de revendications : contre les embouteillages, contre les centres commerciaux, contre l'extension d'un aéroport, contre le choix de l'emplacement d'une école, contre la démolition du restaurant Tail O'Cock, contre la construction d'une mosquée, contre un espace d'exposition en plein air, contre la construction de lotissements ou d'appartements, contre l'élargissement d'une route, contre le défrichement d'une colline », etc. (Davis 2000 : 192). Ces partisans du *nimby* sont, en Californie, des associations de propriétaires aisés qui

défendent le « *small is beautiful* », et plus ou moins implicitement la valeur de leur bien immobilier. « De cette nébuleuse mouvantes de revendications localistes est né ce qu'on a appelé le mouvement pour une « croissance lente » (*slow growth*) » (Davis 2000 : 138-140). Cette thématique est largement présente dans les discours des « anti-Portes de Gascogne » fédérés sous la bannière du cinéma Utopia. A l'instar de leurs homologues californiens, ces derniers défendent une pensée anticapitaliste écologisante. « Cette contestation, qui remet en cause l'emprise du grand capital sur le développement foncier et la conception ultralibérale de l'urbanisme, est d'ailleurs parfois considérée comme suffisamment subversive pour que l'idéologue conservateur Georges Will la taxe de « bolchévisme de la Sunbelt » » (Davis 2000 : 143). En fait, ces associations contestataires, difficiles à situer sur l'échiquier politique et social traditionnel, sont séduites par l'idée que leur cadre de vie menacé – voire leur « habitat dispersé » – constituait un patrimoine naturel au même titre que les rochers du Yosemite ou qu'une rivière perdue de la côte Pacifique » (Davis 2000 : 158)⁸⁰⁸. Leur colère renvoie à ce que ces propriétaires perçoivent comme une « déruralisation » des banlieues, colère face à laquelle les promoteurs se sont mis « soudain à chanter les louanges de l'intervention publique » (Davis 2000 : 163-164). C'est également ce qui s'est passé dans l'Ouest toulousain où les promoteurs s'appuient sur la municipalité de Plaisance-du-Touch. L'un des objectifs du mouvement *slow growth* est « de réduire de moitié les zones commerciales constructibles » : « pas tant de bloquer tout développement commercial que de l'éloigner le plus possible des sanctuaires résidentiels des classes moyennes » (Davis 2000 : 180). Il en va de même à Toulouse. Pendant que les opposants se sont acharnés contre les Portes de Gascogne, non loin de la zone desservie par la rocade Arc-en-ciel, le projet d'un autre *mall* de moindre envergure, le « Green Park » prônant des valeurs écologiquement correctes, a abouti rapidement. La comparaison entre Toulouse et la Californie ne s'arrête pas là et peut être prolongée avec la généralisation de l'auto-enfermement résidentiel.

⁸⁰⁸ Cela a quelque chose de grotesque, mais la question de l'impact écologique de l'urbanisation diffuse mérite d'être posée : l'habitat pavillonnaire protège-t-il des méfaits de l'agriculture intensive, ou au contraire, par les infrastructures qui lui sont afférentes, ne constituent-ils pas des milieux peu propices à la conservation de la biodiversité ? « Des superficies entières de tissu pavillonnaire pourraient (...) avoir un rôle de connexion important » entre des milieux naturels disjoints par l'agriculture intensive, selon Secchi (2006 : 127). Penser au cas des abeilles qui, en raison des pesticides, survivent à présent mieux dans l'urbain que dans le rural. Il est néanmoins évident que l'urbanisation diffuse a globalement un impact préjudiciable sur l'environnement.

La formation d'enclaves résidentielles où il fait beau et bon vivre



« Météo-France se « met au vert » (...) sur un site très bucolique au sud de la Ramée » (Soulé de Lafont 2004 :6). Les prévisions concernant le temps qu'il va faire s'effectuent dans une gigantesque enclave, joutant une résidence fermée, et séparée d'un lac artificiel et d'un golf par la bien nommée rocade Arc-en-ciel. A l'arrière plan, sur la droite, on distingue le nappage résidentiel de Tournefeuille.

Le phénomène des résidences fermées, appelées outre-Atlantique les 'gated communities', a pris des proportions considérables dans l'agglomération toulousaine, à tel point que selon Bruno Sabatier, géographe spécialiste de la question à Toulouse, l'agglomération peut être considérée comme un « laboratoire du développement des urbanisations fermées en France » (Sabatier 2005). Leur

niveau de sécurisation n'atteint pas celui des forteresses de Los Angeles décrites par Davis (2000 : 203-235), la dangerosité du contexte toulousain étant bien inférieure à celle de la mégalopole californienne où sévit la guerre des gangs. Mais les motivations de l'auto-enfermement ne relèvent pas que du sécuritaire, elles proviennent aussi, entre autres car il y a de nombreuses raisons (fiscales, etc.), d'aspirations à l'entre-soi et à vivre dans un paysage plaisant et rassurant. Quand on observe l'ensemble de la zone autour de la rocade Arc-en-ciel, on s'aperçoit que ces territoires sont truffés d'enclaves dont la vocation n'est pas uniquement l'habitat. En particulier, le secteur de Basso Cambo qui regroupe nombreuses entreprises d'électronique et également Météo France (voir ci-dessus et ci-dessous) est urbanisé sur ce mode. C'est donc plus profondément l'habiter qui est investi d'une esthétique et de valeurs qui touchent autant les résidences où l'on dort que celles où l'on travaille. Le mot même de 'résidence' nous met sur la piste de cette évolution de l'habiter. Bruno Sabatier remarque ainsi à juste titre que « la dénomination générique la plus répandue à Toulouse est celle de 'résidence fermée' » : 'résidence' est « un mot connoté bourgeoisement, à la différence de qualifications plus objectives comme 'ensemble résidentiel' ou 'copropriété' », « d'ailleurs le mot 'collectif', connoté populairement, est tout simplement absent des descriptifs des sociétés immobilières » (Sabatier 2005). Il est possible d'aller plus loin dans la compréhension de ce qu'habiter en résidence signifie. En effet, il y a une certaine ironie à ce que ces habitations délibérément clôturées s'appellent 'résidences' puisque l'un des sens du mot désigne le séjour obligatoire en un lieu, comme l'atteste l'expression 'être assigné à résidence' ; la résidence n'est pas nécessairement le domicile, mais c'est un espace où des services sont mis à disposition, comme l'indique la 'résidence pour personnes âgées'. Voilà qui en dit assez sur la spécificité de ce mode d'habiter : il s'agit d'une prestation destinée à équiper de gré ou de force la présence plus ou moins permanente en un lieu. Alors que l'idée de résidence paraît en un sens contraire à celle d'enfermement choisi, on pourrait paraphraser le titre du livre de Stéphane Degoutin (2006) sur les *gated communities* américaines, et affirmer que les personnes de l'ouest toulousain vivant et travaillant dans ces résidences fermées sont des « prisonniers volontaires » de l'*occitan dream*.



Résidences fermées et électronique à Basso Cambo : même combat contre l'urbain ?



La principale caractéristique des enclaves résidentielles est de soustraire à l'urbain une portion de territoire pour en faire un usage exclusivement privatif⁸⁰⁹. Un peu hâtivement, elles ont été qualifiées de 'villes privées', cependant la logique dont elles sont issues, consistant à se prémunir de toute intrusion et à magnifier son quant à soi, existe depuis fort longtemps⁸¹⁰ ; c'est l'une des composantes traditionnelles de l'habiter : fermer définit et par là même donne un sens à ce qui enclos. Ce qui a changé, c'est la moins grande porosité avec l'extérieur et surtout l'échelle territoriale sur laquelle se déroule le phénomène. En effet, des pans entiers de l'agglomération toulousaine sont phagocytés. Les résidences fermées se

⁸⁰⁹ Sur la notion de 'privé', voir la préface de Thierry Paquot au livre de Degoutin (2006 : 17).

⁸¹⁰ A Toulouse, les hôtels particuliers du XVI^e siècle en sont une illustration.

banalisent, spatialement et socialement⁸¹¹, et s'implantent en tirs groupés. « Leur développement à Toulouse est exemplaire non seulement par leur multiplication mais aussi par regroupement spatial », souligne Sabatier (2005)⁸¹². Un quartier nouvellement urbanisé comme celui de Borderouge au Nord de Toulouse constitue un exemple très frappant de concentration⁸¹³ de cette forme urbaine d'habitat caricaturalement autiste. La fraction de l'aire urbaine toulousaine située de part et d'autre de la rocade Arc-en-ciel offre l'image d'une concentration relativement moins importante pour ce qui est de l'habitat. En revanche, la quasi-totalité de son organisation spatiale s'apparente de près ou de loin à une juxtaposition d'enclaves à des échelles variées. L'une des plus vastes d'entre elles est Basso Cambo. C'était au départ l'une des tranches du Mirail⁸¹⁴, mais la rapide mauvaise réputation du quartier a poussé cette zone à s'en démarquer résolument. Comme l'explique Paulette Girard, « le fait que Basso Cambo s'inscrive dans l'histoire du Mirail est savamment occulté » ; « l'organisation du parc tourne le dos aux quartiers d'habitation, de plus, une levée de terre et un parking participent à cette rupture volontaire ; l'objectif étant de vendre Basso Cambo sans le Mirail » (Weiknedt 1996). Cela a marché, plus personne n'associe l'image négative du Mirail à celle des activités *high tech* de Basso Cambo. L'un des ingrédients de cette réussite a été de grillager systématiquement toutes les entreprises qui s'y sont installées. Derrière ces barreaux dorés de piètre qualité sécuritaire, chaque firme ou institution parapublique bénéficie de surfaces herbeuses très étendues que personne ne traverse mais qui permettent à l'œil stressé de ces cadres de s'apaiser ; moins fréquemment, des cours de tennis offrent l'occasion se détendre.

Ces agréments existent *a fortiori* dans les résidences fermées dévolues à l'habitat. Ils visent à créer un climat particulier inspirant la confiance, à esquisser un style de vie propice au bonheur. Si Météo-France était dotée de pouvoir miraculeux,

⁸¹¹ D'après François Madoré, « le fait marquant et nouveau dans ce processus d'auto-enfermement résidentiel est l'extension de ce phénomène aux classes moyennes, traduisant sa banalisation progressive » (Madoré 2004). La « résidentialisation » des grands ensembles témoigne également de la diffusion du modèle.

⁸¹² Voir aussi de Golovtchenko et Souchet : « Des *gated communities* à la française ? Les résidences fermées toulousaines », dans *La société des voisins* (2005 : 145-167).

⁸¹³ « Aux Etats-Unis, beaucoup de *gated communities* sont concentrées dans des zones urbaines ou l'on ne trouve quasiment que cette forme d'habitat » (Degoutin 2006 : 31).

⁸¹⁴ « La municipalité de Toulouse ayant achevé l'acquisition des terrains de ce qui aurait du être la deuxième tranche du Mirail, l'organisait en une série de ZAC, l'une résidentielle, Les Pradettes, au nord du site, l'autre d'activités au sud, Basso-Cambo » (Jalabert 1995 : 76).

l'un d'entre eux serait certainement de garantir le bon ensoleillement des résidences qui en seraient les actionnaires majoritaires⁸¹⁵... Nous n'en sommes pas là mais la demande sociale évolue dans ce sens. Les promoteurs vendant les résidences fermées manient une rhétorique à deux faces : il y a le volet sécuritaire et les aménités. L'un comme l'autre sont en général assez modestes aux Etats-Unis et plus encore en France. Comme le remarque Stéphane Degoutin dans *Les prisonniers volontaires du rêve américain*, « les équipements que proposent la plupart des *gated communities* paraissent souvent rudimentaires comparés à l'emphase avec la quelle ils sont vantés sur les publicités. Mais la consistance de l'espace public a peu à voir avec la quantité d'équipements » (Degoutin 2006 : 106). A Toulouse, l'équipement le plus commun est la piscine⁸¹⁶. Elle répond à un désir de balnéarisation de la quotidienneté⁸¹⁷, désir partagé par de très nombreux Toulousains. En effet, « vue d'avion, Toulouse a des airs d'Hollywood. Une vaste mosaïque de carrés bleus. Un tableau révélateur d'un marché de la piscine qui se porte bien » : l'agglomération compte plus de 400 entreprises construisant des piscines (*La Dépêche*, 6 juin 2006). Aussi, « plutôt que de parler de privatisation de l'espace public, il serait plus juste de parler de « californisation » », selon Degoutin (2006 : 321), tant l'imaginaire territorial de cette région réputée agréable s'est diffusé, notamment par la télévision, dans les représentations urbaines.

La clôture des résidences fermées sert aux promoteurs à définir un produit global. Gérald Billard, Jacques Chevalier et François Madoré montrent bien, dans *Ville fermée, ville surveillée*, comment avec ce produit défiscalisé Monné Decroix à Toulouse a trouvé un créneau qui, par « un effet de mimétisme », a contaminé toute l'offre locale puis nationale de logement, et qui a contribué à la « banalisation du discours sécuritaire » (Billard, Chevalier, Madoré 2005 : 38, 70). Il s'agit d'une exploitation à des fins commerciales d'un sentiment d'insécurité grandissant ces dernières années. Ce sentiment est diffus et la réponse apportée

⁸¹⁵ Cette hypothèse fictionnelle représenterait l'aboutissement d'une logique qui a vu passer Météo France d'un rôle de prévisionniste pour l'agriculture à celui d'un assureur de la bonne santé morale d'urbains engoncés dans leur « nimbisme ». Des conflits d'usage de climats artificialisés existent déjà dans les régions viticoles où des orages sont déclenchés par de riches vigneronnes pour éviter qu'ils détruisent leur récolte, ce qui entraîne le mécontentement des zones résidentielles touchées.

⁸¹⁶ Celle-ci est d'ailleurs l'une des causes de la privatisation de ces résidences car les sociétés d'assurance obligent les promoteurs à ce que la piscine soit clôturée (Sabatier 2005).

⁸¹⁷ Il est significatif qu'aux Etats-Unis, de nombreuses résidences fermées actuelles dérivent des villages vacances (Degoutin 2006 : 103).

par les résidences fermées pour y remédier l'est tout autant. Elles garantissent un environnement piétonnisé aux enfants et préservent « les qualités environnementales de l'habitat », s'appuyant implicitement sur la « notion de standing écologique » (Billard, Chevalier, Madoré 2005 : 75-77). Leur architecture réconfortante, une architecture néo-régionale dite 'architecture cassoulet' utilisant la briquette rouge et les crépis beiges et rosés, participe aussi de cette dimension. Selon un procédé similaire à la « assurance » proposée par le marché de Saint Aubin, les résidences fermées tentent d'enraciner leur image dans le passé rural de la région tout en la mâtinant de références bourgeoises. C'est pourquoi la meilleure fermeture possible pour une enclave résidentielle n'est pas le grillage mais la barrière naturelle, comme la rivière du Touch qui compte plusieurs résidences et lotissements fermés à ses abords. En fait, il existe de nombreux moyens d'offrir des aménités et d'assurer la tranquillisation de l'habitat, et les résidences fermées n'en ont pas l'apanage.

Tournefeuille présente à l'échelle communale une politique d'aménagement qui l'apparente à une gigantesque zone résidentielle plus ou moins fermée. Sa trame urbaine, avec ses nombreux lotissements en cul-de-sac permet l'éclosion d'un entre-soi qui n'a pas besoin de recourir aux artifices de la clôture physique. Ainsi le quartier des « Hauts de Tournefeuille » constitue un territoire spatialement ségrégué, peu relié aux réseaux de transports, loti en raquettes et impasses, avec des parcelles de dimension importantes en comparaison de celles d'un lotissement classique, et accueille donc une population cossue. Plus bas, dans le reste de la commune, des services haut de gamme sont dispensés (voir photo supra), et récemment un commissariat vient d'être créé. Tournefeuille est « une ville calme, cependant nous disposons d'un commissariat de police d'une cinquantaine de personnes, qui sécurise bien la commune », explique le maire à un promoteur. Le commissariat comprend deux bâtiments qui s'articulent autour d'un espace vert ; et sa procédure de financement a fait l'objet d'un partenariat peu commun : la ville a signé un bail emphytéotique avec une filiale du Crédit Agricole qui finance le bâtiment, les locaux étant loués à la commune qui les reloue au ministère de l'intérieur. Tournefeuille se vante d'être une commune fleurie, labellisée « trois fleurs » au plan national, les entrées et sorties de ville ayant été qualifiées de « soignée et réussies » par les membres du jury. Elle bénéficie de la proximité de

la zone verte de la Ramée, avec ses plans d'eau et sa piscine, pour satisfaire la demande balnéaire locale, ainsi que son golf⁸¹⁸. Non loin se situe la coulée verte du Touch, où de nombreux joggers courent avec leur « Ipod » vissé aux oreilles⁸¹⁹. Tournefeuille n'a donc rien à envier aux résidences fermées qui, pour une part, la composent et l'entourent. En outre, la rocade Arc-en-ciel permet un accès aisé à la commune. Comme le montre Degoutin, il y existe un certain paradoxe qui fait que « plus les réseaux urbains sont ouverts, plus les environnements qu'ils contiennent sont fermés » car, au pays des hautes technologies, « à l'intérieur de la maison ont été reconstituées en miniature des fonctions autrefois réservées à l'espace public » (Degoutin 2006 : 281, 127). La structure foncière et les valeurs terriennes qui ont caractérisées Toulouse pendant des siècles se sont ainsi métamorphosées en terriers pavillonnaires, ou en résidences fermées, dans lesquels se lovent des cybernéticiens appréciant les produits d'un terroir qu'ils contribuent à détruire.

Le malentendu auto-réalisant entre cette nouvelle tolosanité et son passé campagnard se lit dans le paysage de ses anciennes terres agricoles. L'*occitan dream* transforme les champs cultivés en un vaste Jardiland. En effet, « destructrice des activités agricoles traditionnelles, la croissance urbaine, surtout avec le renouveau de la construction pavillonnaire, a, par contre, suscité un important développement de formes particulières d'exploitation du sol avec les pépinières, qui fournissent aux jardins particuliers arbres, arbustes, fleurs et plantes d'ornement, et les jardiniers paysagistes qui, outre la fourniture des plants, assurent l'aménagement même des jardins et des pelouses » (Coppolani 1984 :

⁸¹⁸ Degoutin souligne « le pouvoir magique du golf » aux Etats-Unis. Il « est aujourd'hui le meilleur lieu commun qui permet de rendre crédible l'idée de communauté. Il suffit d'en insérer un dans le plan masse d'un lotissement de banlieue pour que le rêve communautaire paraisse se matérialiser. Le golf est au promoteur américain ce que la médiathèque ou le tramway sont au maire français : la potion magique de l'urbanisme » (Degoutin 2006 : 181).

⁸¹⁹ A l'ère d'un sport de masse succède, selon Jean-Pierre Augustin, une « sportivation périphérique des corps et des espaces » : « les effets cumulés du souci de la forme physique, de l'augmentation du temps libre et de la publicité que les médias offrent aux sports ont renforcé la place des corps sportifs en ville, dans les équipements bien sûr, mais de plus en plus dans les espaces publics, les interstices urbains et leurs prolongements ». Il y a dorénavant davantage d'adeptes de l'auto organisation pour lesquels « la pratique devient un but en soi, et le corps sportif ne se sent plus autant solidaire des membres d'un même club. La cohésion et la conscience du groupe se défont, et le loisir devient un objet de consommation parmi d'autres. Il s'agit pour les adeptes de l'auto organisation, de se donner l'occasion d'une pratique discontinuée et de revendiquer le choix à la versatilité et au libre choix des lieux et des modalités de leurs activités » (Augustin 2002 : 38-40).

37). Lorsqu'en 1997, la chaîne Jardiland, fondée en 1982 (Moati 2001 : 57), plaide ainsi son dossier auprès de la Commission Départementale d'Équipement Commercial pour l'ouverture d'une surface de vente de 6 000 m², celui-ci est reçu très favorablement. « La création de ce magasin ne devrait pas avoir de conséquences néfastes sur les commerces spécialisés existants dans la mesure où le marché de la jardinerie est en plein expansion et où l'accroissement très important de la population de la zone de chalandise, essentiellement concentrée dans des zones pavillonnaires et donc consommatrices de produits de jardinerie contribue au maintien d'une demande très forte dans ce secteur d'activité » indiquent Weissberg et Deffaux (1998 : 48). Il y aurait une étude très instructive à faire sur cette économie du paysage résidentiel⁸²⁰ qui selon toute vraisemblance s'est encore développée davantage avec la multiplication des résidences fermées dans lesquelles la dimension paysagère est un argument de vente. Le retournement opéré par l'urbanisation a commencé dès les années 1920. A partir de cette période, les nouvelles zones urbanisées ont « incorporé à leur masse » « d'anciennes maisons rurales qui sont devenues des fermes mortes » (Coppolani 1963 : 262). Avec l'implantation d'un immobilier d'entreprise à l'esthétique *high tech*, le contraste est devenu plus criant avec certains des vestiges de l'ancienne vocation agricole de territoires comme celui de Basso Cambo, littéralement « les champs bas ». Voici un exemple de ces télescopages.



⁸²⁰ Quelles sont les plantes les achetées ? Où sont-elles cultivées ? Etc.

-3 : Commerce central en son axe principal (Nord/Sud) : pérennité d'un flux

Les terrains enquêtés précédemment nous ont montré à quel point la ville se décentre. Les infrastructures autoroutières et les nouveaux imaginaires territoriaux remettent en question l'idée d'un centre et d'une périphérie : les polarisations exercées par la localisation économiques principales de l'agglomération et les forces centrifuges induites par les fantasmes de campagne naturante recomposent et diluent l'idée même de centralité. Celle-ci devient tellement ubiquitaire qu'elle semble tout simplement s'annuler, gisant dans chaque foyer via les nouvelles technologies réticulées et se consommant dans les rayons et galeries des centres commerciaux qui maillent les territoires urbains. Une certaine conception de la ville européenne est battue en brèche par cet éparpillement protéiforme des urbanités. Quel rôle peut alors encore jouer un noyau historique comme celui de Toulouse qui avait, depuis la fondation de la ville, signifié la centralité urbaine ? Si l'urbain généralisé accorde le primat aux flux sur les stocks alors, hormis les quelques poches formées par des quartiers à la mode (la Bourse, Saint Aubin, etc.), la perpétuation de la fonction commerciale de ce qui était le centre-ville repose sur la pérennité d'un passage de personnes venues de toute l'aire urbaine et d'autres agglomérations. Le présent questionnement s'attache à analyser les deux principales artères Nord/Sud du noyau historique toulousain : la rue Saint Rome, ancien *cardo* puis Grand'rue médiévale, et la rue Alsace-Lorraine, la plus importante des percées haussmanniennes. Davantage que celui Est/Ouest, le flux Nord/Sud constitue l'axe architectonique le plus ancien de l'agglomération. Il suit le coude de la Garonne qui a donné naissance à Toulouse. Il est possible d'y lire une géologie des voies commerciales, dont le *cardo* de l'époque romaine est la première strate (Roncayolo 2002 : 188). Ville d'un commerce de transit, cet axe est pour Toulouse le lien avec la Méditerranée et avec Paris et l'Atlantique. Il est le centre à partir duquel la redistribution s'est effectuée. Avec le temps et la transformation des échelles de l'urbain, les strates successives changent de fonction. Ainsi en va-t-il pour la rue Saint Rome qui, de route principale, est devenue, après sa piétonisation précoce au début des années 70, une galerie commerciale à ciel ouvert de la vente au détail par des enseignes franchisées. Ce processus de

recyclage est également à l'œuvre pour la percée haussmannienne, qui est à son tour piétonnisée à l'automne 2007. Ces modifications de leur régime de mobilités traduisent à la fois une perte d'influence relative et une affirmation renouvelée de leur vocation à être des espaces publics majeurs à l'échelle de l'agglomération.

La notion de '*cardo*' est très éclairante quant à l'évolution du rôle joué par ces deux axes commerciaux. Comme le rappelle Richard Kleinschmager dans le *Dictionnaire La ville et l'urbain* (2006 : 41), « ce mot signifie « gond, charnière » et aussi « pôle » ». Aussi, le *cardo* et son lointain descendant haussmannien, ont-ils été des articulations qui ont permis à la ville d'être une porte. Point de passage quasi-obligé pour traverser l'agglomération, ces charnières ont joué un rôle urbain à la fois interne et externe. Mais l'étalement de l'urbanisation et l'accroissement de la mobilité motorisée au cours du XX^e siècle ont fait sortir la ville de ses gonds, ce qui a destitué le *cardo* et la percée haussmannienne d'une bonne part de leur rayonnement. Leur perte d'influence au profit des boulevards puis des mal nommés rocades et autres périphériques avec leurs échangeurs les a réduit à n'être plus que des rues animées et structurantes d'un des pôles parmi d'autres de l'agglomération. Même au sein du cœur historique élargi, le centre de gravité, qui initialement était proche de la rue Saint Rome et qui s'est ultérieurement déplacé vers la future rue Alsace-Lorraine, a fini par s'éloigner de ces axes : « d'abord situé probablement sur la berge même, il se trouve dès l'époque romaine sur la place de la Pierre, à 300 m de la Garonne et au croisement des routes de terre qui desservent la ville ; il y restera jusqu'au XIX^e siècle pour émigrer ensuite vers le Nord, d'abord vers la place du Capitole, puis au XX^e siècle vers la place Wilson, qui n'était il y a 150 ans qu'une entrée de ville », retrace Coppolani (1963 : 269). La progressive périphérisation de ces axes centraux, surtout celle de la rue Saint Rome, a conduit les autorités municipales à les piétoniser à une trentaine d'années d'écart pour leur donner un nouveau souffle, notamment au niveau commercial. Ces requalifications ont eu des conséquences notables en terme de fréquentation et de gamme des commerces. Les « concepts de centre luxe et de centre masse, introduits par Spork en 1976, défendant l'idée que toute grande ville possède deux quartiers centraux distincts, différenciés par le standing et le type de clientèle » (Desse 2001: 48), sont assez pertinents pour décrire la bipartition relative qui s'est opérée entre la plutôt chic percée haussmannienne et le très plébéien *cardo*.

La rue Saint Rome, du *cardo* à la galerie marchande

La rue doit son nom à l'église Saint Rome. Celle-ci a disparu mais il reste à travers cette dénomination l'impression d'un legs de la romanité, et pour cause puisque c'est l'ancien *cardo*, la principale voie romaine de *Tolosa*. Jules Chalande, dans son *Histoire des rues de Toulouse* rédigée à la fin des années 1920, précise que pendant longtemps cet axe était appelé la « Grand'rue », traversant la ville de part en part, de Saint Sernin à la place du Salin : « étroite et tortueuse, bordée de boutiques et de bancs de bouchers, jusqu'au seizième siècle, entre les quatre coins des Change et la rue du May, et de magasins de libraires, entre la rue du May et le capitole, la rue Saint Rome eut toujours une population très mélangée d'artisans et de riches propriétaires, parmi lesquels de nombreux capitouls » (Chalande 1987 : 271). Espace public majeur, la Grand'rue a semble-t-il longtemps été le théâtre d'une certaine mixité sociale et fonctionnelle, avant que la percée haussmannienne ne la relègue. « Là, écrit François Gauzi, se trouvaient les bazars, les grands tailleurs, les bottiers, les libraires, des parfumeurs, des bijoutiers, des casquettiers, des vendeurs d'armes de chasse, partout c'étaient des commerces de luxe et de grand choix. La rue d'Alsace est venue tout près de la rue Saint Rome trop étroite, trop vieille, et s'est mise à suivre le même parcours. Alors, pour fêter la jeune, on a tourné le dos à l'autre qui de suiveuse est devenue suivante », rapporte Pawlowski, dans *Toulouse boutiques* (1996 : 23). Outre cette concurrence qui au fil du XX^e siècle l'a ringardisée, la rue Saint Rome s'est avérée particulièrement mal adaptée au passage de voitures de plus en plus nombreuses, provoquant d'inévitables conflits avec les chalands à pied. « Les piétons y revendiquent toujours le plein usage d'une chaussée sans trottoirs, malgré les passages nombreux d'automobiles qui se faufilent comme elles peuvent au milieu des chalands flânant d'une vitrine à l'autre », notait au début des années 1960, Coppolani (1963 : 348). La piétonisation était donc une solution inéluctable, mais elle va avoir à moyen terme des conséquences très néfastes sur la variété des commerces, puis sur la mixité sociale. Alors que pour Gérard Santier, « dans les dédales de celle qui dans les années 70 ouvrit la voie des rues piétonnes, on ressent comme une forte impression d'ailleurs, due à la fois à la diversité des boutiques, à l'étroitesse de la rue bordée de maisons médiévales (...) et à la foule », ce n'est plus le cas aujourd'hui ; cette « impression confirmée par

les senteurs méditerranéennes que déversent à profusion les tonneaux d'olives, les épices provençales et les morues séchées de la Maison Bourdoncle » (Pawlowski 1996 : 23) s'est évanouie avec la fermeture de ce type de commerce dans la rue Saint Rome. Ils ont laissé la place à une répétition assez monotone d'enseignes insignifiantes et sans caractère, tandis que les bâtisses médiévales sont restées identiques à elles-mêmes. La rue Saint Rome est à présent une galerie marchande dans laquelle déambule, tant bien que mal, une foule souvent compacte.



LE COMMERCE TRADITIONNEL

Dans la rue des Changes, les vitrines modernes dans le cadre architectural du Moyen Age.

Tronçon de la Grand' rue médiévale au début des années 1960 (Coppolani 1963).



Une rue générique où se succèdent les comptoirs basiques d'une planète urbaine.

Régimes urbains et architecturaux d'historicité et cycles de la mode



L'esprit de mode et le temps arrêté.

Dans la rue Saint Rome, les temporalités de l'architecture et celle des commerces paraissent en totale disjonction. Un contraste saisissant semble opposer les immeubles médiévaux aux allures immuables et les commerces de mode vendant des vêtements au gré des saisons et des tendances, commerces eux-mêmes en rotation très rapide. Ainsi « beaucoup de nouveaux commerces se sont installés, mais leur existence a été souvent éphémère. L'opération « rues piétonnes », si elle a fourni un lieu de promenade fréquenté, surtout par la jeunesse, n'a pas apporté au commerce local autant que prévu », regrettent Coppolani, Jalabert et Levy (1984 : 64). « Des fringues à gogo », « pas de devantures aux marques prestigieuses, sinon des fringues en tous genres et pour toutes les bourses », « la rue Saint-Rome a du coup perdu de son aura » (Pawlowski 1996 : 23). Saint Rome comme forme urbaine a été recyclée par la mode : elle est devenue toujours plus identique et toujours plus différente. Les commerces textiles sont se fondues dans la trame architecturale médiévale avec une grande dextérité. Ce recyclage a contribué à susciter un certain engourdissement du chaland de façon à le pousser à l'achat et illustre bien les idées développées par Walter Benjamin sur la somnolence. En effet, « le symptôme le plus révélateur de cette léthargie est pour Benjamin le phénomène de la mode : le renouvellement factice qu'elle prétend apporter est contredit par le fait même de son retour annuel (...). Les cycles de la mode témoignent de la stagnation d'une société incapable de se renouveler radicalement », commente Stéphane Mosès, dans *L'ange de l'histoire* (2006 : 251). « La mode comme l'architecture sont plongées dans l'obscurité de l'instant vécu, font partie de la conscience onirique du collectif », montre Benjamin dans

Paris, capitale du XIX^e siècle (2002 : 411). Les commerces de mode s'arrogent l'esthétique médiévale de la rue, ce qui leur fournit le supplément d'âme qui manque à leurs produits. Ces commerces utilisent ainsi le levier émotionnel de la « nostalgie sans mémoire », paradoxale « interaction de la patine et de la mode », décrite par Appadurai (2001 : 131). Il s'agit d'un marketing de masse, destiné à des produits bon marché. « Un cercle spécifique se crée ici : plus la mode change vite, moins il faut que les objets soient chers, et moins ils sont chers, plus rapide est le changement », explique Simmel (2004 : 146). Cela définit bien la fuite en avant commerciale qui affecte la rue Saint Rome qui attire une chalandise jeune et souvent populeuse. Un de ses commerces s'appelle significativement « la mode est à vous », et la galerie marchande comprend presque exclusivement des franchises moyenne et basse gamme. Cela attire de nombreux jeunes d'origine magrébine, venus en métro depuis les grands ensembles du Mirail pour se baguenauder. Ces jeunes y affichent la mode qu'ils adoptent, ou qu'ils contribuent à lancer, paradant par petits groupes. « Dans l'effort le plus continuels vers des modes nouvelles, inédites jusqu'alors, dans la brutalité avec laquelle est adoptée passionnément la mode la plus opposée aux précédentes, se trouve une forme esthétique de la tendance destructrice propre à toutes les existences de paria », remarque Simmel (2004 : 139). La consommation rue Saint Rome permet-elle à ces nouveaux parias urbains de s'intégrer ? Rien n'est moins sûr...



Le cardo : un axe structurant la fièvre acheteuse ?

La rue Alsace, une percée haussmannienne inaboutie et urbainement vite périmée, mais devenue chère au cœur des Toulousains



La rue Alsace-Lorraine au niveau du square du Capitole au début du XX^e siècle, à cette époque le gabarit de la rue est plus ample que ses usages (Bernard 2001 : 10).

Envisagée vers la fin du XVIII^e siècle par certains édiles municipaux, les percées haussmanniennes sont apparues assez tardivement dans le paysage urbain du noyau historique de Toulouse, au cours de la fin du XIX^e siècle. Elles n'ont dans un premier temps pas été très bien accueillies. « Les immeubles qui y sont édifiés, de quatre à cinq étages, de manière quasi continue rue d'Alsace, dus en partie à des investisseurs extérieurs, tranchent avec le reste du bâti : la part de la pierre y est plus importante, les balcons en fer forgé font leur apparition, marque d'un parisianisme mal admis alors par la bourgeoisie locale en déclin » (Jalabert 1995 : 149). Quelques décennies plus tard, notamment en raison de l'engouement que suscitent les grands magasins, la rue Alsace-Lorraine devient l'un des espaces emblématiques de l'urbanité toulousaine. L'un des meilleurs témoignages de

l'attachement des Toulousains à cette artère est celui de Pierre Gaches dans *Toulouse. Les jours heureux (1919-1936)*, dont voici un extrait : « la Rue ? Vous l'avez compris. C'est bien d'Elle qu'il s'agit. La rue d'Alsace-Lorraine, qui est devenue la rue d'Alsace, puis la rue Alsace, et enfin, suprême marque d'amour aux temps heureux, simplement la Rue. (...). C'était un de ses côtés qui était le plus favorisé : en l'occurrence le trottoir du côté pair. Le trottoir des numéros impairs était abandonné aux gens pressés, aux discussions d'affaires mais en aucune manière aux promeneurs et aux flâneurs. On se donnait, sans autre précision, rendez-vous dans la rue et on était assuré de se rencontrer » (Gaches 1975 : 156). Gaches cite un certain Laynevèze, avocat et écrivain, qui se livre à un éloge de cette rue : « malgré l'éparpillement de sa moderne beauté, Toulouse a concentré toute sa vie, toute son âme dans la rue d'Alsace ! A la fois « Boul' Mich' » et « rue de la Paix », elle est quartier latin et carrefour d'élégances. Son trottoir (...) est foulé par le rapin râpé et le snob d'un américanisme sans mesure. Son orientation vers Paris authentifie tout le modernisme de ses vitrines et son prolongement jusqu'aux quartiers déserts des vieux hôtels silencieux complète son cadre d'art traditionnel. Elle est la grande artère de la vie débordante » ; en fin de journée, moment solennel, « la rue d'Alsace « reçoit ». De cinq à sept, selon un rituel invariable « on fait » la rue d'Alsace, on la monte, on la descend, pour la remonter et la redescendre dans des limites bien précises et sur un côté du trottoir... inlassablement. Tout Toulouse est là ; le monde et le demi, l'Académie et la Bohême, les retraités paisibles et les jeunes exubérants défilent du même pas indolent. Brusquement, de hâtives fermetures annoncent la fin du défilé qui se change en bousculade ; les bruits de la rue se font plus intenses ; les refrains des derniers « succès » parisiens se mêlent aux sonorités des vieilles chansons patoises », etc. (Gaches 1975 : 157-159). La rue Alsace est ainsi à cette époque un axe particulièrement animé qui polarise les modes de vies urbains.

Cependant, avec l'extension de l'espace urbain pendant la seconde moitié du XX^e siècle, l'ensemble du noyau historique commence à perdre sa suprématie, ce qui ne manque d'affecter son artère principale. Malgré tout, la rue Alsace résiste plutôt bien. Les « changements en nature et en volume des activités dans les quartiers centraux toulousains conduisent à redéfinir la rue. La tendance actuelle tente d'assurer la synthèse entre la rue-passage, la rue-vitrine et la rue-spectacle.

La rue Alsace-Lorraine, est parmi l'une des rares rues de la ville à cumuler ces trois éléments à la fois, et ce depuis son établissement » (Coppolani 1984 : 92)⁸²¹. En fait, comme nous l'avons vu, l'idée même des percées haussmanniennes participe déjà d'une politique urbanistique de reconquête du centre. Alors que leur utilité fut discutée au moment de leur réalisation, elles ont d'abord incontestablement facilité la circulation. Mais dès le début des années 1960, elles se sont révélées « nettement insuffisantes », « toujours encombrées et beaucoup plus difficiles à traverser que les anciennes rues étroites, elles ont introduit de franches coupures dans un tissu urbain jusque-là continu et provoqué l'isolement total de certains quartiers, privés des courants de circulation générale qui les traversaient auparavant et bloqués par la circulation trop intense des voies nouvelles » déplore Coppolani (1963 : 278). Certains aspects du caractère inabouti de la réalisation urbanistique se font alors sentir, défaut originel dont la portée ne va cesser de s'amplifier dans les dernières décennies du XX^e siècle.

En attendant, avant que les hypermarchés ne captent la majeure partie de la clientèle toulousaine à la fin des années 1970, le commerce de la rue Alsace se porte plutôt bien. Celui de la rue de Metz, l'autre percée, comporte « une note plus raffinée que celui d'Alsace-Lorraine, mais celui-ci continue par l'emporter pour l'animation et la variété de sa marchandise » : ses magasins sont « vastes et élégants construits suivant les normes du XIX^e siècle, mais constamment remis au goût du jour dans leur présentation », etc. (Coppolani 1963 : 350-351). Concurrencée par les grandes surfaces, la rue Alsace renforce l'orientation de son offre vers le moyen/haut de gamme. « Le quartier moderne constitué depuis la fin du XIX^e siècle autour des rues d'Alsace-Lorraine et de Metz et de la place Wilson, bien desservi par les transports en commun, garde les caractères qu'il a acquis dès le début du siècle : siège des grands magasins et commerce de luxe, mêlés aux banques, aux cinémas, aux hôtels de tourisme », indiquent Coppolani, Jalabert et Lévy qui soulignent la « solidité d'un certain nombre de commerces presque centenaires de la rue d'Alsace-Lorraine » (Coppolani 1984 : 64-65). Si la percée haussmannienne continue d'incarner une certaine image de la modernité,

⁸²¹ « On relèvera (...) que la spécialisation de la rue ne date pas de ces trente dernières années », écrivent Coppolani, Jalabert et Lévy en 1984 ; « elle s'amorce aussitôt après l'achèvement de la percée. La part des points de vente consacrés au vêtement et à la chaussure progresse constamment (34,2 % en 1896, près de 40 % en 1926) ; celles des activités tertiaires et des bureaux aussi » (les assurances, banques, affaires et professions libérales passant de 17 à 26 %) (Coppolani 1984 : 92).

son architecture imitant ses devancières parisiennes vieillit à Toulouse plus mal que dans la capitale. La brique jaune caractérisant la rue « simule assez bien la pierre de taille, mais sans en avoir la netteté de lignes ; elle a pris avec le temps une teinte gris sale qui, avec les balcons de fonte courant tout le long des façades et des magasins presque toujours élégants des rez-de-chaussée, donne à la rue d'Alsace-Lorraine l'aspect cossu, mais anonyme et assez triste, d'une rue d'affaires d'une quelconque grande ville moderne » (Coppolani 1954 : 303). La percée haussmannienne, en tant que *cardo* moderne, est elle aussi une rue générique ; toutefois, ses commerces n'y cherchent pas à jouer sur une possible nostalgie de la modernité, du moins jusqu'à sa récente piétonisation.

La rue Alsace-Lorraine au début des années soixante (Coppolani 1963).



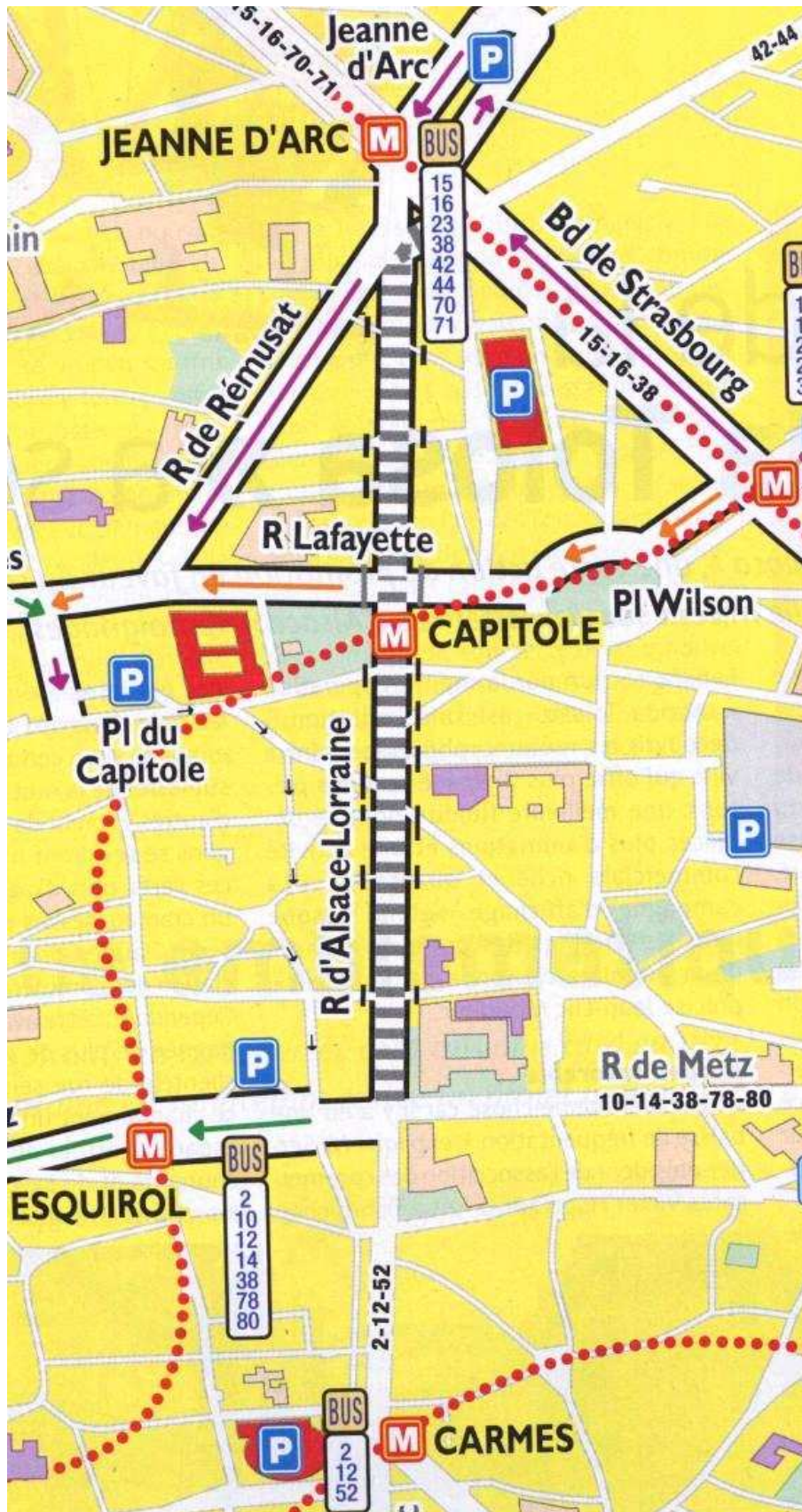
LE COMMERCE MODERNE

La rue d'Alsace-Lorraine de nuit : grandes vitrines illuminées, enseignes au néon

De la saturation à la piétonisation : vers un renouveau?

L'augmentation générale de la circulation automobile dans l'agglomération toulousaine a participé à favoriser de nouvelles polarisations au détriment du centre historique. La municipalité a cherché à limiter sa perte d'attractivité en construisant de nombreux parkings et en développant l'offre de transports en commun. Puisqu'elle est, malgré son médiocre gabarit, l'artère la plus large du noyau historique, la rue Alsace s'est vue attribuer de nombreuses fonctions à remplir à la fois. Les voitures continuent de l'emprunter pour traverser le centre-ville, les bus en font de même et permettent à ce dernier d'être accessible pour les personnes non motorisées. De surcroît, « au cœur des représentations de l'hypercentre commercial pour les habitants de l'agglomération », comme nous venons de le voir, « c'est de part et d'autre de cet axe majeur que s'organise le plateau piétonnier », la rue Alsace est la « colonne vertébrale du centre commerçant », comme le montre Solignac-Luans (1995 : 232, 234). Totalement saturée par ces différentes mobilités pas nécessairement antagonistes, elle s'est trouvée confrontée à un arbitrage en vue de diminuer les conflits d'usage. L'ouverture d'une première ligne de métro en 1993 puis d'une seconde en 2007⁸²², ainsi que la piétonisation progressive de la plupart des rues alentours, ont fait de la rue Alsace-Lorraine la pièce manquante d'un vaste plateau piétonnier potentiel à l'échelle de l'ensemble du centre historique. La municipalité a donc décidé de rendre la percée haussmannienne aux piétons, et accessoirement aux vélos, au cours de l'été 2007 afin de ramener le chaland vers un axe commercial dont il avait tendance à se détourner de plus en plus compte tenu des nombreuses nuisances sonores et atmosphériques générées par les automobiles et les bus. Le succès est au rendez-vous. « Entre mars 2007 et octobre 2007, la rue d'Alsace-Lorraine ainsi que la rue du Languedoc enregistrent une hausse proche de 95% de fréquentation le samedi pour la première et de 111% pour l'autre. Ce flux n'est pas dû à une perte sur les zones voisines car sur la rue de Couteliers (...), Saint Rome et Lafayette, les hausses varient entre 19 et 25%. La place Wilson affiche 80% d'augmentation de flux piétonnier » (Capitole Info, février 2008). Il y aurait ainsi plus de 100 000 personnes à sillonner la rue Alsace le samedi après-midi.

⁸²² D'autres solutions en matière de transports collectifs étaient possibles et sans doute meilleures : il existait par exemple dès 1979 un projet de réimplantation du tramway dans la rue Alsace.



Plan municipal de l'hypercentre correspondant au plateau piétonnier, celui-ci bénéficie de nombreuses dessertes (parkings, bus, métros) (Capitole Info, été 2007).



La rue Alsace-Lorraine, avant -juin 2007- et après -depuis septembre 2007. Le projet provisoire destiné à réduire les conflits d'usage en suscite de nouveaux, cette fois principalement entre personnes à pied et à vélo. Malgré sa dimension pédagogique et sa signalétique au sol, l'aménagement urbain manque de lisibilité. « Piétonne ou pas, la rue d'Alsace ? Piétons, cyclistes et automobilistes sont perdus dans la principale artère commerçante du centre-ville » (Le Monde, 6 mars 2008). Finalement à l'automne 2008, la nouvelle municipalité s'est résolu, après concertation, à complètement bannir les quelques voitures autorisées à y circuler, de façon à mieux séparer les flux pédestres de ceux des vélos.



De la « walking society » à Toulouse piétonne... Ironiquement, la rue Alsace concentre de nombreux magasins de chaussures dont l'un, situé au milieu de la rue, fait figure d'emblème de la walking society qui est en même temps la société marchande.



La rue Alsace est donc devenue majoritairement piétonne. Cependant l'évolution de ses usages et de ses commerces n'a pas tout à fait suivi celle empruntée par la rue Saint Rome. Son gabarit et son esthétique architecturale ne l'ont pas exclusivement vouée à la flânerie. La signification renouvelée du déplacement à pied confère à la percée haussmannienne une dimension d'efficacité. La marche n'est en général plus un mode de transport contraint par un manque de moyens⁸²³, et son usage oscille entre la détente et la recherche de gain de temps. D'une certaine manière, elle s'apparente à une forme de glisse. En ce sens, il est significatif que des « agents d'ambiance » parcourent la rue Alsace en rollers pour informer les usagers, prévenir les tensions et fluidifier le trafic. Le renouveau de la marche passe par sa sophistication. S'interrogeant sur ce qu'il appelle l'« hypermarcheur », François Bellanger remarque que « la marche reste la métrique de base de la ville. Les urbanistes ont donc souvent rêvé de pouvoir améliorer les performances des piétons. Aujourd'hui (...) les marcheurs peuvent bénéficier de technologies de pointe comme la basket, le roller, la trottinette ou le sac à dos, en passant par le Caddie » ; il rappelle encore que « la figure limite de ce piéton autonome et pourtant rapide emprunte à divers imaginaires actuels qui associent l'exercice physique et les sports de glisse, les matériaux *high tech*, le bio et les économies d'énergie dans un projet qui s'efforce de réconcilier la ville, la technique et la nature » (Bellanger, 2007 : 137). Il est ainsi fréquemment possible d'observer des piétons se déplaçant rue Alsace un bagage à roulettes d'une main et un téléphone portable de l'autre⁸²⁴. A certains égards, la percée Haussmannienne retrouve sa vocation de lieu de transit grâce à sa fonction intermodale entre les différents parkings, les cinq stations de métros, ainsi que les bus et diverses navettes. C'est dans ce contexte que les qualités du déplacement à pied, jusque là sous-estimées, se révèlent davantage : technique légère et flexible, « boîte de vitesse » aisément modulable au gré des circonstances et des envies, mode de déplacement le plus rapide en hypercentre avec le vélo, l'encombrement en moins, voilà en quoi la marche devient un instrument de la glisse urbaine, comme le soulignent Chevrier et Juguet, dans *Mobilités, trajectoires fluides*

⁸²³ Comme l'explique John Urry, dans *Sociologie des mobilités*, « les gens ordinaires ayant de moins en moins besoin de marcher en raison de l'accessibilité de nouvelles formes de transport, les marcheurs ne sont plus nécessairement pauvres ou peu respectables. Petit à petit, l'évolution des transports à partir de la fin du XVIII^e siècle, surtout les routes à péage, puis les chemins de fer, va dissocier la marche à pied de la nécessité, de la misère et du vagabondage » (Urry 2005 : 63).

⁸²⁴ L'aboutissement de cette tendance consisterait à y mettre en place un tapis roulant.

(Marzloff, 2005). Parmi les équipements de cette glisse, les chaussures sont l'objet de recherches d'innovations technologiques afin d'optimiser le confort et la vitesse de la marche. L'exemple le plus probant est celui des chaussures italiennes Geox avec la technologie des semelles *Respira* car elles sont le symbole d'une sophistication surmontant certaines contradictions contemporaines en alliant contrainte et loisirs, élégance citadine et efficacité sportive. Hybridations des Nike Air et de la chaussure de ville, les Geox, comme bien d'autres marques mais avec un marketing plus appuyé⁸²⁵, traduisent cette tendance à l'urbanité fluide.

Le plateau piétonnier du noyau historique apparaît comme une bulle vis-à-vis de son environnement, bulle elle-même composé de bulles : rues, segments de rues et commerces. Dans cet emboîtement de poupées gigognes, le plus petit espace de consommation est constitué par le « *concept store* ». Il est logique que son axe majeur, la bulle spéculative formée par la percée haussmannienne, en contiennent le nombre le plus important. Ainsi, la rue Alsace a vu s'ouvrir des espaces de vente de ce type dont voici deux exemples concernant l'influence du sport décrite ci-dessus : Adidas et Puma. Au 56-58 rue Alsace-Lorraine, « Adidas inaugure son *concept store* toulousain », titre *La Dépêche* : « le groupe aux trois bandes a ouvert il y a quelques semaines, un *concept store* en face de la Fnac micro à Toulouse, le deuxième du genre dans le monde, et avant ceux de Lisbonne, ou les Etats-Unis, il sera inauguré en grande pompe avec de nombreux sportifs professionnels. Vitrine sobre, glaces teintées, à l'intérieur, murs et mobiliers noirs pour mieux faire ressortir les produits, ambiance sonore de stade ou de gymnase, écrans vidéo et siège en cuir : pour ses magasins « *Performance center* », Adidas veut marquer les esprits et imposer son design » (*La Dépêche*, 6 avril 2004). Cette boutique de 360 m² n'est pas une franchise, mais la propriété d'Adidas, c'est au sens propre comme au figuré la vitrine de la marque. Ce type de magasin procède d'un marketing urbain qui rejaillit sur l'ensemble de la rue, et réciproquement, pour la marque le choix de la localisation d'implantation est primordial, à la fois celui de la ville et celui dans la ville. « Après Paris en 2001, et Lyon l'année dernière, Puma a choisi la ville rose pour ouvrir son nouveau *concept store*. « Toulouse correspond à notre positionnement » explique (...) le responsable

⁸²⁵ Un exemple intéressant est fourni par les chaussures Camper, marque à laquelle la rue Alsace doit l'affiche figurant ci-dessus « *The walking society* », et dont certains modèles se rapprochent de chaussures de golf. Avec la piétonisation, les hypercentres urbains sont-ils devenus des *greens*?

marketing de Puma France. « Ville jeune dynamique, à fort potentiel économique, ville sportive tournée vers l'Europe, c'est aussi une ville d'histoire qui s'inscrit dans le présent et se tourne vers l'avenir, tout comme Puma. Après quelques mois de recherche, la marque a donc trouvé l'emplacement parfait, au 10 rue d'Alsace-Lorraine » ; avec ses 450 m², « le magasin lui-même se fait le reflet de Puma avec ses codes coloris, sa propre ambiance, du produit au merchandising »⁸²⁶ (*La Dépêche*, 18 octobre 2005). Les grandes firmes mondialisées se donnent donc une image de marque positive en s'adossant sur le prestige et la visibilité urbaine de la rue Alsace-Lorraine, la devanture du noyau historique, voire même de Toulouse.

La relative neutralité de l'esthétique urbaine de la percée haussmannienne permet à chaque marque d'affirmer son identité, ou son « concept », à l'intérieur de son espace de vente. La rue Alsace diffère en cela de la rue Saint Rome dont l'esthétique globale est plus prégnante : chaque échoppe y est relativement indifférente au style architectural spécifique du bâtiment qui l'abrite et aucune ne se distingue outre mesure par son design intérieur, il serait en revanche possible de voir la rue Saint Rome comme un seul et même magasin qui lui serait en relation avec l'esthétique médiévale de cet espace urbain. Il n'en va en général pas de la sorte pour la rue Alsace. Comme le remarque Philippe Moati dans *L'avenir de la grande distribution*, « la qualité architecturale du bâtiment est de plus en plus l'objet d'attention des enseignes différenciées, en particulier en ce qui concerne leurs « magasins phares » (...) installés au cœur du centre historique des grandes métropoles » ; « ainsi voit-on se multiplier le nombre des magasins dont l'aménagement s'appuie sur des architectures de qualité » (Moati 2001 : 208). En dehors des grands magasins⁸²⁷, l'exemple le plus notoire de cette « attention nouvelle portée à l'architecture des points de vente » est l'implantation d'un magasin Nature et Découverte dans l'ancien immeuble de *La Dépêche* construit par Jaussely, et dont le style art déco correspond bien à la quête d'originalité de cette enseigne. L'élégant bâtiment qui abritait La Maison Universelle a quant à lui vu s'installer Virgin. Ce souci de présentation étendu au magasin lui-même

⁸²⁶ De « nouveaux territoires » y sont explorés « comme les sports mécaniques ou le golf » (*La Dépêche*, 18 octobre 2005). Venir au pied à la boutique Puma, de la même manière que l'on peut marcher dans un parcours de golf, n'exclut en rien que l'on soit un fan de courses automobiles...

⁸²⁷ Les Galeries Lafayette sont restées dans leur bâtiment d'origine, les Nouvelles Galeries se sont approprié un hôtel particulier et Monoprix s'est fait construire dans les années 1970 un édifice moderne en brique rouge.

témoigne de ce que Franck Cochoy, dans *Une sociologie du packaging*, appelle « l'économie d'emballage » (Cochoy 2002 : 44), pour qualifier la dynamique à l'œuvre dans la ville marquée par le marketing. Les espaces de vente eux-mêmes deviennent des produits qui font partie du « plan média » des firmes.

L'opération urbanistique de piétonisation de la rue Alsace-Lorraine est également conçue par la municipalité toulousaine comme un coup de pouce aux commerçants de centre historique, une tentative d'en faire une offre globale susceptible d'être managée. A travers la campagne *Movida Tolosa*, – « plus de vie, plus d'espace, plus de fluidité » pour faire du « Shopping plaisir », du « Shopping fashion » ou du « Shopping évasion » « au cœur de Toulouse » –, la mairie de la ville promeut son centre : de nombreux panneaux largement dispersés dans l'aire urbaine jusque dans les parkings des grandes surfaces de la première couronne invitent les consommateurs à revenir au bercail avec le slogan « grâce à la nouvelle rue Alsace, la ville renoue avec son centre ». « L'urbanisme commercial est désormais généralement conçu comme une pièce maîtresse des politiques » municipales, explique Philippe Moati ; cela passe par des « actions sur l'environnement du commerce », comme « l'aménagement de l'espace, la construction et la gestion des infrastructures publiques, l'amélioration des transports en commun, la modification du plan de circulation (rues piétonnes, élargissement des avenues), la construction de parkings, etc. », ainsi que par « l'animation des quartiers commerçants de la ville », à travers la « propreté, sécurité, organisation d'évènements (...), soutien aux associations de commerçants » (Moati 2001 : 225-227). L'opération de piétonisation de la rue Alsace, menée par l'équipe de Jean-Luc Moudenc, apparentée UMP, correspond bien à la description que donne Philippe Moati. Malgré son succès relatif en termes de fréquentation, elle n'a cependant pas réussi à enrayer l'image brouillonne de la rue pendant les travaux et même une fois ceux-ci terminés. La temporalité du projet coïncidait sans doute mal avec le calendrier électoral. L'opération urbanistique conduite sous la houlette d'un jeune urbaniste avait une vocation pédagogique et désirait ouvrir le débat, elle n'offrait donc pas une réponse claire et rapide au renouvellement des usages urbains de l'hypercentre. Ce côté « mi-figue mi-raisin », qui caractérise nombre de décisions politiques locales, n'a en définitive pas réussi à pleinement satisfaire un nombre suffisant de

Toulousains. La nouvelle rue Alsace a en tout cas déçu une bonne part de l'électorat conservateur du maire, qui aurait souhaité en rester au *statu quo*, craignant de voir la rue Alsace suivre le même processus de déclassement que la rue Saint Rome, ce qui est loin d'être improbable, même si sa situation géographique lui confère des fonctions de transit que n'a plus cette dernière en raison de son gabarit, y compris pour les piétons.

Plus profondément, la requalification de la rue Alsace-Lorraine pose la question des rapports entre espace public et identité à l'heure de la globalisation et de l'urbain généralisé. « Colonisé par les banques, les boutiques de téléphone mobile et les succursales de prêt à porter mondialisé, le centre de Toulouse voit disparaître quelques enseignes historiques » (*La Dépêche*, 21 mars 2007). Nous avons par exemple signalé plus haut la fermeture de Mon café, place du capitole, remplacé par la parfumerie Sephora ; tandis que sur la rue Alsace se multiplient les Zara et autres chaînes du même acabit. Selon René Péron, les monographies de villes françaises de province montrent que « les principales rues et places de leur centre ont connu des taux de renouvellement que l'immuable apparence des lieux ne laissent pas imaginer ; on en relève couramment qui avoisinent les 15 % au cours des deux dernières années, les 50 % en dix ans » (Péron 2004 : 172). Ces changements de propriétaires se font bien évidemment au profit des grands groupes commerciaux. La piétonisation contribue à cette entreprise. Comme le montre David Mangin dans sa description de *La ville franchisée*, les rues, ainsi délestées du bruit et des odeurs de la circulation automobile, « reproduisent à ciel ouvert les galeries commerciales, en associant en début et en fin de rue des enseignes locomotives », et au gré de ces aménagements, le commerce franchisé s'installe, vouant d'importants secteurs des centre-villes à un « tourisme intérieur » (Mangin 2004 : 138-140)⁸²⁸ et au *Shopping* dépeint par Rem Koolhaas (2001)⁸²⁹. Toujours est-il que la banalisation de l'offre commerciale proposée par le centre historique tend à le mettre sur le même plan, tant du point de vue de la

⁸²⁸ Cette évolution était déjà pointée par Lefebvre dès la fin des années 1960, dans *Le droit à la ville* : « le noyau urbain devient ainsi produit de consommation d'une haute qualité pour étrangers, touristes, gens venus de la périphérie, banlieusards. Il survit grâce ce double rôle : lieu de consommation et consommation du lieu » (Lefebvre 1974 : 21).

⁸²⁹ Le *shopping* est ainsi devenu, selon Koolhaas « un moyen indispensable grâce auquel le mouvement dans la ville est rendu possible », car « fluidité et flexibilité, connexion et continuité sont cruciales dans ce réseau écologique du *shopping* » (*Mutations* 2000 : 140,146).

consommation que de celui de la sociabilité, que les autres polarisations exercées par les centres commerciaux de la première couronne de l'agglomération. Les effets cumulés et convergents de globalisation et de l'urbain généralisé standardisent les pôles à l'aune du marketing.

Notamment parce qu'ils demeurent des espaces publics, des axes comme la rue Alsace continuent à véhiculer un imaginaire territorial où l'identité locale, certes transfigurée, se perpétue plus qu'ailleurs. C'est la raison pour laquelle, l'un des piliers de l'identité toulousaine, le Stade Toulousain, tient sa principale boutique⁸³⁰ à l'une des extrémités de la rue Alsace. Aussi, il est instructif d'analyser l'évolution de l'image de ce club sportif pour comprendre celle de Toulouse. Le Stade Toulousain est à présent une équipe de stars au sein d'un monde du rugby qui s'est récemment professionnalisé, à quoi s'ajoute le fait que les maillots et autres produits dérivés de ce sport sont à la mode dans le domaine vestimentaire⁸³¹. De la sorte, la boutique du Stade Toulousain prend valeur de symbole d'une évolution vers le marketing⁸³². Mais cette évolution prend à Toulouse, ville où se déroulait la finale du championnat de France il y a quelques décennies, une signification particulière car elle symbolise la recombinaison d'une certaine identité locale : à la différence de Paris ou de l'Angleterre, le rugby y avait une connotation populaire et régionale⁸³³... « Le temps du « rugby cassoulet » a vécu et c'est dans une boutique du centre que le club vend un rugby « tendance » que les nouveaux arrivants adorent », résume *Géo* (2005 : 171). Ces nouvelles modalités de constructions identitaires se substituent à d'autres, tels les défilés et manifestations qui sillonnaient la rue Alsace. La piétonisation a en effet paradoxalement contribué à évincer les cortèges de manifestants de la percée haussmannienne. Le pic de fréquentation du centre historiquement se situent le samedi, et plus encore à l'approche de Noël. A cette période, il est, bien plus que des centres commerciaux comme celui de Labège, le lieu privilégié de l'achat des cadeaux. C'est sans doute là le paradigme du nouvel usage du noyau historique. A l'instar de Noël, plus personne n'y croit, mais une majorité continue à le célébrer.

⁸³⁰ Son autre boutique est implantée à l'aéroport et joue aussi un rôle identitaire majeur (Cf. supra).

⁸³¹ Comme la marque de l'ancien joueur Serge Blanco, dont le magasin se situe à proximité de la rue Alsace ; ainsi qu'Eden Park, non loin.

⁸³² Cette évolution s'est déjà opérée dans le football : le Real de Madrid achète des stars à prix d'or, autant pour gagner la coupe d'Europe que pour favoriser la vente de ses produits dérivés.

⁸³³ Voir *Géographie du sport. Spatialités contemporaines et mondialisation* (Augustin 2007).

Conclusion générale

Lors de ses cours, Ludwig Wittgenstein développait une analogie quant à la manière si particulière qu'il avait de pratiquer l'activité philosophique dans la deuxième partie de son chemin de pensée⁸³⁴ : « je vous enseigne la philosophie comme un guide vous montre comment vous repérer à Londres. Je dois vous faire parcourir la ville du Nord au Sud, d'Est en Ouest, d'Euston aux embarcadères et de Picadilly à Marble Arch. Après de nombreuses promenades dans la ville, dans toutes les directions, nous serons passés par une rue donnée un certain nombre de fois – traversant chaque fois la rue dans le cadre d'une promenade différente. A la fin vous connaîtrez Londres ; vous pourrez vous y retrouver comme si vous y étiez né »⁸³⁵.

A mon tour et à mon modeste niveau, j'espère que le parcours mené dans l'agglomération toulousaine à travers les âges vous aura appris quelque chose sur ce qu'échanger veut dire, et plus particulièrement dans sa relation aux territoires urbains. De nombreux champs théoriques ont été convoqués pour tenter de cerner cette notion complexe et en définitive insaisissable. En effet, « l'échange, c'est la vie, c'est de la vie. Sensé – orienté, c'est-à-dire irréversible – comme elle. Tout en trajectoire » ; « tout ce qui nous arrive dans notre existence, tout évènement, depuis le plus banal en apparence, le plus insignifiant jusqu'à cet évènement fatal et ultime qu'est notre propre mort (inconscients que nous sommes de notre naissance, nous en sommes plutôt son objet que son sujet), est situé sur cette trajectoire – sur cette « Ligne de vie » –, la marque et la balise. Actes d'échange au même titre que tout autre évènement. Aléatoires, contingents, historiquement repérables – datables et localisables – comme eux. Comme eux, existentiellement décisifs : transmuant le possible, le non-encore arrivé en advenu à jamais figé et, comme tel, ineffaçable », montre De Radkowski dans *Métamorphoses de la*

⁸³⁴ Pris dans l'enchevêtrement imposé par la modernité, le Wittgenstein seconde manière des *Investigations philosophiques* ne se réfugie plus dans un logicisme rigide, mais tente de s'adapter, de façon plus souple à cette complexité par les concepts de jeu de langage et d'air de famille, concepts mobiles aux contours flous. Loin de régir, l'activité philosophique décrit et traverse les méandres de nos certitudes qui se sont déposées dans la langue.

⁸³⁵ Cité par Ray Monk dans *Le devoir de génie*, Traduit de l'anglais par Abel Gerschenfeld (Paris, Odile Jacob 1993 : 493-494).

valeur (1988 : 157). Aussi, l'anthropologie et l'histoire sociale, dans leurs relations à l'économie et à l'urbain, m'ont semblées être les voies d'accès privilégiées aux échanges car ceux-ci sont profondément inscrits dans le temps humain. Cependant, tout change avec la modernité, et l'anthropologie comme l'histoire sont plus en difficulté pour appréhender les archipels de l'échange contemporain. L'urbanisation généralisée implique tout à la fois un éparpillement et une densification des échanges. La division du travail s'accroît et les interdépendances s'étendent dans l'espace et le temps, tandis que les formes de vie s'hybrident. La culture urbaine globalisée est ainsi marquée par des liens faibles et personnalisés partout. Tout ceci appellerait une éthique de l'urbanité et de l'échange. « L'urbain se manifeste au sein même du processus négatif de la dispersion, de la ségrégation, comme exigence de rencontre, de rassemblement, d'information », affirmait en ce sens Henri Lefebvre (1974 : 206). Les territoires urbains de l'échange imposent une perpétuelle redéfinition du soi qui s'approprie dans sa relation à l'altérité qui le dépossède⁸³⁶.

La complexification des échanges renforce l'urbanisation des mœurs et sans doute plus encore celle des consciences : la ville et l'urbain sont devenus notre horizon indépassable à l'échelle planétaire. « L'homme moderne est prêt à douter de toutes les formes de sa civilisation dans l'avenir, mais certainement pas de la ville. Il ne peut penser son avenir que sous la forme et dans l'agglomération de la ville. Toujours plus d'accumulation humaine », décrit Jacques Ellul dans *Sans feu ni lieu* (1975 : 225)⁸³⁷. La ville et l'urbain ne sont pas qu'un réceptacle passif des échanges humains, ils les articulent et les orientent. La ville et l'urbain sont, de ce fait, le socle d'une confiance commune qui attire les agents économiques et sociaux parce qu'ils permettent de surmonter les risques qu'ils contribuent à générer par ailleurs, comme nous l'avons vu dans le liminaire et tout au long de l'histoire de Toulouse. « Les villes produisent l'effet de pivots des circulations pour leur environnement proche et lointain, c'est-à-dire que chacune fait naître en son sein un nombre infini de pivots durables et changeants de relations de

⁸³⁶ Se reporter aux belles pages de d'Emmanuel Lévinas sur les villes refuges dans *L'au-delà du verset* (Paris, Minuit 1982).

⁸³⁷ Pour situer ce texte très riche de Jacques Ellul, se reporter à l'article de Thierry Paquot « Théologie chrétienne et urbanisation » (*Annales de la Recherche Urbaine* 2004 : 14). L'urbanisation du monde est aussi son hominisation toujours plus poussée : les hommes s'agglomèrent et la planète se réchauffe...

circulation » ; Simmel ajoute que « la circulation réclame les villes d'autant plus vigoureusement qu'elle est intense, révélant toute la différence entre sa vitalité et la mobilité nomade agitée des groupes primitifs », et « ce n'est que lorsque le trafic a amené la ville à cette fonction de pivot que le vrai sens du trafic apparaît » (Simmel 1999b : 618-619). Comme nous l'avons déjà mentionné, le premier sens du terme '*cardo*' est 'charnière', mot qui a un sens proche de celui de 'pivot', et nous comprenons ainsi à quel point la romanisation a été un stade fondamental de l'urbanisation de l'Occident. Elle a mis en branle un mouvement qui ne s'est jamais interrompu et elle a constitué des réseaux d'échanges économiques et socio-politiques dont certaines formes ont perduré jusqu'au Moyen Âge et parfois même au-delà, comme nous l'a montré, à Toulouse, la relation entre la ville et ses campagnes redoublée par celle de patronage entre les élites sociales et leurs protégés. Alors que pour décrire le caractère impalpable de la confiance, Wittgenstein propose dans *De la certitude* (1976) l'image du gond d'une porte, il convient de rappeler que 'gond' est avec 'charnière' l'étymologie de '*cardo*' : les axes de la romanité ont fourni le fonds de confiance dans les divers commerces et clientèles de la ville. Bien sûr, avec les changements intervenus au cours du Moyen Âge⁸³⁸ puis de l'Ancien Régime, les modalités de la loyauté et du crédit ont beaucoup évolué, mais les contours de la confiance citadine sont demeurés globalement analogues.

Avec l'avènement de l'urbain à partir du XVIII^e siècle, la dialectique de la confiance et du mouvement franchit un saut qualitatif. L'augmentation des mobilités a participé à modifier l'être-ensemble de la société urbaine et à faire émerger l'individualité. Puis, poursuivant son processus de déterritorialisation/reterritorialisation, cette mobilité généralisée a même fini par diviser l'individu en 'dividu', ainsi que l'a bien mis en évidence Anders dans *L'obsolescence de l'homme* (2002 : 157). L'urbain est ainsi une dynamique de particularisation et de pluralisation qui a métamorphosé les subjectivités. L'urbanisation des mœurs pousse chacun d'entre nous à une « disponibilité personnelle au changement », à l'apprentissage à « jongler avec un certain nombre de rôles en même temps » (« faire du *futing* »), comme l'indique Hannerz (1983 : 332-335). Une telle exigence de simultanéité se double de celle d'ubiquité. Les

⁸³⁸ Voir la « rupture majeure » décrite dans le Liminaire.

prothétiques nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) accompagnent ces déplacements immobiles. Plus encore, la globalisation et la financiarisation de l'économie, ainsi que la monétarisation de la quotidienneté qui transforme partiellement⁸³⁹ les relations sociales, ont fait de l'argent l'étalon et le symbole des existences urbaines. « Plus la vie sociale est régie par l'économie monétaire, et plus s'imprime efficacement et distinctement, au sein de la vie consciente, le caractère relativiste de l'être, étant donné que l'argent n'est rien d'autre que la relativité des objets économiques, incarnée dans une figure spéciale et signifiant leur valeur » ; « la conception relativiste semble exprimer l'actuel rapport d'adaptation de notre intellect, ou mieux peut-être, elle est ce rapport, confirmé par les deux pôles opposés de la vie sociale et de la vie subjective, ayant trouvé dans l'argent à la fois le support réellement actif et le reflet symbolique de leurs formes et de leurs mouvements », écrit Simmel dans *Philosophie de l'argent* (1999a : 662). Indéniablement, cela contribue à transformer les territorialités. La sédimentation des échanges se fait plus complexe. Aux canaux de l'échange citadin se substituent, avec l'urbain, des sillons et sillages de mouvements enchevêtrés qui paraissent ne plus avoir de confins. Dans *De la certitude*, Wittgenstein voyait le lit d'une rivière comme une métaphore permettant de rendre compte du dépôt successif de pratiques qui, se solidifiant, en viennent à établir le tracé du cours d'eau, « roc dur » sur lequel repose la confiance. Aujourd'hui, ce « roc dur » semble avoir été emporté par le courant, la rivière être sortie de son lit, et les échanges être en crue.

Quid de la confiance alors ? Un observateur de notre « modernité liquide » comme Zygmunt Bauman affirme que dans ces conditions, « le moi » est « le plus prometteur des pivots de durée et de continuité recherchés avec tant d'avidité » et que « dans notre société soi-disant passionnée de réflexion, la confiance n'a que peu de chances de recevoir quelque renforcement » : « un examen rigoureux et pondéré des données fournies par l'existence indique la direction opposée et révèle sans cesse l'inconstance perpétuelle des règles et la fragilité des liens » (Bauman 2004 : 113). Cependant, comme nous l'avons vu, c'est précisément

⁸³⁹ Partiellement seulement, comme l'a pertinemment rappelé Viviana Zelizer dans ses travaux (Steiner 1999 : 55-57).

parce que les liens se fragilisent que la confiance est de plus en plus requise⁸⁴⁰. Toujours est-il qu'il s'agit pour la conscience de se rassembler pour pouvoir comprendre les termes de l'échange qui la traversent. Cette conscience s'éparpille au gré des pérégrinations des parcours de consommation et des désirs fluctuants. Une des issues possibles réside dans l'adoption de « tactiques traversières » et rusées, décrites par Michel De Certeau (1990 : 60-61)⁸⁴¹, à la suite de l'étude de Jean-Pierre Vernant et Marcel Detienne sur « la *mètis* des Grecs ». Comme le montrent ces derniers, « le filet, invisible réseau de liens, est une des armes préférées de la *mètis* »; « il a la forme la plus fluide, la plus mobile, et aussi la plus déroutante, celle du cercle », car « pour déployer toutes ses ressources, l'intelligence rusée a besoin de l'échange circulaire du lié et du lieu » (Detienne et Vernant 1974 : 51, 292). Divinité féminine fille d'Océan, Mètis trouve en Ulysse sa figure humaine, figure d'un monde d'archipel⁸⁴² qui n'a de frontières fixes que celles d'un filet circulaire non limité (*'apeiron'*). Ce monde ne ressemble-t-il pas *mutatis mutandis* à l'urbain généralisé et à ses réseaux sans fins ? Mais il n'est pas aisé pour l'Ulysse moderne de rentrer à bon port et seul un certain **opportunisme**⁸⁴³ semble lui permettre de parvenir à ses fins. Ce faisant, il court le risque de se montrer ingrat⁸⁴⁴, ce qui pose à nouveaux frais la question de la dette et du crédit⁸⁴⁵. La cérémonialité des échanges urbains ne nous oblige plus au contre-don, comme dans les sociétés archaïques étudiées par Marcel Mauss, mais cela ne devrait pas nous faire oublier ce que nous recevons gracieusement d'eux. L'urbain sans rivages devient de plus en plus une plateforme de services *offshore* où chacun puise des ressources que bien peu songent à pérenniser.

⁸⁴⁰ « La confiance est (...) un état intermédiaire entre le savoir et le non-savoir sur autrui. Celui qui sait tout n'a pas besoin de faire confiance, celui qui ne sait rien ne peut raisonnablement même pas faire confiance » (Simmel 1999b : 356) (voir supra).

⁸⁴¹ Il les oppose aux « stratégies » des systèmes imposés : les tactiques doivent « faire avec », ce qui suppose des compétences particulières. N'ayant pour « lieu que celui de l'autre », il faut par conséquent à la consommation « faire du coup par coup. Elle profite des occasions et en dépend », « ce non-lieu lui permet sans doute la mobilité, mais dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir au vol les possibilités qu'offrent un instant » (De Certeau 1990 : 60-61).

⁸⁴² Le mot provient du grec *'Aigaion'*, Egée (Rey 2004, 1 : 189).

⁸⁴³ Le mot 'opportunisme' dérive en effet du latin *'portus'* (voir supra).

⁸⁴⁴ Ce mot est lui aussi très important dans le vocabulaire de l'échange, il vient du latin *'ingratus'* et appartient à une famille qui a donné de nombreux termes. Benveniste précise que *'gratus'* était fortement corrélé à *'munus'*, d'où provient la notion de communauté (Benveniste 1969 : 96).

⁸⁴⁵ « La ronde des échanges ne cesse de créer et d'effacer la dette, comme elle crée et efface l'inégalité » ; « ce n'est pas le don qui engendre la dette, c'est la dette qui change le don. Le don ne crée pas de la hiérarchie ; il la pérennise là où elle s'est imposée », explique Marcel Hénaff, dans *Le prix de la vérité* (2002 : 276-279).

Toulouse, quelle destinée dans l'urbain ?

Gisement de services à emporter, l'urbain semble banaliser une certaine conception des villes européennes⁸⁴⁶, et en particulier invalider la thèse défendue par Patrick Le Galès quant à leur prétendu « retour ». Comme les autres, la ville européenne se transforme en une « ville des utilisateurs, des gens de passage »⁸⁴⁷ ; cela concerne les étudiants, les touristes, mais aussi les cadres, qui viennent pour y travailler quelques années ou simplement un ou deux jours pour assister à un colloque (Le Galès 2003 : 194-198). Toulouse constitue un bon exemple de cette évolution à travers ce que j'ai appelé le « tourisme à l'année ». Les employés d'Airbus en provenance des autres sites de la firme européenne, pour qui l'entreprise loue des immeubles pour leur éviter la recherche d'un logement, en sont des spécimens très significatifs ; et il serait d'ailleurs très intéressant de mener une recherche comparatiste plus systématique entre Toulouse et les autres agglomérations urbaines où Airbus est présent⁸⁴⁸. « La diversité de ces flux va à l'encontre de l'image de villes européennes socialement et culturellement homogènes », même si d'après Le Galès, « cette image des réseaux qui triompheraient des lieux est très insuffisante pour rendre compte des villes

⁸⁴⁶ L'universalité de l'urbain fait des villes européennes un cas parmi d'autres ; « avec l'industrialisation, les citadins sont, plus ou moins vite, devenus majoritaires dans tous les pays développés, européens ou non, et les villes européennes ont, alors, perdu une bonne part de leur spécificité », écrit Dutour dans *La ville médiévale* (2003 : 12).

⁸⁴⁷ Le Galès fait référence au livre de Guido Martinotti, *City users* (1993).

⁸⁴⁸ Un court séjour à Bristol, – autre ville européenne de l'aéronautique et qui, bien que plus petite, est de taille analogue à Toulouse –, me permet de vous livrer ici quelques points de comparaison. En effet, il s'agit d'une ville qui, comme celle du Sud-ouest français, appartient à l'armature urbaine précédant la Révolution industrielle, celle des échanges médiévaux, mais à la différence de Toulouse, Bristol est devenu au XVIII^e siècle un port important du commerce négrier. Elle s'est ensuite industrialisée davantage que la ville rose, et a été très endommagée par les bombardements intervenus pendant la Seconde Guerre mondiale. Il n'y reste donc qu'une petite partie des bâtiments qui composaient son noyau historique. Après 1945, elle a bénéficié d'une politique de décentralisation, qui en a fait un pôle aéronautique majeur du Royaume-Uni, participant notamment à l'aventure du Concorde, conjointement avec son homologue française (Beckouche 1996 : 110, 71). Comme Toulouse, elle jouit à présent d'une réputation de ville conviviale, où il fait bon vivre (Bristol est au Sud-ouest de la Grande-Bretagne), jeune et festive, etc.

Il s'est constitué à Bristol une *edge city* qui condenserait les caractéristiques de Blagnac et de Labège (voir supra). Cette *edge city* est située autour du site aéronautique de Filton, dans la « *North fringe* » qui dépend d'une autre entité territoriale (South Gloucester) que la ville de Bristol. A l'intersection des autoroutes M4 (de Londres vers le Pays de Galles) et M5 (à destination de Birmingham), elle comprend les installations industrielles d'Airbus et de Rolls-Royce, mais aussi Hewlett-Packard ou Du Pont, ainsi que des entreprises spécialisées en CAO/DAO, etc. près desquelles existe un golf. Pour desservir cette nouvelle zone, une station ferroviaire est créée ; et surtout elle a vu l'ouverture en 1998 d'un *mall*, le Cribbs Causeway, concurrençant fortement le cœur historique de Bristol qui pourtant inclut une offre commerciale de ce type. Cela a amené le centre historique à se spécialiser comme pôle récréatif, etc.

moyennes européennes et de leur structuration » car « le mythe modernisé de la ville européenne demeure (...) une ressource largement mobilisée » (Le Galès 2003 : 197-198, 390). Pour autant, l'assemblage symbolique avec les nouveaux imaginaires territoriaux est très problématique. « La ville européenne ne deviendra pas « *Collage City* », elle ne peut plus être un objet qui juxtapose un style nouveau à ceux du passé. Elle ne survivra que sous forme de fragments, immergés dans la marée de l'urbain, phares et balises d'un chemin à inventer », indique Françoise Choay, dans *Pour une anthropologie de l'espace* (2006 : 198). Le « fragment » toulousain de l'urbain généralisé se cherche ainsi, avec plus ou moins de réussite, une voie propre.

La banalisation de la ville européenne pose également la question de la spécificité de chacune de ses entités urbaines. Paul Bairoch se montre sur cette question plutôt optimiste en affirmant que, « ce qui est certain, c'est que la ville de demain, comme la ville d'hier, gardera une large part d'individualité, ne serait-ce qu'en raison du passé que, partout, l'on cherche à préserver » (Bairoch 1985 : 661). Cette dernière raison n'est pas, à mon sens, une condition suffisante, mais il n'a sans doute pas complètement tort au vu du marketing urbain qui utilise la patrimonialisation comme un argument de poids dans un contexte de compétition interurbaine qui contraint les villes à fournir un avantage comparatif en terme d'image. Cependant, la remarque de Bairoch comporte une dimension plus profonde car son point de vue est celui du temps long de l'histoire urbaine. En dépit de l'indifférenciation relative générée par l'urbanisation contemporaine, ce processus continue à être contrebalancé par des trajectoires historiques spécifiées qui traversent les âges urbains. « Chaque ville a son histoire et sa conjoncture propres qui, souvent, ne s'inscrivent pas dans celle du réseau dont elle fait partie. (...) Des fluctuations parfois profondes, des évolutions parfois divergentes, sont la trame de laquelle est constituée l'histoire urbaine. Mais au-delà d'un certain seuil, la mort est rare. Et, même dans une telle situation, souvent une autre ville, un autre réseau renaît au même endroit, les conditions qui ont fait naître la ville ou le réseau ne disparaissant que rarement » (Bairoch 1985 : 635). Revenons donc quelque peu en arrière dans le temps pour saisir à nouveau les conditions qui ont présidées à l'évolution urbaine de Toulouse.

Après des réussites, parfois insoupçonnées comme pendant l'Antiquité tardive ou brillantes comme au moment du premier essor urbain médiéval ou du « siècle d'or » du pastel, – réussites relativement indépendantes des réseaux dans lesquelles elles s'inscrivaient et qui les avaient fait émerger –, l'histoire urbaine de Toulouse est marquée par une certaine atonie. La ville a peiné à prendre le virage de la modernité pour des raisons internes notamment liées aux mentalités locales mais également parce que ces mentalités avaient été modelées pour s'insérer dans des réseaux spatiaux et sociaux devenus obsolètes. Toulouse n'est pas un cas isolé. En effet, « la permanence, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, de la cité de type préindustriel immergée dans les campagnes profondes de nombreux pays est une réalité, partout où l'industrie n'a pas bouleversé les paysages et les rapports sociaux. Décalages et évolutions contrastées sont la règle », écrit Pinol dans *Histoire de l'Europe urbaine* (2003, 2 : 24). Certes, il ne faut pas trop assombrir le tableau car, comme nous l'avons vu, Toulouse entre malgré tout timidement en modernité dès le XVIII^e siècle et s'industrialise doucement au siècle suivant, mais le contraste est frappant avec la fulgurante ascension de l'entité urbaine depuis une centaine d'années. La mise en modernité est pleine de paradoxes : un retard supposé n'est jamais définitif, et peut au contraire transformer en atout, ce qui était jusque là considéré comme un handicap. L'histoire urbaine n'est ni univoque ni irréversible. Nous avons ainsi amplement montré comment le « passif » rural de Toulouse constitue désormais un de ses nouveaux eldorados. Une entité urbaine n'est pas nécessairement la somme des expériences qui s'y sont accumulées ; une réussite comme celle de Toulouse peut surgir, quasiment malgré elles : « le renouveau contemporain est venu, presque par hasard, de l'extérieur », souligne Marconis (1996 : 375). La ville et l'urbain se (re)construisent en permanence, plus vite qu'ils ne se déconstruisent. Ils sont capables de résilience et de plasticité, ce que traduit assez bien la métaphore du palimpseste proposée par Corboz (2001). Mais l'urbain, sans doute davantage que la ville, joue avec les représentations que nous pouvons avoir de son passé pour créer une illusion de perpétuation alors que la rupture avec lui est largement consommée. « Il peut se faire que la continuité de la tradition soit une apparence. Mais c'est précisément la permanence de cette apparence de permanence qui crée en elle la continuité », met en évidence Benjamin (2002 : 505). Cette subtile adéquation entre l'histoire et la mémoire

urbaine est de nos jours recomposée par un marketing urbain suscitant de la « nostalgie imaginée »⁸⁴⁹.

En outre, les forces de spécification de chaque entité urbaine sont toujours, aujourd'hui comme hier, la résultante de l'articulation entre dynamiques internes et externes. « Toute masse urbaine vit forcément d'un équilibre à maintenir entre ce qu'elle reçoit (ou ce qu'elle prend) et ce qu'elle donne (ou restitue). L'équilibre est toujours à renouveler, la balance jamais calme. Et la façon dont une ville s'appuie sur le dehors et se modifie au-dedans pour se souder à l'extérieur et le dominer, cette façon n'est jamais simple », explique Braudel (1990 : 187). Dans les rapports avec les réseaux urbains plus globaux la dialectique entre l'isolement, qui ouvre la possibilité de se particulariser, et la relation, qui donne à cette particularisation un sens, représente l'alpha et l'oméga de toute agglomération urbaine. Cette dialectique, existant depuis la romanisation, est inhérente à l'urbanisation réticulaire. Elle a beaucoup contribué à forger la personnalité urbaine de Toulouse. Au début des années 1950, Coppolani constatait que d'une part « la simple consultation d'un annuaire montre qu'on a affaire à une agglomération particulièrement riche de ses fonctions géographiques de relation qui nous paraissent constituer l'attribut le plus authentique de la ville » ; et d'autre part, « son isolement même semble l'avoir servie » car c'est « une ville possédant son aire d'influence propre » (Coppolani 1954 : XI, XV). Braudel dans *L'identité de la France. Espace et Histoire* consacre quelques paragraphes particulièrement suggestifs à propos de la destinée urbaine de l'ancienne capitale du Languedoc, dont voici un extrait : « la seule grande ville de l'intérieur, en dehors de Paris, est Toulouse. Malgré les poids terriblement inégaux des deux villes (...), ce rapprochement semble, à la réflexion, avoir sa logique. Ne s'agit-il pas des centres de gravité des deux plus vastes bassins sédimentaires de France, le Bassin Parisien et le bassin d'Aquitaine ? Toulouse est favorisé par sa position géographique, face au massif Central, à la Méditerranée, aux Pyrénées, à l'Espagne et à l'Atlantique. Une région céréalière proche et riche équilibre sa vie. La Garonne peut se comparer à la Seine, même si la comparaison ne tourne pas à son avantage. La ville a aussi, des siècles durant, dominé le monde composite et culturellement doué du Languedoc. L'histoire la favorisant, sa langue, comme la langue de l'Ile

⁸⁴⁹ Voir supra (Appadurai 2001).

de France, aurait pu conquérir de vastes espaces, au-delà du Rhône comme vers l'océan. Toulouse, un Paris qui n'aura pas réussi ? Aujourd'hui prendrait-elle sa revanche avec ses industries et les 600 000 habitants de son agglomération ? Ces idées paraîtront sans doute insolites. Et pourtant ne rejoignent-elles pas (...) la coexistence de deux Frances, celle d'oïl et celle d'oc ? Est-ce Paris qui a infériorisé, tué à distance la ville de la violette, comme elle a maintenu sous le boisseau Orléans ou Reims, ces rivales du Nord où l'histoire de France aurait pu trouver son centre de gravité ? », s'interroge Braudel (1990 : 251-252). Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises au cours de la première partie, une autre structuration de l'histoire nationale aurait pu conférer à Toulouse une autre destinée que celle de capitale provinciale de second rang.

La dialectique entre isolement et relation peut aussi se lire dans l'évolution de la forme urbaine de Toulouse. En particulier ses ponts et ses portes sont en ce sens d'une importance pratique et symbolique considérable, ainsi que nous y avons insisté, notamment à la suite de Simmel⁸⁵⁰. « Toulouse est sans doute la grande ville de France à posséder le plus de ponts », « l'histoire de ces soixante-treize ouvrages – en comptant les viaducs, les passerelles et les ponts disparus – nous fait assister aux effets de la croissance de l'agglomération », écrit Coppolani en conclusion de son ouvrage sur *Les ponts de Toulouse* (1992 : 147). Alors que je déplorais quelque peu dans l'Introduction le fait de ne pas avoir choisi le cas d'une ville portuaire et frontalière comme cadre de mon investigation des territoires urbains de l'échange, il me semble à présent qu'en définitive toute ville est, par ses fonctions urbaines, à la fois port et frontière. Toulouse est parvenu à compenser son caractère de ville terrienne par son rôle dans l'aéronautique européenne ; elle « s'est finalement guérie de ses frustrations en tournant les yeux vers le ciel » (Roubaud 1991 : 77). Il convient toutefois de rappeler que ce regard tourné vers le ciel est loin d'être angélique puisque ce sont les deux Guerres

⁸⁵⁰ L'un et l'autre sont des symboles anthropologiques majeurs. « Parce que l'homme est l'être de liaison qui doit toujours séparer, et qui ne peut relier sans avoir séparé – il nous faut d'abord concevoir en esprit comme une séparation l'existence indifférente de deux rives, pour les relier par un pont. Et l'homme est tout autant l'être-frontière qui n'a pas de frontière. La clôture de sa vie domestique par le moyen de sa porte signifie bien qu'il détache ainsi un morceau de l'unité ininterrompue de l'être naturel. Mais de même que la limitation informe prend figure, de même notre état limité trouve-t-il sens et dignité avec ce que matérialise la mobilité de la porte : c'est-à-dire la possibilité de briser cette limitation à tout instant pour gagner la liberté », écrit Georg Simmel (1988 : 168).

Mondiales qui ont amené la ville rose à jouer ce rôle. D'une manière générale, « la guerre, dont la ville et ses populations civiles ont toujours été préservées, ne cessa d'orienter les destins toulousains » montre Bartolomé Bennassar (Roubaud 1991 : 31)⁸⁵¹. Articulant elle aussi isolement et relation, la fonction militaire d'une agglomération urbaine est d'ailleurs une composante tout à fait primordiale de sa vocation à être des territoires urbains de l'échange. Dès l'époque romaine les routes, qui permettaient avant tout l'acheminement des troupes, ont participé à la fondation de nombreuses villes, dont Toulouse, villes reliées entre elles par cette mise en réseau stratégique. La fonction militaire a également assuré la transition pendant les moments de « creux », comme durant le Haut Moyen Age ou à l'occasion de la Révolution ; et surtout, elle a permis à l'agglomération toulousaine de décoller par le rapatriement des industries d'armement, et au premier chef de l'aéronautique, à la suite de la Première Guerre Mondiale et à l'approche de la Seconde. A bien des égards, les échanges ne sont pas toujours nécessairement synonymes d'ouverture...

La relation entre ville et échange n'est, notamment de ce point de vue, pas homologue à celle entre l'urbain et l'échange. La disparition des remparts citadins a contribué à changer la donne, sans toutefois annihiler les aspirations urbaines à la clôture. Ces dernières sont une excellente clé d'interprétation pour effectuer une relecture de l'histoire des dispositifs de ségrégation mis en place à Toulouse⁸⁵². Celle-ci ne commence évidemment pas avec l'avènement de l'urbain, et il faut rappeler ici le rôle pionnier des Toulousains dans la politique inhospitalière des hôpitaux, ou à la charnière avec la modernité, dans l'expulsion des morts en dehors du périmètre habité. Cependant, avec l'urbain généralisé la question de l'entre-soi prend des contours nouveaux, en particulier avec les résidences fermées qui prolifèrent dans l'agglomération toulousaine. Comme le remarque Stéphane Degoutin dans son étude sur les *gated communities*, « les territoires urbains les plus immenses et les plus ouverts sont également ceux qui sont les plus

⁸⁵¹ Se reporter sur ce point également à Wolff (1974 : 498) et Coppolani (1962 : 153).

⁸⁵² Le titre de l'ouvrage collectif sous la direction de Roubaud, « Toulouse, Epicurienne, subtile et tolérante » ne me paraît pas totalement pertinent : Toulouse est « épicurienne » cela ne fait aucun doute, mais en revanche les deux autres termes ne me paraissent pas adéquats. Je ne suis pas persuadé que la subtilité concerne tous les aspects de la culture urbaine locale ; et pour ce qui est de la tolérance supposée de Toulouse, c'est à mon avis un leurre, aussi bien tout au long de son histoire qu'aujourd'hui.

susceptibles d'être parasités par les quartiers homogènes, fermés et centrés sur eux-mêmes. C'est la confrontation entre la ville ouverte et la *gated community* fermée qui est spécifique de notre époque, non l'enceinte elle-même » (Degoutin 2006 : 76). Loin de s'atténuer avec la multiplication des mobilités, la mise en place de nouvelles frontières, matérialisées ou non par des murs plus ou moins sécurisants, révèle des anxiétés suscitées par *L'urbain sans lieu sans bornes* décrit par Melvin Webber (1996). En effet, « lorsqu'une trop grande accessibilité devient un problème, c'est l'intimité qui devient une valeur » (Hannerz 1983 : 153). Le repli permet d'éluder allègrement les divers problèmes sociaux et de se procurer une protection existentielle que l'urbain n'est plus complètement en mesure d'assurer. Les résidences fermées n'ont pas le monopole de ce repli.

Plus largement, ce sont toutes les formes d'urbanisations diffuses qui participent de cette dynamique. « La ville contemporaine, encore instable, est peut-être à la recherche de la juste distance » : « la dispersion et la fragmentation, la formation de ce qui est désormais appelé dans toute l'Europe « la ville diffuse », constituent une partie de la réponse (...) et représentent peut-être la recherche d'une distance maîtrisée entre des systèmes de différenciations physiques, sociales, symboliques. En ce sens, la ville diffuse n'est qu'une partie de la ville contemporaine, ni autonome, ni indépendante. Elle ne peut pas être considérée comme l'évolution nécessaire de la ville moderne et il est même possible qu'elle n'évolue pas d'elle-même, en engendrant toujours les mêmes types d'espaces qui la caractérisent. En effet, il n'est pas pensable qu'elle se transforme en une ville homogène (ni en y injectant de la population à hautes doses, ni en essayant de la densifier progressivement) ou qu'elle soit marginalisée et transformée en périphérie productive de centres urbains plus consolidés, rétablissant ainsi l'opposition ville/campagne en de nouveaux termes » ; « la ville à maille large offre encore l'espace pour répondre efficacement à des demandes radicales qui sont souvent incompatibles entre elles », écrit de façon nuancée Bernardo Secchi dans *Première leçon d'urbanisme* (2006 : 75, 141). Quoi qu'il en soit de cette capacité de réponse sujette à caution, le passage des campagnes toulousaines, comme capital agricole, à l'urbanisation diffuse fait du rural une réserve de valeur pour

l'urbain généralisé, réserve foncière⁸⁵³ bien sûr, et surtout réserve symbolique. Le paysage post-rural est mité par l'habitat, mais possède une dimension mythique aux yeux de nombreux néo-Toulousains, mythe protéiforme que j'ai appelé l'*occitan dream*. A Toulouse, un certain archaïsme a sans doute été la meilleure préparation possible à la postmodernité car il prête le flanc à un imaginaire territorial devenu très attractif. La structure du mythe vient combler le fossé symbolique créé par les décalages entre pratiques et représentations. L'urbain est en quelque sorte au-delà de l'Histoire, mais recycle des images citadines produites à travers les âges et à présent par le marketing. Symboliquement, l'office du tourisme de Toulouse s'est installé depuis 1948 dans le donjon des archives.

Ce qui constituait les frontières de la ville forme dorénavant le cœur de l'urbain. Les nouvelles polarités valorisent les interstices laissés vacants par les strates précédentes d'urbanisation. L'urbain comme plateforme de services convertit les sites en données extraterritoriales, à la condition *sine qua non* qu'elles soient reliées au terminal, sans quoi la géographie traditionnelle continue à imposer sa dure (?) réalité. Va-t-on assister à un retour, sous un jour nouveau, de la notion de lieu central ? C'est en tout cas une hypothèse que Secchi n'exclut pas : « le futur pourrait être aussi marqué par une géographie des lieux centraux renouvelée, plus dispersée, plus instable et complexe, résultat et cause à la fois des nouvelles techniques de communication, de la structure modifiée de la temporalité et de la mobilité et d'une nouvelle géographie des rentes dues à l'emplacement. Une grande majorité des équipements de service, des bureaux publics, des bibliothèques, une partie de la sécurité sociale et de l'éducation, une partie croissante des échanges commerciaux, vont peut-être perdre (...) leurs repères traditionnels qui organisaient l'espace à la manière de points trigonométriques. D'autres lieux et d'autres pratiques vont peut-être se substituer aux précédents (lieux des pratiques du corps, par exemple, dans leurs différentes formes, qu'elles

⁸⁵³ La périurbanisation lointaine répond à un « calcul avantage coût assez rapide » de part des populations concernées ; « ce calcul leur fait préférer une localisation, certes éloignée du lieu de travail de l'un des conjoints, mais pas forcément plus que leur situation antérieure, spécialement s'ils sont originaires de la région parisienne, et surtout à la campagne, loin des nuisances de la grande ville. L'amélioration depuis moins d'une dizaine d'années des dessertes ferroviaires et encore plus autoroutières joue ici un rôle central », explique le sociologue Nicolas Golovtchenko dans *La ville aux limites de la mobilité* (2006 : 281).

soient liées aux activités sportives ou de loisirs) » (Secchi 2006 : 138)⁸⁵⁴. Les modes de vie des résidents fermés fournissent un bon exemple du nouvel équilibre en cours d'instauration entre les réseaux urbains et ces nouveaux types de lieux centraux. Cependant, ces modes de vie remettent jusqu'à un certain point en cause l'idée même de territoires urbains de l'échange. En effet, si les résidents fermés sont loin de se priver du contexte urbain, « la relation qu'ils entretiennent avec lui est une relation de consommation et non une relation d'échange : l'enceinte permet de tenir à distance et de sélectionner les services, les commerces et les lieux qui vont être utilisés, consommés ou visités et ceux qui vont être évités » ; ainsi « tels des parasites se nourrissant de ses richesses sans rien lui offrir en retour, les habitants des *gated communities* ne renoncent pas à l'espace public, mais ils cessent de participer à sa construction » (Degoutin 2006 : 241)⁸⁵⁵. Les résidences fermées toulousaines ne sont certes que d'assez lointaines cousines des *gated communities* américaines, toutefois l'urbanité parasitaire y est analogue.

Les représentations artistiques traitent relativement peu de ces nouveaux imaginaires territoriaux. Alors que la ville de Toulouse mise sur le cinéma en créant une structure « Toulouse Tournages », – installée dans les locaux de la cinémathèque, la deuxième plus importante de France –, pour accompagner gratuitement⁸⁵⁶ et donc inciter les réalisateurs à venir tourner leur film dans les vieilles rues toulousaines⁸⁵⁷ afin de proposer une image attrayante de la ville ; le film « Lemming » de Dominik Moll⁸⁵⁸, film d'ouverture du festival de Cannes en 2005, présente une image radicalement différente. Il ne se déroule pas dans le centre historique, mais dans une maison moderne d'un lotissement fermé des

⁸⁵⁴ « Il est inutile de contrer les tendances fortes de la ville contemporaine ; plutôt que de le faire, en instituant des normes qui établissent des obligations et interdictions, il vaut mieux susciter des projets qui offrent des images concrètes », préconise Bernardo Secchi (2006 : 142).

⁸⁵⁵ « Si les parasites se multiplient en trop grand nombre, ils tuent l'organisme dont ils se nourrissent. Est-ce une grande perte ? La ville du *sprawl* est-elle tellement merveilleuse qu'il faille à tout prix essayer de la préserver ? Recèle-t-elle de si grandes qualités qu'il faille chercher à la faire fonctionner malgré ses défauts ? Est-elle un outil efficace d'intégration ? C'est parce que la ville du *sprawl* ne mérite aucun égard et que sa destruction n'est pas une perte, que les enclaves urbaines se répandent », affirme sans ambages Stéphane Degoutin (2006 : 241).

⁸⁵⁶ L'équipe d'un tournage dont le budget est estimé entre 5 et 10 millions d'euros dépense de 100 000 à 180 000 euros chaque semaine, selon la Commission nationale du film.

⁸⁵⁷ Ainsi, Michel Boujenah, le parrain de cette nouvelle structure, a tourné un film notamment dans le quartier où j'habite, ainsi qu'un réalisateur catalan (ce qui m'a même empêché de rentrer chez moi, l'équipe de tournage bloquant totalement la rue) ; ou encore une série télévisée policière a été filmée dans les environs.

⁸⁵⁸ C'est le réalisateur de « Harry, un ami qui vous veut du bien », d'« Intimité ».

coteaux de Pech David. Le but de Dominik Moll n'était pas de réaliser un film sur ce type d'urbanité, mais indirectement, il nous révèle un certain nombre de traits qui peuvent le définir. Tout d'abord, le choix de Toulouse comme lieu de tournage résulte de celui de cette « maison de rêve » d'un jeune couple modèle (Charlotte Gainsbourg et Laurent Lucas) arrivé depuis peu dans l'agglomération. Très significativement, seules les scènes extérieures sont tournées à Toulouse, tandis que les scènes intérieures sont tournées en studio, dans une maison reconstruite hors site, en région parisienne ; selon le réalisateur, il s'agit d'une question de confort de tournage. Cela exemplifie en tout cas le caractère hors sol du mode de vie du jeune couple dont le mari est ingénieur en domotique... peut-être un clin d'œil à Jacques Tati. Le lieu de travail de l'ingénieur se situe vraisemblablement vers Labège ou Basso Cambo, dans un bâtiment de verre à l'architecture hypermoderne. Laurent Lucas est un jeune cadre dynamique dont le patron est l'acteur André Dussolier⁸⁵⁹. Jusque là tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes lorsque, subrepticement, l'irrationnel fait son irruption dans la « maison de rêve » de cette vie bien réglée : des rongeurs, rapportés par un jeune voisin qui avait passé des vacances en Scandinavie, envahissent l'habitat et marquent le début du basculement de la vie du couple dans un cauchemar onirique, dont je vous passe les détails abracadabrantesques. Au final, ce n'est pas un grand film, mais il a le mérite de nous montrer le retour du refoulé, – la nature et le désir insatiable (Charlotte Gainsbourg finit par avoir une aventure avec André Dussolier) –, au cœur de cet environnement sécurisé et très contrôlé.

Ce genre de scénario est sans doute celui qui menace le plus le développement toulousain. Des catastrophes naturelles ou technologiques peuvent intervenir et gripper la belle mécanique économico-urbaine locale. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé lors de l'explosion de l'usine chimique AZF en 2001, qui ironiquement va être remplacé par un cancéropôle... L'agglomération toulousaine bénéficie pour l'instant d'une assez bonne qualité environnementale, moins cancérigène que d'autres. Mais ce qui a joué en sa faveur pour attirer de nouveaux habitants a été aussi l'un des critères du développement de l'industrie aéronautique : le couloir aérien étant peu utilisé il pouvait par conséquent l'être pour les essais des avions. Cela pourrait finir par se retourner contre l'économie urbaine locale, l'arbitrage

⁸⁵⁹ Cette différence générationnelle renvoie peu ou prou à celle décrite dans le terrain sur Labège.

entre les intérêts des habitants et ceux d'Airbus pourrait diverger au point de susciter d'irrémediables conflits⁸⁶⁰. Il suffit de penser à l'absence de prolongement de la rocade par les coteaux Sud, révélatrice de l'imbrication des conflits sociaux et environnementaux. On peut songer au cas de l'Irlande et de ses sources d'eau souillées par l'implantation de firmes informatiques : celles-ci utilisent l'eau la plus pure et la pollue de façon irrémediable. L'urbanophobie qui a conduit les personnes originaires de la région parisienne à venir s'installer à Toulouse commence à toucher la ville rose, du fait notamment des nuisances automobiles, des périphériques saturés et limités à une vitesse de 90 km/h, etc. La réputation de d'urbanité facile à vivre cache en fait des qualités urbaines inégales⁸⁶¹. Toulouse n'est qu'un petit géant aux pieds d'argile.

Aussi, la confiance économique pourrait rapidement s'éroder pour des raisons conjoncturelles mais aussi structurelles. En effet, l'agglomération s'étend bien au-delà de ses capacités politiques à la gouverner et à proposer un projet ne serait-ce qu'à moyen terme. Plus gravement, la gouvernance actuelle manque de rétrocontrôles par rapport aux industries aéronautiques et spatiales, celles-ci ayant fini par placer certains des siens à de nombreux postes politiques et institutionnels de l'agglomération : le maire de Blagnac évidemment mais aussi celui de Colomiers, Bernard Sicard ancien ingénieur d'Airbus, le président du Sicoval et maire d'Auzeville, François-Régis Valette, ingénieur à l'Office national de d'études et de recherches aérospatiales (Onera), ou encore le président de la chambre de commerce Claude Terrazzoni, ancien directeur de la division avions d'Aérospatiale, etc. « Toulouse se vend, Airbus s'enrichit » titrait le journal satirique local (*Satiricon*, mars 2005), expliquant que « le rêve Airbus est si beau, que Toulouse est à ses pieds pour le servir », « pour le contribuable, ce sont des impôts qui partent, plus ou moins masqués, au secours d'investissements colossaux : le mastodonte ne peut plus faire machine arrière... et la puissance

⁸⁶⁰ Du fait des vents dominants, le bruit des avions touche surtout les quartiers de logements sociaux du Mirail, et sont donc considérés assez peu gênants...

⁸⁶¹ Ainsi, Toulouse est au 1^{er} rang pour l'éducation, au 3^e pour son dynamisme économique, au 4^e pour sa puissance économique ou son offre de soins, au 5^e pour le tourisme ; mais elle n'est qu'au 10^e pour la culture, qu'au quatorzième pour sa météo, qu'au 39^e pour ses transports urbains, qu'au 48^e pour le logement, qu'au 58^e pour son absence de risque, qu'au 73^e pour son accessibilité, et surtout qu'au 83^e pour la sécurité et qu'au 87^e pour son commerce selon un classement de *L'Express* « où vit-on le mieux en France », passant au crible les 100 plus grandes aires urbaines (10 mai 2004).

politique non plus. Tout le monde est obligé de suivre, sans pouvoir la contrôler, la volonté des actionnaires ». Les ventes d'Airbus atteignent des niveaux records, les avions grossissent et se perfectionnent, tandis que la dispersion de la production des pièces complique l'assemblage et entraîne des retards pour la livraison de son modèle phare, l'A 380. Cela fragilise l'entreprise et témoigne de problèmes de fond, en particulier dans la coopération franco-allemande. Knut Marsen, Allemand vivant à Toulouse, et créateur du logo d'Airbus avec ses célèbres arceaux qui s'entrecroisent, rappelle que l'on « a dit à l'époque que c'était la main des Français qui grattait de l'argent dans celle des Allemands » (*La Dépêche*, 6 juin 2006). La crise a longtemps couvé puis elle a éclaté au grand jour avec les pertes enregistrées à la suite des retards mentionnés ci-dessus, un plan de restrictions tous azimuts, baptisé Power 8, est mis en place : 15 000 manifestants, salariés et sous-traitants, descendent dans la rue, dont des cols blancs, pour la dernière grande manifestation rue Alsace-Lorraine ; toute la classe politique est là aussi, impuissante ; alors que Noël Forgeard, parti en pleine tempête, avait au préalable réalisé une lucrative opération financière en vendant ses stock options...



Des avions qui grossissent et des emplois qui diminuent...

Les ventes de l'avionneur européen sont également pénalisées par l'Euro, gage de confiance mais dont le cours trop élevé handicape les exportations. Cela nous amène à nous interroger sur les rapports entre la monnaie et la confiance des échanges, et l'impact de ces rapports sur l'économie toulousaine. Par certains aspects, il serait en effet possible de mener une comparaison entre l'Euro et Airbus : doctrine rigide et faible réactivité, problèmes de souveraineté, etc. De la même manière que « les gouvernements des pays associés dans l'aventure de l'Euro n'ont pas saisi cette chance historique de faire de l'introduction de la monnaie fiduciaire la journée inaugurale d'une souveraineté fédérale en marche », comme le déplorent Aglietta et Orléan, *La monnaie entre violence et confiance* (2002 : 312), Airbus n'a pas véritablement su fédérer les habitants des différentes agglomérations européennes concernées par sa production aéronautique autour de symboles communs et partagés. Toulouse et Hambourg ont l'une et l'autre cherché à tirer la couverture à soi et à se couvrir de gloriole au moment du lancement de l'A 380. Derrière l'image de métropole hypermoderne dont cherche à se parer l'ancienne capitale du Languedoc se terre parfois des mentalités de paysans enrichis pleins de forfanterie. Le laisser-aller débonnaire est certes propice à la convivialité, mais peut vite se retourner contre la confiance. La pratique du retard systématique, ou « quart d'heure toulousain », en est un exemple. « Ainsi certains ne renonceraient, pour rien au monde, au fameux « quart d'heure toulousain » qui se traduit par un retard systématique, des rendez-vous déplacés au dernier moment, ou carrément annulés », « tel cet important patron d'une PME, parti en vacances en ayant totalement oublié son déjeuner avec des interlocuteurs allemands et britanniques » (*Géo* 1989 : 128)⁸⁶². Comme l'a bien montré l'anthropologue Ulf Hannerz, « à mesure que le citoyen s'expose à l'hétérogénéité des interactions en milieu urbain (...), il en arrive à accepter l'instabilité et l'insécurité, à les considérer comme normales » (Hannerz 1983 : 88). Les Toulousains paraissent en avoir fait leur parti et soumettent la confiance à l'épreuve de cette instabilité « tranquille ».

⁸⁶² « Trop d'interlocuteurs, trop de sites présentés, trop de temps consacré à la bouffe, trop de procédures bureaucratiques annoncées, pas assez de modalités concrètes de financement », rapporte un interlocuteur européen au contact des gestionnaires locaux (Jalabert 1995 : 165). L'ouverture internationale des décideurs toulousains laissent souvent à désirer. Ainsi, lors d'une conférence publique (27 juin 2006), pour présenter le pôle de compétitivité toulousain Aerospace Valley, Jean-Marc Thomas le président d'Airbus France truffait son propos de vocables anglais avec un fort accent franco-toulousain.

Bibliographie indicative

Liminaire et conclusion générale

Aglietta, M. Orléan, A. 2002. *La monnaie entre violence et confiance*. Paris, Odile Jacob.

Bairoch, P. 1985. *De Jéricho à Mexico*. Paris, Gallimard.

Bataille, G. 1976. *Œuvres complètes VII*. Paris, nrf Gallimard.

Benjamin, W. 2000. *Œuvres III*, traduit de l'allemand par Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz et Pierre Rusch. Paris, Gallimard.

Benjamin, W. 2002. *Paris, capitale du XIX^e siècle*. Paris, Cerf.

Benveniste, E. 1969. *Vocabulaire des institutions Indo-européennes*. Paris, Minuit.

Braudel, F. 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin.

Braudel, F. 1990. *L'identité de la France. Espace et Histoire*. Paris, Flammarion.

Choay, F. 2003. *Espacements*. Milan, Skira.

Choay, F. 2006. *Pour une anthropologie de l'espace*. Paris, Seuil.

Claudel, P. 1967. *La ville*. Paris, Mercure de France.

Coppolani, J. 1954. *Toulouse, étude de géographie urbaine*. Toulouse, Privat.

Coppolani, J. 1992. *Les ponts de Toulouse*. Toulouse, Privat.

Corboz, A. 2001. *Le territoire comme palimpseste et autres essais*. Paris, L'Imprimeur.

Couzon, I. 2003. « « Les espaces économiques » de François Perroux (1950). Organisation de l'espace et aménagement du territoire dans l'économie et la géographie françaises au milieu du XX^e siècle », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n°9 : 81-102.

De Certeau, M. 1990. *L'invention du quotidien*. Paris, Gallimard.

De Landa, M. 1997. *A thousand years of non linear history*. MIT Zone Books.

De Radkowski, G.H. 1988. *Métamorphoses de la valeur*. Grenoble, PUG.

Derrida, J. 1991. *Donner le temps*. Paris, Galilée.

- Dockès, P. 1969. *L'espace dans la pensée économique*. Paris, Flammarion.
- Ellul, J. 1975. *Sans feu ni lieu*. Paris, nrf Gallimard.
- Ellul, J. 1984. « Les « idées-images » de la ville de l'homme quelconque », in *L'idée de la ville*, Seyssel, Champ Vallon : 28-43.
- Fourquet, F. 2002. *Richesse et puissance, généalogie de la valeur*. Paris, La découverte.
- Hannerz, U. 1983. *Explorer la ville*, traduit de l'anglais et présenté par Isaac Joseph. Paris, Minuit.
- Jacobs, J. 1992. *Les villes et la richesse des nations. Réflexions sur la vie économique*, traduit de l'américain par Suzanne Mineau. Montréal, Boréal.
- Kleberg, T. 1957. *Hôtels, restaurants et cabarets dans l'Antiquité romaine*. Genève, Droz.
- L'Ecole de Chicago*. 1990. Traduit et présenté par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph. Paris, Aubier.
- Lefebvre, H. 1974. *Le droit à la ville* (1968) suivi de *Espace et politique* (1972). Paris, Seuil.
- Le Galès, P. 2003. *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Le Goff, J. 1999. *Un autre Moyen Age*. Paris, Gallimard.
- Marconis, R. 1996. « Midi-Pyrénées : déclin et renouveau. Pour une relecture de l'histoire contemporaine de la région ». *Annales du Midi*, n°215 : 361-375.
- Mauss, M. *Sociologie et anthropologie*. Paris, PUF Quadrige.
- Mongin, O. 2005. *La condition urbaine*. Paris, Seuil.
- Mosès, S. 2006. *L'ange de l'histoire*. Paris, Gallimard.
- Mumford, L. 1964. *La cité à travers l'histoire*, traduit de l'américain par Guy et Gérard Durand. Paris, Seuil.
- Paquot, Th. (dir.). 1988. *Lire Braudel*. Paris, La Découverte.
- Paquot, Th. 1990. *Homo urbanus*. Paris, Editions du félin.
- Perrot, J-C. 1974. « Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle », in Paquot, Th. Roncayolo, M. 1992. *Villes et civilisation urbaine*. Paris, Larousse : 34-46.
- Perroux, F. 1961. *L'économie du XX^e siècle*. Paris, PUF.

- Pinol, J.L. (dir.). 2003. *Histoire de l'Europe urbaine*. Paris, Seuil.
- Pumain, D. Paquot, Th. Kleinschmager, R. 2006. *Dictionnaire La ville et l'urbain*. Paris, Anthropos.
- Rémy, J. 2000. *La ville, phénomène économique*. Paris, Anthropos.
- Rey, A. 2004. *Dictionnaire historique de la langue française*. Paris, Robert.
- Rey, J.M. 2002. *Le temps du crédit*. Paris, DDB
- Roncayolo, M. 1997. *La ville et ses territoires*. Paris, Gallimard.
- Roncayolo, M. 2002. *Lectures de villes*. Marseille, Parenthèses eupalinos.
- Roubaud, M. L. (dir.). 1991. *Toulouse, épicurienne, subtile, tolérante*. Paris, Autrement.
- Sassen, S. 1996. *La ville globale*, traduit de l'anglais. Paris Editions Descartes & Cie.
- Secchi, B. 2006. *Première leçon d'urbanisme*, traduit de l'italien par Patrizia Ingallina. Marseille, Parenthèses.
- Simmel, G. 1999a. *Philosophie de l'argent*, traduit de l'allemand par Sabine Cornille et Philippe Ivernel. Paris, PUF Quadrige.
- Simmel, G. 1999b. *Sociologie*, traduit de l'allemand. Paris, PUF.
- Steiner, Ph. 1999. *La sociologie économique*. Paris, repères La découverte.
- Toynbee, A. 1972. *Les villes dans l'histoire*, traduit de l'anglais par M. Matignon. Paris, Payot.
- Veltz, P. 1996. *Mondialisation. Villes et territoires, l'économie d'archipel*. Paris, PUF.
- Walter, G. et H. 2000. *Dictionnaire des mots d'origine étrangère*. Paris, Larousse.
- Wolff, Ph. 1982. *L'origine linguistique de l'Europe occidentale*. Toulouse, PUM.
- Wittgenstein, L. 1976. *De la Certitude*, traduit de l'anglais par Jacques Fauve. Paris, Gallimard.
- Wittgenstein, L. 1982. *Remarques sur le Rameau d'or de Frazer*, traduit de l'allemand par Jean Lacoste. Lausanne, l'Age d'Homme.
- Webber, M. 1996. *L'urbain sans lieu ni bornes*, traduit de l'américain par Xavier Guillot. La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube.

Toulouse et son histoire

Ouvrages généraux :

- Agulhon, M. (dir.). 1998. *La ville de l'âge industriel*. Paris, Seuil.
- Andreau, J. 2001. *Banque et affaires dans le monde romain*. Paris, Seuil.
- Ariès, P. 1977. *L'homme devant la mort*. Paris, Seuil.
- Bairoch, P. 1985. *De Jéricho à Mexico*. Paris, Gallimard.
- Bairoch, P. 1997. *Victoires et déboires*. Paris, Gallimard.
- Bairoch, P. 1999. *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*. Paris, La découverte.
- Benevolo, L. 2000. *Histoire de la ville*. Marseille, Parenthèses.
- Benevolo, L. 1993. *La ville dans l'histoire européenne*, traduit de l'italien par Sophie Gherardi et Jean-Luc Pouthier. Paris, Seuil.
- Bloch, M. 1968. *La société féodale*. Paris, Albin Michel.
- Braudel, F. 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin.
- Braudel, F. 1990. *L'identité de la France*. Paris, Flammarion.
- Brown, P. 1998. *Pouvoir et persuasion dans l'Antiquité tardive. Vers un Empire chrétien*, traduit de l'anglais par Pierre Chuvin. Paris, Seuil.
- Bruhns, H. 1985. « De Werner Sombart à Max Weber et Moses Finley : la typologie de la ville antique et la question de la ville de consommation ». Actes du colloque ' L'origine des richesses dépensées dans la ville antique', Aix-En-Provence.
- Calvino, I. 1974. *Les villes invisibles*, traduit de l'italien par Jean Thibaudeau. Paris, Seuil.
- Chaunu, P. 1984. *La civilisation de l'Europe classique*. Paris, Arthaud.
- Contamine, Ph. 1997. *L'économie médiévale*. Paris, Armand Colin.
- De Roover, R. 1953. *L'évolution de la lettre de change*. Paris, Armand Colin.
- Duby, G. 1977. *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*. Paris, Flammarion.
- Duby, G. (dir.). 1975. *Histoire de la France rurale*. Paris, Seuil.
- Duby, G. (dir.). 1980. *La ville Antique*. Paris, Seuil.
- Duby, G. 1996. *Féodalité*. Paris, Quarto Gallimard.

- Dumézil, B. 2005. *Les racines chrétiennes de l'Europe. Conversion et liberté dans les royaumes barbares*. Paris, Fayard.
- Dutour, Th. 2003. *La ville médiévale*. Paris, Odile Jacob.
- Ellul, J. 1999. *Histoire des institutions*. Paris, PUF Quadrige.
- Farge, A. 1986. *La vie fragile. Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII^e siècle*. Paris, Hachette.
- Febvre, L. 1970. *La terre et l'évolution humaine*. Paris, Albin Michel.
- Febvre, L. 1983. *Au cœur du religieux du XVI^e siècle*. Paris, EHESS.
- Finley, M. 1975. *L'économie antique*, traduit de l'anglais par Max Peter Higgs. Paris, Minuit.
- Fourquet, F. Murard, L. 1976. *Les équipements du pouvoir*. Union Générale d'Éditions 10/18.
- Fourquet, F. 2002. *Richesse et puissance, généalogie de la valeur*. Paris, La découverte.
- Furet, F. Ozouf, M. 1992a. *Dictionnaire critique de la Révolution française. Institutions et créations*. Paris, Flammarion.
- Furet, F. Ozouf, M. 1992b. *Dictionnaire critique de la Révolution française. Evènements*. Paris, Flammarion.
- Furet, F. 1999. *La Révolution en débat*. Paris, Gallimard.
- Geremek, B. 1987. *La potence ou la pitié*. traduit du polonais par Joanna Arnold-Moricet. Paris, nrf Gallimard.
- Gimpel, J. 2002. *La révolution industrielle du Moyen Age*. Paris, Seuil.
- Gracq, J. 1985. *La forme d'une ville*. Paris, José Corti.
- Grandsaignes d'Hauterive, R. 1948. *Dictionnaire des racines des langues européennes*. Paris, Larousse.
- Grimal, P. 1981. *La civilisation romaine*. Paris, Flammarion.
- Harmand, L. 1960. *L'Occident romain*. Paris, Payot.
- Hauser, H. « La double orientation de la production dans un petit centre et dans les grands » (Annales d'histoire économique et sociale)
- Hénaff, M. 2008. *La ville qui vient*. Paris, L'Herne.
- Hirschman, A.O. 1995. *Défection et prise de parole*, traduit de l'anglais par Claude Besseyrias. Paris, Fayard.

Hohenberg, P.M. et Lees, L.H. 1992. *La formation de l'Europe urbaine*, traduit de l'américain par Anne-Marie Bezançon. Paris, P.U.F.

Illich, I. 2004. *Inédits*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat. Paris, Fayard.

Jorda, H. 2002. *Le Moyen Age des marchands, l'utile et le nécessaire*. Paris, L'Harmattan.

Koolhaas, R. 2001. *Shopping*. Cologne, Taschen.
Mutations. 2000. Bordeaux, Actar

Lane Fox, R. 1997. *Paiens et chrétiens*, traduit de l'anglais. Toulouse, PUM.

Latouche, R. 1970. *Les origines de l'économie occidentale*. Paris, Albin Michel.

Le Goff, J. 1982. *La civilisation de l'Occident médiéval*. Paris, Flammarion.

Le Goff, J. 1997. *Pour l'amour des villes*. Textuel

Le Goff, J. 1999. *Un autre Moyen Age*. Paris, Gallimard.

Le Goff, J. 2001. *Marchands et banquiers du Moyen Age*. Paris, PUF QSJ 9^e édition.

Le Goff, J. (dir.). 1998. *La ville en France au Moyen Age*. Paris, Seuil.

Le Goff, J. 2003. *L'Europe est-elle née au Moyen Age ?* Paris, Seuil.

Leguay, J.P. *La rue au Moyen Age*.

Lepetit, B. (dir.). 1987. *La ville et l'innovation en Europe XIV^e-XIX^e siècles*. Paris, EHESS.

Lepetit, B. 1988. *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*. Paris, Albin Michel.

Le Roy Ladurie, E. (dir.). 1998. *La ville des temps modernes*. Paris, Seuil.

Lombard, M. 1971. *L'Islam dans sa première grandeur (VIII^e-XI^e siècle)*. Paris, Flammarion.

Luttwack, E. 1987. *La grande stratégie de l'empire romain*, traduit de l'anglais par Bernadette et Jean Pagès. Paris, Economica.

Marrou, H.I. 1977. *Décadence romaine ou antiquité tardive ?* Paris, Seuil.

Maunier, R. 2004. *L'origine et la fonction économique des villes*. Paris, L'Harmattan.

Mandrou, R. 1997. *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, PUF Nouvelle Clio. Première édition 1971.

Margairaz, D. 1988. *Foires et marchés dans la France pré industrielle*. Paris, EHESS

- Moore, R. I. 2001. *La première révolution européenne X^e-XIII^e siècle*. Paris, Seuil.
- Mumford, L. 1964. *La cité à travers l'histoire*, traduit de l'américain par Guy et Gérard Durand. Paris, Seuil.
- Paquot, Th. (dir.). 1988. *Lire Braudel*. Paris, La Découverte.
- Perrot, J-C. 1968. « Rapports sociaux et villes au XVIII^e siècle », in Paquot, Th. Roncayolo, M. 1992. *Villes et civilisation urbaine*. Paris, Larousse : 46-60.
- Perrot, J.C. 1992. *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*. Paris, EHESS.
- Pinol, J.L. (dir.). 2003. *Histoire de l'Europe urbaine*. Paris, Seuil.
- Pirenne, H. 1992. *Les villes du Moyen Age*. Paris, PUF.
- Pirenne, H. 1933. « L'instruction des marchands au Moyen Age » (Annales d'histoire économique et sociale, n°3 1933)
- Pitte, J.R. 1983. *Histoire du paysage français*. Paris, Tallandier.
- Rey, A. 2004. *Dictionnaire historique de la langue française*. Paris, Robert.
- Richet, D. 1973. *La France moderne : l'esprit des institutions*. Paris, Flammarion.
- Roche, D. 1989. *La culture des apparences. Une histoire du vêtement, XVII^e-XVIII^e siècle*. Paris, Fayard.
- Simmel, G. 1999. *Philosophie de l'argent*, traduit de l'allemand par Sabine Cornille et Philippe Ivernel. Paris, PUF Quadrige.
- Simmel, G. 1988. *La Tragédie de la culture*, traduit de l'allemand par Sabine Cornille et Philippe Ivernel. Paris, Rivages poche.
- Tocqueville, A. de. 1967. *L'Ancien Régime et la Révolution*. Paris, Gallimard.
- Veyne, P. 1976. *Le pain et le cirque*. Paris, Seuil.
- Vilar, P. 1974. *Or et monnaie dans l'histoire 1450-1920*. Paris, Flammarion.
- Wallerstein, I. 1980. *Le système monde du XV^e siècle à nos jours, 1. Capitalisme et économie-monde 1450-1640*. Paris, Flammarion.
- Wallerstein, I. 1984. *Le système monde du XV^e siècle à nos jours, 2. Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne 1600-1750*. Paris, Flammarion.
- Weber, M. 2001. *Economie et société dans l'Antiquité*, traduit de l'allemand par Catherine Colliot-Thélène et François Laroche. Paris, La découverte.
- Weber, M. 1982. *La ville*. Aubier.
- Weber, M. *Histoire économique*. Paris, nrf Gallimard.
- Weber, M. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

White, L. 1969. *Technologie médiévale et transformations sociales*, traduit de l'anglais par Martine Lejeune. Paris, Mouton.

Wolff, Ph. 1986. *Automne du Moyen âge ou printemps des temps nouveaux ?* Paris, Aubier.

Zemon Davis, N. 2003. *Essai sur le don dans la France du XVI^e siècle*, traduit de l'anglais par Denis Trierweiler. Paris, Seuil.

Ouvrages et articles concernant Toulouse

Ahlsell de Toulza, G. Peyruse, L. Tollon, B. 1997. *Hôtels et demeures de Toulouse*. Drémil-Lafage, Editions Daniel Briand.

Amblard Larolphie, P. 1994. « Le crédit à Toulouse (1140-1208) ». *Annales du Midi*, n°205 : 5-24.

Aribaud, C. « La chasublerie à Toulouse (XVI^e-XIX^e) ». *Annales du Midi*, n°205 : 41-56.

Arlet, J. 1994. *La vie à Toulouse sous Louis-Philippe (1830-1848)*. Portet-sur-Garonne, Loubatières.

Armengaud, A. 1960. « A propos des origines du sous-développement industriel dans le Sud-ouest ». *Annales du Midi*, n°72 : 75-81.

Baccrabère, G. 1983. *Habitat gallo-romain dans le toulousain*. Institut catholique

Baccrabère, G. 2001. *La céramique toulousaine à travers les âges*. Accord édition.

Bernard, G. 1998. *L'aventure des bastides*. Toulouse, Privat.

Bien, D. 1987. *L'affaire Calas. Hérésie, persécution, tolérance au XVIII^e siècle*, traduit de l'anglais par Philippe Wolff. Toulouse, Eché.

Blanc-Rouquette, M.-Th. 1968. *La presse et l'information à Toulouse, des origines à 1789*. Toulouse, PUM.

Bordes, F. (dir.). 2005. *Toulouse, parcelles de mémoire. 2000 ans d'histoire urbaine au regard de 8 siècles d'archives municipales*. Toulouse, Archives municipales.

Brumont, F. 1994. « La commercialisation du pastel toulousain (1350-1600) ». *Annales du Midi*, n°205 : 25-40.

- Brunet, R. 1965. *Les campagnes toulousaines*. Toulouse, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines.
- Burney, J. 1988. *Toulouse et son université. Facultés et étudiants dans la France provinciale du XIX^e siècle*, traduit de l'anglais par Philippe Wolff. Toulouse, PUM-CNRS.
- Capel, S. 1999. *Histoire de la juridiction consulaire de Toulouse 1549-1999*. Toulouse, éditions Milan.
- Castan, N. 1980. *Les criminels de Languedoc. Les exigences d'ordre et les voies du ressentiment dans une société pré-révolutionnaire (1750-1790)*. Toulouse, PUM.
- Caster, G. 1998. *Les routes de cocagne*. Toulouse, Privat.
- Cohen, M. L. Szapiro, E. 2003. *Histoire des communautés juives de Toulouse*. Toulouse, Loubatières.
- Coppolani, J. 1963. *Toulouse au XX^e siècle*. Toulouse, Privat.
 Coppolani, J. 1954. *Toulouse, étude de géographie urbaine*. Toulouse, Privat.
 Coppolani, J. 1992. *Les ponts de Toulouse*. Toulouse, Privat.
- Crouzet, F. 1959. « Les origines du sous-développement économique du Sud-ouest ». *Annales du Midi*, n° 71 : 71-79.
- Debax, H. 1988. « Stratégies matrimoniales des comtes de Toulouse (850-1270) ». *Annales du Midi*, n°182 : 131-152.
 Debax, H. 2003. *La féodalité languedocienne XI-XII^e siècle*. Toulouse, PUM.
- Delvit, Ph. 1998. *Garonne*. Toulouse, Privat.
- Escoupérié, R-B. 1994. « Sur quelques "marchands portugais" établis à Toulouse à la fin du XVII^e ». *Annales du Midi*, n°205 : 57-71.
- Féron, P. 2002. *Pierre de Fermat, un génie européen*. Toulouse, Presses de l'Université de Sciences Sociales.
- Forster, R. 1960. *The nobility of Toulouse in the 18th Century. A social and Economic Study*. Baltimore, John Hopkins University Press.
- Frexinos, J. 2001. *Les Hôpitaux de Toulouse, mille ans d'histoires*. Toulouse, Privat.
- Frêche, G. 1974. *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières, vers 1670-1789*. Paris, Cujas.
- Garrisson, J. 1991. *Les protestants du Midi*. Toulouse, Privat.
 Garrisson, J. 2004. *L'affaire Calas. Miroir des passions françaises*. Paris, Fayard.

- Gilles, H. 1992. *Université de Toulouse et enseignement du droit, XIII^e-XVI^e siècles*. Toulouse, Université de sciences sociales.
- Hugon, Ph. 1996. *Histoires vécues et insolites de Toulouse*. Toulouse, Privat.
- Hanne, G. 2000. « Les barbiers perruquiers de Toulouse et leurs employés à la fin de l'Ancien Régime ». *Annales du Midi*, n°229 : 65-83.
- Hanne, G. 2003. « Approche spatiale de la société toulousaine au XVIII^e siècle ». *Annales du Midi*, n°244 : 535-562.
- I.F.A. 1985. *Toulouse 1810-1860*. Bruxelles, Mardaga.
- I.F.A. 1986. *Toulouse, les délices de l'imitation*. Bruxelles, Mardaga.
- Janik, A. 1996. « L'entrée et le séjour de Louis XIII à Toulouse en novembre 1621 ». *Annales du Midi*, n°216 : 421-439.
- Labouysse, G. 2006. *Les Wisigoths. Peuple nomade – peuple souverain (I^{er}-VIII^e siècle)*. Portet-sur-Garonne, Loubatières.
- Lyons, M. 1980. *Révolution et terreur à Toulouse*, traduit de l'anglais par Philippe Wolff. Toulouse, Privat.
- Laffont, J.-L. (dir.). 1999. *Visages de la mort dans l'histoire du Midi toulousain, IV^e-XIX^e siècles*. Aspet, PyrÉGraph.
- Laffont, J.-L. 2000. « La présence militaire à Toulouse dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ». *Annales du Midi*, n°229 : 41-64.
- Macé, L. 2000. *Les comtes de Toulouse et leur entourage XII^e-XIII^e siècles. Rivalités, alliances et jeux de pouvoir*. Toulouse, PUM.
- Maistre, A. 1998. *Le canal des deux mers*. Toulouse, Privat.
- Marconis, R. 1996. « Midi-Pyrénées : déclin et renouveau. Pour une relecture de l'histoire contemporaine de la région ». *Annales du Midi*, n°215 : 361-375.
- Mousnier, M. 1997. *La Gascogne toulousaine aux XII^e-XIII^e siècles. Une dynamique sociale et spatiale*. Toulouse, PUM.
- Mundy, J.H. 1997. *Society and government at Toulouse in the age of the cathars*. Toronto, Pontifical Institute of Mediaeval studies.
- Mundy, J.H. 1990. *Men and women at Toulouse in the age of the cathars*. Toronto, Pontifical Institute of Mediaeval studies.
- Mundy, J.H. 1985. *The repression of catharism at Toulouse*. Toronto, Pontifical Institute of Mediaeval studies.
- Paillet, J.M. (dir.). 2001. *Tolosa. Nouvelles recherches sur Toulouse et son territoire dans l'Antiquité*. Collection de l'école française de Rome.
- Papillault, R. 1996. *Les hôtels particuliers de Toulouse au XVI^e siècle*. Toulouse, Les amis des archives de la Haute-Garonne.

- Roubaud, M. L. (dir.). 1991. *Toulouse, épicurienne, subtile, tolérante*. Paris, Autrement.
- Rufuno, P.-G. 1990. *Le Pastel. Or bleu du pays de cocagne*. Drémil-Lafage, Editions Daniel Briand.
- Schneider, R.A. 1989. *Public life in Toulouse, 1463-1789. From Municipal Republic to Cosmopolitan City*, London.
- Schneider, R.A. 1995. *The Ceremonial City: Toulouse Observed 1738-1780*. Princeton.
- Sentou, J. 1969. *Fortunes et groupes sociaux à Toulouse sous la Révolution (1789-1799). Essai d'histoire statistique*. Toulouse.
- Sicard, G. 1953. *Aux origines des sociétés anonymes. Les moulins de Toulouse au Moyen Age*. Paris, Armand Colin.
- Sicard, G. 1957. *Le métayage dans le Midi toulousain à la fin du Moyen Age*.
- Taillefer, M. 2000. *Vivre à Toulouse sous l'Ancien Régime*. Paris, Perrin.
- Taillefer, M. (dir.). 2002. *Nouvelle histoire de Toulouse*. Toulouse, Privat.
- Thomas, J. 1993. *Le temps des foires*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- Vue de la ville de Toulouse 1775*. 2002. Portet-sur-Garonne, Loubatières.
- Wolff, Ph. 1954. *Commerces et marchands de Toulouse (vers 1350- vers 1450)*. Paris, Plon.
- Wolff, Ph. 1961. *Histoire de Toulouse*. Toulouse, Privat.
- Wolff, Ph. (dir.). 1974. *Histoire de Toulouse*. Toulouse, Privat.
- Wolff, Ph. 1978. *Regards sur le Midi médiéval*. Toulouse, Privat.
- Wolff, Ph. 1983. *Histoire du diocèse de Toulouse*. Paris, Beauchesne.
- Wolff, Ph. 1984. *Les toulousains dans l'histoire*. Toulouse, Privat.

Toulouse dans la modernité

Ouvrages et articles généraux :

- Augustin, J-P. 2002. « Corps sportifs en ville », *Urbanisme*, n°325 : 38-40.
- Augustin, J-P. 2007. *Géographie du sport. Spatialités contemporaines et mondialisation*. Paris, Armand Colin.
- Appadurai, A. 2001. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, traduit de l'anglais. Paris, Payot.

- Bachelard, G. 2005. *L'eau et les rêves*. Paris, Le Livre de Poche.
- Bairoch, P. 1985. *De Jéricho à Mexico*. Paris, Gallimard.
- Bairoch, P. 1997. *Victoires et déboires*. Paris, Gallimard.
- Bairoch, P. 1999. *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*. Paris, La découverte.
- Barles, S. 2005. *L'invention des déchets urbains*. Seyssel, Champ Vallon.
- Bataille, G. 1976. *Œuvres complètes VII*. Paris, nrf Gallimard.
- Beckouche, P. 1996. *La nouvelle géographie de l'industrie aéronautique européenne*. Paris, L'Harmattan.
- Bellanger, F. 2001. *Escale(s), temps et lieux de la consommation*. Transit.
- Bellanger, F. 2007. « Jusqu'où le piéton ? », in *La rue est à nous... tous ! Au Diable Vauvert*.
- Benjamin, W. 2002. *Paris, capitale du XIX^e siècle*, traduit de l'allemand par Jean Lacoste. Paris, Cerf.
- Bertho, C. 1997. « Le téléphone », in *Puissance et faiblesses de la France industrielle*. Paris, Seuil.
- Billard, G. Chevalier, J. Madoré, F. 2005. *Ville fermée, ville surveillée*. Rennes, PUR.
- Boltanski, L. Chiapello, E. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, nrf Gallimard.
- Boudeville, J. 1970. *Les espaces économiques*. Paris, PUF.
- Braudel, F. 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin.
- Choay, F. 2003. *Espacements*. Milan, Skira.
- Cochoy, F. 2002. *Une sociologie du packaging*. Paris, PUF.
- Couzon, I. 2003. « « Les espaces économiques » de François Perroux (1950). Organisation de l'espace et aménagement du territoire dans l'économie et la géographie françaises au milieu du XX^e siècle », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n°9 : 81-102.

- Corbin, A. 1982. *Les filles de noce*. Paris, Flammarion.
- Corbin, A. 1986. *Le miasme et la jonquille*. Paris, Flammarion. (2008)
- Corbin, A. 1990. *Le territoire du vide*. Paris, Flammarion.
- Dalla Pria, Y. 2008. *Comment naissent les districts technologiques ?* Montreuil, Aux lieux d'être.
- Davezies, L. 2008. *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*. Paris, Seuil.
- Daviet, J.-P. 1997. *La société industrielle en France, 1814-1914. Productions, échanges, représentations*. Paris, Seuil.
- Davis, M. 2000. *City of quartz*, traduit de l'anglais par Michel Darteville et Marc Saint-Upéry. Paris, La Découverte.
- De Certeau, M. 1990. *L'invention du quotidien*. Paris, Gallimard.
- Degoutin, S. 2006. *Les prisonniers volontaires du rêve américain*. Paris, Editions de la Villette.
- De La Pradelle, M. 1996. *Les vendredis de Carpentras*. Paris, Fayard.
- De La Pradelle, M. 1998. « Société du spectacle et approvisionnement », *Les annales de la recherche urbaine*, n°78.
- De Radkowski, G.H. 2002. *Anthropologie de l'habiter*. Paris, PUF.
- Derrida, J. 1991. *Donner le temps*. Paris, Galilée.
- Dockès, P. 1969. *L'espace dans la pensée économique*. Paris, Flammarion.
- Dupuy, G. 1995. *Les territoires de l'automobile*. Paris, Anthropos.
- Dutour, Th. 2003. *La ville médiévale*. Paris, Odile Jacob.
- Gorz, A. 2003. *L'immatériel*. Paris, Galilée.
- Goubert, J-P. 1986. *La conquête de l'eau. L'avènement de la santé à l'âge industriel*. Paris, Robert Laffont.
- Granovetter, M. 2000. *Le marché autrement*, traduit de l'américain par Isabelle This Saint-Jean. Paris, DDB.
- Hénaff, M. 2008. *La ville qui vient*. Paris, L'Herne.
- Herpin, N. 2004. *Sociologie de la consommation*. Paris, repères La découverte.
- Hohenberg, P.M. et Lees, L.H. 1992. *La formation de l'Europe urbaine*, traduit de l'américain par Anne-Marie Bezançon. Paris, P.U.F.

- Ibelings, H. 2003. *Supermodernisme, l'architecture à l'ère de la globalisation*, traduit de l'anglais par Vincent Brunetta. Paris, Hazan.
- Illouz, E. 2006. *Les sentiments du capitalisme*, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Ricard. Paris, Seuil.
- Koolhaas, R. 2001. *Shopping*. Cologne, Taschen.
Mutations. 2000. Bordeaux, Actar
- Kracauer, S. 2000. *Les employés*, traduit de l'allemand par Claude Orsoni. Paris, Editions Avinus.
- Lebrun, M. 1993. *Autoroute*. Paris, Rivages noir.
Lebrun, M. 1996. *Le Géant*. Paris, Rivages noir.
- Lefebvre, H. 1974. *Le droit à la ville* (1968) suivi de *Espace et politique* (1972). Paris, Seuil.
- Le Galès, P. 2003. *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Le Goff, J. 1997. *Pour l'amour des villes*. Textuel.
- Lepetit, B. (dir.). 1987. *La ville et l'innovation en Europe XIV^e-XIX^e siècles*. Paris, EHESS.
Lepetit, B. 1988. *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*. Paris, Albin Michel.
- Le Roy Ladurie, E. (dir.). 1998. *La ville des temps modernes*. Paris, Seuil.
- Madoré, F. 2004. « Le développement des complexes résidentiels clos », *Urbanisme*, n°337 : 43-48.
- Mangin, D. 2004. *La ville franchisée*. Paris, Editions de la Villette.
- Marzloff, B. 2005. *Mobilités, Trajectoires fluides*. La Tour d'Aigues, L'Aube.
- Masbounji, A. 2004. *Penser la ville par les grands évènements*.
- Moati, Ph. 2001. *L'avenir de la grande distribution*. Paris, Odile Jacob.
Moati, Ph. 2002. *L'entreprise du XXI^e siècle*. La Tour d'Aigues, L'Aube.
Moati, Ph. 2005. *Nouvelles technologies et modes de vie*. La Tour d'Aigues, L'Aube.
- Mongin, O. 2005. *La condition urbaine*. Paris, Seuil.
- Paquot, Th. 1990. *Homo urbanus*. Paris, Editions du félin.
Paquot, Th. 2005. *Eloge du luxe*. Paris, Bourin.

- Pérec, G. 1995. *Ellis Island*. Paris, P.O.L.
- Péron, R. 2004. *Les boîtes*. Nantes, L'atalante.
- Perrot, J-C. 1974. « Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle », in Paquot, Th. Roncayolo, M. 1992. *Villes et civilisation urbaine*. Paris, Larousse : 34-46.
- Perroux, F. 1961. *L'économie du XX^e siècle*. Paris, PUF.
- Pinol, J.L. (dir.). 2003. *Histoire de l'Europe urbaine*. Paris, Seuil.
- Pirenne, H. 1992. *Les villes du Moyen Age*. Paris, PUF.
- Polanyi, K. 1983. *La grande transformation*, traduit de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angeno. Paris, nrf Gallimard.
- Rémy, J. 2000. *La ville, phénomène économique*. Paris, Anthropos.
- Rifkin, J. 2000. *L'age de l'accès*, traduit de l'américain par Marc Saint-Upéry. Paris, La découverte.
- Rioux, J.P. 1989. *La révolution industrielle*. Paris, Seuil.
- Rochefort, R. 2001. *La société des consommateurs*. Paris, Odile Jacob.
- Roncayolo, M. 1997. *La ville et ses territoires*. Paris, Gallimard.
- Roncayolo, M. 2001. *La ville aujourd'hui*. Paris, Seuil.
- Roncayolo, M. 2002. *Lectures de villes*. Marseille, Parenthèses eupalinos.
- Rosemberg, M. 2000. *Le marketing urbain en question*. Paris, Anthropos.
- Sansaloni, R. 2006. *Le non-consommateur*. Paris, Dunod.
- Sassen, S. 1996. *La ville globale*, traduit de l'anglais. Paris, Editions Descartes & Cie.
- Secchi, B. 2006. *Première leçon d'urbanisme*, traduit de l'italien par Patrizia Ingallina. Marseille, Parenthèses.
- Sennett, R. 2002. *La chair et la pierre. Le corps et la ville dans civilisation occidentale*, traduit de l'anglais par Zoé Andreyev. Paris, Les Editions de la Passion.
- Serres, M. 1994. *Atlas*. Paris, Julliard.

- Sfez, L. 1992. *Critique de la décision*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Simmel, G. 2004. *Philosophie de la modernité*, traduit de l'allemand et introduit par Jean-Louis Vieillard-Baron. Paris, Payot.
- Sraffa, P. 1999. *Productions de marchandises par des marchandises*, traduit de l'anglais par Serge Latouche. Paris, Dunod.
- Steiner, Ph. 1999. *La sociologie économique*. Paris, repères La découverte.
- Urry, J. 2005. *Sociologie des mobilités*, traduit de l'anglais par Noël Burch. Paris, Armand Colin.
- Veltz, P. 1996. *Mondialisation. Villes et territoires, l'économie d'archipel*. Paris, PUF.
- Venturi, R. 1987. *L'enseignement de Las Vegas*, traduit de l'anglais. Bruxelles, Mardaga.
- Verley, P. 1997. *La Révolution industrielle*. Paris, Gallimard.
- Veyne, P. 1976. *Le pain et le cirque*. Paris, Seuil.
- Webber, M. 1996. *L'urbain sans lieu ni bornes*, traduit de l'américain par Xavier Guillot. La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube.
- Woronoff, D. 1997. « Naissance de l'industrie », in *Puissance et faiblesses de la France industrielle*. Paris, Seuil.
- Zola, E. 1980. *Au bonheur des dames*. Paris, Gallimard.

Ouvrages et articles concernant Toulouse

- Ahlsell de Toulza, G. Peyruse, L. Tollon, B. 1997. *Hôtels et demeures de Toulouse*. Drémil-Lafage, Editions Daniel Briand.
- Aminzade, R. 1981. *Class, Politics, and Early Industrial Capitalism, A study of Mid-Nineteenth Century Toulouse*. Albany, State University of New York Press.
- Alquier, P. 2006. *Blagnac. Des bords de Garonne à l'AéroConstellation*. Toulouse, Milan.
- Arlet, J. 1994. *La vie à Toulouse sous Louis-Philippe (1830-1848)*. Portet-sur-Garonne, Loubatières.
- Arlet, J. 1996. *Le Second Empire à Toulouse (1851-1870)*. Portet-sur-Garonne, Loubatières.

- Arlet, J. 1999. *La vie à Toulouse à la Belle-époque (1890-1910)*. Portet-sur-Garonne, Loubatières.
- Armengaud, A. 1960. « A propos des origines du sous-développement industriel dans le Sud-ouest ». *Annales du Midi*, n°72 : 75-81.
- Atlas de l'aire urbaine de Toulouse*. 2002. AUAT.
- Barrera, C. 2003. *Les sociétés savantes de Toulouse au XIX^e siècle*. Paris CTHS.
- Belmessous, H. 2004. « Saint-Hilaire ou la résistance active », *Urbanisme*, n°337 : 49-50.
- Bernard, G. 2001. *Toulouse, métamorphose du siècle*. Portet-sur-Garonne, Empreinte.
- Bernard, G. 2002. *Un siècle en banlieue toulousaine*. Portet-sur-Garonne, Empreinte.
- Blanc, F. 2008. « L'Hotel du département de Toulouse. Une architecture américaine ? », *Midi-Pyrénées Patrimoine*, n°14 : 70-77.
- Boisdon, V. 1994a. « Labège : les élus face aux promoteurs », *Urbanisme*, n°272-273 : 45.
- Boisdon, V. 1994b. « Leclerc-Blagnac : la vampirisation de la galerie marchande », *Urbanisme*, n°272-273 : 47.
- Bordes, F. (dir.). 2005. *Toulouse, parcelles de mémoire. 2000 ans d'histoire urbaine au regard de 8 siècles d'archives municipales*. Toulouse, Archives municipales.
- Brevard, L. 2005. « L'espace périurbain : un espace de nouvelles pratiques sociales et spatiales et générateur de fractures locales fortes », *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*. Rennes, PUR : 255-264.
- Brunet, R. 1965. *Les campagnes toulousaines*. Toulouse, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines.
- Brunet, R. 1974. *Le Midi toulousain*. Paris, Larousse.
- Burney, J. 1988. *Toulouse et son université. Facultés et étudiants dans la France provinciale du XIX^e siècle*, traduit de l'anglais par Philippe Wolff. Toulouse, PUM-CNRS.
- Capel, S. 1999. *Histoire de la juridiction consulaire de Toulouse 1549-1999*. Toulouse, éditions Milan.
- Chalande, J. 1987. *Histoire des rues de Toulouse*. Marseille, Jeanne Laffite.

- Cohen, M. L. Szapiro, E. 2003. *Histoire des communautés juives de Toulouse*. Toulouse, Loubatières.
- Coppolani, J. 1963. *Toulouse au XX^e siècle*. Toulouse, Privat.
- Coppolani, J. 1954. *Toulouse, étude de géographie urbaine*. Toulouse, Privat.
- Coppolani, J. 1992. *Les ponts de Toulouse*. Toulouse, Privat.
- Coppolani, J. Jalabert, G. Levy, J.-P. 1984. *Toulouse et son agglomération*. Paris, La Documentation française, n°4762.
- Crouzet, E. 1998. « La production de bureaux et la recomposition des espaces tertiaires métropolitains : le cas de l'agglomération toulousaine. *Sud-Ouest Européen*, n°2 : 47-62.
- Crouzet, F. 1959. « Les origines du sous-développement économique du Sud-ouest ». *Annales du Midi*, n° 71 : 71-79.
- Delvit, Ph. 1998. *Garonne*. Toulouse, Privat.
- Estèbe, Ph. Jaillet, M-C. 1999. « L'agglomération toulousaine a-t-elle jamais été moderne ? Les formes du pouvoir local à l'épreuve des mutations urbaines ». *Sud-Ouest Européen*, n°4 : 5-14.
- Fauré, M. 1999. « Les portes de ville à Toulouse : terminologie ancienne, réalité actuelle ». *Sud-Ouest Européen*, n°4 : 49-60.
- Féron, P. 1999. *Théodore Ozenne, mécène toulousain*. Toulouse, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse.
- Foucaud, O. 2000. *Toulouse. L'architecture au XIX^e siècle*. Toulouse, Musée Paul Dupuy.
- Frêche, G. 1974. *Toulouse et la région Midi-Pyrénées au siècle des Lumières, vers 1670-1789*. Paris, Cujas.
- Frexinos, J. 2001. *Les Hôpitaux de Toulouse, mille ans d'histoires*. Toulouse, Privat.
- Gaches, P. 1975. *Toulouse, les jours heureux (1919-1936)*. Toulouse.
- Golovtchenko, N. Souchet. 2005. « Des gated communities à la française ? Les résidences fermées toulousaines », in Haumont, B. Morel, A. (dir.), *La société des voisins* : 145-167.
- Grossetti, M. 1995. *Science, industrie, territoire*. Toulouse, PUM.

Grossetti, M. 2006a. « La ville dans l'espace des réseaux sociaux », in Bonnet, M. Aubertel, P. *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF : 83-90.

Grossetti, M. Zuliani, J-M. Guillaume, R. 2006b. « La spécialisation cognitive. Les systèmes locaux de compétence en Midi-Pyrénées ». *Les Annales de la recherche urbaine*, n°101 : 23-31.

Groueff, S. 2004. « Sud-est toulousain. Le Sicoval entre ruralité et urbanité », *Urbanisme*, n°338 : 51-55.

Guide des marchés de plein vent de Haute Garonne. 2006. Portet-sur-Garonne, Empreinte.

Guillaume, R. Jégou, L. 1998. « Les enseignements d'une géographie des finances locales dans l'aire métropolitaine de Toulouse ». *Sud-Ouest Européen*, n°2 : 71-78.

Hugon, Ph. 1996. *Histoires vécues et insolites de Toulouse*. Toulouse, Privat.

Idrac, M. 1979. « Commerce et aménagement urbain : le cas de l'agglomération toulousaine ». *RGPSO*.

I.F.A. 1985. *Toulouse 1810-1860*. Bruxelles, Mardaga.

I.F.A. 1986. *Toulouse, les délices de l'imitation*. Bruxelles, Mardaga.

Jaillet, M-C. Rougé, L. Thouzellier, C. 2006. « Les modes de vie des navetteurs toulousains installés aux franges de l'aire urbaine : vers l'émergence de nouvelles figures de l'urbanité », in Bonnet, M. Aubertel, P. *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF : 161-174.

Jalabert, G. 1995. *Toulouse, métropole incomplète*. Paris, Anthropos.

Jalabert, G. 1998. « Bordeaux et Toulouse : processus de métropolisation ». *Sud-Ouest Européen*, n°2 : 1-5.

Lefèvre, G. 1994. *Georges Labit, un globe trotter toulousain*. Toulouse, Editions Daniel Briand.

Lerner, H. 1978. *La Dépêche. Journal de la démocratie*. Toulouse, PUM.

Maistre, A. 1998. *Le canal des deux mers*. Toulouse, Privat.

Marconis, R. 1996. « Midi-Pyrénées : déclin et renouveau. Pour une relecture de l'histoire contemporaine de la région ». *Annales du Midi*, n°215 : 361-375.

Minovez, J.M. 1997. *L'impossible croissance en Midi toulousain? Origine d'un moindre développement*. Paris, Publisud.

Minovez, J.M. 2000. « Les manufactures royales de draps fins du Midi toulousain et leurs entrepreneurs au XVIII^e siècle ». *Annales du Midi*, n°229 : 21-40.

- Olivier, J-M. 2006. « L'industrie dispersée dans la ville : le cas toulousain au fil du XIX^e siècle ». XIV^e International Economic History Congress. Helsinki.
- Pawlowski, D. 1996. *Toulouse boutiques*. Toulouse, Terrefort.
- Quesney, D. 2007. *Retour à Toulouse. Les mêmes lieux photographiés d'un siècle à l'autre*. Paris, Les Beaux Jours.
- Raymond, S. 2005. « Des risques de marginalisation aux risques de gentrification : espaces ruraux convoités et inégalement accessibles », *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*. Rennes, PUR : 235-252.
- Roubaud, M. L. (dir.). 1991. *Toulouse, épicurienne, subtile, tolérante*. Paris, Autrement.
- Rougé, L. 2005. « Les nouvelles frontières du périurbain : accession à la propriété en maison individuelle et pratiques résidentielles des ménages toulousain », *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*. Rennes, PUR : 137-146.
- Rousseau, J. 2006. *Promenade historique dans Tournefeuille*. Toulouse, Privat.
- Sabatier, B. 2005. « Les résidences fermées dans l'agglomération toulousaine : une offre immobilière construisant la « ville privée » ». *Espaces et sociétés* n°123 : 131-149.
- Sabbah, C. 1993. « Toulouse-Labège, esquisse de ville ». *Urbanisme*, n°261 : 30-32.
- Siino, C. 1998. « Evolutions du marché du travail et modalités de la métropolisation de l'agglomération toulousaine ». *Sud-Ouest Européen*, n°2 : 63-70.
- Solignac-Luans, 1995. « L'évolution de la centralité et l'émergence de polarisations nouvelles dans les espaces urbains : le cas de l'agglomération toulousaine », thèse de doctorat en géographie et aménagement, Université de Toulouse Le Mirail.
- Soulé de Lafont, E. et M. 2004. *Toulouse à ciel ouvert*. Lalouret, Editions Aéro Photos Pyrénées.
- Territoires et emploi, aire urbaine de Toulouse (les relations domicile-travail)*. 2004. AUAT.
- Toulouse 1920-1940. La ville et ses architectes*. 1991. Toulouse, Ombres – CAUE 31.

Vedel, J. 1964. « Etude d'une clientèle : la maison Privat de Toulouse (1839-1934) », *Annales du Midi*.

Vue de la ville de Toulouse 1775. 2002. Portet-sur-Garonne, Loubatières.

Wakeman, R. 1997. *Modernizing the provincial city, Toulouse, 1945-1975*. Cambridge Massachusetts, Harvard University Press.

Weiknedt, P. 1996. « De la forme architecturale et urbaine et de la planification dans le processus de technopolisation de Toulouse », rapport de recherche dans le cadre du programme « Architecture à grande échelle », PIR villes/CNRS.

Weissberg, D. Deffaux, V. 1999. « Commerce et urbanisme commercial : le cas de l'agglomération toulousaine ». *Sud-Ouest Européen*, n°4 : 37-48.

Wolff, Ph. (dir.). 1974. *Histoire de Toulouse*. Toulouse, Privat.

Wolff, Ph. 1984. *Les toulousains dans l'histoire*. Toulouse, Privat.

Wolff, Ph. (dir.). 2000. *Histoire du Languedoc*. Toulouse, Privat.

Zuliani, J-M. 1995. « La mutation du système productif des services marchands de haut niveau dans l'agglomération toulousaine : enjeux et acteurs », thèse de doctorat en géographie et aménagement, Université de Toulouse Le Mirail.

Zuliani, J-M. 1998a. « Toulouse, métropole technologique », in Philippe, J. Léo, P-Y. Boulianne, L-M. *Services et Métropoles. Formes urbaines et changement économique*. Paris, L'Harmattan : 241-268.

Zuliani, J-M. 1998b. « Effets de proximité et développement métropolitain des services de haut niveau : le cas de Toulouse ». *Sud-Ouest Européen*, n°2 : 33-46.

Géo : n° 128, « Toulouse », octobre 1989 ; n° 320, « Toulouse, mode de vie », octobre 2005 ;

Télérama : n°2839, juin 2004 ;

Newsweek : juillet 2006 ;

Le Point : n° 1759, supplément « Ce que sera Toulouse en 2020 », juin 2006 ; n°1801 supplément « Toulouse. Enquête sur les tribus », mars 2007 ;

L'expansion : n°713 spécial Toulouse, novembre 2006 ;

Le Monde, 6 mars 2008 ; *Libération*, 8 décembre 2006 ;

et aussi une consultation régulière du quotidien régional *La Dépêche du Midi*.

Sommaire

Liminaire

Les échanges dans l'agglomération toulousaine à travers les âges

Introduction

p.29

I Une rencontre entre les hommes, le site et l'histoire

1.1 Site, ressources, réseaux

p.37

- Des possibles à la gestation de la ville : peuplements et échanges

Signification anthropologique d'un établissement humain urbain

La rencontre avec la romanisation

- La formation d'une ville générique

p.49

Romaniser, c'est-à-dire urbaniser

Christianisation et renouvellement du maillage social

Naissance d'une capitale régionale

1.2 Entre réussites éphémères et atonie relative

p.74

- L'essor médiéval

Un renouveau plutôt endogène

La « République toulousaine », bourgeois et marchands

Des répressions à la réorientation des échanges

Hospitalisation de la pauvreté et investissements mutualisés de la richesse

La Garonne, baromètre des échanges

- De la saga du pastel aux déséquilibres : Toulouse renaissante ?

p.130

Une réussite qui va hisser Toulouse pendant un siècle dans l'économie monde

Une ville opulente, foyer de culture humaniste

Entre puissance du Parlement et paupérisation

Des tensions religieuses aux recompositions de l'économie du don

- Blé et conservatismes

p.162

Echange et politique : la terre investie et les offices en hausse

D'une réussite économique provisoire à la recrudescence de la misère

Une ambiance urbaine pesante : criminalités et intolérances

Toulouse en révolution, puis retour à la case départ

*Nouveau projet urbain et sociabilités culturelles :
vers une ébauche de modernité*

Du bilan à la rupture : de la ville à l'urbain généralisé

p.222

II Mise en modernité et actualité de l'agglomération

2.1 Les voies de la modernité

- La (re)structuration : retour vers le global

Archéologie de la modernisation

p.239

La croissance démographique : de « la montée du XVIII^e siècle » (Coppolani 1963 : 22) à une population majoritairement urbaine

Les « supports de la modernisation : échange généralisé, mouvement accéléré » (Daviet 1997 : 11)

Toulouse, « industrielle sinon industrielle » (Arlet 1994 : 29)

Transports, communications et transformations urbaines

Nouveaux commerces entre les hommes, les choses et l'argent

Vers une culture du progrès

Nouvel urbanisme, nouvelle politique urbaine

- Le décollage : des bénéfices des décentralisations aux réceptions et initiatives toulousaines

Vers une politique d'aménagement du territoire favorisant Toulouse p.339

Entre ambivalences du retard toulousain relatif et constitution d'une économie urbaine moderne

D'une nouvelle sociologie économique au redéploiement des territoires urbains de l'échange

Internationalisation industrielle et culture urbaine globalisée

Si, selon la célèbre formule de Bodin, « il n'y a de richesses que d'hommes », leur gouvernance urbaine reste encore assez indécise

2.2 'The occitan dream' : nouvelles polarisations et nouveaux imaginaires territoriaux

p.428

- Décollage ou décollement de l'agglomération ?
Styles de vie technopolitains

p.435

Blagnac, terre d'envol d'Airbus et usine de montage urbanistique

Labège Innopole : Carrefour, l'échangeur de l'informatique

- Relation 'tolosanité'/campagne : un malentendu auto-réalisant

p.489

Tournefeuille et Basso Cambo : la rocade Arc-en-ciel, Utopia de l'électronique et des résidences fermées

Le manège enchanté du marché forain du dimanche matin à Saint Aubin

- Commerce central en son axe principal (Nord/Sud) :
pérennité d'un flux

p.529

Cardo(s) : de la rue Saint Rome à la rue Alsace (percée « haussmannienne »)

Conclusion Générale

p.549